N°25
2020-2021

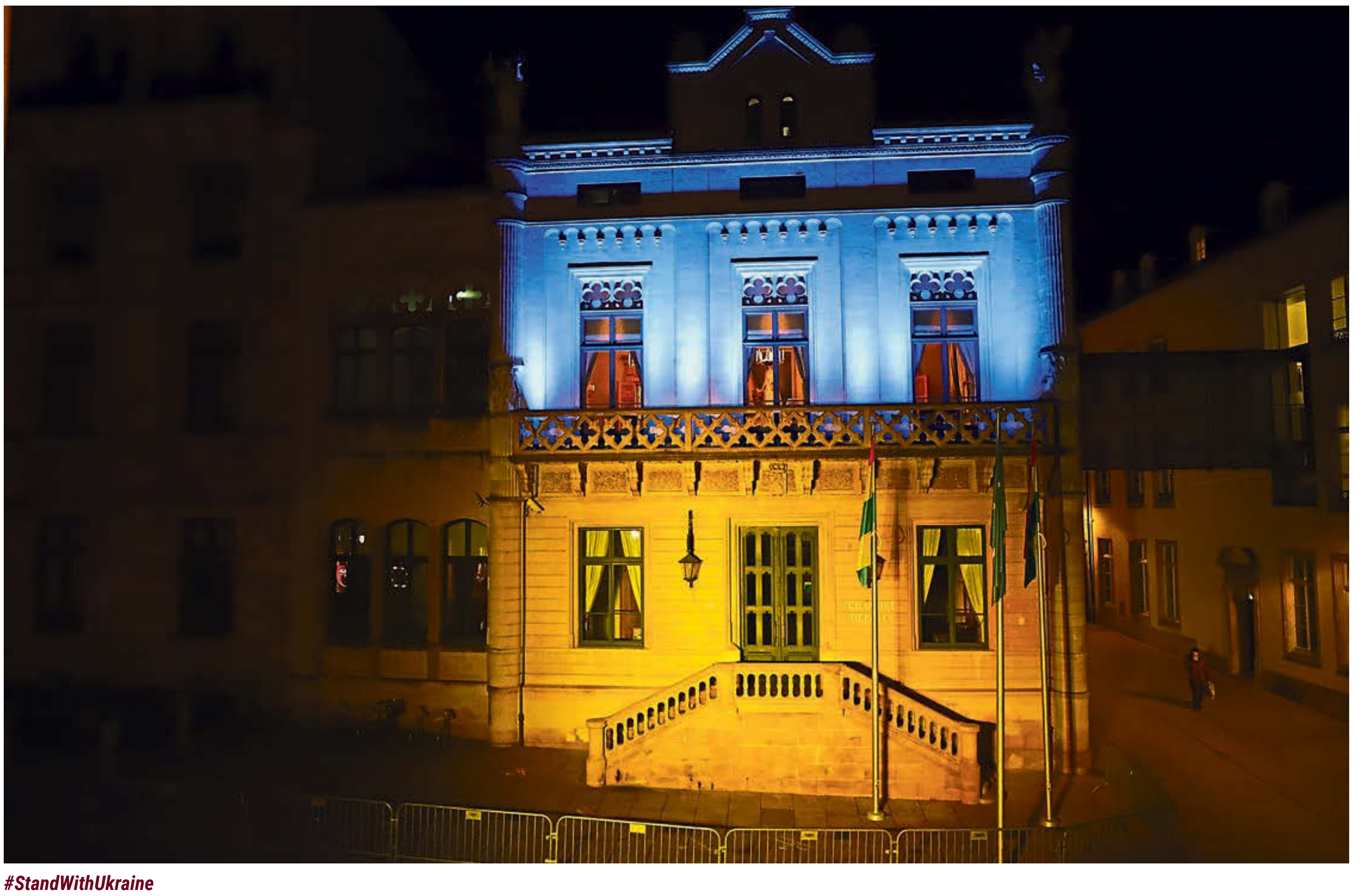
CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 25 | Session ordinaire 2020-2021

Légalisation du cannabis récréatif	p. 834	Sommaire des séances publiques n^{os} 57 et 58	p. 867	57e séance	Jeudi 20 mai 2021
Flambée du prix des produits pétroliers	p. 858	Sommaire des questions parlementaires	p. Q634	58e séance	Mardi 8 juin 2021

La Chambre des Députés solidaire de l'Ukraine



#StandWithUkraine

La Chambre se montre solidaire avec l'Ukraine et la population ukrainienne. Pour cette raison, l'Hôtel de la Chambre des Députés est illuminé aux couleurs du drapeau ukrainien depuis le 25 février 2022.

La crise en Ukraine thématisée pendant deux séances publiques

Après une déclaration gouvernementale du Premier Ministre, M. Xavier Bettel, du Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Jean Asselborn, et du Ministre de la Défense, M. François Bausch, en séance plénière le 24 février 2022, où le Gouvernement a condamné l'attaque de la Russie en Ukraine, les députés ont mené un débat sur la guerre en Ukraine.

Dans ce contexte le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten, a déposé une motion invitant le Gouvernement à condamner fermement cette attaque, à exiger que la Russie mette fin immédiatement à ses opérations militaires et qu'elle résolve ce conflit de manière pacifique.

Cette motion a été adoptée à l'unanimité. Tenant compte de l'évolution de la situation, les députés sont revenus sur le sujet pendant une heure d'actualité à la demande du Président de ladite commission, M. Yves Cruchten, en séance publique le 1er mars 2022.

Entrevue du Président de la Chambre avec son homologue lituanienne sur la situation en Ukraine

La guerre en Ukraine a également figuré à l'ordre du jour d'un échange de vues par visioconférence le 3 mars 2022 entre le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et son homologue lituanienne, Mme Viktorija Čmilytė-Nielsen.

« Tout faire pour mettre fin à cette guerre horrible et injuste »

M. Fernand Etgen,

Président de la Chambre des Députés

« La Chambre des Députés condamne fermement la guerre d'agression contre le peuple ukrainien. C'est une attaque contre nos valeurs démocratiques et contre nos sociétés pluralistes et libres. » Tel fut un des messages clés du Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de l'échange de vues. « Je peux vous assurer que nous ferons tout ce qui est dans notre pouvoir pour mettre fin à cette guerre horrible et injuste », a-t-il ajouté.

M. Fernand Etgen a rappelé que le Parlement luxembourgeois a adopté à l'unanimité le jour même de l'agression russe une motion invitant le Gouvernement « à condamner fermement l'attaque non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie » et « à appeler à la solidarité avec l'Ukraine au niveau de l'Union européenne ».

À l'initiative de la Présidente du Parlement lituanien, le Seimas, les deux interlocuteurs ont discuté de l'assistance à l'Ukraine, du renforcement de la sécurité dans la région et de la réponse envoyée à la Russie. Les Présidents de Parlement ont salué que cette réponse soit ferme et communément portée par tous les membres de l'Union européenne et les alliés de l'OTAN. « Ce n'est que dans l'union que nous pouvons réussir à préserver notre modèle démocratique et que nous serons capables d'aider l'Ukraine », a affirmé le Président de la Chambre.

Les sanctions contre la Russie et la Biélorussie, voisin direct de la Lituanie, étaient également sujets des discussions. « Les relations bilatérales avec la Russie sont gelées tant que le Président Poutine est au pouvoir », a assuré M. Fernand Etgen face à son homologue lituanienne.

Le Luxembourg, par l'intermédiaire du Parlement Benelux, entretient des relations étroites avec les pays baltes, dont la Lituanie. Actuellement, le Luxembourg a déployé six militaires en Lituanie dans le cadre d'une mission de présence avancée renforcée de l'OTAN (Enhanced Forward Presence).

Mme Viktorija Čmilytė-Nielsen, Présidente du Parlement lituanien, lors de l'entrevue virtuelle

M. Fernand Etgen (au milieu) pendant la visioconférence

Le Vice-Président de la Commission européenne, M. Margaritis Schinas, en visite

Entre flux migratoires et mode de vie européen

La garantie du mode de vie européen passe par la protection des frontières extérieures pour M. Margaritis Schinas.

Le Vice-Président de la Commission européenne, premier commissaire européen chargé de la promotion du mode de vie européen, était en visite de travail le 25 février 2022 à la Chambre des Députés. Il a eu un échange de vues avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, ainsi que des membres luxembourgeois du Parlement européen.

Les conséquences de la guerre en Ukraine et la gestion des flux migratoires en général, et des migrations liées à ce conflit en particulier, ont dominé les discussions.

« Le mode de vie européen est particulièrement important dans une période de doute comme celle que nous traversons », a constaté d'emblée le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen.

Il a également souligné l'importance de la solidarité entre les pays membres de l'Union européenne.

« C'est cette solidarité qui devrait nous guider et nous aider à endiguer la crise migratoire », a-t-il ajouté.

> « Le Luxembourg a toujours travaillé en faveur des solutions européennes »
> M. Margaritis Schinas,
> Vice-Président de la Commission européenne

M. Fernand Etgen a déploré qu'un consensus fasse toujours défaut, un certain nombre de pays étant réfractaires à partager la charge.

Le Commissaire européen a expliqué que les négociations sur un nouveau pacte concernant la migration et l'asile n'ont pas pu avancer comme il l'avait souhaité.

« La pandémie n'a pas facilité ces négociations », a-t-il affirmé. « Le Luxembourg a toujours été un État membre favorable aux solutions européennes », a constaté M. Margaritis Schinas. Les flux migratoires pesant de plus en plus sur les pays de l'Europe de l'Est - à l'instar de la crise des migrants à la frontière de la Biélorussie ainsi que de la guerre en Ukraine - ne pourraient-ils pas changer la donne, ont voulu savoir certains députés. M. Margaritis Schinas a expliqué espérer que de telles crises pourraient faire évoluer la coopération européenne dans le bon sens.

Les flux migratoires au cœur des préoccupations des citoyens

Les flux migratoires sont par ailleurs au cœur des préoccupations des citoyens, a rappelé le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, M. Yves Cruchten. C'est ce qu'ont démontré les échanges avec les résidents luxembourgeois organisés par la Chambre des Députés concernant l'avenir de l'Europe.

Aller plus loin pour arrêter l'offensive russe ?

L'Union européenne ne devrait-elle pas aller plus loin pour arrêter l'offensive russe en Ukraine ? Voici une deuxième question soulevée par les députés luxembourgeois et européens.

D'autres sujets de la discussion concernaient une politique européenne de la défense, la coopération avec les pays tiers ainsi que les moyens déboursés en faveur de la jeunesse et des programmes d'échanges européens tels qu'Erasmus pour les étudiants ou Alma pour les décrocheurs.

Les commissaires européens à la rencontre des parlements nationaux

Afin de s'échanger avec les députés sur des sujets d'actualité, les commissaires européens se déplacent régulièrement auprès des parlements nationaux.

Le 13 décembre 2021, Mme Mairead McGuinness, Commissaire européenne aux services financiers, à la stabilité financière et à l'union des marchés des capitaux, avait été reçue à la Chambre des Députés.

Le Commissaire européen à la rencontre des députés et eurodéputés luxembourgeois

20e Conférence interparlementaire sur la PESC et la PSDC

Un ordre du jour bouleversé par l'invasion de l'Ukraine

Les représentants des commissions des affaires étrangères et de la défense des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne (UE) et du Parlement européen se sont déplacés au Sénat de France à Paris, les 24 et 25 février 2022, pour participer à la Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

En début de session, le Président du Sénat, M. Gérard Larcher, a d'emblée tenu à souligner son soutien et son attachement au peuple ukrainien face à l'agression russe.

Lors de ses propos d'introduction, il a ouvert la conférence interparlementaire « sous le signe funeste d'un coup de force de l'invasion par la Russie de l'Ukraine à quelques kilomètres des frontières de l'UE ».

Un drapeau ukrainien a également été érigé dans l'hémicycle à côté du drapeau européen en signe de solidarité. Les récentes actualités ont poussé la présidence française à adapter l'agenda, de sorte à dédier l'ensemble des discussions à la situation ukrainienne. L'ambassadeur d'Ukraine en France, M. Vadym Omelchenko, a insisté sur le fait que toute attente supplémentaire de la part de l'UE et des alliés ne serait qualifiable que d'acte de complicité avec les crimes de guerre commis par la Fédération de Russie.

Une déclaration solennelle et commune à l'égard des évolutions de la scène géopolitique internationale a été approuvée à l'unanimité par les parlementaires. L'accent y est mis sur le soutien sans faille aux autorités légitimes et au peuple ukrainiens, il est fait appel à la Fédération de Russie de rétracter immédiatement et sans condition ses troupes militaires déployées en Ukraine et il y est avancé que l'UE doit anticiper et se préparer à une gestion d'un nouvel afflux de réfugiés ukrainiens.

L'action de l'Union européenne en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine

La cheffe de fil de l'opposition issue de la société civile de la Biélorussie, Mme Svetlana Tikhanovskaïa, a ouvert la session de l'après-midi en revendiquant la nécessité de décréter également des sanctions contre le régime d'Alexandre Loukachenko.

Pendant cette session, M. Léon Gloden a tenu une intervention revenant sur la position luxembourgeoise par rapport aux actions envisageables en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. L'élu chrétien-social a mis en évidence la position luxembourgeoise en condamnant fermement la Fédération de Russie pour la violation de ses engagements internationaux et en réitérant son soutien inconditionnel envers le peuple ukrainien. Il a ajouté que l'UE devrait se « doter des moyens et des structures pour mettre en place une véritable armée européenne », faisant ainsi allusion à un recalibrage potentiel de la « Boussole stratégique » qui devait être endossée par la réunion du Conseil européen des 24 et 25 mars 2022.

M. Léon Gloden, membre de la délégation luxembourgeoise, a représenté la Chambre des Députés au Palais du Luxembourg à Paris.

Intervention de M. Léon Gloden, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence interparlementaire sur la PESC et la PSDC

NOUVELLES LOIS

Compte rendu n° 25 | 2020-2021

Adaptation des procédure et organisation judiciaires

7307 - Projet de loi portant modification :

1° du Nouveau Code de procédure civile ;

2° du Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;

4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale

L'essor et le développement économique et démographique du Grand-Duché de Luxembourg entraînent nécessairement une constante augmentation du nombre de litiges.

À cet égard, le Grand-Duché se trouve dans une situation assez particulière sur le plan européen.

Il en découle, comme le relève le Conseil d'État dans son avis rendu en date du 7 avril 2017 à propos de la loi du 27 juin 2017 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature et portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, qu'il est difficile d'établir une corrélation entre les effectifs de la justice et la population.

L'augmentation du nombre de magistrats moyennant la loi du 27 juin 2017 prévoyait le recrutement de 32 magistrats supplémentaires jusqu'en 2019. Un renforcement supplémentaire des tribunaux administratifs a été opéré par la loi du 5 août 2020 portant modification de 1. la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; 2. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire. Ces renforcements des effectifs se sont avérés indispensables afin de répondre à une charge de travail du pouvoir judiciaire qui ne cesse de devenir plus importante en raison des facteurs précités. Finalement, la complexité croissante des affaires civiles, commerciales et pénales a également été l'un des arguments ayant motivé cette augmentation.

Il est indispensable de disposer d'un pouvoir judiciaire efficace qui réponde aux attentes des justiciables. Cependant, à long terme, une simple augmentation des effectifs ne saurait apporter une solution au problème de l'évacuation prompte des affaires, voire de la lenteur judiciaire.

Une amélioration substantielle du fonctionnement du pouvoir judiciaire est également obtenue par l'évaluation et l'adaptation du fonctionnement et de l'efficacité des procédures qui sont d'application devant nos juridictions.

Par conséquent, le projet de loi n° 7307 vise à améliorer, simplifier et rendre plus efficace le régime procédural en matière civile et commerciale. Plus précisément, les modifications envisagées visent à rendre plus souple et logique la procédure applicable et à donner plus d'efficacité à certains mécanismes juridiques qui ne fonctionnent pas encore de manière adéquate dans la pratique.

La présente réforme comprend également des adaptations au niveau du Code du travail, de la procédure en cassation, de l'organisation judiciaire et de l'organisation des juridictions d'ordre administratif.

Parmi la panoplie de modifications proposées au niveau du Nouveau Code de procédure civile, il convient de citer :

- le relèvement du seuil de compétence des justices de paix ;
- l'introduction, voire la confirmation de la pratique, de conclusions de synthèse ;
- l'introduction d'une procédure de mise en état simplifiée ;
- l'introduction de la notification par voie électronique des ordonnances présidentielles ;
- la fixation de délais pour la réalisation d'expertises judiciaires ;
- l'augmentation des amendes en cas de rejet de la récusation des juges ;
- la clarification des critères définissant les jugements intermédiaires appelables.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 14.05.2018
Rapporteur : M. Charles Margue

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Charles Margue) :

15.01.2020	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État et des amendements gouvernementaux
15.07.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et examen d'une série d'amendements parlementaires
21.07.2020	Présentation et adoption d'une série d'amendements
21.10.2020	Présentation et adoption d'une deuxième série d'amendements
03.02.2021	Présentation et examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
24.02.2021	Présentation et adoption d'une série d'amendements
21.04.2021	Présentation et examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
12.05.2021	Continuation des travaux
02.06.2021	Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 08.06.2021
Loi du 15 juillet 2021
Mémorial A : 2021, n° 541, page 1

Relations entre producteurs et distributeurs d'aliments

7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

Ce projet de loi transpose en droit national la directive 2019/633 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire.

L'intention de cette directive est d'équilibrer les relations entre les producteurs de produits alimentaires et les distributeurs afin de protéger les fournisseurs de ces produits en position de faiblesse économique contre des pratiques de commerce désavantageuses mises en œuvre par les différents acteurs commerciaux au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

Le dispositif ne prévoit pas de définition générique d'une pratique déloyale et ne vise pas davantage des manœuvres destinées à conduire le consommateur en erreur. Le dispositif définit des fourchettes de chiffres d'affaires.

Ainsi, des fournisseurs qui se situent à l'intérieur d'une fourchette donnée sont protégés vis-à-vis de leurs partenaires commerciaux dont le chiffre d'affaires dépasse ces seuils.

Les pratiques concrètement interdites sont diverses. Au total, la directive identifie 16 pratiques commerciales déloyales. Certaines des interdictions sont d'ordre public (liste noire).

D'autres pratiques sont interdites à défaut de dispositions contractuelles contraires (liste grise). La directive oblige les États membres de nommer des autorités publiques qui devront disposer de pouvoirs d'enquêtes et de sanctions pour faire appliquer la future législation. Le projet de loi investit le Conseil de la concurrence de ces missions et prévoit des amendes et astreintes.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 07.08.2020
Rapportrice : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

04.02.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
11.02.2021	Continuation des travaux
06.05.2021	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.05.2021
Loi du 1er juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 403, page 1

Financement des travaux à la station de traitement du SEBES

7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)

Le projet de loi propose une augmentation du plafond de la participation étatique dans les frais d'extension et de modernisation de la station de traitement du Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) pour un montant de 21.200.000 euros. Le plafond initial de la dépense étatique retenu dans la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du SEBES était de 83.000.000 euros, sans que le financement étatique ne puisse dépasser 50 pour cent des coûts des travaux.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 05.01.2021
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire
(Président : M. François Benoy) :

21.04.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
10.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 20.05.2021
Loi du 14 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 454, page 1

Aides aux entreprises impactées par la pandémie

7804 - Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle, 2) à la promotion de la création artistique ;

2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;

4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Le 28 janvier 2021, la Commission européenne a adapté pour la cinquième fois l'« encadrement temporaire des mesures d'aides d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 ». Cet encadrement temporaire pose les conditions sous lesquelles les États membres de l'Union européenne peuvent accorder des aides aux entreprises impactées par la pandémie de Covid-19. C'est ainsi que la durée d'application de l'encadrement temporaire a été prolongée de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2021, et le montant maximum des aides d'État pouvant être octroyées par entreprise sur le fondement de la section 3.1 de l'encadrement temporaire a été augmenté, passant de 800.000 à 1.800.000 euros.

Au cours de l'année 2020, le Luxembourg a adopté plusieurs régimes d'aides aux entreprises sur le fondement de l'encadrement temporaire. Le présent projet de loi a pour objet de prolonger la durée d'application de ces régimes d'aides du 30 juin 2021 au 31 décembre 2021, comme le permet l'encadrement temporaire.

En ce qui concerne la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19, ce projet de loi vise également à augmenter de 800.000 à 1.800.000 euros le plafond des aides par entreprise pour les demandes soumises après son entrée en vigueur et à apporter certaines précisions supplémentaires.

En outre, dans le but d'encourager la stabilisation, voire la relance de l'économie nationale, ce projet de loi prévoit de faciliter la prise de participations et l'injection de capital dans des sociétés par des établissements de crédit ou des entreprises d'investissement. Ceci en excluant les prises de participations qualifiées qui ne dépassent pas un certain seuil du champ d'application de la procédure visée à l'article 57 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 20.04.2021
Rapporteur : M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Président : M. Claude Haagen) :

14.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
19.05.2021	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président : M. André Bauler) :

14.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 20.05.2021
Loi du 1er juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 404, page 1

Formation professionnelle : dérogations au système d'évaluation

7815 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le présent projet de loi a comme objet d'introduire des dérogations temporaires au système d'évaluation des compétences et modules dans le domaine de la formation professionnelle, tel que prévu à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Les mesures gouvernementales prises dans le cadre de la crise sanitaire liée au virus Covid-19 continuent d'avoir des répercussions sur le fonctionnement de la formation professionnelle, que ce soit au niveau des stages, de l'évaluation des modules ou encore de l'organisation des projets intégrés.

L'enseignement à distance ainsi que l'interruption et le report des stages posent des problèmes pour l'évaluation des compétences et des modules dans le domaine de la formation professionnelle. Il s'avère donc nécessaire de prévoir des solutions pour les cas de non-évaluation d'une compétence, d'un module entier ou encore d'un stage.

Le système d'évaluation actuel, tel que prévu par l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, prévoit l'attribution d'une note à chaque compétence.

La note maximale d'une compétence correspond au résultat de la multiplication de 0,6 par l'indice de pondération de cette compétence. Lorsque la moitié du maximum est atteinte, la compétence est considérée comme acquise. Le module est alors calculé à partir de la somme des notes attribuées aux compétences qui le composent. Le module est réussi lorsque la note est supérieure ou égale à trente points.

Afin de permettre aux apprentis de terminer l'année scolaire 2020-2021 en bonne et due forme, le législateur vise à introduire des dérogations temporaires pour l'évaluation des compétences et modules dans la formation professionnelle.

Ainsi, aucune note ne sera attribuée aux compétences qui n'ont pas pu être évaluées pour des raisons liées à la pandémie de Covid-19.

Il va de soi que seules les compétences ayant fait l'objet d'une évaluation pendant l'année scolaire 2020-2021 peuvent être prises en compte pour le calcul des modules. Ce calcul se fera en plusieurs étapes suivant une règle de trois, afin de pouvoir rester sur une évaluation à soixante points au maximum.

Ces mesures dérogatoires constituent le seul moyen pour ne pas compromettre le parcours scolaire des élèves et apprentis face aux circonstances exceptionnelles dues à la crise sanitaire.

Limitées à l'année scolaire 2020-2021, elles correspondent à celles mises en place pour l'année scolaire 2019-2020 dans le cadre de la loi du 20 juin 2020 portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 29.04.2021
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

12.05.2021	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
19.05.2021	Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2021
Loi du 25 juin 2021
Mémorial A : 2021, n° 494, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg**
   - Exposé : M. Claude Wiseler
   - Débat : Mme Carole Hartmann - Mme Cécile Hemmen - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Claude Wiseler) (dépôt de la motion 1) - M. Jeff Engelen - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement (intervention de M. André Bauler) - M. Dan Biancalana
   - Prises de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - Mme la Ministre Paulette Lenert - Mme la Ministre Sam Tanson
   - Motion 1 : M. Claude Wiseler - Mme la Ministre Paulette Lenert - M. Claude Wiseler - Mme la Ministre Sam Tanson (interventions de M. Claude Wiseler) - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement - Mme Nathalie Oberweis
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
3. **Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser**
   - Exposé : M. Fernand Kartheiser
4. **7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)**
   - Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : Mme Stéphanie Empain
   - Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Gusty Graas - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
5. **7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire**
   - Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Tess Burton
   - Discussion générale : Mme Diane Adehm - M. André Bauler - Mme Semiray Ahmedova (intervention de M. André Bauler) - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. **7786 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi**
   - Rapport de la Commission du Règlement : M. Marc Spautz
   - Discussion générale : M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - Mme Myriam Cecchetti - M. Sven Clement
   - Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
7. **Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar**
   - Exposé : M. Laurent Mosar
8. **7804 - Projet de loi portant modification :**
   1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
   2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;
   3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;
   4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier
   - Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : M. Claude Haagen
   - Discussion générale : M. Marc Spautz - M. André Bauler - M. Charles Margue - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. Pim Knaff) - M. le Ministre Franz Fayot - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. Sven Clement)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
9. **Motion de M. Laurent Mosar relative à l'étude de la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises**
   - Discussion générale : M. Claude Haagen
   - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Carole Dieschbourg, Mme Paulette Lenert, Mme Sam Tanson et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

2. Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg

Den éischte Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Interpellatioun vum Här Claude Wiseler iwwert d'Legaliséierung vum Cannabis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Cécile Hemmen, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, den Här Sven Clement, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Dan Biancalana. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, wannechgelift.

Exposé

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Villmools merci, Här President. Ech hunn dës Interpellatioun viru 16 Méint ugefrot, den 21. Januar 2020, zu enger Zäit, wou am Fong nach villes anescht war, inklusiv d'Regierung. Dëse Sujet war an der Walcampagne en Aushängeschëld an och an dem Regierungsprogramm en Aushängeschëld fir dës Legislaturperiod. An déi éischt Diskussioune si vum Här Braz a vum Här Schneider geféiert ginn, déi och allen zwee sengerzäit héchstperséinlech a Kanada waren, fir eng Rees dohinner ze maachen, fir genau ze kucken, wéi dee kanadesche Modell géif lafen.

An duerno ass dat alles e wéineg ..., well do Regierungswiessele komm sinn, ass déi Interpellatioun hei e wéineg an eng Zäitmille komm, well déi nei Ministesche mer fir d'éischt gesot hunn, si wéilte sech an den Dossier eraschaffen - wat jo och logesch ass, wat och verständlech ass -, an duerno koum d'ganz Covidzäit, et waren aner Prioritéiten do. An dofir huet dat elo esou laang gedauert.

Ech sinn och am Fong gespaant, well mer elo zwee nei Titulairë vun deene Posten hunn, déi och vläicht aner Sensibilitéiten hunn, wéi déi Titulairë virdrun, fir am Fong mat hinnen déi Diskussioun weiderzeféieren.

Ech hu mech och ee Moment gefrot, ob mer déi Interpellatioun nach sollten oprechterhalen. Ech hu mer déi Fro awer selwer positiv beäntwert, well a verschiddenen Äntwerten op Question-parlementairen, déi mer gestallt hunn, awer d'Intentioun vun der Regierung nach kloer ervirkomm ass, fir den Dossier weiderzeféieren. An ech hu mer och geduecht: Da kommt, mir maache se elo zu enger Zäit, wou den Dossier nach net als Gesetzesprojet existéiert, dat heescht, nach net fäerdeg ass, wou ee kann eng Diskussioun féieren, déi dann eventuell nach an d'Aarbechte kéint erafléissen. A well ech dëse Sujet och wollt op eng, am Fong, onpoleemesch Aart a Weis ugoen an enger Diskussioun, wou Argumenter kënnen ausgetosch ginn, iwwer Argumenter kann diskutéiert ginn, déi net schwaarz-wäiss ass, wou mer net eng Diskussioun vun deenen engen, déi dämpen, an deenen aneren, déi do puritanesch Spaassbremse sinn, hunn, mee wou mer eng Diskussioun hunn iwwer Argumenter aus der Realitéit. An dat ass dat, wat ech hoffen, datt mer haut als Parlament fäerdegbréngen.

Well, mir hunn op där enger Säit jo - an dat hunn déi Zuelen, déi erauskomm sinn an deenen Etüde viru 14 Deeg, dräi Wochen ... - eng Rei reell Froen, déi sech stellen. D'Äntwerte waren, datt 38 % vun de Männer a 29 % vun de Frae wärend hirem Liewe scho Cannabis consomméiert hunn an datt, wann een dat op dat lescht Joer bezitt, et wärend deem leschte Joer 16 % vun de Männer an 9 % vun de Frae waren. Dat sinn Zuelen, déi stabel si säit 2014, mat enger liichter Hausse, héich Zuelen, wann ee se op d'Populatioun kuckt, mee awer a priori manner héich wéi dat, wat mer am Ausland kënne feststellen.

Wat mech awer haaptsächlech interesséiert huet, dat ass, datt déi Etüde respektiv déi Statistike soen, datt 15 % vun de Jugendleche an deem leschte Joer Cannabis consomméiert hätten, wat, par rapport zur Gesamtpopulatioun, awer relativ vill ass.

Et ass also an eisen Aen, a mengen Aen e Gesellschaftsphenomeen, an eng Diskussioun doriwwer ass iwwerfälleg.

Ech wollt och haut probéieren, déi Argumenter, zumindest vu mir aus, vun deenen zwou Säiten ze beliichten, well et gëtt Argumenter fir déi zwou Säiten. An et ass derwäert, déi Fro hei unzegoen, andeem een déi verschidden Aspekter ugeet an net just eng ideologesch Debatt iwwer Jo an Nee féiert.

Déi éischt Feststellung zu Lëtzebuerg ass, datt mer eng legal Situatioun hunn, déi am Fong wéineg respektéiert gëtt, wou e gewësse Flou ass, wat am Fong ni gutt ass, wann et esou ass. Mir hunn d'Gesetz vun 1973, 2001 an 2018, e Gesetz, wat de Besëtz an d'Benotzung vu Cannabis fir privat Zwecker am Fong dekriminaliséiert huet. Keng Prisongsstrofe sti méi drop fir déi Privatleit, op där anerer Säit stinn awer nach Amenden drop. Ech kréien an der Realitéit gesot, datt déi Amenden an dësem Moment awer ganz wéineg applizéiert ginn an datt de Contrôle kaum stattfënnt.

Polizeiinformatioune privater Natur soe mer och, datt a sech elo, säit am Fong–d'Annonce vun enger Legalisatioun vu Cannabis do ass, déi Hemmschwell bei Jugendlechen haaptsächlech méi erofgaangen ass, wat fir d'Polizei de Contrôle an der psychologescher Stëmmung vun dësem Moment relativ schwiereg mécht. Dat ass net zefriddestellend, wou mer momentan dru sinn, dat, mengen ech, schéngt jiddwerengem evident.

Dat ass sécher och en Argument, firwat mer de Sujet haut mussen upaken. Mir hunn och 2018 eng Legaliséierung fir therapeutesch Zwecker gemaach. Mir hunn och als CSV derfir gestëmmt. Ech hunn an deenen éischten Erfarungen elo doraus net weider gréisser Problemer héieren, ausser dem Problem, deen ech de Moien um Radio héieren hunn, wou d'Producteure sech da bekloen, datt si am Fong gär déi Produktioun deelweis gemaach hätten, an datt et schued ass, datt mer déi Produkter aus Kanada eriwwerhuelen, well dat hätt een och zu Lëtzebuerg kënnen anescht benotzen. Bon, dat ass awer eng aner Diskussioun, déi net onbedéngt heihinner gehéiert, mee déi effektiv awer zumindest fir de Cannabis fir therapeutesch Zwecker ze diskutéieren ass.

Mir sollten ufanks 2019, am Hierscht 2019, e Konzept virgeluecht kréien. Dat ass awer, aus ville Grënn, dee Moment net komm. Mee mir hunn an deene leschte Méint dann och a Question-parlementairen héieren, datt awer nach Consultatioune géife gemaach ginn, datt um Projet géif geschafft ginn an datt d'Chamber, esoubal dee Projet fäerdeg wär, dann och zumindest déi éischt Grondausriichtungen dovunner géif presentéiert kréien.

Ech setze mech elo gäre mat den Argumenter auserneen, an enger éischter Etapp notamment mat deenen, déi fir d'Legaliséierung vum Cannabis schwätzen.

Et ass ëmmer vun de Ministeren, vun der Regierung gesot ginn, datt et zwee Haaptargumenter wären, déi a sech déi Intentioun, fir d'Legaliséierung vu Cannabis ze maachen, géife begrënnen.

Dat éischt wär, datt een domat, wann een de Cannabis legaliséiert, eng Kontroll iwwert de Marché kritt. Mir hunn a sech e Schwaarze Marché, mir hu Kriminalitéit doranner. Duerch de Fait, datt een eng Legalisatioun mécht, bréngt een e Schwaarze Marché op e Wäisse Marché eriwwer, deen ee kontrolléiert, an dee Moment hu mer am Kampf géint d'Drogekriminalitéit e Schrëtt gemaach.

Dat ass dat éischt Argument, an dat ass verbonne mat engem aneren Argument, wat doranner besteet, datt een, wann een dat mécht, dann och d'Qualitéit vun dem Produit, deen op de Marché kënnt, ganz anescht ka kontrolléieren, well ee jo dann deelweis och d'Produktioun kontrolléiert oder den Achat kontrolléiert, deemno wéi een et wëllt maachen, an dee Moment och ka sécherstellen, datt d'Qualitéit vun de Produiten, déi dann haaptsächlech och jonk Leit kréien, esou ass, datt se net gesondheetsschiedlech sinn.

Dat sinn déi zwee Argumenter, déi haaptsächlech gesot gi sinn. An ech muss och soen, wann ech se esou abstrakt héieren, da verstinn ech och déi Argumenter. Et géif, sot den Här Schneider eng Kéier op enger Pressekonferenz, der Regierung och d'Méiglechkeet ginn, den THC-Gehalt vum Cannabis selwer ze bestëmmen an dee Moment och ze regléieren.

Wéi gesot, ech kann déi Argumenter gutt verstoen. Se sinn déi zwee Haaptargumenter fir d'Legaliséierung vum Cannabis, souvill ech bis elo an der Diskussioun vun der Majoritéit vun der Regierung héieren hunn. De Problem, deen ech awer domadder hunn, dat ass, datt déi do Argumenter och gebraucht gi sinn an anere Länner, déi eng Cannabislegaliséierung gemaach hunn, an datt d'Beispiller awer, respektiv d'Mise en pratique vun esou enger Legaliséierung an enger ganzer Rei Länner, notamment Kanada, gewisen huet, datt déi Ziler, déi ech deelen, net erreecht gi sinn, well a sech och op deene Marchéen nach e ganz grousse Circuit um Schwaarzmaart bestoe bliwwen ass. Dat war a Kanada, déi éischt Joren, bis zu 80 %, wou déi Produiten, déi verkaf gi sinn, dann net iwwert de legale Wee, mee zu 80 % - zwësche 60 % an 80 %, et hänkt vun de Statistiken of, déi ee liest - nach ëmmer iwwert de Schwaarzmaart gaange sinn.

Déi Zuele vun 2020 sinn, par ailleurs, relativ schwiereg ze interpretéieren, well dee ganze Marché mat de Covidconfinementer duerjerneegeroden ass, d'ailleurs inklusiv d'Consommatioun duerjerneegeroden ass. A Kanada hu se festgestallt, datt de Confinement eng 20 %eg Augmentatioun vun dem Cannabiskonsum mat sech bruecht, aus welche Grënn och ëmmer.

Mee wat mer feststellen, dat ass, datt de Schwaarzmaart net verschwënnt, wa mer de Cannabis legaliséieren, datt en do ass, well et méi schnell geet um Schwaarzmaart, datt en do ass, well de Schwaarzmaart och nach ëmmer e ganz anere Präis kann offréieren, well keng Steieren drop sinn, aus wéi enge Grënn och ëmmer et ass, datt déi Präiskonkurrenz vum Staat och esou wäit geet, datt se eng Influenz op d'Qualitéit vun de Produiten um Schwaarzmaart huet. An dat ass dat, wat déi Experienz a Kanada - zumindest dat, wat ech gelies hunn - seet. De Fait, datt de Staat e Präis applizéiert, fir seng legal Produiten ze verkafen, obligéiert de Schwaarzmaart, deen nach ëmmer do ass a wou da vill Suen illegal verdéngt ginn, op eng Präiskategorie ze goen, déi selbstverständlech attraktiv ass par rapport zu deem, wat de Staat verkeeft, dee Moment ënnendrënner, dee Moment méi bëlleg an datt dat dee Moment och mat sech bruecht huet op deene Marchéen, datt d'Qualitéit vun deem, wat um Schwaarzmaart ugebuede gëtt, en fin de compte nach weesentlech méi schlecht ass, wéi et virdru war an datt mer dee Moment haaptsächlech e Problem um Schwaarzmaart hu vun der Qualitéit vun deem Produit, deen ugebuede gëtt, wëssend awer, op där anerer Säit, datt de Schwaarzmaart ganz vill vu Jugendleche benotzt gëtt, well, notamment an deene Länner, wou de Cannabis legaliséiert ass, en ëmmer nëmme legaliséiert ass fir Adulten, 18 Joer oder 21 Joer, deemno a wat fir eng kanadesch Provënz ee geet.

Natierlech, déi Leit, déi net kënnen op dem legale Marché sinn, dat sinn dann normalerweis Jugendlecher. Adolescentë kënnen net op de legale Marché kommen, mussen op de Schwaarze Marché eriwwergoen, wa se sech da wëllen déi Produite kafen, a fannen dann duerno, nodeem déi ganz Legalisatioun geschitt ass, um Schwaarzmaart méi schlecht Produiten, wéi dat, wat se virdru fonnt hunn, soudatt déi Logik fir ze soen: „Mir kréien et an de Grëff a mir iwwerwaachen d'Qualitéit vun de Produiten", eng ass, déi sech - zumindest an deenen Experienzen, déi ech elo e wéineg nogelies a suivéiert hunn - a mengen Aen als problematesch erwisen huet, eng ganz Rei Problemer kreéierend an am Fong déi Zilsetzung éischter verschlechterend wéi léisend. Dat ass op jidde Fall déi Experienz, esou wéi ee se am Ausland konnt novollzéien.

Da sinn eng ganz Rei aner Froen, déi sech nach stellen, mee ech wollt hei an dësem Kontext, éier ech op déi aginn, just nach e puer kuerz Remarken iwwert déi „Note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg" maachen, déi viru 14 Deeg erauskomm ass, well déi awer och an dësem Kontext net oninteressant ass. Do geet d'ailleurs zwar kaum vum Cannabis rieds, ech hat awer schonn d'Impressioun, wéi wann et akzeptéiert wär, datt déi Legalisatioun do wär, soudatt et dann och kee kriminelle Marché méi ass. Mee op jidde Fall gëtt wéineg doriwwer geschwat, mee et ginn eng

ganz Rei Suggestioune gemaach. Notamment, wann Der hannen an där Note kuckt, da gesitt Der, datt vu verschiddenen Institutiounen, staatlechen Institutiounen eng Rei Recommandatiounen un d'Regierung gemaach ginn, déi sollen awierken, datt een de Marché noir besser soll an der Gréff kréien.

Sou, an ech wollt froen … Dat sinn zum Beispill Propositioune wéi de Renforcement vun de Polizeikaderen, notamment fir déi do Zwecker; de Suivi vun den Action-policièren; déi Diskussiounen iwwer Expulsiounen; d'Arrestatioun vu Persounen « en possession d'objets indiquant un trafic de stupéfiants », déi momentan vum Parquet als Délit mineur consideréiert gëtt; Froen iwwert d'Identifikatioun vun de Persounen; iwwert d'Lignes conductrices bei der Applikatioun vu verschiddenen Artikelen, wéi zum Beispill dem Artikel 142 iwwert d'Libre circulation; iwwert de Mangel u Plaze am Centre de rétention; d'Extensioun vun den Délais de rétention virun der Presentatioun vum Juge d'instruction, an dëse Fäll Artikel 93 vum Code de procédure pénale.

Dat sinn a sech Froen, déi net ech elo direkt opgeworf hunn, mee déi an där Etüd opgeworf gi sinn, déi e Groupe interministériel vun der Regierung gemaach huet. Meng Fro ass: Wat fir eng Äntwerte gëtt d'Regierung drop? Ass d'Regierung bereet, op déi Suggestiounen, déi do gemaach ginn, anzegoen oder net?

Dat Zweet iwwert déi Note, wat mech awer erstaunt huet, muss ech soen, dat ass, datt verschidde Konklusioune mer scho logesch schéngen an anerer mer awer relativ frustrant schéngen, haaptsächlech déi Haaptkonklusioun ganz zum Schluss: Dat ass, datt dee Groupe de travail haaptsächlech proposéiert - als Groupe de travail -, datt elo e Groupe de travail sollt gemaach ginn; an e Groupe de travail, deen da sollt e Livre blanc maachen. An an deem Livre blanc sollt eng Roadmap drastoen, an an där Roadmap sollt drastoen, wéi vill Suen a wéi vill Leit da gebraucht ginn, fir dann eng Chance ze hunn, där Kriminalitéit entgéintzewierken. An ech muss soen, an där Erfarung, déi ech hunn, ass et a mengen Aen ëmmer e schlecht Zeechen, wann een e Groupe de travail asetzt an haaptsächlech, wann e Groupe de travail dann e Groupe de travail proposéiert, deen eng Roadmap soll proposéieren. Wann ech dat liesen, da soen ech mer, do geschitt nach net ganz vill an deenen nächste Joren.

A firwat soen ech dat à propos vum Cannabis? Mee ech soen dat à propos vum Cannabis, well mer elo an der Situatioun sinn, wou eng Legalisatioun vum Cannabis nëmme sënnvoll ass, wann een halleftweegs probéiert, de Marché noir awer an de Gréff ze kréien oder ze empêchéieren. Wann ech dat awer liesen, wat an där Note iwwert d'Drogekriminalitéit zu Lëtzebuerg steet, an déi Propositiounen, déi do stinn an déi Konklusiounen, déi an der Note stinn, da soen ech: Do hu mer awer nach vill Problemer! Wann Der also wëllt legaliséieren, da musst Der och zumindest probéieren, dee Marché noir an de Gréff ze kréien! Or, dat, wat ech an där Note erëmfonnt hunn, dat mécht mer net vill Hoffnung, datt mer do an deenen nächste Joren iergendwou weider kommen, wéi do, wou mer momentan sinn.

Deen zweete Volet, deen ech wollt uschwätzen, dat ass dee vum gesondheetlechen Aspekt. Ech mengen, do gëtt et ganz vill Diskussiounen driwwer. Ech wëll och net agoen op dee Sujet, ob Cannabis duerno eng Astigsdrog ass oder net, well do gëtt et esou vill Meenungen an esou vill Etüden, déi dat Eent an dat Anert soen. An ech sinn och net Medezinner an ech wëll do och keng definitiv Meenung festleeën. Mee ech hunn awer vill driwwer gelies, an och vill Kontradiktoresches, mee dat, wat ech an alle Berichter a Rezensiounen an an allen Theorien ëmmer als eng Konstant erëmfonnt hunn, dat ass déi, datt haaptsächlech bei jonke Leit - an domat ass gemengt, Leit ënner 21 respektiv ënner 25 Joer, dat hänkt vun den Etüden of, déi ee liest -, wa se vill Cannabis zou sech huelen an der Entwécklung vun hirem Gehier, wat nach net fäerdeg ass, wat bis zu deem Alter nach net ganz ofgeschloss ass, dee grousse Konsum vu Cannabis eng ganz Rei Problemer ka stellen, déi duerchaus problematesch sinn: Follge wéi Konzentratiounsproblemer, Antriebslosegkeet, Gläichgültegkeet, bis zu Psychosen hin, net geschwat iwwert d'Dependenzen, psychesch Dependenzen, déi do kreéiert ginn. Dat ass am Fong medezinnesch kaum contestéiert. Wann et och kloer ass, datt e geleegentleche Gebrauch vu Cannabis vun Adulten, keng weider sanitär Problemer stellt, ass et grad esou kloer, datt de grousse Konsum bei Jugendlechen, bei Adolescentë gréisser Froen a gréisser Problemer stellt.

An dat ass och der Regierung absolutt bekannt. Ech liesen hei just deen Extrait, dee virun dräi Woche vun dem Gesondheetsministère an eisem Educatiounsministère an där Etüd „Gesundheit von Schülerinnen und Schülern in Luxemburg", déi am Ufank vun dësem Joer erauskomm ass, heiriwwer kloer an däitlech gesot gëtt: „Der Gebrauch von Cannabis kann die Gesundheit unmittelbar und mittelbar einschränken. Während des Gebrauchs von Cannabis kann es zu funktionsgestörtem Verhalten und Wahrnehmungsstörungen kommen, z. B. zu Euphorie, Enthemmung, Angst, paranoiden Vorstellungen sowie Einschränkungen der Reaktionszeit und der Urteilsfähigkeit. Dies kann unter anderem das Risiko von Unfällen erhöhen. Darüber hinaus ist Cannabisabhängigkeit ein Risikofaktor für psychische Erkrankungen, wie etwa Angststörungen und bipolare Störungen […]. Zudem wird Cannabis mit sozialen Problemen in Verbindung gebracht, wie einer geringen schulischen Leistung und dem Konsum anderer Drogen […]. Als besonders schädlich gilt der Konsum, wenn er früh in der Jugend beginnt, hoch dosiert ist und regelmäßig fortgesetzt wird […]."

Dat sinn net ech, deen dat seet, dat ass de Gesondheetsministère an dat ass de Lëtzebuerger Educatiounsministère.

Am Fall vun enger Legaliséierung vum Cannabis stelle sech also an eisen Aen eng Rei Froen. Dat ass haaptsächlech déi akut Fro vun der Protektioun vun de Jugendlechen. An déi ass evident an, ech mengen, och net contestéiert. An déi Froen, déi hu mer och sengerzäit dem Här Schneider gestallt. Do krute mer d'Äntwert: „Mee mir maachen en Akafsverbuet fir Mannerjäreger, minus 18" - o, eng Diskussioun, minus 18, minus 21, bis 25 … Op jidde Fall war dat d'Äntwert, déi mer sengerzäit kritt hunn. An ech muss soen, dat bréngt zwar erfarungsgeméiss net vill!

Mir mengen, datt d'Legaliséierung de Jugendschutz méi schwéier mécht, wéi en haut souwisou schonn ass, an datt Cannabis vun de Jugendlechen, zumindest psychologesch, als manner schiedlech agestuuft gëtt, wann e fir Erwuessener legal ass an normal ka consomméiert ginn. Dee ganz einfache Message, dee pedagogesch schwiereg ass, eriwwerzebréngen, dat ass deen, wann ee seet, op där enger Säit: „Cannabis ass vun elo u legal", an op där anerer Säit: „Mee huelt ëm Gottes wëlle keen!" Wéi een dee Message soll an der Logik verständlech, kredibel eriwwerbréngen, ass an eisen Aen eng grouss Schwieregkeet.

Hei kommen, noutgedrongenerweis, aner Hemmschwellen, eng gréisser Akzeptanz, wat an eisen Ae fir de Jugendschutz net gutt ass. An de Fait, datt déi Annonce, déi vu Regierungssäit gemaach gëtt, no Police-Aussoen d'Hemmeschwelle scho méi erofsetzt, ass och en éischten - a mengen Aen - Beweis dofir.

Jugendlecher verstinn net, datt wa jiddweree legal Cannabis huelen däerf, et fir si verbueden ass. A mir drécke se souwisou op den illegale Maart eriwwer: Wann de Cannabisverbuet ënner 18 Joer kënnt, gi se sech, wa se et da brauchen, hire Stoff anzwousch anescht sichen.

D'ailleurs, et ass och eng ganz grouss Kontradiktioun an der kanadescher Politik, déi och vun hinne konstant gesot gëtt: Op där enger Säit gëtt probéiert, de Cannabis, dee legalen, net esou attraktiv ze maachen, gëtt probéiert, de Präis net ze vill niddreg ze maachen, well soss gëtt et attraktiv, fir Cannabis ze kafen - ass jo logesch. Mee wann ech de Präis da méi héich maachen, da kreéieren ech natierlech ënnendrënner eng enorm Loftbulle fir de Schwaarzmaart, deen déi dann och voll ausnotzt. A wéi dee Problem, am Fall vun der Legalisatioun, geléist gëtt, dat hunn ech elo nach néierens héieren, obwuel ech kloer an däitlech muss soen, datt déi Approchen do an eisen Ae relativ kontradiktoresch sinn.

Mäin drëtte Punkt, dat ass dee vum internationalen Ëmfeld. Ech hunn, soen ech lech éierlech - dat war virun engem Joer, wéi déi Diskussiounen hei méi héichgeschnellt sinn -, selten esou vill Interview-Demandë kritt vun auslännesche Tëleeën. Dat ass net alldeeglech zu Lëtzebuerg. Mee aus Frankräich, aus der Belsch, aus Däitschland si se dann och d'Oppositioun interviewe komm, wat mir géifen dovunner halen. An ech hunn da probéiert, do déi Explikatiounen ze ginn, déi ech als noutwendeg empfonnt hunn. Mee den internationalen Interêt war enorm grouss an et gëtt vill op eis gekuckt. An dofir muss een, wann een esou eppes wéilt maachen, extreem oppassen, datt mer hei net an Europa als Plattform vum Narkotourismus consideréiert ginn. Dat ass elo e schrecklecht Wuert, mee et ass einfach ze verstoen: Hei kriss de et ze kafen, da kënns de et heihinner kafen - c'est très simple! An Dir wësst - déi Leit, déi scho méi laang dobäi sinn -, datt d'Hollänner scho virun 20 Joer eng ganz Rei Schwieregkeeten haten, well de Jacques Chirac, dee sengerzäit franséische President war, hinnen d'Grenzen zougemaach huet, well en einfach deen Narkotourismus, deen aus Holland sengerzäit koum, net méi wollt a Frankräich akzeptéieren. Mir mussen also am Fall, wou mer esou eppes wéilte maachen, zumindest déi international Froen, déi Diskussioune mat eisen Nopeschlänner geféiert hunn, Ofsprooche gemaach hunn, déi eis erlaben ofzesécheren, datt mer net Reaktiounen aus dem Ausland dozou kréien.

Wéi mer déi Fro sengerzäit dem Étienne Schneider gestallt haten, krute mer eng relativ einfach Äntwert - bei him waren d'Äntwerten ëmmer relativ einfach -, an déi war, datt de Verkaf nëmme fir Residente wär an datt weeder d'Frontalieren nach d'Touristen hei zu Lëtzebuerg dierften, kéinte Cannabis kafen.

Bon, ech muss soen, wann ee mer esou eng einfach Äntwert gëtt, stellen ech mer natierlech eng Rei Froen, notamment d'Realitéitsfro: Wéi soll dat da goen? Wéi geet dat am EU-Recht, wann esou Geschäfter do sinn? Déi eng Cliente kënnen, déi aner däerfen et net kafen. Well dat bréngt jo direkt mat sech, datt wa Leit an esou Geschäft erakommen, een de Commerçant autoriséieren, mee net nëmmen autoriséieren, och obligéiere muss, fir e Contrôle d'identité ze maachen, fir ze wëssen: Ass dat do dann e Resident oder ass et kee Resident? Dir wësst, wat fir eng Diskussioune mer hei virun enger Woch haten iwwert d'Contrôle-d'identitéen a Caféen, wann Tester gemaach ginn, wou d'Regierung an aller Däitlechkeet gesot huet: „Dat kann, dat däerf iwwerhaapt net a Fro kommen!"

Sou. Wéi géif dat hei gereegelt ginn, fir esou e Contrôle d'identité ze maachen, fir dat dann an d'Realitéit ëmzesetzen? Wéi ass et mat der Revente, déi da gemaach gëtt un Non-Residenten, respektiv d'ailleurs och u Jugendlecher? Do ass mer da relativ séier geäntwert ginn: „Mee mir maachen eng Limitatioun: 30 g de Mount." Mir gëtt gesot - ech kennen näischt dovun -, dat wär enorm héich, 30 g de Mount; ech kann dat awer net richteg aschätzen. Mee op jidde Fall froen ech mech, wann een enger Persoun nëmmen 30 g de Mount wëllt verkafen, da muss ee jo natierlech e Fichier uleeën, fir ze soen, wéini wie wou wat kaaft huet. Soss geet dat jo net, wann een eng Limitatioun wëllt maachen.

An da muss ech mer awer nu wierklech d'Fro stellen: Wéi soll dat da goen, wann s de an esou e Geschäft eragees? Du muss éischtens deng Identitéit dem Commerçant weisen, zweetens muss deen en nationale Fichier hunn, wou Residenten drop sinn, fir dann all Mount an dee Fichier kënnen anzeschreiwen, wien da wat wou wéini kaaft huet. Do si mer awer wierklech an enger Iwwerwaachung respektiv an enger Utilisatioun vu privaten Donnéeën, déi ech als méi wéi fragwürdeg, an dësem Moment, empfannen. Ech hunn awer nach keng aner Léisung kritt, hunn nach keng aner Propositioun héieren. Mee ech warne virdrun, fir esou ee System opzebauen, well deen huet och nach op aner Beräicher ganz aner Konsequenzen. An der Realitéit ass en, mengen ech, och extreem, extreem schwiereg applikabel.

En résumé géif ech eis Iwwerleeungen, eis Positioun esou resuméieren: Déi meeschte Mënschen, déi Cannabis consomméieren, haaptsächlech Erwuessener, déi dat geleeëntlech maachen, sinn net gesondheetlech gefäerdet. An trotzdeem: D'Zuel vun den Ofhängegen, vun de psychesch Ofhängegen, haaptsächlech bei Jugendlechen a jonken Erwuessenen, ass ganz kloer a ganz däitlech do, mat heiansdo ganz schwéiere gesondheetlechen a soziale Follgen. De RELIS-Rapport, deen am leschte Mount erauskomm ass, gëtt do och relativ concluant Zuelen. Den Här Origer - deen d'ailleurs eng gutt Aarbecht op der Santé mécht, deem seng Interviewen ech gelies hunn -, dee seet, datt an deene leschten eelef Joer ëmmer méi Leit wéinst problemateschem Cannabiskonsum an Traitement musse goen. An hien erkläert dat domat, datt d'Stäerkt vum Cannabis, vum THC-Gehalt an deene leschte Joren an der Moyenne vun 11 % op 19 % an d'Luucht gaange wär.

Wann ee wëllt Cannabis legaliséieren, dann hëlt een all déi do Froen a Problemer a Kaf! Dat muss ee wëssen, wat et als Konsequenzen huet, wann een dat mécht. An déi Léisungen, déi ech bis elo héieren hunn am Ausland respektiv déi puer Léisungsusätz, déi ee konnt an Interviewe vun deem engen oder deem anere Regierungsmember liesen, déi, muss ech soen, stelle mech net zefridden, well ech doranner nach eng ganz Rei Gefore gesinn, ongeléiste Problemer gesinn an eng Risikoakzeptanz, notamment fir vulnerabel a fir gefäerdet Leit, déi fir mech schwéier akzeptabel ass. Dofir ass et aus eiser Siicht kloer: Mat Bléck op déi méi vulnerabel a schützenswäert Gruppe menge mer, datt een op esou eng Legaliséierung vum Cannabis sollt verzichten.

En Alleingang vu Lëtzebuerg huet och nach aner enorm Realitéitsproblemer, dat ass mäi véierte Punkt. D'Fro vun den internationale Konventioune steet och nach ëmmer am Raum. Dir wësst alleguer, datt mer dräi UNO-Konventiounen hunn, déi den Ëmgang mat psychotrope Substanzen an Drogen op internationalem Plang reegelen: d'Konventioun vun 1961, wou Commercialisatioun, Produktioun an Detentioun verbueden sinn, déi vun 1971 iwwert d'Substances psychotropes, déi vun 1988 iwwert den Trafic illicite de stupéfiants.

Ech hu sengerzäit och den Här Schneider drop ugeschwat, wéi en da wéilt a priori mat eisen internationalen Engagementer, déi duerch déi Konventiounen nu kloer an däitlech do sinn, wéilt ëmgoen. Seng Äntwert war esou, op seng onbeschreiflech cool Aart a Weis: „Da musse mer eeben d'Konventiounen änneren." Sou. Esou einfach kann een d'Welt natierlech ëmmer maachen an ech froe mech just, wéi dat da soll an deenen Delaie geschéien, déi ee sech virstellt.

A mir hunn déi do Fro och an de Question-parlementairë gestallt; do krute mer dann d'Äntwert, datt momentan eng Discussion interministérielle amgaang wär an datt Kontakter mat den Organisatiouns compétentes de l'ONU opgeholl gi wären, fir ze analyséieren, wéi een déi Froen am Droit international kéint léisen. Dat huet mer och net ganz vill weidergehollef.

Déi Fro, déi ech mer stellen, ass: Wa mir wëssentlech international Konventiounen net anhalen, wéi solle mer dann an Zukunft verlaangen, datt aner Länner op anere Gebidder international Konventiounen awer mussen a sollen anhalen? De fréiere Gesondheetsminister hat zwar hei eng ganz cool Haltung an déi maach och vläicht bei deem engen oder deem anere gutt ukommen, mee ech sinn op jidde Fall gespaant op déi do Problematik vum internationale Recht. Deenen zwou eminente Juristinnen, déi elo op der Regierungsbänk sëtzen, hir Meenung einfach ze héieren: Wéi gi mer, wann Der dat do wëllt maachen, mat där internationaler Problematik ëm?

Mäi fënnefte Punkt , dat ass méi e klengen Niewepunkt, dat ass dee vun der Preventioun. En ass awer extreem wichteg, mee par rapport zu deem, wat ech bis elo gesot hunn, an deene grousse Geforen ass en … Enfin zu deem fënnefte wichtege Punkt, deen ech elo wëll soen iwwert d'Preventioun an doriwwer, d'Informatiounen ze verstäerken iwwerall, och an de Schoulen, krut ech dann ëmmer d'Äntwert an d'Iddi, datt déi Finanzen, déi erakommen, wann eng offiziell Produktioun, respektiv de Verkaf vu Cannabisprodukter gemaach gëtt, wéi zum Beispill d'TVA op der Vente vun dëse Produkter, datt déi da géife benotzt ginn, fir Preventioun ze maachen a fir déi jonk Leit am Fong dovun ofzehalen, déi Produkter ze kafen, op deene mer Suen erakréien ... fir da Preventiounsaarbecht ze maachen.

Ech muss soen, ech hunn einfach mat där Logik eng ganz Rei Problemer: Dat heescht: mir legaliséieren epes, mir verkafen et an dann huele mer déi Suen, déi mer erakréie vum Verkaf, fir de Leit ze soen: „Kaaft et net!"

Ech kann déi Logik net honnertprozenteg novollzéien, iwwerhaapt net novollzéien. Ech mierken d'ailleurs och … Ech wollt lech soen, datt ech, säit déi Interpellatioun vun haut annoncéiert ginn ass, eng ganz Rei Kontakter kréien, Lobbyismus kréie vu bausse vu Leit, déi interesséiert sinn, sech dann an déi Produktioun ze lancéieren, falls se da legal géif ginn, déi elo schonn de Lobbying maachen, fir datt keng TVA soll opgehuewe ginn, fir datt steierlech Zougréffer vun der Regierung esou kleng wéi méiglech solle bleiwen, fir a sech de Produit méi attraktiv ze maachen. D'ailleurs hu mer dat och de Moien um Radio deelweis héieren, datt do eng ganz Rei Froen a Problemer sinn. Och do wollt ech d'Regierung froen, wéi se sech dann dozou stellt.

Mäi sechste Punkt ass eng zousätzlech Fro, déi awer och weesentlech ass: dat ass déi vun der Sécurité routière. Cannabis a Sécurité routière ginn net ëmmer gutt zesummen, grad esou wéi Alkohol a Sécurité routière net gutt zesumme ginn. An Alkohol a Cannabis zesummen a Sécurité routière ginn nach manner gutt zesummen. An dat ass schonn haut oft de Problem, datt déi Produkter zesumme consomméiert ginn an domat extreem geféierlech sinn.

Wann ech da kucken a mat der Polizei schwätzen, da kréien ech do natierlech eng ganz Rei Froen iwwert den Depistage an och d'Ausso, datt déi Optimisatioun vum Depistage, déi mer misste maachen am Fall vun enger Depenalisatioun respektiv enger Legalisatioun vu Cannabis, absolutt net evident ass, an datt den Depistage, de schnellen Depistage, den einfachen Depistage net einfach ass a weesentlech méi kompliziéiert op jidde Fall wéi beim Alkohol. Mee op jidde Fall, deen Aspekt ass och net ze vergiessen, gradsou wéi den Aspekt net ze vergiessen ass vun der Reglementatioun vum Cannabis au lieu de travail an déi Konsequenzen, déi dat eventuell do kann hunn.

Sou. Elo, well meng Zäit scho quasiment ofgelaf ass, kann ech op eng Rei Punkten net méi agoen. Ech wëll déi awer just opzielen, well déi, wa mer eng Gesamtreflexioun maachen iwwert d'Legaliséierung vu Cannabis, einfach derzougehéieren. Zum Beispill déi Fro, wann dann eng legal Consommatioun do ass: Wou ka consomméiert ginn? Kann op ëffentleche Plaze consomméiert ginn, dobaussen? Sinn déi selwecht Plaze verbueden, wou haut e Fëmmverbuet ass? A wann ech kucken, wat an auslännesche Legislatiounen, déi eng Legalisatioun gemaach hunn, steet, da stellen ech do fest, datt zum Beispill a Kanada Proprietären hire Locatairen och kënne verbidden, Cannabis an deem verlounten Appartement ze consomméieren, respektiv, datt et souguer legal introduiséiert ass, datt an d'Reglement vu Koproprietéiten e Verbuet, fir Cannabis an der Koproprietéit ze consomméieren, kann ageschriwwe ginn. Et mag elo sinn, datt dat Detailproblemer sinn, mee an der Realitéit fir d'Leit sinn dat awer alldeeglech Problemer, wou ee muss Stellung derzou huelen.

Den zweete Punkt, dat ass dee vun der Produktioun. D'Produktioun, liesen ech alt an deem engen oder an

deem aneren Interview, do géifen duerno Lizenzen erausgoen, et géife privat Producteuren dat kënne maachen, et géif net u privat Consommateure goen - Wéi ginn déi Lizenzen eraus? Wat heescht dat, esou Lizenzen? Firwat dann net och privat Consommateuren, wa schonn? - an den THC-Gehalt géif net limitéiert ginn, dat stoung op jidde Fall an der Zeitung virun engem Joer, datt dat am Programm vun der Regierung géif stoen. Elo froen ech mech, ob dat nach ëmmer richteg ass, wat ech sengerzäit gelies hunn. Op jidde Fall fannen ech dat äusserst problematesch als Ausso.

An den drëtte Punkt, dat ass de Verkaf a lizenzéierte Geschäfter - ech kommen nach eng Kéier zréck -: Ech gesinn iwwerhaapt net, wann een eng maximal Zuel, wat jiddwer eenzelnen de Mount däerf kafen, dohinner setzt, wéi dat da soll vun de Geschäfter kontrolléiert ginn - ech hunn dat scho virdru gesot -, d'Kontroll vun Identitéiten, national Registeren, fir dat ze kafen oder net ze kafen. Ech gesinn einfach net, wéi dat soll goen. An déi Léisungen, déi am Raum stoungen, déi ech an Interviewe gelies hunn, déi stelle mer nu wierklech eng ganz Rei aner Problemer a si fir eis absolutt an total inakzeptabel. An déi selwecht Fro stellt sech natierlech bei den Taxen a bei de Präisser, wéi a wéini déi festgeluecht ginn.

Als Konklusioun vun deem Ganze soen ech: Wa mer zum haitegen Dag den Tour vun den Argumenter maachen, da fannen ech eng Legaliséierung vum Cannabis eng ganz, ganz schlecht falsch gutt Iddi.

Um Pabeier gëtt et eng Rei positiv Argumenter: Kampf géint d'Kriminalitéit, Verifikatioun vun der Qualitéit an der Sécherheet vun de Produkter. An der Realitéit sinn a mengen Aen, an eisen Ae souguer dës positiv Argumenter schlussendlech richteg problematesch. Fir eis ass awer de sanitären Aspekt, haaptsächlech fir Jugendlecher, absolutt an total ausschlaggeebend.

Um Enn vun eisen Iwwerleeunge bleift fir eis just am Fong eng Fro iwwreg: Loosse sech Kanner a Jugendlecher besser schütze viru Sucht a virun Niewewierkungen, wann de Cannabis als Genossmëttel fir Erwuessener legaliséiert gëtt a wann de Verkaf fir Erwuessener staatlech kontrolléiert gëtt? Dat ass am Fong d'Fro, déi mer eis musse stellen. Loosse se sech besser schützen, wa mer et legaliséiere fir Erwuessener?

Eis Äntwert ass ganz kloer Neen. Mir mengen, datt de Contraire en fin de compte wouer ass. An dofir si mer der Meenung, datt d'Regierung de Cannabis net sollt legaliséieren.

Hëlt d'Regierung awer eng Decisioun, fir et ze maachen, da soen ech: Da verlaange mir als Oppositioun, datt all déi Froen, déi mer haut opgeworf hunn, an nach eng Rei anerer, déi mer aus Zäitgrënn net konnten opwerfen ..., datt mer awer déi Äntwerte kréien. Äntwerten, déi net nëmmen Äntwerten um Pabeier sinn, mee déi och Äntwerte sinn, déi der Realitéit entspriechen.

An all deem, wat mer héieren hunn, an all deem, wat mer an auslännesche Modeller gesinn hunn, gesi mer déi haut net. Wann een esou e Projet wëllt ugoen, da kann een net just e puer Iddien op e Pabeier setzen an dann emol kucken, wann ee se realiséiert huet, wat duerno geschitt. Wann een esou eppes wëllt maachen, da muss et vun hanne bis vir klappen, well an eisen Aen hei vill ze vill um Spill steet, an notamment d'Gesondheet vu Jugendlechen.

An ech si ganz gespaant op dat, wat d'Majoritéit an d'Regierung fir Propositiounen huet a wat se fir Argumenter huet, wéilt se dann déi Legaliséierung duerchféieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Auteur vun der Interpellatioun, dem Här Claude Wiseler.

An als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann agedroen. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Débat

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Kampf géint d'Drogen ass eleng mat repressive Mëttelen net ze gewannen. Dat hunn déi lescht Joerzéngte gewisen. Mat der Globaliséierung si méi Handelsweeër an esou och méi Geleeënheete fir den Drogenhandel entstanen, och well all Joer nei, oft syntheetesch, Drogen op de Maart kommen - zanter 2009 goufen zum Beispill 57 nei syntheetesch Opioiden an Europa nogewisen -, an op all entdeckten a confisquéierte Kilo Droge kommen x onentdeckter derbäi. Dowéinst ginn ëmmer méi Länner op nei Weeër an der Drogepolitik.

A verschiddenen US-Bundestaaten a Kanada an an Uruguay gouf de Cannabis op ënnerschiddlech Manéiere legaliséiert. Portugal huet schonn 2001 alleguer d'Drogen entkriminaliséiert; et gëtt also weeder op de Konsum nach op de Kaf oder de Besëtz vun Droge penal Strofen. Norwegen huet viru Kuerzem ugekënnegt, dass si sech um portugisesche Modell orientéiere wëllen, well d'Drogeproblematik mat repressive Mëttelen net geléist konnt ginn.

D'Legaliséierung vum Cannabis, esouwéi och d'Dekriminaliséierung vun den Drogen a Portugal, hunn, entgéint den allgemengen Erwaardungen, laangfristeg net zu engem méi héijen Drogekonsum geféiert. Wann et zu enger Hausse koum, dann ass dës meeschtens kuerz no der Aféierung vun neie Gesetzer agetrueden, fir sech duerno nees op engem méi niddregen Niveau ze stabiliséieren. Portugal läit haut esouguer ënnert dem EU-Duerchschnëtt.

Och Lëtzebuerg envisagéiert, en neie Wee ze goen. Am Koalitiounsaccord vun 2018 huet d'Regierung virgesinn, dass de Cannabis och hei am Land sollt legaliséiert ginn. Bis dohinner stinn awer effektiv nach esou munch Froen op. Éier ech op dës aginn, géif ech gären op déi aktuell Drogesituatioun hei zu Lëtzebuerg agoen, op de Cannabis am Speziellen, a firwat eng Legaliséierung iwwerhaapt consideréiert gëtt.

2001 goufen de geréngе Besëtz an de Konsum vu Cannabis dekriminaliséiert, an et kënnen elo also nach Geldstrofen, awer keng penal streng Strofe méi verhaange ginn. Eng Ausnam besteet, an dat ass wichteg, bei Cannabiskonsum an/oder bei enger Schoul oder a Presenz vu Mannerjäregen.

Aner fortschrëttlech Mesuren an der Drogepolitik sinn d'Verdeelung an den Austausch vu Sprëtzen an den iwwerwaachte Konsumraum vum Abrigado, deen 2005 opgoung. Dës Mesuren hëllefen, Risiken ze reduzéieren, déi mam Drogekonsum opdauche kënnen. Dozou gehéieren zum Beispill d'Iwwerdroung vu Krankheete wéi dem HIV oder d'Iwwerdoséierung. Aleng 2017 goufe 448.000 Sprëtze verdeelt, an 92 % vun de verdeelte Sprëtze goufen och nees agetosch.

Trotzdeem bleift de Cannabis déi Drog, déi mat Ofstand am meeschten hei am Land konsuméiert gëtt. 2019 - dat lescht Joer, fir dat zouverlässeg Donnéeë verfügbar sinn - hunn 23,3 % vun de 15-bis 64-Järegen uginn, dass si scho Cannabis konsuméiert hunn. Et ass och déi Drog, vun där quantitativ am meeschte vun der Police an och vun der Douane confisquéiert gouf, nämlech iwwer 370 kg eleng 2019. Op zweeter Plaz läit den Heroin mat 6,4 kg.

Dës Zuele verdäitleche virun allem eppes: Wann eng Persoun Droge konsuméiere wëllt, da fënnt si och e Wee, un Drogen ze kommen. An et kommen ëmmer nees nei Drogen op de Maart, wéi ech et virdru gesot hunn, wat d'Aarbecht fir d'Police och ëmmer méi kompliz éiert mécht.

Et stellt sech an dësem Debat d'Fro, firwat Cannabis iwwerhaapt zu den illegalen Droge gehéiert. Wéi gëtt festgeluecht, wéi eng Droge legal a wéi eng illegal sinn? Zwee Facteure spillen hei wuel eng wichteg Roll: Zum engen d'Suchtgefor, déi vun enger Drog ausgeet, zum aneren d'Niewewierkungen, déi beim Konsum optriede kënnen.

Als Beispill wëll ech hei nieft dem Cannabis op d'Suchtgefor an d'Niewewierkunge vun Heroin, Kokain an Alkohol agoen, fir dass mir eis e Bild dovunner kënne maachen, wou Cannabis sech am Verglach zu aneren Droge situéiert.

D'Suchtpotenzial vun Heroin ass extreem héich. Vill Konsumente vun dëser Drog sprëtzen oder inhaléieren de Stoff e puermol den Dag, well Heroin vum Kierper relativ séier ofgebaut gëtt. Gläichzäiteg bilt sech och séier eng Toleranz, wouduerch Ofhängeger dozou verleet ginn, d'Doséierung ëmmer méi héich ze setzen. De Risk vun enger Iwwerdoséierung, déi déidlech endege kann, ass bei Heroin dowéinst vergläichsweis ganz héich. Aner Follge vum Heroinkonsum kënne Schiedegunge vun der Liewer oder Erkrankunge vun de Longe sinn. De Gebrauch vu benotzte Sprëtze kann zousätzlech zu Infektiounen oder Entzündunge féieren.

Och Kokain ka gravéierend kierperlech a psychesch Schied mat sech bréngen, virun allem bei engem chroneschen an intensive Konsum. Et kann, ënner anerem, zu Perséinlechkeetsstéierungen, der Schiedegung vum Nervesystem oder vum Häerz-Kreeslaf-System féieren. Virun allem bei reegelméissegem Konsum kann et zu enger Ofhängegkeet kommen an, änlech wéi beim Heroin, och zu enger Toleranzbildung, wouduerch ëmmer méi héich Dosen a méi kuerzen Ofstänn konsuméiert musse ginn.

Och de Cannabiskonsum ass net ouni Risiken. D'Wierkung vum Cannabis ass vu ville Facteuren ofhängeg, zum Beispill vun der Manéier en ze consomméieren - ob e gefëmmt gëtt, ob e giess gëtt -, vun der Dosis, respektiv vun dem Taux vum THC, wéi och vun der Persoun selwer an hiren Erwaardungen zur Zäit vum Konsum. De Cannabis kann nämlech d'Gefiller vum Konsument verstäerken. War ee positiv agestallt, da kann een duerch de Cannabis high ginn; waren d'Gedanken awer negativ, da kann et och zu engem sougenannte Bad Trip kommen. Esou een Trip ka sech ënner anerem duerch Schwindel, Otemproblemer, Häerzklappen oder Halluzinatiounen auszeechnen.

Och geneetesch Veranlagunge kënnen en Afloss dorobber hunn, ob eng Persoun no Cannabiskonsum psychotesch Symptomer entwéckele kann. An der Reegel hänkt dat awer och mat engem exzessive Konsum oder mat engem héijen THC-Taux zesummen. Psychotesch Symptomer si bei deeglechem Konsum dräimol méi heefeg. Ma wann den THC-Taux och nach iwwer 10 % läit, da si se souguer fënnefmol méi warscheinlech.

Reegelméissegen a staarke Cannabiskonsum ass besonnesch fir jonk Leit mat Risike fir eng gesond Entwécklung vum Gehier verbonnen. Tatsächlech entwéckele sech d'Regioune vun eisem Gehier ënnerschiddlech. De prefrontale Kortex, dee fir Planung, Prioriséierung a Veraarbechtung zoustänneg ass, ass zum Beispill eréischt mat Enn 20 voll entwéckelt.

E Verglach musse mer awer hei och mat dem Alkohol zéien, well och hei handelt et sech ëm eng Drog, geneesou wéi Zigaretten, Zocker oder Koffein. Beim Alkohol ass den Ënnerscheed zum Cannabis deen, dass et eng legal Drog ass.

An der EU huet den Alkoholkonsum zu 3,3 Milliounen Doudesfäll geféiert an domat zu insgesamt 6 % vun allen Doudegen an engem Joer. Do dernieft dréit Alkohol zu Lëtzebuerg zu 5,5 % zu de Kriibserkrankunge bäi, zu 29,4 % vun den opgezeechente Blessuren an zu 74 % vun de Liewerzirrhosen. Dës Zuele baséieren op Donnéeën, déi fir d'Joer 2016 vun der WHO erhuewe goufen.

Den Alkoholkonsum zu Lëtzebuerg läit och iwwert dem EU-Duerchschnëtt. Besonnesch bei méi staarkem episodeschen Drénkverhale gëtt et däitlech Ënnerscheeder. Bei den 20- bis 24-Järege läit den Taux hei am Land bei de Männer bei 78,3 % a bei de Frae bei 43 %; an der EU jeeweils bei 72 % (veuillez lire: 62 %) a 24,1 %. Änlech gesäit et och bei de 15- bis 19-Järegen aus: Zu Lëtzebuerg läit den Taux fir d'Männer bei 72,4 % a bei de Frae bei 34,6 %; an der EU jeeweils bei 50,7 % a 15,5 %.

Ech kann net soen, firwat dës Zuele fir Lëtzebuerg esou héich sinn. Mee och wa mir eng gewësse Feelerquot hei mat géifen abezéien, esou musse mir eis trotzdeem agestoen, dass zu Lëtzebuerg vill Alkohol konsuméiert gëtt, an dat och vun deene Jonken. Ech begréissen dowéinst, dass d'lescht Joer ugekënnegt gouf, dass de Mindestalter, fir héichprozentegen Alkohol hei am Land kënnen ze kafen, vu 16 op 18 Joer gehéicht sollt ginn. Dëse Schratt ass nëmme richteg, well d'Auswierkunge vum Alkohol op déi physesch a psychesch Gesondheet vun deene Jonke kënne besonnesch gravéierend sinn. Lëtzebuerg zielt schliisslech zu de wéinege Länner an der EU, wou den Alkoholkonsum schonn ab 16 Joer erlaabt ass.

Här President, mat dëse Beispiller wollt ech weisen, dass, menger Meenung no, de Cannabis net wierklech ka mat haarden Droge wéi Kokain oder Heroin verglach ginn. De Verglach mam Alkohol läit awer méi no. Trotzdeem ass de Cannabis bis haut an de meeschte Länner weltwäit verbueden, wärend den Alkohol net nëmmen erlaabt, mee gesellschaftlech akzeptéiert an etabléiert ass.

Mat dësen Aussoe wëll ech awer weeder de Cannabis verharmlosen oder op e Podest stellen, nach den Alkohol schlecht maachen. Fir mech steet et och notamment ausser Fro, dass den Alkohol géif verbuede ginn. Mir wësse schliisslech alleguerten, wat d'Prohibitioun an den USA gemaach huet. Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass, am Verglach mat Alkohol oder Zigaretten, weeder d'Suchtgefor nach d'Niewewierkunge beim Cannabis däitlech méi héich sinn.

Ech si vill méi der Meenung, dass mir mat der Legaliséierung vum Cannabis fir méi Sécherheet suerge kéinten. Aktuell kënnt ëmmer méi oft Cannabis op de Maart, wou den THC-Gehalt däitlech méi héich ass, wéi nach virun e puer Joer. A Frankräich gouf zum Beispill rezent festgestallt, dass den THC-Taux am Cannabishaarz, dat heescht am Haschisch, an der Moyenne vun 11 % 2010 op 28 % 2019 geklommen ass. Am Cannabisgras ass den Taux vun 10 % op 13 % geklommen. Deelweis goufe Prouwe vu Cannabis séchergestallt, wou den Taux souguer bei iwwer 50 % loung.

Och syntheetesch Cannabinoiden tauchen ëmmer méi heefeg op a kënnen duerch héich Konzentratioun zu Hospitalisatioune féieren. Egal a wéi enger Form, Cannabis wäert och weiderhi konsuméiert ginn. Deen ëmmer méi héijen Taux un THC an de Produiten ass beonrouegend. D'Legaliséierung, an domat d'Kontroll vun der Quantitéit an der Qualitéit vu Cannabis, kéint do fir méi Sécherheet fir d'Konsumente suergen.

Här President, zu Lëtzebuerg ginn d'Risiken, déi vum Drogekonsum ausginn, net op déi liicht Schëller geholl. Dorunner wäert och d'Legaliséierung vum Cannabis näischt änneren. Dës Regierung huet dann och 2020 hiren zweeten nationalen Drogenaktiounsplang lancéiert, dee bis 2024 leeft. Haaptzil vun dësem Aktiounsplang ass et, zu engem bessere Schutz vun der ëffentlecher Gesondheet, der ëffentlecher Sécherheet an der sozialer Kohäsioun bäizedroen.

An och déi lëtzebuergesch Beobachtungsstell vum Europäeschen Observatoire fir Drogen an Drogesucht leescht e wichtege Bäitrag bei der Iwwerwaachung vun der Drogenentwécklung hei am Land, dorënner och, wat nei Tendenze bei der Drogeconsommatioun an dem Drogemarché ugeet.

2018 gouf och de „European Web Survey on Drugs" als Pilotprojet lancéiert. 1.223 Persounen, déi zu Lëtzebuerg wunnen an zwielef Méint virdrun Droge konsuméiert hunn, hu bei dëser Ëmfro matgemaach. Si goufen ënner anerem gefrot, wéi si de Risiko vu verschiddenen Drogeconsommatiounen am Verhältnis zueneen aschätzen. Vun dëse Leit haten 93,2 % Alkohol am Joer virun der Ëmfro konsuméiert, 95,6 % Cannabis an 22,4 % Kokain. Wärend de Konsum vu Kokain oder Crack als am riskantesten empfonnt gouf, war et net den Alkohol, mee de Cannabis, wou de Risiko als am niddregsten ageschat gouf.

Dës Erkenntnis, obwuel se net als representativ kann ugesi ginn, fannen ech awer an zwou Hisiichten interessant: zum engen, well Leit, déi majoritär souwuel Erfarunge mat Cannabis wéi mat Alkohol hunn, déi legal Drog als méi geféierlech empfanne wéi déi illegal - wat d'Fro opwërft, firwat dat eent erlaabt ass an dat anert net -; zum anere gëtt de Risiko vu reegelméissegem Cannabiskonsum vu 70,3 % als inexistent oder nëmme geréng ageschat, wat als Aschätzung och net ganz richteg ass.

Dat mécht et fir mech kloer, dass wann de Cannabis zu Lëtzebuerg legaliséiert gëtt, mir d'Ëffentlechkeet nach besser iwwert d'Risiken, déi mam Cannabiskonsum verbonne sinn, opkläre mussen. Well och wa Cannabis a Moossen net esou geféierlech ass wéi Kokain oder Heroin an net vill méi geféierlech wéi Alkohol, esou musse mir awer ganz kloer kommunikéieren, dass Cannabis net harmlos ass.

Här President, wéi scho gesot, sinn ech der Iwwerzeegung, dass d'Legaliséierung vum Cannabis zu enger besserer Sécherheet fir d'Bierger bäidroe kéint, och well d'Police méi Zäit a Personal op aner Dossiere verdeele kéint. 2019 goufen 2.994 Strofdoten a Verbindung mat Droge gezielt. Wann ee bedenkt, dass Cannabis déi Drog ass, déi hei am Land am meeschte konsuméiert an och vun der Police confisquéiert gouf, da kann een doraus schléissen, dass och bei de Strofdoten oft een Zesummenhang mat Cannabis bestoung.

Fir Lëtzebuerg hunn ech keng zouverlässeg Donnéeë fonnt, dowéinst wéilt ech kuerz op d'Beispill Däitschland agoen. 2018 gouf et aleng mat Cannabis 220.000 Delikter an Däitschland. Vill Verfare ginn awer agestallt, aleng zu Berlin een Drëttel vun de Verfare respektiv 6.000 Fäll. Dat entsprécht 6.000 Stonnen Aarbecht fir d'Police, déi am Fong fir näischt geleescht goufen. Den Opwand fir d'Justiz ass hei nach guer net matagerechent. Zäit a Ressourcen, déi a mengen Aen op anere Plaze besser zum Asaz kéinte kommen.

Fir dass d'Legaliséierung tatsächlech zu méi Sécherheet bäidréit, kënnt et natierlech dorop un, wéi dës Legaliséierung wäert ausgesinn. Fir der Demande vum Schwaarzmaart entgéintzewierken ass et wichteg, dass eng grouss genuch Offer u Cannabis um legale Marché garantéiert gëtt. Den Ubau kéint duerchaus och hei am Land assuréiert ginn, wäert awer wuel och mussen duerch importéierte Cannabis kompenséiert ginn.

De Präis ass ee wichtege Punkt: Engersäits dierf en net ze niddreg ugesat ginn - et geet net drëms, d'Leit a virun allem Jonker ze lackelen, sech Cannabis ze kafen -, anerersäits dierf de Cannabis awer och net ze deier sinn, well de Schwaarzmaart sech soss mat méi bëllege Produite weider oprechterhale kéint. Mat de Steieren, déi um Cannabis erhuewe géife ginn, misst een ënner anerem d'Preventioun finanzéieren, ma awer och d'Prise en charge vu Leit mat Drogeproblemer.

De legale Konsum vu Cannabis muss natierlech och gewëssene Reegelen ënnerleien. Op dësem Punkt stinn och nach déi meeschte Froen op: Soll de Konsum ab 18 erlaabt ginn oder misste mir vläicht doriwwer nodenken, de Mindestalter nach eropzesetzen, well jo d'Niewewierkungen op déi psychesch Gesondheet vu Cannabis bei de Jonke méi héich sinn? Wéi vill Gramm dierft ee sech maximal kafen a wéi oft? Kënne just Residente kafen? Wéi genee géif een dat kontrolléieren? Muss ee sech am Viraus registréieren oder geet d'Carte d'identité duer? An et gëtt bestëmmt nach eng Rei weider Froen an de Claude Wiseler huet der och schonn e puer opgewisen.

D'Länner, wou de Cannabis bis elo legaliséiert gouf, hunn ënnerschiddlech Äntwerten op dës Froe fonnt. Lëtzebuerg, als Deel vum oppenen europäesche Marché, muss dobäi besonnesch Uecht ginn, dass et net zu engem sougenannten Drogentourismus hei kënnt. Kommerziell Reklamme fir Cannabis dierfen dowéinst och op kee Fall zougelooss ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, de Cannabis gëtt oft als eng vun deene méi soften Drogen ugesinn. Mir dierfen awer net vergiessen, dass et keng Drog op dëser Welt gëtt, déi ganz ouni

Risiko ka consomméiert ginn. De Konsum vun Drogen, egal vu wéi enger Natur, bréngt ëmmer eng gewësse Gefor fir d'Gesondheet mat sech. An och wann de Cannabis zu Lëtzebuerg legaliséiert gëtt, heescht dat net, dass d'Gefore vum Konsum op eemol verschwanne géifen. Bei der Ausschaffung vum Lëtzebuerger Gesetzeskader muss dofir besonnesch vill Wäert op d'Sensibiliséierung vun de Bierger geluecht ginn. Unhand vun nationalen Informatiounscampagnë muss d'Politik derfir suergen, dass d'Bierger esou gutt wéi méiglech iwwert d'Risiken an d'Niewewierkunge vun der Drog opgekläert ginn.

Wat kloer ass, dat ass, dass, genee wéi am Ausland, de Cannabis och zu Lëtzebuerg nëmme fir déi Erwuesse legaliséiert däerf ginn. Wéi virdru schonn erwäänt, kann de Cannabis nämlech zu Stéierungen an der mentaler a physescher Entwécklung vun de Kanner a Jugendleche féieren. Dofir muss de Kaf, de Besëtz an de Konsum vun der Drog fir déi Mannerjäreg och weiderhi verbuede bleiwen. Den Accès op de Cannabismarché muss streng kontrolléiert, an d'Verstéiss géint d'Altersbeschränkunge souwéi de Verkaf u Mineure musse konsequent verfollegt a bestrooft ginn.

Mir musse verhënneren, dass de legale Status vun der Drog deene Jonken eng falsch Iddi vu Sécherheet vermëttelt. Eng Verharmlosung vum Cannabis géif nämlech genee de Contraire vun de gewënschten Effete bewierken. Schliisslech geet et net drëms, fir d'Consommatioun vu Cannabis méi attraktiv ze maachen, mee fir d'Qualitéit an de Verkaf vun der Drog ze kontrolléieren a soumat d'Gesondheet vun de Bierger ze schützen an d'Drogekriminalitéit ze verréngeren.

Bei der Entwécklung vum Lëtzebuerger Cannabisgesetz ass et enorm wichteg, fir och d'Erfarunge vun de Länner, déi de rekreative Konsum vu Cannabis legaliséiert hunn, matafléissen ze loossen. Wa mir e Bléck an Amerika riichten, gesi mir zum Beispill, dass d'Unzuel vu mannerjärege Konsumente relativ stabel bliwwen ass. Entgéint den Ängscht an den Erwaardunge vu ville Kritiker, hu rezent Etüde keen direkte Lien tëscht der Legaliséierung vu Cannabis an der Consommatioun vun de Jugendleche fonnt. An éischter Linn sinn dës Resultater natierlech berouegend. Trotzdeem däerf een net vergiessen, dass et sech hei nëmmen ëm Kuerzzäitetüden handelt an et de Moment nach keng Laangzäitstudie gëtt.

Nieft den Erfarungen aus dem Ausland, ass et och interessant, eis eege Statistiken ze analyséieren. Am internationale Verglach gesi mir nämlech, dass zu Lëtzebuerg manner Cannabis konsuméiert gëtt wéi an aneren EU-Länner, an dat souwuel bei den Erwuessene wéi och bei deene Jonken.

Eng bësse méi nuancéiert Vue kréie mir duerch d'Rapporten iwwert den Drogekonsum vu Mannerjäregen, déi d'Uni Lëtzebuerg reegelméisseg am Kader vun der Etüd „Health Behaviour in School-aged Children" publizéiert. Aus dësem Rapport vun 2018 goung ervir, dass d'Consommatioun bei den 11- bis 18-Järegen iwwert déi lescht zéng Joer liicht an d'Luucht gaangen ass. Interessant si virun allem d'Ënnerscheeder tëschent de verschiddenen Altersklassen: Wärend de Konsum bei de 15- a 16-Järegen erofgaangen ass, gouf bei de 17- bis 18-Järegen eng däitlech Hausse festgestallt.

D'Resultater vun dësen Etüde sinn immens wäertvoll fir d'Entwécklung vun nationale Preventiouns- a Sensibiliséierungscampagnen. Soumat kënne politesch Moossname méi geziilt un d'Besoine vun deene betraffene Jonken adaptéiert ginn.

Bei der Preventioun vun de Jugendlechen ass d'Schoul een Haaptacteur. De formelle Kader bitt déi néideg Grondviraussetzung, fir déi Jonk iwwert d'Gefore vu Cannabis opzeklären, hinnen ee gesonde Liewensstil ze vermëttelen an hinne bäizebréngen, Eegeverantwortung fir hir Gesondheet ze iwwerhuelen. Zesumme mat privaten Organisatiounen an Associatioune gi reegelméisseg Seminären, Trainingen an Theemedeeg an de Schoulen organiséiert, wou d'Schüler op eng interaktiv Aart a Weis iwwert d'Drogeproblematik informéiert ginn. An deem Kader huet de Centre national de prévention des addictions, ofgekierzt CNAPA, eng Toolbox entwéckelt, déi d'Schoule bei der Ëmsetzung vun hire Preventiounsaktivitéite begleede soll.

Do dernieft huet de CNAPA och e Guide mat Recommandatioune fir d'Léierpersonal an d'Educateuren ausgeschafft a bitt speziell Formatioune fir den Ëmgang mat jonke Cannabiskonsumenten un. Och d'Police mécht reegelméisseg Visitten an de Schoulen, fir d'Schüler iwwert d'Gefore vum Drogekonsum opzeklären.

Natierlech ginn och ausserhalb vun de Schoulen eng Partie Preventiounsmesuren organiséiert. Esou gëtt et zum Beispill eng Rëtsch Ulafplazen, wou déi Jonk anonym Rotschléi an Informatioune kënnen ufroen. An Zukunft soll hei verstäerkt op déi digital Berodung zréckgegraff ginn an de Potenzial vun eHealth oder mHealth genotzt ginn.

All dës Mesuren, déi ech elo opgezielt hunn, falen ënnert d'Strategie vun der universeller Preventioun. Dëst sinn also generell Mesuren, déi un d'Gesamtbevëlkerung vun eisem Land adaptéiert sinn. Do dernieft gëtt et dann déi méi selektiv Preventioun, déi sech, wéi d'Wuert et scho seet, just op eng bestëmmten Zort vu Leit konzentréiert; nämmen déi vulnerabelst Persounegruppe gi bei dësen Aktivitéite viséiert.

Här President, ech kann et net genuch betounen: D'Preventioun an d'Sensibiliséierung spillen eng absolutt Schlësselroll fir de Succès vun der Legaliséierung. Well wien un Droge wëllt kommen, dee fënnt och e Wee; dat weisen eis d'Zuele ganz däitlech. An der Drogepolitik muss dowéinst en Ëmdenke kommen. D'Legalisatioun vum Cannabis ass genee dat: Mir protegéieren d'Leit am beschten, andeems mir oppen iwwert de Sujet schwätzen, d'Leit, a virun allem déi Jonk, iwwert d'Risiken opklären an d'Qualitéit vun de Produiten duerch streng Kontrolle sécherstellen.

Domadder sinn ech um Schluss vu menger Interventioun ukomm. Ech wëll dem Claude Wiseler Merci soen, dass hien dës Diskussioun opbruecht huet. An ech soen lech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen der Madamm Carole Hartmann villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Damme Ministeren, Kolleegen, et gëtt wierklech net esou vill Theemen, wou d'Meenungen an eiser Gesellschaft esouwäit auserneе gi wéi beim Theema Cannabis. Et ass keen einfacht Theema, wou ee just mat Jo oder mat Nee, mat Schwaarz oder Wäiss kann äntwerten, duerfir wëll ech a menger Ried, am Numm vun der LSAP, méi spezifesch op de gesondheetlechen Enjeu vum legalen Accès op Cannabis agoen, deen, wéi mer et dann an dësem Kontext nennen, fir net medezinnesch Zwecker geduecht ass. Op déi juristesch Aspekter wäert mäi Kolleeg, den Dan Biancalana, a senger Ried agoen.

Fir eis als LSAP ass et kloer, dass eppes geschéie muss. Wa mir haut e Paradigmewiessel a Saache Cannabiskonsum an d'A faassen, dann an alleréischter Linn aus gesondheetlechen Iwwerleeungen. Et ass mir wierklech wichteg, dass dat vu vir eran ënnerstrach gëtt. D'Haaptzil vun enger neier Reglementéierung, wéi se aktuell ugeduecht ass, ass fir d'Gesondheet vun de Leit, déi mat Cannabis a Kontakt kommen, beschtméiglechst ze schützen an och, fir d'Konsumente vum Schwaarzmaart ewechzehalen.

Dat haten d'Gesondheetsministesch an d'Justizministesch schonns op eng Question parlementaire vun lech, Här Wiseler, geäntwert. An domadder soen ech lech och Merci fir dës Interpellatioun. Merci och fir déi vill Zuelen, déi Der eis geliwwert hutt. An dee Merci geet och un d'Madamm Carole Hartmann fir hir detailléiert Ried. Dat erméiglecht mir, hei iwwer vill Detailer ewechzegoen.

Et ass illegal, sech Cannabis ze beschafen; et ass illegal, Cannabis ze consomméieren. An awer ass dës Drog am Land méi present, wéi muncher een dat vläicht wëllt wouerhunn. Duerfir däerfe mir eis näischt virmaachen. Esou geet zum Beispill aus der Editioun vum 2020er nationalen Drogerapport ervir, dass de Cannabis déi heefegst illegal Drog ass, déi iwwerhaapt hei am Land consomméiert gëtt. Dat hu mer haut de Mëtteg schonn héieren.

Ech erënneren drun, dass mir hei vun enger Substanz schwätzen, déi aktuell als illegal Drog agestuuft ass; dat kann een net dacks genuch soen. Wann ee bis 2006 zréckkuckt, da gesäit een, dass den Taux vun de Jugendlechen tëschent 15 an 18 Joer, déi uginn, am vergaange Mount Cannabis consomméiert ze hunn, vun 11 % am Joer 2006 bis op 13 % am Joer 2018 geklomm ass, an dëst ass eng Hausse trotz all den Efforten a Saache Preventioun, déi an deenen zwielef Joer gemaach gi sinn. Aneschters ausgedréckt: Am Kampf géint de Cannabis als illegal Drog sti mir nu wierklech net op der gewonnener Säit. Ech mengen, do muss een esou éierlech sinn an dat och agesinn.

A mir sinn do net déi eenzeg, déi esou eng Konklusioun mussen zéien. Niewent deene bekannte Beispiller vu Länner wéi Kanada oder Uruguay respektiv nach amerikanesche Staaten, déi entscheet hunn, op de Wee vun enger Legaliséierung ze goen, gëtt et mëttlerweil souguer a Frankräich éischt Iwwerleeungen dozou. Dëst, well och do de Constat gemaach ginn ass, an ech zitéieren aus engem Rapport d'étape aus der franséischer Assemblée nationale, deen elo ganz kierzlech, de 5. Mee ugeholl ginn ass, do ass dra festgehale ginn: « Les conclusions qui découlent de ces travaux sont sans appel : la politique répressive française coûte cher et mobilise à l'excès les forces de l'ordre sans pour autant contribuer, même de manière marginale, à la résorption de l'usage et du trafic de cannabis. »

Eng Erklärung kéint awer och sinn, dass den Image vum Cannabis am Wandel ass. Bekanntlech, an dat ass jo och schonn haut de Mëtteg gesot ginn, ass de Cannabis fir reng medezinnesch Zwecker jo zanter 2018 erlaabt. Dobäi ass jo kloer definéiert, wéi eng Produkter erlaabt sinn, fir wéi en Traitement si kënne verschriwwe ginn, an déi Produkter kënne jo och just an der Spidolsapdikt ofgeholl ginn an och just géint eng speziell Ordonnance.

Et ass natierlech falsch, de medezinnesche Cannabis mam net medezinnesche Cannabis gläichzestellen. Dat sinn zwee ganz verschidde puer Schong. Mee et muss een awer dervun ausgoen, dass de medezinnesche Cannabis derzou bäidréit, d'Bild vum Cannabis am Allgemengen ze veränneren.

En änleche Phenomee kann duerch déi sougenannte Cannabis-Produkter festgestallt ginn. De CBD ass jo bekanntlech e Cannabinoid, deen, contrairement zum THC, als net psychoaktiv gëllt. CBD soll souguer eng therapeutesch Wierkung hunn. Mëttlerweil gi Produkter, wou jo grouss CBD dropsteet a wou d'Cannabisplanz e Gehalt vu manner wéi 0,3 % THC huet, a Butteker an och an Automaten uechtert d'ganzt Land verkaf ginn. Mee opgepasst: CBD ass net THC! Mee och de Merchandising ronderëm de CBD dréit derzou bäi, dass de Cannabis am Allgemengen aneschters gesi gëtt. Jo, ech wéilt souguer behaapten, dass de Konsum bal kéint banaliséiert, jo, souguer verharmloost ginn.

Mee komme mer elo vun de legale Substanzen zum ganz illegale Cannabis. Do stelle sech jo haut eng ganz Rei Gefore fir Persounen, déi es consomméieren. An ech mengen domat net de Risiko, vun der Police erwëscht ze ginn. Ech menge virun allem d'Qualitéit vum Cannabis, deen am Ëmlaf ass. Déi ass - a wéi soll et och soss op engem Schwaarzmaart sinn - alles, mee net garantéiert. Dat geet och, ënner anerem, aus dem aktuelle Country Drug Report ervir, dee vun der Europäescher Drogenopsiichtsbehörd erstallt ginn ass, déi hire Sëtz zu Lissabon huet. D'Madamm Hartmann ass schonn dorop agaangen.

Mee zousätzlech zu deem héijen THC-Gehalt, vun deem jo schonn haut de Mëtteg geschwat ginn ass, kënnt nach en anere Problem derbäi, well d'Konsumenten net wëssen, wat eigentlech an hirem Cannabis-Produit dran ass, dee se an hirer Tiitche kafen. Der Profittgier - an eleng dorëms geet et jo beim kriminelle Geschäft mat Cannabis - sti wierklech keng Skrupelen am Wee: Do gi Produkter benotzt, déi vun einfachem Buedem iwwer Talk bis hin zu Glassplittere ginn. Do kënne fir d'Gesondheet wierklech ganz bedenklech Cocktailen derbäi erauskommen. An dann hunn ech nach guer net vun de syntheetesche Cannabinoide geschwat, déi nach guer net richteg erfuerscht sinn, mee déi en héicht Geforepotenzial a sech droen.

Gëtt elo d'Konzept vun enger Reglementéierung vum Accès op net medezinnesche Cannabis ëmgesat, dann ass virgesinn, e kontrolléierten Ubau vu Cannabisplanzen zu Lëtzebuerg unzeleeën. Op dësen Aspekt geet spéider de Kolleeg Dan Biancalana nach an. Aus Santéssiicht ass awer wichteg, dass duerch d'Kontrolle vum THC-Gehalt an deene Planzen dem Konsument e proppere Produit an engem kontrolléierten Ëmfeld verkaaft ka ginn. Well nëmmen eng Produktioun an e Verkaf ënner streng kontrolléierten Oplage wäerten et erméiglechen, dass de Gesondheets- an den Addiktiounsrisiko fir d'Konsumente kann erofgeschraufft ginn.

D'Zil vun enger Reglementéierung vum Accès op Cannabis, deen net fir medezinnesch Zwecker geduecht ass, muss sinn, dass et zu engem Méi u Gesondheet kënnt an net zu engem Manner u Gesondheet. An hei spillen d'Sensibilisatioun an d'Informatioun eng kruzial Roll. Deemno soll dësen Accès net zu enger Banaliséierung oder Verharmlosung vum Cannabis féieren. Et ass an et bleift eng Drog! Dat soll och esou vermëttelt ginn, speziell an de Schoulen a vum Léierpersonal, iwwert de Familljendokter bis hin zu den Elteren, natierlech de Schüler, de Jugendlechen, firwat net d'Leit aus dem Sportsmilieu, aus dem kulturelle Milieu - et muss zesummen un enger grousser globaler Preventiounsstrategie geschafft ginn.

Als LSAP ass et eis wichteg, dass eng Sensibilisatiounsoffensiv nach virun deem eigentlechen Akraafttriede vun dëser neier Reglementatioun an Ugrëff geholl gëtt. Firwat eigentlech waarden? De Problem stellt sech schonn elo an d'Opklärung ass elo schonn néideg!

Une voix.- Très bien!

Mme Cécile Hemmen *(LSAP)*.- Aktuell ass et jo awer och net esou, wéi wann näischt an deem Domän géif geschéien. Dofir wëll ech och op dëser Plaz all deenen Acteure Merci soen, déi an der Drogepreventioun, sief et op fräiwëlleger oder op professioneller Basis, schaffen.

Léif Kolleegen, Dir hutt et gesinn, betreffend den Accès op net medezinnesche Cannabis, hu mir als LSAP eng kloer Meenung: Jo, zu engem Accès, awer ënner ganz strengen Oplagen, op déi mer nach wäerten an eisem zweeten Deel vun der Ried zréckkommen. Net, well dat haut vläicht Moud wär, mee well mer gesinn, wéi e Leed duerch deen Dreck entsteet, deen hautdesdaags um Schwaarzmaart verkaaft gëtt, a well mer gesinn, dass de Konsum trotz Repressioun säit Jore leider net erofgeet.

Et kéint ee sech et einfach maachen a just ewechkucken, mee dat ass keng Optioun. Mir sinn eis onser Verantwortung bewosst, an aus gesondheetlecher Siicht musse mir handelen an deem Ganzen eng zolidd Rumm ginn. An nëmmen esou wäert et méiglech sinn, de Cannabisphenomeen esou gutt et geet an de Grëff ze kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hemmen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een d'Chambersdebatte vu fréier noliest, da stéisst ee munchmol op ganz interessant Informatiounen! Esou zum Beispill op déi, datt et beim éischte Lëtzebuerger Drogegesetz zimmlech schëtzeg zougaangen ass: Ënnerhalb vun engem eenzegen Dag ass de Projet de loi deposéiert, virgestallt a gestëmmt ginn. An de François Altwies, den deemolege Chamberspresident, hat manner Aarbecht wéi deen haitege President, en huet am Fong just ee Saz misse soen, an zwar deen: « La discussion générale est ouverte. Personne ne demandant la parole, elle est close. »

(Hilarité)

Dat war 1922 - viru bal engem Joerhonnert -, wou d'Vente an d'Conservation en Gros gereegelt ginn ass. Dat heescht, et ass och decidéiert ginn, datt d'Apdikter geféierlech Substanze wéi Kokain an Opium an engem Schaf misste versuergen an dee Schaf mat engem Schlëssel missten zouspären.

En halleft Joerhonnert méi spéit, ëmmerhi 50 Joer, huet d'Welt ugefaangen ze änneren. Et koum nämlech zu der Aféierung vu schwéiere Strofe fir den Abus vu Stupefianten. Dat war an de 70er-Joren, wou d'Reaktioun vun der Politik op d'Studenterevolten aus de 60er net op sech waarde gelooss huet. An domat hat d'Repressioun sech fir eng laang Zäit duerchgesat.

Dir Dammen an Dir Hären, et huet bis an d'90er-Jore gedauert, bis verschidden Ënnerstëtzungsprogrammer fir Drogenofhängeger geschafe goufen - ech schwätze vum Methadonprogramm, ënner anerem - an de politeschen Discours sech och zum Positiven hi geännert huet. Et hat sech nämlech definitiv erausgestallt, datt d'Repressioun zum Echec geféiert hat, an datt nei Weeër missen ageschloe ginn. Esou hat d'CSV an hirem Walprogramm vun 1994 interessanterweis geschriwwen, datt si sech fir e Katalog vu strofffräie liichten Drogen op EU-Niveau géif asetzen. Dat ass net oninteressant, well strofffräi ass jo grad dat, wat mir och wëlle mat Cannabis, Marihuana an Haschisch maachen, déi zu de liichten Droge gehéieren. Ech mengen, d'Meenung ass haut eng aner, wat awer ganz legitimm ass. Oder Dir trëtt awer nach op EU-Niveau ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Nee, et ass en Ënnerscheed zwëschent Legalisatioun an Depenalisatioun.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- „Strofffräi", hutt Der deemools geschriwwen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo, dat heescht depenaliséiert, jo!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Wéi gesot, ech hunn et interessant fonnt, déi Debatte vun deemools ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Dat heescht depenaliséiert, dat heescht net legaliséiert!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... nozeliesen. Depenaliséieren ...

Ech wëllt awer nach eng Deputéiert zitéieren, déi och eng sympathesch Ausso gemaach huet. Dat war d'Madamm Anne Brasseur, déi 1994 bei der Kreatioun vum Centre de prévention des toxicomanies gemengt huet, et misst een endlech mat der Hypokrisie ophalen. A si huet dann och gemengt, datt déi repressiv Drogepolitik, wéi se bis dohi geféiert gi war, näischt géif bréngen a kontraproduktiv wier. Déi gutt Madamm hat natierlech Recht, mee d'Gesetzgeebung huet sech bis haut net grondleeënd geännert, quitte datt awer schonn eng Rei Verbesserunge virgeholl gi sinn.

Wat dann d'Positioun vun deene Gréngen ugeet, esou dierft se deene meeschten heibanne bekannt sinn. Zanter eiser Grënnung an den 80er-Joren, triede mir ganz kloer fir d'Depenaliséierung, fir d'Reglementéierung an den Ubau vu Cannabis um lëtzebuergeschen Territoire an. Dat heescht awer kengesfalls, datt mir d'Consommatioun vun Droge verharmlosen. A mir sinn och iwwerzeegt, datt de Konsum vun Droge scho ville Mënschen d'Liewe kascht huet. Eng falsch Drogepolitik huet allerdéngs nach méi Existenzen zerstéiert an nach méi Misär gemaach.

Wieren d'Ressourcen, déi an d'Repressioun gefloss sinn an de leschte Joren a Joerzéngten, an d'Preventioun gefloss, da wäre mer haut schonn e Stéck méi wäit. An dowéinst si mer frou, datt sech mat däser Koalitioun eng Majoritéit fonnt huet, déi decidéiert huet, e Paradigmewiessel anzelauden, nodeems eng entspriechend Proposition de loi vun der fréierer gréng Deputéierter Renée Wagener viru genee 20 Joer, am Joer 2001, un der deemoleger Majoritéit gescheitert ass.

Wat am Koalitiounsaccord vun 2018 steet, dat wësst Der alleguer, an dofir brauch ech dat och elo net hei am Detail virzestellen. Et entsprécht grosso modo deem, wat mir ëmmer gefuerdert hunn, an do wéilt ech och déi jonk gréng ernimmen, well déi sech ganz intensiv mat där Matière beschäftegt hunn. Dofir hinnen och e grousse Merci.

Kuerz gesot geet et jo dräms, d'Vente, de Konsum an de Besëtz fir groussjäreg Residenten a gewësse Quantitéiten ze erlaben, eng national Produktiounskette mat gudder Qualitéit a Kontroll ze schafen, d'Konsumenten ze schützen an der Drogemafia wa méiglech d'Handwierk ze leeën oder einfach emol d'Liewe méi schwéier ze maachen.

Mir sinn eis bewosst: Nach muss de Projet ëmgesat ginn, wuel wëssend datt et eng komplex Matière ass, och am internationale Kontext. An ech denken, datt mer dozou eng Rei Erklärunge vun de Madamme Ministere wäerte kréien.

Datt d'Pandemie dertëschtgefunkt huet an d'Aarbecht un dësem Dossier leider retardéiert huet, ass verständlech, an et wier och onverantwortlech, de Kampf géint d'Pandemie an dësen Zäiten net als Prioritéit unzegesinn. Dat heescht awer net, datt den Dossier Cannabis soll leie bleiwen.

An dowéinst iwwerreechen ech Iech herno, Här President - ech hu se elo net bei mer, ech ginn Iech se herno - eng Motioun, déi vun deene Gréngen, der DP, der LSAP an de Piraten ënnerschriwwen ass, déi déi wichtegst Prioritéiten opzielt an d'Regierung och opfuerdert, mat den Aarbechten am Ball ze bleiwen. Ech denken, mir kréien och Erklärungen, wéi wäit déi Aarbechte bis elo fortgeschratt sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, an der Motioun steet d'Preventioun ganz uewen an als Vertriederin vun der gréng Fraktioun wéilt ech och betounen, datt dat keen Zoufall ass. D'Carole Hartmann ass virdrun drop agaangen a mir hunn eis och gëschter schonn doriwwer ënnerhalen: Mir sinn op genee där selwechter Linn. Am Numm vun der gréng Fraktioun wéilt ech och betounen, datt d'Drogepolitik sech net op d'Depenaliséierung an d'Reglementéierung vum Cannabis däerf limitéieren.

Wichteg Elementer, déi och an d'Diskussioun gehéieren, sinn dann och grad éischtens d'Preventioun, zweetens de Jugendschutz an dréttens déi adequat Therapien, Ënnerstëtzungsofferen an dezentral Opfaangstrukture fir süchteg Mënschen, déi et net beim Cannabis beloossen, mee déi op aner Drogen ëmsteigen, ugefaange beim Alkohol, enger haarder Drog, déi d'Wierkung vum Cannabis nach verstäerkt, mee zanter éiweg an ëmmer stroffräi war an dem Staat dann och nach zoufällegerweis iwwer 40 Millioune Recetten am Joer an d'Keess spillt.

Ech fänken u bei der Preventioun, déi um Grondprinzip opbaut, datt de Konsum vun Drogen - an dësem Fall dann de Cannabis - weeder verharmloost nach verdäiwelt däerf ginn. Et geet eis eenzeg an aleng dräms, unzeerkennen, datt bewosstsäinsverännerend Substanzen e gewëssent Geforepotenzial fir déi mental, sozial a kierperlech Gesondheet hunn. An dowéinst féiert kee Wee derlaanscht, dat Geforepotenzial duerch eng gutt Preventioun ze verhënneren oder zumindest ze reduzéieren.

Wichteg ass dobäi, datt eng gesond Liewenshaltung an eng gesond Ernärung vu Klengem u gefërdert ginn, an datt all jonke Mënsch léiert, wat et heescht, fir säin eegent Liewen a fir seng eege Gesondheet verantwortlech ze sinn. An der Psychologie schwätzt een hei vu verhalensorientéierter Preventioun.

Eng zweet an net manner wichteg Form vu Preventioun, Dir Dammen an Dir Hären, ass strukturorientéiert a bezitt sech op d'Verännerung vum Ëmfeld vun de gefäerdete Persounen, mee och op aner extern Facteuren, déi en Afloss op d'Konsumverhale kënnen hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Abus vun Drogen ass jo oft d'Resultat vu verstoppte Problemer oder d'Symptom vun engem grousse Malaise. Konsequenterweis ass et wichteg, déi néideg Ressourcë fräizeschëppen, fir den Ursaache vun deem Malaise op d'Spuer ze kommen a se ze behiewen. Ech denken u Konflikter am direkten Ëmfeld, u Mobbing, Gewalt am Stot, Erniddregungen an aner Problemer, déi oft net fréi genuch erkannt ginn an zu der Flucht an d'Droge féieren. Eng Flucht, déi oft mat Depressiounen a Selbstverletzung verbonnen ass. Dat ass fir eis e ganz wichtege Punkt, dee sech och am Koalitiounsaccord nidderschléit an och an de Kontext vun der Cannabisdiskussioun muss gesat ginn.

An am Koalitiounsaccord steet och ganz kloer, datt d'Preventioun an d'Lutte géint d'Toxicomanie an d'Addiktioun verstäerkt wäerte ginn. Well och wa Cannabis net direkt kierperlech ofhängeg mécht, esou kann en awer zu enger mentaler Ofhängegkeet féieren, déi de Réckgrëff op haart Droge wéi Alkohol, Heroin an anerer mat sech zitt.

De Centre national de prévention des addictions mat sengen Initiativen, wéi ënner anerem dem PIPAPO, wou et ëm d'Zesummenaarbecht mat Organisateure vu Concerten a kulturellen Evenementer geet, huet scho sënnvoll Initiativen an deem Kontext ergraff a wierkt dem Problem geziilt entgéint. Net manner wichteg sinn awer och aner Initiativen, déi vu Berodungsstellen ausginn. Ech denken un de Centre de prévention des toxicomanies, de Service Impuls vu Solidarité Jeunes an anerer. All dës Ulafstelle géllt et an Zukunft ze ënnerstëtzen a virun allem auszebauen. Besonnesch elo an der Pandemie, wou déi mental Gesondheet sech bewisenermoosse queesch duerch d'Gesellschaft verschlechtert huet, sinn dës Servicer méi wéi jee gefuerdert a brauchen dofir och déi néideg personell a finanziell Ressourcen.

Dir Dammen an Dir Hären, eng Altersgrupp, déi ech am Kontext vun der Preventioun besonnesch wéilt ervirhiewen, ass dann awer och déi eeler Generatioun, an anere Wierder: d'Senioren. Den iwwerméissege Konsum vun Drogen ass jo schonn zanter Laangem e Phenomeen, deen eigentlech an der ëffentlecher Meenung éischter mat jonke Mënschen a Verbindung bruecht gëtt. D'Realitéit um Terrain weist awer, datt och d'Seniore riskéieren, e fataalt Suchtverhalen ze entwéckelen, an och si decke sech um Schwaarzmaart an. Ech wéilt ze bedenke ginn, datt den THC-Gehalt vun der Substanz do massiv eropgaangen ass an en negativen Afloss op d'Gesondheet huet.

Zu de Seniore wéilt ech soen, datt d'Angscht virum sozialen Ofstig - knapp Renten -, awer och d'Gefill vu Bedeitungslosegkeet an der Pensioun - vill, mee onerfëllte Fräizäit - oder ganz einfach Einsamkeet Grënn sinn, déi am Alter zur Sucht kënne féieren. An all dat sinn och Grënn genuch, fir sech geziilt ëm déi eeler Generatioun ze këmmeren, an net just ëm déi Jonk.

D'Strategie vum Active ageing, dem Aktiven Alteren, mee och de Plan gérontologique an de Plan national de santé mentale, déi alleguer am Koalitiounsaccord festgehale sinn, si gutt Usätz, fir der Problematik vun der Sucht am Alter entgéintzesteieren. Den Ausbau vu betreite Wunnstrukture wéi „dry, damp and wet houses", wéi se genannt ginn, fir eeler ofhängeg Leit, ass eng weider Pist, déi muss konkretiséiert ginn, vu datt dës Mënschen opgrond vun hire spezifesche Krankheetsbiller net an de klasseschen Altersheemer oder Fleegeheemer opgeholl kënne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen da vun de Senioren eriwwer bei déi Jonk oder besser gesot déi Mannerjäreg, déi ënnert de Jugendschutz falen. Jugendschutz bedeit, datt de Gesetzgeeber alles muss maachen, fir déi kierperlech a mental Gesondheet vun de Mannerjäregen ze erhalen an ze stäerken, esouwéi och d'UN-Kannerrechtskonventioun et virgesäit.

Wann da vun Eegeverantwortung a Reguléierung vu Cannabis rieds geet, da freet ee sech, wat dat fir Mannerjäreger soll heeschen. Dir Dammen an Dir Hären, och hei muss een der Realitéit an d'Ae kucken: Fakt ass, an dat bestätegt all Medezinner a Psychiater, datt de Konsum vu Cannabis, gradewéi och de Konsum vun Alkohol an aneren Drogen, en negativen Afloss op d'Entwécklung vum Gehier vu jonke Mënschen huet. Am Fall wou Jonker reegelméisseg consomméieren, huet dat och ganz oft en negativen Impakt op d'Entwécklung vun der Perséinlechkeet a riskéiert, zu sozialem Réckzuch ze féieren. D'Vernoléissegung vun der Schoul bis hin zum Décrochage scolaire si weider Problemer, virun deenen d'Experte reegelméisseg warnen.

Fakt ass op där anerer Säit awer och, Dir Dammen an Dir Hären, datt Cannabis bei Jugendlechen déi beléifsten illegal Drog ass! Dat hu meng Virriedner schonn e puermol ënnerstrach. Vill vun deene Jonke beloossen et bei geleeëntlechem Probéieren an halen dann nees op; anerer bleiwen dobäi, ouni ze iwwerdreiwen; an nach anerer entwéckelen duerch en iwwerméissege Konsum eeschthaft psychesch a sozial Problemer, déi oft net méi réckgängeg gemaach kënne ginn - ech hu se virdru genannt.

Mir sinn eis eens, Dir Dammen an Dir Hären, datt eng Reglementatioun vum Cannabis fir Erwuessener, déi Mannerjäreger opgrond vum Jugendschutz ausschléisst, ganz sécher net verhënnert, datt Mannerjäreger Cannabis wäerte consomméieren. E Verkafsverbuet u Jonker féiert nämlech derzou, datt déi Jonk sech weiderhin um Schwaarzmaart andecken - a genee deene Geforen ausgesat sinn, déi Verbuetsmodeller mat sech bréngen -, wou den THC-Gehalt dann och méi héich ass. Dat ass an eisen Aen eng ganz wichteg Problematik, awer och eng ganz komplex Problematik, déi ech am Kontext vum Jugendschutz wéilt opwerfen.

Als Gréng stelle mir net a Fro, Dir Dammen an Dir Hären, datt Jugendschutz mat gesetzleche Virschréften a Restriktioune verbonne muss sinn; beim alterslimitéierte Verkaf vun Tubak an Alkohol u Jonker ass dat jo schonn de Fall. Esou Moossnamen hunn also duerchweegs hir Berechtegung: engersäits, well Drogen, egal a wéi enger Form, déi kierperlech Gesondheet vu Jonke méi schiedege wéi d'Gesondheet vun erwuessene Leit, anerersäits awer och, well déi psychesch Stabilitéit vu Kanner a Jugendleche méi verletzlech ass a well hir gesellschaftlech Integratioun duerch en iwwerméissegen Drogekonsum generell op d'Spill gesat gëtt.

Dat ass alles richteg. Et ass awer keen Argument, fir de Jugendschutz eesäiteg um Strofrecht an u Restriktioune festzemaachen, och wann dat dee gemittlechste Wee wier. De Problem ass, datt de Jugendschutz, deen eenzeg an aleng op Repressioun a gesetzlech Verbueter setzt, Jonker wéi Objete behandelt, déi keen eegene Wëllen hunn.

Une voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- An anere Wierder dréit esou e Schutz vun uewen erof der Tatsaach net Rechnung, datt Jonker als handlungsfäeg an autonom Mënsche respektéiert musse ginn, och dann, wann et ëm de Konsum vun Droge geet.

A grad dowéinst si mir der Meenung, datt gesetzlech Restriktiounen onbedéngt mat positive Moossnamen ergänzt musse ginn: Mat Moossnamen, déi gefäerdet Jugendlecher geziilt ënnerstëtzen, stäerken a beroden, amplaz se ze verurteelen an ze bestrofen. Mat Moossnamen, déi déi Jonk derzou motivéieren, Eegeverantwortung ze iwwerhuelen an zu verantwortungsvollen Erwuessenen ze ginn.

Experte schwätzen an deem Kontext vu Jugendfërderung a vun der Stäerkung vun der Risikokompetenz. Zentral Acteuren existéieren op ville Pläng, op déi ech aus Zäitgrënn net aginn. Se fänken u beim Streetwork a bei der oppener Jugendaarbecht, a reeche bis eran an d'Schoulen, d'Jugendhaiser an d'Veräiner.

Prinzipiell geet et hei dräms, systematesch op d'Stäerkung vun der Perséinlechkeet, mee och op d'Fréierkennung vun engem problematesche Verhalen ze setzen an déi Jonk opzefänken, éier den Zuch fort ass. Dee schwierege Spagat tëscht Jugendschutz mat restriktive Moossnamen op där enger Säit an Eegeverantwortung op där anerer Säit hinzekréien, ass fir eis ee vun de wichtegsten Defien iwwerhaapt. Allerdéngs däerf et net de Grond sinn, fir de Cannabis weiderhi komplett dem Schwaarzmaart ze iwwerloossen.

Här President, en aneren Defi, dee sech net just op déi Jonk bezitt, mee op déi ganz Bevëlkerung, gesi mer an der Prise en charge vu süchtege Persounen, deenen et nun emol net gelongen ass, sech aus dem Däiwelskrees vun der Sucht ze befreien, an déi och net eens gi mat der Eegeverantwortung, déi hinnen zougedroe gëtt. Ech si mir bewosst, datt ech heimat en Terrain betrieden, deen net direkt mat der Legaliséierung vum Cannabis ze dinn huet, allerdéngs huet en indirekt domat ze dinn, well et och ee wichtege Pilier vun der nationaler Drogepolitik ass, wuel wëssend, datt et ëmmer Mënsche wäert ginn, déi et net beim verantwortleche Konsum vu Cannabis wäerte beloossen an an d'Sucht wäerte geroden. An och déi kënnen net sech selwer iwwerlooss ginn.

Ech komme bei den Encadrement an den Opfangstrukturen, déi eis als Gréng immens wichteg sinn. Wann ee mat Experte vum Fach schwätzt, da gëtt ee gewuer, datt en Abrigado un der Limitt ukomm ass. Ech wéilt drop hiweisen, datt och mäi Fraktiounskolleeg, de François Benoy, kierzlech eng Question élargie dozou gestallt hat. An d'Situatioun am a virum Abrigado entsprécht och net deem, wat den nationalen Drogenaktiounsplang virgesäit. Dee Plang gesäit nämlech vir, datt d'Situatioun op der Plaz entschäerft muss ginn, virun allem doduerch, datt d'Offer méi breet a méi zentral mat klengen, nidderschwellege Strukture muss ausgestatt ginn.

Positiv ass hei, datt no zéng Joer Diskussiounen och en Drogekonsumraum zu Esch/Uelzecht entstanen ass mat engem ugepassten Encadrement, vun deem ech mer selwer op der Plaz e Bild konnt maachen. An ech muss soen, dee Projet huet mech iwwerzeegt. An deem Sënn wéilt ech och dem Escher Buergermeeschter, deen zwar elo net heibannen ass, trotzdeem awer e grousse Merci ausdrécken an him och dofir felicitéieren, datt e sech net virun esou enger Struktur op sengem Territoire gedréckt huet.

Mee och déi aner Regioune vum Land brauchen esou Offeren. Ech denken un den Norden an un den Osten. Dat géif et erlaben, den Drock op den Abrigado ze entschäerfen, wuel wëssend, datt och am Zentrum vill Leit liewen an och do nach muss nogebessert ginn. Ëmmerhin empfänkt déi Struktur vum Abrigado 180 Persounen den Dag. Laut den Experte läit déi optimal Zuel vun esou Strukturen allerdéngs bei just 50 Persounen. De Virdeel ass, datt méi kleng Strukturen eng ganz geziilt Sozial- an Drogenaarbecht kënne maachen a méi cibléiert kënne virgoen, well se sech ganz kloer mat deenen eenzelne Problematike vun de Leit kënne beschäftegen, emol onofhängeg dovun, datt och d'Akzeptanz vu klenge Strukturen an der Noperschaft méi grouss ass wéi am Fall vu groussen an héich frequentéierte Gebaier.

Doriwwer eraus brauche mer och méi Wunnstrukture fir drogenofhängeg Leit. Dat weist jo schonn eleng d'Zeltlager virum Abrigado. Am Moment huet de Comité national de défense sociale 27 Wunnengen am Housing First an eng Waardelëscht vu 50 Leit. Vum Terrain héiert een dann, datt déi nidderschwelleg Wunnstrukture fir Drogenofhängeger carrement verdräifacht musse ginn.

Alles dat sinn d'Erausfuerderungen, Dir Dammen an Dir Hären, déi bekannt sinn an déi mir zesumme musse meeschteren. Et geet hei net ëm Poleemik, mee et geet dräm, deenen Defien an d'Aen ze kucken a se unzegoen. Derbäi kënnt och, datt d'Waardezäite fir e Sevrage sech scho méi laang an de Klinicken unheefen. Dat mécht d'Saach nach ëmmer méi komplizéiert a weist eemol méi, datt d'Reglementatioun vum Cannabis zwar wichteg ass, fir der Hypokrisie endlech en Enn ze setzen an d'Konsumenten ze schützen, mat allen Elementer, déi domat verbonne sinn. Allerdéngs ass dëse Projet nëmmen eng vu villen Zillen, déi um grousse Chantier vun der Drogepolitik nach weiderhin a Beweegung musse gesat ginn.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que le Gouvernement, dans l'accord de coalition pour la législature 2018-2023, s'engage à :

• mettre en place une stratégie globale de prévention en matière de dépendance et de minimisation des risques de santé, résultant de toutes sortes d'addictions ;

• prendre des mesures de sensibilisation, de prévention et de prise en charge des personnes dépendantes de médicaments ou d'autres matières toxiques en développant et en renforçant les services de traitement des addictions ;

• élaborer une législation portant sur le cannabis à des fins non médicales ;

- que le Gouvernement vise à travers cette législation à :

• dépénaliser, voire à légaliser sous certaines conditions à définir, la production sur le territoire national ainsi que l'achat, la possession et la consommation de cannabis à des fins non médicales pour les besoins personnels des résidents majeurs ;

• éloigner les consommateurs du marché illicite ;

• réduire de façon déterminée les dangers psychiques et physiques liés à la consommation du cannabis à des fins non médicales ;

• lutter contre la criminalité au niveau de l'approvisionnement ;

• instaurer sous le contrôle de l'État une chaîne de production et de vente nationale afin de garantir la qualité des produits ;

• investir les recettes fiscales provenant de la vente du cannabis prioritairement dans la prévention, la sensibilisation et la prise en charge de la dépendance ;

- que les travaux préparatoires visant l'élaboration d'une législation portant sur le cannabis à des fins non médicales ont été poursuivis dans des groupes de travail interministériels mais ont été retardés du fait de la priorité accordée à la gestion de la crise sanitaire liée au Covid-19 ;

- que la légalisation strictement encadrée du cannabis à des fins non médicales telle que prévue par l'accord de coalition ne vise en aucun cas la promotion pour la consommation de cannabis, mais au contraire, la protection de la santé et la sécurité des citoyens et des jeunes en particulier, ceci en mettant un accent particulier sur la prévention ;

- que selon le dernier rapport annuel du LNS publié en 2020, les concentrations moyennes et maximales de THC du cannabis disponible sur le marché illicite national ont connu une hausse remarquable au cours de la dernière décennie et

- que pour cette raison la nécessité de légiférer sur le cannabis à des fins non médicales reste d'actualité,

soutient le Gouvernement

- dans sa démarche concernant la réglementation d'accès légal au cannabis à des fins non médicales au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à poursuivre les travaux préparatoires à l'élaboration d'une législation portant sur la réglementation d'accès légal au cannabis à des fins non médicales dans un souci de santé publique,

• en mettant un accent prioritaire sur l'information, la sensibilisation et la prévention en matière de consommation du cannabis, notamment à l'égard des mineurs concernant la consommation à haut risque ;

• en tenant compte des questions et enjeux juridiques, internationaux et de sécurité ;

• en traitant les aspects concernant la production, la distribution et la vente réglementée du cannabis, ainsi que les considérations financières et fiscales y liées ;

• en mettant en place les mesures nécessaires pour garantir le contrôle du respect du futur cadre légal et réglementaire ;

• en continuant les efforts garantissant la prise en charge et le traitement de la consommation à haut risque.

(s.) Josée Lorsché, Sven Clement, Carole Hartmann, Cécile Hemmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll domat ufänken, fir mengem Kolleeg, dem Här Claude Wiseler, en häerzleche Merci ze soe fir dës Interpellatioun. An den Ae vun der ADR ass dëst nämlech eng wichteg an noutwendeg Interpellatioun. Zanter datt dës Regierung sech op d'Kap geschriwwen hat, de rekreative Cannabis legaliséieren ze wëllen, stelle sech ëmmer méi Froen. Froen, op déi mer bis haut nach keng kloer Äntwerte kruten. A wéi solle mer eng Decisioun huelen an Diskussioune ronderëm d'Legaliséierung vum Cannabis féieren, wann absolutt noutwendeg Äntwerten op wichteg Froen an dëser Diskussioun nach ëmmer feelen?

Ech wëll meng Riedezäit duerfir benotzen, e puer vun deene Froe mat der néideger Pertinenz ze formuléieren, fir esou hoffentlech e bësse Liicht an eng verworren a vu villen Inkohärenze gepräägt Diskussioun eranzebréngen.

D'Euphorie vun der Regierung, fir de Cannabis ze legaliséieren, ass, sou wéi ech den Androck hunn, e bësse verflunn. Et stellt sech iwwerhaapt emol déi grondsätzlech Fro, wéi d'Regierung elo zwee Joer virun de Walen iwwerhaapt nach kohärent an deem Beräich legiferéiere wëllt, fir dem Land en ausgeräifte Gesetzestext ze proposéieren.

Als ADR hate mir en Hearing zu deem Theema an zwou parlamentaresche Kommissioune proposéiert. A mir hu bis haut nach keng Äntwert op déi Propositioun kritt.

Wann et ëm de Konsum vu Rauschmëttel an ëm d'Volleksgesondheet geet, wär et nämlech vëlleg inakzeptabel, lückenhaft an iwwerstierzt Gesetzer duerchzeboxen. An d'Lëscht vun deenen oppene Froen ass, wéi gesot, leider laang a schéngt och, bedéngt duerch international Entwécklungen, ëmmer méi laang ze ginn.

Als Politiker solle mer sécherlech net d'Ae virun der Realitéit zoumaachen. An d'Realitéit ass nun eemol, datt och hei zu Lëtzebuerg e substanzielle Grupp vu Leit de Cannabis zu rekreativen Zwecker consomméiert. Elo kann ee sécher doriwwer philosophéieren, ob d'Consomméiere vun engem Rauschmëttel an engem relativ groussen Deel vun der Populatioun iwwerhaapt e géeegent Argument ass, fir am Hibléck op eng méiglech Legaliséierung Drock auszeüben. Konkreet stellt sech awer och emol déi grondsätzlech Fro, mat wat mer et hei ze dinn hunn a wéi harmlos oder net harmlos de Cannabis iwwerhaapt ass. Der Linn vun der Regierung entspriechend ass d'Legaliséierung vu Cannabis och dowéinst ze veräntwerten, well et sech ëm eng däitlech méi harmlos Drog handelt, wéi mer dat vun aneren Droge kennen.

Awer wéi harmlos ass de Cannabis iwwerhaapt? A genee hei weist sech déi éischt grouss Inkohärenz. Ech erënneren un de rezente Fall vum Mord un der franséischer jüddescher Damm Sarah Halimi. Wéi gewosst, gouf d'Madamm Sarah Halimi schwéier mësshandelt an ëmbruecht vun hirem Hausnoper. Skandaléis war, datt den Täter, well dëse Cannabis konsuméiert hat, vum franséische Kassatiounshaff fräigesprach gouf wéinst Scholdonfäegkeet. Et ass iwwerdeems keen Eenzelfall. An Däitschland gouf et 2018 en änleche Fall, wou sech ee 37-Järege virum Frankfurter Landesgeriicht huet musse veräntwerten, well en e Mann erstach hat. D'Staatsanwaltschaft ass zur Konklusioun komm, datt den Täter zum Dotzäitpunkt net scholdfäeg war, well e sech an eng Psychos eragekifft hat. Dës béid Fäll loosse ganz déif blécken a stellen eis viru wichteg Froen.

Entweeder de Cannabis ass ongeféierlech an harmlos - da musse mer unhuelen, datt béid Urteeler e Skandal sinn -, oder de Cannabis ka wierklech ganz grav psychesch Zoustänn verursaachen, déi e Mënsch dozou bréngé kënnen, onabsiichtlech zum Mäerder ze ginn. An dësem Fall misst sech jo d'Erkenntnis erginn, datt dës sougenannten duuss Drogen a Wierklechkeet ganz bedenklech sinn.

D'Äntwert op dës Gretchefro stellt déi gesamt Diskussioun ëm eng méiglech Legaliséierung an e ganz anert Liicht. Mir froen d'Regierung: Wéi eng Äntwert huet si op déi Froen?

An enger mëndlecher Fro un d'Regierung wollt den honorabelen Deputéierte Gloden viru Kuerzem wëssen, wéi Lëtzebuerg an engem änleche Fall reagéiere géif. D'Madamm Justizminister hat doropshi gesot, datt een net mat enger Main tremblante Gesetzer reforméiere sollt - gesetzlech soll sech also näischt änneren, obwuel mer vum grousse Geforepotenzial vun eiser aktueller Legislatioun wëssen -, an iwwerhaapt kéint d'Regierung sech net positionéieren a méiglechen zukünftege Strofgeriichtsfäll. Mir sinn also esou schlau wéi virdrun.

Mat Sécherheet gëtt een net zum psychotesche Mäerder, wann een eng Kéier en Joint fëmmt. Et geet hei also sécherlech net drëm, d'Diskussioun op onnéideg Aart a Weis ze dramatiséieren, mee, wéi bei all Drog, déi op d'Gehier wierkt, wiisst d'Gefor mat der Konsumdosis. Och hei stelle sech Froen: Misst een net medezinnesch-biologesch méiglechst genee festleeën, vu wéini un een net méi zourechnungsfäeg ass? Mee ass et iwwerhaapt méiglech, beim Cannabis esou een Taux festzeleeën? Mir hunn et mat engem Rauschmëttel ze dinn, wat, jee no psychescher Dispositioun vum Konsument, staark ënnerschiddlech Auswierkunge ka bréngen. Froen iwwer Froen, awer keng Äntwerten.

Och am internationale rechtleche Konzept géif eis d'Legaliséiere vu Cannabis virun eng ganz Rei Problemer stellen. Ech verweisen hei op eng Rei vu parlamentaresche Froe vu mengem Kolleeg Fernand Kartheiser zu dësem Sujet. Och hei vermësse mer konkreet Äntwerten. Am internationalen ëffentleche Recht gëtt et nämlech eng Rei vu Konventiounen, déi d'Droge betreffen, an deenen de Cannabis och explizitt genannt a verbuede gëtt.

Ech erënneren hei un d'Drogekonventioun vun 1961, déi 1972 ofgeännert gouf, d'Konventioun iwwer psychotrop Substanze vun 1971 an d'Konventioun géint den illegalen Handel mat esou Substanze vun 1988.

Wann d'Regierung de Cannabis als sougenannte Genossmëttel legaliséiere wëllt, stelle sech eng Hellewull vu Froe zur Konformitéit vun eisem Land zu sengen internationalen Obligatiounen. Och hei waren d'Äntwerten, déi mer vun der Regierung kruten, ganz evasiv. D'Regierung géif zwar hei keen direkte Widdersproch gesinn, well d'Zil vun de sougenannte Reglementatiounen och wär, d'Gesondheet vun de Mënschen ze schützen, déi mat Cannabis a Kontakt kommen. Eng kloer Kompatibilitéit ass awer net ersiichtlech och net op deen zweete Bléck. Et bleiwen och hei méi Froe wéi Äntwerten.

Iwwerhaapt stellt sech och d'Fro, wéi Lëtzebuerg mat der Gefor vum Drogentourismus géif ëmgoen. Och hei feelt e kloert rechtlecht Konzept, fir dës Problematik ze ënnerbannen.

Eng ganz wichteg Fro ass d'Attitüd vun eisen Nopeschlänner: Wéi géife si reagéieren, wann de Cannabis hei géif legaliséiert ginn? Riskéiere mer vläicht nees Grenzkontrollen? Souwäit mer verstanen hunn, ass keent vun eisen Nopeschlänner domat d'accord, datt mer Cannabis géife legaliséieren. D'Regierung hat dovu geschwat, fir mat hinnen de Kontakt ze sichen. Wat dobäi erauskoum, wësse mer awer bis haut nach net.

Mir sinn eis, denken ech, zum grousse Deel heibannen eens, datt am Abléck méi Froen am Raum sti wéi Äntwerten. A méiglech Äntwerte bréngé warscheinlech oder vläicht erëm nei Froe mat sech. Ier mer als ADR also eis definitiv Positioun festleeën, erwaarde mer vun der Regierung déi Äntwerten, déi mer brauchen, fir déi Diskussioun mat allen Elementer kënnen ze féieren.

Dozou gehéieren och nach eng ganz Rei aner Froe vu gesellschaftlechen a medezinnesche Konsequenzen an der Cannabispolitik. Et bräicht een eng Erfarungsanalys vun deene Länner, an deenen den net medezinnesche Gebrauch vu Cannabis depenaliséiert oder legaliséiert gouf, et bräicht een eng allgemeng Bestandsopnam vum Ëmgang mat de Drogeproblematik zu Lëtzebuerg, et muss ee Konzept ausgeschafft ginn, fir d'Ënnerstëtzung vun drogenofhängege Persounen, mir bräichte Preventiouns- an Opklärungscampagnen, de méiglechen Impakt vun enger neier Cannabispolitik op de Konsum vun aneren Drogen zu Lëtzebuerg an d'Diskussioun ëm hire legale Status misst och geféiert ginn. Et brauch een eng Erfarungsanalys iwwert de medezinneschen Impakt vum rekreativ gebrauchte Cannabis, besonnesch och déi neurologesch Konsequenze vum Cannabiskonsum op Jonker ënner 25 Joer. Et bräicht een eng Erfarungsanalys iwwert déi erwaarte positiv oder negativ Inzidenzen op d'Kriminalitéit, besonnesch och op d'Beschafungskriminalitéit, a schlussendlech misst een och iwwert déi verschidden Approchen an der Repressiounspolitik Kloerheet schafen.

Fir d'ADR ass d'Kläre vun all deene Froen eng essenziell Konditioun, fir iwwert all déi weider Schrëtt am Hibléck op eng méiglech Legaliséierung vum Cannabis zu rekreativen Zwecker kënnen ze schwätzen.

Ech wëll an deem Kontext d'Regierung hei nach emol drun erënneren, datt et hei ëm näischt manner wéi d'Volleksgesondheet geet. A wa jeemools nach sollt legiferéiert ginn, da wëlle mer op ons Froe kloer Äntwerten hunn. Alles anescht wär liichtfankeg a verantwortungslos. Grad an dësen Zäiten, wou d'Gesondheet vun der Bevëlkerung éischt Prioritéit huet an all Land, si mer op eng dramatesch Manéier do drop opmierksam gemaach ginn, zu wat falsch Decisiounen an onausgeräifte Konzepter féiere kënnen.

Ech soen Iech Merci, fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. An d'Wuert ass elo fir déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, wa mer vun der Drogepolitik schwätzen, ass et gutt, an d'Ausland kucken ze goen, wou et Erfarungsmaterial gëtt. Ee vun den dräi Prinzippie vun der portugisescher Drogepolitik ass, dass de Kampf géint Drogen net ka gewonne ginn. En aneren ass, dass et keng haart a keng duuss Droge gëtt, mee just ongesond a gesond Relatioune mat Drogen. An den drëtte Prinzip ass, dass deem eenzelne seng ongesond Relatioun mat der Drog eppes ausseet iwwer seng gestéiert Relatioun mat Mënschen, déi him nostinn.

Wa mer iwwer dës dräi Prinzippie meditéieren, da gesi mer, dass drogesüchteg Mënsche krank sinn an net kriminell, an dass d'Drogen oft als Flucht-, Berouegungs- oder Spaassmëttel genotzt ginn, wat eppes ausseet iwwer eis krank Gesellschaft, iwwer eis dacks ongesond an toxesch Relatiounen ënnereneen, an eise Familljen an och oft am Aarbechtsëmfeld.

Mir sinn also hei am Kär vun enger gesellschaftlecher a sozialer Debatt. Firwat hu mir de Besoin, dacks Saachen ze consomméieren, déi eisem Gemitt an eisem Kierper op Dauer net gutt dinn? Firwat drénke mir a fëmme mir esou vill? Firwat sinn och ëmmer méi Leit kafsüchteg? Och dës Komportementer, onofhängeg vum Cannabis, soen eppes iwwer eis Gesellschaft aus, an där mir eis beweegen a wou mer engem permanente Performance- a Consommatiounsdrock ausgesat sinn.

Dës Debatt kann een op zwee Niveaue féieren: op dem Niveau vun deem, wat mer gäre wëllen, an op dem Niveau vun deem, wat realistesch a méiglech ass. Et kann een elo soen, dass déi Jonk ënner 21 Joer kee Cannabis solle fëmmen, well et jo net gutt fir d'Entwécklung vun hirem Gehier ass. Jo, dat wier schéin, wann dat esou géif fonctionéieren, mee mir wëssen, dass Jonker fëmmen a wäerte fëmmen.

Kanner a Jonker protegéiert een net mat engem Verbuet; dat fonctionéiert net, dat wësse mer längst. Droge gëtt et a mir mussen de Konsum encadréieren, an dat, fir d'Konsumenten ze beschützen. Mir begréissen, dass d'Regierung dëse Wee wëllt goe mat der Depenaliséierung an der Legaliséierung vum rekreative Cannabiskonsum.

Kanada, wéi mer wëssen, huet dee Schratt gemaach. Vill vun dem CBD, deen entre-temps schonn hei verkaf a consomméiert gëtt, gëtt aus Kanada importéiert - wat och net grad onproblematesch ass. Besser wier et, déi Produite regional a lokal hei unzebauen an och ze verschaffen.

Mee um kanadesche Beispill erkennt ee virun allem och, dass de Konsum a Kanada no der Legaliséierung net weider geklommen ass. Den illegale Maart awer ass bestoe bliwwen, bis dato. Dat ass dann och eng vun Erausfuerderungen: Wéi kann een de Cannabisverkaf esou gestalten, dass esou vill wéi méiglech Konsumenten um reguläre Maart akafen an net um illegale Maart?

Et dierf ee sech also keng Illusioune maachen, dass den illegale Maart - zumindest am Ufank - wäert verschwannen, e wäert warscheinlech éischter bestoe bleiwen. Dat weisen och Berichter, wéi zum Beispill aus Kanada eeben. Aus enger Thees geet ervir, dass d'Konsumenten de legale Cannabis bemängelen: E wier ze deier, d'Qualitéit wier net déi selwecht wéi déi, déi si gewinnt sinn, e wier esou agepaakt, dass een net géif gesinn, wat dran ass, an esou weider. Derbäi kënnt dacks, dass si privilegiéiert Relatioune mat engem Dealer hunn, deen hinnen dacks eng speziell Offer mécht. Aus deene kanadesche Berichter geet och ervir, dass vill Konsumenten Angscht hunn, fichéiert ze ginn, wa se legale Cannabis akafen. Si wëlle sech och net allze gären ausweisen, fir Cannabis ze kafen. Si bemängelen och, dass et net genuch Butteker gëtt, dass dës schwéier accessibel sinn an dass se net laang genuch op sinn.

En gros ass de legale Maart net esou flexibel wéi den illegale Maart. Dat ass och normal. Mee vläicht muss ee sech dann déi Flexibilitéit ginn, fir dem illegale Maart seng Clientèle ofzefänken, soudass dëse Maart iergendwa keng Daseinsberechtegung méi huet.

Bei der Legaliséierung vum rekreative Cannabis mussen d'Qualitéitskontroll an d'Doséierung esou ausgeriicht ginn, dass gesondheetlech Schied verhënnert bleiwen an de Konsument iwwer säi Konsum all Informatioune kritt, déi e brauch, fir bewosst ze consomméieren. THC-Grenzwäerter, Alterslimitt, limitéiert Dosen, alles dat muss reguléiert ginn. Déi Limitatioune kënnen net ze streng sinn, fir net komplett laanscht d'Realitéit ze liewen, an de legale Produit muss also attraktiv an u sech och accessibel sinn.

Erënnere mer eis un ee vun de Prinzippien aus der portugisescher Drogepolitik: Et gëtt keng haart a keng duuss Drogen, mee nëmmen ongesond a gesond Relatioune mat Drogen. Mir all wëssen, dass ganz vill Leit ongesond Relatiounen zu Alkohol hunn. Vläicht gëtt et där Leit souguer méi wéi där, déi ongesond Relatioune mam Cannabis hunn. Firwat soen ech dat? Ma well mer eis an Erënnerung musse ruffen, dass den Alkoholkonsum net genuch encadréiert ass. Och den Alkohol ass eng Drog.

Alkohol ass nämlech mindestens esou schiedlech, wann net méi schiedlech wéi de Cannabis. Alkohol ass fir ronn 3 Millioune Doudesfäll an Tubak fir 8 Millioune Doudesfäll all Joer verantwortlech. Mir wëssen, dass Alkohol an Tubak allméiglech Krankheete wéi zum Beispill verschidde Kriibszorten ausléisen. An nëmmen - enfin nëmmen, et ass nach vill! - 9 % bis 10 % vun de Leit, déi Cannabis ausprobéieren, gi süchteg, woubäi et der beim Alkohol 16 % a beim Tubak souguer 32 % sinn.

Et ass net main Uleies, de Cannabis ze verharmlosen. Wierklech net! Iwwert de Cannabis gëtt et effektiv verhältnisméisseg manner Studie wéi iwwer Tubak an Alkohol an dofir och verhältnisméisseg manner Zuelematerial. Dat gesot, weess een awer, dass de Cannabis Psychose kann ausléisen. Genausou - wéi och meng Virriedner dat scho gesot hunn - kënnen awer psychesch Problemer wéi beispillsweis Depressiounen oder en Trauma de Risiko fir eng Ofhängegkeet erhéijen - wat awer éischter weist, dass mir e gesellschaftleche Problem hunn. D'Léisung kann also net sinn, dass krank Leit kriminaliséiert ginn. Si mussen Hëllef kréien, fir entweeder guer net eréischt ofhängeg ze ginn oder géint d'Ofhängegkeet virgoen ze kënnen.

Dat weist eis also d'Wichtegkeet vum legalen Encadrement vum Cannabiskonsum, vun der Unziichtung iwwert d'Hierstellung bis zu de Verkafspunkten an dem Konsum.

E leschte Punkt, deen ervirzehiewe bleift, ass, dass duerch d'Depenaliséierung an d'Legaliséierung vill Mënschen aus dem Däiwelskrees kënne gerappt ginn. Konsumentinnen a Konsumente riskéieren net méi penaliséiert ze ginn a lafen dohier keng Gefor méi, e Casier ze hunn oder kriminaliséiert ze ginn.

Esou kënnen och immens vill ëffentlech Gelder gespuert ginn an anescht, an der Preventioun, an der Informatioun, agesat ginn. Et kënnen net nëmme Sue gespuert ginn, mee et kënnen och Suen erhuewe ginn duerch d'Besteierung vun deem neie Konsumgutt. Mee och do heescht et oppassen, dës Steier net ze héich unzesetzen, well se soss nees de legale Konsum decourageiert an de Consommateur riskéiert, nees op den illegale Maart zréckzegräifen.

D'Steieren, déi erhuewe ginn, kënnen a sollen an d'Preventioun an an d'Informatioun fléissen. Dat gesäit dat provisorescht Konzept vun der Regierung jo och vir. A mir begréissen dat. Wichteg ass et, Drogekonsum net ze stigmatiséieren, a virun allem den Drogekonsument net ze stigmatiséieren an och net ze tabuiséieren. Mir sinn ëmgi vun Drogen an eisem Alldag a sollen eis virun allem froen, firwat mer de Besoin hunn, ze konsomméiere respektiv ze vill ze consomméieren. Déi Besoinen an den eventuellen emotional-mentalen Desequiliber, deen hannendrusteet, musse mer thematiséieren: Firwat maache mir eis an eis Gesellschaft krank? Déi Fro sprengt de Kader, mee ech mengen, déi musse mer eis an deem Kontext stellen.

Wou mir och eng Opportunitéit gesinn, ass ganz kloer bei de Produktiounslizenzen, fir de Cannabis unzebauen. Duerch eng lokal Produktioun ënnerstëtze mer alternativ Agrar- a Produktiounszweiger. Mee mir froen eis awer och, ob et deem klenge Konsument net soll iwwerloss ginn, déi Fräiheet ze hunn, de Cannabis fir säin eegene Konsum unzebauen. Natierlech di sech do aner Froen op, wat eventuelle Mëssbrauch a Verkaf ugeet. Mee déi Fro soll ee sech awer zumindest an där Debatt hei stellen.

Schlussendlech stelle sech awer nach ganz vill Froen, wat den Dateschutz ugeet, wéi et och schonn eng Rei Virriedner gesot hunn: Wéi wäit ginn Daten erhuewe vun de Konsument/innen? Et soll jo eng Technologie entstoe fir d'Iwwerwaachung vun der Quantitéit, déi eng eenzel Persoun keeft. Do stellt sech trotzdeem déi prinzipiell Fro, firwat Donnéeë sollen erhuewe gi bei dem Cannabiskonsum an net beim Alkohol. Do ass dat jo natierlech net virgesinn, well dat jo legal ass. A wéi gëtt da séchergestallt, dass dës Daten net mëssbraucht ginn?

Dat si Froen, déi mir eis stellen. An esou prinzipiell Froe bleiwen ze léisen. A souvill dozou. Merci fir Äert Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Oberweis. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ee Virdeel huet et, datt d'Madamm Oberweis elo Member hei vum héijen Haus ass, nämlech hir Gréisst: Ech muss de Mikro net méi an d'Luucht drécken no mengem Virriedner.

(Hilarité)

Komme mer zu deene méi seriöe Saachen! Suchtbehandlung amplaz vu Strofverfollgung, Preventioun an Ënnerstëtzung amplaz vu Repressioun: Dat mussen d'Piliere vun enger moderner Drogepolitik sinn, déi den Drogen net ganz einfach de Krich erklärt, mee de Suchtpatienten eng Hand reecht.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Gläichzäiteg muss engem bewosst sinn, datt net all Consommatioun vun Drogen direkt enger Suchterkrankung entsprécht an datt eng Verdäiwelung vu psychotrope Substanze kengem weiderhëlleft.

D'Legaliséierung vu Cannabis zu rekreativen Zwecker kéint e wichtege Schrëtt an enger moderner Drogepolitik sinn, wa se da richteg ugepak gëtt. Vill wësse mer vun de Pläng vun der Regierung jo nach net. Ze vill konkreet wollt bis elo nach kee ginn. Mee trotzdeem schéngt et, wéi wa ganz onerwaart fir eng rout-blo-gréng Regierung eng Aart protektionistesch Solutioun sollt gewielt ginn: Nëmme Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, solle Cannabisproduite kafe kënnen. An dës sollen am beschten och nach nëmmen zu Lëtzebuerg oder vu Lëtzebuerg produzéiert ginn.

Dat kéint ee sech elo ënner dem Begrëff „regionale Commerce" iergendwéi nach schéischwätzen, mee eigentlech muss een et als dat enttarnen, wat et ass, an zwar eng antieuropäesch Approche.

Lëtzebuerg wäert mat der lokaler Produktioun der Nofro no Cannabisproduiten, sief et zu medezinneschen oder zu rekreativen Zwecker, net kënne gerecht ginn an op Liwwerungen aus dem Ausland ugewise bleiwen. Mir gesi jo scho bei der Nofro no medezinneschem Cannabis, datt d'Demande hei kloer d'Offer depasséiert an et dofir ëmmer nees zu Ruptures de stock kënnt, déi dann d'Patienten zwéngen, hir Therapie ze ënnerbriechen, wat fir déi Betraffe leider mat vill Péng ka verbonne sinn.

Mee am Ausland anzekafen an dann ze soen: „Jo, mir importéieren zwar ‚Är' Produiten, mir verkafe se dann awer nëmmen un ‚eis' Awunner", dat ass an eisen Aen net d'Aart a Weis, wéi e wirtschaftlech oppent Land sollt optrieden. Dat ass net europäesch, ganz ze schweige vum Problem, datt jo esou e System geschaf gëtt, deen eis Gesellschaft an zwou Klasse spléckt: engersäits déi, déi hei wunnen, an anerersäits déi, déi zwar hei liewen a schaffen, mee owes iwwert d'Grenz schlofe ginn. Mir schwätzen esou gär dovun, datt eis Frontalieren zu eiser Gesellschaft derzougehéieren, an trotzdeem solle se elo bei dësem Sujet anescht behandelt gi wéi de Rescht vun eis. Dat ass net solidaresch a sécher och net europäesch.

(Brouhaha)

Bei der Legaliséierung vum Cannabis a vun THC-haltege Produite geet et net drëm, eng nei Fräizäitbeschäftegung ze schafen, et geet drëm, de Schwaarzmaart ze zerstéieren an den Tabu, deen ëmmer nach mam Theema verbonnen ass, ze briechen. Well kommt, si mer emol éierlech: Wie vun eis heibannen huet nach keng Wick gefëmmt?

(Interruption)

An Dir musst elo keng Hand weisen, keng Angscht, ech kontrolléieren net. Mir ginn et ...

(Interruption)

... och net un d'Police weider.

(Brouhaha)

Well ech hu mer soe gelooss, et däerft een hei op der Tribün och net zouginn, dat schonn eng Kéier gemaach ze hunn, well soss kéint ee sech strofbar maachen.

Une voix.- Den Här Bauler, deen ...

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Et geet drëm, wierklech deene Suchtkranken, deenen, wéi d'Madamm Oberweis et gesot huet, ...

(Interruption par M. André Bauler)

Ma, Här Bauler, ech hunn Iech elo grad gesot, datt ech dat hei op der Tribün net soe kann, well ech mech soss potenziell kéint enger Strof aussetzen. Deementspriechend zéien ech mäi Recht, drop ze schweigen.

Mee fir op d'Wierder vun der Madamm Oberweis zréckzekommen: Et geet drëm, wéi een Ëmgang ee mat Drogen huet, net, ob een Ëmgang mat Drogen huet. Well hätt ech elo d'Fro heibanne gestallt: „Wie vun Iech huet nach ni gedronk?", da wäre manner Hänn an d'Luucht gaangen. A genau dat ass de Problem. Mir behandele Suchtstoffer ënnerschiddlech. Mir behandelen Alkohol anescht wéi Tubak, anescht wéi Cannabis, an dann anescht wéi déi sougenannt „haart" Drogen.

An do gefält mer déi portugisesch Approche ganz gutt, well déi portugisesch Approche mécht eeben den Ënnerscheed: Wéi ginn ech mat deene Suchtstoffer ëm? An do geet et eeben drëm, deene Suchtkranken ze hëllefen, andeems ee se aus der Illegalitéit an domat och aus der Onsiichtbarkeet hëlt, a gläichzäiteg déijéineg, déi einfach gäre vun Zäit zu Zäit emol owes eng fëmmen, esou wéi anerer e Whisky drénken, vun engem falsche Stigma ze befreien.

Wéi solle mer och nëmmen eent vun dësen Ziler erreechen, wa mer d'Frontalieren an d'Visiteure vun den Awunner ënnerscheeden? Wéi soll de Schwaarzmaart zerstéiert ginn, wann d'Frontalieren nach weiderhin op dësen zréckgräifen? Wéi soll de Stigma gebrach ginn, wann et fir Honnertdausende Leit nach ëmmer en Tabu bleift?

Jo, mir sinn eng Grenzregioun. A kee wëllt kilometerlaang Stauen un de Grenze wéinst dem sougenannten „Drogentourismus". Mee amplaz de Verkaf vu Cannabis op d'Awunner ze limitéieren, proposéieren d'Piraten e System, deen de Konsum vum Cannabis am ëffentleche Raum an och d'Consommation sur place op de Verkafsstelle verbitt, de Verkaf dofir awer net op d'Residentë limitéiert. Dat mécht den Drogentourismus bedeitend méi onattraktiv, well een d'Consommatiounsméiglechkeete vun den „Touristen" aschränkt, ouni awer d'Vente op eng diskriminéierend Aart a Weis op eng bestëmmt Persounegrupp anzeschränken.

Wann eppes an eisem Land legal ass, da muss et fir jiddereen legal sinn. Anescht erhale mer, trotz der Legaliséierung, de Schwaarzmaart. Wat iwwregens och geschéie kéint, wann d'Präisser an de Verkafsstellen d'Präisser um Schwaarzmaart bei Wäitem iwwersteigen - och dat si Konklusiounen aus Länner, déi sech scho mat der Legaliséierung beschäftegt hunn. Et wäert ëmmer Leit ginn, déi mannerwäerteg Produiten zu méi geréngе Präisser ënnert der Hand verkafen. Do muss ee just an de Gebraucht-Auto-Handel kucke goen, fir dat ze verstoen. Mee mir mussen oppassen, datt mer de legale Maart net direkt schonn um Ufank duerch eng ze héich Besteierung esou deier maachen, datt de Leit keen Ureiz méi bleift, de legale Wee ze wielen.

Et kënnt, wéi d'Madamm Oberweis et virdru gesot huet, och op d'Verpackung un, et kënnt op d'Quantitéiten un, et kënnt drop un, wéi mer et besteieren, wou mer et zougänglech maachen a wéi mer et zougänglech maachen. Et ass eebe wichteg, eng Balance ze fannen tëscht enger gerechter Besteierung an enger Präispolitik, déi der Kriminalitéit net an d'Hänn spillt, tëscht enger Verpackung, déi net zum Konsum incitéiert, déi awer deem entsprécht, wat d'Leit, déi et haut um Schwaarzmaart kafen, gewinnt sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech soen, datt et hei net drëms geet, eng nei Fräizäitaktivitéit ze schafen, dann heescht dat och, datt mir Piraten mengen, datt d'Legaliséierung natierlech och mat enger Sensibilisatioun anhiergoe sollt. Grad d'Fëmme vu Cannabis ass duerch d'Verbrennung mat gesondheetleche Risike verbonnen, sou wéi dat jo och bei den Zigaretten de Fall ass. Souwuel bei Erwuessene wéi och bei Jonke muss dofir Opklärungs- a Sensibiliséierungsaarbecht geleescht ginn.

A bei deene Jonken ass et dann natierlech besonnesch wichteg, se ëmmer nees iwwert d'Konsequenze vum Konsum vu psychoaktive Substanze ganz allgemeng opzeklären, well all Aarte vun Drogen an och Alkohol an Tubak an engem Alter, wou d'Gehier nach an der Entwécklung ass, besonnesch problematesch kënne sinn. Dofir ass et fir eis och ganz kloer, datt et eng Alterslimitt soll ginn, déi d'Kafe vu Cannabis an THC-haltege Produiten eréischt ab fréistens 18 Joer erlaabt an de Verkaf u Mannerjäreger weiderhin ënner Strof stellt.

Gläichzäiteg proposéieren d'Piraten, eng Limitt anzesetzen, déi de legale Besëtz vu Cannabis an derivéierte Produiten op den Eegekonsum beschränkt, an och kloer Grenzwäerter fir de Stroosseverkéier festzehalen. Hei wär an eisen Aen de kanadesche System e gudde Modell, deen, sou wéi et jo och beim Alkohol bekannt ass, ab engem gewëssenen Taux e Protokoll virgesäit an da progressiv mat steigendem Taux och steigend Strofe virgesäit.

Eppes ass kloer: Keen, deen hanner engem Steier sëtzt, dierf ënner Substanzafloss stoen, sief et Alkohol, Medikamenter oder awer och Cannabis.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Presidentin - et deet mer leed, ech hat net gesinn, datt Der hannert mer gewiesselt hat -, loosst mech zum Schluss nach zu engem Punkt kommen, dee mech besonnesch erstaunt bei enger Regierung mat gréngen Bedeelegung: an zwar deen, datt et soll verbuede ginn, selwer Cannabis unzebauen. Falls deem esou wär, kéint ech dat tatsächlech net verstoen!

Mir schwätze vun ökologeschem Konsum, vum Senke vun Zäregasen a ginn dann awer hin a verbidden de Leit, doheem zwou bis dräi Planze fir den eegene Konsum ze hunn, fir datt se dann an e Geschäft fuere mussen, fir do e Produit aus engem grousse Gewächshaus ze kafen, vun deem se net wëssen, ënner wéi enge Konditiounen et ugebaut gouf. An dat alles wéinst vermeintleche Qualitéitskrittären. Wann ech mer doheem eng Tomat ziichten, interesséiert de Staat sech jo och net dofir, wéi eng Qualitéit déi huet. A wann ech en Apel vu mengem Bam plécken, kënnt de Staat net kucken, ob e Wuerm dran ass oder net.

De Staat interesséiert sech dee Moment a muss sech interesséieren dee Moment, wou ech et verkafen! Mee genau dat ass jo d'Zil, datt mer dee privaten Handel net erlaben. Dat heescht: Wa mer de privaten Handel verbidden, da sollte mer wéinstens de Privatubau erlaben.

Mir hoffen, datt d'Regierung hei nach eng Pist wiele wäert, déi et de Leit erlaabt, e puer Planze selwer ze besëtzen. Wat kéint besser sinn, wéi den eegene Konsum mat der eegener Produktioun ze assuréieren? Ouni Pestiziden, ouni Liwwerweeër mat CO_2-Ausstouss, ouni Geschäfter oder Coffeeshops, déi Verschiddene jo en Dar am A sinn, an ouni datt d'organiséiert Kriminalitéit iergendwéi hir Hänn an d'Spill kéint kréien.

Wéi ech schonns sot: D'Legaliséierung vum Cannabis zu rekreativen Zwecker kann e wichtege Schrëtt hin zu enger moderner Drogepolitik sinn, mee si muss richteg ugepak ginn. Mir brauchen de Courage, de Leit hir Fräiheeten a Responsabilitéiten ze iwwerloossen. Mir brauchen e System, deen op Eegeverantwortung a Sensibiliséierung fousst an net op Ausgrenzung a Repressioun!

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci, Här Clement. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana *(LSAP)*.- Merci, Madamm Presidentin. Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wärend d'Madamm Cécile Hemmen jo virdrun op déi méi gesondheetlech Aspekter agaangen ass, wäert ech méi de Fokus op déi juristesch Aspekter setzen. A virop och dem Här Wiseler merci, dass hien dës Interpellatioun ugefrot huet.

Fänke mer un um internationalen Niveau: Zu Wien (veuillez lire: New York), 1961, wou d'UNO-Konventioun iwwert d'Kontroll vun de Rauschmëttel ratifizéiert gouf - dräi Stéck entre-temps -, a Lëtzebuerg war do mat derbäi an huet se och ënnerschriwwen. A wat jo dësen Accord esou speziell mécht, ass, dass et deen éischte war, deen de Cannabis als Rauschmëttel op internationalem Niveau unerkannt huet an dobäi och den éischten Dispositif mat enger Klassifikatioun vu verschiddene Rauschgëfter huet.

No der Ënnerschrëft hat all betraffent Land d'Obligatioun, d'Produktioun, d'Importatioun, d'Exportatioun, d'Verdeelung, de Commerce an d'Benotzung vun de Rauschmëttelen exklusiv op medezinnesch a wëssenschaftlech Zwecker ze limitéieren. Dass de Cannabis duerch dës Konventioun an de Kader vun der internationaler Drogekontroll komm ass, bon, dat war keen Zoufall, well dës Drog zu deem Zäitpunkt u Popularitéit an eiser Gesellschaft gewonnen huet. Et bleift also ze beuechten, dass mer eis an engem internationale Kader beweegen, mat enger ganzer Rei Obligatiounen.

Deemools sinn awer all dës Konventiounen, dat muss een awer och ënnersträichen, am Sënn vun enger repressiver Politik geholl ginn. D'Länner waren am Konsens, dass de Kampf géint d'Drogen nëmmen duerch eng prohibitionistesch Approche kéint gewonne ginn.

Et ass awer och - a verschidde Länner sinn hei jo schonn ugeschwat ginn - progressiv zu engem Ëmdenke komm, well den Drogenhandel an Drogekonsum sech an engem internationale Kontext ofspillen, an awer och, well gewalttäteg kriminell Organisatiounen am Drogenhandel ganz kloer täteg sinn, vertruede sinn an och do, wéi gesot, hiert Onwiesen dreiwen. Natierlech gouf awer och de Constat gemaach vun engem kollektiven Echec op internationalem Niveau, well den Drogekonsum net, wéi initial ugeduecht, konnt agedämmt ginn - also vun dem däitsche Wuert „eindämmen", net „agedämpt".

Dat éischt europäescht Land, dat jo de Schratt gemaach huet - et ass e puermol hei ugeschwat ginn -, war wéi gesot Portugal. Aner Länner sinn nokomm, wéi Uruguay, Kanada an och amerikanesch Staaten.

Och hei am Land wësse mer, dass d'Situatioun vum Cannabiskonsum net zefriddestellend ass. Et ass virdrun och schonn ugeschwat gi vun der Madamm Hartmann: D'Police grand-ducale huet an hirem Rapport 2019 ganz kloer geschriwwen, dass 371 Kilo Cannabis konnte saiséiert ginn. Fir 2019 fënnt een awer och am selwechte Rapport erëm, dass 70 % vun de Saisië Cannabis waren. Dat weist also, dass d'Police, d'Douane an och eise Justizapparat Aarbecht hunn.

A mir wëssen awer och alleguerten heibannen, dass um internationalen an och um europäesche Plang, a Lëtzebuerg ass do keng Ausnam, Cannabis déi psychoaktiv Substanz ass, déi am meeschte consomméiert gëtt. An am aktuelle legislative Kader, repressive Kader, weess een, dass ee beim einfache private Konsum enger Geldstrof ausgesat ass bis maximal 2.500 Euro. Mee beweegt ee sech am Kader vun aneren Drogen am Kader vu sengem Suchtverhale respektiv och am Kader vun der Beschafungskriminalitéit, bon, do ass een natierlech éischter enger Prisongsstrof ausgesat, awer dann och nach anere Problemer, mat deenen een da befaasst gëtt, wann ee bis am Prisong ass. Respektiv och enger sougenannter Stigmatisatioun ausgesat - do sinn ech ganz op der Linn vun der Madamm Oberweis.

Beim Lëtzebuerger Modell ass et awer esou, dass och bei enger Legalisatioun vum Cannabis verschidde Verhale wäerte strofbar bleiwen, well de legale Kader beweegt sech an enger encadréierter, an enger kontrolléierter Approche, wéi gesot.

Wat mer awer net vergiessen däerfen, och bei enger Legalisatioun, dat sinn am Fong d'Ziler, déi verfollegt ginn. An eent vun den Haaptziler ass et och, den Discours um nationalen Niveau ze dréien an effektiv och do awer e Paradigmewiessel ze hunn, wéi dat och schonn an anere Länner ass, dat och um Niveau vun der Santé publique an och um Niveau vun der Sécherheet.

Wéi ech virdru schonns gesot hunn, déi internatiounal Konventiounen, déi hunn net déi erwaart Friichte gedroen. Si hunn et net fäerdegbruecht, de Cannabiskonsum an de Gréff ze kréien. Au contraire, mengen ech, déi joerzéngtelaang repressiv a prohibitionistesch Schinn huet net déi reell Ännerunge bewierkt, déi initial virgesi war am Kader vun de Konventiounen.

Madamm Presidentin, eent vun eisen Ziler bei der Legalisatioun soll sinn, dass eis jonk Matbierger weider verstäerkt solle geschützt ginn an och sollen ënnerstëtzt ginn. Dee legale Kader soll geschafe ginn, fir déi Mannerjäreg virun allem virum Ausgenotztginn duerch d'Acteuren, déi awer um Schwaarzmaart aktiv sinn, ze schützen. Domadder hëllefe mer net nëmmen deene Jonken, mee mir bremsen och de Schwaarzmaart aus. Ganz ewech kréie mer e sécherlech net, mee eng staatlech kontrolléiert Cannabisproduktioun a -vente si sécher effikass Dispositiffen a Moyenen am Kampf géint weider illegal Aktivitéiten. An am Moment, dat muss een awer och soen, ass de Konsument, egal wéi vill e consomméiert, an och fir seng privat Besoinen, permanent am Kontakt mam kriminelle Milieu. An ech mengen, och dat ass sécherlech net ganz positiv.

Och bei enger neier Legislatioun sollt et sécherlech zu signifikanten a verstäerkte Sanktioune kommen, wat de Verkaf vu Cannabis u Mineuren ugeet. Dat selwecht gëllt, wann ee Cannabis huet an es effektiv méi bei sech huet wéi legal erlaabt, wann een dat weiderverkeeft respektiv dat hort, weiderverkeeft a speziell, als Circonstances aggravantes, wann een et u Mineure wëllt weiderverkafen. Ech mengen, déi legal Quantitéit bleift sécherlech nach ze definéieren. Mee op alle Fall sinn dat Verhalen, déi weider solle Sanktiounen ausgesat sinn.

Donieft, mengen ech, bleiwen awer och d'Modalitéite fir den Zougang ze definéieren. Natierlech d'Residenzklausel, iwwert déi soll ee ganz kloer schwätzen, fir de sougenannten Drogentourismus ze verhënneren. Awer och den Alter, ab 18 Joer oder driwwer eraus. Ech mengen, och dat ass e wichtegen Aspekt, dass een awer och iwwer Preventiounscampagnë weiderhin op d'Gefore vum Cannabis sollt opmierksam maachen. A fir de Cannabis um Schwaarzmaart awer ze verdrängen, muss natierlech och de Präis vum legale Cannabis dee vum Schwaarzmaart weider am A behalen.

An ech mengen, dass et och fir eis als LSAP ganz wichteg ass, dass déi erwuesse Leit an Zukunft kënnen de Choix maachen, Cannabis ze consomméieren, an och dat an engem determinéierte legale Kader. Mee och hei ass a bleift d'Preventioun och bei deenen Erwuessenen actuellement - wéi gesot, legal oder illegal, Cannabis ass net harmlos - e wichtegen Aspect.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

An deem Kontext muss een also och ënnersträichen, dass erwuesse Leit, déi sech generell mam Verkaf vu Cannabis beräicheren, a speziell u Mannerjäreger oder am Allgemengen am Ilegalen, och weider wäerten e strofbaart Verhalen hunn an dofir solle geahndet ginn. Hei bleift also eng repressiv Approche, wéi gesot, ubruecht. De Jugendschutz ass a bleift e wichtege Pilier, den Intérêt supérieur vum Kand, mat allem wat e beinhalt, soll hei kënne weider prevaléieren.

An et ass natierlech och duerch déi Recetten, déi mer duerch de staatleche Verkaf kréien, mee och déi solle genotzt ginn ... Well am Moment hu mer weider keng Einnamen, ausser vläicht duerch déi Saisien, déi gemaach ginn, dofir solle mer awer och déi Recetten notzen, fir verstäerkt an d'Preventioun ze investéieren. Ech mengen, mir maachen et, et gëtt gemaach, hei huet een dann domadder

d'Méiglechkeet, wéi gesot, nach weider drop ze setzen a méi geziilt d'Prévention primaire, secondaire an tertiaire och ze maachen. Well ech mengen, och dat sinn Aspekter, déi ganz wichteg sinn an der Preventioun.

Fir de Vertrib, natierlech ass et e puermol hei ugeschwat ginn, dat ass natierlech ee staatlech kontrolléierten an agreéierten. Dat schéngt mer kloer ze sinn, dass een esou e Wee kéint aschloen um Niveau vun der Produktioun an och vum Transport a vum Verkaf. D'Sécherheet soll also, mengen ech, ganz groussgeschriwwe ginn, och wann nach verschidden Obligatiounen, wéi gesot, prevaléieren.

Zum Schluss wéilt ech soen, dass een natierlech zum aktuellen Zäitpunkt nach keng definitiv Konklusiounen zéie kann, och net vun Experienzen, déi gemaach goufen, och wa se scho méi al sinn, oder vu méi rezenten, wann ee Kanada kuckt. Mee op alle Fall kann ee sech dorunner, wéi gesot, inspiréieren. Well nieft der Preventioun an der gesondheetlecher Äntwert brauche mir e kohärenten Ensembel, e legislatiivt Korsett, wéi gesot, och mat dissuasive Sanktiounen, wann déi encadréierend Legalisatioun net géif agehale ginn. D'Diskussioun ronderëm de Cannabis, an dat huet d'Diskussioun haut hei an der Chamber bewisen, beinhalten ëmmer e sanitären, en ekonomeschen an e sécherheetstechneschen Enjeu.

Fir d'LSAP ass op alle Fall d'Legalisatioun vum Cannabis wichteg, well et ganz besonnesch ëm d'Verbesserung geet vun der Gesondheet vun eise Bierger, ëm de Schutz vun de Mineuren an awer och vun eisen Erwuessenen, déi consomméieren, an awer och ëm eng Opwäertung vun der ëffentlecher Sécherheet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Biancalana.

D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert.

Prises de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Virop och e grousse Merci un den Här Wiseler, dass hien dës Interpellatioun bruecht huet, ech géif soen, „grad" och zu dësem Zäitpunkt - Dir hutt Iech et iwwerluecht, ob et dee richtege wär. Ech muss soen: Ech sinn Ärer Meenung, et ass e ganz gudden Zäitpunkt. Et ass e villschichtege Projet, op deem mer schaffe säit enger Zäit, deen natierlech e bëssen a Verzuch komm ass. An ech fannen, et ass e ganz gudde Moment elo, fir en Echange ze hunn, fir eeben nach ganz vill Froen, déi am Raum stinn, mat u Bord ze huelen.

Den Ubau, de Verkaf, de Konsum vum Cannabis fir de rekreative Gebrauch, dat ass e ganz ambitiéise Projet, wou Lëtzebuerg wäert an enger Virreiderroll bestäerkt ginn, déi mer schonn ageholl hunn um Niveau vum therapeuteschen, vum medezinnesche Gebrauch vum Cannabis. Och do hu mer jo eng Virreiderroll säit 2018, wéi d'Lydia Mutsch dës Initiativ als Gesondheetsministesch deemools geholl huet.

Dat dréit zu enger Destigmatiséierung sécherlech bäi, fir dem Hanf, der Planz vum Hanf hir Plaz ze ginn, déi se laang hat, geschichtlech gesinn, an déi se och verdréngt huet. Mee et soll iwwer eng Destigmatiséierung erausgoen. Et soll am Fong eng Unerkennung sinn, eng politesch Unerkennung och vun dem breede medezinnesche Profill, deen de Cannabidiol huet. De Virdeel vun dësem, fir kuerz op dat Medikamentööst anzegoen, ass d'Effizienz. Si ass entre-temps erwisen: wéineg Niewewierkungen a ganz vill Behandlungsmethoden, déi do kënne mat a Betruecht gezu ginn.

De Pilotprojet, just pour mémoire, dee leeft zwee Joer, ass an der Auswäertung am Moment. Et ass virgesinn, dass no zwee Joer soll e Bilan gezu ginn. Ech sinn och zouversiichtlech, dass mer deen Delai méi oder wéineger kënnen halen. Och dat huet liichte Verzuch kritt. Mee déi sechs Méint, déi geplangt waren, ab Februar, fir wierklech d'Daten zesummenzebréngen an da Konklusiounen ze zéien, déi kënne mer op alle Fall méi oder manner halen dëst Joer. Mir si bestrieft, dat ze maachen. Wéi bei all Pilotprojeten an der Reegel, sinn eng Rei Rigiditéiten, déi opgetaucht sinn. Do ass sécherlech Potenzial, fir dat ze verbesseren. Do schaffe mer drun, dat Ganzt och am Sënn vu méi Flexibilitéit am Interesse vum Patient.

Och sief gesot - et ass erwäänt ginn an der éischter Presentatioun vum Claude Wiseler -, wat d'Produktioun hei zu Lëtzebuerg ugeet, sinn ech frou, dass dës Debatt och de Moien un den Dag bruecht huet, dass dorunner geschafft gëtt. Dat wär eng gutt Saach, wa mer kéinten eng lokal Produktioun hunn. Déi hu mer haut net. Haut fuere mer iwwer Marché-publicke mat auslännesche Produzenten. Ech war frou, de Moie gewuer ze ginn, dass Demarchen um Lafe sinn, fir déi „Good manufacturing practice", déi GMP-Certificatioun ze kréien, bei verschiddene Produzenten hei am Land. Dat wär eng gutt Saach. Dat ass eppes, wat ech jiddefalls ënnerstëtzen a begréissen.

Wichteg niewent dësem Projet - dat ass natierlech e ganz prioritäre Projet um Cannabis-Theema fir d'Santé, fir dee weiderzebréngen an eng nächst Phas iwwert déi Pilotperiod eraus - sinn awer och d'Viraarbechten, déi geleescht gi sinn. Dir stellt haut d'Fro an der Interpellatioun: „Wou si mer drun?" Vun der Iddi un ass ganz vill geschitt. Ufank 2019 ass en interministerielle Grupp agesat ginn, fir déi eenzel Aspekter vun dëser Thematik ze beliichten. Et ass ganz villschichteg. D'Iddi huet ee schnell duergestallt, mee dann ass et am Detail, wou den Däiwel drastécht.

Dëse Grupp ass, Stand haut, eng 38-mol zesummekomm, säit en agesat ginn ass, och fënnefmol elo säit September 2020, wou ech dat selwer da méi no konnt matverfollegen. An enger éischter Phas si vill Kontakter mam Ausland opgeholl ginn op institutionellem Plang, mat Bréissel, mat der Kommissioun, och zu Wien, wou eeben de Sëtz ass vu verschiddenen Institutiounen, déi an der Kontroll vun de Stupefianten aktiv sinn, mat Paräis, och Berlin a mat Kanada, dat ass erwäänt ginn. Dat, fir dann éischter sech Modeller unzekucken, déi en place sinn.

Doropshi sinn éischt Iddien ausgeschafft ginn, en éischt Konzept, dat awer, wéi mer et presentéiert kritt hunn, och nach eng Kéier ganz vill Froen opgeworf huet. Dës Froen hunn ons dozou geféiert am September 2020, also d'lescht Joer, nach eng Kéier eis Aarbechtsgruppen ze reagencéieren, fir déi oppe Froen da méi geziilt opzeschaffen. Do sinn och vill Aarbechte gelaf, och sécherlech net am Rhythmus, dee mer eis vläicht gewënscht hätten, wärend der Pandemie, déi eis awer alleguerte ganz vill mobiliséiert huet iwwert d'lescht Joer. Mee trotzdeem ass an dësen insgesamt sechs Aarbechtsgruppe vill geschafft ginn. Mir hunn e Bilan virgesi virum Summer elo, viraussiichtlech am Juni - do si mer am Moment -, wou mer wäerten zesummekommen, fir dann eng Kéier de Bilan vun deene Viraarbechten ze zéien.

Wéi eng Aarbechtsgruppe sinn dat? Ee ganz wichtegen a mengen Aen, wou och d'Santé mat am Lead ass, zesumme mam Ministère de la Justice an dem Ministère vum Enseignement supérieur an der-Recherche, do geet et drëms, Indicateuren zesummenzestellen. Wa mer e Projet an dësem Beräich wëlle maachen, dann ass dat sécherlech, fir e Plus u Santé publique domadder ze bezwecken. Wa mer gären e Progrès hätten, ass et wichteg, dass een eng Kéier moosst: Wou sti mer haut? An dass ee sech eens ass, wat ee wëllt moossen, well soss kënne mer jo net evaluéieren, ob dat Zil, wat mer eis ginn hunn, eng Kéier erreecht ass. Dat ass ee vun den Aarbechtsgruppen, deen eppes ganz Flottes schonn ausgeschafft huet. Ech kann deem elo haut net virgräifen. Wéi gesot, mir sinn an engem lafende Prozess vun Aarbecht, och bei eis intern.

Donieft ass ee ganz wichtegen Aarbechtsgrupp - et gouf schonn ugeschwat vu ville Säiten -, dee fir de ganzen internationalen Aspekt, déi diplomatesch Voleten dovunner: Wéi kann esou e Projet sech afügen an déi international Bestëmmungen, déi awer gëllen? Déi kritt een net vun haut op muer geännert, evidemment.

Ech géif och erwänen, dass nieft den UNO-Konventiounen, deenen dräi Stéck, déi et gëtt, eppes ass, wat eis vill, vill méi no ass: Dat sinn d'Schengen-Accorden. Och déi spillen. An och déi hu gewësse Contrainten, déi ee muss berücksichtegen.

Dann hu mer en Aarbechtsgrupp, dee sech méi spezifesch mat der Produktioun befaasst, wou wierklech iwwerluecht gëtt: Wéi kënne mer hei produzéieren? Wat kënnen d'Ramebedéngunge sinn? Wéi kann een dat ugoen? Och do ass den Agrarminister, also de Landwirtschaftsminister am Lead dran, zesummen allkéiers mat der Santé, och mat dem Ministère de la Justice. An och wichteg: Mir hunn och den Digitalisatiounsministère allkéiers hei derbäi an dëse Gruppe fir ze kucken, wéi ee kann operationaliséieren.

De véierten Aarbechtsgrupp befaasst sech mat der Vente. Och fir d'Vente, wann déi soll limitéiert sinn op Erwuessener, stelle sech selbstverständlech Froen, wéi eng Ramebedéngungen een do setzt. Ech mengen, Alkohol kann och net u jiddwereе verkaaft ginn. Do muss een dat reegelen. Selbstverständlech muss dat gereegelt ginn. Och do gëtt driwwer nogeduecht an exploréiert, wéi een dat kann opstellen, iwwer wéi ee Wee, wat do méiglech ass.

Dann, de fënneften Aarbechtsgrupp, ganz wichteg, dat ass d'Preventioun. Wa mer e reglementäre Kader wëllen hunn, ass et ganz kloer, dass dat net ee Block ass, mee dat ass, et ass gesot ginn: „eng Zill vu villen". Dat muss Hand an Hand goe mat enger ganz konsequenter Preventiounspolitik, déi och muss weidergeféiert ginn. Och do schaffe mer ganz enk zesumme mam Educatiounsminister an och mam Konsumenteschutz - dat heescht, nach eng Kéier mat mir selwer.

Dann och den Traitement an d'Prise en charge. Dat ass dann de sechsten Aarbechtsgrupp. Traitement a Prise en charge, jo, firwat? Well mer natierlech och wëllen eng global Offer hunn an dee Mënsch, dee krank ass, well e kee gesonde Konsum huet, och deementspriechend gutt hei am Land wëlle versuergen.

An dann, ech hat gesot, et wären der sechs, mee eigentlech sinn et der siwen: Mir hunn dann nach dee ganze Volet pénal selbstverständlech. Dat Ganzt geet och Hand an Hand mat enger duerchduechter Approche, wéi een eeben de Schwaarzmaart kann ugoen. Et geet jo drëms, e propperen neie Maart ze kreéieren an doniewent - et ass dat, wat a Fro gestallt ass: Kann een dat bezwecken oder net? - ass Zil selbstverständlech, dass een dee Schwaarzmaart doduerjer besser an de Gréff soll kréien.

Dat sinn, wéi gesot, déi siwen Aarbechtsgruppen, déi mer ajustéiert hunn d'lescht Joer am September. Déi schaffen. An den nächste Bilan, dee mer hunn elo op interministeriellem Niveau, dat ass virun dësem Summer.

En éischte Constat, dee mer och gemaach hunn d'lescht Joer, dat ass, dass een net ganz vill Marge de manœuvre huet. Dat ass wierklech e Seeldanz, wann ee wëllt esou en ambitiéise Projet ugoen. Ech hat et erwäänt, nieft den UNO-Konventiounen hu mer eebe virun allem och d'Schengen-Verträg, déi hei maassgeebend sinn.

Mir hunn entre-temps d'Chance, awer en anert europäescht Land ze hunn, wat eis iwwerholl huet. Holland ass awer am Fong geholl zwee Joer vir. Dat ass och e Modell, dee mer am Moment ganz, ganz no suivéieren. Si hunn en Experiment en place gesat, wou se och ausgelot hunn, awéifern dat,- ënner anerem, eebe mat dem europäesche Kontext vereinbar ass. Dëse Projet huet och e legale Kader kritt. Dee Prozess ass ofgeschloss ginn - hätt solle fir Januar 2020 ofgeschloss ginn, et ass awer du Juli ginn - an huet awer de Virdeel, dass en eis ganz vill Elementer liwwert, och detailléiert Avise vun hirem Staatsrot an esou weider, wou ee sech wierklech Inspiratioun kann huele fir ze gesinn, wéi eng Hürden et gëtt a wat et vu Méiglechkeete gëtt, fir déi dann an engem europäesche Kontext och ze huelen.

Dëse Projet, wéi gesot, war och bei eis um Ordre du jour, fir dee visitéieren ze goen, Kontakt ze huele mat den hollänneschen Autoritéiten. Dat ass a Verzuch komm, aus deenen Ursaachen, déi ech Iech hei net brauch ze erklären. Esou einfach ass een eeben net an Holland gereest iwwert déi lescht Méint. Mir wäerten dat awer och elo nohuelen. Dat ass jo elo erëm méiglech säit Kuerzem. An dat ass och bei eis elo d'Ambitioun, och deen Echange nach ze hunn, éier mer eise Bilan am Juni zéien, fir ze héieren, wéi et bei hinne gaangen ass. De Projet ass bei hinnen och elo net esou schnell operationaliséiert ginn, wéi si sech et gewënscht haten. Ech mengen, do si mer alleguerten an engem Boot am Moment, mat deem Verzuch, deen ee kennt.

E Plus u Gesondheet, sécherlech ass dat d'Zilsetzung. Ech kann dat net oft genuch betounen. Ech sinn och ganz frou, dass do e grousse Konsens hei ass. Et schéngt och keen ze niéieren, dass mer e Problem hei am Land hunn. Dat ass e Constat. Dass sech vill Froe stellen, däers si mer eis bewosst, do schaffe mer drop. Et ass awer net, well sech vill Froe stellen, dass een d'Bengele bei d'Tromm soll geheien. Mir si schonn iwwerzeegt, dass een do Äntwerte fënnt op déi Froen, déi am Raum stinn.

Cannabis, et ass oft gesot ginn, gehéiert zu deenen am meeschte consomméierten illegale Substanzen, och bei deene jonke Leit, an dat och hei zu Lëtzebuerg. Ech ginn net méi op d'Chifferen an, si sinn elo oft genuch matagefloss an deenen eenzelne Presentatiounen.

D'Prevalenz vum Konsum bei deene Jonke geet an d'Luucht hei am Land. Dat ass beonrouegend! A wat besonnesch beonrouegend ass vun engem Point de vue Santé publique, dat ass eeben d'Qualitéit vun deem, wat um illegale Maart ze fannen ass. Dat ass dramatesch! Den THC-Wäert huet sech méi wéi verduebelt iwwert déi lescht Joren. Dat ass just eng Saach. Dat heescht, et ass eng ganz aner Konzentratioun wéi dat, wat ee kannt huet, wéi mir anerer jonk waren. D'Qualitéit ass einfach definitiv schlecht. An et kënnt derbäi, dass eebe Strecksmëttel benotzt ginn, dat ass schonn erwäänt ginn, ech mengen, d'Cécile Hemmen hat et kuerz ugeschwat: Glassplitter, Sand, Bläi, Schongwichs, Gott weess wat ass alles do dran! Et ass wierklech näischt Guddes, wat do ze kréien ass, an dat ass eng richteg Gefor.

Et ass e geféierlechen Trend an deem muss een, ob ee wëllt oder net, si mer der Meenung, wierklech entgéintwierken. Dat si ganz héich Risike fir d'Gesondheet, deenen d'Leit ausgesat sinn. A mir sinn och der Meenung, dass näischt maachen an nëmmen hoffen, dass et besser gëtt, sécherlech e Luxus ass, dee mer eis als Gesellschaft esou net kënne leeschten.

Une voix.- Très bien!

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Dofir sollt dat, wat mer undenken, e responsabele Pilotprojet sinn, dee verschidde Standbeen huet, eeben och e ganz staarke Volet op der Preventioun. Mir wëllen dem Schwaarzmaart d'Handwierk leeën, dat ass och d'Ambitioun. Dann ass ugeschwat ginn: Wéi ass d'Logik dran, wann ee seet: „Mir maachen de Maart op", an an engems maache mer d'Preventioun, dass d'Leit net solle Cannabis huelen? Ben, d'Logik ass déi, dass mer se justement vum Schwaarzmaart wëllen eweech hunn. Well mir wëllen effektiv iwwer Informatioun, grad bei deene jonke Leit, hinne bewosst maachen, wat se do zou sech huelen, wat dat fir en Dreck ass a wat dat fir Gefore fir si sinn. Et geet am Fong geholl drëm ze sensibiliséieren dofir, wat et fir Gefore gëtt um Schwaarzmaart, an en Aussiicht ze stellen, dass et séier wuel e verstännegen Ëmgang mat Genossmëttel ka ginn.

Dat ass dat, wat mer och probéieren ze promouvéiere generell: e gesonden, e gudden Ëmgang mat esou Mëttelen. Dat ass den Objectif vun der Preventioun hei. An eeben och parallell natierlech derfir suergen - an do wäert d'Justizministesch méi am Detail drop agoen, dass de Schwaarzmaart réckleefeg wäert sinn.

Fir d'Preventioun, wéi gesot, do ass e speziellen Aarbechtsgrupp dediéiert mat enger Preventiounsstrategie, déi och mam Educatiounsminister zesummen ausgeschafft gëtt. Et geet drëm, d'Kanner, déi Jugendlech ze stäerken, éischtens emol an hirem Wuelbefannen, dass se vläicht manner de Besoin hunn, sech un esou Saachen ze orientéieren, mee och virun allem um Informatiounsplang, dass een einfach weess, op wat ee sech aléisst, an dass een einfach léiert: Wat ass e gesonde Konsum, wann een eng Kéier erwuessen ass? Do erwaarde mer eis, dass effektiv dann eng aner Attitüd entsteet bei deene Jugendleche par rapport zu deene Saachen, déi et um Schwaarzmaart gëtt.

Ech sinn e bëssen intrigéiert mat den Enseignementer, déi Dir vu Kanada hutt, well ech vu menge Leit eppes anescht preparéiert kritt hunn. Mir hu genau gekuckt, wéi et sech do verhält. Wa mer elo déi rezentst Fuerschungs- a Metaanalysen huelen, wat d'Prevalenz ugeet, grad bei Mannerjäregen a Jugendlechen, deiten déi an Amerika jiddefalls net op méi en héije Cannabiskonsum hin, eisen Informatiounen no, bei jonke Leit nom Akraafttriede vun dëse Legaliséierungsefforten, déi gemaach gi sinn. Also do géif een näischt gesinn, dass dat géif eropgoen. Et ass de Géigendeel de Fall. Et geet éischter zréck, de Cannabiskonsum bei Mannerjäregen a Jugendleche géif zréckgoen zënter der Legaliséierung. An dat erkläert sech duerch eeben déi vill Efforten, déi an der Preventioun gemaach ginn. Dat ass jo och hei en Deel dovunner, dass eeben iwwer Gelder, also déi zousätzlech, déi nei Finanzéierungsméiglechkeete fir d'Preventioun, dass doduerjer e gudde Bilan ka fonnt ginn.

Och wat den illegale Marché ugeet a Kanada, grad dat Beispill ass zitéiert ginn, geet mengen Informatiounen no - ech hunn extra de Moien elo nach eng Kéier nogefrot, ob d'Leit sech do sécher sinn - aus den aktuelle Statistike vu Kanada ervir, dass den illegale Verkaf säit dem drëtte Quartal 2020 réckleefeg ass. Dat hat e bësse gedauert, et war effektiv ee Moment eng ëmgedréit Balance, wou dat Illegaalt dominéiert huet. Dat huet sech awer inverséiert. Op alle Fall mengen Informatiounen no wär dat an den offizielle Statistiken elo kloer ersiichtlech, wéi gesot, säit dem drëtte Quartal 2020. An et wär och e Shift ginn, dass dee legale Cannabis entre-temps dominéiert iwwert deen illegalen. Dat heescht, do wär awer e Renversement komm.

Och d'selwecht ass a Kanada e signifikante Réckgang bei dem Konsum bei Jugendleche vu 15 bis 17 Joer ze vermierken, an dat schonn ee Joer no der Gesetzgeebung. An zwar war dat nach bei 19,8 % 2018 an ass 2019 zréckgaangen op 10,4 %. Och do wär e signifikative Réckgang aus den offizielle Statistiken awer erauszeliesen.

Voilà, dat war et op alle Fall elo mol fir mäin Deel. Wéi gesot, e ganz groussen Akzent läit op der Zesummenaarbecht och mat der Educatioun, fir wierklech déi Preventiounsaarbecht verstäerkt ze maachen. An och ennen Säit aus als Santé gi mir natierlech eng grouss Wichtegkeet den Indicateuren. Dat ass fir eis wichteg, et ass e Projet, dee mer wëlle justifiéiere mat engem Objectif de santé publique. An et ass mir perséinlech och wichteg, dass een dat ka moossen, dass mer wëssen, wéi ee Progrès mer do wëlle gesinn, an dass mer vernünfteg Indicateuren hunn, déi mer dann och kënne benotze fir ze verifiéieren, ob dat, wat mer eis erwaarden, dann och esou wäert antrieden, wéi ee sech dat erhoffe géif.

Voilà. Ech géif dann d'Wuert weiderginn un d'Sam Tanson.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci der Madamm Gesondheetsministesch. An ech ginn d'Wuert weider fir d'Regierung un d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Merci, Här President. Merci, Här Wiseler, fir déi Interpellatioun. Ech fannen et ganz utile, dass mer déi Diskussioun de Mëtten hei féieren. An och, wann ech mat enger Konklusioun net d'accord sinn, sou kann ech mech awer a ganz villem erëmfannen, wat Der uganks gesot hutt. An et ass eeben, wann ech dann

op Är Trame zréckkommen, dass einfach meng Äntwert op Är Fro eng aner ass. Dat heescht, Dir hutt jo gefrot: „Wéi kënne mer déi Jonk, d'Kanner, déi Jugendlech am beschte schützen?" Dir mengt, mir kéinte se am beschte schützen, andeems mer d'Illegalitéit géife bestoe loossen. Or, ech si perséinlech der Meenung, an net nëmme perséinlech, ech mengen, hei si ganz vill Leit op dëser Säit vum Sall och där Meenung, dass déi Drogepolitik - net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, et geet net ëm eng Scholdzouweisung un iergendeen -, mee dass d'Drogepolitik, déi an deene leschte Joerzéngte weltwäit gemaach ginn ass, en absolutten Echec ass!

Et ass net doduerch, dass ee seet: „Mir verbidden eppes" ... Mir maachen doduerch eng illegal Produktioun méiglech. Do fléisse Milliarde weltwäit, wou mer mam Blanchiment ganz aner Suergen herno hunn. Do gi Leit exploitéiert, weltwäit, an der Produktioun, am Transport, herno an der Vente. Do si Leit, déi consomméieren. An et ass jo net eRandphenomeen, Dir hutt d'Zuele jo selwer gesot: Et si vill Leit zu Lëtzebuerg, déi Cannabis consomméiert hunn, consomméieren. Mir soen deenen dann: „Gitt Iech op en illegale Wee déi Droge beschafen. Mir wëssen zwar, dass et do ass, mir wëssen, dass Der zu ganz vill et consomméiert, gitt awer, wannechgelift, an d'Illegalitéit Iech déi Droge beschafen!" A surtout: Dir wësst net, wat Der kritt! Et ass kee Label drop. Et steet net drop, wéi et produzéiert ginn ass. Et steet net drop, wat alles dran ass. Et steet net drop, wéi een THC-Wäert et huet. Dat heescht, wann ech de Stréch zéien ënner all déi Saachen, déi ech elo do genannt hunn, da fannen ech et eigentlech eng fierchterlech Hypokrisie, wa mer esou weiderfuere wéi bis elo a wa mer einfach soen: ...

(Interruption et brouhaha)

... „Mir verbidden et!", well mer mengen, mir géifen doduerjer iergendengem iergendeppes besser oder méi einfach maachen.

Ech si wierklech der Meenung, mir mussen elo eng Kéier eis alleguerten an d'Ae kucken, weltwäit, international. A mir si jo net déi Éischt, déi déi Diskussioun hei ustoussen. Ech erënnere mech ganz gutt un déi Diskussioun, déi de Kofi Annan als fréieren UN-Generalsekretär net nëmmen zu Cannabis, mee zu all den Drogen ugestouss huet a gesot huet: „Mir musse fortkomme vun deem Verbuet. Mir mussen op en anere Wee goen!", well et einfach en Echec ass, wann een och déi ganz Produktiounschaîne kuckt, wann ee gesäit, wéi ee Misär et uriicht weltwäit. A mir gesinn dat jo och hei, wéi eng Konsequenzen den Drogenhandel huet an dass mir musse vun där Schinn fortkommen.

Duerfir hätt ech gär, dass mer eis wierklech domat konfrontéieren a kucken, ofweien - ech sinn do ganz bei Iech -, ofweien: Wat huet méi positiv a wat huet méi negativ Konsequenzen? An ech stellen einfach fest, dass dat, wat iwwert déi leschte Joerzéngte weltwäit gemaach ginn ass, keng positiv Effekter huet. Loin de là! Ech gesinn eigentlech just negativer.

Dat heescht net, dass et einfach ass. Ech si ganz beim Paulette Lenert, wat dat elo grad och nach gesot huet - et ass net, well sech lauter Froe stellen, et ass net, well déi meescht Länner nach net op deen dote Wee gaange sinn, et ass net, well mer net op alles direkt eng Äntwert hunn, dass mer et net sollte maachen! Mir mussen hei kucken, och fir déi Jonk, och fir eis Kanner, mee net nëmme fir déi, fir all déi aner Konsumenten och, fir aner Léisungen an deem heite Beräich ze fannen.

Dir hutt vun der juristescher Situatioun haut geschwat; déi ass u sech eigentlech net flou, et ass eebe just: Mir hunn eng Politique pénale - also net „mir", déi gëtt eebe vum Parquet esou gemaach -, d'Strofe sinn eigentlech ganz kloer. Et ass kloer, fir d'Consommatioun huet een, Stand haut, just eng Amende, déi ee ka kréien, bis zu 2.500 Euro. Et ass natierlech awer esou, wann ee Jonke gepëtzt gëtt, dass virun allem probéiert gëtt, och haut schonn, Preventioun unzewenden, och haut scho Suchthëllef unzewenden. An dat selwecht ass natierlech och bei der Consommatioun vun Erwuessenen. Mee soubal een iwwert déi Consommatioun erausgeet, soubal een an der Vente ass, mat Circonstances aggravantes natierlech, wann och nach Mineuren am Spill sinn, da si mer bei Prisongsstrofen, da si mer bei méi héije Strofen, soudass eigentlech d'Situatioun Stand haut net wierklech flou ass.

Wou ech och bei Iech sinn, dat ass, dass den internationale Kontext hei dee kriddelegsten ass. Mir hunn déi international Konventiounen, si sinn elo ganz vill zitéiert ginn, ech brauch net méi am Detail dorobber anzegoen.

Mir hu ganz vill schonn diskutéiert, mir si villes kucke gaangen - d'Paulette Lenert huet et gesot. Et ass virun allem och d'Diskussioun, d'Gespréich gesicht gi mat eisen Noperen! Well dat ass - ech komme vläicht herno nach op déi Remarke vum Sven Clement zréck -, dat ass eigentlech dee gréissten Defi, dee mer hunn: eis Noperen. Mee mir sinn e fundamental europäescht Land. Mir sinn e Land vu Multilateralismus. A mir stellen dat heimat op kee Fall a Fro! Mir wëllen dat heimat net a Fro stellen, mee mir wëllen awer weiderkommen an der Fro vun der Drogepolitik a vun der Gesondheet an dem Wuelbefanne vun de Leit.

Den Dan Biancalana hat et virdru scho gesot, dass et bei deenen internationale Konventioune jo och doréms goung: ëm d'Gesondheet an ëm d'Wuelbefanne vun de Leit. Dat war d'Leitmotiv dovunner. Mir sinn der Meenung, wa mer op e Pilotprojet ginn, wou mer ganz streng encadréieren, wou gemonitored gëtt, deen zäitlech limitéiert ass, deen och reversibel ass, dass mer dann net géint dee Grondgedanke verstoussen. Et si jo och aner Länner, déi op dee Wee gaange sinn. Dat ass de generellen Esprit vun deene Konventiounen. A mir sinn optimistesch, wa mer eis och selwer dorunner halen, dass mer dann net dergéint verstoussen.

Mat den Ausländer, Här Clement, sinn ech sur le fond och mat Iech d'accord. Et ass net eppes, wat bei eis passt, fir ze soen: „Mir maachen eppes just fir d'Lëtzebuerger Residenten." Et ass awer esou, dass et natierlech e Sujet ass - a mir hunn och gesinn iwwert déi lescht Méint, wéi séier eng Grenz op eemol erëm kann zougemaach ginn -, dass et also natierlech e Sujet ass, deen eis Nopere concernéiert. Wann een eng aner Drogepolitik huet, wann ee vläicht awer mengt, dass ee mat der Repressioun nach iergendwann eng Kéier op e gréngen Zweig kënnt, da ginn natierlech d'Alarmglacken un, wann en Nopeschland op eemol seet: „Mir erlaben d'Vente, zwar ganz streng reglementéiert, mee mir erlabe se."

An duerfir ass eeben déi Décision de principe dee Moment geholl ginn, fir ze soen: „Mir mussen eisen Nopeschlänner déi Garantie ginn, dass mer eeben d'Vente nëmmen op d'Residentë limitéieren." Do gëtt et och eng ganz Rei technesch Méiglechkeeten, par rapport zu deem, wat den Här Wiseler gesot huet. Ech géif deem elo scho virgräifen, wann ech do ze vill géif an den Detail goen, mee do si sech extreem vill Gedanke gemaach ginn, wéi een dat Ganzt ka reegelen, fir deem och Rechnung ze droen.

Just vläicht nach eng kuerz Remark zu deem aneren interministerielle Grupp, deem iwwert d'Drogekriminalitéit op der Gare. Also ech mengen, Dir wësst dat genausou gutt wéi ech, dass de Problem vun der Drogekriminalitéit op der Gare sech wierklech net op de Cannabis limitéiert - loin de là! -, mee dass mer do bei där Diskussioun, vun där ech ugangks geschwat hunn, wierklech bei den haarden Drogen, beim Kokain a beim Heroin sinn. Ech verschléisse mech do och kenger Diskussioun. Wann ech Iech da richteg verstinn, hätt Der gär, dass mer dat ausweiden och op déi aner Drogen.

Ech wëll just zwou Saache soen: Dat eent ass dat, Dir wësst jo, dass dee Grupp ënnert dem Lead vum Policeminister ass. Do steet eng Debatt un, dat ass scho proposéiert ginn, dass mer hei wierklech sollten iwwert dee Sujet schwätzen, an dat wäerte mer och an de Chamberskommissioune maachen.

Deen zweete Punkt awer, wou Der gesot hutt, déi eenzeg Konklusioun vun deem Pabeier wär, dass soll en neien Aarbechtsgrupp geschaf ginn, do sinn ech dann awer e bëssen ... Dat muss ech awer vläicht eng Kéier e bësse recadréieren, well ech hu mer et elo séier nach eng Kéier ugekuckt: Et sinn zéng Säiten Annexen an deem Rapport, wou Problemer identifizéiert ginn an allkéiers Léisungsvirschléi do sinn. Et steet wuel och e Saz dran, dass ee muss weider - continuellement - an engem Aarbechtsgrupp dat dote maachen, dass ee muss e Livre blanc ausschaffen. Mee ech mengen awer och, dass de Problem grav genuch ass, fir dass een et net mat engem eenzege Pabeier aus der Welt geschaf kritt.

Voilà. Ech mengen, ech hätt souwäit plus ou moins op alles geäntwert, wat sech u mech adresséiert huet. Merci fir d'Nolauschteren an nach eng Kéier merci fir déi interessant Diskussiounen de Mëtten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Justizministesch, der Madamm Tanson. Parole après ministre fir d'Madamm Hansen.

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Villmools merci, Här President. Ech hu gutt nogelauschtert an ech hu leider d'Erfarung gemaach, datt ech vill Jonker kenne geléiert hunn, déi hir Zukunft definitiv, wann ech dat kann esou soen, „verdämpt" hunn. An ech wëll wierklech do virdru warnen, datt mer dat hei banaliséieren. Et deet mer wierklech fir all Schicksal do leed.

(Interruption)

Ech hunn awer duerfir an deem Kader zwou Froen. An zwar sot Der jo, d'Einnamen, d'Recetten aus de Steieren, déi dann do kéimen, déi géift Der huele fir zousätzlech Preventioun, fir eeben ze verhënneren, datt mer nach méi Jonker dozou bréngen, datt se dat géife consomméieren.

Da froen ech mech, wann Der do elo schonn e Konzept hutt, fir zousätzlech Preventioun ze maachen, déi dat géif verhënneren ..., da géif ech mer wierklech wënschen, déi zousätzlech Preventioun géif elo scho gemaach ginn! Well et hënnert jo definitiv näischt ... Ech weess, et gëtt Preventioun gemaach, mee wann Der sot, mir kënnen zousätzlech Preventioun maachen, dat verhënnert näischt, do op déi zousätzlech Suen ze waarden (veuillez lire: dat hënnert eis net, dat ze maachen amplaz do op déi zousätzlech Suen ze waarden). Ech mengen, dat misst een direkt maachen.

Deen zweete Punkt ass: Am Moment kritt een, wann ee bei de Schoulen ass - ech mengen, jiddweree weess et an et ginn iwwerall d'Aen zougemaach -, iwwerall dat ze kafen, wat ee gären hätt. Dee Problem, dee wäert sech sécherlech net léisen, wann Der sot, ab 18 ass et fräi an duerno ass et net fräi, also dat heescht, do virdrun ass et net fräi. Da wäert dee Schwaarzmaart nach ëmmer bestoe bleiwen. Och do d'Fro: Wat wëllt Der maachen, fir zousätzlech ze agéieren, datt et net onbedéngt do bei de Schoulen einfach esou ze kréien ass? Respektiv, firwat gëtt do net elo schonn awer eppes gemaach, fir méi ze verhënneren, datt dat fir all Jugendleche relativ einfach, wéi gesot, ze kréien ass?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Merci, Här President. Jo, ech géif dat ënnersträichen, falls dat mëssverständlech war: Selbstverständlech leeft déi Preventiounsaarbecht an et sinn och schonn Zousazmoyenen agefloss am Kader vum nationalen Drogeplang. Et sinn zousätzlech Ressourcë scho liberéiert. Do ass scho vill zousätzlech dran investéiert ginn. Hei ass natierlech nach eng Perspektiv derbäi, also mir waarden net op deen heite Projet, fir dee Plus u Preventioun ze maachen. Dat gehéiert zum nationale Plang, dee jo parallell leeft. Do ass d'Preventioun och e grousse Aspekt dovun. Do si schonn, ech weess et net méi auswenneg, mee op alle Fall schonn eng ganz Rei Zousaz-Ressource-humainen och um Niveau vum Educatiounsministère, déi bäigesat gi sinn, an déi Aarbechte lafen. Dat kann ech Iech confirméieren, trotz Pandemie.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen dann zur Diskussioun respektiv dem Vott.

An d'Madamm Tanson wollt nach eppes soen?

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Also just vläicht, well d'Madamm Hansen hat jo nach eng Fro opgeworf, wou keng Äntwert direkt drop koum: Also et ass och elo haut schonn, wéi ech gesot hunn, eng Circonstance aggravante, wa Mineuren am Spill si bei den Drogen. Mee wéi mer jo virdru gesot hunn, gëtt et nach Aarbechtsgruppen, an deenen den Ament doru geschafft gëtt, a wann dat doten dann esou en Theema ass, da wäert ech dat natierlech och nach eng Kéier mat do eranhuelen. Da musse mer kucken, zesummen och mat der Educatioun, wéi een dann déi Saach nach besser kann ugoen. Mee, wéi gesot, et ass haut schonn esou: Et däerf ee souwisou keng Droge verkafen, mee wa Mineuren am Spill sinn, da gëtt een nach méi streng bestrooft.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci fir déi Äntwert. D'Diskussioun ass dann elo ofgeschloss.

Motion 1

Mir kéimen dann zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun, déi vun der Madamm Lorsché deposéiert ginn ass.

Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt agräifen? Den Här Claude Wiseler, wannechgelift.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt awer och nach, well ech elo d'Wuert nach eng Kéier hunn, all deenen, déi hei interveniéiert sinn, Merci soen, an och fir d'Explikatioune vun der Regierung, quitte datt se mech net onbedéngt zefriddestellen an deem, wat gesot ginn ass. Mee ech hunn awer appreciéiert, datt mer hei iwwer e weesentleche Sujet konnten eng Diskussioun hunn, fir de Point eng Kéier ze maachen.

Mir stëmme selbstverständlech déi heite Motioun net mat. Mir stëmmen dergéint, well mer, ech mengen ech hunn dat a menger Ried laang erkläert, a sech net mat dem Prinzip vun der Legalisatioun averstane sinn, esou wéi en elo vun der Regierung virgeschloe gëtt an an der Motioun hei zréckgeholl gëtt, well mer net derfir sinn.

Ech wëll just eng Remark maachen, well dat fir mech an der Logik, och vun deem, wat d'Regierung sot a wat och vun enger Rei Kolleege gesot ginn ass, awer e Problem duerstellt. Hei gëtt ganz oft ugefouert, datt mer am Fong déi ganz Legalisatioun maachen, fir deene Jugendlechen dee Stigma vun dem Cannabiskonsum, vun dem Drogekonsum do ewechzehuelen. Et huet och ee vun de Kolleege gesot: „Mir maachen déi Legalisatioun, well mer déi Mannerjäreg musse virun dem Schwaarzmaart schütze respektiv kucken, datt se déi Produiten net huelen", déi dann esou schrecklech um Schwaarzmaart sinn, wéi se effektiv vun der Ministesch beschriwwe gi sinn, fir datt mer a sech déi Jugendlech do virdru schützen.

Ech soen elo just, datt ech mengen, datt déi Propositiounen, esou wéi se haut diskutéiert gi sinn a beschwat ginn, dat precisement „net" maachen, well déi Legalisatioun déi Jugendlech iwwerhaapt net betrëfft a well - zumindest wa mer eis „an d'Ae kucken", wéi d'Madamm Tanson esou léif gesot huet - an der Logik vun deem, wat geschitt, genau de Contraire geschitt! Dir maacht eng Legalisatioun fir 18- oder 21-Järeger an Dir dréckt dann automatesch - automatesch, well Der och nach d'Peinen an d'Luucht setzt, wat ech jo och nach logesch fanne fir Adulten, déi Jugendlechen dann de Cannabis vun dem legale Maart verkafen - déi Jugendlech op de Schwaarzmaart.

(Interruption)

Jo, wou kréie se et da soss? Ausser Dir sot, wéi d'Madamm Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, Dir erkläert hinnen: „Mee Dir musst waarde bis 18 Joer, bis Der legal kënnt kafen." Mee dat ass awer eng naiv Deskriptioun vun deem, wat wäert d'Realitéit sinn!

(Interruptions et brouhaha)

Dir dréckt se automatesch op de Schwaarzmaart. An ech menge wierklech, ech wëll wierklech keng Poleemik maachen, mee ech menge wierklech, datt d'Resultat dovunner ass, datt mer um Schwaarzmaart nach méi där Produite kréien, déi weesentlech Problemer wäerte stelle fir Jugendlecher, an datt mer dee Moment eng Accentuatioun, also absolutt kee Schutz fir déi Jugendlech maachen, au contraire se am Fong méi exposéieren, andeem mer hinnen dat verbidden, wat mer da fir d'Adulten am Prinzip zouloossen.

Mat där Logik hunn ech ganz einfach e Problem an ech hunn do keng Äntwerten. An dat ass awer meng absolutt zentral Fro. Dat wat Der proposéiert ass a mengen Aen de Contraire vum Schutz vun de Vulnerabelen a Mannerjäregen an där doter Problematik. Dofir stëmme mer d'Motioun net.

Une voix.- Et gëtt eng Katastroph fir d'Kanner.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zréck un d'Madamm Gesondheetsministesch.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Jo, also d'Äntwert à ce stade: Wa mer Stand haut kucken, wat a Kanada geschitt, schéngt et sech awer kloer ze confirméieren, dass justement iwwert deen do Wee de Konsum bei deene Jonken awer zréckgeet, duerch déi verstäerkt Preventioun. Déi Chiffere schwätzen eigentlech fir sech, ausser si wäre falsch. Mee mir kënnen eis gären austauschen, wann Dir anerer hutt. Et ass e Prozentsaz, deen awer bedeitend ass, wou et zréckgaangen ass bei deene Jonke mat esou engem Modell.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Also meng Lektür aus de Statistiken aus dem Land Kanada, dat ass, datt se soen, datt een am Prinzip déi Zuelen, déi 2020 Realitéit sinn a Kanada, iwwerhaapt net ka consideréieren als eng Kontinuitéit vun deenen Zuelen, déi virdru waren, well de fait duerch d'Confinementer sämtlech Marchéen, inklusiv deen hei, sämtlech Zuelen esou perturbéiert gi sinn, datt déi Zuele strictement näischt heeschen.

D'Zuele vun 2018 an 2019 si gekuckt ginn. Par ailleurs ass an deene Statistiken, déi ech gelies hunn, einfach festgestallt ginn, datt d'Augmentatioun vum dem Cannabiskonsum wärend de Confinementszäiten op 20 % méi Konsum vu Cannabis war, ouni datt déi Zuelen zwar elo opgeschlësselt waren op Mannerjäreger an Netmannerjäreger.

Mee nach, soen ech, ännert dat näischt un der Logik vun deem, wat ech hei der Regierung virwerfen. Well mir wäerten e Schwaarzmaart hunn. An ech gleewen a kengem Moment drun, datt Der domat d'Konsumverhale vun de Mannerjäregen erofgesat kritt, wann Der schéin a brav sot: „Esou, Dir hutt 15 Joer, do musst Der wannechgelift nach dräi Joer waarden." Da wäert Der jo net mengen, datt déi Iech dat einfach esou ofhuelen!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Wiseler. Da geet d'Wuert zréck un d'Madamm Justizministesch.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo, d'Madamm Lenert wollt just nach preziséieren, dass hir Zuele vun 2018 an 2019 sinn.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé.*- Vun 2018 an 2019 waren déi, wat d'Jugendlech betrëfft, net 2020.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- An natierlech ass dat doten eng zentral Fro. Dir kënnt Iech jo virstellen, dass mer dat do och erop- an erofdiskutéiert hunn. Mir hunn hei zwou Saachen an der Wo. Mir hunn op där enger Säit de Prinzip fir ze soen: Mir wëllen net méi dee Schwaarzmarché, déi ganz Kriminalitéit ronderëm fërdere fir vill Leit, déi consomméieren. An op där anerer Säit hu mer awer ganz kloer Etüden, déi beleeën, dass, soulaang wéi d'Gehier net komplett geformt ass - dat ass jo virdru gutt duergeleucht gi vu verschiddene

Leit -, et nach vill méi geféierlech ass, Cannabis ze consomméieren.

Voilà. An ech si perséinlech der Meenung, dass ee ka responsabiliséieren, dass ee kann erklären, dass dat eent dat anert net ausschléisst. An et ass net, well mer dat eent erlaben a well mer soen, mir reglementéieren elo an ab 18 Joer däerf ee consomméieren, dass duerfir d'Consommatioun bei deenen aneren an d'Luucht geet, loin de là. Et kann ee grad nach besser erklären, nach besser begleeden. Beim Alkohol ass et jo och esou! Den Alkohol ass jo och net vun 13 Joer un erlaabt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Et ass awer och e richtege Problem heiansdo bei jonke Leit. Awer e richtegen!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo. Maja, mee wat ass dann d'Alternativ, Här Wiseler?

(Interruption)

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech mengen, datt eng Legalisatioun am Fong sécherlech vun dem pedagogesche Message hier, fir ze soen: „Et ass legal fir jiddwereen, ausser fir dee Jugendlechen", a sech a mengen Aen e Contre-message ass.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Ma dat hänkt jo ganz dovunner of, wéi een et erkläert. Wann een natierlech einfach higeet an et seet een: „Mir legaliséieren et, well et ass kee Problem", jo, dann hu mer näischt geschafft! Mee ech mengen net, dass een dat esou mécht. An ech mengen, dass mer ganz vill Outilen zur Verfügung hunn, fir et gutt ze erklären a fir ze erklären, firwat mer et maachen, a fir och ze erklären, wat d'Konsequenzen dovunner sinn. Ech si mer bewosst, dass ee mat 16 Joer net ganz vill op seng Gesondheet vun 30 Joer méi spéit hält ...

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee ech mengen, dat kéint ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- ... an dass dat eppes ass, wat dee Moment nach relativ abstrakt ass. Mee et kann een erklären, et kann ee ganz gutt erklären, et kann een och verbildlechen, wat dat alles mat sech bréngt.

Et ass net eng perfekt Léisung, Här Wiseler. Mee a mengen Aen, an ech mengen, net just a mengen, ass et awer nach eng besser Léisung wéi déi, fir einfach näischt ze maachen.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mee, Madamm Tanson, wann dat esou einfach ass, fir et ze erklären, da froen ech mech, firwat Der et net elo scho maacht.

Une voix.- Jo, genau!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Da maacht et elo schonn, erklärt et elo schonn!

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo, d'Madamm Lenert huet dat jo gesot, do ass jo schonn e ganze Projet, deen op d'Bee gestallt gëtt, an dee gëtt natierlech ëmgesat, soubal deen ëmsetzbar ass. Dat hei ass eppes, dat ass lassgeléist dovunner. Mee et ass eeben dat, wat Dir jo sot, Dir sot: „Wa mer et legaliséieren, da mengen déi Jonk, si kéinten nach vill méi consomméieren." An do sinn ech eeben der Meenung, dass dat dovunner ofhänkt, wéi mer et erklären, a wéi mer et vun Ufank un erklären.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci. An dann hat den Här Engelen d'Wuert gefrot.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. An däser Motioun gi mer gefrot, fir d'Regierung ze ënnerstëtzen am Cannabiswiesen. Mee eiser Meenung no sinn awer nach op eis Froe vill Äntwerten, déi nach opstinn. An ech mengen, wa mer déi geliwwert kréien, da kënne mer hei eng Kéier driwwer befannen, eng nei Kéier. Awer haut musse mer mat Nee stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engelen. An dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech hunn déi Motioun matënnerschriwwen, duerfir wäert ech se och matstëmmen. An ech wäert dem Marc Goergen genau dat nämmlecht recommandéieren.

Ech stelle mer awer e bëssen d'Fro, wann ech hei d'Argument vum Claude Wiseler héieren, vu weegen, mat enger Legaliséierung ab 18 géife mer déi Jugendlech domadder op der Streck loossen ... Ech wollt just constatéieren, Här Wiseler, datt d'CSJ haut eng Altersgrenz vun 33 Joer huet. Dat heescht, D'CSV consideréiert Leit als jonk bis 33. Wa mer also kucken, mir hu vu „15 bis se ophale jonk ze si" geschwat, da concernéiert et dräi Joer, 15 bis 18, wou déi Jonk dann net däerfe consomméieren, an duerno 15 Joer, vun 18 bis 33, wou se consomméieren dierften. Dat heescht, et verstinn objektiv gesinn net, wéi Der hei kënnt soen, mir géife Jonker op e Schwaarzmaart drécken. Mir drécke vläicht Teenager, ...

Une voix.- A jo!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- ... eventuell, mee net all Jugendlecher, well „jugendlech" ass e vill méi groussen Term wéi nëmme 15 bis 18 Joer.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Dann hat d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, merci. Ech wollt just erklären, dass mir déi Motioun net matënnerschriwwen hunn, mee awer matstëmmen.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei wannechgelift, e bësse méi roueg.

Mme Nathalie Oberweis *(déi Lénk)*.- Jo, well mir sinn eigentlech der Meenung, dass se net wäit genuch geet an dass dat, wat dosteet, och schonn esou am Regierungsprogramm steet. An an deem Fall fanne mir, dass se e bësse superfetatoire ass, wéi ee seet. Dofir hu mer se net matënnerschriwwen, mee mir stëmme se awer mat. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Oberweis. Et ass keng Wuertmeldung méi do. Da kënne mer zum Vott vun däser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 33 Jo-Stëmme bei 27 Nee-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : la motion est adoptée par 35 voix pour et 25 voix contre.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen).

3. Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser

Domadder kéime mer zum nächste Punkt. Fir d'éischt awer géif ech dem Här Fernand Kartheiser d'Wuert gi fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), auteur*.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mat däser Resolutioun zréckkommen op déi Diskussioun iwwert d'Verfassungsrevisioun. Dir erënnert Iech, mir hate virun e puer Wochen hei eng Diskussioun, wou mer gesot haten, datt mir als ADR géifen de Prinzip vum Referendum afuerderen, dee jo véier politesch Parteie virun de Wale versprach haten - d'CSV, d'DP, d'LSAP, déi gréng -, an deen ass refuséiert ginn.

Den Här Mars Di Bartolomeo hat um Enn vun där Diskussioun gesot, et géif eng Informatiounscampagne virbereet ginn an do wären och schonn - wann Der d'Band nolauschtert, Här Mars Di Bartolomeo, dann héiert Der lech selwer, Dir hutt dat gesot -, do wäre scho Virbereedungen amgaang, fir dat dann am Hierscht ze maachen.

Gutt, da wollte mir eeben dorobber zréckkommen, well mir wësse jo alleguer, datt eng Verfassungsännerung eigentlech dee wichtegste legislativen Akt ass, dee mer als Parlament iwwerhaapt kënne maachen, mat enorme Konsequenze fir eist Land a fir déi Gesellschaft, déi mer nun eemol bilden.

Et ass also ganz wichteg, datt mer wierklech och d'Leit komplett informéieren an hinnen och d'Geleeënheet ginn, verschidde Standpunkten dozou ze héieren. Mir erënneren eis jo, wat 2015 bei der Referendumscampagne geschitt war. Do war eng Informatiounscampagne, déi komplett eesäiteg war! Ech erënnere mech nach drun, datt den haitegen Deputéierte Fred Keup deemools mam „Wee2050/Nee2015" a verschidde Säll iwwerhaapt net erageloss gouf, fir do säi Standpunkt ze vertrieden, de Standpunkt vum Nee. Awer déi Jo-Campagne - oder déi soi-disant „neutral", wéi et deemools dann opgebaut gouf -, déi huet kënnen hire Standpunkt organiséiert a Säll presentéieren.

Esou eppes däerf net méi virkommen. Et muss sinn, datt mer einfach déi Demokratie, déi mer hunn, eescht huelen. An duerfir wëlle mir proposéieren, datt eebe vum Hierscht un eng Informatiounscampagne gemaach gëtt zu all Punkt vun där zukünfteger Verfassung, an zwar esou, datt et wierklech eng Debatt ass, datt mer och zu all Punkt kënne kontrovers diskutéieren, datt d'Leit genau wëssen, wat sech soll änneren an eiser Verfassung an domadder och an eiser Gesellschaft.

An och d'Chamber huet do hire Rôle ze spillen. Mir hu Chamber TV, do kënnen Diskussiounsronnen organiséiert ginn. Mir kënnen ëffentlech Veranstaltungen organiséieren, wou och Organisatioune kënnen invitéiert ginn, déi hir Standpunkten duerleeën, selbstverständlech och Deputéierter. Mir kënne sou vill maachen, fir eng demokratesch Kultur hei virbildlech ze liewen, an där mer de Leit kënne weisen, wéi mer dëst Land wëllen änneren.

A wann ech soe „mir", da betounen ech, datt dat déi Parteie sinn, déi wierklech fir déi nei Verfassungsännerung sinn. An et gëtt och aner Parteien heibannen, déi do en nuancéierte Standpunkt hunn oder schonn aner Propositioune gemaach hunn.

Et ass einfach wichteg, datt mer déi Verfassungsrevisioun, déi elo amgaang ass an déi och séier Progrèse mécht, erëm an den Zentrum vun der Opmierksamkeet vun de Leit kënne réckelen, well et net akzeptabel ass - an dat ass deen Androck, dee ganz vill Leit hunn -, datt esou e Gesetz eigentlech hanner zouenen Diere geännert gëtt, datt esou e wichtegt, fundamentaalt Gesetz geännert gëtt, ouni, ganz ouni Informatioun an ouni Participatioun vum Vollek.

An deem Sënn wollte mir als ADR haut hei eeben eng Resolutioun hannerleeën, déi fuerdert, datt mer vum Hierscht un eng Informatiounscampagne zu all Kapitel lancéieren.

Ech wëll nach soen, et héiert een och Rumeuren, datt scho vläicht virun däser Summerpaus éischt Texter sollte gestëmmt ginn. Ech hoffen, dat stëmmt net, well dat géif jo dann heeschen, datt souguer déi, déi ugekënnegt hunn, datt vum Hierscht un eng Informatiounscampagne sollt sinn, eigentlech emol dat net méi respektéieren, mee datt mer elo scho kuerzfristeg géifen an e Prozess eragoe vu Verfassungsännerungen, ouni Informatioun vum breede Public - e Wee, dee mir als ADR net matginn.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

Résolution

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt d'Aarbechten an der Institutiounen- a Verfassungsrevisiounskommissioun vun der Chamber un den neie Verfassungstexter séier virukommen;

- datt et sech bei enger Verfassungsrevisioun ëm déi wichtegst legislativ Ännerung an engem Rechtsstaat iwwerhaapt handelt;

- datt Verfassungsännerungen naturgeméiss fundamental Auswierkungen op de Fonctionnement vum Staat an d'Entwécklung vun der Gesellschaft hunn;

erënnert

- un dat Verspriechen, fir déi nei Verfassungstexter enger breeder ëffentlecher Debatt ze ënnerzéien;

decidéiert,

- vum Hierscht 2021 un eng breet Informatiounscampagne am Land ze organiséieren, an där all proposéiert Ännerungen un där aktueller Verfassung solle presentéiert ginn;

- datt déi Informatiounscampagne ënner anerem soll bestoen aus:

• enger Serie vun Informatiouns- an Diskussiounsowender,

• ëffentlechen Debatten zu eenzelen Artikelen, zu deenen all interesséiert Organisatiounen invitéiert ginn an an deene si op eng gläichberechtegt Manéier hir Propositiounen a Positioune kënnen duerstellen,

• Debatten op Chamber TV, an deene muss kontrovers kënnen diskutéiert ginn, dat heescht, datt ëmmer Leit mat verschiddene Standpunkter invitéiert ginn.

- datt dës Campagne muss esou organiséiert ginn, datt déi proposéiert Ännerungen op eng neutral an objektiv Manéier duergestallt ginn an datt zu all Punkt eng kontrovers Diskussioun erméiglecht gëtt, fir et de Leit ze erlaben, sech op enger gudder Informatiounsgrondlag eng eege Meenung zu all Punkt ze bilden.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

4. 7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES)

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7742 iwwert d'Bedeelegung vum Staat un der Finanzéierung vun de Moderniséierungs- a Fäerdegstellungsaarbechte vun der neier Drénkwaasseranlag vum SEBES. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn d'Wuert un d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice*.- Villmools merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Madamm Minister, de SEBES ass wuel bal jidderengem e Begrëff, mee warscheinlech ass nach laang net jidderee sech der tatsächlecher Bedeitung vun der Aarbecht vum SEBES fir eist alldeeglecht Liewe bewosst.

(Brouhaha)

Une voix.- Pscht!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice*.- Merci.

Une autre voix.- Entschëllegt.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice*.- Merci.

An déi Bedeitung vum SEBES ass grouss: De SEBES liwwert dat Wichtegst, wat mir brauche fir ze iwwerliewen: eist Drénkwaasser. De SEBES, also de Syndicat des eaux du barrage d'Esch-sur-Sûre, ass am Juli 1962 gegrënnt ginn, mam Optrag, Drénkwaasser fir e grousse Deel vum Land ofzesécheren, dëst mam Waasser aus dem Stauséi.

Stand haut kënnen aus dem Stauséi all Dag bis zu 74.000 Meterkibb Waasser opbereet ginn an domadder kënnen am Summer bis zu 75 % vun der Consommatioun un Drénkwaasser vum Land ofgedeckt ginn. Wat einfach klëngt, ass an der Realitéit awer e komplexen technesche Prozess, dee vu kruzialer Bedeitung fir eis all ass: Wa mir de Krunn opdréien, kréie mir op der Sekonn proppert Drénkwaasser, also quasi dat Wichtegst, wat mir fir ze iwwerliewe brauchen, direkt an d'Haus oder an d'Wunneng geliwwert.

Hei wéilt ech nach eemol drun erënneren, dass mir hei zu Lëtzebuerg, eeben och dank dem SEBES, Drénkwaasser vun exzellenter Qualitéit hunn. Vill Leit si sech däers och bewosst a consomméiere ganz bewosst d'Waasser vum Krunn, well et en plus dat génschtegst, prakteschst a verpackungsäermst Waasser ass, wat mir hei kënne kréien. Mee wann een et esou einfach geliwwert kritt, vergësst ee vläicht ab und zu gär, dass et net selbstverständlech ass an dass do hannendrun awer ganz vill Efforte lafen, fir dass mir all esou gutt mat propperem Waasser versuergt ginn.

Well, wéi gesot, dat proppert Waasser ass net op direktem Wee einfach esou vum Stauséi bis bei eis an de Krunn gelaf komm, well eist Waasser ass an engem relativ schlechten Zoustand - dat war jo och elo rezent an der Press -: Et ass belaascht mat Schuedstoffer, Nitrater, Pestiziden aus der Landwirtschaft, anere Schuedstoffer aus dem Ofwaasser, Mikroplastik an esou weider. An dofir ass et esou wichteg, dass mer weider sensibiliséieren an de Schutz vun eisem Waasser héichhalen, well natierlech ass och déi performantst Opbereedungsanlag kee Fräifaartschäin fir manner Gewässer- oder Quelleschutz. Wat eist Waasser an engem besseren Zoustand ass, wat mir et och manner musse propper maachen, an dat gëtt eis all am Endeffekt och méi bëlleg. Virun allem ass eng gréisser Opbereedungsanlag och kee Fräifaartschäin fir e Verbëtze vun der Ressource Waasser. Mam Waasser soll spuersam ëmgaange ginn, och wa mir elo mat der neier Anlag méi héich Capacitéite wäerten hunn.

Une voix.- Richteg!

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng), rapportrice*.- An domadder wär ech och elo scho beim Kär vun

dësem Projet de loi ukomm, nämlech déi nei, méi grouss a méi modern Anlag vum SEBES, déi zu Eschduerf amgaang ass gebaut ze ginn, déi am Fong elo an de leschten Zich ass, fir deemnächst kënnen a Betrib ze goen.

Wisou also elo déi nei Anlag zu Eschduerf? Iwwert d'Joren ass d'Demande vum Drénkwaasser am Land natierlech geklommen an och an Zukunft wäert dës Demande nach weider an d'Luucht goen. Dofir huet de Komitee vum SEBES am Joer 2011 decidéiert, d'Produktiounscapacitéite vum SEBES an d'Luucht ze setzen, an dat via de Bau vun enger neier Opbereedungsanlag. Dës nei Anlag zu Eschduerf wäert eng Capacitéit vun 110.000 Meterkibb den Dag hu par rapport zu den, wéi scho gesot, 74.000 Meterkibb Stand haut.

Den initialen Devis fir de Bau vun dëser Anlag louch bei 164.800.574 Euro hors TVA. A vu dass et sech beim SEBES ëm e Syndicat mixte tëscht Staat a Gemengen handelt, deen och paritéitesch verwalt a finanzéiert gëtt, bedeit dat, dass 50 % vun de Käschten dann och op de Staat zréckfalen. Dat waren also ronn 83 Millioune Euro, déi de Staat sollt iwwerhuelen a fir déi de 5. Juli 2016 (veuillez lire: 8. Juni 2016) e Finanzéierungsgesetz an der Chamber gestëmmt ginn ass.

Wat genee ass elo mat deem Budget an deem Projet virgesi gewiescht? Ech wëll elo net ze vill an d'Detailer goen, mee et ass eeben eng gréisser Opbereedungsanlag geplangt ginn, samt neiem, méi groussem Reservoir, engem neien administrative Gebai mat Labo, awer och, am Dall vun der Sauer, dem Bau vun enger neier Station de refoulement mat hirer neier Leitung erop bis op Eschduerf.

De Chantier ass am éischte Semester 2017 lancéiert ginn an et handelt sech heibäi vun der Envergure hier ëm dee gréisste Chantier an deem Beräich, dee mer jee zu Lëtzebuerg lancéiert hunn. Net nëmmen ass d'Capacitéit vun der Opbereedungsanlag substanziell erhéicht ginn, mee mir hunn eis och elo d'Méiglechkeet ginn, besser ze filteren, dat och mat neien Opbereedungstechniken, déi eis et besser erméiglechen, zum Beispill Algen oder Mikroschuedstoffer, also ënner anerem Medikamenteréckstänn, Industriechemikalien, Planzeschutzmëttel an esou weider, erauszefilteren.

Wichteg ass och ze soen, dass mir eis mat dëser Anlag elo d'Méiglechkeet ginn, fir zum Beispill am Fall, wou de Stauséi misst eidellafe gelooss ginn, d'Waasser direkt aus der Sauer ze bezéien, wat natierlech eng Partie technesch Schwieregkeete mat sech bréngt, mee wat awer elo, wéi gesot, an Zukunft wäert méiglech sinn.

Par contre huet sech am Laf vun dësem ganz komplexe Chantier eeben erausgestallt, dass den initialen Devis net kéint agehale ginn, an dëst aus verschiddene Grënn. Wéi scho gesot, schwätze mer hei vun engem Projet, dee wierklech eemoleg ass a fir dee mir keng Referenzwäerter haten a wou et virun allem eng Partie Inconnue gouf, déi et schwéier gemaach hunn, en exakten Devis virzeleeën.

An der Kommissiounssëtzung hu mir ganz transparent opgeschlësselt kritt, wéi d'Méikäschte sech opdeelen:

Dat wär ënner anerem zum Beispill eleng d'Konjunktur, déi e groussen Impakt hat an déi eleng zoustänneg war fir eng Hausse vun 12 Millioune Euro.

Da gouf et technesch Modifizéierungen, déi sech als néideg erwisen hunn, dëst an Héicht vu 7,9 Millioune Euro. Hei drënner fält zum Beispill de Fait, dass ee Fournisseur fir d'Fassad faillite gaangen ass oder de Fait, dass den Tracé vu verschiddene Leitungen huet missen adaptéiert gi respektiv och eng Adaptatioun um Daach, fir dass kënne Fotovoltaikpanels opgeriicht ginn.

Um Niveau vun der Sécherheet an der Informatik huet och nach missen eng Schëpp bäigeluecht ginn, wat en Ënnerscheed vun nach eemol 6,9 Millioune Euro ausgemaach huet. An hei gouf et zum Beispill eleng fir d'Réier e Plus vun 3,8 Millioune Euro, well den initialen Devis Réier aus der Tierkei virgesinn hat a sech herno awer fir anert Material aus der EU entscheet ginn ass, well et Doutte gouf um Niveau vun der Qualitéit vun de Leitungen, awer och well zu deem Zäitpunkt Onsécherheete bestounge wéinst etwaege Sanktioune vun der EU géigeniwwer der Tierkei.

An da koumen nach Méikäschte vun 2,2 Millioune Euro fir eng besser Fiabilitéit, weider 1,4 Millioune Euro fir Autorisatiounen a Servituden, weider 4,2 Millioune Euro fir weider statesch a geologesch Etüden oder och nach 1,1 Millioune Euro fir weider divers Imprevuen.

Insgesamt schwätze mer hei elo vun enger Hausse vu ronn 42 Millioune Euro, dat ass e Plus vu 25,6 % par rapport zum initiale Budget, deen also vun den ursprénglече knapp 165 Millioune Euro op elo ronn 207 Millioune Euro gehéicht ginn ass.

Bon, dat bedeit elo automatesch, dass dat ursprénglecht Finanzéierungsgesetz vun 2016, wat dem Staat et erlaabt huet, sech mat 50 % um Projet ze bedeelegen, elo net méi duergeet. An dat ass eeben och de Grond, wisou mer haut dës wichteg Rallonge stëmmen. Et geet drëm, der zousätzlech benéidegter staatlecher Finanzéierung de legale Kader ze ginn, deen de Projet brauch, fir kënne fäerdeggestallt ze ginn.

Konkreet stëmme mer haut also eng Rallonge vum Finanzéierungsgesetz, fir dass de Staat sech un der Finalisatioun vun den Aarbechte bedeelege kann. Dës staatlech Bedeelegung gëtt heimadder ëm den op 21,2 Millioune Euro plafonnéierten zousätzleche Betrag gehéicht, dat si 50 % vun der Hausse. Déi aner 50 % si, wéi gesot, fir d'Gemengen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun ass ze soen, dass dëse Projet de loi eeben de 5. Januar 2021 an der Chamber deposéiert ginn ass. Den Avis vum Syvicol koum de 25. Januar, den Avis vum Staatsrot koum den 2. Abrëll an den Avis vun der Chambre de Commerce ass op den 20. Abrëll datéiert. Kee vun deenen Avisen hat gréisser Remarken ze maachen, et sief dann, dass d'Transparenz, mat där d'Méikäschten opgeschlësselt gi sinn, insgesamt positiv ervirgestrach ginn ass.

Mir hunn de Projet den 21. Abrëll an der Ëmweltkommissioun am Detail virgestallt kritt. Mir sinn du och den Avis vum Staatsrot duerchgaangen a konnten eis Froe stellen. An aus der Sëtzung ass virun allem ervirgaangen, dass et awer eng ganz breet Zoustëmmung fir dëse Projet gouf oder gëtt an dass jidderengem och wierklech d'Wichtegkeet bewosst ass, fir dëse Projet elo dann och zu Enn kënnen ze bréngen.

De Rapport vum Projet de loi hu mer an der Sëtzung vum 10. Mee ugeholl. Duerno, de 14. Mee, konnte mer als Ëmweltkommissioun awer och eng Visitt vun der neier Anlag maachen a konnten eis op der Plaz och e Bild maachen. Hei konnte mer zum Beispill gesinn, wéi de Site opgebaut ass, wéi d'Anlag duebel opgebaut, also gespigelt opgebaut ass, fir sécherzestellen, dass am Fall vun zum Beispill engem Ausfall op där enger Säit, déi aner Säit kéint weider fonctionéieren, ouni en Ausfall vun der Drénkwaasserversuergung ze riskéieren.

Wéi gesot, mir hunn hei d'Envergure an d'Komplexitéit vun deem Site virun Ae gehale kritt a kruten och, dat wéilt ech awer kuerz erwänen, wann Der mer et erlaabt, de Circuit des visites virgestallt. Dësen ass elo net am Budget vum Projet opgeschlësselt, well dee separat vum Ëmweltministère finanzéiert gëtt. Mee ech mengen, dass een awer net iwwert deen neie Site ka schwätzen, ouni kuerz op dës nei Méiglechkeet vu Visitten hinzeweisen. Well effektiv handelt et sech heibäi ëm eng ganz wichteg Sensibiliséierungsaarbecht, déi elo ka gemaach ginn, déi elo ka vum SEBES geleescht ginn. An et geet do natierlech och drëm, Bewosstsinn auszebilde fir d'Ressource Waasser a fir de Wäert vun eisem Drénkwaasser.

Voilà, mir hunn och matkritt um Site selwer, mir hunn et virun allem héieren, dass déi éischt Testleef schonn amgaange waren. Geplangt ass, dass de Block A, also déi eng Säit, am Juni soll a Betrib geholl ginn. De Block B, dat heescht déi aner Säit, soll dann am Oktober a Betrib geholl ginn, wat bedeit, dass déi nei Anlag elo net vun haut op muer a Betrib geholl gëtt, mee dass dat graduell soll passéiere bis zum Fréijoer 2022.

Voilà. Ofschléissend wéilt ech als Rapportrice vun dësem Projet de loi och nach eng Kéier jiddderengem an der Kommissioun Merci soe fir déi ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an déi grouss Ënnerstëtzung fir dëse wichtege Projet. An ech wéilt awer och der Ekipp vum SEBES Merci soe fir hiren Accueil wärend eiser Visitt, mee virun allem fir hir ganz engagéiert a ganz gewëssenhaft Aarbecht. Dir sidd lech bewosst, wéi eng kruzial Déngschtleeschtung Dir all Dag erbréngt, an ech mengen, och mir heibanne sollten dat net vergiessen, well Drénkwaasser ass eist allerwichtegst Gutt. An domadder ginn ech natierlech och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Rapportrice, der Madamm Stéphanie Empain, Merci a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. An ech muss soen, ech sinn houfreg, datt ech mäi Kolleeg, den Aly Kaes haut däerf hei vertrieden. Den Aly ass leider verhënnert an ech si, wéi gesot, mam Stau u sech e bësse grouss ginn. Ech kommen aus der Uewersauer-Stauséi-Gemeng an ech wunnen elo an der Esch-Sauer-Gemeng, do wou eeben elo och de SEBES gebaut gëtt. Also sinn ech wierklech frou, datt ech zu dësem Projet de loi dierf schwätzen. Ech wäert et awer just ganz kuerz maachen.

D'Waasser ass definitiv dat Allerwichtegst, wat mer hunn. D'Madamm Empain huet dat och scho gesot an ech soen hir och villmools Merci fir hire Rapport. An duerfir sinn ech natierlech frou, datt ech am Numm vun der CSV hei kann den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Mir waren eis op der Plaz de SEBES ukucken. An ech wëll och nach eng Kéier Merci soe fir déi wierklech ganz interessant Visitt. Ech hu gesot ..., duerno war ech frou, datt elo keen en Test mat mir gemaach huet, well ech hunn esou vill Réier a Réier gesinn, ech wousst herno net méi onbedéngt, wou d'Waasser hin an hier géif lafen. Ech mengen, ech hat net alles verstan, mee mir kënne jo nach eng Kéier kucke goen.

Bei esou engem Projet ass et am Prinzip och schwéier ofzeschätzen, wivill et géif kaschten. Duerfir ass eng Rallonge hei näischt Aussergewéinleches. Wéi gesot, et ass net, fir gëlle Krinn hei iwwerall anzesetzen, mee et ass ganz einfach dat, wat gebraucht gëtt. An duerfir, wéi gesot, nach eng Kéier eis vollst Ënnerstëtzung fir dës Rallonge.

Ech hunn awer dräi kleng Remarken ze maachen. Dat Éischt: Wéi mer op der Visitt waren, do hu mer och gesinn, datt do eng ganz Partie Pompelen do sinn - Pompelen: d'Waasser, de Stau, ass ënnen, Eschduerf ass uewen, d'Waasser muss gepompelt ginn. Pompele brauche Stroum, esou vill verstinn ech och dovunner, a Stroum muss produzéiert ginn. Déi ganz Anlag huet e relativ groussen Daach, wou nach keng Solaranlagen drop sinn.

De SEBES, ech hu mat hinne geschwat gehat, si hu gesot, si hu sech u sech als Zil gesat, datt se esou vill Stroum wéilte produzéieren, wéi se herno och verbrauchen. Duerfir mäi Wonsch un d'Regierung, datt dëse Projet dann och vun der Regierung ënnerstëtzt gëtt, well de SEBES kann dat eleng net esou stemmen; also dat Éischt ass fir d'Solarpanneauen.

Dat Zweet, wat mer och gesinn hunn a wat och immens wichteg ass, dat ass, datt Visitten zougelooss ginn an et ass do och extra e ganze Gank gebaut ginn, wou Gruppen de SEBES kënne kucke goen, wat, denken ech, immens wichteg ass, och fir d'Sensibiliséierung fir d'Bedeitung vun eisem Drénkwaasser. Fir d'Regioun ass et natierlech och eng zousätzlech touristesch Attraktivitéit.

Ech weess awer och elo, datt et op där anerer Säit net onbedéngt dem SEBES seng Haaptaufgab ass fir Touristen, loosse mer soen, ënner Gänseféiserchen, „zefriddenzestellen". Et wär awer u sech flott, wann een no enger éischter Phas, wou méi grouss Gruppen dat kënne besichtegen, och vläicht kéint e Konzept erschaffen, wéi dat am Tourismus och fir méi kleng Gruppe kéint agesat ginn. An do bräicht de SEBES natierlech dann och d'Ënnerstëtzung vun der Regierung vun der Säit vum Tourismusministère.

An deen drëtte Punkt, wou ech wollt drop agoen, dat ass u sech och eng Question élargie, déi den Aly Kaes déi leschte Kéier hei gestallt hat, nämlech: Mir hunn och mat deenen Direkteren, wéi mer do waren, geschwat an et ass jo evident, datt bei der Drénkwaasserversuergung - ech hu gesot, dat ass dat Wichtegst, wat mer hunn -, och alt emol heiansdo séier mussen Decisioune geholl ginn. De SEBES ass e Syndicat. Dës Direkteren hunn awer u sech absolutt kee Pouvoir, fir Ënnerschréften ze maachen, fir Decisiounen ze huelen, esou datt si am Prinzip ëmmer esou op der Limitt vun der Legalitéit sinn, wa se u sech am Wuel vun eis all séier musse reagéieren. An duerfir wär et wierklech eise Wonsch, datt do ganz séier géif legiferéiert ginn.

Sou, mat deenen dräi Remarken, nach eng Kéier eisen Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Martine Hansen. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Et kann ee soen, datt et ronn eng Milliard Leit op der Welt gëtt, déi keen Zougang hunn zu Drénkwaasser. An et sinn och Experten, déi fäerten, datt an deenen nächste Joren nei militäresch Konflikter wäerten entstoen, eebe just wéinst der Knappheet vun Drénkwaasser.

Glécklech dat Land, wou d'Leit moies opstinn, de Krunn opdréien an da kréie se Héichqualitéitsdrénkwaasser geliwwert. A Lëtzebuerg ass eent vun deene ganz, ganz wéinege Länner, déi an där Situatioun sinn. An ech mengen, dat kann een net oft genuch soen, dat kléngt guer net wéi e Klischee, mee au contraire, et muss een andauernd ëmmer erëm drop hiweisen, wat fir ee grousse Gewënn datt mer an deem Sënn hei zu Lëtzebuerg hunn, datt mer esou eng exzellent Drénkwaasserversuergung hunn.

Ech mengen, de SEBES, wéi virdru schonn hei gesot ginn ass, gouf 1962 natierlech mam Zil gegrënnt, fir e gudden Deel vum Land mat Drénkwaasser ze beliwweren. Haut variéiert dat tëschent 50, 60 bis 70 %. Dat ass schonn eng enorm Leeschtung. An et ass gewosst, datt mer nach ëmmer am Wuesse sinn, souwuel, wat d'Populatioun ubelaangt, wéi och, wat industriell Aktivitéiten ubelaangt. An et louch also op der Hand, datt do och huet missen d'Installatioun vum SEBES ausgebaut ginn. A wien dee Chantier scho gesinn huet, an et si jo eng Rei Kolleegen, déi dat d'lescht Woch konnte maachen, déi wëssen, datt dat e formidabele Chantier ass, en impressionnanten, eng immens Technik. An trotzdeem, wéi gesot, sti mer haut hei a mussen eng zousätzlech Rallonge stëmmen, well eeben d'Devisen net konnten agehale ginn.

Ech mengen, et sinn och eng ganz Rei Gemengepolitiker heibannen, déi wëssen, datt se reegelméisseg mat deem Problem vun Devisiwwerschreidunge konfrontéiert sinn, wou een och net ëmmer frou ass a wou et munchmol awer och hausgemaach ass. Och dat soll emol hei gesot ginn. Ech wëll op kee Fall hei pauschaliséieren, mee eenzel Architektebüroen, eenzel Bureau-d'étudë kéinte vläicht awer an Zukunft e bësselche méi seriö schaffen, woubäi ech dat awer elo net onbedéngt op dee Problem hei wëll konzentréieren.

Hei sinn eng Rei Ursaachen opgezielt ginn, firwat et eeben zu där Kredittiwwerschreidung vu plus ou moins 25 % komm ass. D'Madamm Empain huet dat am Detail gemaach. Ech soen hir och Merci fir hiren exzellente Rapport a brauch also net méi dorobber anzegoen.

Natierlech sinn e puer Punkten, déi awer e bëssen zum Nodenken ureegen. Do gëtt zum Beispill gesot, datt an der Moyenne nëmmen 1,8 Offeren erakomm sinn. Doraus kéint ee schléissen, datt entweder de Marché saturéiert ass, datt net genuch Méiglechkeeten do sinn, fir eeben déi Aarbechten ze maachen. Et kéinten och vläicht aner Ursaache sinn. Déi konjunkturell Ëmstänn sinn natierlech déi, déi am meeschten derzou bäigedroen hunn, datt et zu deenen dach net onweesentleche Kredittiwwerschreidungen hei komm ass.

Dann natierlech beweege mer eis hei op engem ganz héichsensibelen Niveau: Ech mengen, et geet ëmmerhin ëm d'Drénkwaasserversuergung. Déi muss maximal geschützt ginn. A mir wëssen, datt et Leit gëtt, déi sech kéinte virstellen, souguer eng terroristesch Attack op de Stauséi, virun allem op d'Staumauer ze maachen. Also datt hei eng maximal Securitéit muss garantéiert ginn, ass och méi wéi normal. Datt doduerch och nach zousätzlech Käschten entstinn, ass, fir eis jiddefalls, dann och nozevollzéien.

Jiddefalls, wann et ëm d'Drénkwaasser geet, solle mer hei zu Lëtzebuerg e Maximum un Investitioune maachen. An dat maache mer och an dowéinst sinn natierlech déi Kredittiwwerschreidungen - och wann een e bëssen e mulmegt Gefill huet, ech ginn dat ganz gären zou -, fir eis awer kee Problem. Selbstverständlech wäerte mer als Demokratesch Partei och deem do zoustëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer trotzdeem bei dëser Geleeënheet, nach e puer Iwwerleeungen ze maachen, wat och d'Qualitéit vum Stauséi oder vum Uewersauerstauséi ubelaangt. Ech mengen, och do sinn d'Problemer bekannt.

Et wäert elo net méi allze laang daueren, da kréie mer erëm d'Meldung, datt erëm verstäerkt Algewuesstum am Stauséi festzestellen ass. Och do kenne mer d'Ursaachen; mir wëssen, wat et ass: d'intensiv Landwirtschaft, haislech Ofwässer, déi net gekläert ginn, industriell Ofwässer, déi nach vläicht op déi eng oder aner Manéier och an d'Sauer kommen. Zënter Joerzéngte schwätze mer doriwwer. Et gi gewëssen Efforte gemaach, mee mir mussen awer och zum Constat kommen, datt bis elo net genuch Efforte gemaach gi si an datt trotzdeem och nach mussen Ustrengunge gemaach ginn.

Et sinn och eng Rei positiv Entwécklungen ze erkennen: Stéchwuert LAKU (ndlr: Landwirtschaftlech Kooperatioun Uewersauer), zum Beispill. Ech sinn och frou, datt och elo do deen internen, loosse mer soen ..., jo, Kaméidi ass vläicht e bësse staark gesot, mee et ware jo e puer Reiwereien do entstanen, datt déi och elo konnte geléist ginn, datt och do nei Iddie kënnen entwéckelt ginn, fir d'Drénkwaasserqualitéit och nach ze verbesseren.

Et däerf ee jo net vergiessen, datt 65 % vum Anzuchsgebitt vum Stauséi - also d'Anzuchsgebitt, dat sinn eng ronn 42.000 Hektar - op belschem Gebitt leien. An dowéinst ass et och gutt, datt mer och do eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht hunn. Ech erënneren hei un déi Konventioun mat der Wallonie, déi mer elo nach kierzlech gestëmmt hunn.

An da wëll ech ofschléissend och vläicht nach op deen neie Règlement grand-ducal ze schwätze kommen, wou et ëm de Schutz vum Stauséi insgesamt geet. Och do si wichteg Neierungen dran. Sécher gouf et ëmmer Leit, déi sech do natierlech méi reservéiert gewisen hunn. Mee nach eng Kéier: Et geet hei awer schlussendlech ëm de Schutz vun eisem Drénkwaasserreservoir an dann däerfe mer awer net ze vill duerch d'Fangere kucken, och wann dat vläicht deem engen oder deem aneren net ëmmer esou gefält.

Ech wëll zum Beispill op zwee Artikelen hiweisen: Den Artikel 7 - do geet et ëm den Asaz vun Düngemëttel; och dat ass jo bekannt, datt dat grad derzou bäidréit, fir d'Algeproduktioun an d'Luucht ze dreiwen -, oder zum Beispill den Artikel 24 iwwert d'Produits phytopharmaceutiques. An och dat ass natierlech e Problem, well et ass gewosst, datt et nach Réckstänn vu Pestiziden och um Niveau vun dem Stauséi vun Esch-Sauer gëtt.

Et kéint een natierlech nach vill an nach méi laang iwwert déi ganz Problematik do schwätzen, mee dat ass engem a fënnef Minutte jo awer net erlaabt.

Ofschléissend, wéi gesot: Mir investéieren elo 207 Milliounen amplaz 165 Milliounen an déi ganz Infrastruktur. Mee déi Millioune si gutt investéiert, si si richteg investéiert. Dat Eenzegt, wat een nëmme kann hoffen, ass, datt de Konsument dobaussen dat och ze schätze weess.

An an deem Sënn bréngen ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, effektiv, den Här Graas huet et gesot, et kann een natierlech e mulmegt Gefill hunn, wann ee vun esou engem héijen Depassement schwätzt. Mee d'Argumenter sinn do. Merci der Madamm Empain, dass se wierklech och nach eng Kéier am Detail drop agaangen ass. Mir hate jo och d'Geleeënheet an de Kommissiounssëtzungen, fir vill Froen dozou ze stellen, vill Froen, op déi mer och Äntwerte kritt hunn. Merci och fir déi exzellent Visitt, déi organiséiert gouf, wou ee sech wierklech der Envergure vum Projet konnt bewosst ginn.

Ech sinn awer och ganz frou, dass nieft all deem Techneschen, wat do gebaut ginn ass - an dat ass vläicht haut net esou ernimmt ginn -, och nach esou eng Maison d'accueil fir d'Visiteure virgesinn ass. Ech mengen, d'Madamm Hansen hat et kuerz ernimmt. Och dat ass e ganz wichtege Punkt, wou Gruppe respektiv och individuell Persounen d'Méiglechkeet kréien, fir sech de Projet ..., net de Projet, mee eigentlech déi fäerdeg Anlag vu bannen unzekucken. A wann ech kann op eng kleng Erfarung zréckkucken, déi ech als Buergermeeschter gemaach hunn, wou ech d'Méiglechkeet gebueden hu fir eis Bierger, an deen neie Waasserbaseng kucken ze kommen a fir hinnen do déi ganz Technik ze weisen, wat déi Opbereedungsanlag a sech huet, dee ganze Volume vum Waasser - dat ass eppes, wat eigentlech och eng Prise de conscience ausléist bei de Bierger. A wéi den Här Graas et richteg gesot huet, dat soll een och incitéieren, fir dee Räichtum Waasser nach eng Kéier nei ze consideréieren an och doriwwer eraus dann de Schutz vum Waasser.

Dofir begréissen ech perséinlech déi Initiativ ganz staark an ech hoffen, dass och vill Gebrauch gemaach gëtt vun deene Visitten, well dat jo dann och dee pedagogesche Wäert kann hunn, net nëmme fir Kanner, mee och fir déi Erwuessen.

Selbstverständlech gëtt d'LSAP den Accord zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hemmen. An dann ass d'Wuert fir den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, merci, Här President. Merci och dem Rapporter a merci och menge Virriedner, déi ganz villes hei gesot hunn, wat ganz richteg ass. Ganz wichteg natierlech: Waasser ass elementar wichteg fir eis, dat muss ee jo net widderhuelen, dat ass evident. Firwat musse mer dat hei soen?

Mir mussen dëse Projet matstëmmen - kloer. Ech wëll awer hei op eppes ganz aneres opmierksam maachen, wat vläicht elo net gesot ginn ass. An ech ka mech hei erënneren, ech hunn et nach hei erëmfonnt: 2018 huet den Här Lickes, Direkter vum Waasserwirtschaftsamt - et stoung am „Lëtzebuerger Wort" - gesot: „Das Land werde bereits in zwei bis drei Jahren mit Trinkwasserknappheit zu kämpfen haben, sollte sich die derzeitige Entwicklung fortsetzen". Dat heescht, mir hunn effektiv, an dat geet elo e bësse méi wäit, mee mir hunn e Problem, deen op eis zoukënnt mat der Versuergung vun Drénkwaasser. An dat huet domat ze dinn, wéi ech ëmmer erëm betounen - wéi ganz vill vun eise Problemer hei am Land, wéi zum Beispill och de Wunnengsproblem -: Dat ass eng Bevëlkerung, déi wiisst an déi natierlech ëmmer méi Ressourcen hei brauch. An déi Ressourcen, déi si begrenzt an dat zielt souwuel fir de Wunnraum, wéi och fir d'Waasser, wéi och fir, wat weess ech, d'Stroossen an esou weider an esou fort.

An do sinn ech gespaant, wann et dann ëm déi Léisunge geet, déi mer do wäerte proposéiert kréien. Do ass jo dann engersäits ëmmer geschwat ginn eventuell vu Waasser aus dem Ausland, Waasser aus der Musel an esou weider an esou fort. Mee dat gëtt dann en anert Theema. Ech wëll dat just eng Kéier hei an de Kontext setzen. Mir hunn hei e Problem, deen op eis duerkënnt mat der Waasserversuergung, an dat ass geschold duerch dee Bevëlkerungswuesstum, dee mer hunn.

Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. An dann ass d'Wuert fir déi honorabel Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Här President, Madamm Minister, léif Kolleegen a Kolleeginnen, d'Versuergung vun der Bevëlkerung mat propperem Drénkwaasser, wat e kostbaart Gutt an e raart Gutt ass, ass eng essenziell Aufgab vun der ëffentlecher Hand. D'Investitiounen an d'Infrastrukture fir d'Produktioun, d'Distributioun an d'Klärung vum Waasser dierfen doweinst ni engem Finanzéierungsvirbehalt ënnerleien.

Dofir ass et fir eis och kloer, datt mir dëst Gesetz matstëmme wäerten, fir datt dem SEBES en zousätzleche Budget fir de Bau vun der neier Opbereedungsanlag zur Verfügung steet.

Ech wëll awer e puer Saache soen, déi méi fundamental mat der Drénkwaassersituatioun zu Lëtzebuerg ze dinn hunn an natierlech och direkt en lien si mam Bau vun der neier Opbereedungsanlag um Stauséi.

De Bau vun der Opbereedungsanlag ass néideg, well d'Capacitéite vun der aktueller Infrastruktur un d'Limitte komm sinn, dat engersäits, well de Waasserverbrauch steeteg eropgeet an anerersäits, well no an no ëmmer méi vum eigentleche Potenzial un Drénkwaasser op eisem Territoire wéinst Verschmotzungen net ka genotzt ginn.

Den Här Raymond Erpelding, den neie President vun der europäescher Waasserassociatioun, huet deslescht an engem Interview gesot, datt Drénkwaasser fir 60.000 Mënschen net méi ka genotzt ginn, well et verschmotzt ginn ass. Doduerch waren iwwert d'Joren ëmmer méi Gemenge gezwongen, d'Drénkwaasser vum SEBES ze bezéien, wat d'Infrastruktur um Stauséi natierlech zousätzlech beusprocht huet.

An dësem Beräich goufen et an de leschte Joren natierlech Fortschrëtter, sief et mat der Ausweisung vu Gewässerschutzzonen, och ronderëm de Stauséi, oder mat Investitiounen an d'Kläranlagen uechtert d'Land. Trotzdeem bleift fir eis kloer, datt de Schutz vun de Gewässer an natierlech vun eisem Drénkwaasser déi wichtegst Kontributioun fir eng gutt Versuergung vun der Populatioun bréngt.

Déi reegelméisseg Pollutioune vu Waasserleef a vu Grondwaasser, sief et wéinst Iwwerlaaschtung vu Kläranlagen - Stéchwuert: Beggen -, Accidenter oder Noléissegkeeten a Betriber - Stéchwuert: Aire de Berchem oder och Kronospan -, oder wéinst onverantwortlechem Verhale vu Ministèren - de Crassier CASA zu Beggen -, weisen eis awer ganz däitlech, datt nach vill Aarbecht ze maachen ass a méi streng Mesurë fir de Waasserschutz musse geholl ginn.

De Verbuet vu bestëmmten Aktivitéiten oder Produkter ass do fir eis déi méi nohalteg Approche an ass sécherlech ëmmer méi deieren an opwendegen Norüstunge vu Filteranlagen am Reseau virzezéien.

Ech hu virdrun de wuessende Waasserverbrauch ugeschwat. Deen ass natierlech och eng Konsequenz vun der wuessender Bevëlkerung, jo, mee de Verbrauch huet awer sécherlech och eng eegen Dynamik. Projektioune weise jo, datt de Verbrauch pro Persoun tendenziell erofgeet iwwert d'Joren, sief et duerch technologesch Neierungen, Investitiounen an d'Netz, Sensibiliséierunge fir d'Verbraucher an esou weider.

Mir sinn der Meenung, dass mir responsabel mat der Ressource Drénkwaasser ëmgoe mussen an dass esou gutt wéi méiglech muss Waasser gespuert ginn. De Käschtendeckungspräis beim Waasser - dee jo oft als ee Mëttel ugesi gëtt, fir d'Leit zu dësem responsabelen Ëmgang mam Waasser ze beweegen -, ënnerstëtze mir awer net, engersäits well et d'Iwwerliewenswichtegkeet vum Waasser fir all Mënsch ausblent an anerersäits awer dem Verbëtze vu Waasser fir extravagant Besoinen, wéi de Wuess netzen, den Auto all Woch wäschen, Schwämmen opfëllen, och net Rechnung dréit.

Dofir hu mir als déi Lénk eis och ëmmer fir de gestaffelte Präis agesat, fir esou déi Stéit ze responsabiliséieren, déi immens vill Waasser verbrauchen a sech et och leeschte kënnen, an déi ze entlaaschten, déi gutt op hire Waasserverbrauch oppassen a vläicht net déi néideg finanziell Ressourcen hunn.

Et sinn awer net eenzel Stéit, déi de problemateschste Verbrauch hunn, mee Betriber mat immens héijem Waasserverbrauch. Wa mir haut hei stinn an iwwert den Ausbau vun den Drénkwaassercapacitéiten decidéieren, a gläichzäiteg ass d'hallef Regierung hanner Google hier, fir en Datacenter heihinner ze lackelen, da stellt ee sech d'Fro, wou d'Prioritéite vun dëser Regierung leien. Bis haut sinn d'Informatiounen iwwert de Waasserverbrauch vu Google geheim. Asiicht an de Memorandum of Understanding tëschent Google an dem Staat hu mir ëmmer nach net kritt, obwuel mir dee viru Méint gefrot hunn. Ouni d'Fakten ze kennen, kënne mir eis natierlech just op Gerüchter bezéien, déi iwwert de Waasserverbrauch zirkuléieren. Wann et wierklech 10 % vum aktuelle Landesverbrauch sinn, da geet e Véierel bis en Drëttel vun der zousätzlecher Kapazitéit, déi mat dësem Projet vun der SEBES geschafe gëtt, drop fir den Datacenter vu Google!

Här President, d'Äerderwiermung, d'Verdonste vum Iwwerflächewaasser, de feelenden Néierschlag, d'Versigelung vu Biedem, déi réckleefeg Absorbtiounsfäegkeet vun eise Biedem an, an, an - kuerz, déi multipel ekologesch Krise maachen d'Waasserversuergung zu engem risegen Defi fir déi kommend Joren a Joerzéngten. Mir musse respektvoll a schounend mat där Ressource ëmgoen, se net verbëtzen, verschmotzen oder se fir Aktivitéite gebrauchen, déi onverhältnesméisseg vill Waasser verbrauchen. D'Waasser ass dat neit Gold - a vill méi wäertvoll, well Gold kann een net drénken.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Myriam Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also, e puer Virriedner hunn et jo schonn ugedeit mat den eenzelne Firmen an Offeren - et ass jo esou: 25 % ass jo elo net näischt! Also, 42 Milliounе vun 2016 bis elo ass net näischt! Ech mengen, dat ass awer och e Problem, den Här Graas hat et richteg gesot, deen och an de Gemengen oft virkënnt. Et ass vläicht och esou, dass d'Politik eng Kéier misst iwwerleeën, ob een de Firmen dann ëmmer esou nogëtt. Well heiansdo huet een awer och de Verdacht, dass et ze einfach ass fir verschidde Firmen, einfach emol beim Staat dat, wat se vläicht beim private Client net duerchkréien, herno nach eng Kéier nozefroen.

Trotz allem wäerte mer dem Projet net am Wee stoen. Natierlech ass et eng nobel Cause. Et kann een awer net all nobel Cause herno rechtfertegen, wann ee seet: „Mir gi 25 % méi aus wéi eigentlech geplangt!" Et ass jo haut net déi éischte Kéier, dass mer an der Chamber esou e Projet kréien, deen awer méi deier ginn ass, wéi déi viregt Regierung, déi awer nach ëmmer déi selwecht ass, geplangt hat. Trotzdeem wäerte mer haut awer den Accord ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

Prise de position du Gouvernement

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol der Rapportrice, dem Stéphanie Empain, e ganz grousse Merci fir dee wierklech komplette Rapport.

Ech mengen, mir hunn alleguerte bei der Visitt um SEBES wierklech profitéiert, fir nach allméiglech Froen ze stellen iwwert dee wierklech flotten a grousse Projet, dee wäert komplettéiert gi mat engem Circuit de visite. A Madamm Hansen, ech kann Iech berouegen, dëse Circuit de visite wäert och op si fir de Public. Et muss ee sech natierlech umellen, well virgesinn ass, dass a Gruppe geféiert gëtt. Mee ech ka mer awer virstellen, dass dat wierklech e Point d'attraction am Norde vum Land gëtt, souwuel fir eis Bierger wéi och fir den Tourismus.

Fir op den Theemekomplex vun der Energie anzegoen, do si mer amgaangen ze kucken, iwwert de Klimafong ze hëllefen, dass déi Solarpannele kënne kommen. An ech weess och, dass de SEBES, zesumme mat SOLER an de Gemengen, an der Regioun amgaangen ass, och un enger Wandenergie ze plangen. Do wëllt een d'Bierger mathuelen an ech mengen, dass dat wierklech de richtege Wee ass, dass do Plaz zur Verfügung gestallt gëtt, dass och en Apport en nature gemaach gëtt, fir dass ee ka beweisen, dass een hei kann esou wäit wéi méiglech autonom sinn.

An ech mengen, déi drëtt Fro, wou Dir drop agaange waart, dat war de Message, deen dann éischter un d'Innenministesch goung, vum Direkterstatut, deen een natierlech - an do, mengen ech, ass jo och eng Reform vun der Gesetzgebung ënnerwee -, hei muss diskutéieren, fir handlungsfäeg ze sinn.

Dann awer nach eng Kéier kuerz: Et ass jo ee vun deene ganz wichtege Projeten, fir d'Drénkwaasser vu Lëtzebuerg iwwer eng laang Zäit ofzesécheren, an dat mat deene modernsten Technologien, wou mer wierklech kënne sécher sinn, dass een de Krunn och dauerhaft kann opmaachen an da proppert Drénkwaasser huet.

A jo, Madamm Cecchetti, et ass ee vun deenen dräi Pilieren, op deene mer schaffen: D'Investitiounen héichhalen a modern an nei Infrastrukturen - mat änner anerem, mee net nëmmen, dem Bau vun enger grousser Anlag SEBES, wouvun awer 60 % vun der Populatioun kënnen direkt profitéieren -, mee awer och zum Beispill iwwert d'Reform vum Waassergesetz, déi mer 2017 gemaach hunn, dass mer och regional d'Gemenge vernetzen, fir dass iwwerall, och an deene Regiounen, déi autonom sinn, wann emol e Problem mam Drénkwaasser sollt sinn, maximal Sécherheet garantéiert ass, dass d'Leit kënnen hire Krunn opdréien an Drénkwaasser zur Verfügung hunn.

Dee wichtegste Pilier fir mech, deen éischte vun deenen dräi grousse Pilieren, dat ass natierlech de Schutz vum Drénkwaasser. An do sinn ech och ganz frou, dass mer net nëmmen elo eng Anlag bauen, mee dass eeben déi gréisste Schutzzon - och déi éischt Schutzzon, déi Lëtzebuerg hat -, de Stauséi, elo duerch d'Prozeduren ass, also a Kraaft ass, an dass mer zanter e puer Joer do an der Regioun wierklech aktiv mat der Landwirtschaft, och iwwert de Waasserfong, zesumme mat dem Landwirtschaftsministère, dee jo och Mesuren huet, gemeinsam kënne schaffen.

An do hu mer et och fäerdegbruecht, dëst Joer e Renouveau an der LAKU ze kréie mat enger neier Presidence, déi elo wierklech dynamesch un d'Wierk geet. Well preventiven Drénkwaasserschutz, dat ass dat bescht Mëttel. An eleng de Fait, dass an de leschte siwe Joer awer 90 % vum Drénkwaasser hei zu Lëtzebuerg an d'Prozedur gaange sinn, fir Schutzzonen ze maachen, déi deelweis fäerdeg sinn - 55 Schutzzone sinn haut scho fäerdeg -, dat weist, dass do eng Dynamik opkomm ass an dass d'Gemengevertrieder zesumme mam Staat an deene leschte Joren do wierklech richteg vill Wallung gemaach hunn. Well preventive Waasserschutz ass och dee gënschtegsten! Dat ass deen, wou mer d'Leit mathuelen a wou mer evitéieren, datt d'Drénkwaasser haut vu 60.000 Awunner net méi benotzt gëtt. Déi Zuel wëlle mer natierlech erofkréien, am Effort mat allen Acteure vum Terrain.

An dann de leschte Pilier, fir Iech awer och ze soen: Mir si jo awer och ëmmer nach amgaangen, un der Spuerstrategie ze schaffen. Och do gëllt et, wierklech aktiv ze kucken, wéi een am Alldag - an dat gëllt souwuel fir doheem wéi an de Gemengen, déi hir Leitungsnetzer solle kucken, wéi awer och fir d'ekonomesch Acteuren - effizient mam Waasser ëmgeet, esou wéi mer insgesamt effizient mat eise Ressourcë wëllen ëmgoen. Och dat hu mer um Radar. Dat just, fir Iech do awer nach eng Kéier ze berouegen. Mir sinn op deenen dräi Piliere wierklech massiv um schaffen.

A fir déi Leit, déi interesséiert sinn, an do profitéieren ech haut e bësse vu menger Riedezäit, fir dat nach eng Kéier ze soen: Mir sinn amgaangen, deen drëtte Bewirtschaftungsplang fir eist Waasser an d'Gewässer ze erstellen. Dee soll bis Enn dëses Joers, bis den 22. Dezember, fäerdeg sinn. Do hate mer virun e puer Woche de Lancement. Et kommen elo Workshoppe fir Experten, mat Experten, mat de Leit, eebe grad fir déi Mesuren, déi Gewässerschutz solle maachen. An hei schwätze mer iwwert de Stauséi, da schwätze mer vun Iwwerflächegewässer, wat hei an dësem Fall fir Drénkwaasser genotzt gëtt.

Mee et ass natierlech ëmsou besser, wa mer an deem Ganzen vill Leit hunn. Dofir och nach eng Kéier hei, honorabel Deputéiert, en Augenmerk dorop. Mir schaffen um drëtte Bewirtschaftungsplang, fir insgesamt d'Waasser an d'Gewässerqualitéit zu Lëtzebuerg virunzedreiwen. An ech freeë mech natierlech op Ären Interessi, a virun allem freeën ech mech iwwert déi ganz grouss Zoustëmmung hei am Haus. Dat weist, dass mer responsabel si vis-à-vis vun eise Bierger, dass mer eeben dat néidegt Geld elo zur Verfügung stellen, fir dass de SEBES ka fäerdeg gebaut ginn. An dann hoffen ech, dass mer herno alleguerten eng Kéier vun deem flotte Circuit de visite kënne profitéieren an eis dat live und in Farbe kënnen ukucke goen.

Villmools merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7742. Den Text steet am Document parlementaire 7742[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7742 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, par vote électronique.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme

Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

5. 7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire

Mir kommen elo zum Projet de loi 7646, enger Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv iwwer onlauter Verkafspraktiken tëschent Betriber. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeleeët. An ech ginn direkt d'Wuert un d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Tess Burton.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Tess Burton *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 7646 setze mer haut eng Direktiv an eist nationaalt Recht ëm, déi de 17. Abrëll 2019 vum EU-Parlament a vum Conseil decidéiert ginn ass.

D'Direktiv setzt op EU-Niveau e Kader fir deloyal kommerziell Praktiken an der Relatioun tëschent Entreprisen, déi innerhalb vun der Liwwerketten am Secteur vun der Landwirtschaft an de Liewensmëttel operéieren.

De Gesetzestext huet kloer d'Zil, d'Relatiounen tëscht de Produzente vu Liewensmëttel engersäits an den Acheteuren oder de Keefer respektiv den Distributeuren anerersäits an e gesonden Equiliber ze bréngen. Net seelen ass et nämlech esou, dass d'Fournisseure vu Liewensmëttel ganz wéineg bis kee Verhandlungsspillraum hu par rapport zu grousse Distributeuren, déi d'Präisser bestëmme kënnen, well d'Verhandlungsmuecht eeben eleng op hirer Säit ass.

Domadder ass dëse Gesetzestext e wichtege Schrëtt no vir am Sënn vun engem méi effikasse Schutz vun de Produzenten. De Gesetzestext gesäit e relativ breede Champs d'application vir: Viséiert sinn net nëmme landwirtschaftlech Produkter, mee och aus dëse Produkter transforméiert Liewensmëttel, wéi se an der Annex 1 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der EU opgeliëscht sinn. An de Liwwerketten am Secteur vun der Landwirtschaft an de Liewensmëttele kann eng nämmlecht Entreprise nämlech an där enger Etapp de Produzent sinn an an där nächster Etapp vun der Liwwerketten da selwer de Keefer sinn.

Ech wëll betounen, dass et bei dëser Direktiv an deemno och bei dësem Gesetzestext net ëm deloyal kommerziell Praktiken aus dem Konsumenterecht geet. Et geet also net ëm d'Relatioun tëscht Entreprise a Konsument, mee eleng ëm d'Relatioun tëscht zwou Entreprisen.

Esou erklärt sech och, dass, contrairement zum Konsumenterecht, dëse Gesetzestext keng generell Definitioun vun enger deloyaler Praktik gëtt. D'Direktiv grad ewéi de Gesetzestext definéiere fënnef verschidde Forschette vum Chiffre d'affaires, soudass d'Fournisseuren, déi sech innerhalb vun der jeeweileger Forschett befannen, protegéiert gi vis-à-vis vun all Keefer, deem säi Chiffre d'affaires iwwert déi jeeweileg Forschett erausgeet.

Als deloyal Praktiken am Sënn vun der Direktiv ugesi ginn zum Beispill Delais de paiement, eng spontan Annulatioun vu Bestellungen duerch de Keefer, eng gezwonge Participatioun vum Produzent un de Käschte vu Remiseën un den Ennverbraucher bei enger Promotioun, eesäiteg Ännerungen um Liwwerofkommes oder och nach d'Zréckschécke vun de Produkter, déi net verkaaft gi sinn.

Am Ganzen identifizéiert d'Direktiv am drëtten Artikel net manner wéi 16 deloyal kommerziell Praktiken. Verschiddener sinn d'ordre public - si sinn an alle Fäll verbueden. Et schwätzt ee vun der sougenannter schwaarzer Lëscht. Déi aner befanne sech op der groer Lëscht, well se generell verbuede sinn, ausser se wiere kloer an ouni Ambiguitéit am Liwwervertrag festgehale gi respektiv an engem spéideren Accord tëscht dem Fournisseur an dem Keefer.

D'Chambre d'Agriculture huet an hirem Avis betount, dass si am léifsten alle 16 deloyal kommerziell Praktike géif op där schwaarzer Lëscht gesinn, mee dass Lëtzebuerg sech misst upassen un d'Transpositioun vun der Direktiv an eisen Nopeschlänner, fir dass mer net géife riskéieren, der Wettbewerbsfäegkeet vun eiser Landwirtschaft onbewosst ze schueden, just well mer et gutt gemengt hätten.

D'Direktiv obligéiert d'Memberstaaten, eng oder méi ëffentlech Autoritéiten ze bestëmmen, déi souwuel e Pouvoir d'enquête wéi e Pouvoir de sanctioun hunn, fir d'Anhale vum spéidere Gesetzestext ze garantéieren. Am Artikel 8 vun der Direktiv ass och eng effikass Kooperatioun tëscht de kompetenten Autoritéite vun de verschiddene Memberstaaten explizitt verankert, well mir wëssen, dass et am europäesche Bannemaart och eng grenziwwerschreidend Dimensioun ka ginn.

Fir Lëtzebuerg soll de Conseil de la concurrence déi wichteg Missioun iwwerhuelen. De Conseil de la concurrence huet souwuel um juristesche wéi um ekonomeschen Niveau déi néideg Erfarung vum Fonctionnement vum Marché. De Conseil de la concurrence kann op Basis vum Artikel 5 vum Gesetzestext eng Amende zwëschent 251 an 120.000 Euro géint déi Acteuren ausschwätzen, déi de Verbuet vun den deloyale kommerzielle Praktiken aus dem Artikel 3 net respektéieren.

Parallell dozou kann de Conseil de la concurrence och op eng Astreinte zréckgräifen, déi bis zu 10.000 Euro pro Dag Retard ka goen. An, Här President, den Tribunal administratif grad wéi d'Cour administrative hu sech scho méi wéi eng Kéier zum Exercice vum Conseil de la concurrence vu senge legale Pouvoire geäussert, soudass déi néideg juristesch Sécherheet fir all concernéierten Acteur misst garantéiert sinn.

De Considerant 32 an den Artikel 6 vun der Direktiv weisen d'Memberstaaten drop hin, de chargéierten ëffentlechen Autoritéiten och déi néideg Mëttelen zur Verfügung ze stellen, fir där neier Missioun kënne gerecht ze ginn. Och den Avis vum Conseil de la concurrence selwer ënnersträicht dëse Punkt, soudass ech als Rapportrice do keen Zweifel hunn, dass de Conseil de la concurrence dat zousätzlecht Fachpersonal och wäert zougestane kréien.

De Staatsrot hat a sengem initialen Avis véier Oppositions formelles, déi mer awer an der zoustänneger Chamberskommissioun konnten aus dem Wee raumen. Et ass notamment ëm den Artikel 3 Paragraf 1 gaangen. Hei huet de Staatsrot gemengt, et misst een allen dräi Ausnamen aus der Direktiv zum Verbuet vun den Delais de paiement an de Gesetzestext iwwerhuelen. Finalement hu mer decidéiert, zwou vun deenen dräi méiglechen Ausnamen ze iwwerhuelen, fir der Opposition formelle kënne Rechnung ze droen.

Et bleift awer weiderhin, dass mir d'Ausnam en faveur vun ëffentlechen Entreprisen am Gesondheetssecteur net gëlle loossen, well mer schonn 2013 bei der Transpositioun vun enger anerer Direktiv zu der Lutte géint Retard-de-paiementen der Meenung gewiescht sinn, dass den ëffentleche Secteur misst mam gudde Beispill virgoen, amplaz sech selwer e Sonderrecht ze ginn.

Voilà, domat hätt ech alles gesot. Fir all aner Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. An domadder géif ech och schonn den Accord gi vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Rapportrice, der Madamm Tess Burton, villmools Merci a ginn d'Wuert un déi éischten ageschriwwene Riednerin, déi honorabel Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm *(CSV).*- Jo, villmools merci, Här President. Wéi d'Rapportrice, d'Madamm Burton, et richteg gesot huet, geet et hei drëm, d'Produzente vun Agrarprodukter respektiv Liewensmëttelen ze schütze virun de sougenannte Pratiques commerciales déloyales vun de Keefer. Dat heescht, mir sinn hei eigentlech e bëssen an enger Situatioun, wou mer Produzente schütze mussen. An d'Produzente kann een an dësem Fall oft vergläiche mam David, deen amgaang ass, géint de Goliath ze kämpfen.

Duerfir ass dat heiten eng Transpositioun, déi wierklech äusserst wichteg ass fir eise Secteur hei am Land. A mir begréissen och, dass am Virfeld mat de Baueren a mat de Wënzer iwwert dat heite Gesetz geschwat ginn ass.

Mir bleift nach just eng Fro - d'Rapportrice hat et schonn ugeschnidden -: De Conseil de la concurrence huet drop higewisen, dass en de Moment net déi néideg personell Ressourcen huet, fir déi dote Missioun och nach zousätzlech wouerzehuelen. Duerfir meng konkreet Fro un de Minister: Kënnt do eng Personalopstockung beim Conseil de la concurrence? A wa jo, wéini kënnt se? Ass dat relativ kuerzfristeg virgesinn, well d'Gesetz soll awer elo relativ séier a Kraaft trieden? Oder ass dat e bësse méi op laang Dauer ausgeluecht?

An ech gi selbstverständlech och nach den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Diane Adehm. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif alleguer, fir d'éischt wollt ech der Rapportrice, der Madamm Tess Burton, en häerzleche Merci soen, souwuel fir hire gudde mëndleche wéi och detailléierte schrëftleche Rapport, deem ech ëm Gottes Wëllen näischt wëll bäifügen, si huet dat exzellent erklärt.

Ech géif dann awer och dem President vun der Kommissioun, dem Här Claude Haagen, Merci soe fir déi vill Rou, déi hien opbréngt, dat Wëssen an dat Feingefill, dat en un den Dag bréngt, fir déi Kommissioun hei ze leeden, ...

(Interruptions)

... well ech muss soen, mir hu ganz dacks technesch juristesch Dossieren, an do muss een an der Ekonomieskommissioun heiansdo e gutt Virwëssen hunn an och d'Nerve behalen. Duerfir och e Merci, Här Haagen.

Wéi meng Virriedner et gesot hunn: D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass et, fir d'Relatiounen tëscht de Produzente vu Liewensmëttelen an de Verdeeler an e gewëssent Gläichgewiicht ze bréngen a besonnesch déi ekonomesch schwaach Fournisseuren ze schützen. Hei geet et also ëm näischt aneres wéi ëm Gerechtegkeet a Fairness.

Ech weess och net, ob d'Madamm Adehm meng Gedanke ka liesen, mee am nächste Saz hat ech hei virgesinn ze soen: „Am agroalimentäre Beräich ass et effektiv dacks David géint Goliath." Ech hat nach derbäigefüügt: „Dee Klenge géint dee Groussen." Dee Groussen imposéiert effektiv seng Spillreegelen, wat net ëmmer ganz fair ass, fir dat emol héiflech ze formuléieren, oder korrekt iwwert d'Bün geet. Dat huet mech iwwregens un d'Monopoly-Experiment vun der Universitéit Berkeley erënnert, vun deem d'Nathalie Oberweis virun zwee Deeg an hirer Untrëttsried geschwat huet, wou deen ee Spiller vun Ufank un direkt eng besser Positioun huet wéi deen aneren an dodurjer net nëmmen am Virdeel ass, mee deen anere Spiller iwwerdubbere kann, soudatt en an d'Hannertreffe geréit, jo, dozou verdaamt ass ze verléieren. Dat Monopoly-Beispill gëtt et iwwregens och an anere Beräicher, wou déi eng um laangen Hiewel sëtzen an déi aner beschtefalls Waasserdréier däerfe spillen.

Mat dësem Gesetz gëtt also versicht, anticoncurrentiel Methoden, also restriktiv an deloyal Praktiken, ze ënnerbannen, déi op Käschte vun deene méi Schwaache ginn. Hei beweege mer eis also innerhalb vun deem Domän, wou Entreprisë mat Entreprisen ze dinn hunn - d'Rapportrice huet dat trefflech gesot.

Meng Fraktioun, déi sech natierlech aus Gewunnecht an aus Traditioun ëmmer vill fir kleng Mëttelständler a selbststänneg schaffend Leit asetzt, kann dëst nobelt Zil duerfir och nëmme mat dësem Gesetzesprojet guttheeschen. D'DP-Fraktioun, dat wäert lech wuel kaum iwwerraschen, gëtt dann duerfir och den Accord zu dësem Projet. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här André Bauler villmools Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Déi sanitär Kris huet eis geléiert, datt mer musse méi autonom ginn - an all Hisiicht -, well doduerjer kënne mir eis Resilienz stäerken. Diversifikatioun a méi Eegeversuergung musse mir ënnerstëtzen a stäerken.

Fir gesond ze liewen, brauche mer qualitativ héichwäerteg Liewensmëttelen a mir mussen och vill méi op saisonal, lokal a regional Produktioun setzen. Als Gréng sti mir fir eng nohalteg Landwirtschaft. Nohalteg heescht, mat deene Ressourcë schaffen, déi zur Verfügung stinn, mee awer och am Aklang mat eisem Klima, eiser Ëmwelt an eisem Planéit.

Mir brauchen eng Transitioun hin zu enger klimafrëndlecher a buedemgebonnener Landwirtschaft, déi op Diversifikatioun setzt. Mat deem, wat haut zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, hu mir genuch, fir de Besoin ofzedecken, wat d'Fleesch- an d'Mëllechbesoine sinn. Mee dofir besteet awer nach vill Potenzial, wat de Geméis- an Uebstubau ugeet.

Méi Uebst a Geméis „made in Luxembourg", dat géif am Fong méi Resilienz a méi Onofhängegkeet bedeiten. Gläichzäiteg schafe mir regional Kreesleef a spueren och Transportzäiten, Transportweeër a stoussen an engems natierlech och manner Schadstoffer an d'Loft aus.

Méi eng nohalteg Landwirtschaft bedeit fir eis awer och, datt d'Bauere fir hir Aarbechten anstänneg a fair entlount ginn. An do ass e groussen Deel vum Problem. Virun allem méi kleng Betriber hunn et oft immens schwéier. Si zéien allgemeng an der Ekonomie oft de Kierzeren, well si manner konkurrenzfäeg sinn an doduerjer manner Verhandlungspouvoir hu vis-à-vis vun deene Groussen.

Och am landwirtschaftleche Secteur ass dat net anescht. Hei kënnt nach derbäi, datt de Marché vun der Landwirtschaft zu Lëtzebuerg - mee net nëmmen hei, och an anere Länner - aus enger grousser Unzuel u Verkeefer, also landwirtschaftleche Betriber besteet, awer nëmmen aus engem klenge Grappvoll Keefer. Dat féiert derzou, datt eng Ofhängegkeet entsteet an e puer Keefer de Produzenten diktéieren, zu wéi engem Präis an zu wéi enge Konditiounen d'Geschäfter gemaach ginn.

Fir deem entgéintzewierken, brauche mir méi regional a lokal Vermaartungsstrukture fir eis Produzenten, well wat manner Tëschestatioune gebraucht ginn, fir d'Iesse vum Feld op dem Teller ze hunn, wat d'Produzente manner ofhängeg sinn a wat méi e faire Präis kéint bezuelt gi fir d'Wueren.

Haut ass d'Tendenz déi, datt kleng Produzenten an hirer Entwécklung gebremst ginn, wann net esouguer vum Marché gedrängt ginn, wärend déi Grouss hiren Afloss ausbaue kënnen. Dat ass net just schlecht fir déi kleng Betriber, et ass och schlecht fir den Innovatiounspotenzial vum gesamte Secteur an och an Hisiicht op déi ekologesch Transitioun.

Contrairement zu deem, wat een ëmmer seet, datt de Marché sech kéint vum selwe reegelen, ass dat net wouer. De Marché brauch kloer Reegelen.

Dëse Projet de loi setzt genau do un: D'Zil ass et ze verhënneren, datt déi méi staark Keefer hir dominant Positiounen ausnotze mat deloyale Praktike par rapport zu deene méi schwaache Produzenten. Mat der Direktiv, déi dëse Projet de loi transposéiert, ginn dofir eng Rei Praktiken zwëschent Entreprisë verbuede bezéiungsweis ageschränkt. Zum Beispill gëtt verbueden, datt e Keefer, deen eng Commande gemaach huet, wou de Verfallsdatum vun der Wuer kuerzfristeg wäert oflafen, seng Commande annuléiert. Well doduerjer, datt deen dat géif maachen, géif de Produzent natierlech keen anere Keefer méi fannen an doduerjer géif d'Wuer en plus och nach verfalen.

Mat dësem Gesetz ginn also d'Produzente gestäerkt, fir datt si hir Produiten zu faire Präisser an zu korrekte Konditioune verkafe kënnen. Ech iwwersprangen e puer Saachen, well ech gesinn, datt meng Zäit ofleeft an ech komme wierklech ...

M. André Bauler *(DP).*- D'Riedezäit.

Mme Semiray Ahmedova *(déi gréng).*- ... direkt zu engem Punkt, deen immens wichteg ass. Mat dësem Gesetz erkenne mir un, datt et wichteg ass, d'Produzenten um Enn vun der Liwwerketten ze stäerken a virun onfaire Praktiken ze schützen. Erlaabt mer, hei eng Parallell zum Devoir de vigilance ze maachen, bei deem et jo och dréms geet, d'Produzenten a virun allem d'Aarbechter, ënner anerem och am landwirtschaftleche Secteur, weltwäit ze schützen an hinne gutt Aarbechtskonditiounen ze assuréieren.

Ech denken hei zum Beispill un d'Kakaosindustrie, déi leider vill ze oft mat Kanneraarbecht verbonne gëtt. Experte schätzen, datt eleng an der Côte d'Ivoire an am Ghana, wou zwee Drëttel vun dem weltwäite Kakao produzéiert ginn, ronn 1,6 Millioune Kanner an der Kakaosindustrie schaffen.

Duerfir sinn ech immens frou, datt d'Regierung elo en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff huet, fir datt do e Gesetz ausgeschafft gëtt zum Devoir de vigilance. An do soll wierklech am beschte séier gemaach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eng nohalteg Landwirtschaft, an dat geet just mat staarke Produzenten, déi nohalteg schaffen an déi hir Produiten zu faire Konditioune verkafe kënnen. Grad dofir brauche mir och an dësem Secteur fair Bedingungen a kloer Reegelen. Dat heite Gesetz leescht e wichtege Bäitrag dozou, datt d'Kräfteverhältnisser zwëschent grousse a klengen Entreprisen, bezéiungsweis zwëschent Fournisseuren an Acheteuren am Liewensmëttelsecteur equilibréiert ginn.

Dat gesot, soen ech selbstverständlech e ganz grousse Merci un d'Rapportrice Tess Burton fir de schrëftlechen, awer och fir de mëndleche Rapport. An ech ginn natierlech den Accord vun eiser grénger Fraktioun. Merci fir d'Nolauschteren a pardon fir déi Zäit.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen der Madamm Ahmedova villmools Merci a ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif der Madamm Tess Burton e Merci soe fir hire schrëftlechen an och mëndleche Rapport. Ech faasse mech kuerz. Ech mengen, et ass hei e Schratt an déi richteg Richtung. Et geet drëm, deloyal Konkurrenz ze ënnerbannen. An dat ass an eiser aller Interessi, am Interessi och vun de Liewensmëttelen. Ech mengen, déi brauche mer all, an all Schratt an déi Richtung ass ze begréissen. An duerfir gi mer eis Zoustëmmung vun der ADR zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Piraten ënnerstëtzen d'Ëmsetzung vun dëser EU-Direktiv géint onfair Handelsbezéiungen tëscht Liewensmëttelproduzenten an hire Keefer. Dat emol direkt, fir all Surprisen aus dem Wee ze raumen.

Hautzudaags sinn d'Baueren an d'Wënzer mat villen Defie konfrontéiert a leider zéie se vill ze heefeg bei de Präisverhandlungen, ganz speziell mat Discounter, neierdéngs awer och mat Internetfirmen, de Kierzeren. Zudeem sinn et oft déi Produzenten, déi nëmmen ee Produit produzéieren, also déi sougenannte „producteurs monoproduit", déi am meeschte Gefor lafen, beim Verkaf vun hirer Wuer schlecht ewechzekommen oder iwwert den Dësch gezunn ze ginn, well si eeben nëmmen ee Produit kënnen ubidden a besonnesch leiden, wann de Präis vun dësem Produit duerch de Keefer gedréckt gëtt.

Hei hunn d'EU a Lëtzebuerg eng Verantwortung, fir fir fair Kaderkonditiounen ze suergen. Mir sinn eis natierlech bewosst, datt dëst Gesetz net all Abus wäert verhënneren an datt d'Baueren an d'Wënzer och an Zukunft nach mat verschiddene Keefer ëm deen ee faire Präis fir hir Wuere kämpfe mussen. Duerfir geet d'Opléschtung vun deenen zéng schwaarzen an deene sechs groe Praktiken eleng net duer. Dat ass jo och e Punkt, deen d'Landwirtschaftskummer an hirem Avis in extenso erkläert huet.

Dësen Text suergt awer fir e Minimum u Standarden, déi uniform an der ganzer EU mussen agehale ginn; Standarden, déi batter néideg sinn. Duerfir gesi mer dës Direktiv an dëst Gesetz awer als e Schrëtt an déi richteg Richtung a mir wäerten et duerfir ënnerstëtzen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie.*- Merci, Här President. Virop e grousse Merci un d'Tess Burton, d'Rapportrice, fir e ganz komplette Rapport, dee mir et erlaabt, mech hei ganz kuerz ze halen an e bëssen anzegoen op dat, wat d'Virriedner hei gesot hunn. Ech freeë mech och natierlech op déi breet Zoustëmmung, déi dësen Text hei an der Chamber huet.

Dësen Text, et ass gesot ginn, ass en neie Schrëtt fir eng weider Moraliséierung vun de Rapporten an der Wirtschaft. Et ass eng Pièce maîtresse am Kampf géint deloyal Praktiken. Mir sinn och eent vun deenen éischten, wann net dat éischt europäescht Land, wat dësen Text hei ëmsetzt. Et ass en Text, deen a ganz ville Länner wierklech e juristesche Casse-tête ass. An dofir sinn ech frou, dass mir dat esou gutt fäerdegbruecht hunn, dass mer och en Ophänker fanne beim Conseil de la concurrence, deen effektiv all d'Pouvoiren huet, deen e ganzen Arsenal huet vun Instrumenter, vu Pouvoirs d'enquête, vu Pouvoirs de sanction, fir dat hei och effikass ëmzesetzen.

D'Madamm Ahmedova huet d'Parallell gemaach mam Devoir de vigilance, deen haaptsächlech jo eng Partie Produktioune betrëfft, wou mer wëssen, dass haaptsächlech an den Entwécklungslänner ganz schlëmm Violatioune vu Mënscherechter sinn. Si huet d'Beispill vun der Kakaosproduktioun genannt. Et gëtt och nach eng ganz Rei anerer, un déi een hei kann denken an déi mer alleguerte kennen.

Net méi spéit wéi de Moien, wéi den Hasard vum Kalenner dat heiansdo esou wëll, hunn ech op enger internationaler Revue de presse héieren, dass elo an Afrika, an engem afrikanesche Land justement eng grouss franséisch Distributiounschaîne um Geriicht ass wéinst genau deenen heite Praktiken, well d'Baueren dohannen an Afrika genau dat hei accuséiert hunn: Délai-de-paiementen, déi indus sinn; Obligatiounen, fir Produktiounen zréckzehuelen, ouni rembourséiert ze ginn; Rabatter, déi forcéiert ginn. Do sinn natierlech d'Rapport-de-forcen nach vill méi ongläich, wéi dat bei ons hei de Fall ass, wou ee muss soen, dass eis grouss Distributioun dat hei schonn a ganz ville Beräicher net méi mécht.

Dofir ass dat effektiv, mengen ech, och e gudden Indice, dass et wichteg ass, esou Texter ze hunn, fir dass dat eebe justement net muss iwwert d'Geriicht goen, fir dass mer net dee Flou juridique hunn, wou esou Saachen natierlech besser méiglech sinn. Nawell wësse mer, dass et esou Tentativë gëtt, fir kleng Produzenten ze forcéieren, an illegal Rapporten ze goen.

Ech sinn och d'accord, datt dat heiten, wéi gesot, e weideren Deel ass vun engem Dispositiv fir d'Moraliséierung vun der Vie des affaires. Den Devoir de vigilance an den internationale Liwwerketten ass e weideren, Dir hutt et gesot. Mir sinn amgaang, dorun ze schaffen, dat ass den zweete Rapport vun der Madamm Bağlayan, deen elo virläit. Domat wäert sech elo e Comité interministériel befaassen. An ech si perséinlech iwwerzeegt, dass d'Anhale vun de Mënscherechter op all Etapp vun enger Wäertschëpfungsketten en Atout ass, dass et an Zukunft wäert e kompetitiven Avantage si fir eis Entreprisen, wa se kënne weisen, dass se dat à tous les niveaux respektéieren, an net e kompetitiven Desavantage. Dat ass eppes, wat international ëmmer méi Traktioun kritt. Dat ass l'histoire en marche, dovunner sinn ech iwwerzeegt. A mir géife wierklech gutt drun doen, dat ganz ambitiéis unzegoen. An dat maache mer och opgrond vun deem Rapport an och opgrond vun all deene Parameteren, déi do gestach sinn.

Mir mussen eis froen, wa mer esou en Devoir de vigilance aféieren, wat fir eng Entreprisë mer domadder viséieren. Wien ass concernéiert? Mat wivill Employéen? Mat wat fir engem Chiffre d'affaires? Huele mer och all d'Entreprises de participation do mat eran? Mir mussen eis iwwert de Champs d'application eens ginn. Mir mussen eis iwwert de Perimeter vun esou engem Gesetz eens ginn, och iwwert d'Sanktiounen, iwwert d'Possibilitéiten, fir dat duerno och ze verifiéieren. Dat sinn alles Saachen, déi an deem Rapport do esquisséiert sinn, mat deem mer eis mussen ausernanersetzen, wou och, mengen ech, d'Chamber gefuerdert ass, fir hiren Avis dozou ofzeginn, a wou ech mech wierklech op d'Diskussioun freeën. Ech mengen, do ass jiddwereе gefuerdert, fir säi Grain de sel dobäizeginn.

D'Diane Adehm huet d'Fro opgeworf, déi och an dem Conseil de la concurrence sengen Avise steet, vun de Moyenen, fir dat heiten ëmzesetzen. Et ass esou, dass an engem éischte Schrëtt ... An de Conseil de la concurrence huet jo och gefrot, wivill Affären hei géife kommen. Dat wësse mer ganz einfach nach net à ce stade. An engem éischte Schrëtt, mengen ech, muss een einfach emol dovunner ausgoen, dass de Conseil de la concurrence d'Moyenen huet, fir dat heiten ze maachen.

An engem zweete Schrëtt wësst Der, dass mer och do amgaang sinn, drun ze schaffen, dass de Conseil de la concurrence soll en onofhängegen Etablissement ginn. Do ass e Projet de loi, deen ënnerwee ass, deen elo den 10. Juni eng éischte Kéier an der Chamberskommissioun diskutéiert gëtt. A wann de Conseil de la concurrence da bis en Établissement public gëtt, da kritt en natierlech och méi Ressourcen, fir all déi Missiounen do kënnen ze maachen.

Voilà. Dat gesot, nach eng Kéier merci fir déi breet Zoustëmmung a merci fir Är Attentioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech soen dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot villmools Merci. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7646. Den Text steet am Document parlementaire 7646[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7646 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gilles Baum), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7786 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi

Elo komme mer zum Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 7786 iwwert d'Propositions de loi. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo den Auteur-rapporteur zu dësem Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

M. Marc Spautz *(CSV), auteur-rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Mäerz hat ech d'Chance, déi Proposition de loi kënnen ze maachen, wou et drëm gaangen ass, dass, wa Proposition-de-loien erakommen, mer en aneren, méi séiere Wee kënnen huelen, fir den Deputéierten d'Méiglechkeet ze ginn, wa se Propositionde-loie maachen, dass déi och méi séier an d'Prozedur erakommen, well mer déi eng oder aner Kéier schonn e Gesetz gestëmmt haten, wou d'Proposition de loi da méi spéit dru war.

Den 9. Mäerz hat ech hei den Depot gemaach an den 11. Mäerz huet d'Conférence des Présidents gréng Luucht ginn, fir dass d'Reglementsännerung an d'Prozedur goe kéint. De 4. Mee hu mer an der Commission du Règlement déi éischte Kéier iwwert deen Ännerungsvirschlag geschwat an den 11. Mee ass et an der Kommissioun zu engem unanimme Vott komm, fir déi Proposition de loi unzehuelen.

Ech wëll awer ënnerstraichen, dass mer nach verschidden textlech Upassunge gemaach hunn, wou mer laang driwwer diskutéiert hunn iwwert déi Wierder „faire" oder „soumettre", wou mer eis awer herno op e gemeinsamen Text gëeenegt hunn, soudass et an Zukunft esou wäert sinn, dass, soubal eng Proposition de loi vun engem Deputéiertekolleeg agereecht gëtt, déi direkt virugeleet gëtt un de Staatsrot, un d'Regierung an och an engem bestëmmten Delai un d'Beruffschamberen, esou séier wéi méiglech, fir dass och d'Beruffschambere sech zu deenen Propositioun-de-loien äussere kënnen.

Et ass och selbstverständlech, dass se direkt public gemaach ginn, souwuel um Internet wéi awer och a Pabeierform fir déi Leit, déi dat brauchen, an dass se dann … - och dat war eng Diskussioun, ob „immédiatement" oder „dans les meilleurs délais", wou mer eis och do an der Kommissioun e bëssen driwwer ënnerhalen hunn, wou mer eis awer duerno eng Kéier op „immédiatement" an eng Kéier op „dans les meilleurs délais" gëeenegt hunn -, soudass et elo misst méiglech sinn, dass alleguerten déi Proposition-deloien, déi d'Deputéiert maachen, méi séier op den Instanzewee kommen an dass se domadder och an eng fructuéis Aarbecht an an déi jeeweileg Gesetzer kënnen afléissen an dass et eng Verbesserung ass fir d'Deputéiert fir matzegestalten an dass dat och dozou bäidréit, dass mer méi eng Aktivitéit kënnen un den Dag leeë mat Proposition-de-loien.

An ech wëll soen, de schrëftleche Bericht läit Iech all vir, en ass unanime ugeholl ginn an d'CSV gëtt selbstverständlech d'Zoustëmmung zu dëser Projetsännerung. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Auteur-rapporteur, dem Här Marc Spautz, villmools Merci.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel.

Discussion générale

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech maachen et och ganz séier. Mir hunn och ganz séier geschafft hei an dëser Kommissioun: Wann et am Mäerz agereecht ginn ass an haut, den 20. Mee, kënne mer dat hei stëmmen, da gesäit een, dass et hei och heiansdo ganz séier ka goen. Mir haten awer och scho Projeten, déi nach méi séier an de Kommissiounen ofgeschafft goufen.

Ech wollt just nach eng Remark dozou bäifügen. Mir hunn dat elo net an dësem Reglement derbäigeschriwwen, mee et ass u sech jo esou, dass laut dem Kontabilitéitsgesetz vun 1979 allkéiers bei all Proposition de loi och eng Fiche financière muss dobäi sinn an och de Ministre des Finances muss mat informéiert ginn, fir dass hien och deen Impact budgétaire ka consideréieren.

Dat hu mer elo net hei derbäigeschriwwen, ech wollt et awer just nach eng Kéier hei op dëser Plaz ernimmen. Dat gëllt natierlech fir all Proposition de loi an och fir all Projet de loi, do muss jo ëmmer esou eng Fiche financière dobäi sinn. Et hätt een dat direkt an dat Reglement hei kënnen derbäischreiwen. Ech wollt Iech just hei rappeléieren, dass mer och dorunner sollen denken, wa mer eng Proposition de loi maachen, da behält een dat nach besser am Kapp.

Voilà, dat gesot, wéilt ech natierlech hei och den Accord vun der LSAP ginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Ech wollt och dem Här Spautz Merci soe fir dës Propos. Mir ënnerstëtze se, well se ganz am Sënn ass vun der Stäerkung vun der Chamber a vun den acceleréierte Prozeduren an eisem héijen Haus. Duerfir all Respekt, datt Dir déi Iddi hat. An e Jo vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. An och virun allem mol e Merci un den Här Spautz fir déi Initiativ, déi en hei geholl huet. Ech mengen, wéi wichteg dat ass, dat kann een ermiessen, wann een d'Diskussioun hei am Land vergläicht mat där, déi mer um Niveau vun der Europäescher Unioun hunn. De Lëtzebuerger Deputéierten huet den Droit, d'Initiativ fir e Gesetz ze huelen - eng extreem wichteg Saach! An Dir wësst zum Beispill, datt d'Europaparlament dat Recht net huet. Dat weist eeben, wéi wichteg dat ass. Elo muss dat och serië geholl ginn.

An et huet een natierlech, wann ee scho méi laang hei am Haus ass, déi ënnerschiddlechst Erfarunge gemaach. Dat éischt ass dee Problem, deen den Här Spautz mat senger Initiativ ugeschwat huet: Wéi kritt een eng Proposition de loi séier op den Instanzewee? An dat, wat haut hei ofgestëmmt gëtt, ass eng däitlech Verbesserung.

Mee domadder ass dat Gesetz nach net geholl. Da muss ee jo och kucken: Wéi geet et virun? An och do muss ee soen, datt d'Chamber selwer hir eege Propositions de loi, déi Kompetenzen, déi se huet, onbedéngt muss eescht huelen. Dat heescht, datt déi Propositions de loi an der Kommissiounsaarbecht musse gläichrangeg - op jidde Fall mindestens gläichrangeg! - behandelt wéi e Projet de loi, dee vun der Regierung kënnt. De Pouvoir législatif si mir, a mir huelen hei Initiativen als Deputéiert, fir eng Gesetzesinitiativ ze huelen. An dat däerf net méi schlecht behandelt gi wéi e Projet de loi, dee vun der Regierung un d'Parlament erugedroe gëtt.

An dann, wéi behandelt d'Administration parlementaire esou eng Proposition de loi? Mir wëssen, d'Administration parlementaire ass an éischter Hisiicht natierlech eng Verwaltung, déi eis Deputéiert soll an hirer Aarbecht ënnerstëtzen, wat se och ganz gutt mécht. An ech soen och dem Generalsekretär bei dëser Geleeënheet Merci dofir. Awer ech erënnere mech, och bei Propositions de loi, déi ech selwer scho gemaach hunn, do huet et op eemol geheescht - an et ass mer haut nach net ganz kloer, wéi dat konnt sinn -, datt d'Administration parlementaire de Rapport schreift - wat vill Aarbecht ass - fir e Projet de loi, dee vun der Regierung kënnt, awer datt den Deputéierte säi Rapport, fir en hei an d'Plenière ze bréngen, muss selwer schreiwen. An dat ass absolutt inconcevabel, well wéi kann et sinn, datt d'Administration parlementaire zwar e Projet de loi deen Abléck administrativ ënnerstëtzt, awer eng Propositioun de loi, déi vun engem Deputéierten agereecht gëtt, deen Abléck net ënnerstëtzt?

Mir haten dat an deenen néidege Gremien zur Sprooch bruecht. An ech mengen och, datt sech dat an Zukunft net däerf an net ka widderhuelen. Et ass ganz kloer, datt d'Administration parlementaire, wann en Deputéierten eng Proposition de loi mécht, dat geneesou administrativ muss ënnerstëtzen, ech géif soen, op d'mannst geneesou administrativ muss ënnerstëtze wéi e Projet de loi, dee vun der Regierung an dëst Parlament abruecht gëtt.

Mir hunn nach e Wee virun eis. A mir hunn hei an der Chamber iwwer Joren e Kampf geféiert - ech wëll dat elo net heroiséieren, mee ech wëll et awer illustréiere mat deem Begréff -, datt mer musse kucken, datt dat Parlament hei, wat net ganz vill Rechter huet am internationale Verglach, sech selwer ëmmer méi eescht hëlt, sech selwer vill méi konsequent ëm d'Pouvoire bemëit an déi Pouvoiren, déi et huet, och auslieft a lieft am Interessi vun der Demokratie hei am Land.

Dofir begréisse mer dee Virschlag, deen den Här Spautz hei gemaach huet. Et ass e wichtege Virschlag. Et ass net dee leschten, dee mer mussen op dësem Wee maachen, awer op jidde Fall huet en déi voll Ënnerstëtzung vun der ADR.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da geet d'Wuert un déi honorabel

Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt emol als Éischt ufänken an dem Här Marc Spautz Merci soe fir d'Initiativ vun dëser Propositioun, fir d'Chambersreglement ze änneren.

Och wann et op den éischte Bléck ausgesäit, wéi wann et just technesch Detailer wieren, déi geifen änneren, sou bedeit dësen Text awer eng substanziell Verbesserung vum Initiativrecht vum Deputéierten. An dëst implizéiert och eng Opwäertung vun der Roll vun der Chamber an domadder vun der parlamentarescher Demokratie.

An der Schoul gi mir geléiert, datt d'Chamber, de Legislateur, d'Gesetzer mécht an d'Regierung, d'Exekutiv, dës Gesetzer ëmsetzt. Dat ass d'Theorie. An der Praxis ass et awer esou, datt déi meescht Gesetzer vun der Regierung kommen an d'Parlament se zwar dacks ofännert a verbessert, mee d'Initiativ meeschtens bei der Regierung läit. All Deputéierten huet zwar d'Recht, eege Gesetzespropositiounen ze maachen, mee am Alldag lande se dacks am Tirang oder ginn net mat deem néidege Serië behandelt.

Wéi mir gëschter gekuckt hunn, wéi vill Propositions de loi um Rôle stinn, déi virun 10, 15 oder souguer 20 Joer deposéiert goufen an duerno einfach ouni Diskussioun a Vott an der Versenkung verschwonne sinn, do sinn eis bal d'Dronkenellen ausgaangen. Dësen Text, dee mir hei hunn an hoffentlech unanime unhuelen, ännert dës Praxis. Eng Gesetzespropositioun vun engem Deputéierten, egal ob Majoritéit oder Oppositioun, muss veréffentlecht ginn a bannent véier Wochen an der Kommissioun virgestallt ginn. Et muss e Rapporteur genannt ginn, a wann d'Avisen all do sinn, muss och e parlamentaresche Bericht gemaach ginn an hei an der Plenière zum Vott kommen.

Et ass fir mech schonns erstaunlech, datt dat net scho längst gängeg Praxis ass, mee zumindest huele mer dat elo mat dësem Text hei no a mir maachen dat, firwat d'Leit eis dobaussen och gewielt hunn. D'Chamber fänkt un, sech selwer serië ze huelen. Dat legislatiivt Initiativrecht vun de Gewielten ze stäerken, ass e Prozess, dee virun e puer Joer ugefaangen huet, andeems am Gesetz iwwert d'Reform vum Staatsrot festgehale gouf, datt de Conseil d'État och obligatoresch misst d'Propositioune vun den Deputéierten aviséieren. Domadder sinn d'Propositioune vun den Deputéierten op den zumindest theoreetesch selwechten Niveau gehuewe gi wéi d'Gesetzesprojete vun der Regierung.

Dëst hei ass ee weidere Schrëtt op deem richtege Wee, dee mir als déi Lénk natierlech ënnerstëtzen. Mee et ass, wéi gesot, e Prozess, deen nach net ofgeschloss ass, an d'Reglementskommissioun huet nach eng Rëtsch Froen ze klären, fir datt mir als Deputéiert eise Rôle an der Demokratie och effektiv wouerhuele kënnen.

Merci fir d'Wuert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir, mir allegueren sinn d'Legislativ. Mir all zesummen, all Deputéierten an all Deputéiert heibannen, sinn d'Legislativ. Mee wann ech mech hei esou ëmkucken, da kënnen heibanne wuel déi wéinegst behaapten, datt se an dëser Legislaturperiod - oder och an deene leschten zéng Joer - eng Gesetzespropositioun ageréecht hunn, geschweige denn, datt iwwert dës Propositioun och nach am Plenum ofgestëmmt gi wier.

Dat ass bei der Majoritéit verständlech, well d'Texter komme jo vun der Regierung; d'Regierungsbeamte schreiwe se a se ginn dann och an de Kommissioune prioritär behandelt, esou wéi et an eisem Reglement steet.

Mir Piraten hu vläicht an enger jugendlecher Euphorie, déi een eis jo gären noseet, schonn eng ganz Rei Propositions de loi agereecht, mee dat ass eigentlech net d'Reegel. Déi meescht vun eis heibanne maachen dat éischter rar. An datt d'Majoritéit dann natierlech Projet-de-loie méi séier aviséiert kritt, méi séier gestëmmt kritt, ass d'Reegel. Dat ass näischt Neies. Dat ass och keng nei Entwécklung. Nee, et ass eppes, mat deem een e bëssen esou geléiert huet ze liewen. An dobäi ass et awer eng geféierlech Situatioun, well u sech d'Gewaltentrennung tëscht Exekutiv a Legislativ seet, datt et d'Legislativ ass, bei där d'Originn vun den Texter sollt sinn. An et ass dës Legislativ, déi mer haut stäerken.

Mir begréissen duerfir dës Propositioun, déi zum Zil huet, den Traitement vun de Gesetzespropositiounen ze beschleunegen. Eng modern a participativ Demokratie brauch méi wéi eng Chamber, an där d'Majoritéit dat duerchsetzt, wat d'Regierung proposéiert.

Natierlech wäert dësen Text d'Gesetzespropositiounen net éischter gestëmmt kréien. Do maache mer eis näischt vir. Dat, wat mer awer doduerjer garantéieren, ass, datt se hei am Plenum, do wou se higehéieren, an der Ëffentlechkeet diskutéiert kënne ginn.

Et gëtt iwwregens nach e weidere Quack, an dat hu mer am Debat vun där heite Propos gesinn: Wann nämlech en Deputéierten - an dat huet de Kolleeg David Wagner, mäi fréiere Kolleeg David Wagner, nämlech och schonn dës Legislatur eng Kéier gewisen -, wann een nämlech als Deputéierte vun der Oppositioun seng Proposition de loi zréck an de Plenum kritt, wann een dann all d'Avisen an alles huet, muss een e Rapport schreiwen, deen an der Kommissioun majoritär ugeholl gëtt, wat dann zu där kokasser Situatioun féiere kann, datt een als Auteur-rapporteur hei steet an als Éischt als Rapporteur seet: „Also ech erzielen Iech elo dat, wat d'Kommissioun zu mengem Text zréckbehalen huet; iwwregens, d'Majoritéit seet, datt en net gestëmmt gëtt", an dann duerno d'Kap wiesselt an als Auteur vun der Propos erëmkënnt a seet: „Also ech géif awer gär derfir stëmmen, mee d'Majoritéit ass eeben anerer Meenung." Dat ass och eng kokass Situatioun. Do misst ee sech och eng Kéier d'Fro stellen, wéi een dat bei de Proposition-de-loie generell handhaabt, well et awer eng duebel Kap ass, déi net onbedéngt ëmmer fonctionéiert.

Ech fannen et awer gutt, wann dat heiten dozou féiere wäert, datt mer hei am Plenum méi heefeg iwwer Proposition-de-loie kënnen diskutéieren an datt mer se net, wéi elo grad vun der Madamm Cecchetti virgedroen, zéng Joer drop nach ëmmer um Rôle matschleefen. Ech mengen, do kéint een och eng Kéier eng Fréijoersbotz maachen an e puer Saache vum Rôle sträichen, déi manifestement keng Chance méi hunn, jee eng Kéier an de Plenum ze kommen. Mir wäerten dës Propos hei matstëmmen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert den Ännerungsvirschlag vum Chambersreglement 7786. Den Text steet am Document parlementaire 7786[1].

Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7786

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësen Ännerungsvirschlag eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

7. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

Ier mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour ginn, ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Laurent Mosar fir den Depot vun enger Motioun. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Laurent Mosar *(CSV), auteur*.- Jo, merci, Här President. Ganz schnell a ganz kuerz, well mer e laangen Ordre du jour hunn. Ech wollt hei d'Wuert froe fir den Depot vun enger Motioun. Et geet a sech drëm, den Investissement vu Privatleit an Entreprisen ze analyséieren, wéi een dee méi favorabel kéint gestalten.

Firwat déi Motioun? Mir wäerten an e puer Minutten iwwer e Projet de loi diskutéieren, deen a sech déi Mesurë fir Entreprisen am Kader vu Covid verlängert. An do ass eng ganz interessant Dispositioun dran - an de Rapporteur an déi verschidde Riedner wäerte sécherlech och dorop agoen -, nämlech, datt et soll an Zukunft vill méi einfach gi fir Banken, fir kënne Participatiounen an eenzelne Gesellschaften ze huelen, ganz besonnesch duerch Banken, déi selwer Kreditter par rapport zu esou Gesellschaften hunn. Dat ass a sech eng ganz gutt Saach, besonnesch an enger Postcovidstrategie, a mir begréissen déi Mesure.

Allerdéngs muss ee wëssen, datt mir am Moment hei zu Lëtzebuerg - an dat ass de Statec, deen dat seet -, eleng par rapport zu 2019 am Joer 2020 méi wéi 1,2 Milliarden zousätzlech Spuergutthaben op de Banken haten. Elo musst Der Iech emol virstellen, an engem Joer eng Progressioun vun 1,2 Milliarden! Do gesitt Der also dat Potenzial, wat eigentlech do op de Banke steet, wat net utiliséiert ass, wat ganz vill Entreprisen ..., an ech denken och haaptsächlech u Startuppen, awer och Entreprisen, déi am Moment vläicht net gutt dru sinn, déi frou wären, wa se och kéinten Hëllefen aus dem Privatsecteur kréien.

An duerfir wollt ech déi Motioun hei deposéieren, wou mir einfach emol nëmme froen, datt d'Regierung do soll eng Analys maachen, well et eis awer interessant schéngt, och e Recours op déi dote Fonge kënnen ze maachen, well mir si jo allegueren d'accord: Et mécht kee Sënn, datt déi Suen einfach do op Banke schlofen. An et mécht och kee Sënn - an, ech mengen, och do si mer d'accord -, datt all déi Sue just an Immobilie gestach ginn. Et wär och emol wichteg, datt déi reell Ekonomie kéint dovu profitéieren. An duerfir dës Motioun.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que via le projet de loi n° 7804, le Gouvernement entend faciliter les prises de participation et par conséquent l'injection de capital dans des entreprises par les établissements de crédit ou les entreprises d'investissement CRR ;

- considérant que cette mesure s'inscrit dans un contexte de stabilisation, voire de relance de l'économie ;

- souscrivant à l'objectif poursuivi ;

- estimant que l'épargne forcée des ménages et accumulée au cours de l'année 2020, que le Statec chiffre à + 1,2 milliards d'euros d'épargne supplémentaire par rapport à 2019, pourrait à cet égard constituer une source de financement complémentaire pour de nombreuses entreprises ;

- constatant que le Statec y voit en tout cas un important potentiel de rebond pour l'économie ;

- estimant qu'il importe dès lors d'inciter les ménages désireux de soutenir les entreprises lourdement impactées par la crise sanitaire actuelle ;

- estimant que la fiscalité de l'investissement privé pourrait constituer un levier à scruter dans ce contexte,

invite le Gouvernement

- à étudier la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises privilégiant ainsi également le recours aux fonds propres en lieu et place de l'endettement.

(s.) Laurent Mosar, Léon Gloden, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Mosar.

8. 7804 - Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;

4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Da kéime mer elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour: Dat ass de Projet de loi 7804 iwwer verschidde Bäihëllefen en faveur vu Betriber am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Haagen, dee scho prett ass.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur*.- Deen ass ëmmer prett, Här President.

(Hilarité et interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen *(LSAP), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'EU-Kommissioun setzt de Memberstaaten de Kader, ënner wéi enge Modalitéite se duerfen, am Aklang mat Artikel 107 vum EU-Traité, staatlech Hëllefen un d'Entreprisë ginn.

Den ieweschte Prinzip vun dësem Artikel 107 ass a sengem éischte Paragraf festgehalen: Staatlech Hëllefen duerfen ni zur Distorsioune vun der Konkurrenz tëschent Entreprisen am Bannemaart féieren. Dësen ieweschte Prinzip huet ëmmer Bestand, egal ob a Covidzäiten oder net a Covidzäiten.

Den drëtte Paragraf, Punkt b) vum Artikel 107 vum EU-Traité gesäit Ausnahme vir, am Fall wou d'Ekonomie vun der ganzer EU serië impaktéiert wier - dat ass momentan de Fall -, an opgrond vun dësem drëtte Paragraf huet d'EU-Kommissioun den 19. Mäerz d'lescht Joer an hirer éischter Kommunikatioun en temporairen Encadrement vun de Staatshëllefen en place gesat. Den 28. Januar dëst Joer huet d'EU-Kommissioun eng fënnefte Kéier hir Kommunikatioun ugepasst.

Wéinst der Hartnäckegkeet, mat där d'Covid-19-Pandemie eis Gesellschaft trëfft an och wéinst den ekonomesche Repercussiounen, déi domadder verbonne sinn, huet d'EU-Kommissioun den temporären Encadrement vun de Staatshëllefen ëm sechs Méint verlängert, op den 31. Dezember vun dësem Joer. Parallell dozou ass de maximale Montant vun de Staatshëllefe fir Entreprisen op Basis vun de Reegele vun der EU-Kommissioun vun 800.000 op 1,8 Milliounen eropgeschrauft ginn.

Et ass wichteg an och richteg, datt d'EU-Kommissioun determinéiert handelt an hire Kader un d'Evolutioun vun der wirtschaftlecher Situatioun reegelméisseg upasst, dëst ëmsou méi, well déi ekonomesch Auswierkunge sécherlech nach laang wäerten undaueren. Déi lescht Wochen hu mer kënne feststellen, datt den internationalen Handel staark beschiedegt ass duerch dës Pandemie. Net manner wéi 11 % vum Personal vu Containerschëffer däerfen zum Beispill net méi am Hafen uleeën, well, bon, 11 % vun de Leit, déi dorop schaffen, aus Indie sinn. A vu datt d'Pandemie do momentan am stäerkste ass, bedeit dat natierlech och, datt vill Natiounen hir Hafen zoumaache fir déi Schëffer.

Dëst féiert, nieft dem Unzéie vun der Konjunktur an den USA an a China, zu gréisseren Enkpäss vu Materialien an den ënnerschiddlechste Secteuren an Europa. Déi aktuell ekonomesch Lag an der EU bleift deemno ugespaant.

Dir Dammen an Dir Hären, am Laf vum leschte Joer huet d'Regierung verschidde Régimes d'aide op Basis vun temporären Encadrementer en place gesat: Ze nenne wieren an deem Kontext d'Gesetz vum 3. Abrëll 2020 par rapport zur Avance remboursable, d'Gesetz vum 18. Abrëll 2020 par rapport zum Regimm vun der Staatsgarantie an Héicht vu 85 % vum Prêt vun Entreprisen a finalement d'Gesetz vum 24. Juli 2020 par rapport zu de Subventiounen, fir Investissementer vun Entreprisen a Covidzäiten ze stimuléieren.

Dës dräi Regimmer sinn an hirer Natur an och an hirer Philosophie ënnerschiddlech, mee allen dräi Regimmer sinn awer kloer sollicitéiert an och benotzt ginn. De Volume vun de Staatsgarantië beleeft sech op iwwer 150 Milliounen Euro, wat 85 % vun den 176 Milliounen Euro u Prêten entsprécht, déi am Kader vum Gesetz vum 18. Abrëll 2020 vun de Banken accordéiert gi sinn. D'Avances remboursables hirersäits summéiere sech de Moment schonn op méi wéi 161 Milliounen Euro.

Mam Gesetzesprojet 7804, also dësem Projet de loi, wäerte mir d'Uwendung, d'Applikatioun vun den dräi verschiddenen Hëllefen, déi ech grad genannt hunn, ëm sechs Méint verlängeren. Domadder gëllen dës Hëllefen en faveur vun den Entreprisen also wéi gesot vum 30. Juni vun dësem Joer bis den 31. Dezember.

Wat d'Gesetz vum 24. Juli 2020 am Speziellen ubelaangt, wëll ech besonnesch ervirhiewen, datt de maximale Plaffong fir d'Hëllefe pro Entreprise vun 800.000 op 1,8 Milliounen eropgoe wäert. Dëst gëllt fir all Demand, déi nom Akraafttriede vun dësem Gesetzesprojet beim Wirtschaftsministère erakënnt.

An deem Kontext kann een iwwregens och soen, datt bis elo iwwer 66 Milliounen Euro u Subventioune fir Projete vun der Extensioun vun den Aktivitéite vun der energeetescher Effikassitéit oder vun der Innovatioun accordéiert gi sinn. Dës Subventioun gëtt effektiv debourséiert, soubal déi Facturen, déi den Demandeur hannerleet, och bezuelt gi sinn.

Beim Gesetz vum 24. Juli ginn och e puer Prezisiounen am Text virgeholl, zum Beispill d'Definitioun vun den Actifs corporels, déi méiglecherweis als admissibel Käschte kéinten ugerechent ginn.

Esou ginn am Artikel 2 an der Definitioun vun den Actifs corporels sämtlech Bienen ausgeschloss, déi un aner Acteure fir Sue verlount ginn.

An deem Sënn ass och ze bemierken, datt, fir d'Relance vun eiser Ekonomie weider kënnen ze ënnerstëtzen, den Artikel 4 eng Vereinfachung um Niveau vun der Injektioun vu Privatkapital a Societéite virgesäit. Kredittinstituter an Investitiounsfirmen kënnen eng qualifizéiert Prise de participatioun an e Kapital vun enger Societéit huelen, ouni datt de Regulateur am Virfeld säin Agrement duerfir muss ginn. Déi üblech Obligatioun vum Agrement duerch d'CSSF um Niveau vum Artikel 57 vum Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanzsecteur fält also ewech. Allerdéngs ass dës Vereinfachung fir d'Injektioun vu Privatkapital an Entreprisen un eng duebel Konditioun gebonnen: An zwar muss déi qualifizéiert Participatioun ënner 40 Millioune Euro leien a si muss och manner wéi 5 % vun de Fonds propres vum Acquereur ausmaachen. Gëtt ee vun deenen zwee Seuilen iwwerschratt, esou muss weiderhin den Agrement vum Regulateur gefrot ginn. An der Praxis wäert bei grousse Kredittinstituter als Éischt de Seuil vun de 40 Millioune gräifen, well se Fonds propres vu méi wéi 800 Millionen hunn, bei méi klengen Acquereure wäert deementspriechend fir d'éischt de Seuil vu 5 % gräifen.

D'Mobiliséiere vum Kapital en faveur vun den Entreprisen, déi nei Liquiditéite brauchen, ass sécherlech ee wichtegen Hiewel vun der Relance. De Staat huet - an dat ass och dat, wat mer an der Kommissioun sengerzäit diskutéiert hunn - awer schonns d'lescht Joer seng Responsabilitéit iwwerholl, andeems d'SNCI nieft Garantien an Héicht vun 200 Millionen Euro fir PMEen de Programm Financement spécial anti-crise lancéiert huet. Dëse Programm an Héicht vu 400 Millionen Euro - mat enger Hiewelwierkung bis 700 Millionen Euro - ass schonn am Kader vun der Presentatioun vum PSC (ndlr: Pacte de stabilité et de croissance) d'leschte Joer gemaach ginn, also am Kader vum PSC 2020.

D'SNCI ka bis zu 60 % vun den exceptionelle Finanzementer decken, déi aner 40 % vum Finanzement ginn iwwer eent vun deenen aacht Kredittindstituter assuréiert, déi sech involvéieren. Dorënner befënnt sech och d'Spuerkees. Och dat war en Theema an der zouständeger Kommissioun.

Dat gëtt mer och d'Stéchwuert, fir dorobber e bëssen anzegoen: Do ass d'Beispillfunktioun vun der Spuerkees ugeschwat ginn opgrond vun der Tatsaach, datt d'ëffentlech Hand hei zu 100 % Aktionär ass. Hei ass et wichteg ze ënnersträichen, datt et fundamental ass, datt d'Banken eis Ekonomie ënnerstëtzen an dëse schwieregen Zäiten a besonnesch déi Entreprisen, déi à la base en zolitte Geschäftsmodell hunn. Gläichzäiteg ass awer och an der Kommissioun kloer gesot ginn, dass d'Politik enger Spuerkees keng direkt Instruktiounen ze ginn huet. Grad well et sech ëm eng systeemesch Bank handelt, ass et kruzial, dass se d'Kapital eegestänneg an onofhängeg opgrond vun den objektive Krittären asetze kann.

Aussergewéinlech Situatioune wéi déi, déi mer de Moment hunn, fuerderen natierlech och Solidaritéit, besonnesch och an der Wirtschaft. Aus deem Grond ass et natierlech och gutt, datt mir den Artikel 4 matstëmmen. Opgrond vun deem Artikel 4, denken ech, ass elo och d'Motioun vum Här Mosar deposéiert ginn, dat hate mer och schonn an der Kommissioun ugeschwat, well een de Privatpersounen d'Injektioun vum Kapital an eng Entreprise, déi Liquiditéite brauch, an dësem Fall méi einfach mécht.

An deem Sënn wëll ech och betounen, datt eis bestoend Steierlandschaft dës Injektioune vu Kapital begënschtegt. Dat ass awer och fir ze soen, datt mir an där Philosophie net an enger Spekulatioun vu Profit à court terme sinn, mee datt dat och an deem Sënn ass, datt eng Participatioun op méi wéi sechs Méint op jidde Fall ugeschwat gëtt an datt d'Plus-value vu verkaafte Parten dann natierlech steierlech méi attraktiv gëtt. Ech mengen, dat ass mat dran an deem ganze Konzept oder an där ganzer Iwwerleeung, déi vun der CSV duerch déi Motioun hei deposéiert ginn ass.

Här President, de Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition-formellë gemaach. Et waren Avisen do vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, déi a mengem schrëftleche Rapport sinn, wou Der weider Detailer fannt.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Rapporter, dem Här Claude Haagen, villmools Merci a ginn d'Wuert un deen éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporter e grousse Merci soe fir säin ausféierlechen an detailléierte schrëftlechen an och mëndleche Bericht.

An dësem Projet de loi geet et jo drëm, Upassungen ze maachen un europäesch Normen, déi mer hunn, wat d'Dauer, wat temporär Kreditter ubelaangt an awer och gläichzäiteg, wat d'maximal Betrág ubelaangt, déi bis elo méiglech waren.

Mir begréissen ausdrécklech, dass d'Dauer vun der Uwendung vum Gesetz bis Enn 2021 verlängert gëtt, wat eng gutt Saach ass. An dat berouegt och vill Chefs d'entreprise, déi sech vill Gedanke gemaach hunn, wat elo op se zoukënnt, dass dat bis Enn des Joers weiderleeft.

Mir begréissen des Weideren och, dass an deem Kontext de maximale Plaffong vun 800.000 op 1,8 Millionen an d'Luucht gesat gëtt. Dat ass net evident, mee dat hëlleft awer verschiddene Betriber iwwert dat Schlëmmst ewech an et wäert och sécherlech derzou bäidroen, dass et net grad zu ze vill Faillitte kënnt - well och Faillitte wäerten duerno net ausbleiwen an och Faillitte wäerte mat sech bréngen, dass Aarbechtsplaze verschwannen. An dofir ass dat eng gutt Saach. Et ass besser, elo an d'Betriber ze investéieren, wéi dass mer herno mussen a Chômage investéieren.

De Projet de loi mécht et och méiglech, d'Prozedur bei de Kapitalinvestitiounen an engem Kredittinstitut méi interessant ze maachen. Dat ass schonn ausgefouert ginn.

Fir eis als CSV ass et awer och wichteg, an dat wëll ech eng Kéier ënnersträichen, dass ee sech och elo doriwwer Gedanke mécht, wat nach alles op eis zoukënnt. Mir hunn net manner wéi iwwer 40 Motiounen eraginn, mir hu parlamentaresch Amendementer eraginn, mir hu Proposition-de-loien eragi bei de Betribshëllefen, mee et war oft de Fall - dat war eng vun den Ursaachen, firwat ech déi Propositioun fir d'Ännerung vum Reglement vu virdru gemaach hunn -, dass den Avis zu deene Proposition-de-loien, déi mir gemaach hunn, eréischt koum, wa schonn an anert Gesetz do war, well eebe Projet-de-loie méi séier behandelt gi si wéi Proposition-de-loien. An et ass och elo nach eng Kéier - net hei bei dësem Ministère, mee beim Schwëster-ministère, bei de Classes moyennes - erëm esou eng Situatioun, wou eng Proposition de loi vun eis elo eréischt aviséiert ginn ass, nodeems d'Gesetz schonn eng Kéier verbessert gi war, well dat eeben och ze laang gedauert huet.

Fir eis ass et eebe wichteg, dass mer de Betriber hëllefen, a mer waren och der Meenung, dass d'Regierung deen Handlungsspillraum vill méi fréi vill méi hätt kënne gebrauchen, fir de Betriber do och schonn éischter kënnen entgéintzekommen. Et ass och fir eis wichteg, dat nach eng Kéier ze ënnersträichen: Hei geet et ëm d'Betriber, mee hei geet et och ëm déi Beschäftegt an hei geet et och ëm déi Familljen, déi dovu liewen.

A mir sollen eis alleguerten och eens sinn - wa mer dat eng Kéier fäerdegbréngen -, dank der Impfcampagne, déi jo elo en aneren Tempo kritt huet, dass et och eng Kéier géllt, de Bilan ze maachen; de Bilan ze maache vun all deem, wat geschitt ass, och vun all deem, wat vu Scholde komm ass, souwuel fir de Staat, mee awer och an de Betriber, a wéi et dann och wäert méiglech sinn, dass déi Geschäfter an déi Betriber liewensfäeg bleiwen. An do ass et och ganz wichteg, dass mer wachsam sinn als Parlament an dass mer de Betriber do net den Hals zoudréien.

Do denken ech och besonnesch un déi am meeschte betraffe Secteure wéi den Horeca, den Tourismus an och den Event-Secteur, wéi schwéier et fir déi war, fir de Kapp iwwer Waasser ze halen. An do géllt et och, deene Betriber duerno net vun haut op muer den Hals zouzedréien, wann d'Hëllefsperiod sollt eriwwer sinn a wann et dann drëm geet, déi Scholden zréckzebezuelen.

Et ass ze hoffen, dass, wann déi Gesondheetskris gläich eriwwer ass - oder hoffentlech! gläich eriwwer ass -, dass mer dann och kucken an e genaue Bilan maachen, wat déi eenzel Mesurë bruecht hunn; wat déi eenzel Mesurë bruecht hunn am Ekonomeschen, awer och, wat déi eenzel Mesurë bruecht hunn als finanziell Konsequenzen op déi jeeweileg Secteuren, op de Staatsbudget an och, wat dat alles nach mat sech bréngt an deenen nächste Méint a Joren, well et géllt, och do de Grondsteen ze leeën, dass déi Betriber produktiv kënne schaffen no där Kris.

A mir mierke jo schonn, wann een nëmme kuckt, wat elo lass ass am Bau, wat do fir eng Präisentwécklung ass, well net séier genuch Material erbäikënnt - déi nächst Branche, déi dovu betraff ass, ass den Automobillsecteur, well esou kleng Chippen net méi séier genuch erbäikommen, fir dass do d'Produktioun leeft, fir dass och do d'Vente erëm ka weidergoen -, dass et awer, och wa mer Liicht um Enn vum Tunnel gesinn, nach eng Zäitche wäert daueren, bis mer zur Normalitéit zréckfannen an dass et och doréms geet, mat de Betriber dann an där néideger Rou déi Diskussiounen ze féieren.

An ech wëll nach eng Kéier drun erënneren: Duerfir hate mer jo och elo e Rappel un d'Regierung gemaach, fir elo schonn eng Tripartite zesummenzeruffen, fir do och mat de Sozialpartner kënnen doriwwer ze schwätzen.

Zum Artikel 4 an zu där Motioun, do ass mäi Kolleeg, de Laurent Mosar, schonn drop agaangen an och den Här Haagen huet schonn e Wuert dozou gesot. Ech mengen, dass et fir eis och wichteg ass, dass dat matberücksichtegt gëtt.

A mat all deene Remarken, déi ech elo gemaach hunn, géif ech awer den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet ginn an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Marc Spautz villmools Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här André Bauler.

M. André Bauler *(DP)*.- Merci, Här President. Meng Virriedner hunn et scho gesot: Et gesäit een effektiv, dass e gewëssenen Optimismus sech verbreet an der Gesellschaft an an der Wirtschaft, well duerch den Impfstoff komme mer an eng Perspektiv, wou mer wëssen, dass et warscheinlech 2022 an 2023 erëm besser ausgesäit, wirtschaftlech a sozial. An awer, mir sinn duerch déi Pandemie elle geréselt ginn, gesellschaftlech souwisou, mee eeben och ekonomesch. An duerfir musse mer eis Betriber, deene klengen an deene groussen, hëllefen.

Dat geschitt mat deenen Aiden, déi elo haut iwwert dëse Wee ugepasst ginn. Meng Virriedner hunn dat op eng flott Manéier gewisen, wéi se gesot hunn, dass een dat Soziaalt an dat Ekonomescht net däerft dissociéieren, net däerf trennen, well - wéi ech ëmmer esou schéi soen -: „Et baut ee kee soziaalt Paradäis op en ekonomesche Kierfecht." An duerfir musse mer eis Betriber ënnerstëtzen.

Dat geschitt duerch déi Hëllefen, déi de Franz Fayot elo hei mat eis zesummen an d'Weeër wëllt leeden. Ech wëll awer och drun erënneren - an ech gesinn hei d'Presidentin vun der Mëttelstandskommissioun -, dass de Mëttelstandsminister Lex Delles ëmmer an der zouständeger Kommissioun gesot huet, dass, wann Hëllefen noutwendeg sinn, verlängert musse ginn a verbessert musse ginn, d'Regierung dat selbstverständlech wëllt maachen.

Duerfir begréisse mer natierlech, wéi vill anerer hei am Parlament, dass dës Hëllefen ugepasst ginn - ugepasst souwuel, wat d'Demande ugeet, wéi och, dass se an der Zäit verlängert ginn -, am Interêt vun der wirtschaftlecher Infrastruktur vun eisem Land an domadder och zum Wuel vun deenen, déi een déi schaffend Leit nennt, an domadder och zum Erhalt vun diversen Aarbechtsplazen.

Dat gesot, ginn ech natierlech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här André Bauler. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schlussendlech ass Lëtzebuerg vill besser duerch d'Kris komm, wéi mer eis dat nach virun enger Rei Méint virgestallt haten, a virun allem vill besser wéi de Rescht vun der EU: „Just" - ënner Gänseféiserchen - eng Decroissance vun 1,3 % am Krisejoer 2020. D'EU-Moyenne war minus 6,1; just Litauen huet nach besser wéi Lëtzebuerg ofgeschnidden. A fir 2021 gesäit et esou aus, dass eis Ekonomie nees ëm 4 % wiisst. D'EU-Moyenne ass e wéineg méi héich, mee wann Der net esou déif faalt, da kënnt Der och net esou schnell erëm vu wäit eropkommen.

Mer däerfen awer dobäi net vergiessen, dass dës Zuelen net weisen, wéi ënnerschiddlech d'Situatioun a verschiddene Secteuren hei am Land ass. 4 %, dat ass nun emol dat, wat ënnert dem Stréch erauskënnt. A mir wëssen et all heibannen,- de Finanzsecteur ass schonn ugeschwat gi virun e puer Minutten -, virun allem kënnt dëst gutt Resultat zustanen duerch de Finanzsecteur, dee weider schaffe konnt wärend der Kris. Mee eng Rei aner Secteure sinn an enger ganz anerer Situatioun. Fir déi Secteuren an hirer Reprise ze ënnerstëtzen, ass et nun emol wichteg, dass dës Aiden den Entreprisen hëllefen, hir temporär Liquiditéitsengpäss ze iwwerwannen.

Et ass also gutt, dass mer déi mat dësem Gesetz weider oprechterhalen an dat bis zum Schluss vun dësem Joer, géif ech emol soen. Duerno kucke mer weider, oder op europäeschem Niveau.

Bei den Aides remboursables an och bei de staatleche Garantië goufen am Ganzen iwwer 300 Millionen accordéiert. Mee de Regimm vun den Investitiounshëllefen ass nach zimmlech hannendran: Ok, Aidë fir knapp 40 Millioune goufen accordéiert bis Enn 2020 - just 2 Millioune goufe bis haut ausbezuelt. De Minister Fayot kann eis vläicht déi lescht Zuele ginn, wou mer do dru sinn.

Mee dowéinst begréisse mir Gréng déi staark Erhéijung vum Plaffong vun der Hëllef op 1,8 Millionen a mir hoffen, dass dëse Regimm doduerch vill méi attraktiv wäert ginn. Grad an deen nächste Méint, wärend deene sech déi sanitär Situatioun weider verbessere wäert, op d'mannst hei an Europa, ass et wichteg, dass d'Betriber vill investéieren an doduerch d'Relance ukuerbelen.

D'Ekonomie relancéieren, andeems mer d'Entreprisë weider ënnerstëtzen, och a puncto Investitiounen an Erweiderung vun hiren Aktivitéiten, dat bedeit jo och d'Schafe vun neien Aarbechtsplazen. D'Verlängerung vun den Hëllefen ass also och eng Investitioun, déi de Leit zeguttkënnt, déi fir de Moment am Chômage sinn an déi et méi schwéier hunn, eng Aarbecht ze fannen, vu d'Konjunktur.

Wichteg ass an eisen Aen, dass d'Banke an der Relance och eng Roll musse spillen, genau sou, wéi se et bis elo an der Kris gemaach hunn, zum Beispill, wéi se am Ufank vun der Kris den Entreprisë Moratoiren op hire Kreditter accordéiert hunn. A jiddwereen heibannen huet dat matkritt an dem Secteur vun de Banken ass schonn oft Merci gesot ginn, dass se do zevirkommend waren.

Dofir ass d'Mesure an dësem Gesetzesprojet, fir et zum Beispill Investitiounsbanken, mee och deene sechs Banken a besonnesch der Spuerkeess, méi einfach ze maachen, Kapital an Entreprisen ze injizéieren. Eng Participatioun ze huelen, ass och eng richteg Mesure - eng Klammer: Ech hunn dat a mengem beruffleche Liewen ëmmer vermësst an ech hu vill Betriber kannt, deenen dat guttgedoen huet -, allerdéngs hunn all d'Banken eng kloer Responsabilitéit, fir aus déser Relance eng Chance fir de Financement vun der ekologescher Transitioun ze maachen. Amplaz klimaschiedlech Aktivitéiten ze finanzéieren, mussen och si onbedéngt an Zukunftstechnologien investéieren an d'Betriber, mat deene se zesummeschaffen, a Richtung méi Nohaltegkeet pushen. Ech weess, et ass net evident fir d'Banken, well net ëmmer den néidegen Knowhow do ass, wéi se mir et schonn des Éftere soten.

Et geet awer ëm de Prinzip vum Responsible Banking. Hei ass en Zitat aus enger Ried vum leschte Joer, déi ech op dëser Plaz gehalen hunn: „D'Banke musse sech an Zukunft besser opstellen an déi néideg Kompetenzen entwéckelen, fir d'Entreprisen dobäi ze begleeden, hir Businessmodeller nohalteg ze gestalten a méi resilient géint Schocken ze sinn - Stéchwuert: Responsible Banking. Dës Virstellung iwwert d'Roll vun de Banken ass net a mengem Gaart gewuess, mee ass vun der EBA an der BEI kloer thematiséiert ginn, gradwéi vun der UNEP-Finance-Initiative, an och net eréischt elo, mee ganz kloer 2019." Also och virun der Coronakris waren d'Erausfuerderunge schonns bekannt, deenen eis Banke sech stelle sollen, fir bei der Transitioun eng Hand mat unzepaken.

Mir kënnen eis keng Relance à tout prix leeschten, déi just drop aus ass, de PIB kuerzfristeg an esou séier wéi méiglech nees no uewen ze drécken. Wat mer elo brauchen, ass en Ëmdenken a geziilt Investitiounen an d'Ekonomie vu muer. Et geet elo drëm, déi nohalteg Transitioun vun eiser Ekonomie virunzebrénge mat Innovatioun, mat Investitiounen an erneierbar Energien a mat manner Ressourcëverbrauch. Esou schütze mer net just de Klima, mee mir schafen op déi Aart a Weis och gutt a sécher Aarbechtsplaze fir d'Zukunft.

Nieft all den Neistarthëllefe sinn duerfir och d'Hëllefe fir nohalteg Investissementer, déi duerch dëse Gesetzesprojet erhéicht a verlängert ginn, e wichtegen Outil, dee mer an Zukunft weider ausbaue sollen. Dës Positioun vun eis Gréngen hunn ech zejoert scho beim Gesetz iwwert d'Staatsgarantië vertratt, wou mer och iwwert déi gréng Relance geschwat hunn. Deemno: Wat ech virun engem Joer gesot hunn, bleift méi wéi jee aktuell.

Op dëser Plaz merci dem Claude Haagen fir säi klore schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech den Accord vun der gréngen Fraktioun.

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen deem Här Margue Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och vläicht just e puer Iwwerleeunge maachen hei bei déi vill gutt Rieden, déi scho gehale goufen, well ech mengen, et ass wierklech scho ganz vill gesot ginn.

Ech wéilt och vläicht ufänken, dem Här Haagen Merci ze soen, en huet wierklech e ganz komplette Rapport hei virgedroen.

Vläicht e puer Iwwerleeungen. Dat Éischt ass, wéi laang sollen déi Hëllefen un d'Betriber gëllen? Hei ass sech felicitéiert ginn, datt dat elo ka bis Enn vum Joer praktesch gemaach ginn. Mee dat ass net d'Positioun vun der ADR. Mir hunn ëmmer gesot: Déi Hëllefe sollen esou laang ausbezuelt ginn - op d'mannst esou laang ausbezuelt ginn! -, wéi de Staat d'Betriber drun hënnert, ënner normale Konditiounen ze schaffen! Dat ass d'Verantwortung vum Staat! De Staat gräift an, en hënnert d'Betriber op verschidde Manéieren drun, hir Aktivitéite esou kënnen ze ausféieren, wéi si dat wëllen. An esoulaang de Staat do an déi fräi Ekonomie agräift, huet en eng Verantwortung, fir weider ze ënnerstëtzen. Dat léisst sech u sech net un engem Datum festmaachen, dat léisst sech just dorunner festmaachen,

wéini de Staat et erëm erlaabt, datt d'Ekonomie ka fräi fonctionéieren. Esoulaang sollen déi Hëllefen ausbezuelt ginn, a selbstverständlech op eng grouss a generéis Manéier.

Déi zweet Iwwerleeung ass déi europarechtlech. Ech mengen, et ass jo hei ëmmer gesot ginn, mir missten op europäeschem Niveau kucken an esou weider, fir dat ze maachen. Ech sinn absolutt net iwwerzeegt, datt dat wierklech déi richteg Interpretatioun vum Artikel 107 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ass.

Vläicht e puer Wierder Erklärung: Dat europäescht Konkurrenzrecht huet als But, Distorsiounen am Bannemaart ze verhënneren. Dat ass den Objet. Ech mengen, mir kënnen net als Member vum Bannemaart hei Moossnamen huelen, déi Betriber an anere Staate géife schueden. Mee wéi wäit géif dat iergendengem schueden, wa mir hei e Café, e Restaurant oder en Hotel ënnerstëtzen? Dat ass schonn eng Konstruktioun, déi relativ wäit geet, fir dat ze soen. An et muss een einfach soen, datt, wann een den Artikel 107 vum Traité sur le fonctionnement liest, datt et ganz kloer ass, datt do just d'Distorsioun vum Bannemaart viséiert ass, a wa mir Moossnamen huelen, déi dat net als Effet hunn, ass u sech keng Dispositioun, déi eis dorunner hënnert, zemools well den Artikel 107 och virgesäit, datt e Staat duerchaus kann agräifen am Fall vun enger Calamité naturelle. An ech mengen, datt een hei ouni grouss Fantasie kann eng Krankheet, wéi elo zum Beispill e Virus, d'Expansioun vun engem Virus, als Calamité naturelle interpretéieren, wat also souwisou erlaabt ass nom Artikel 107 vum Traité sur le fonctionnement.

Dofir, dat Argument, datt mer ëmmer mussen op Europa zréckgräifen, fir do d'Erlabnis ze kréien, fir dëst oder dat däerfen ze maachen, ech wëll dat wierklech a Fro stellen. Ech mengen, et ass scho verwonnerlech, wa mer vun der Horesca oder vun anere klengen Associatiounen hei am Land - also, fir eis ass et eng grouss Associatioun, mee et ass elo europawäit keng ganz wichteg Associatioun -, erkläert kréien, datt d'Regierung am Dialog mat esou Verbänn, Associatioune seet: „Jo, dat geet net, mir kënnen lech net méi hëllefe wéinst dem Artikel 107 vum EU-Vertrag." Dat ass warscheinlech eng Excuse vun der Regierung, dat berout net op enger korrekter Interpretatioun vum europäesche Recht.

Dann ass hei och nach geschwat ginn, och vu mengem Virriedner, iwwert déi ekologesch Transitioun. Jo, gutt, eng ekologesch Transitioun ass sécher sënnvoll, wann - an dat, mengen ech, ass och wichteg fir Betriber wéi d'Banken oder anerer, déi awer Exigenzen hu vu Profitabilitéit, vu Rentabilitéit, dat ass eeben an eisem Wirtschaftssystem esou de Fall - se och vu sech aus iwwerzeegt sinn a géintiwwer hiren Aktionäre kënne vertrieden, datt Investissementer an déi Beräicher ekonomesch fiabel sinn. Esou fonctionéiert eis Ekonomie. An ech muss soen, datt mer relativ gutt mat deem System fonctionéieren, wann ech e mat all anerem Wirtschaftssystem op der Welt vergläichen. Et ass sécher kee perfekte System, mee en ass esou gutt, datt mer hei am Land an engem gewëssene Wuelstand kënnen existéieren. Esou schlecht kann en also net sinn!

Wien also an déi fräi Wirtschaft agräift a probéiert - wéi dat massiv a leschter Zäit de Fall ass -, hei d'Investissementer vun der Ekonomie an déi fräi ekonomesch Aktivitéiten esou ze kanaliséieren, datt de politeschen Drock op verschidde Wirtschaftssecteuren esou grouss gëtt, datt se sech praktesch politesch obligéiert fillen, a verschidde Secteuren ze investéieren oder a verschidde Pabeieren ze investéieren, ouni datt d'Konditioune vun der Rentabilitéit erfëllt sinn, deen hëlt och eng politesch Verantwortung.

An ech wëll zum Beispill just op déi Kris vun de Subprimes an Amerika verweisen, déi haaptsächlech verursaacht gouf duerch politesch orientéiert Decisiounen an den Agrëff vun der Politik an den normale Fonctionnement, an déi normal Konditiounen, déi am Bankesecteur gegollt hunn.

Wësst Der, et ass net ëmmer einfach, politesch Verantwortung ze droen. Mee eng vun de Charakteristike vun der politescher Verantwortung ass, ze wëssen, wou déi Muecht, déi een huet, soll limitéiert sinn, ze wëssen, wat sënnvoll ass, wat responsabel ass a wou d'Politik sech besser eraushält an d'Ekonomie gewäerde léisst!

An ech mengen, mir mussen hei e klore Message ginn: Mir sinn net do, fir an dee leschte klengen-Detail vun der Ekonomie anzegräifen. Mir sinn do, fir e Kader ze schafen, an deem eis ekonomesch Akteure sech kënnen esou deployéieren, datt si an den Exercice vun hirer ekonomescher Verantwortung eis Gesellschaft mat no vir brénge kënnen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz ginn also d'Covidaidë bis Enn des Joers verlängert. An d'Limitt, wat de Staat un en eenzege Betrib ka verginn, gëtt mat 1,8 Millioune méi wéi verduebelt.

D'EU-Kommissioun hat schonn am Januar hiren Ok ginn, fir genau dës Verlängerung bis Enn des Joers ze maachen. Ech hat dowéinst och schonn am Januar eng Motioun deposéiert, fir d'Bäihëllefe bis den 31. Dezember ze verlängeren an esou de Betriber mëttelfristeg méi Previsibilitéit ze ginn. Déi Motioun war zwar deemools ofgeleent ginn, mee mir si frou, datt d'Verlängerung dann elo trotzdeem kënnt.

Leider gouf awer och bei dësem Text dee vun der EU virgesinne Kader nach net ganz ausgeschëpft, mee d'Kolleege vun der CSV sinn do jo mat enger Proposition de loi drun, a mir kucken, wéi déi dann diskutéiert gëtt.

Mir Piraten géifen endlech gär gesinn, datt et méi séier geet mam Ausbezuelen. Mir bräichten eng verbindlech Zäitlimitt, déi bestëmmt, wéi vill Zäit den Demandeur ab deem Moment, wou e seng Dokumenter all agereecht huet, maximal muss arechnen, bis d'Suen dann och um Kont ukommen.

Mir hunn d'Dauer vun deem Prozess schonn heefeg kritiséiert, d'Zäit, déi tëscht dem Areeche vun enger Demande an dem Moment, wou d'Suen dann endlech um Kont vum Demandeur sinn, vergeet.

D'Leit mussen hir Sue rechtzäiteg kréien an net eréischt Méint, nodeems se hir Demande agereecht hunn. D'Rechnunge musse bezuelt ginn, wa se an d'Haus flatteren an net eréischt zwee Méint méi spéit.

Mir Piraten hunn eis zwar, wéi warscheinlech jiddwereen heibannen, iwwert déi rezent Ouverturen am Sport, am Evenementiel an am Horeca gefreet. Dës rezent Ouverturë sinn awer, wéi mer an deene leschten Deeg och an der Press gelies hunn, nach keng Garantie fir en Akommes fir déi Betraffen an dëse Secteuren.

Den Horeca-Secteur huet an deem Kader scho mat genuch Onsécherheeten ze kämpfen. D'Betriber brauchen dës Aiden, well wien eng Rechnung bei engem Fournisseur net bezuelt, kann oft och keng weider Bestellunge beim nämmlechte Fournisseur maachen. An dann ass de Betrib vill méi séier erëm zou, wéi en opgaangen ass.

Et ass och nach net ofzegesinn, wéi vill Leit sech no sechs Méint Zwangsschléissung a mat Schnelltestflicht an deenen nächste Wochen a Méint an de Restauranten a Caféen erëmfanne wäerten. Et ass och nach net gesot, wéi vill Leit an noer Zukunft wëllen u Concerten oder soss Evenementer deelhuelen. Mir hoffen natierlech all op eng séier Relance. Mee de Staat muss dëse Secteuren och weiderhin e Sécherheetsnetz spanen, falls et e puer Wochen oder Méint sollt daueren, bis d'Clienten erëmkommen.

Ech wëll hei kee pessimistescht Bild opzeechnen, keng schwaarz Wolleken um Horizont gesinn. An awer denken ech, datt een an dësem Fall nieft dem Sonnebrëll vläicht awer och direkt e Prabbeli sollt mat apaken an op dat Schlëmmst sollt virbereet sinn, och wa mer alleguerten zesummen op dat beschte Wieder hoffen. De Staat muss hei prett sinn, fir déi Betriber opzefänken, déi mussen opgefaange ginn.

An un d'Eegekapital ze goen ass eng gutt Pist, mee et ass och keen Allheelmëttel, well et ass sécher eng Pist, déi net fir jiddwereen an all Situatioun applikabel ass an och net an all Betrib an all Situatioun sënnvoll ass. Et gëtt Betriber, fir déi ass et immens interessant, eng Eegekapitalaugmentatioun ze maachen, amplaz sech ze verscholden. An da gëtt et aner Betriber, wou et engersäits fir de Betrib oninteressant ass an anerersäits och fir den Investor ganz oninteressant ka sinn. Ech mengen, datt dat eng ganz nuancéiert Diskussioun ass, déi mer awer onbedéngt féiere sollten.

Här President, mir brauchen Aiden, déi séier ausgeschott ginn a méiglechst keen duerch d'Netz fale loossen. Mir brauchen Aiden, fir och weiderhin eng Faillitewell ze vermeiden a fir Aarbechtsplazen ze sécheren, well wéi verschidde Kolleege virdru gesot hunn: „Et ass besser, mir investéieren elo an d'Weiderexistenz vun de Betriber, wéi herno Chômage mussen ze bezuelen."

Duerfir maache mer hei nach emol den Appell fir eng méi kloer Zäitlimitt an da fir d'Ausschëpfe vun de Limitten, déi d'EU eis virgëtt.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt emol e grousse Merci un de Claude Haagen, de Rapporter, fir säi ganz komplette Rapport zu dësem Projet de loi. Et ass ganz vill gesot ginn. Och merci all de Virriedner, déi hei intervenéiert hunn. Ech mengen - a mir hunn d'Ëfteren am leschte Joer heiriwwer diskutéiert -, et war wichteg fir d'Stabiliséierung vun eiser Ekonomie, dass mer d'lescht Joer am Mäerz an och duerno am Mee esou schnell déi Stabiliséierungspäck do adoptéiert hunn, fir justement kënnen ze intervenéieren, fir d'Betriber ze stabiliséieren, fir eisen Tissu économique kënnen an dëser Kris ze begleeden.

An et ass och weiderhin extreem wichteg, dass mer d'Sortie de crise begleeden, awer och orientéieren. An de Claude Haagen ass op déi verschidden Instrumenter agaang, déi mer heimadder prolongéieren am Kader vun deem europäesche Framework. An dobäi sinn allen dräi Instrumenter extreem wichteg, alle véier éischter. Ech ginn nach kuerz méi prezis op déi verschidde Mesuren an, mee et ass eng, déi ganz besonnesch wichteg ass, an och dovun ass scho vun e puer Virriedner geschwat ginn: Dat ass déi Neistarthëllef, déi mer agefouert hunn am Juli d'lescht Joer.

Ech hunn dat schonn e puermol hei gesot, déi Neistarthëllef hat en immense Succès. Do sinn am ganze 66 Milliounen Euro accordéiert ginn. 219 Projete vun Entreprisen, déi alleguerten a Richtung vun där grénger nohalteger Relance ginn, vun enger méi digitaler Relance, vu Kreeslafwirtschaft, wou mer wierklech d'Potenzial ausgeschëpft hu vun deem europäesche Kader, fir nach méi staark Aiden ze ginn, fir d'Intensitéit vun den Aiden eropzeschrauwen, wa Betriber, wéi gesot, a méi digital Prozesser, a besser, méi ëmweltfrëndlech Produktiounsprozesser mat manner Emissiounen, mat méi Kreeslafwirtschaft investéiert hunn.

Mir gesinn unhand vum Succès vun deem Instrument, dat mer elo nach weiderféiere bis Enn des Joers, dass d'Entreprisen hei zu Lëtzebuerg optimistesch an d'Zukunft kucken an dass se wëllen innovéieren an dass se wëlle méi nohalteg ginn, dass se wëllen hir Prozesser dekarboniséieren.

An, Här Kartheiser, ech mengen, et ass och erkannt ginn, dass d'Diktat vun der Renditt eleng net méi deen eenzege Krittär ass, fir Investissementer ze maachen. Ech mengen, et ass erkannt gi vu ganz villen Entreprisen hei zu Lëtzebuerg an och vun Investisseuren, dass eng dekarboniséiert Ekonomie, eng nohalteg Ekonomie de beschte Garant ass fir d'Kompetitivitéit vu muer. Dat ass keen Investissement à fonds perdus, dat ass en Investissement an d'Zukunft. An d'Entreprisë wëssen, dass se, fir muer op Marchéen ze bestoen, musse Produiten hierstellen, déi niddreg sinn am CO_2, déi op eng gréng Aart a Weis produzéiert ginn: Grénge Stol, gréngen Aluminium, gréngen Zement, alles dat, dat ass déi Transitioun, an där mer dra sinn an déi accompagnéiere mer duerch déi Neistarthëllefen, déi mer heimadder och prolongéiert hunn.

Et ass och des Ëfteren hei am leschte Joer gesot ginn, dass déi Hëllef, déi Garantie d'État am Fong e retentissante Flopp wier. Haaptsächlech den honorabelen Deputéierte Mosar huet dat des Ëftere mat gusto hei widderholl. Abee, et gesäit een, an ech hunn dat e puermol gesot, dass dat eng Mesure ass, déi eréischt zu méi engem spéiden Zäitpunkt gegraff huet.

Mir hunn haut, de Claude Haagen huet dat nach eng Kéier rappeléiert, eng 150 Milliounen Euro, déi garantéiert gi si vum Staat op Prêten, déi vun deene siwen, aacht Banken do ausgi gi sinn un Entreprisen. Dat ass e considerabele Montant. Och dat weist, dass dat Instrument benotzt ginn ass vun Entreprisen, déi sech vläicht an enger éischter Phas mat deenen Avances remboursables agedeckt hunn, déi sech och iwwer Direkthëllefen iwwer Waasser gehalen hunn an déi duerno op déi Prêt-garantien do zréckgegraff hunn, fir, jo, och an hir Entwécklung ze investéieren, fir sech weider an Zukunft auszebauen. Dat heescht, och dat ass eng Mesure, déi gutt fonctionéiert huet, déi mer och heimadder nach weider wäerte fortféieren.

D'Instrument vun der Prise de participation ass och ugeschwat ginn. Jo, ech mengen, dat wär e ganz interessant Instrument an et ass gutt, dass mer dat maachen, dass mer de Banken d'Méiglechkeet ginn, fir en exception vun där Dispositioun oder vun eisem Gesetz iwwert de Finanzsecteur kënne Participatiounen ze huele vu bis zu 5 % oder bis zu 40 Milliounen Euro, ouni dass se domadder tangéiert sinn ënnert dem Reglement iwwert d'Kreditexigenzen.

Dat ass e gutt Instrument an ech mengen och, dass déi Motioun, déi Der eraginn hutt, am Fong eng interessant Pist ass. Ech si ganz bei lech, dass et interessant wär, déi forcéiert Epargne, déi zesummekomm ass wärend där Zäit - net nëmme bei eis, ech mengen, a ganz ville Länner ass dee Phenomeen constatéiert ginn -, ze mobiliséieren, fir an d'Realwirtschaft ze investéieren, fir an déi lokal Realwirtschaft kënnen ze investéiere plutôt wéi zum Beispill an de Steen, wou se eise schonn ugespaanten Immobiliemarché nach weider géif unhëtzen.

Ech mengen awer, dat ass eng Iddi, déi iwwregens och an d'Richtung geet vun enger Reflexioun, wéi mer eise Regimm iwwert de Capital risque méi attraktiv kënne maachen. Dir wësst, dass mer do als Regierung och driwwer nodenken, wéi mer kënnen Incitative schafen um steierlechen Niveau, fir Investisseuren, Fongen, awer och privat Leit ze encouragéieren, fir a jonk, innovativ Entreprisen ze investéieren.

Dat hei geet e bëssen an déi selwecht Richtung. Ech fannen déi Iddi interessant, ech mengen awer, an ech géif hei déi Propositioun maachen un d'Chamber, dass déi Motioun am Fong éischter an d'Cofibu gehéiert. Ech géif also proposéieren, fir se dohinner ze verweisen, fir dass se do kann diskutéiert ginn, well ech mengen och, dass se an déi Diskussioun passt, an déi méi large Diskussioun iwwert d'Fiskalitéit, wou d'Cofibu jo och e Rapport preparéiert. Ech mengen, dass dat heiten eng vun deene weidere Mesuren ass, wou mer kënnen effektiv vun der Sortie de crise profitéieren, fir déi Epargne, déi Erspuernesser an déi richteg Richtung ze orientéieren. Mee wéi gesot, ech mengen, dat ass eng Diskussioun, déi an d'Cofibu gehéiert. Voilà, dat wär déi Propos, déi ech lech géif heizou maachen.

Voilà, wéi gesot, ech soen nach eng Kéier Merci fir deen interessanten Debat an ech freeë mech och hei iwwert déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot. Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools merci, Här President. Ech wollt kuerz nach eng Kéier op déi Bemierkung vum Här Minister Fayot agoe mat der grénger Transitioun. Mir hunn näischt dergéint, Här Minister Fayot, wann eng Entreprise vu sech aus decidéiert, fir an deen do Secteur ze investéieren. Mir hunn eppes dergéint, datt d'Ekonomie politiséiert gëtt.

An ech muss soen, Här Minister, zënter datt Dir Wirtschaftsminister sidd, héiere mer zwar vill Klengegkeeten, awer keng grouss Visioun fir déi Lëtzebuerger Ekonomie. Hu mir eppes vun lech héieren, zënter datt Dir Minister sidd, iwwert d'Reindustrialiséierung vum Land oder déi Konsequenzen, déi mer aus der Covidkris sollen zéien? Hu mir eng Visioun héiere vun lech, wéi Dir lech d'Ekonomie zu Lëtzebuerg virstellt an Zukunft?

(Brouhaha)

M. Pim Knaff *(DP)*.- Dat ass hors sujet, dat do.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Wësst Der, Här Minister, et geet net duer, …

(Coups de cloche de la présidence)

… et geet net duer, den Entreprisen iwwer Liwwerkettegesetzer, iwwer dauernd nei Contrainten, iwwer Économie circulaire an aner gutt Iddie permanent Restriktiounen opzeerleeën, dauernd nei Fuerderunge politescher Natur opzeerleeën a keng Visioun fir d'ekonomesch Zukunft vun eisem Land ze hunn a keng Perspektiv, wéi eis Ekonomie ka fräi fonctionéieren, wéi dat sech kann entfalen an Zukunft.

Mir hate fréier Politiker, déi hunn dat gemaach, an dofir ass et haut nach ëmmer gutt an eisem Land, well mer en Tissu économique hunn, dee sech iwwert d'Jore bewäert huet. Mee mat lech a mat Äre Parteien, muss ech soen, si mer an engem Vide.

Merci.

M. Pim Knaff *(DP)*.- Jo, a mat lech ass ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An d'Wuert geet zréck un den Här Wirtschaftsminister.

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- Bon, ech si ganz entspaant. Ech mengen, den Här Kartheiser lauschtert mir net gutt no. Dat wonnert mech net weider vun him. Ech gesi just, dass den Här Kartheiser en ekonomeschen, wirtschaftlechen Dinosaurier ass. En ass ganz no bei de Bolsonaroen a bei den Trumpe vun dëser Welt, ...

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*.- … awer leider mat där klenger Differenz, dass mer an engem miniklengen oppene Land sinn, enger vun deenen oppensten Ekonomien an der Welt. An déi Visioun, déi ech hu fir eis Ekonomie, Här Kartheiser, déi ech hei schonn oft widderholl hunn, dat ass d'Visioun vun enger nohalteger Ekonomie, déi no vir kuckt, déi digitaliséiert ass, déi méi gréng ass, déi dekarboniséiert ass, an et ass mat deenen Instrumenter, déi mer schonn hunn - an déi mer scho laang hunn! -, wou mer probéieren, d'Ekonomie an déi Richtung ze bréngen duerch Hëllefen, Investissementshëllefen am Beräich vun der Fuerschung, vun der Recherche, am Beräich vun der Nohaltegkeet, vun ëmweltfrëndleche Produktofleef, och am Beräich vun der Digitaliséierung. An dat hu mer nach eng Kéier renforcéiert duerch déi Neistarthëllef, déi mer d'lescht Joer agefouert hunn an déi, wéi gesot, ganz gutt fonctionéiert huet, an déi Ärem Discours, deen Der ëmmer erëm hei féiert, vun der Fermeture, vum Netinterventionismus an engem fräie Kapitalismus, dee just op Renditte baséiert ass, komplett Onrecht gëtt.

Wéi gesot, Dir sidd en Dinosaurier, net nëmmen um ekonomesche Plang, och op aneren Niveauen. An ech weess, dass Der Onrecht hutt, well ech weess, wann ech mat Entreprisë schwätzen, ...

(Interruption)

... dass déi och deem doten Discours komplett Onrecht ginn!

Une voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Wirtschaftsminister. D'Wuert geet nach eng Kéier un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ganz kuerz, Här President. Mee ech wollt just dem Här Minister Fayot soen, datt d'Dinosaurier iwwer 100 Millioune Joer a wäit méi dës Welt regéiert hunn an datt hien an zwee Joer net méi Minister ass.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- An ausgestuerwe sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7804. Den Text steet am Document parlementaire 7804[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7804 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëst Gesetz mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. Motion de M. Laurent Mosar relative à l'étude de la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 848 de ce compte rendu.)

Da kéime mer nach zur Motioun, déi vum Här Laurent Mosar deposéiert ass ginn. Den Här Claude Haagen mellt sech direkt.

Discussion générale

M. Claude Haagen *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President. No Ofsprooch mam Här Mosar, ech mengen, dee kann dat och bestätegen, géif ech proposéieren, déi Motioun an d'Finanzkommissioun ze verweisen, ob dat sous forme vun enger Jointe ass oder net, à voir, deemno wou se thematiséiert gëtt. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen.

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Wien d'accord ass, fir dës Motioun mam Accord vum Här Mosar an eng Réunion jointe tëschent Ekonomie a Finanzen ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Une voix.- Dat gesäit gutt aus.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass dës Motioun an eng Réunion jointe verwisen.

(La motion est renvoyée à la Commission des Finances et du Budget et à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace.)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 8., 9. an 10. Juni virgesinn. D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.18 heures.)

SÉANCE 58

Présidence : M. Fernand Etgen, Président I M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Mardi 8 juin 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Communications**
   - M. Fernand Etgen, Président
3. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Etgen, Président
4. **Changement de composition d'une sous-commission parlementaire**
   - M. Fernand Etgen, Président
5. **Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale**
   - M. Fernand Etgen, Président
6. **Heure de questions au Gouvernement**

   Question n° 224 du 8 juin 2021 de Mme Martine Hansen relative à la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'état d'avancement des travaux de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   - Mme Martine Hansen - M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

   Question n° 225 du 7 juin 2021 de M. Gusty Graas relative à l'Ecobox, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. Gusty Graas - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 226 du 8 juin 2021 de M. Fred Keup relative à l'impact de la digitalisation sur l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - M. Fred Keup - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 227 du 7 juin 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à une pénurie d'éducateurs diplômés, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 228 du 7 juin 2021 de M. Sven Clement relative aux auxiliaires de vie, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
   - M. Sven Clement - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 229 du 8 juin 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre d'insectes dans nos contrées, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable
   - M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

   Question n° 230 du 8 juin 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à l'unité de sécurité de Dreiborn (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

   Question n° 231 du 7 juin 2021 de M. Dan Biancalana relative à la prise en charge par l'Unité de sécurité pour mineurs (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice
   - Mme Françoise Hetto-Gaasch - M. Dan Biancalana - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

   Question n° 232 du 8 juin 2021 de M. Jeff Engelen relative à l'installation d'IRM dans des cabinets médicaux privés, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale
   - M. Jeff Engelen (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
7. **Question élargie n° 98 de M. Roy Reding relative à la pension de survie**
   - M. Roy Reding - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Roy Reding - M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
8. **Motion de Mme Martine Hansen relative à l'adaptation de la réglementation afin que les investissements dans les installations de biométhanisation éligibles à la prime de lisier puissent profiter des régimes d'aide au niveau des aides à l'investissement en biens immeubles prévues par la loi en voie d'adaptation**
   - Exposé : Mme Martine Hansen
   - Discussion générale : M. François Benoy - Mme Myriam Cecchetti - M. Gusty Graas - M. Fred Keup
   - Prises de position du Gouvernement : M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
   - Vote sur la motion (rejetée)
9. **Question élargie n° 90 de Mme Stéphanie Empain relative à la stratégie politique en matière d'énergie nucléaire**
   - Mme Stéphanie Empain - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. Léon Gloden et M. Claude Wiseler)
10. **Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la flambée du prix des produits pétroliers**
    - Exposé : M. Gilles Roth (dépôt de la motion 1)
    - Débat : M. André Bauler - M. Georges Engel - M. François Benoy - M. Fred Keup (intervention de M. Georges Engel) (dépôt de la motion 2) (intervention de M. François Benoy) - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie
    - Motions : M. Georges Engel - M. François Benoy - Mme Myriam Cecchetti - M. Marc Goergen - M. Fred Keup - M. Gilles Roth (intervention de M. Georges Engel)
    - Vote sur la motion 1 (rejetée)
    - Vote sur la motion 2 (rejetée)
11. **7307 - Projet de loi portant modification :**

    1° du Nouveau Code de procédure civile ;

    2° du Code du travail ;

    3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;

    4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

    5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale
    - Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue (intervention de M. André Bauler)
    - Discussion générale : M. Léon Gloden (dépôt de la motion 1) - Mme Carole Hartmann - M. Dan Biancalana - M. Marc Goergen
    - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
    - Vote sur l'ensemble du projet de loi (interventions de M. Georges Engel et M. André Bauler)
    - Motion 1 : M. Charles Margue - M. Léon Gloden
    - Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre.*- Nee, Här President.

2. Communications

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun der Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés a vun de Projets de lois, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 8 juin 2021

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) La proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivante a été déposée à l'Administration parlementaire :

***7827** - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux questions urgentes*

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, le 01.06.2021

3) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

***7825** - Projet de loi portant*

1° modification de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;

2° modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;

3° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;

4° modification de la loi du 16 juillet 2019 portant mise en œuvre des règlements EuVECA, EuSEF, MMF, ELTIF et Titrisation STS ; et

5° mise en œuvre du règlement (UE) 2020/1503 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 relatif aux prestataires européens de services de financement participatif pour les entrepreneurs, et modifiant le règlement (UE) 2017/1129 et la directive (UE) 2019/1973

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 21.05.2021

***7826** - Projet de loi portant modification :*

1° de la loi modifiée du 23 septembre 2020 portant des mesures concernant la tenue de réunions dans les sociétés et dans les autres personnes morales ;

2° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 31.05.2021

***7828** - Projet de loi portant sur la modification de :*

1° du Code de la sécurité sociale ;

2° du Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaire communaux

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 01.06.2021

7829 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 20 juin 2020 portant : 1° dérogation temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ; 2° modification du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.06.2021

7830 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 décembre 2020 portant dérogation temporaire à l'article L. 121-6 du Code du travail

Dépôt : M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 01.06.2021

7831 - Projet de loi modifiant : 1. la loi modifiée du 10 juillet 2020 portant prorogation de la dérogation aux dispositions des articles 3, 6, 7 et 9 de la loi du 1er août 2019 concernant les mutuelles ; 2. l'article 16quater de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, le 03.06.2021

7832 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï, le 30 juin 2019

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 03.06.2021

7833 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière pour études supérieures

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 03.06.2021

7834 - Projet de loi du * portant dérogation à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamentale

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 04.06.2021

7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 13 décembre 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Dépôt : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, le 04.06.2021

7836 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 04.06.2021

7837 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 07.06.2021

7838 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant l'Accord concernant le transfert et la mutualisation des contributions au Fonds de résolution unique signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.06.2021

7839 - Projet de loi portant approbation de l'Accord modifiant le traité instituant le mécanisme européen de stabilité, signé à Bruxelles les 27 janvier et 8 février 2021

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.06.2021

7840 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 07.06.2021

4) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

1810 - Demande de pétition ordinaire : Obtention d'un laissez-passer pour visiter ou accompagner une personne en milieu hospitalier ou autres structures de soins par un membre de la famille ou de l'entourage proche en bénéficiant d'un test rapide existant et des moyens nécessaires et adéquats par ce temps pandémique du Covid-19 et de ses variants

Dépôt : Catherine Wagener, le 12.05.2021

1876 - Demande de pétition publique : Boycott des Jeux olympiques 2022 en Chine

Dépôt : Louis Burton, le 13.05.2021

1877 - Demande de pétition publique : Congé payé pour l'employé qui veut donner du sang

Dépôt : Michele Bergia, le 16.05.2021

1878 - Demande de pétition publique : Finanziell Ënnerstëtzung vum Staat fir Elteren

Dépôt : Olivier Betz, le 17.05.2021

1887 - Demande de pétition ordinaire : Pétition pour la révision du congé de maternité en cas d'accouchement prématuré

Dépôt : Lydie Bertrand, le 18.05.2021

1881 - Demande de pétition publique : Reconnaissance du handicap des enfants souffrant d'une des maladies rares et les souffrances subites par les familles « enfants nourris par gastrostomie » et autres maladies rares non reconnues comme handicap

Dépôt : Fatima Zahra Daoudi, le 18.05.2021

1880 - Demande de pétition publique : Pour que dans tous les parkings publics et privés (supermarchés, hypermarchés ...) des places de parking pour femmes avec enfants soient obligatoires

Dépôt : Jeanny Moraes Andrade, le 18.05.2021

1879 - Demande de pétition publique : „Nein" zur neuen Reform betreffend die Ausbildung zum/r Erzieher/in in Luxemburg

Dépôt : Francis Hoven, le 18.05.2021

1884 - Demande de pétition publique : Non à la retraite à 72 ans au Luxembourg !

Dépôt : Yannick Astgen, le 19.05.2021

1883 - Demande de pétition publique : Ofgeschlosse 1ère an der SO-Sektioun soll net no engem Joer LTPES Éducateur kënne ginn.

Dépôt : Lisa D'Agostino, le 19.05.2021

1882 - Demande de pétition publique : Erhöhung der Geschwindigkeitsbegrenzung

Dépôt : Skye Young Débické, le 19.05.2021

1888 - Demande de pétition ordinaire : Bourse étudiants

Dépôt : Thomas Marits, le 20.05.2021

1886 - Demande de pétition publique : Légalisation des armes à défense personnelle

Dépôt : Joe Deltgen, le 20.05.2021

1885 - Demande de pétition publique : FR : Dispense de travail d'au moins 2 heures pour tous les citoyens souhaitant faire des dons de sang LU : Eng Aarbechtsdispenz vun op d'mannst 2 Stonne fir all Bierger, déi Blutt spende wëllen

Dépôt : Aurélie Carteri, le 20.05.2021

1889 - Demande de pétition publique : Réserver une part des appels d'offres, pour les petites et moyennes entreprises et pour les nouvelles entreprises : un « Small Business Act ».

Dépôt : Maria de Lourdes Pinheiro de Almeida, le 21.05.2021

1890 - Demande de pétition publique : • Halte à la discrimination digitale. • Non à la quasi-obligation de posséder un smartphone avec un des deux systèmes d'exploitation usuels, et de le porter toujours avec soi. • Non à cette évolution que les personnes qui ne disposent pas des récents systèmes d'information (ou dont les systèmes ne fonctionnent pas) subissent des désavantages qu'elles n'avaient pas auparavant. • Stoppt die digitale Diskriminierung. • Nein zur Quasi-Verpflichtung, ein Smartphone mit einem der zwei üblichen Betriebssysteme zu besitzen und ständig bei sich zu tragen. • Nein zu dieser Entwicklung, dass Personen, die nicht über die neuen Informationssysteme verfügen (oder deren Systeme versagen), Nachteile erleiden, die sie vorher nicht hatten.

Dépôt : Daniel Grommes, le 25.05.2021

1891 - Demande de pétition ordinaire : Reconnaissance de la Fybromialgie

Dépôt : Carine Dabe, le 26.05.2021

1893 - Demande de pétition publique : Ofschafe vum Panachage bei de Chamberwalen.

Dépôt : Alain Jean Loup Grosch, le 28.05.2021

1892 - Demande de pétition publique : Pétition pour des forfaits au mètre carré du droit humain le plus élémentaire : l'accès au logement abordable pour toute la population

Dépôt : Bruno Gomes, le 30.05.2021

1894 - Demande de pétition publique : Abus de pouvoir des policiers : quels sont nos droits ?

Dépôt : Constantin Cristache, le 01.06.2021

1834 - Demande de pétition ordinaire : Fabrication et installation d'une statue au Luxembourg pour Napoléon Bonaparte (Napoléon 1er)

Dépôt : Gustavo Adolfo Strassener, le 02.06.2021

1895 - Demande de pétition publique : Reegelméisseg gratis PCR-Tester fir BiergerInnen, déi nach keng Méiglechkeet haten, sech impfen ze loossen

Dépôt : Charel Thill, le 03.06.2021

1896 - Demande de pétition publique : Méi Méiglegkeete fir Elteren, hir Kanner grousszezéien

Dépôt : Nadine Heck, le 04.06.2021

1897 - Demande de pétition publique : Dat Bescht ass fir Kanner, wa se vun engem Elterendeel doheem kënne betreit ginn.

Dépôt : Mandy Karger, le 05.06.2021

1898 - Demande de pétition publique : Zweifel an dem Familiengericht sowie eine Überarbeitung des Gesetzestextes (« protection mineur ») sind dringend von Nöten.

Dépôt : Henri Majerus, le 06.06.2021

1899 - Demande de pétition publique : Congé pour raisons familiales fir Elengerzéiender

Dépôt : Valérie Charrue, le 07.06.2021

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Changement de composition d'une sous-commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Ofännerung matgedeelt kritt:

An der Sous-Commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt d'Madamm Simone Beissel den Här Gusty Graas.

(Interruptions)

Gëtt et nach iergendwéi aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

5. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ubelaangt, ass follgend Ännerung agaangen:

An der Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ersetzt den Här Gusty Graas den Här Gilles Baum als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze stellen, an der Regierung stinn duerno véier Minutten zou, fir drop ze äntwerten.

Le saviez-vous ?

LÉGISLATURE

La législature est la période pour laquelle sont élus les députés. Elle a en principe une durée de cinq ans à moins qu'il n'y ait d'élections anticipées.

Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 224 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert de Bau vun engem neie Laboratoire fir d'ASTA an iwwert de Stand vun de Bauaarbechte vun der neier Akerbauschoul zu Gilsdref. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 224 du 8 juin 2021 de Mme Martine Hansen relative à la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'état d'avancement des travaux de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Merci, Här President. 2007, du war ech esou just Direktesch an der Akerbauschoul, dunn ass endlech d'Decisioun geholl gi vun engem neie Site fir d'Schoul. Et sollt ee ganz gréngen Zentrum ginn: d'Schoul, de Laboratoire, d'Landwirtschaftskummer an den Internat op engem Site zu Gilsdref Kréiwénkel.

Déi Pläng sinn och erstallt ginn. Ben, d'Regierung, déi dunn duerno komm ass, huet dunn decidéiert, datt just géif d'Schoul do gebaut ginn. De Labo brauch awer en neie Labo, well en u sech net méi konform ass. An dunn huet d'Sich no engem neien Terrain ugefaangen.

Et sollt u sech an d'Zone d'activité kommen op Dikrech. Dat ass dunn näischt ginn. Duerno hu mer elo héieren, datt de Labo elo eventuell trotzdeem erëm eng Kéier kéint op de Site vun der Akerbauschoul kommen. Also op jidde Fall: 14 Joer no der Decisioun ass nach ëmmer kee Labo do. Et ass och nach ëmmer keng Decisioun geholl ginn.

Dofir dräi Froen un den Här Minister:

Déi éischt Fro ass: Wéi wäit sidd Der amgaang mat kucken nom neie Site? Kënnt de Labo vun der ASTA awer elo op de Site vun der neier Akerbauschoul?

Déi zweet Fro: Wann en op de Site vun der neier Akerbauschoul kënnt, ginn déi Pläng, déi viru 14 Joer u sech ausgeschafft gi sinn, elo erëm eng Kéier geholl?

An déi drëtt Fro: D'Akerbauschoul huet Retarde kritt, hu mer héieren. Opgrond vun enger Question parlementaire vum Laurent Mosar a Marc Spautz hunn ech dat gelies. Ass d'Schoul fir d'Rentrée 2021 fäerdeg? Kënnen d'Schüler an d'Enseignanten dësen Hierscht eropplënneren?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*.- Merci, Här President, an och merci der Madamm Hansen fir déi Fro. Dat gëtt mer effektiv d'Geleeënheet, de Point eng Kéier ze maachen. Da fir d'éischt emol déi gutt Nouvelle, ech mengen, déi si jo och bestëmmt erfreet: Déi Schoul wäert den Hierscht kënnen opgoen. Mir sinn amgaangen, déi ganz Installatiounen ze receptionéieren am Moment. Dat wäert bis Juni, Juli, vläicht nach ufanks August goen. An dann ass virgesinn, datt direkt sollt geplënnert gi vun Ettelbréck op Gilsdref.

Am Mount Juli/August soll d'Geplënners och schonn ugoen, fir datt alles prett ass, fir datt d'Mise en service, esou wéi mer et gesot haten, trotz de Schwieregkeeten, déi mer am Covidjoer haten, fir de September dëst Joer kann am Kader vun der Rentrée scolaire gemaach ginn.

Wat d'Fro zu der ASTA ugeet: Et ass richteg, initialement war am Projet effektiv virgesinn, d'ASTA och dohinner ze setzen op de Site. Du koum op eemol d'Iddi op, fir déi op de Fridhaff ze setzen. Do war awer de Problem, datt dat mat Acquisitioune vun Terraine ganz schwiereg war um Fridhaff, wou et hätt sollen hikommen. Soudatt mer dunn 2020 erëm zréckkomm sinn op déi initial Iddi, fir op Gilsdref ze goen.

Déi Aarbechten an Analyse lafen och op Volltouren. Déi Pläng kënne gréisstendeels genotzt ginn. Et sinn e puer Ännerungen, déi gemaach ginn. Dat ass zum Beispill: d'Chambre d'Agriculture hat och nach Saache virgesinn. Dat kënnt net dohinner, mee et si reng d'Laboe vun der ASTA selwer. A mir sinn elo um Niveau, datt mer den Avant-projet sommaire souwäit fäerdeg hunn. Ech ginn dervun aus, datt bis de September den APS fäerdeg ass, an dann den APD. Soudatt dann och ganz zügeg wäert gebaut ginn, datt d'ASTA an hir Laboen och kënnen op de Site op Gilsdref kommen.

Vläicht nach just eng Remark: Dat ass, wann d'School am September ugeet, et si vläicht nach e puer Alentouren net fäerdeg, wéi d'Zären an esou, well déi sinn dann nach am Bau, mee dat geet awer och ganz zügeg. Soudatt déi Schoul, wouriwwer mer, mengen ech, alleguer frou sinn, relativ séier voll kann do schaffen.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bausch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 225 vum Här Gusty Graas un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Ecobox. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 225 du 7 juin 2021 de M. Gusty Graas relative à l'Ecobox, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Gusty Graas *(DP).*- Merci, Här President. Madamm Minister, 2018 gouf jo de System vun der Ecobox agefouert. Et geet jo dorëms, fir u sech aktiv géint de Gaspillage alimentaire virzegoen. Ech mengen, jiddwerengem ass et scho virkomm, wann en am Restaurant souz, datt e jo net grad alles gepackt huet, oder wann ee ronderëm sech gekuckt huet, datt do ganz vill Reschter op den Tellere waren. Et deet engem awer ëmmer erëm wéi, wann déi Saachen dann ewechgeheit ginn. A mir wësse jo, wat herno dermat geschitt. Dowéinst ass et luewenswäert, datt esou e System dunn agefouert ginn ass.

Dee System ass jo ënnert der Verantwortung vun der SuperDrecksKëscht dunn ausgefouert ginn. De Moment - ech schwätzen elo am Conditionnel - sollen 82.000 Behälteren am Ëmlaf sinn. Ronn 148 Restaurante maache mat, 136 Kantinnen, 1 Gemeng an 10 weider Organisatiounen. Dat sinn Zuelen, déi hunn ech aus engem Artikel vum „Lëtzebuerger Wort" vum leschte Samschdeg. A vu datt d'„Wort" jo ëmmer d'Wourecht schreift, ginn ech och dervun aus, datt dat heiten och alles stëmmt.

(Interruption)

Dowéinst wollt ech awer an deem Kontext e puer Froen un d'Madamm Minister stellen, well et geet jo awer hei ëm eng wichteg Saach. Et geet ëm de permanente Kreeslaf, dee jo hei kann an der Praxis ëmgesat ginn. Dowéinst, wéi gesot, eng Rei Froen.

Fir d'éischt: Madamm Minister, et sinn elo, et kann ee soen, gutt dräi Joer hier, datt de System agefouert ginn ass. Wéi gesäit deen éischte Bilan aus?

Eng zweet Fro: Wéi vill Boxe sinn dann effektiv de Moment am Ëmlaf?

Dann eng drëtt Fro: Et ass jo elo virgesinn um Niveau vum Projet de loi iwwert dat neit Offallgesetz, datt dee System do sollt quasi obligatoresch ginn, ass an där Hisiicht dann och virgesinn, datt vläicht de System nach ausgebaut gëtt, nach aner Forme vun där Ecobox sollen deementspriechend virgeholl ginn?

An dann eng véiert Fro: Den Directeur adjoint vun der Chambre de Commerce hat sech an deem Artikel och e bësse méi kritesch zu Wuert gemellt. En huet gemengt, et sollt een do en nationale Label schafen. Firwat? Mee eeben, fir datt och déi eenzel Betriber kënne praktesch hir eege Box zur Verfügung stelle respektiv souguer souwäit, datt een och seng privat Box kann dee Moment mat an de Restaurant bréngen.

An da vläicht nach eng lescht Fro: Stëmmt et, datt Äre Ministère och Kontakter mat anere Firmen opgeholl huet, fir u sech dee System herno kënnen auszeféieren? Wann dat sollt de Fall sinn, ob Der mer vläicht do kéint och schonn Indicatioune ginn, ëm wéi eng Firmen et sech do géif handelen.

Ech soen lech am Viraus scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. D'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg, huet d'Wuert.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, éischtens emol wëll ech dem Här Graas Merci soen, dass mer eng Kéier och iwwert dëse wichtege Sujet hei schwätzen, well d'Ecobox ass wierklech agefouert ginn, als Zil an als Resultat vun enger Aarbechtsgrupp tëschent Ëmweltministère, Ëmweltverwaltung, Landwirtschaft, Santé, mat der Horesca a mat der Chambre de Commerce an och enger SuperDrecksKëscht dran.

Dat war en Aarbechtsgrupp, wou mer eis ganz intensiv Gedanke gemaach hunn am Kader vu Reduktioun vu Liewensmëtteloffäll op där enger Säit. An den zweete Volet ass natierlech och, dass mer Behälter kréien, déi multiusage sinn, fir dass dann déi Behälter, wann déi Leit hir Liewensmëttel, déi se net wëllen ewechgeheien, mat heem huelen, dass déi dann dee Moment och méifach genotzt kënne ginn, datt se do e System kréien, deen national opgestallt ass. Dat ass de Grondgedanken hannendrun.

Är Zuelen, Här Graas, déi Der genannt hutt, si vëlleg richteg. Mir hunn 2018 mat sechs Restauranten ugefaangen. Mëttlerweil sinn et 149 Restauranten, 74 Kantinnen, och 64 Schoulkantinnen. Well dat Ganzt fänkt jo och mat der Educatioun bei deene jonke Leit un, dass et och modern ass, dass mer näischt méi ewechgeheien, dass mer eppes méi oft benotzen, dass mer mam eegene Behälter kënne kommen! An ech mengen, déi Meerwegsystemer, fort vu Wegwerfgesellschaft, dat ass eeben en duebelen Zweck: net nëmmen d'Liewensmëttel net ewechzegeheien, mee eeben och d'Meerwegsystemer erëm méi a Moud ze bréngen.

Wat elo d'Gesetz ugeet, do hutt Der do Recht. Mir hunn dat nach net an der Chamber debattéiert, mee dat wäerte mer awer maachen. Elo ass et esou, dass mer net nëmmen, wat d'Geschäfter ugeet, kucken, dass zum Beispill de Client d'Recht kritt am Restaurant, säi Rescht vum Iesse kënne matzehuelen - well och dat ass nach net gereegelt -, mee dass mer och soen: Mir wëllen zesumme mat den Acteuren … a mir erwaarden och vun den Acteuren aus der Gastronomie, dass si sech eng Feuille de route ginn.

Dat heescht, mir imposéieren net ee Modell, mee ech mengen, dass mer ganz vill verschidde Léisunge brauchen. Bis Enn 2023 ass et esou. Mir maache jo eng éischt Etapp, wou mer fort vum Plastik insgesamt ginn, vum Eeweeplastik, deen direkt ewechfält. An da maache mer déi zweet Etapp eebe grad fir d'Gastronomie fir ze soen: Mir wëllen och dee ganze Beräich Take Away, Saache mat heem huelen, duerchaus ugoen an dat mat allen Acteuren.

An dat war dès le début och de Gedanken och vun der Ecobox 1, well et kann ee soen: Mir sinn och amgaangen ze kucken, an do hat ech selwer och scho Reunioune mat enger Chambre de Commerce, mat Vertrieder vun der Horesca, dass eeben och een zweete Modell oder eeben och weider Modeller op de Maart kommen.

Wéi gesot, dat Ganzt soll en Anschub sinn, eng Anregung, fir eebe méi Systemer kënnen ze maachen, an dat an Zesummenaarbecht mam Secteur. An dobäi mécht et Sënn. An ech mengen, an deem éischte Projet ass och schonn dat Aushängen, dat Weisen, dass ee mat der Ecobox schafft. Do hu mer haut scho Werbematerial. An natierlech kann een dee System och weiderdenken, fir dass de Client beschtméiglech informéiert gëtt, wat de Restaurant oder den Anbieter oder den Take Away einfach am Programm huet.

Fir op Är lescht Fro ze äntwerten: Mir sinn natierlech och amgaangen ze kucken, ob dat Ganzt kann op esou grouss Evenementer ausgeweit ginn. An do waren och Kontakter mat deenen übleche Liwweranten. Well dat si grouss Liwweranten am Liewensmëttelberäich. Dat sinn awer eeben och esou Firme wéi - ech soen elo ee Beispill - Party Rent, déi duerchaus Interessi kréien, fir eeben op esou Evenementer, déi da stattfannen, dat Ganzt matzehuelen.

Do sinn divers Kontakter gewiescht. A mir hoffen natierlech, dass dee Succès, deen déi Ecobox bis ewell kannt huet, mat deene villen Acteuren elo weidergeet an dass mer dat natierlech weiderféieren. Natierlech sinn do all Iddie wëllkomm, fir mat allen Acteuren déi Systemer weider auszebauen.

Villmools merci fir d'Fro.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Ëmweltministesch.

Da kéime mer zur Fro Nummer 226 vum honorabelen Här Fred Keup un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert den Impakt vun der Digitalisatioun op den Enseignement. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 226 du 8 juin 2021 de M. Fred Keup relative à l'impact de la digitalisation sur l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an de Schoule gëtt am Unterrecht ëmmer méi op Digitaliséierung gesat. Ech géif et éischter nennen „eng Bildschiermiséierung". Dat gesäit een un enger Partie neie Fächer, déi agefouert ginn, mee och un deenen ëmmer méi heefegen iPad-Klassen, déi een duerch d'Land an de Lycéeë fënnt.

Awer a ganz ville Bicher an Etüde stellen Experte mëttlerweil fest, dass Bildschiermer - dat heescht, Computer, Smartphone, Tablet - geféierlech kënne si fir d'Gehier vun engem Jonken. Déi agéieren nämlech deelweis op déi nämmlecht Gehierzone, wéi dat och Droge maachen. Si kënnen zu engem kognitiven, emotionellen a sanitäre Risiko féieren. Och geet dervu rieds, dass de pedagogesche Méiwäert vun dësen informateschen Instrumenter staark limitéiert ass.

Soudass een zur Konklusioun ka kommen, dass dës ganz modern Beweegung fir méi Digitaliséierung éischter enger wirtschaftlecher Logik a manner enger pedagogescher Logik entsprécht. Also: fir d'Wirtschaft, an net onbedéngt fir d'Kand. Interessant ass och, dass eng ganz Partie Perséinlechkeeten aus deem Beräich, wéi de Jeff Bezos zum Beispill, hir Kanner net a Schoule ginn, wou Computeren oder vill Computerbildschiermer benotzt ginn.

Doraus ergi sech eng Partie Froen: Sinn, en vue vun där ganzer Aféierung vu Bildschiermer, „Bildschiermiséierung", wéi ech et nennen, déi hei an de Schoule stattfënnt, déi néideg Etüde gemaach ginn oder consultéiert ginn? Ass hei och de psychologeschen an de medezinneschen Aspekt fir d'Kanner consideréiert ginn?

A méi allgemeng: Ass en vue vun der Entscheedung vum Ministère fir méi Bildschierm eng genee Analys gemaach ginn? A mat méi enger geneeër Analys mengen ech, dass een engersäits d'Virdeeler kuckt an anerersäits och d'Nodeeler kuckt. An deem Kontext wéilt ech wëssen: Wat sinn dann déi Nodeeler, déi de Minister eventuell festgestallt huet? A wat huet derzou geféiert, dass déi Nodeeler dach awer dunn net iwwerweit hunn, soudass et awer agefouert ginn ass?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. De Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci dem honorabelen Deputéierte Fred Keup, mer hei emol d'Geleeënheet ze ginn, hei ze ënnerstäichen, wat fir eng Haltung mer par rapport zu dem Asaz vun den digitalen Outilen an der Educatioun hunn.

Mir sinn eis duerchaus bewosst, datt mer Avantagë kënnen hunn. Mir gesinn awer natierlech och Risiken.

Op där enger Säit wësse mer, datt et an der ganzer Brandbreet vu Léierzenarien, ganz vill Méiglechkeeten haut gëtt, Wëssen digital ze vermëttelen; datt et ganz vill digital Materialie gëtt; datt se ëmmer verfügbar sinn; datt déi digital Outile ganz staark encouragéieren ze kooperéieren, zesummenzeschaffen, wat, mengen ech, per se eng Basiskompetenz vum 21. Joerhonnert duerstellt; datt et nei Méiglechkeete gëtt, och dem Schüler nei Méiglechkeete gëtt, eng Matière, seng Reflexiounen, jo, sech selwer duerzestellen - dat a Bild, an Text a Film an an Toun; datt et ganz ënnerschiddlech Léierkanäl haut gëtt, wéi et fréier leider net de Fall war; datt mer och ganz dacks den Unterrecht kënne méi staark individualiséieren, differenzéieren, no dem eenzelnen Entwécklungsstand vun deem jeeweilege Schüler an datt do den Enseignant awer nach ëmmer den Iwwerbléck behält; jo, datt den Enseignant, datt d'Schoul eigentlech den Unterrecht besser ka plangen an organiséieren, grad ewéi och d'Begleedung vun dem eenzelne Schüler. Den Impakt ass also considerabel. An ënnert dem Stréch si mer effektiv der Meenung, datt d'Schoulen duerch d'Digitaliséierung kënne gewannen.

Mir hunn dofir eng ganz Rei vun Initiativen iwwert déi lescht Jore geholl. Déi prominentst ass sécherlech de Projet one2one, wou mer mëttelfristeg alle Schüler am Secondaire en Tablet wëllen zur Verfügung stellen, fir domadder kënnen am Unterrecht an awer och doheem ze schaffen, ze léieren, seng Recherchen ze maachen, sech ze preparéieren och autonom kënnen ze schaffen.

Mir hunn och enorm vill investéiert an d'Acquisitioun vun digitale Léiermaterialien, wou mer permanent d'Entwécklung suivéieren a se zum Beispill och wärend der Kris iwwer schouldoheem.lu den Enseignanten an den Eltere konnten zur Verfügung stellen. Ech mengen, hätte mer dat dote virun dem Covid net gemaach - déi Investitiounen do -, da wäre mer sécherlech net esou gutt duerch d'Kris komm, well, wéi mer gesinn hunn, bei anere Länner dach villes gefeelt huet, wat bei eis an de Schoulen, virun allem am Lycée, awer scho laang zur Selbstverständlechkeet gehéiert huet.

Mir wëssen awer och, datt et keng Zauberei ass, datt och d'Digitaliséierung vun der Schoul net ëmmer verlaangt, datt geléiert gëtt, datt ënnerriicht gëtt. D'Digitaliséierung vun der Schoul a vum Unterrecht ass sécherlech och kee Selbstzweck an et gëtt eng Rei vu Risiken. Jo, déi och zu engem ganz konkreeten Nodeel kënne ginn.

Ech denken, datt mer och den Dagesoflaf vum Kand als Ganzt musse gesinn an net nëmmen déi Zäit kucken, wou een an der Schoul vläicht op engem Ecran léiert, mee awer och déi aner Zäit, déi een ausserhalb vun der Schoul dann och nach op engem Ecran ënnerwee ass, da muss consideréieren. Woubäi ech awer och wëll ganz kloer hei den Ënnerscheed maachen tëschent engem digitale Léierprogramm an all deene raffinéierte Finessen, mat deene d'Computerspillindustrie dach probéiert, déi Jonk ze lackelen a méiglechst laang beim Ecran ze halen.

Mir sinn eis och absolutt bewosst, datt net nëmme soll geschriwwe ginn um Clavier, mee datt d'Handschréft och nach ëmmer eng grouss Bedeitung huet. Mir wëssen, datt déi digital Welt Risken an Niewewierkunge kann hunn. Och an deenen neie Schoulfächer, Här Keup, déi Der hei ugeschwat hutt, maache mer och grad op dee Volet opmierksam. Mee ënner dem Stréch fanne mer nach ëmmer, datt d'Schoul besser kann organiséiert ginn, datt den Enseignant och kann duerch a mat den digitalen Outilen entlaascht ginn, datt d'Léiere méi staark kann individualiséiert ginn an datt déi Jonk awer och do duerch den Asaz vun digitalen Outilen, ganz einfach op d'Liewensrealitéit ausserhalb vun der Schoul virbereet ginn.

An dat ass, mengen ech, awer eng ganz zentral Missioun vun der Schoul, ouni datt et Digitaliséierungsfanatiker wären. Soss hätte mer momentan net eng grouss a breet ugeluechte Liescampagne starte gelooss, …

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- … fir wierklech och déi Jonk an déi manner Jonk drop opmierksam ze maachen, wéi spannend a wéi flott … a wéi et d'Entwécklung vun deene Jonke virun allem ënnerstëtzt, wann een dach awer emol erëm eng Kéier e Buch a Pabeierform an de Grapp hëlt.

A mir hätten och net virun engem décke Joer eng Bildschiermzäit-Campagne gemaach, fir d'Eltere virun allem awer och déi Jonk selwer drop opmierksam ze maachen, datt iergendwann och eng Kéier muss Schluss si mam Geflimmers an datt ganz vill aner Aktivitéiten zum Wuel an zur gudder Entwécklung vu Kanner kënnen a musse bäidroen an duerfir d'Maschinnen an d'Ecranen iergendwann eng Kéier mussen augoen am Dag.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Claude Meisch.

Mir kommen dann zur Fro Nummer 227 vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert de Manktem un diploméierten Erzéier. Madamm Simone Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 227 du 7 juin 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à une pénurie d'éducateurs diplômés, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP).*- Merci, Här President. Den 18. Mee hat ech schonns eng Fro un den Educatiounsminister gestallt par rapport zu der Iddi, also der Testphas, dass d'Schüler op enger SO, also enger GSO, wéi se richteg heescht, nach ee Joer drunhänke kënnen an dann den Educateursdiplom domat kënne kréien. A senger Äntwert huet de Minister eis deemools gesot, et wär Fakt, dass et schwiereg wär, fir Educateuren ze recrutéieren, et wär eng Penurie.

Ech si mer ganz bewosst, dass elo wärend der Covidkris eng ganz Rëtsch un Educateuren, och Aide-éducateure gebraucht gi sinn, fir zum Beispill an den Maison-relaisen an an den SEAen déi Gruppen opzefänken, well se gedeelt gi sinn, fir an deem selwechte Schoulgrupp kënne weider ze fonctionéieren. An och weess ech, dass a Foyeren, wou d'Kanner placéiert gi si wärend dem Lockdown, ganz vill Leit um Terrain gefeelt hunn.

Et gëtt awer och eng Zäit no Covid. An ech denke jo, dass mer awer erëm an noer Zukunft einegermoossen normal kënne Schoul halen an eeben och d'Kannerbetreiung oder och soss d'Betreiung vu Mënschen, wou professionell Hëllef gefrot gëtt, normal kënnen organiséieren.

Dofir meng Fro opgrond vun Ärer Ausso, Här Minister: A wéi enge Beräicher wäerten an Zukunft Educateurs oder Educatrices diplômés feelen? A kënnt Der eis eventuell soen, wéi vill dat der sinn? Et ass mer awer kloer, dass Der do vläicht net direkt d'Zuele bei Hand hutt, fir dat ze liwweren. Ech wär frou, wann Der dat da vläicht kéint nohuelen, wann Der der hutt. An et geet mir virun allem drëms, haut ze verstoen, wann eng Penurie do ass, wou se dann hierkënnt.

Voilà. Dat wär et fir mäin Deel. An ech soen lech elo scho Merci fir d'Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. An d'Wuert geet nach eng Kéier un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Et ass wouer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt eng Zäit nom Covid. Et gouf och eng Zäit virum Covid, an esou laang ass déi och nach net hier. An ech hu mol eng Kéier gekuckt, wat fir eng Chiffere mer effektiv hunn iwwert d'Penurië bei den Educateuren. An de PraxisBüro vun der uni.lu, dee Sozialformatioune jo ubitt an deen de Secteur och ëmmer ganz no suivéiert, huet 2019, also an engem Netcovidjoer, an engem normale Joer souzesoen, eng breet ugeluechten Analys gemaach an emol d'Offre d'emploien am soziale Secteur insgesamt gekuckt. An eng Konklusioun war kloer, datt d'Offre-d'emploien do, déi meeschten Offeren am Domän vun den Educateure fir dee gesamte soziale Secteur gemaach goufen, an de soziale Beruffer, an datt et bei Wäitem net duergeet. Fir d'Joer 2019 waren 801 Posten ausgeschriwwen, reell ausgeschriwwe vu Prestatairen am soziale Secteur. Also 801 Poste vum Educateur. Dat war reng den Educateur, deen do ausgeschriwwe war.

Mir ginn dovunner aus ... An dat doten, déi 801, dat betrëfft jo eng Analys, déi am gesamte soziale Secteur gemaach gouf. Mir ginn dovunner aus, datt de Besoin pro Joer bei ëm déi 250 zousätzlech Educateure läit aleng fir de Service d'éducation et d'ac-

cueil, dat heescht, Crèchen a Maison-relaisen zesummegerechent.

Dat baséiert natierlech och dorobber, datt zum Beispill d'Services d'éducation et d'accueil däitlech ausgebaut goufen iwwert déi leschte Joren a se eng vill méi bedeitend gesellschaftlech Noutwendegkeet haut duerstellen. Den Taux vun de Kanner, déi an déi Strukture ginn an drop zréckgräifen, ass einfach vill méi grouss ginn. Sécherlech awer huet et och mat der Liewensmanéier ze dinn haut vun de Familljen an och mat der Approche, datt awer op d'mannst déi zwee Partner zum Deel solle schaffe goen. Et huet awer och mat der Entwécklung vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg ze dinn.

An et huet awer ganz staark och domadder ze dinn, datt mer a Qualitéit investéieren an datt mer kucken, e Secteur, dee virun enger Rei vu Joren, et kann ee bal scho soe Joerzéngten, ugefaangen huet, sech ze developpéieren, ganz dacks mat net qualifizéiertem Personal, datt mer awer nach ëmmer amgaange sinn, de Shift ze maachen hin zu qualifizéiertem Personal.

An ech ka mech erënneren, wéi mer d'Diskussioun haten ëm de Programme multilingue an de Crèchen, an dat huet sech och confirméiert, datt et net einfach ass, och Educatricen an Educateuren ze rekrutéieren, déi d'Sproochekonditiounen, déi mer do gesat hunn, notamment och en C1 am Lëtzebuergeschen, erfëllen. An all déi Entrevuen, déi ech zanterdeem och hat, a Gespréicher um Terrain, déi ech mat de Leit um Terrain hat an de Crèchen an de Maison-relaisen, hunn dat ëmmer erëm ganz staark confirméiert. Ech war d'lescht Woch nach an enger Entrevue mat der FEDAS, dat ass den Daachverband vun de konventionéierten Träger, och vun den SEAen, déi mer nach eng Kéier ganz kloer ënnerstrach hunn, datt et e grousse Besoin gëtt. An ech gesinn och reegelméisseg d'FELSEA, dat ass d'Federatioun vun de privatrechtlechen Träger, déi mer déi selwecht Message mat op de Wee ginn.

Ech wëll awer vläicht kuerz nach eng Kéier déi Zuel 801 publizéiert Posten, Offre-d'emploie fir ee Joer vergläiche mat deem, wat momentan am LTPES ausgebilt gëtt: dat war fir dat selwecht Joer, also 2019, 139. Ech mengen, do gëtt engem kloer, datt awer do eng grouss Diskrepanz ass an datt mer e Problem hunn. Mir hunn och dat selwecht Joer op den SO-Sektiounen 339 jonk Diploméiert ausgebilt, déi do hir Première op der SO-Sektioun gemaach hunn. A mir stellen haut fest, wa mer elo d'SO-Sektioun kucke vun der Quatrième bis d'Première, dann hu mer do net manner wéi 2.253 Schülerinnen a Schüler. Dat mécht 28 % vun de Schülerinnen a Schüler am Enseignement secondaire général aus.

An dat ass jo éischtens emol eng gutt Saach, well dat si jonk Leit, déi Interessi hunn un enger sozialer Aarbecht, un enger sozialer Tätegkeet, un enger sozial ausgeriichter Formatioun. A mir brauche jonk Leit, déi an eng sozial Aarbecht wëllen eragoen, déi eng sozial Tätegkeet an hirem Beruffsalldag wëllen ausüben an déi eng sozial Formatioun wëlle maachen. An duerfir kënnt d'Iddi jo fir ze soen: Ben, da kommt, mer offréieren engem Deel vun deene Leit, déi all Joer do hire Premièresexame maachen an dee packen, eeben eng zousätzlech Ausbildung hin zum Educateur.

An et ass gekuckt ginn, an ech hunn dat jo hei virun zwou Woche schonn eng Kéier ënnerstrach, ob déi vum Curriculum kéinten openee passen. Et ass gekuckt ginn, ob och do vun der Praxiszäit dat kéint openee passen. An ech fannen et awer absolutt justifiéiert, an ech wëll dat nach eng Kéier soen, bei deenen dote Chifferen absolutt justifiéiert, fir dach op d'mannst e Pilotprojet do ze oséieren, fir deem eng Chance ze ginn an dann ze kucken, ob ee mat deene Krittären do beienee kënnt, ob een et fäerdegbréngt, d'Inhalter an deene Formatioune beieneenzebréngen, an ob een et fäerdegbréngt, och déi Praxiszäit beieneenzebréngen. Wa mer dat net géife maachen, da géife mer eis selwer d'Méiglechkeet huelen, eng Qualitéitsentwécklung am soziale Secteur kënnen iwwerhaapt ze erméiglechen an deenen nächste Joren, a mir géifen Honnerte vu Jonke vläicht eng Zukunftschance ewechhuelen. An dat géif ech schued fannen, Dir Dammen an Dir Hären.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, dem Här Educatiounsminister Claude Meisch.

An d'Fro Nummer 228 kënnt vum Här Sven Clement a geet nach eng Kéier un dee selwechten Educatiounsminister. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 228 du 7 juin 2021 de M. Sven Clement relative aux auxiliaires de vie, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Wann ech den Ordre du jour richteg gelies hunn, ass et dann déi drëtt awer och déi leschte Fro haut un de Minister Meisch.

(Hilarité)

Da kann en duerno e bëssen entspanen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virun e puer Deeg hunn d'Membere vum Kommitee vun der Associatioun vun den Auxiliaires de vie bekannt ginn, datt se alleguerten zesummen zréckträde wäerten, well se, ech zitéieren hir eege Wierder: „mëttlerweil einfach midd si vun engem Kampf géint d'Wandmillen."

Trotz laanger Ausbildung fannen d'Auxiliaires de vie sech ganz oft an där selwechter Karriär erëm wéi d'Aides socio-familiales, déi awer vill manner Formatioune gemaach hunn an dofir da konsequenterweis och manner verdéngen. An dat just, well ursprénglech, an de Minister, deen dat schonn eng Kéier geäntwert huet, Romain Schneider, sëtzt och hei, dee geschriwwen hat, datt vergiess gouf, se an d'Reglement vum 13. Dezember 2017 opzehuelen. Dat geet aus enger Äntwert op eng Question parlementaire scho vun 2019 zréck. An do war d'Konklusioun, mee et kéim zu kenger Ännerung, well d'Commission consultative dat net zréckbehale wollt. Esou stellt sech also elo d'Fro net: Kënne mer se an d'Reglement ophuelen? Mee éischter, wéi mer jonk Mënsche solle motivéieren, eng Ausbildung zum Auxiliaire de vie ze maachen, wa se trotz der Ausbildung duerno um Terrain, nämlech wat d'Tâchen an de Salaire ugeet, majoritär mat den Aides socio-familiales gläichgestallt wären.

Dofir wéilt ech dem Minister follgend Froe stellen. Éischtens: Ass eng Reform vun der Ausbildung vum Auxiliaire de vie geplangt? Falls jo: Wat fir Ännerunge si virgesinn? Falls nee: Ass virgesinn, d'Ausbildung an hirer aktueller Form bäizebehalen oder soll d'Formatioun ganz ofgeschaaft ginn? A wéi géif en dee Choix da rechtfertegen?

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement. An ech ginn d'Wuert eng leschte Kéier viraussiichtlech fir haut un den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ob et dann eng leschte Kéier ass, dat gesi mer, wa mer den Detail vun de Froen iwwert d'Unisec kennen, ob dat dann d'Kolleegin Justizministesch oder mech éischter wäert betreffen. Egal wéi, mir si prett, dorobber ze äntweren.

Villmools merci dem Sven Clement fir déi heite Fro. Woubäi ech mengen, datt et zum Deel net aleng meng Kompetenz ass, op d'mannst wat d'Aarbechtskonditiounen ubelaangt a wat och dat Reglement, ob se do materageholl ginn oder net, ubelaangt. Fakt ass awer, datt mer amgaange sinn, an datt de Mëtteg nach eng Reunioun ass mat den Équipe-curriculairen, fir déi Formatioun ze iwwerschaffen. Mir hunn e breeden Dialog geféiert, e laangen Dialog, fir mäi Begrëff ze laang, mee mir wollten do kucken, datt mer e méiglechst breede Konsens kréien, fir eng nei Formatioun ze schafen, nämlech en DAP Enfance, deen och am Regierungsprogramm ugekënnegt war, a fir parallel dozou den DAP Auxiliaire de vie ze iwwerschaffen.

Mir denken, an dat ass eis Propos, datt een en DAP Auxiliaire de vie virun allem soll hin orientéieren op eng ganz konkreet Praxisaarbecht duerno am Domän vum Handicap oder vun der Vieillesse, well mer niewendrun eeben en DAP Enfance hunn, déi dann an de Kannerbetreiungsstrukturen éischter hir Perspektive sollen hunn.

Wat awer wichteg war, wat eis wichteg war a wat awer och all deene Partner, mat deene mer dat diskutéiert hunn, wichteg war, dat ass, datt mer Passerellen hunn, fir vun där enger Formatioun och emol en cours d'emploi herno an déi aner kënnen ze wiesselen an de Secteur eng Kéier kënnen ze wiesselen. Ech mengen, dat ass wichteg, datt mer kee aspären an engem Secteur, an engem Aktivitéitsfeld, mee datt mer em do och Entwécklungsméiglechkeete ginn.

Wat awer och wichteg ass, dat ass, datt mer d'Passerelle no uewen heiansdo matdenken. A virun allem beim DAP Enfance wëlle mer déi och zum Educateursdiplom op d'mannst matdenken an deenen, déi en DAP do ofgeschloss hunn, och vläicht en Accès an d'Educateursformatioun ginn, fir engem vun eise Grondsätz an der Beruffsausbildung, nämlech keen Ofschloss ouni direkten Uschloss an déi nächst Formatioun, och hei kënne méi staark gerecht ze ginn.

Wat de Salaire ubelaangt, ass et ganz kloer: Jiddereen, deen eng Formatioun Auxiliaire de vie erfollegräich ofgeschloss huet, huet en DAP an domadder Urecht op de qualifizéierte Mindestloun. Ech ka mer awer virstellen, datt et och an deenen eenzelne Beräicher, an eenzelne Secteuren eng gewësse Konfusioun gëtt tëschent dem DAP Auxiliaire de vie an der Formatioun zum Aide socio-familiale. An do muss ee sécherlech, wat d'Kommunikatioun an och den Ënnerscheed vun deenen zwou Formatiounen ubelaangt, dat nach eng Kéier méi kloer maachen. An dann, mengen ech, war d'Formatioun vum Auxiliaire de vie och rezent nach eng Kéier Géigestand vun den Diskussiounen, déi mer geféiert hunn an engem Comité interministériel iwwert d'Gesondheetsberuffer, an do wäerte sécherlech nach Weiderentwécklungen da fir d'Zukunft méiglech sinn, fir och an déi Richtung nach eng Kéier kënnen ze denken a konkreet ze agéieren.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Meisch.

Mir kommen elo un d'Fro Nummer 229 vum Här André Bauler un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Unzuel vun Insekten an eise Streecher. Här André Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 229 du 8 juin 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre d'insectes dans nos contrées, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Komme mer dann elo zu engem méi mikroskopeschen Theema. An Däitschland hunn d'Naturschützer d'Leit bis zum 13. Juni opgeruff, fir d'Insekten ze zielen an de Gäert, an de Parken a Flossgebidder an op anere Plazen, a Bëscher zum Beispill. An zwar eng Stonn laang sollen all Sechsbeener observéiert a gezielt ginn: Käferen, Beien, Mécken etc. D'Resultater sollen dann dem däitschen Naturschutzbond gemellt ginn, fir besser Informatiounen iwwert de Réckgang vun der Insektenzuel ze kréien.

Virun deem Hannergrond wollt ech der Madamm Minister follgend Froe stellen: Gëtt et änlech Initiativen a Studien hei zu Lëtzebuerg? Wa jo: Wie féiert se duerch? Fir wéini si se virgesinn? A wie verschafft se? Wien ass also habilitéiert an unerkannt, fir dës Observatiounen op objektiv Manéier duerchzeféieren? Gëtt et schonn instruktiv Resultater, wat d'Entwécklung vun der Insektewelt hei zu Lëtzebuerg ugeet?

Dat gesot, soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An da ginn ech d'Wuert direkt un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.*- Bon, ech mengen, Här Bauler, villmools merci fir déi dote wichteg Fro, déi net nëmme virun zwou, dräi Wochen, wéi de Weltbestëbserdag war, eng grouss Wichtegkeet hat, wéi zu deem Ulass eeben op ville Plazen nach eng Kéier grad eis Bestëbserinsekten, also d'Beien an d'Hummelen, an de Fokus komm sinn.

Och zu Lëtzebuerg hu mer e Monitoring, e professionell ugeluechte Monitoring, an zwar zanter 2010 mécht de LIST fir den Ëmweltministère e Monitoring vun den Dagespäiperleken. An och do an änlech wéi d'Resultater vun deene leschte Joren an Däitschland - et gëtt jo eng wichteg Etüd aus Däitschland iwwert d'Biomass vun Insekten, wou kloer ass, dass 75 % vun der Biomass, also vun der gesamter Mass vun Insekten, zanter 1989 verschwonne wär - ass et zu Lëtzebuerg esou, dass, wa mer d'Dagespäiperleken, déi e gudden Indicateur si fir och aner Insekten, kucken, mer do soen, dass een Drëttel vun deene gemonitorten Aarte quasi virum Verschwanne sinn. Just als Indicatioun: 2018 huet de LIST fir den Ëmweltministère 89 Espècë gemonitored op 30 verschiddene Sitten. Et gëtt also professionell gemaach. An deementspriechend hu mer eeben och eng rout Lëscht. All déi Saachen, déi gemonitored ginn, do leene mer eis natierlech un déi europäesch Aart a Weisen, fir dat ze maachen, och un.

Zanter 2019 ass et esou, dass mer net nëmmen d'Dagespäiperleke kucken, mee mir hunn dat Ganzt ausgeweit, dee Monitoring, op d'Wëllbeien an op d'Hummelen an d'Schwebfliegen, dat heescht, fir nach e bessert Bild do ze kréien. An och do schaffe mer op 30 verschiddene Plazen zesumme mat dem LIST. An d'Zil dovunner ass: Enn des Jores wäert en Atlas fir d'Dagespäiperleke kommen. An dann an deenen nächste Jore wäerte mer dat eeben och kënne maache fir déi aner Aarten, fir dass mer do wierklech e geneeë Monitoring hunn.

Awer d'Iddi, d'Leit matanzebannen, déi ass och zu Lëtzebuerg zum Beispill vun den ONGe schonn opgegraff ginn. Zanter Jore scho gëtt et d'Vullenzielungen. Dat ass elo net den Insektevolet, mee do gëtt et och an deem Beräich sécherlech Iddien, déi een nach kann erweideren. Mee ech mengen, dass et awer och ganz wichteg ass, dass mer grad dee Monitoring maache mat der Wëssenschaft, engem LIST an och hei zesummen an där zweeter Phas mat engem Naturmusée, wou mer d'Experten um Terrain hunn, wou mer dat geziilt maachen op ënnerschiddleche Standuerter.

An da vläicht een zweet Element: Wat maache mer? Ma mir sinn am Moment an der Regierung amgaangen ze finaliséieren: e Bestëbser-Action-Plan, also e Bestëbserplang fir Lëtzebuerg ganz geziilt fir d'Schütze vun eise wichtege Bestëbserinsekten, déi eis jo hëllefen, dass mer eeben och ënner anerem ganz vill landwirtschaftlech Produiten hunn, ganz vill Liewensmëttel. Si hunn e groussen Apport zu eiser Liewensmëttelproduktioun, dofir si se immens wichteg, och ökonomesch wichteg fir eis.

Do hu mer 2019 ugefaange mat enger Plattform, uganks 2020 hu mer nach just virun der Pandemie Workshoppe gehale mat ganz, ganz villen Acteuren. A fir lech e bëssen en Aperçu ze ginn: Mir kruten no där ganzer Consultatioun vu villen Acteuren eng 563 Contributiounen erageliwwert, déi elo alleguerten zesummegefaasst ginn. Ënner anerem och 186 aus der Agrikultur, nëmme fir ze soen. Et ass awer och wichteg, dass wierklech déi Leit, well mir schwätze jo, wa mer vu Bestëbserinsekte schwätzen, och vu strukturräichen, aarteräiche Landschaften, da musse mer och zesumme mat der Landwirtschaft, awer och an engem Naturpakt herno zesumme mat de Gemenge schaffen.

An do wäerten Aktiounen dra sinn, fir d'Gestioun vun deenen eenzelnen. An da wäerten awer och Sensibiliséierung a weider Recherche mat dra sinn. Well ech mengen, et ass awer ganz wichteg, dass mer dat wierklech seriö huelen, d'Biodiversitéit och schützen, soumat och e ganz konkreete Plang maache fir d'Bestëbserinsekten. An ech hoffen, dass mer deen dann nach virum Summer hei zu Lëtzebuerg wäerten hunn.

An domat soen ech lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg.

An da kéime mer elo zur Fro Nummer 230 vun der Madamm Françoise Hetto-Gaasch an zur Fro Nummer 231 vum Här Dan Biancalana un d'Justizministesch iwwert d'Unisec zu Dräibuer. Madamm Hetto-Gaasch, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 230 du 8 juin 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à l'unité de sécurité de Dreiborn (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

- Question n° 231 du 7 juin 2021 de M. Dan Biancalana relative à la prise en charge par l'Unité de sécurité pour mineurs (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann e Jonke stroffälleg gëtt, da sollt dat eis net egal sinn, am Géigendeel. Ech mengen, mir mussen eis froen: Wat ass an deem sengem Liewe schifgelaf, dass dat dote konnt passéieren?

D'Justizministesch betount, dass am Hierscht en neie Gesetzesprojet soll um Dësch leien, wou kloer tëschent Jugendschutz a Jugendstrofrecht soll ënnerscheet ginn. An dat ass och näischt ze fréi. Mee eleng eng Reform vum Gesetz geet net duer.

Och eis Infrastrukture mussen ausgebaut ginn. Ech erënneren drun, dass kierzlech e mannerjärege Jugendlechen, deen eng Fra iwwerfall huet an hir eng Kette vum Hals gerappt huet, huet musse lafe gelooss ginn, well an der Unisec keng Plaz fir hie war. An dat war net fir d'éischt. Dat muss ee sech einfach emol virstellen: Wat fir e Message gi mer do un déi jonk Leit? Wat fir e Message gi mer awer och un eis Bierger? Dat schwätzt sech dach erëm, dass hinnen näischt geschitt. An déi laachen dann nach just iwwer eis an och iwwert d'Police. Wou kann do de Parquet senger Missioun vun engersäits dem Schutz vum Jugendlechen an anerersäits dem Schutz vun eiser Gesellschaft nach nokommen?

Dass d'Unisec ze kleng geplangt war, dorobber huet de Parquet zanter Joren, zanter der leschter Reform schonn higewisen. Déi limitéiert Plazenzuel vun zwielef ass an engem Artikel festgeluecht ginn. Deemools war gefaart ginn, dass, wann ee méi Better, méi Capacitéit hätt, dann eng Surcapacitéit géif entstoe respektiv dass d'Offer géif d'Demande kreéieren. Do si mer allerdéngs haut da wäit dervun ewech.

D'Justizvertrieder weisen drop hin, dass mer zousätzlech zur Unisec och nach aner zoue Strukture brauchen, déi eng speziell Prise en charge fir Jonker bidden, déi eng psychiatresch Diagnos hunn a ganz geféierlech sinn. Duerfir eng ganz Partie Froen, déi ech elo wéilt stellen: Wéi bewäert d'Justizministesch de Fait, dass scho wéinstens dräimol stroffälleg Jugendlecher hu musse lafe gelooss ginn, déi de Parquet eigentlech wollt an d'Unisec placéieren? Wat sinn d'Konsequenze fir déi jonk Leit? Wat geschitt mat hinnen?

Dann: D'Madamm Flammang huet an engem Interview erkläert, dass et laut der aktueller Gesetzeslag nach ëmmer erlaabt ass, e Mannerjäregen op Schraasseg ze setzen, an zwar a ganz grave Fäll. Wéi steet d'Justizministesch dozou? A wat fir Alternative ka si à ce stade virschloen?

Dann: D'Presidentin vum Kannerrechtsrot vun de Vereenten Natiounen, d'Renate Winter, seet kloer, dass mer e Prisong musse baue fir schwéier stroffälleg Jugendlecher. Gëtt et do Pläng entre-temps? Gëtt et eventuell Accorde mat eisen Nopeschlänner? Wéi gesäit et aus mam Suivi no der Unisec? Wat gëtt konkreet gemaach?

An zum Schluss, loosse mer vläicht och vir ufänken: Wat huet Lëtzebuerg a puncto Preventioun ze bidden ab deem Moment, wou e Jugendlechen, jo e Kand schonn ufänkt, opfälleg ze ginn? Reagéiere

mer séier genuch? Hu mer déi néideg hallef zouen oder ganz zouen Infrastrukturen an iwwerhaapt och dat néidegt ausgebiltend Personal?

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hetto-Gaasch. An ech gi fir d'éischt d'Wuert un den Här Dan Biancalana fir d'Fro Nummer 231.

M. Dan Biancalana *(LSAP).*- Merci, Här President. Jo, d'lescht Woch konnt een iwwert d'Medie gewuer ginn, dass e jonke Mann, deen en Iwwerfall mat Gewalt begaangen huet, net konnt op d'Unisec placéiert ginn, well déi voll ass. Hien ass deemno fräigelooss ginn. En ass awer och no den internationale Konventiounen, déi mer respektéieren, net op Schraasseg komm, wat déi richteg Decisioun ass.

D'Unisec ass säit 2017 op an huet zwielef Plazen. D'Unisec ass jo sécherlech net geduecht, fir e Jonken ze laang ewechzespären. Do, grad wéi zu Dräibuer, gëtt mat deene Jonken, déi mam Gesetz a Konflikt gerode sinn, vill geschafft, pedagogesch, edukativ, sozial, um Niveau vun der Santé mentale, well déi Jonk generell sech jo an enger Entwécklungsphas, an engem Entwécklungsverfare befannen.

Aspären ass jo deemno keng dauerhaft Léisung. A Jugendlecher, déi stroffälleg gi sinn, solle geschützt ginn an hunn och natierlech Recht op eng adequat Prise en charge, wou hinne Perspektive gebuede ginn a wou se och dru bedeelegt ginn a wou se och responsabiliséiert ginn an deene schwierege Situatiounen.

Natierlech soll een och kritesch hannerfroen unhand vun de Biografië vun deene Jonken, ob hir Placementer an déi jeeweileg Institutiounen déi richteg sinn oder net éischter leschte Ressort sollte sinn an ob net aner Mesuren éischter preventiver Natur vill méi konsequent sollte privilegiéiert ginn. An et konnt een och an deene leschten Deeg do eng Rei Aussoen, wéi gesot, héieren.

Dofir meng Froen: Ass den eventuellen Ausbau vun der Unisec déi richteg Äntwert? A falls jo: Besteet do net de Risiko, dass déi Plazen erëm schnell gefëllt ginn duerch nei Placementer? Wéi géife Placementer fir intermediaire Strukturen ausgesinn? A wéi kéinte se zur Entlaaschtung bäidroen? Ginn et do scho Konzepter? An déi drëtt Fro: Wat ass den Timing vun der Iwwerschaffung vun neie Jugendschutzgesetz separat mam Droit pénal des mineurs? A wéi kann déi nei Gesetzgeebung effektiv notamment och zu der Placementspolitik vum Parquet Jeunesse a vum Jugendgeriicht bäidroen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Biancalana. An elo ass d'Riednerpult fräi fir d'Justizministesch, d'Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Jo. Merci fir déi Froen. Ech fänken dann emol un an de Claude Meisch, dee fir d'Unisec zoustänneg ass, completéiert le cas échéant dann zu deene Punkten.

Mir hunn effektiv hei eng gedeelte Kompetenz. An dat wäert sech och erëmspigelen an där Opsplittung, wann een esou wëllt, vun deem aktuelle Jugendschutzgesetz. Mir hu Stand haut een Text, dee gëllt fir all Situatioun, ob elo de Jugendlechen an enger Schutzsituatioun ass, wou e muss protegéiert ginn, loosse mer soen, wann zum Beispill doheem wierklech grav Problemer sinn, oder e Jugendlechen, dee stroffälleg gëtt. Bon, d'Zuele weisen eis, dass et oft déi selwecht sinn, leider, déi bekannt ginn am Jugendschutzberäich an déi herno opfälleg ginn a stroffälleg. Mee dat muss awer net esou sinn. Et kënnen natierlech och aner Cas-de-figurë ginn.

Mir hunn eng prinzipiell Decisioun geholl gehat. Dat ass déi fir ze soen: Mir trennen déi zwou Saachen, fir dass och dee Jugendleche genau weess, wou en drun ass. Dass deen och weess: Ech sinn elo hei an engem Strofmechanismus. Ech hunn eppes gemaach, wou eng Strof herno drop steet als Sanktioun. A wat och ganz wichteg ass, dat ass, dass dee Jugendlechen och weess, wat déi Strof beinhalt. Am Moment ass et jo esou, dass een dräi Méint an d'Unisec zum Beispill da placéiert gëtt, an dat ass da renouvelabel, gëtt dann evaluéiert fir ze kucken, ob deejéinegen dann nach do bleift oder net. Sachant awer, dass d'Moyenne vun engem Sejour, wann een esou wëllt, op der Unisec am Moment dräi Méint ass.

Déi Problemer, déi mer haut kennen, déi sinn hausgemaach. Et ass, wéi d'Madamm Hetto richteg gesot huet, déi si vun Ufank u kritiséiert ginn. D'Iddi geet zréck op d'90er-Joren, dass gesot ginn ass: Mir brauchen eng speziell Infrastruktur fir jonk Strofttäter. Et ass limitéiert gi mat deenen Argumenter, déi Der richtegerweis genannt hutt, déi ech och vum Standpunkt vun haut nach ganz gutt kann novollzéien, den Dan Biancalana huet et jo och nach eng Kéier ënnerstrach, dass l'offre crée la demande. Bon. Dat ass eng Fro.

Mee wat ech virun allem als problematesch gesinn, dat ass, dass et vun Ufank un net kloer war, wat déi Infrastruktur dann elo genau ass. Ass et e Prisong oder ass et awer fir déi Fäll, déi placéiert sinn an déi mer net Meeschter ginn op deene Plazen, wou se placéiert sinn, oder déi sech do net un d'Reegelen halen oder déi do fortlafen? An dat sinn awer zwee Cas-de-figuren, déi komplett ënnerschiddlech sinn. Well e Jugendlechen, deen eng Fugue mécht an enger placéierter Struktur, ass net dat selwecht wéi e Jugendlechen, dee sief et eeben e Vol avec violence gemaach huet oder méi schlëmm Saachen nach, woufir eeben déi Leit och dann op d'Unisec kommen.

An duerfir sinn ech der Meenung, an d'Madamm Winter huet dat och ënnerstrach gehat: Mir brauchen eng richteg Infrastruktur, déi designéiert ass als Strofinstanz, als Structure fermée fir de Prisong. Dat muss net e „Schraasseg bis" sinn. Op guer kee Fall. Do gëtt et och ganz flott Beispiller am Ausland. Mir sinn amgaangen, eis do e Bild dovunner ze maachen, wéi eng Méiglechkeete mer hunn. Mee mir brauchen an deem Konzept awer och eng Unitéit fir ganz grav Strofftäter. Well mir kënnen net ausschléissen, dass mer mat esou Jugendleche konfrontéiert ginn. An da musse mer och Solutiounen hunn.

Schraasseg ass do keng Solutioun. Mir hunn internationale Engagementer. Mir kënnen net e Mineur bei Majeure setzen. Dat ass allgemeng unerkannt. Dat gëtt och quasi ni esou gemaach, och wann d'Texter et erlaben. Just bei ganz ..., wann op eemol eng Hoffnungslosegkeet ass, well mer eeben net déi Infrastruktur hunn - nach net -, wou mer kënnen esou Fäll virgesinn.

Wat ass elo d'Zäitschinn? Mir hunn eeben déi zwee Voleten. De Volet Strofrecht, dee läit bei der Justiz. De Volet Jugendschutz, dee läit beim Claude Meisch. Mir schaffen awer natierlech enk zesummen, well et och do nach Vernetzungen absolutt gëtt. Mir hunn e Projet martyr, dee mer bei de Parquet ginn haten. De Parquet huet eis elo ganz pertinent Commentairen eraginn. Elo verschaffe mer déi. D'Prozedur muss natierlech klappe vum Jugendstrofrecht, soudass ech wierklech dëst Joer awer deen Text vum Jugendstrofrecht wëll deposéieren.

D'Infrastrukturen, ech wëll dat elo net schéirieden, mir hunn net muer do eng Léisung. Dat ass ganz kloer. Dat war mer vun Ufank u bewosst. Mee mir musse verschidde Prinzippie festhalen, fir déi Infrastruktur och uerdentlech kënnen ze plangen. Wat ass den Âge minimum? Ab wéi engem Alter kann een an e Prisong kommen? Déi meescht Länner hunn en Alter virgesinn an Europa. Mir mussen eis do eng Richtlinn ginn. Mir mussen dat menger Meenung no och an den Text schreiwen, ab wéi engem Alter een iwwerhaapt kann an esou eng Situatioun kommen. An dann och d'Cas-de-figuren.

Den Haaptesprit vun deem neien Text wäert awer dee sinn, dass fir d'éischt mussen all Mesures de diversion geholl ginn, dass fir d'éischt muss gekuckt ginn, wéi eng aner Moyenen hu mer, éier mer op dat doten zréckgräifen. An dann eréischt kann dee Fall antrieden, dass een an déi Structure fermée kënnt. Mir schaffen am Moment enk dorunner mat der Direction de l'administration pénitentiaire, mam Claude Meisch senge Servicer, fir do eeben, wéi dat ..., hie kann dat vläicht nach besser erklären, mee eeben och méi dezentral verschidde Saachen opzefänken.

Ech hoffen, dass ech elo plus ou moins op Är Froen, ...

(Interruption)

Déi wat?

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Wat geschitt deene Jonken dann, déi an deen dote Fall ...

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice.*- Déi, wou elo keng Plaz ass oder wéi? Ben, dat hänkt vun de Fäll of. Déi kréien natierlech ..., hir Affär ass natierlech doduerch net vum Dësch. De Fait ass gemaach. An da gëtt do e Suivi gemaach vun deem Fait an da kënnt dat och eng Kéier an eng Audienz. An da gëtt dann dee Moment eng Decisioun geholl. Dat, wat jo elo hei war, dat war eeben déi éischt Moossnam vun deem Moment un, wou dann ee gepëtzt gëtt, wann Der esou wëllt: Wat geschitt dann? An do kann decidéiert ginn direkt, dass ee placéiert gëtt an d'Unisec. Hei war elo leider keng Plaz, duerfir ass dat net gemaach ginn. Et läit dann elo beim Riichter, fir déi Decisiounen ze huelen, déi sech imposéieren. Mee et ass net, dass d'Affär elo dofir vergiess ass - loin de là!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Justizministesch Sam Tanson. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Claude Meisch.

M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.*- Jo, villmools merci. Ech wëll vläicht just ganz kuerz nach completéieren do derzou an nach eng Kéier dat ënnersträichen, wat d'Sam Tanson och scho gesot huet, datt et och an Zukunft esou ass, datt mer op där enger Säit d'Zoustännegkeet an och d'Kompetenz an d'Erfarung vun der Justiz wäerten hunn an och an Zukunft d'Kompetenz an d'Erfarung vun der Educatioun, der Enfance an der Jeunesse wäerten hunn. Dat ass haut esou an der Unisec, déi ënnert der Autoritéit vun der Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse exploitéiert gëtt, geréiert gëtt. Mee mir hunn awer och eng logistesch, eng materiell an eng personell Hëllef vun der Justiz. An ech denken, datt et och an Zukunft änlech wäert musse sinn, virun allem fir de pedagogesche Volet, och an engem Jugendprisong, deen dann an der Suite vun engem Jugendstrofrecht noutwendeg wäert ginn. Mir musse wëssen, datt et hei ëm déi jonk Leit geet an datt déi och eng pedagogesch Ënnerstëtzung an eng erzéieresch Ënnerstëtzung an och eng schoulesch Ënnerstëtzung wäerte brauchen.

Wat allgemeng d'Infrastrukture vum Centre socio-éducatif de l'État ubelaangt, ass et en oppent Geheimnis, datt mer dat Internat, wat jo nieft der Unisec nach steet zu Dräibuer, dréngendst musse renovéieren, an ech géif och souguer soen, konzeptuell iwwerdenken, well et ass deem haitege Besoin sécherlech net méi ugepasst. Mir brauchen haut ganz ënnerschiddlech pedagogesch an erzéieresch Approchen, mat deene mer kënne schaffen. Ech mengen, mir brauchen och däitlech méi kleng Gruppen, wéi dat haut do de Fall ass. An duerfir musse mer onbedéngt an eng aner Richtung goen.

Mir brauche sécherlech och, an dat net geballt op enger Plaz, Strukturen uechtert d'Land, fir d'Suite ze maachen, fir eng Reintegratioun zréck an eng normal Aktivitéit, sief dat an d'Famill, sief dat an d'Schoul, sief dat an d'Ausbildung, sief dat awer och vläicht schonn an d'Beruffsliewe kënnen ze assuréieren, wou en Encadrement noutwendeg ass. Awer sécherlech net en Encadrement, wéi en haut vum Centre socio-éducatif de l'État zu Dräibuer dann do ugebuede ka ginn an assuréiert gëtt - och nëmme ka ginn, well d'Infrastruktur leider momentan näischt aneres hiergëtt.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- An ech soen dem Här Claude Meisch eng leschte Kéier Merci fir haut.

Ech ginn d'Wuert un den Här Jeff Engelen fir d'Fro Nummer 232 un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert d'Installatioun vun den IRMen an de private Praxissen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 232 du 8 juin 2021 de M. Jeff Engelen relative à l'installation d'IRM dans des cabinets médicaux privés, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Merci, Här President. En Dokter krut virun zwee Joer vum Geriicht d'Recht zougesprach, fir a senger Praxis oder an enger Praxis en IRM an aner radiologesch an diagnostesch Geräter ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass net richteg!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- ... an enger privater Praxis bedreiwen ze däerfen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP).*- Dat ass net richteg, Här Engelen.

M. Jeff Engelen *(ADR).*- D'Geräter goufen erausgesicht an d'Raimlechkeete goufen esou konzipéiert, datt si den europäeschen Normen entspriechen. Am November 2020 hat de Gesondheetsministère dem Dokter schliisslech d'Geneemegung ginn. An am Januar krut d'CNS de Projet presentéiert.

Bis haut huet déi besote privat Praxis nach keng Krankekeesstariffer kritt fir de Gebrauch vun dëse Geräter. Dëst, obwuel d'Madamm Gesondheetsminister an hire Sozialminister schonn de 7. August 2020 all déi néideg Ënnerlage kruten inklusiv Tariffvirschléi, déi ausgerechent goufe vun engem Expert, dee schonn iwwer 200 där radiologescher Zentere betreit huet.

Soulaang déi hei Betraffen awer keng Krankekeesstariffer hunn, soulaang sinn hinnen d'Hänn gebonnen an d'Praxis kann dee Service trotz der Geneemegung vum Gesondheetsministère net ubidden. A grad doduerch ass dëse konkreete Fall vun allgemengem Interessi, well mer wëssen, datt dëse Service, grad bei den IRM-Ënnersichungen, e grousse Problem am Land duerstellt duerch déi ze vill laang Waardezäit.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- An deem Kontext géif ech gär den Här Sozialminister Follgendes froen: Kann den Här Minister soen, wat hei de Problem ass? Wéi ass et méiglech, datt eng privat Praxis, déi virun zwee Joer d'Recht zougesprach krut a virun annerhallwem Joer vum Gesondheetsministère d'Geneemegung ausgestallt krut an zanter dem 7. August 2020 bei den zoustännegen Instanzen all déi néideg Ënnerlagen agereecht huet plus Tariffvirschléi, bis haut nach ëmmer keng Krankekeesstariffer krut, soudatt déi dee Service och tatsächlech ubidde kann? An dat, wou mir genau wëssen, datt et bei deem Service hei am Land esou laang Waardezäite gëtt, datt d'Leit alt iwwert d'Grenz an d'Nopeschlänner fir esou Ënnersichunge ginn, fir net musse méintelaang op eng Ënnersichung ze waarden.

Une voix.- Très bien!

M. Jeff Engelen *(ADR).*- Ech soen Iech fir Är Äntwert, Här Minister, en häerzleche Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engelen. De Minister fir sozial Sécherheet, den Här Romain Schneider, huet d'Wuert.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. A merci och dem Här Engelen fir dës Froen. Ech mengen, et ass net déi éischte Kéier, datt mer hei iwwer IRMe schwätzen. Engersäits iwwert d'Zuel an zweetens och iwwert d'Autorisatioun. An ech sinn iwwerzeegt, datt et och net déi leschte Kéier wäert sinn, wou mer dat wäerte maachen.

Ech wollt awer hei vläicht am Virfeld e puer Saache kloerstellen, ëm wat et eigentlech hei richteg geet, wann hei vun Decisioune respektiv Urteeler geschwat gëtt.

Fir dat éischt Urteel, mengen ech, muss ee kloer soen, datt et heiten eng Annulatioun vun der Decisioun vun der Santé war, déi drop baséiert ass, datt d'Reglement, wat d'Basis vum Refus war, keng legal Basis huet.

Une voix.- Ganz richteg!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- Dat ass d'Äntwert ...

Une autre voix.- Très bien!

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale.*- ... op dat, wat effektiv geschitt ass.

Dann hannendrun, mengen ech, ass et awer och esou, an ech hunn dat de Moien nach eng Kéier nogefrot, datt säitens der Santé keng Autorisatioun virläit fir d'Bedreiwe vun engem IRM ausserhalb vun engem Spidol, well jo och iwwerhaapt keng Base légale do ass, fir dat kënnen ze maachen an dat de Moment gesetzlech just am Spidol méiglech ass. An Dir wësst, mir hunn an de Spideeler, an ech kommen do op de Schluss vun Ärer Fro oder Interventioun zréck, jo grad an der leschter Period des Zuel vun IRMe vu siwen op eelef gehéicht. An ech mengen, dat huet schonn, an d'Zuele bestätegen et och an de Klinicken, souwuel d'Waardezäite wéi och d'Servicer fir d'Assuréë beträchtlech no ënne gesat. Eng Erhéijung vu siwen op eelef ass deemools wierklech e grousse Sprong gewiescht, dee mer gemaach hunn.

An dat ass déi Autorisatioun, déi Der uschwätzt. Fir den IRM, wéi gesot, huet d'Santé keng Autorisatioun ginn. Allerdéngs huet, am Kader vun der Kommodosdispositioun, d'ITM eng entspriechend Autorisatioun ausgestallt, déi awer näischt mam Bedreiwe vun engem IRM direkt ze dinn huet.

Duerch d'Organisatioun, an dat wësst Der, vun eisem Gesondheetssystem ass och dofir deen ugeschwate spezifesche Finanzement, deen Der gesot hutt, fir esou Aktivitéiten ausserhalb vun dem Spidol de Moment net virgesinn. D'Diskussiounen awer - an do hutt Der Recht -, déi lafen de Moment iwwert d'Aktivitéiten, déi mer maache souwuel an de Spideeler wéi ausserhalb vun de Spideeler, also och ee vun de Punkten aus där ganzer Diskussioun ronderëm de Virage ambulatoire. An och do wäert jo d'Parlament nach relativ kuerzfristeg elo an deenen nächste Wochen, mengen ech, en Hearing hei maachen. Derniewent wäert et och ugesot ginn, datt duerno en Debat an der Chamber doriwwer ass. A mir selwer wäerten och de Resümmee vun deenen Diskussioune maachen, déi um Gesondheetsdësch gelaf sinn, esou wéi mer dat schonn eng Kéier gemaach hate bei de Kommissioune fir d'Groupes de travail 1 bis 3, do wäerte mer natierlech och e Rapport maachen zu de Gruppe 4, 5 a 6, wou genau déi dote Punkten ugeschwat ginn a wou mer de Moment och nach amgaang sinn ze kucken, fir déi Projeten ze ficeléieren an och mat konkreete Proposen erëmzekommen.

Eppes ass awer kloer: Ech mengen, mir mussen hei eng kohärent Approche fannen, déi vun allen Acteure gedroe gëtt. Bon, soulaang dëst net de Fall ass, mengen ech, kann een och schwéier déi legal Basis dofir schafen a sech d'Instrumenter ginn. Well ech rappelléieren nach eng Kéier: An der Constitutioun steet ganz kloer fir d'Santé a fir d'Sécurité sociale „matière réservée à la loi." An dofir och déi Interventioun, wéi Dir gesot hutt, deen Dossier, deen do léich. Mengen Informatiounen no ass effektiv elo Ufank Juni eng Saisine vun der AMMD bei der Commission de nomenclature agereecht ginn. An och déi Saisine, mengen ech, wäert een Element dovunner sinn, fir och hei déi gemeinsam Approche ze fannen an eeben och um Gesondheetsdësch am Kader vun deenen eenzelne Prozeduren dann och ze diskutéieren an dann och ze decidéieren.

Ech soe Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Schneider.

7. Question élargie n° 98 de M. Roy Reding relative à la pension de survie

Deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut ass déi erweidert Fro Nummer 98 vum Här Roy Reding iwwert d'Hannerbliwwenerent. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Merci, Här President. Léif Kolleegen, mir alleguerte ginn heiansdo ugeschwat vu Bierger, vu Wieler, well se e Problem hunn, wou se Hëllef brauchen. An dat ass mir geschitt virun annerhallwem Mount vun enger Wittfra, bon, eng Fra, déi virun 30 Joer gescheet ginn ass - 30 Joer! - an déi da gewuer gëtt, datt hiren deemolege Mann entre-temps verstuerwen ass an déi da vun der CNAP, der Caisse nationale d'assurance pension, e Formulaire kritt, dee se soll ausfëllen a wou se mech ëm Hëllef gefrot huet.

An ech muss soen, wéi ech dee Formulaire gesinn hunn, sinn ech op de Réck gefall, aus villen Ursaachen. Déi éischt Ursaach ass déi éischt Zeil: „Geburtsname (für Ehefrauen)". Dee Formulaire mëssuecht eng Jurisprudenz, déi elo 30 Joer al ass, datt d'Fraen en Numm hunn, an dat ass den Numm vun hirer Gebuert laut dem Gesetz vum 6. fructidor an II, 23. August 1794. Dat Gesetz gëtt haut nach vun der CNAP mëssuecht. Deemools ass de Recours gemaach gi vu bestuete Fraen, datt se op de Walleschte kéinten agedroe ginn ënner hirem Numm an net dem Numm vun hirem bestuete Mann. Firwat gëtt haut, 2021, vun enger CNAP nach dat Wuert „Geburtsname für Ehefrauen" benotzt? Dat ass a mengen Aen e veritabele Skandal vun enger Administratioun. Ech hunn eigentlech keng Fro derzou. Ech constatéieren dat. An ech ruffen de Minister derzou op, där Illegalitéit, där Mëssuechtung vun engem Lëtzebuerger Gesetz Einhalt ze gebidden.

Wat mech awer du wierklech rose gemaach huet, wierklech rosen: An deem Formulaire ginn dann Donnéeë gefrot iwwert déi Fra. Dat ass normal. Wie sidd Dir? Hutt Der mat där Persoun zesummegelieft? Waart Dir selwer beruffstäteg? An esou weider an esou weider, Saachen, iwwert déi se kann Auskunft ginn.

An da kënnt op der Säit 2 vu 5 „Angaben über den verstorbenen Versicherten".

(Brouhaha)

Wéi soll eng Fra, déi virun 30 Joer gescheet ginn ass, wëssen, wéi d'Sozialversécherungsnummer vun hirem deemolege Mann ass? Zumindest déi lescht Chiffere goufe jo eréischt rezent agefouert.

Sterbeort und -datum - ma keng Anung, ech hunn dee Mann säit 30 Joer net méi gesinn, oder déi Fra.

Todesursache: Krankheit? Verkehrsunfall? - ma keng Anung. Si gëtt ugeschriwwen, datt deen dout ass. Wou soll si dat wëssen?

War e „gegen Lohn beschäftigt"? Zahlungsinstitut? War die hinterbliebene Person noch einmal verheiratet? Vläicht Jo, vläicht Nee. Wou soll ech dat wëssen? Ech hat säit 30 Joer kee Kontakt méi mat där Persoun.

An dann: Name und Vorname des Ehepartners. Erste Heirat, zweite Heirat, dritte Heirat. Ma wou komme mer do hin? Dat doten ass typesch Simplification administrative à l'envers. Mir froen de Bierger eppes, wat mir als Administratioun vläicht kënne wëssen, mee wat de Bierger bestëmmt net onbedéngt muss wëssen an net onbedéngt ka wëssen.

An ech géif wierklech bieden, dat doten ee fir allemol opzehalen, an alle Beräicher, datt d'Administratiounen eis Saache froen, déi si besser wësse wéi mir, an datt d'Administratiounen hir Citoyenen, hir Bierger, d'Administrés, eis Wieler, esou wéi dat dote behandelen.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding. Den Här Sozialminister Romain Schneider huet d'Wuert.

(Interruption)

D'Madamm Tanson freet d'Wuert.

Mme Sam Tanson, *Ministre de la Justice*.- Jo. Ech wollt just, direkt, Här Schneider ..., mee ech sinn hei convoquéiert ginn, well hei steet, dat wär eng Fro fir mech. An ech hu mech vun Ufank u gefrot, firwat dat esou wär. Ech mierken elo, ech constatéieren, dass et effektiv weeder eng Fro ass nach ass se u mech adresséiert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da gi mer dem Här Sozialminister d'Wuert.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Et ass de Constat vun enger Illegalitéit duerch d'Administratiounen.

M. Romain Schneider, *Ministre de la Sécurité sociale*.- Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif da mol op d'Interventioun reagéieren, déi hei effektiv komm ass säitens dem honorabelen Deputéierten an déi eng Saach uschwätzt, déi awer ganz wichteg ass. Ech mengen, däers si mer eis alleguerte bewosst. Eng Pension de survie ass eppes, wat och wichteg ass fir jiddwereen herno. Wa mer gesinn, datt mer am Moment an eisem Land eng 44.000 där Pensions de survie hunn, ass et ganz kloer, datt een och dëse muss Rechnung droen an och muss kucken, datt een natierlech och all Kéier déi richteg Decisioune kann huelen, fir effektiv och deenen Demandë gerecht ze ginn.

Et ass jo esou: Fir eng Pension de survie ze kréien, muss een eng Demande maachen. Dat geschitt entweeder op Basis vun engem Onlineformular oder op Basis vun engem gedréckte Formular, deen och ugeschwat gouf vun lech selwer. An ech si mer bewosst, ech hu mer dat och selwer ugekuckt an hunn eis Servicer och kontaktéiert: Mir sinn amgaang, dee Formular ze erneieren. Mir sinn amgaang, en ze adaptéieren. Mir sinn och amgaangen, niewent deem, wat Dir ugeschwat hutt, e virun allem och genderkorrekt ze erstellen. Et war, mengen ech, e bëssen enk elo, ech wëll net soen an deene leschte Joren, mee an deene leschte Méint, wou d'CNAP eng ganz Rei vun Adaptatiounen an hirem System, an den Informatiksystemer an an de Formulairë gemaach huet, fir och dësen ze adaptéieren.

Mee et ass awer nun emol esou, datt mer déi Donnéeën, déi Der hei zitéiert hutt, zu Recht zitéiert hutt, brauchen, fir beschtméiglech virun allem och den administrative Virgäng, déi hannendru si bei esou enger Demande, bei enger hannerbliwwener Persoun, och kënne gerecht ze ginn. Well bei deene Pensions de survie, déi mer gesinn, si ganz wéineger, déi eng normal Lëtzebuerger Karriär hunn, soen ech emol. Et si ganz dacks Karriären, wou virun allem och am Ausland muss nogefrot ginn. Et sinn eng Rei Donnéeën, déi gefrot ginn.

An ech hu mol eng Kéier opgelëscht, firwat mer dann déi Renseignementer froen. Firwat froe mer de Renseignement iwwert den Demandeur? Wou Dir gesot hutt: „D'Matricule ka se net wëssen." Dat stëmmt. Mee wann de Gebuertsdatum schonn do ass, dann déi Indicatioun! Et steet nämlech separat drop: Date de naissance, an dann d'Matricule. Wann déi Persoun effektiv esou Saachen net weess, ass et gutt, wann een iergendwéi Indicatiounen huet, datt effektiv geziilte Recherchen och kënne gemaach ginn, zum Beispill, wat d'Identitéit betrëfft. Well Dir hutt jo Recht, 30 Joer zréck weess een déi Informatiounen net, kann ee se eventuell net hunn. Mee wann ee Renseignementer iwwert den Demandeur freet, da wëllt een d'Identitéit kréien, et wëllt een den État civil, et wëllt een d'Relatioun zum Défunt wëssen, dat ass jo e wichtege Facteur.

Doniewent, wann ee Renseignementer freet iwwert de Benefiss vun enger Pensioun, ass dat wichteg ze wëssen, fir eeben och ze kucken, d'Anticumulreegelen ze respektéieren. Och dat spillt bei Pensiounen, dat spillt bei Pension-de-survien.

Genausou gutt ginn och Renseignementer iwwer Orpheline geholl, fir och hei ze kucken: Wat sinn hei effektiv nach d'Identitéiten? Wat sinn hei och effektiv nach Rechter, déi ustinn?

Genausou gutt wéi et och heescht: Wéi gesäit et aus fir d'Pensioun, déi Renseignementer iwwert den Assuré décédé? Och hei ass et wichteg, datt een einfach verschidden Elementer vun der Identitéit huet, fir kënnen engersäits ze kucken: Wat war dann elo effektiv och d'Circonstance vum Dout, well och do kënnen zum Beispill eventuell Recourse géint Tiersen erstallt ginn. Déi muss ee wëssen. An doniewent muss een awer och kucken: Wat sinn déi eenzel Rechter, Pensiounsrechter, déi do säitlech bestanen hunn?

Genausou gutt, wéi et drëm geet, fir Renseignementer iwwert d'Affiliatioun ze kucken, fir eeben déi Carrière d'assurance dann och komplett ze kréien. Well ganz dacks, an deene meeschte Fäll, wéi scho gesot, musse mer dës Demanden och viruginn un eis Kompetenz-Partnerlänner, soen ech emol, fir ze kucken, déi Renseignementer do ze kréien. Well ganz dacks musse mer effektiv déi Karriären, virun allem d'Affiliatiounen, aus dem Ausland siche goen, fir eeben dann déi ganz Approche ze maachen a fir dann effektiv och eng korrekt Äntwert ze ginn.

Et ass awer och esou, datt mer an der CNAP eng Hotline ageriicht hunn, fir kënnen dorop ze reagéieren. Doniewent ass och eng Persoun do, déi d'Leit begleede kann, déi net virukommen, an ech mengen, dat ass och d'Offer, fir deenen dee Message eriwwerzeginn: Wann Der Problemer hutt mat esou Demanden, da kontaktéiert d'CNAP direkt!

Wéi gesot, am éischte Fall ginn ech lech Recht. Dee Formulaire, dee muss adaptéiert ginn, an dee wäert och adaptéiert ginn. An ech mengen, doriwwer kënne mer dee Punkt dann och dee Moment iergendwann eng Kéier kloermaachen.

A wat dat anert betrëfft: Mir brauchen déi Donnéeën, fir effektiv och eng korrekt an eng richteg Äntwert ze ginn am Kader vun der Pension de survie.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Sozialminister Romain Schneider.

8. Motion de Mme Martine Hansen relative à l'adaptation de la réglementation afin que les investissements dans les installations de biométhanisation éligibles à la prime de lisier puissent profiter des régimes d'aide au niveau des aides à l'investissement en biens immeubles prévues par la loi en voie d'adaptation

(Motion déposée en séance publique n° 32 du 27 janvier 2021 - à consulter au compte rendu n° 13/2020-2021 en page 442)

An als nächste Punkt vum Ordre du jour hu mer d'Motioun vun der Madamm Martine Hansen iwwert d'Upassung vun der Reglementatioun, déi d'Investissementer an d'Biogasanlage betreffen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen *(CSV), auteure*.- Merci, Här President. De 27. Januar hat ech hei eng Motioun deposéiert, fir d'Biogasanlagen - déi kleng Biogasanlagen, wou Biogas virun allem aus Gülle produzéiert gëtt - erëm kënnen iwwert d'Agrargesetz ze subventionéieren. An du war d'Demande komm u sech vun der Majoritéit, fir déi erëm zréck an d'Kommissioun ze ginn, an ech hat gesot, ech wär och domadder averstanen, wann et géif séier goen. Séier, dat waren elo sechs Méint. Ech gesinn ënner séier e bëssen eppes aneres.

Mee ech kommen awer nach eng Kéier zum Sujet. De Minister hat deemools gesot, dat wär eng ganz gutt Iddi. Ech hat mer nämlech déi d'Ried nach eng Kéier ugelauschtert. En huet gesot, dat wär eng ganz gutt Iddi, et geet nämlech drëm, datt mer jo d'Zäregasemissioune gäre wëlle reduzéieren an datt do d'Biogasproduktioun e wichtege Pilier an der Landwirtschaft ass, an datt et wichteg ass, datt mer déi Biogasanlagen, déi mer hunn, souwäit ënnerstëtzen, datt se kënne rentabel sinn an am beschten nach zousätzlech Biogasanlage kréien.

Fakt ass awer, datt d'Unzuel vun de Biogasanlagen, soulaang wéi dës Regierung elo do ass, just ofgeholl huet. 2017 hate mer nach 29 Biogasanlagen, elo hu mer nach ganzer 17. Fir de Klimaschutz wär et awer extreem wichteg, wa mer der méi hätten.

An dofir widderhuelen ech hei nach eng Kéier meng Fuerderung, an ech war, wéi gesot, mat der Kommissioun, mat deem, wat do diskutéiert ginn ass, net averstanen, dofir wëll ech dat hei nach eng Kéier ofstëmme loossen, meng Fuerderung, datt klengbetriblech Biogasanlagen, Biogasanlagen, déi virun allem den organeschen Dünger verwäerten, erëm solle kënne vun deenen am Agrargesetz virgesinnen Investitiounsbäihëllefe profitéieren.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Madamm Hansen.

An als éischte Riedner huet sech den honorabelen Här François Benoy agedroen. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo, Här President, Dir Dammen an Hären, d'Madamm Hansen huet et elo gesot, si huet déi Motioun effektiv deposéiert dee Moment, wou mer iwwert d'Verlängerung vum Agrargesetz geschwat hunn am Januar. An dunn hu mer effektiv proposéiert, well d'Regierung, wéi et am Koalitiounsaccord steet, un enger Biogasstrategie schafft, fir dat dann, wann déi fäerdeg ass, zesumme mat där Strategie kënnen ze diskutéieren.

D'Madamm Hansen huet elo gesot, dat hätt sechs Méint oder fënnef Méint gedauert. Ech wëll awer just dozou soen, dass mer schonn eng Kéier eng Reunioun méi fréi fixéiert haten, no e puer Méint. An opgrond vun Ännerungen, déi mer hei an der Pleniäre haten, nämlech engem Covidgesetz, wat mer gestëmmt hunn, konnte mer dat dee Moment net traitéieren, soudass et awer net ganz korrekt ass, Madamm Hansen, wann Der sot, dass d'Majoritéit lech hei sechs Méint waarde gelooss hätt. Well am Fong war et schonn eng Kéier um Ordre du jour méi fréi.

Ceci dit, zur Biogasstrategie: Wéi gesot, am Koalitiounsaccord steet ganz kloer dran, dass Biogas eng kloer Zukunft huet, dass et drëm geet, déi auszebauen an ze stäerken. An et ass och genau dat, wat mat där Biogasstrategie gemaach gëtt, déi d'Koalitioun elo virgeleucht huet, wéi se och am Accord virgesinn ass.

D'Prioritéit gëtt dobäi verstäerkt geleucht op d'Verwäertung vu Gülle a Mëscht a Biooffäll. An déi Quot soll nämlech op 90 % erhéicht ginn an d'Energieplanze reduzéiert ginn, dat am Sënn vun enger méi nohalteger an effizienter Notzung, déi generell soll mat där Biogasstrategie verbessert ginn, och wat d'Notzung vun der Hëtzt ugeet. Jee, mir wëllen d'Kreeslafwirtschaft verstäerken, och d'Klimaemissiounen an der Landwirtschaft verstäerken a gläichzäiteg verbesseren, gläichzäiteg och d'Loft-, d'Buedem- an d'Waasserqualitéit verbesseren.

A wéi Der et gesot hutt, mir hunn en Agrargesetz verlängert am Ufank vum Joer, wou mer eng ganz Partie Bäihëllefe verbessert hunn. An déi Iwwerleeunge sollen och elo weidergoen, grad wéi och soss Aiden, sief et vun der Ekonomie, sief et, wat d'Aspeisetariffer ugeet aus dem Energieministère. All dat ass eeben Deel vun där Biogasstrategie. An dat soll ressortiwwergräifend passéieren an net just an engem Ministère, mee wéi dat heiten Theema eeben ass, et geet ëm d'Kreeslafwirtschaft, et geet ëm eng ganz Rei Beräicher, et geet ëm Energie, et geet ëm Landwirtschaft, et geet ëm Ëmwelt, an dat soll ressortiwwergräifend gemaach gi mat eeben där doter Strategie.

An där Strategie ginn, wéi gesot, d'Aspeisetariffer iwwerkuckt. Grad déi kleng Anlage gi méi ënnerstëtzt. Effizienz an Nohaltegkeet stinn am Viergergrond. An d'Regierung wäert an deenen nächste Méint och do nach méi konkreet ginn.

Dat Ganzt gëtt natierlech och mat dem Secteur zesummen diskutéiert, wéi mer et gesot kruten an nach eng Kéier bestätegt krute vun deenen zwee Ministeren, déi an der Kommissioun waren d'lescht Woch. Meng Fraktioun wäert dofir déi Motioun och net kënne matdroen. Se gräift kuerz an d'Strategie geet och vill méi wäit wéi dat, wat Dir an der Motioun proposéiert. An der Strategie geet et ëm eng ganz Panoplie vu Mesuren, déi virgesi sinn, fir dem Biogas eng besser Zukunft nach ze preparéieren. An dofir wäert meng Fraktioun déi dote Motioun net kënne matstëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. An da ginn ech d'Wuert weider un d'Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk)*.- Här President, prinzipiell si mir kritesch bei esou Investissementshëllefen, well et ëmmer op eng Konzentratioun vun der Landwirtschaft erausleeft. D'Betrieber ginn ëmmer méi kapitalintensiv a manner aarbechtsintensiv. Et gi grouss Anlage gebaut, Fläche gi versigelt, et gëtt mechaniséiert an elo och schonn digitaliséiert. An deen eigentlechen Objet vun engem Bauerebetrib, also lessen ze produzéieren, geréit ëmmer méi an den Hannergrond.

Déi franséisch Confédération paysanne huet follgend Kritikpunkte beim Biogas. Éischtens emol: Méi Biogas bedeit en Impakt op de Flächeverbrauch, wou vegetal Source wéi zum Beispill Mais agesat ginn a wou fir d'Energie d'Iessensproduktioun op der Fläch verdrängt gëtt.

Zweetens: Eng méi staark Kapitaliséierung vergréissert oft d'Ofhängegkeet vun enger Aktivitéit um Bauerenhaff, déi net méi primär lessensproduktioun ass. Zousätzlech bedeit mat Piff a Mëscht Biogas maachen eng Ënnermauerung vun der Véihaltung; Véi, dat dann d'ganzt Joer am Stall fir Mëllech a Fleesch steet.

An drëttens: Et däerf een och net ze vill Kuelestoff aus dem Klima eraushuelen, fir datt d'Biedem verschlechteren iwwert d'Zäit. Mat de Biogasfilièrë riskéiert een, de Circuit ze desequilibréieren, well Piff a Mëscht net méi zréckginn, mee methaniséiert ginn. Allerdéngs wësse mer natierlech och, datt ze vill Piff ufält, fir op d'Fläch ausgebreet ze ginn, wat awer erëm mat der intensiver Haltung vu vill ze vill Véi zesummenhänkt.

Dofir stëmme mir géint dës Motioun, well et hei reng ëm eng Upassung vun Investitiounshëllefe geet, ouni datt mer aner Aspekter matabezéien, wat an eisen Aen awer onbedéngt néideg wier.

D'Regierung dréit an hirer Strategie iwwert de Biogas, déi se rezent presentéiert huet, jo awer och schonn deene Kritikpunkten, déi mir hei virgedroen hunn, Rechnung.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas *(DP)*.- Jo. Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat hei ass natierlech eng interessant Motioun, déi mer hei zur Diskussioun virgeleucht kruten. Et ass jo och net déi éischte Kéier, datt mer iwwert déi ganz Problematik hei diskutéieren. Et ass evident, datt d'Demokratesch Partei sech och derhannert stellt, datt d'Biogasanlage sollen an Zukunft nach méi Ënnerstëtzung kréien. Et ass gewosst, datt et de Moment eng Rei Punkte gëtt, déi zur Diskussioun stinn. Net méi spéit wéi gëscht konnt ee jo och nach eng Prise de position vum President vun der Biogasvereenegung iwwert d'Press gewuer ginn, wou se sech net grad positiv ausgedréckt hunn.

Mee nichtsdestotrotz si mer awer der Meenung, datt ee soll dat Potenzial notzen, well d'Potenzial besteet effektiv. Esou wéi de Moment déi meeschte Biogasanlage bedriwwe ginn, muss ee sech natierlech d'Fro stellen, ob een net soll nach zousätzlecht Potenzial notzen. An dat ass nämlech d'Gülle virun allem, dat ass d'Mëscht. Do ass nach ganz vill do, wat ee ka gebrauchen. Wuel wëssend, datt dat natierlech och kann aner Problemer mat sech bréngen. Ech mengen, et ass jo an dem Biogasplang vun der Regierung virgesinn, fir bis zu 90 % vun der Gülle a vun der Mëscht ze benotzen, fir an de Biogasanlagen ze gebrauchen. An ech muss awer soen, datt ech d'Aussoe vu menger Virriednerin net kann novollzéien an och net kann zoustëmmen, well au contraire, hei bitt sech eng Méiglechkeet, fir op eng trotzdeem relativ nohalteg an dach och ëmweltfrëndlech Aart a Weis Energie ze produzéieren. An dorëms geet et jo virun allem. Mir wëlle jo awer eng méi gesond Energieproduktiounsmëschung erreechen. Mir wëlle fort vun där klassescher Energieproduktioun hin zu Forme vun Energieproduktioun, déi eeben och méi nohalteg sinn. A grad hei bitt sech déi Méiglechkeet.

Vläicht nach kuerz een anere Punkt, deen och ugeschnidde ginn ass gëschter Owend an där Prise de position, wou am Fong geholl gefrot ginn ass, datt misst méi eng enk Zesummenaarbecht mat enger Rei Offallgemengesyndikater ugestrieft ginn, datt déi géifen hire Gréngschnëtt zur Verfügung stellen. Dat ass a priori eng Iddi, déi soll duerchduecht ginn. Mee an der Praxis ass dat och net ëmmer esou einfach, well et däerf ee jo net vergiessen: Gréngschnëtt beinhalt jo awer och zu engem gudden Deel Holzreschter. An et weess een awer och, datt Holzreschter an enger Biogasanlag net onbedéngt esou kënne gebraucht gi wéi zum Beispill dee klassesche Gréngschnëtt.

Mir bleiwen awer trotzdeem der Meenung, datt d'Regierung hei um richtege Wee ass, datt se jo och wëllt den Aspeisetarif verbesseren, datt se wëllt am Fong geholl de Biogasanlagebedreiwer hei nei Méiglechkeete ginn, an datt och déi negativ Entwécklung vun der Zuel vun de Biogasanlagen dann dee Moment ka gestoppt ginn, an datt dee ganze Secteur awer eng Zukunft huet. Ech denke virun allem do u méi kleng Anlagen, déi awer och vläicht nach zousätzlech mat ënnerstëtzt kënne ginn.

Bedauernswäert ass natierlech, datt bei den Investitiounskäschten eleng et jo méi problematesch ass, bedéngt duerch europäesch Bailleuren, muss ee jo soen, mee wat elo déi Motioun u sech hei ugeet, si mer awer der Meenung, datt déi elo net muss hei gestëmmt ginn, well se nëmmen en Deelaspekt duerstellt. Ech mengen, dat Ganzt integréiert sech an e Gesamtplang, an deen huet d'Regierung elo presentéiert. An dee wäerte mir als Demokratesch Partei och ënnerstëtzen a mer wäerte géint d'Motioun stëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Graas. An da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wëll awer als Éischt soen: Déi éischt Biogasanlag hei am Land, déi hat den ehemolegen Deputéierte vun der ADR, de Roby Mehlen, opgeriicht. Dat wollt ech eng Kéier hei ernimmen. Do gesitt Der, dass och d'ADR an den Technologien heiansdo mol Virreider ass.

An da wollt ech soen, dass d'Biogasanlagen aus engem Punkt eraus relativ interessant sinn. Dat ass deen, dass, contrairement zum Beispill zu Solarenergie a Wandenergie, se kënne 24 Stonnen op 24 Energie produzéieren, also do manner volatill sinn, wat am Fong eng gutt Saach ass.

Ech hu mer déi Argumenter hei och elo nach eng Kéier alleguerten ugelauschtert. Ech muss soen, et wonnert mech dann awer och, bon, et kann een alles iergendwéi argumentéieren, mee wann een an engem Koalitiounsvertrag stoen huet, et géif een d'Biogasanlagen ausbauen, an da gesäit een awer, dass se zréckginn, dann huet ee jo awer vläicht iergendwéi eppes gemaach, wat net gutt ass. An ech sinn der Meenung, dass dat, wat d'CSV hei proposéiert, dat Richtegt ass. An duerfir wäerte mir och hei bei dëser Motioun mat Jo stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup.

D'Regierung huet d'Wuert. Fir d'éischt de Landwirtschaftsminister, den Här Romain Schneider, an dann den Här Energieminister.

Prises de position du Gouvernement

M. Romain Schneider, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, merci. Merci, Här President. Ech kann och kuerz sinn. Ech mengen, all déi Argumenter, déi mer an enger flotter Diskussioun bei der Presentatioun vun der Strategie an der Chamberskommissioun haten, hunn ech och do scho gesot.

Bon, éischtens, als Landwirtschaftsminister freet et mech emol, datt mer op dee Wee do ginn, well mer jo och ëmmer gesot hunn, datt mer ganz einfach den Offall, soen ech emol esou, aus der Landwirtschaft, Gülle a Mëscht, hei opwäerten. Ech mengen, dat ass e wichtege Facteur. An och, datt mer effektiv op de Wee gi vun deenen 90 % ass wierklech dee richtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

An ech mengen och ganz kloer, déi zweet Etapp, do muss ee jo hei derbäi bedenken: Wa mer Gülle eraféieren an herno Biogasgülle erauskréien, dee Meerwäert, dee mer do kréien, fir dann einfach och op eis Stécker ze bréngen, ass schonn essenziell. An ech mengen, dat ass och e wichtege Facteur, dee mer solle berécksiichtegen.

Et ass och wichteg, mengen ech, datt mer den Import reduzéieren. Och déi kloer Aussoen hu mer gemaach an där Strategie. A virun allem kucken, datt mer de Gebrauch vun Energieplanzen deckelen. Ech mengen, op 1.500 Hektar ass se elo hei gedeckelt ginn. Ech mengen, dat si Facteure fir mech als Landwirtschaftsminister, deen effektiv dofir steet, fir an Zukunft eng nohalteg Landwirtschaft ze notzen, do, wou mer esou vill wéi méiglech Kreesser kënnen zoumaachen an eigentlech och an enger flotter Zort Économie circulaire kënne schaffen, alles kënnen notzen, hei eeben dann och nach schlussendlech fir Energie.

Wat d'Subventionementer, d'Investissementer betrëfft, mengen ech, bleiwe mer op deem Zwee-Schinne-System, deen de Moment leeft. Dat ass emol dat, wat mer ausgemaach hunn. Engersäits d'Investissementer, gesteiert a finanzéiert vusäite vum Ministère de l'Économie. Do sëtzen effektiv och d'Fachleit, fir dat ganz genau ze begleeden, fir och ze beroden an déi richteg Entscheedungen de Leit kënnen ze proposéieren. An op där anerer Säit d'Aspeisungstariffer, woufir de Ministère de l'Énergie zoustänneg ass.

Den Agrarministère huet awer och schonn, an dat gouf hei schonn ugeschwat, am besteeënden Agrargesetz, dat mer jo erweidert hunn an ausgebaut hunn, eng Rei Saachen erabruecht. Virun allem am Kader vun der Ausbréngung vun der Gülle hu mer Verbesserungen erabruecht. Mir hunn hei zousätzlech Subventionementer, Subsiden, déi mer kënne ginn, déi och beim éischten Appell effektiv genotzt ginn. Eleng 70 nei Güllefässer goufen hei subventionéiert, déi genau op dee méi ekologesche Wee hi ginn. An mer hu jo och an dësem Gesetz virgesinn, datt d'Ofdeckunge kënnen iwwer eis subventionéiert ginn, genausou gutt wéi mer am Reglement 25 % Produktiounserweiderung ofgeschaaft hunn an doduerch am Bien-être animal a virun allem am Changement climatique direkt d'Moderniséiatioun vu besteeënden Infrastrukture kënne subventionéieren. An och do ass Sputt, fir elo scho kënnen ze hëllefen an och direkt als Landwirtschaftsministère matanzewierken. Voilà. Da géif ech, Här President, d'Wuert zréckginn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Landwirtschaftsminister Romain Schneider. An da kritt den Här Energieminister Claude Turmes d'Wuert.

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Villmools merci. Dat hei ass eng gemeinsam Aarbecht vun dem Romain Schneider als Landwirtschaftsminister, dem Carole Dieschbourg als Ëmweltministesch an da vu mir als Energieminister. Ech mengen, mir hate schonn am Koalitiounsaccord gesot, dass Biogas eis wichteg ass, mee dass mer wëllen eng Rekalibratioun maachen, verschidde Saache riichtbéien, déi fréier vläicht net esou gutt gelaf sinn.

An eng vun de Saachen huet de Romain Schneider erwäänt. Mir hunn e System, an deem bis elo 30 % Energieplanzen a 70 % Gülle genotzt ginn, well dat war esou geduecht, also 2008, 2010 ass dat esou decidéiert ginn. A mir wëllen elo, an ech mengen, do si mer eis eens zu dräi Ministeren, manner Maismonokulturen a mir wëlle méi Offall aus der Landwirtschaft selwer, eebe Gülle an och Mëscht, notzen.

An dat Zweet, fir Iech eng Gréisstenuerdnung ze ginn: Mir hunn haut 10 % vun der Gülle zu Lëtzebuerg, déi genotzt gëtt, an an eiser Strategie wëlle mer eropgeen op 50 %. An dat weist also - ech mengen, dat ass mol fënnef -, et ass eng ambitiéis Strategie! Mir hunn déi d'lescht Woch an enger gemeinsamer Reunioun vun der Ëmweltkommissioun an der Agrarkommissioun virgestallt. De Romain an ech an eis Beamten, mir wäerten elo iwwert déi nächst Wochen eng Rei Detailer festzurren: de Stroumpräis, de Güllebonus. De Romain schafft och drun, fir dass mer nei Ställ „Biogas ready" maachen, dat heescht, dass, wa mer en neie Stall bauen, deen och direkt esou gebaut gëtt, dass alles en place ass, fir eebe Biogas ze notzen.

Wat eis och wichteg ass, ass den Dialog. Mir haten dat Dokument, wat mer vun Experten erschaffe gelooss hunn, am Januar public gemaach. Mir hunn et dunn an engem Workshop Enn Februar en présence vun der Biogasvereenegung, mee och vu ganz villen aneren Acteure virgestallt. Duerno haten all d'Acteuren, déi do deelgeholl hunn, och d'Geleeënheet, fir eis nach eng Kéier schrëftlech eeben ze schreiwen. An am grousse Ganzen ass d'Biogasvereenegung och mat eiser Strategie d'accord. Natierlech geet et elo drëm, dass mer eeben den Detail festleeë vu Stroumpräis, Güllebonus, „Biogas ready" an esou weider.

Vläicht nach e lescht Wuert zu deem, wat den Deputéierte Gusty Graas erwäänt huet: d'Offallsyndikater. En Deel vun eiser Strategie ass och, dass mer wierklech probéieren, bal all gréngen Offall, deen am Land ufält, ob dat Gréngschnëtt ass oder ob dat dat ass, wat an deene gréngen Dreckskëschten ëmmer méi gesammelt gëtt, dass mer dat notzen an eeben och da verwäerte fir Biogas.

Allerdéngs ass et do esou: Mir sinn do am Beräich vun der Offallwirtschaft, mir sinn am Beräich vun den Offallsyndikater an eeben dann och an der Gemengenautonomie respektiv an der Autonomie vun de Gemengen a vun de Gemengesyndikater. A wéi eng Stad Lëtzebuerg oder de SIDEC dat elo am Detail notzen an op wéi enger Plaz, ech mengen, dat ass hir Prerogativ an och hiert gutt Recht, fir ze soen: „Mir maachen dat. Mir hunn dat fréier do gemaach." A se fanne vläicht, dass dat op enger anerer Plaz besser ass. An dat, wat mir maachen, zesumme mam Romain Schneider a mam Carole Dieschbourg, ass, dass mir probéieren, déi finanziell Ramebedéngunge fir eeben déi Offallnotzung vu Gréngschnëtt a vu gréngen Dreckskëscht optimal ze strukturéieren. A wéi gesot, mir hunn elo eng Strategie. An an deenen nächste Wochen a Méint gëtt déi am Detail fäerdeg gemaach. A mir sinn am Dialog mat allen Acteuren.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci dem Här Energieminister Claude Turmes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kéimen dann elo zum Vott vun dëser Motioun.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Gilles Roth), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par Mme Martine Hansen), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Une voix.- Dat kann net sinn.

9. Question élargie n° 90 de Mme Stéphanie Empain relative à la stratégie politique en matière d'énergie nucléaire

M. Fernand Etgen, *Président.*- Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 90 vun der Madamm Stéphanie Empain iwwert déi politesch Strategie am Beräich vun der Atomenergie. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minutten zou. Madamm Stéphanie Empain, Dir hutt d'Wuert.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- War de Vott grad richteg, déi Lénk haten net dergéint gestëmmt?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech menge jo.

Mme Stéphanie Empain *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, déi Fro, déi ech haut stellen, ass am Fong geholl eng vun zwou Questions élargies, déi eis Fraktioun eigentlech schonn Ufank Abréll eragereecht hat, nämlech am Kontext vun de Gedenkdeeg ronderëm d'atomar Katastrophen, déi et bis elo gi sinn, nämlech den Accident viru 35 Joer an der Atomzentral vun Tschernobyl a virun zéng Joer d'Katastroph vu Fukushima a Japan.

Déi éischt Fro, déi mäi Kolleeg, de François Benoy, scho gestallt huet, huet sech spezifesch mam Volet vum Eeschtfall beschäftegt respektiv vum Katastropheschutz. An dee Volet, deen ech haut an enger Fro méi wollt thematiséieren, ass méi en atompolitesche Volet.

Wéi ass déi aktuell Situatioun an eisen Nopeschlänner? Wéi setzt d'Lëtzebuerger Regierung sech an, fir den Atomrisiko ze minimiséieren an d'Alternativen zur Atomenergie auszebauen?

An deem Kontext stellen ech fest, dass sech zënter e puer Joer ronderëm eis eppes deet, wann och lues, an dass mer als Lëtzebuerg och zanter e puer Joer eng ganz visibel an aktiv Antiatompolitik bedreiwen, virun allem op EU-Niveau inklusiv och virum Europäesche Geriichtshaff, mee awer och heiheem.

Den Antiatomkonsens zu Lëtzebuerg, dee jo och grad nom Accident vu Fukushima eng ganz breet Koalitioun am Kader vum nationalen Aktiounskomitee géint Atomkraaft ervirbruecht huet, dee steet nach ëmmer. An dësem Aktiounsbündnis si jo nieft e puer Dosen Organisatiounen aus der Zivilgesellschaft och all heibanne vertruede Parteie Member. Gläichzäiteg erliewe mer awer och an de Medien, awer och an eenzelnen internationale Gremien an Organisatioune relativ hefteg Lobbyefforte fir déi geféierlech, knaschteg an ëmmer méi onwirtschaftlech Technologie vun der Atomkraaft, déi momentan, trotz alle géigendeelege Behaaptungen, weltwäit u Bedeitung verléiert. Et ass relativ evident, dass den Effort besteet, fir änlech de 60er-Joren d'Atomkraaft als nei a modern Wonnerléisung am Kampf géint de Klimawandel ze promoten, dëst mam Zil natierlech, de Modell vun der defizitärer Atomenergiewirtschaft ze retten, dat natierlech och iwwert de Wee vun neie staatleche Subsiden.

D'Realitéit huet sech awer iwwert déi lescht 60 Joer net geännert. De Problem vun de radioaktiven Offäll, déi d'Atomreakteren an de leschte 60 Joer produzéiert hunn, an déi mussen etlech Dausende vu Jore stockéiert ginn, sécher stockéiert ginn, dee Problem ass net geléist an ass no mënschlechem Ermiessen och iwwer esou eng Zäitspan iwwerhaapt net léisbar. Au contraire klammen d'Käschte permanent, genee wéi och mam Alter vun de jeeweilege Reakteren d'Risike klammen, an dat och an Hightechlänner, wéi d'Beispill vu Fukushima et gewisen huet, wat natierlech derzou féiert, dass Investissementer an d'Atomwirtschaft net lukrativ sinn.

Eng wirtschaftlech erfollegräich Technologie mat Zukunftspotenzial gesäit deemno wierklech ganz anescht aus. An dëst gesot, stellen ech awer och mat Freed fest, dass d'Situatioun ronderëm Lëtzebuerg sech schonn däitlech verbessert huet, och wann a Frankräich d'Zentral vu Cattenom weiderhi lafe gelooss gëtt, an d'Firma däerf se och nach méi laang wéi virgesi lafe loossen.

D'Tatsaach ass nämlech, dass elo, Stand Mëtt 2021, d'Zuel vun de grenznoen Atomkraaftwierker an Atomreakteren duerch den däitschen Atomausstig a besonnesch awer och duerch d'Zoumaache vun den zwee eelste franséische Reakteren zu Fessenheim am leschte Joer elo esou niddreg ass wéi scho säit Joerzéngten net méi.

Dobäi kënnt dann nach, dass an der Belsch mat den Atomzentralen zu Tihange an zu Doel e Stopp vun der Atomstroumproduktioun bis Dezember 2025 geplangt ass. Dëst ass natierlech grad fir den Norde vum Land vu grousser Bedeitung, well dat, wat Cattenom fir de Süde vum Land ass, ass Tihange quasi fir d'Éislek.

Wat Däitschland ubelaangt, ass dësen Ausstig scho quasi ofgeschloss. Bis Enn d'nächst Joer, also 2022, wäerten déi lescht sechs däitsch Reakteren an Nord- a Süddäitschland vum Netz goen. An a Frankräich sinn déi zwee eelst Reakteren, wéi gesot, schonn zou. Laut dem aktuelle gesetzleche Plang ass en Zoumaache vun insgesamt 14 Reaktere bis 2035 virgesinn, mat enger Optioun op d'Zoumaache vun zwee weidere Reaktere schonn am Joer 2025 bis 2026. An hei insistéiert d'Lëtzebuerger Regierung jo weiderhin, dass grad Cattenom méiglechst ee vun deene Reakteren ass, déi fréizäiteg sollen zougemaach ginn.

Duerfir ass och eng Studie an Optrag gi ginn, déi analyséiere soll, wéi eng Roll Cattenom fir d'Versuergungssécherheet fir déi gesamt Regioun spillt a fir erauszefannen, wat fir en Impakt e fréizäitegt Ofschalte vun de Reakteren zu Cattenom deemno hätt.

An an dësem Kontext wollt ech follgend Froen un Iech, Här Minister, stellen: Wéi gesitt Dir dës Entwécklunge ronderëm Lëtzebuerg? Wat wär den Effekt op d'Lëtzebuerger Netz, wa Cattenom géif zougemaach ginn? Kënnt Dir eis hei vläicht déi Haaptpunkten erausschielen, déi a besoter Etüd och erauskomm sinn? A wéi gesäit d'Regierung d'Fro vun der Nohaltegkeet vun der Atomenergie, an

dass se dofir och grad also déi Léisung am Kampf géint de Klimawandel wier? A meng lescht Fro wär, wat d'Perspektive sinn, fir international oder europäesch Kooperatioune géint d'Atomkraaft respektiv fir den Op- an Ausbau vu sécheren Alternativen zur geféierlecher Atomkraaft.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwert.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Empain. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

■ **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Villmools merci, Madamm Empain, fir dës Fro. Dir hutt scho bëssen duergestallt, wéi et ronderëm eis ausgesäit. Ech mengen, mir hunn déi ganz gutt Noriicht, dass Däitschland decidéiert huet, fir aus der Atomenergie erauszeklammen. An dat wäert elo am Joer 2022 dann definitiv de Fall sinn. Ech mengen, dat soll een och international net ënnerschätzen. Däitschland ass awer weltwäit ee vun de Role models, et ass eent vun de ganz groussen Industrielänner. A wann déi et fäerdegbréngen, Klimaschutz, Versuergungssécherheet an och Stroumpräisser, déi bezuelbar sinn, all déi dräi Saachen, ënner en Hutt ze kréien, ech mengen, dann huet dat natierlech och weltwäit eng immens Ausstralung.

Däitschland baut duerfir natierlech massiv am Moment seng erneierbar Energien aus. An eppes, ech weess net, ob Der dat matkritt hutt: Däitschland huet elo mat Norwegen, d'Madamm Merkel an dann déi norwegesch Premierministerin, virun zwou Wochen e Kabel, deen Däitschland mat Norwege verbënnt, ageweit. Firwat ass dee Kabel? Dee Kabel ass an der Gréisstenuerdnung vun zwee Atomkraaftwierker. An dee bréngt et eigentlech fäerdeg, dass, wa ganz vill Wand ass, de Stroum Richtung Norwege geschéckt gëtt an do quasi an de Waasserkraaftwierker stockéiert gëtt. A wa mol eng Kéier manner Wand ass, da kann eeben zu 100 % an och zu all Moment Stroum an Däitschland geliwwert ginn.

Fir eis, kann ee soen, ass dat wäit ewech, awer och net, well Däitschland jo niewent deem dote Kabel grad amgaang ass, quasi ënnerierdesch Kabelen ze baue vun der Ostsee a vun der Nordsee Richtung Ruhrgebiet an och Baden-Württemberg Richtung Hessen. An domat kommen eigentlech souwuel déi, et kann ee soen, norwegesch Waasserkraaftwierker, awer och all déi Offshorewandrieder, déi am Baltikum an an der Ostsee gebaut ginn, geografesch méi no bei eis. Dat sinn Direktstroumleitungen. An dat ass e bëssen eppes wéi Waasser, e Krunn, deen een op- an zoudréit. Dat kann ee steieren. An dat heescht, dat, wat Däitschland mécht, ass schonn eppes, wat eis hei och immens hëlleft.

An der Belsch hu se, säitdeem déi nei Regierung och mat gréngen Bedeelegung do ass, ganz kloer am Koalitiounsaccord: 2025 definitiv eraus! Si sinn elo amgaang, dräi Preparativen ze maachen an déi Richtung. Déi éischt ass: Si hu sech quasi esou eGesetz ginn, dass, wa se elo nach zousätzlech Capacitéite brauchen, déi kënne schnell an de Marché kommen. Do gëtt elo eng europawäit Ausschreiwung gemaach. 2025 minus véier Joer - dat nennt een den T minus 4, an da gëtt nach en T minus 1 gemaach, fir dat ze ajustéieren, fir dass eeben och séchergestallt ass, dass, wann déi belsch Atomkraaftwierker 2025 vum Netz sinn, genuch Stroum do ass.

Ech hat virun zéng Deeg nach eng Kéier mat der belscher Ministesch geschwat. A si geet och dervun aus, dass zum Beispill eng ganz Rei Batterien eventuell dann op de Marché kommen. Dat ass e Phenomeen, dat hu mer haut schonn an Australien an an Amerika um Marché, dass a grousse Containere Batterië sinn, déi eeben och Stroum kënne stockéieren, wann es ze vill do ass, an natierlech och kuerzfristeg erëm an de Marché bréngen a bei d'Leit bréngen, wann et néideg ass.

Dat Zweet, wat d'Belsch decidéiert huet: D'Belsch wäert eng kënschtlech Insel baue virun der belscher Küst, fir dann do am grousse Stil - also dat ass da quasi wéi ganz Cattenom - an der Gréisstenuerdnung vu 5.000, 6.000 Megawatt an d'Nordsee ze bauen an déi natierlech mat Kabelen ze verbanne Richtung Belsch. A mir si jo haut schwaach ugeschloss un d'Belsch. Mee et kéint awer sinn, dass perspektivesch d'Belsch, nieft Däitschland, fir eis eeben och kéint e Partner ginn. Dat heescht, d'Belsch ass amgaang, massiv eeben och an déi gréng Energien ze investéieren.

An dann dat anert, wat d'Ministesch amgaang ass, an do kënne mir och eventuell e klenge Rôle spillen, dat ass, dass an de Joren 2025-2028, wann déi Atomkraaftwierker vum Netz ginn, eeben dann och genuch Netzcapacitéiten eventuell do sinn, fir vu baussen an d'Belsch heiansdo Stroum ze bréngen. Do kënne mir och eventuell e klengen Optiméierer si mat där enger Leitung, déi mir hunn. Awer och Däitschland kann do natierlech ganz vill hëllefen.

Da bleift eist Suergekand vun eisen Noperen: Dat ass Frankräich. Frankräich huet decidéiert, fir vu 75 % Atomstroum op 50 % erofzegoen. Ech mengen, d'Madamm Empain huet schonn erwäänt: Dat ass d'Gréisstenuerdnung vu 14, 15 Atomkraaftwierker, déi déi nächst Jore musse vum Netz goen. An ech mengen, dass et eis Flicht ass als Regierung - an ech sinn ëmmer frou, wann ech heihinnerkommen, well ech weess, dass Der alleguerten do hanner eis stitt -, fir eeben ze kucken, dass de Reakter zu Cattenom fir Frankräich esou onattraktiv wéi méiglech ass ze bedreiwen an dass dat eeben dann och ee vun deene Reakteren ass, déi ofgeschalt ginn.

Ganz oft, wann ech mat Frankräich diskutéiert hunn, dann ass op eemol dat Argument opkomm: „Jo, mee Cattenom kann ee guer net zoumaachen. Da ginn d'Luuchten aus an der Groussregioun." Et sinn der dann och heiansdo, déi behaapten, zuLëtzebuerg géifen d'Luuchten ausgoen. Fir dat Argument ee fir allemol vum Dësch ze kréien, hu Saarland, Rheinland-Pfalz a Lëtzebuerg, déi dräi Regierunge bei engem ganz renomméierten däitschen Institut, dem Consentec, eng Etüd an Optrag gi fir ze kucken: Ka Cattenom ofgeschalt ginn? A wa Cattenom ofgeschalt gëtt, wat ass den Impakt op d'Stroumversuergung an eeben och op d'Stroumleitungen an der Groussregioun?

Déi Etüd ass op eiser Internetsäit; dat heescht, fir déi, déi se gäre méi am Detail aliesen.

Wat muss ee kucke, fir sécher ze wëssen, ob genuch Stroum do ass? Dat eent ass de Volume vu Stroum. Gréisstendeels kënnt deen duerch grouss Offshorewandanlagen déi nächst Joren nei an de Marché. Duerfir kënnen a Westeuropa an deem grousse Stroumverbund eeben dann och zum Beispill Atomkraaftwierker erausgoen.

Da muss een natierlech nach kucken, dass d'Spannung vum Stroum ëmmer do ass. An do ass eeben och déi gutt Noriicht, dass hei an der Groussregioun genuch Kraaftwierker do sinn, fir dat ze maachen. An - an dat war och fir mech iwwerraschend - d'Experten hu virgeschloen, dass ee Generatricë vu Cattenom - déi véier Generatricen oder eventuell zwou dovunner - géif weiderhin notzen.

Dat ass eppes, wat déi Däitsch gemaach hunn zu Biblis. Biblis ass en Atomreakter, deen an der Géigend vu Frankfurt steet. Do ass deen atomare geféierlechen Deel ofgeschalt. Déi zwou Generatricen lafe wieder, déi hänken um Netz. A mat hire Schwungrieder lafe se eigentlech ëmmer mat am System. Duerfir hëllefe se, dass den Hertz eigentlech ëmmer agehale gëtt, dat heescht, dass d'Spannung vum Stroum ëmmer an där klenger Fënster ass, wou se muss bleiwen.

Dat ass eng Optioun, déi d'Experten och virschloe fir ze soen: „Cattenom kéint och de radioaktiven Deel zoumaachen, de geféierlechen Deel. An da géifen trotzdeem zwou oder véier Generatricen am Netz matlafen an esou och e weidere Bestanddeel bleiwe vun der Versuergungssécherheet.

Dat heescht, no där heiter Etüd ass et klipp a kloer: Cattenom kann ofgeschalt ginn! Et ass net eng Saach vun, dass dann d'Luuchten ausginn. Mee - an et ass souguer interessant gewiescht an der Etüd, wann Der eng Kéier duerchbliedert - de Stress op verschidde Stroumleitungen direkt hei an dem Ëmfeld gëtt souguer méi kleng, wéi e virdru war, well eeben natierlech manner massiv quasi esou Stroum an d'Netz kënnt.

Ech mengen, dat ass dat Éischt, wat mer elo rezent an d'Weeër geleet hunn. An dat Zweet, an do hunn ech mech elo haut nach eng Kéier informéiert: Däitschland wäert 2022, wéi gesot, aus der Atomkraaft erausklammen. An dat, wat mer elo probéieren an Däitschland, ass, dass Däitschland dann dee selwechte Schrëtt mécht wéi Lëtzebuerg, dat heescht, dass Däitschland erausklëmmt aus deenen internationalen Haftungsverträg vun Atom, dass si déi Atomaccidenter eigentlech bezuelen.

De Risiko vun der Atomkraaft ass eigentlech guer net bei EDF, mee ass quasi sozialiséiert iwwert d'Regierungen an hir Awunner a ganz Europa iwwert de Vertrag vu Paräis a vu Wien.

An déi däitsch Gréng, déi hunn elo an hirem Walprogramm e Passus - an dat hu mer elo séchergestallt -, dass eeben Däitschland och wäert ... Gutt, ech mengen, dat ass elo mol eng Partei, mee et gëtt jo eng gewësse Warscheinlechkeet, dass déi an der nächster Regierung ass ...

■ **M. Léon Gloden** *(CSV)*.- E kann dat an den CV schreiwen.

(Interruptions)

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Ech mengen awer net.

(Coups de cloche de la présidence)

■ **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Jo, elo sidd emol net esou pessimistesch, ne!

(Hilarité)

Et ass net op ee Sonndeg ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Turmes, loosst Iech net duerjerneebréngen!

(Hilarité)

■ **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Jo, mee gutt!

Also, mir hunn op alle Fall elo eng Partei an Däitschland, an dat ass net déi klengsten, ...

(Hilarité)

... déi wäert eeben offensiv och probéieren, dat selwecht ze maache wéi Lëtzebuerg. Wat heescht dat praktesch? Dat heescht praktesch, dass d'Bedreiwe vum Reakter zu Cattenom finanziell méi deier ass a méi risikohaft ass fir EDF, wéi wa se en anere Reakter iergendwou a Frankräich bedreiwen. Well nämlech de Risiko dann, wann en Accident ass: Zu Lëtzebuerg gëtt d'Haftung anescht ageschat, an eeben och duerno an Däitschland.

A virun allem, wann Däitschland ... Also Lëtzebuerg, kann ee soen, dat ass fir eisen Territoire wichteg. Mee mir sinn natierlech elo net dat gréisste Land. Mee wann Däitschland och erausklëmmt aus deenen internationalen Haftungsverträg, da wäert sech effektiv d'Fro stellen, ob Frankräich als Regierung iwwerhaapt solvabel genuch ass, fir esou Atomkraaftwierker ze bedreiwen. An domadder, mengen ech, setze mer e weidert Element, fir Drock ze maachen op Frankräich, fir Cattenom ofzeschalten.

E lescht Wuert zu där Saach, déi Der heiansdo an den Artikele gesitt an natierlech och vun der Atomlobby. „Klima, Klima, elo musse mer erëm Atom maachen!" Ech ginn Iech zwee Elementer.

Wéi d'Fransousen déi nei Generatioun vun Atomkraaftwierker geplangt hunn an dunn eent a Finnland gebaut hunn an eent a Frankräich: De Präis war ugesot bei 3 Milliarden an et ass gesot ginn: „Mir bauen déi an dräi Joer." D'Realitéit ass: De Präis ass mëttlerweil bei 12 bis 15 Milliarden. A souguer deen a Finnland leeft nach net, an dat sinn zéng, zwielef Joer.

Dat heescht, et ass esou: Nei Atomkraaftwierker, déi sinn zwee- bis dräimol méi deier wéi Offshore-Wandanlagen, wéi Solaranlagen. A wa mer wierklech Klimaschutz eescht huelen, an ech mengen, mir mussen dat eescht huelen: Mir kënnen eis et net leeschten, dass mer a 15 Joer 1.500 Megawatt bauen an dann iergendwéi Kuelekraaftwierker vum Netz huelen, well mir musse kucken, dass mer vill méi bauen. A mat Wandkraaft um Land, um Mier an och mat Solarenergie kann ee vill méi schnell virumaachen.

Vun dohier ass Atom, nieft sengem Risiko, nieft der Akzeptanz, och souwuel vum Geldasaz a vum Tempo einfach net schnell genuch an net präislech gënschteg genuch, fir eis wierklech ze hëllefe beim Klimaschutz.

Ech soen Iech villmools Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, dem Här Energieminister Claude Turmes. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

10. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la flambée des prix des produits pétroliers

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Hausse vun der Bensinnstax. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Georges Engel, den Här François Benoy, d'Madamm Myriam Cecchetti an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gilles Roth als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Gilles Roth, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Gilles Roth** *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt gesinn, dass iwwert déi lescht Méint d'Präisser vum Koffer, vum Eisen, vum Stol, vum Weess a vum Mais reegelrecht explodéiert sinn. An dat zielt awer net nëmme fir déi Matière-premièren, mee dat zielt virun allem fir de Pëtrol! Beim Pëtrol ass et engersäits doduerch bedéngt, dass natierlech no dem Wirtschaftsopschwong, dee kënnt no dem Exit aus der Pandemie ..., et huet awer och ze di mat der Präispolitik vun de sougenannten OPEC-Staaten.

Fir Iech dat ze verdäitlechen: De Präis vun dem Masutt ass zënter Januar 2021 ëm 15 % an d'Luucht gaangen. Dee vun dem Diesel a vun dem Bensinn zwëschent 10 % an 11 %. Elo sot Der: „Wat bedeit dat dann elo konkreet?" Mee konkreet e Beispill: Am Mee 2020, also virun engem gudde Joer, du war de Präis vum 95er Oktan 89 Cent op der Pompel zu Lëtzebuerg. Deen läit elo, wann Der kierzlech getankt hutt, bei 1,30 Euro. 1 Euro 30! Een Tank mat 50 Liter Bensinn, dat ass 20 Euro Méikäschten Juni 2021 par rapport zu Mee 2020.

Fir déi Leit, déi aus dem ländleche Raum kommen, an et sëtzen der jo eng Rei hei ënnert eis, mee et sinn der och vill, déi net déi Stëmm hunn an der Chamber, fir déi bedeit dat, wa se zwëschent 25.000 an 30.000 Kilometer fueren, mat ronn 8 Liter Bensinn - dat mag fir déi, déi an dem Speckgürtel vun der Stad wunnen, relativ vill sinn, mee fir déi Leit aus dem Éislek am Norden an anerer am Osten ass dat eigentlech d'Normalitéit -, abee, Dir Dammen an Dir Hären, op engem Joer eng Méibelaaschtung, haalt Iech gutt un, vu 1.500 Euro pro Joer!

A beim Masutt, do war de Präis am Mee 2020 bei 33 Cent de Liter Masutt. Deen ass am Mee 2021 elo bei 63 Cent. Also, 33 Cent 2020, elo bei 63 Cent. Bei engem Tank mat 3.000 Liter Masutt pro Joer sinn dat nach eng Kéier ronn 1.000 Euro - 1.000 Euro! Dat heescht, fir e Bierger aus dem ländleche Raum, Fuerkäschte plus Hëtze vum Haus mat Masutt, sinn dat insgesamt 2.500 Euro Méibelaaschtung an Zäit vun engem Joer. A leidend, dat wësst Der alleguerten, ass bei deene steigende Pëtrolspräisser virun allem de Bierger, de Konsument.

Elo kënnt Der natierlech soen: „Ma déi Leit, déi kënne jo op en Elektroauto ëmklammen. Déi Leit, déi kënne sech jo energeetesch sanéieren." Or, dat ass séier gesot, ass awer an der Praxis guer net fir jiddweree realiséierbar. Et ass net jiddwereen, deen op de gratis ëffentlechen Transport kann ëmklammen, wann en nuets op d'Nuechtschicht fiert, wann en d'Kanner muss ofhuelen, wann e muss kucken, seng Kommissiounen ze maachen. Da sinn déi Leit besonnesch am ländleche Raum nun emol op hiren Auto ugewisen.

A bei den Haiser, jo, do ass et net vill anescht. Ech mengen, an de grousse Stied, an de Ballungszenteren, do ass dat méi einfach. Do kann een op aner Energiequellen zréckgräifen. Mee wann een en alengsteeënd Haus huet, iergendwéi an engem Duerf am Éislek oder soss am ländleche Raum, da geet dat net einfach esou, fir dee Masuttstank do erauszehuelen an op eng aner Energiequell ëmzeswitchen, a virun allem ass dat jo och mat Käschte verbonnen. Virun allem ass dat och mat Käschte verbonnen, an et ass net jiddwer pensionéiert Wittfra, déi d'Méiglechkeet huet, nach an hirem héije Liewensalter, d'Haus dann esou energeetesch ëmzegestalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Däitschland, do läit den duerchschnëttleche Präis op dem Bensinn méi héich. Dee läit ëm ronn 18 Cent par rapport zu dem Lëtzebuerger Präis nach méi héich, bei engem Duerchschnëttspräis vun de Moment 1 Euro 48 Cent. Et muss een awer wëssen, dass an de Ballungszenteren, nämlech do, wou de Groussdeel vun der däitscher Bevëlkerung sech fokusséiert, den Accès zu dem ëffentlechen Transport, sief dat d'Schinnennetz, sief dat Metroen, vill méi einfach ass. Et muss een och wëssen, dass d'Wunnengsbaupräisser op deene meeschten däitsche Plazen net den Niveau hunn, wéi dat zu Lëtzebuerg ass, an net nëmmen am Verglach par rapport zum Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg.

An an Däitschland, Dir hutt dat an der rezenter Aktualitéit suivéiert, do si Vertrieder vu praktesch alle gréissere Parteien, déi schwätze souguer vun enger „Benzinpreisbremse" an déi soen: „Damit Autofahren kein Luxus wird, sondern noch für jedermann erschwinglich bleibt." A keen anere wéi de Spëtzekandidat vun der SPD, de Sozialisten an Däitschland, de Finanzminister Scholz, huet gesot: „Wer [...] einfach immer weiter an der Spritpreisschraube dreht, der zeigt, wie egal ihm die Nöte [...] der Bürger sind." Dat seet keen anere wéi de Kanzlerkandidat vun der SPD Däitschland, den Olaf Scholz.

Elo frot Der: Wat huet dat mat Lëtzebuerg ze dinn a wat huet dat mat der Positioun vun der CSV ze dinn? Also, d'Positioun vun der CSV, deene sougenannte Konservativen, wéi d'Madamm Bofferding eis kierzlech gemengt hat ze betitelen - ech hat ëmmer gemengt, déi Konservativ, dat wier eng Partei mat engem gewëssene Joe Thein un der Spëtzt, dee war fréier bei der ADR, en ass bei dem Här Halsdorf zu Péiteng usässeg -, abee, wann dat d'Meenung ass vun der Madamm Bofferding, dann huelen den Här Wolter, den Här Eicher an anerer vun eis Député-Maire dat da mol zur Kenntnis a mir kucken, wat dann d'Zukunft an deenen nächste Wochen a Méint op deem Feld dann nach bréngt. Nun zur Positioun vun der CSV.

(Interruption)

Jo, jo. Mir sinn der Meenung, an dat soen ech och ganz kloer, dass d'CSV weiderhin zu enger CO_2-Bepreisung steet, et ass kee proppert Wuert, mee dass mir dozou stinn. Mir soen awer grad esou kloer, an dat hu mer virdrun och gesot bei de Budgetsdebatten, dass mir der Meenung sinn an och virdru waren, dass et zu dësem Zäitpunkt e Feeler war, fir déi CO_2-Steier aus dem Index erauszehuelen. Firwat? Well mir der Meenung waren a weiderhi sinn, dass grad elo an der Pandemie an am Ausgang vun der Pandemie de Leit hir Kafkraaft, déi se awer och duerch esou eng Steier entzu kréien - jiddwereen! -, muss erhale bleiwen.

A wann Der eigentlech dat do a Fro stellt, jo, da stellt Der de ganzen Indexsystem a Fro. Den Indexsystem, do ass e relativ gudden Artikel am „Tageblatt" rezent gewiescht, „Honnert Joer Index" ass deen iwwerschriwwen, dee verdäitlecht eigentlech, dass den Indexmechanismus, am Sënn vun enger sozialer Kohäsioun, d'Kafkraaft vun alle Bierger, vun deenen, déi manner verdéngen, a vun deenen, déi méi verdéngen, permanent soll ausgläichen. An duerfir fanne mir, dass dat zu dësem Zäitpunkt e Feeler ass.

Elo sot Dir: „Ma mir kompenséieren dat mat engem Steierkredit vu 96 Euro." Dir Dammen an Dir Hären,

déi 96 Euro, setzt déi am Verglach zu deene Méikäschten, déi ech virdru gesot hunn, 1.000 Euro Masuttméikäschten, 1.500 Euro Käschte méi op dem Sprittverbrauch. An dann ass et esou, déi 96 Euro Steierkreditt, et ass jo net, dass all Mënsch an de Genoss dovunner kënnt! Neen, de maximale Genoss pro Joer vun deene 96 Euro Steierkreditt, wann ech dat duerch zwielef deelen, da landen ech bei ronn 8 Euro pro Mount, dat equivaléiert emol net een Tank, een Tank de Mount vu 50 Liter. Ech hunn lech virdru gesot, dass et e Méipräis ass fir jiddwereen hei am Land, vum Mindestlounbezéier bis zu dem Spëtzeverdénger, vun 20 Euro pro Tank weider.

Also, et kann een net argumentéieren, dass dee Steierkreditt déi sämtlech CO_2-Steier fir d'Leit ausgläicht. An e gläicht se virun allem fir iwwerhaapt kee méi aus, dee méi an engem Stot huet wéi 80.000 Euro. Well do ass de Steierkreditt null. Do ass en null! E spillt bis 40.000 Euro, an dann ass en degressiv bis 80.000 Euro. An doriwwer eraus ass e carrement null.

Mir sinn als Alternativ - dat frot Der jo: „Wat ass dann Är Alternativ?" -, an dat soen ech och ganz kloer op dëser Tribün, der Meenung, dass een, parallell zu weideren Erhéijungen - an ech wëll och do eng Motioun ofginn, ech gesinn nämlech, meng zéng Minutte si bal ëm, ech huelen duerfir d'Zäit vun der Motioun, Här President -, mir sinn der Meenung, dass ee soll, parallell zu enger weiderer Erhéijung vun der CO_2-Steier, déi jo geplangt ass vun der Regierung fir 2022 an nach eng Kéier 2023, eng Ëmgestaltung virhuele vun der sougenannter „Kilometerpauschal", ech explizéieren dat herno nach, an dat no soziale Krittären, no professionelle Krittären a virun allem och no de Krittären - de Minister vun der Landesplanung sëtzt hei bei eis - vun der Landesplanung.

Ech erkläre mech: Mir sinn der Meenung, dass een enger Persoun oder engem Stot, dee méi wäit ewech wunnt, deen net d'Méiglechkeet huet, fir sech op de gratis ëffentlechen Transport ze raccordéieren, dass et do keng Schan ass, wann een déi Kilometerpauschal fir déi Leit no uewen upasst. Ech soen awer grad esou kloer, dass et och fir d'CSV keen Tabu ass, och wann dat an der Oppositioun vläicht net esou populär sollt sinn, dass fir Leit, déi an der Stad respektiv an de Ballungsgebidder vun der Stad a ronderëm wunnen, dass et do keen Tabu ass, dass een do dee Fräimontant, deen de Moment bei véier Kilometer ass, wou d'Kilometerpauschal net spillt, dass een dee kéint no uewen upassen. Well ech soe ganz éierlech: Wann ech d'Méiglechkeet hunn, fir all zéng Minutten e gratis ëffentlechen Transport ze huelen, an ech wëll mer de Luxus leeschten, fir da mat mengem Privatauto op meng Aarbechtsplaz ze fueren, dann ass dat mäi Choix! A wann dat eppes kascht, da muss ech déi Fraise selwer assuméieren.

Firwat déi heiten alternativ Propositioun? Éischtens: Déi Kilometerpauschal, déi ass 1990 bei der Steierreform agefouert ginn. Déi 99 Euro, dat war just eng Ëmwandlung vun engem Montant vun deemools 3.900 Frang an Euroen.

Dat heescht, déi Kilometerpauschal, déi ass zënter 1990, also wärend geschloenen 30 Joer, guer net méi ugepasst ginn, soudass deen Avantage, deen een iwwert d'Kilometerpauschal kritt, sech natierlech praktesch halbéiert huet. Ech hunn dat emol ëmgerechent par rapport zum Index, wéi en 1990 war. Déi 99 Euro 1990, dat géif haut 182 Euro entspriechen.

Duerfir wëlle mer proposéieren, dass d'Leit, wéi gesot, déi méi no wunnen zu hirer Aarbecht an zu de Ballungszenteren, dass déi solle manner favorabel traitéiert ginn, an déi Leit, déi méi wäit ewech wunnen an doduerch méi Belaaschtungen hunn, doduerch solle kompenséiert ginn.

An ech wëll an deem Sënn, Här President, lech och eng Motioun am Numm vun der CSV iwwerreechen. Ofschléissend wëll ech awer ganz kloer soen, dass et fir d'CSV ganz kloer ass, dass onofhängeg vun der Sprittpräisentwécklung souwuel um Weltmaart wéi och duerch zousätzlech Belaaschtungen um Niveau vun Accisen an CO_2-Steier, den Individualverkéier an insbesondere dee mat dem Auto, net däerf e Luxus ginn, op jidde Fall net eng reservéiert Plage fir déi Leit, déi mat subventionéierten Elektroautoen eigentlech dann hei zu de puer „happy few" gehéieren.

Dat gesot, Här President, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren. Ech erlabe mer, lech och dann déi Motioun, déi ech virdrun ugeschwat hunn, ze iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre de Députés,

- vu la flambée des prix pétroliers au cours des douze derniers mois ;

- vu l'introduction d'une taxe carbone à hauteur de 20 euros la tonne à partir du 1er janvier 2021 et ses augmentations additionnelles de cinq euros en 2022 et de cinq euros en 2023 ;

- vu la gratuité des transports publics depuis le 1er mars 2020 pour tous les usagers des transports publics ;

- vu la non-adaptation du montant de la déduction forfaitaire pour frais de déplacement depuis la loi du 6 décembre 1990 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects ;

- vu l'accord de coalition 2018-2023 qui prévoit que « La gratuité des transports publics sera introduite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg durant le premier trimestre 2020, en parallèle avec une réforme des frais de déplacement forfaitaires, déductibles des impôts. [...] La réforme des frais de déplacement tiendra entre autres compte des besoins spécifiques de personnes travaillant en dehors des heures de service »,

invite le Gouvernement

- à procéder parallèlement à l'augmentation de la taxe carbone en 2022 à une adaptation du système des frais de déplacement déductibles en matière d'impôt sur le revenu tenant compte notamment des critères de l'aménagement du territoire et de critères sociaux et professionnels.

(s.) Gilles Roth, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Roth.

An ech ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. André Bauler *(DP).*- Merci, Här President. Léif alleguer, ech denken, datt mer déi aktuell Präishausse mussen an hirem zäitleche Kontext kucken. D'ailleurs hunn ech elo de Site entdeckt www.petrol.lu. Do kann een d'Präisentwécklung vun de leschte Jore genee iwwerpréiwen. Ech hu mer dann och d'Entwécklung vum 98er-Bensinn a vum Diesel genau ugekuckt. De 5. Juni 2021 huet e Liter 98er 1,37 Euro kascht an e Liter Diesel 1,19 Euro, all Taxen abegraff natierlech. D'Präisser vun deene Jore virdrun hu sech an enger Forschett tëschent 1,18 Euro am Joer 2016 an 1,41 Euro am Joer 2012 beweegt fir den 98er. Fir den Diesel louch d'Forschett tëscht 0,94 Euro, 2017 war dat, an 1,19 Euro 2014. Den déifsten Niveau fir den 98er an den Diesel war effektiv dat lescht Joer an der éischter akuter Phas vun der Kris: 1,12 Euro fir den 98er an 0,91 Euro fir den Diesel.

Dir gesitt, wann een d'Zuelen iwwert déi lescht zéng Joer kuckt, da kann een éischtens keng „nette flambée des prix", vun där hei geschwat gëtt, feststellen. An zweetens mierkt een, datt d'Präisser haut bal beim Präis leie vu virun zéng Joer a souguer méi déif si wéi 2012, 2013 an 2014, wat de Bensinn ugeet.

Wat mir awer momentan feststellen, ass, datt d'Präisser op der Pompel iwwert déi lescht zwielef Méint staark an d'Luucht gaange sinn. Dat huet natierlech oder haaptsächlech domat ze dinn, datt d'Präisser d'Iescht Joer, dat muss ech och soen, op engem historeschen Déifpunkt louchen. Dir erënnert lech vläicht nach, am Abrëll 2020 war de Präis vum Barrel Pëtrol esouguer an dat Negatiivt gefall, du jamais-vu.

Deemools waren d'Tanke gutt gefëllt an d'Produzente ware frou, wa sech och nëmmen een décke Client gewisen huet, deem se iwwregens souguer nach Suen erausginn hunn, wa se de Produit lassgi sinn.

Am Mäerz 2020 huet d'Pandemie d'Weltwirtschaft nämlech a quasi alle Secteure vun haut op muer zum Stëllstand bruecht, zumindest mat Momenter. D'OPEC-Länner hunn hir Produktioun zwar relativ schnell gebremst, mee trotzdeem gouf et eng Zäit laang eng weltwäit Iwwerproduktioun, wouduerch d'Präisser natierlech staark gefall sinn. Mam Succès vun den Impfcampagnen, der Relance vun eiser Ekonomie, der nationaler esou gutt wéi der europäescher an internationaler, an der Appreciatioun vum US-Dollar par rapport zum Euro sinn d'Pëtrolspräisser dunn nees, wéi mer wëssen, ganz séier geklommen.

Wat d'Konsequenze fir d'Lëtzebuerger Konsumenten ugeet, weist de Statec sech zumindest fir de Moment berouegt. D'Hausse vun de Pëtrolspräisser hätt zwar wuel d'Inflatioun am Fréijoer op 2,1 % eropgedriwwen, mee se hätt bis ewell nach kengerlee Pressiounen op d'Präisser vun anere Wuere mat sech bruecht. Déi nächst Indextranche, déi war jo eigentlech fir 2022 virgesinn, déi géif dann awer elo Enn 2021 erfalen.

Ech kommen och nach gären op d'Äntwert op meng Question parlementaire zréck, wou de Minister Fayot och op d'Fro geäntwert huet, wat den Impakt vun der neier CO_2-Steier op d'Präisser ass, eng Steier, déi am Interêt vum Klimaschutz ass, eng Steier, déi e politesche Choix ass. Ech zitéieren den Här Fayot: « Outre l'adaptation de la fiscalité sur les prix pétroliers via l'introduction d'une taxe CO_2, le redressement du prix du pétrole brut est à l'origine des relèvements de prix des carburants observés entre la fin de 2020 et le début mars 2021 de l'ordre de 20 cents pour l'essence (dont 5 cents vont sur le compte de la taxe CO_2 et la TVA afférente) et de 15 cents pour le diesel (près de 6 cents liés à la taxe CO_2). Les fluctuations du cours du Brent sur les marchés internationaux se répercutent automatiquement avec un décalage de quelques jours sur les prix maxima fixés par le Ministère de l'Énergie [...]. Ces fluctuations sont déterminées par l'offre et la demande de pétrole sur les marchés internationaux. »

Dorauser schlussfollgert den Här Fayot, ech kommen esou lues zum Schluss: « L'introduction de la taxe CO_2 ne représente qu'une petite partie de cette hausse des derniers mois et les prix des carburants sont ainsi, au début de mars 2021, proches des niveaux enregistrés à l'entrée dans 2020. »

Effektiv, d'Präisser vun haut leie liicht iwwert deene vun Enn 2019. Ech mengen, méi ass dozou eigentlech de Moment net ze soen. Mir mussen also déi nächst Méint ofwaarden a kucken, wéi d'Reprise weider verleeft, fir kënnen ze schlussfollgeren, ob mer hei wierklech enger netter mëttelfristeger Präishausse entgéintginn oder net. En Ekonomist an Dätschland schwätzt haut um Deutschlandfunk vu „vorübergehenden Effekten". Mol kucken, ob et esou geet. An engem Joer si mer spéitstens méi schlau.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci der CSV fir dës Heure d'actualité iwwert déi steigend Pëtrolspräisser. Effektiv ass de Präis vum Pëtrol an de leschte Woche geklommen. An engem gewëssene Mooss war dat ze erwaarden. Mam Abroch vun der Pandemie an der reduzéierter ekonomescher Aktivitéit ass de Pëtrolspräis agebrach. Wéi am Ufank dëst Joer ersiichtlech war, dass mat den Impfungen och d'Reprise vun dësen Aktivitéiten erëm géif ugekuerbelt ginn, ass de Präis erëm op den Niveau vu virun der Kris geklommen. Den Här Bauler huet et hei op beandrockend Aart a Weis jo nach eng Kéier duergeluecht.

De Präis vum schwaarze Gold gëtt an éischter Linn bestëmmt duerch d'Offer. Hei spille geopolitesch Considerationen an Tensiounen an der OPEC eng fundamental Roll. Saudi-Arabien a Russland als gréisst Exportateure vu Pëtrol hunn nach laang net déi nämmlecht geopolitesch Interessen a schonn nëmmen eng verbal Ausso vun deem engen oder deem anere ka gréisser Inzidenzen op de Präis vum Barrel hunn.

All Land, wat de Pëtrol importéiere muss, ass deene geopolitesche Phenomeener ausgesat, Lëtzebuerg natierlech och, an et ass doduerch falsch, hei ze soen, dass déi Präisdeierecht, déi mer elo erliewen, duerch d'CO_2-Steier komm wär. Dat huet och kee konkreet gesot, mee et ass e bësse hei den Androck vermëttelt ginn, wéi wann dat de Fall wär.

Mir hunn zu Lëtzebuerg op dës Präisschwankunge keen Afloss. Den Impakt op eis Wirtschaft an op d'Konsumenten ass dogéint ganz considerabel. Et wäert eng Präisdeierecht ginn, déi net nëmmen d'Pëtrolsproduiten, mee och am Allgemengen d'Konsumgidder betrëfft. Dat verschäerft den Aarmutsrisiko zu engem Zäitpunkt, wou déi méi sozial Schwaach schonn uerg vun der Pandemie gebeidelt sinn.

Zu Lëtzebuerg huet d'LSAP duerfir säit Joerzéngten en Instrument „contre vents et marées" verteidegt, an dat ass den Index. Den Index schützt d'Salariéë virum Kafkraaftverloscht duerch d'Inflatioun a mir wäerten och weider zu deem Index hei stoen.

Déi aktuell Situatioun soll eis awer kloermaachen, dass et wichteg ass, dass mer eis manner ofhängeg maache vun de Pëtrolsproduiten a vun de fossillen Energien. A mir brauchen do och an de Privathaushalter déi néideg Investissementer. Der LSAP hir Suerg ass et duerfir, dass d'Virdeeler vun enger Energieeffizienz net enger räicher Minoritéit virbehale ginn. Fir d'Energieaarmut ze bekämpfen, ass et immens wichteg, dass de Staat eng Rei vu Mesuren hëlt, déi et Leit mat klengem a mëttlerem Akommes erlaaben, bei der energeetescher Transitioun matzekommen.

An hei kënnt dann och d'CO_2-Tax an d'Spill. Si kënnt op de Sprittpräis drop a mécht deen natierlech och e bësse méi deier. Allerdéngs ass et eng fix Tax, déi onofhängeg ass vum Marchéspräis vum Pëtrol.

Een Zil vun där Tax ass et, den Differenziell tëscht de Präisser hei zu Lëtzebuerg an deene vun eisen Nopeschlänner ze steieren, déi och eng CO_2-Tax agefouert hunn. Si kann a muss doriwwer eraus och e Bäitrag leeschten, fir de Risiko vun der Energieaarmut ze reduzéieren.

Et ass fir d'LSAP eng absolutt Konditioun vun dëser Tax, dass d'Recetten dovunner zumindest zur Hallschent un d'Haushalter zréckfléissen, déi aus eegener Kraaft net an der Lag sinn, d'Investissementer ze maachen, déi hinnen hëllefen, Energie ze spueren.

Et däerf een net vergiessen, dass d'Lëtzebuerger Regierung gläichzäiteg mat där CO_2-Tax, déi, ech soen et nach eng Kéier, fir e klengen Deel vun där Hausse hei responsabel ass, eng sozial Kompensatiounsmesure en place gesat huet. Déi bis zu 96 Euro Steierkreditt zousätzlech fir déi manner breet Schëllere grad wéi och d'Revalorisatioun vun der Allocation de vie chère ëm 10 % bedeiten ënnert dem Stréch awer ëmmerhin 53 Millioune méi Kafkraaft fir déi Stéit, déi dës Stäip am meeschte brauchen.

Et ass duerfir falsch, d'Rechnung ze maachen, dass déi ganz Präishausse duerch dee Steierkreditt, deen nëmme fir d'CO_2-Steier agefouert ginn ass, also doduerjer déi ganz Präisser ze kompenséieren. Dat ass eng falsch Rechnung, well dee 96-Euro-Steierkreditt ass agefouert ginn, fir d'CO_2-Steiertax ze kompenséieren an net, fir déi ganz Hausse do ze kompenséieren.

De Statec huet déi lescht Jore virgerechent, dass déi zwee ënnescht Quintillen, also déi ënnescht 40 % vun de Stéit, duerch déi sozial Mesure de Käschtepunkt vun der CO_2-Tax integral - integral! - kompenséiert kréien, jo souguer liicht bäi kënne gewannen.

Fir d'LSAP ass vun Ufank un ëmmer kloer gewiescht, dass ee Klimaschutz net däerf um Bockel vun deene finanziell méi vulnerabele Bierger maachen. An dem Statec seng Etüd weist, dass d'LSAP mat dëser Decisioun richteg läit.

Déi sozial Mesuren, déi Mesuren, déi ech beschriwwen hunn, gräife konkreet a cibléiert. Si sinn deemno besser wéi en Neutraliséiere vun der CO_2-Tax am Indexwuerekuerf, well mir éischtens soss jo fir bestëmmte Secteure vun der Ekonomie géifen eng Duebelbelaaschtung provozéieren, an d'Ekonomie, déi muss schonn déi Präisdeierecht vum Pëtrol bezuelen an do niewendrun och nach d'Hausse vum Index, an zweetens géif ee gläichzäiteg och de Lenkungseffekt vun der Tax mëttelfristeg neutraliséieren.

Et geet jo drëms, fir dass d'Leit eebe manner fossill Energië verbrauchen. An duerfir, léif Kolleegen, net alles, wat op den éischte Bléck gutt klëngt, ass et op den zweete Bléck och.

Amplaz jiddwerengem déi Accisenerhéijung vun der CO_2-Steier zum Deel ze kompenséieren, wäerte mir se geziilt deene ganz kompenséieren, déi se och wierklech brauchen. An duerfir sti mir: net mat der Géisskan, mee geziilt an effektiv! Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Engel. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Hären, ech mengen, dat Wichtegst, wat ee schonn emol gesäit bei där ganzer Diskussioun, déi mer hei hunn oder am Moment erliewen, ass déi grouss Ofhängegkeet, déi mer ëmmer nach hu par rapport zu dem Pëtrol: de Präis, deen elo an d'Luucht geet, an awéifern mer alleguerten elo do dervunner ëmmer nach ofhänken. An aus där Ofhängegkeet musse mer, mengen ech, erauskommen. An et ass genau dat doten, wat mer elo bei där Relance, déi mer erliewen, mierken: wéi wichteg et ass, dass mer esou séier wéi méiglech déi Klimatransitioun hikréien a Richtung Klimaneutralitéit, wat déi Ofhängegkeet, déi existéiert par rapport zum Pëtrol, och ëmmer méi kleng mécht respektiv ganz verschwannen deet.

Wéi et elo scho gesot ginn ass, déi Hausse, déi mer hei hunn um Pëtrol, gëtt et och bei anere Ressourcen a korreléiert am Fong mat där wirtschaftlecher Reprise, déi mer grad erliewen. An et ass och eng Suite dovun, dass d'OPEC-Staaten an och Amerika déi Férderung grad eebe verknappen. Och déi grouss Pëtrolskonzerner spekuléieren hei op méi héich Präisser, fir eeben och hir Marge am Fong geholl ze erhéijen.

Wat observéiere mer zu Lëtzebuerg? Zënter engem knappe Joer elo, zënter deem éischte grousse Lockdown, ginn hei d'Präisser lues a lues erëm an d'Luucht, awer längerfristeg, wéi et och elo scho gesot ginn ass, ass et esou, dass d'Präisser sech eigentlech op engem Niveau stabiliséieren, dee mer och scho virun e puer Joer haten, och eng Evolutioun, déi mer aus den Nopeschlänner ronderëm kennen. Och längerfristeg am Beräich vun de Pëtrolspräisser kennt een dat, deen zykleschen Erop an Erof ëmmer erëm.

Et ass iwwert d'CO_2-Tax geschwat ginn, déi dëst Joer agefouert ginn ass; eeben en Instrument, wat agefouert ginn ass, fir an déi Klimatransitioun, a Richtung Klimaneutralitéit ze leeden. An duerch d'Aféierung vun där Tax gouf och de Verkaf vum Bensinn a vum Diesel gebremst, wéi de rezentste „Conjoncture Flash" vum Statec och gesot huet. Déi liicht Hausse, déi et gouf vum Präis duerch d'CO_2-Bepräisung ass awer kengesweegs - an dat gouf och scho gesot - verantwortlech fir déi grouss Hausse, déi mer elo hunn.

Wat awer ganz kloer ass fir eis: Mir mussen unerkennen a mir wëssen och, dass zwee Drëttel vun deenen CO_2-Emissiounen, déi mer hunn, op den Transport zréckginn an eeben och doduerjer ganz enk liéiert si mat dem Pëtrol. An dofir féiert kee Wee derlaanscht, fir a Richtung Klimaneutralitéit ze goen. An dat muss eis Prioritéit sinn. Dat musse mer maache mat där ganzer Rei Incentiven, déi mer eis ginn hunn, awer och mat engem sozial gerechten CO_2-Präis, dee mer eeben agefouert hunn, dee, wéi gesot, gerecht ass, well duerch de gestaffelte Steierkreditt an d'Hausse vun der Allocation de vie chère kréien déi Stéit mat de mannste Revenue souguer 60 Euro d'Joer bäi. Dat heescht, mir hunn am Fong fir déi Leit mat deem klengste Revenu e Klimabonus agefouert. An de Statec seet och, dass mir mat där doter Politik um richtege Wee sinn. E seet nämlech, dass mer bis 2024 par rapport zur ursprénglecher Trajectoire ons CO_2-Emissiounen ëm 11 % dank där Mesure reduzéieren. An trotzdeem seet en och, dass mir ëmmer nach 17 % iwwert där Trajectoire sinn, déi mer eigentlech brauchen, fir Paräis-konform ze ginn.

Mir mussen also weiderhin ons Klimapolitik monitoren. Mir mussen eis Instrumenter evaluéieren a weiderentwéckelen, dat och am Interêt vun enger Previsibilitéit fir d'Bierger an d'Entreprisen am Sënn, fir se ze guidéieren a Richtung vun der Klimaneutralitéit. Dat maache mer mat Instrumenter wéi dem CO_2-Präis, deen ee muss weiderentwéckelen an den nächste Joren - fir déi nächst zwee Joer ass schonn eppes geplangt -, an eebe mat allegeurten den Incentiven.

Ech gi just e puer Beispiller am PNEC: éischtens emol klimafrëndlech Alternativen ausbauen a fërderen, wéi de massiven Ausbau vum ëffentlechen Transport an de Vélosweeër, d'Reorganisatioun vum RGTR-Reseau. Et gouf elo grad vum Gilles Roth iwwert déi ländlech Regioune geschwat. Abee, d'RGTR-Reform setzt genau do un, dat weekends ze verbesseren, owes ze verbesseren, méi laang ze fueren. Et ass u sech genau dat doten, wat mer brauchen.

De gratis ëffentlechen Transport ass e weidert Instrument, wou de Statec eis gesot huet, dass grad déi Leit mat dem mannste Revenu am meeschten dervu profitéieren - 120 Euro d'Joer spueren d'Leit mat de mannste Revenuen nämlech.

Mir hunn och d'Primmen allegeurte weider ugepasst. D'Elektromobilitéitsprimme krute mer kierzlech presentéiert: Et si Primmen, déi méi ekologesch ginn an och méi sozial gerecht ginn. Genausou gutt wëllen d'Regierung an déi heite Majoritéit d'Primme fir d'Bauen a fir d'Heize verbesseren. Ech ernimme just den Masuttersatzprogramm, och grad eppes, wat fir de ländleche Raum wichteg ass.

Mir mengen et also eescht mat där Transitioun an och mat enger sozial gerechter Klimatransitioun. An ech wëll hei emol eng Kéier feststellen: De Gilles Roth huet an aller Däitlechkeet gesot - an dat begréisse mir natierlech -, dass si och zu engem Instrument wéi der CO_2-Bepräisung stinn. Dat war net ëmmer esou. Mee ech mengen, dat hëlleft eis awer wierklech weider an der Debatt. A wann een da seet: „Mir wëllen dat doten Instrument tel quel och indexéieren.", da stelle mir eis natierlech d'Fro: Déi Kraaft, déi mer eis mat deem doten Instrument ginn, hielege mer déi eigentlech net doduerjer aus? Well mir wëssen, dass grad déi Leit, déi méi am Portmonni hunn, wa mer et géifen indexéieren, doduerjer quasi nach dovu profitéiere géifen, also nach méi erauskréien. Mir géife se also quasi iwwerkompenséieren, an dofir menge mir, an dat gëtt och beluecht mat de Chiffere vum Statec, dass dat eigentlech net de richtege Wee ass.

Ech kommen zur Konklusioun. Déi Hausse vun de Pëtrolspräisser, déi mer am Moment hunn, do gi mir eigentlech zréck op en Niveau, dee mer viru Joren och schonn haten, a se ass och kengesweegs a Relatioun mat deenen Instrumenter, déi mer agesat hunn, se ass op jidde Fall net domadder ze erklären, mee mat enger genereller Evolutioun an der Weltekonomie. A mir mierken hei, wéi däitlech mer hei ofhängeg si vun de grousse Pëtrolsproduzenten a vun de grousse Pëtrolsstaaten, déi d'Präisser no uewen dreiwen. An dat spiere mer eeben och zu Lëtzebuerg.

A virun allem natierlech, an dat ass richteg, spieren déi Leit et mat deene klenge Revenuen. Mee genau do huet awer d'Regierung an déi heite Majoritéit ugesat, an dat muss een och an den nächste Jore weider maachen, mat Mesurë géigesteieren, fir dass eebe grad net déi schwächste Leit déi sozial Konsequenze vun der Kris spieren. Wéi gesot, et gouf och eng Hausse vun der Allocation de vie chère agefouert an och d'Afréiere vun de Loyeren.

An de PNEC ass eeben och grad dat Instrument, wat eis hëlleft an den nächste Joren, déi Instrumenter, fir nach bessere Klimaschutz ze maachen an a Richtung vun der Klimaneutralitéit ze goen, weider auszebauen. An déi Instrumenter musse mer weiderentwéckelen, wéi gesot: den ëffentlechen Transport, d'Infrastrukturen ausbauen, d'Primme verbesseren, den CO_2-Präis weiderentwéckelen am Interêt vun nach méi Previsibilitéit fir d'Leit a fir d'Entreprisen, dass se wëssen, a wat fir eng Richtung d'Weiche gestallt ginn, dat Ganzt natierlech sozial gerecht an ënnerstëtzend. Wa mer dat maachen, investéiere mer an eng klimaneutral Zukunft a mir ginn och der Ekonomie an den Aarbechtsplaze längerfristeg besser Méiglechkeeten a mir investéieren am Fong an en zukunftsfäegt Lëtzebuerg.

An déi Klimatransitioun, wa mer déi hikréien, da komme mer och eraus aus där Ofhängegkeet vun dem Pëtrol, wou mer grad elo spieren, dass dat eng ganz geféierlech Entwécklung ass, déi mer net brauchen. Mir wëllen onofhängeg sinn a mir wëllen ons Energie selwer an och propper produzéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Benoy. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools merci un den Här Roth, deen déi ganz Aktualitéitsstonn hei aberuff huet zu engem, mengen ech, ganz pertinenten Theema, grad besonnesch an dësen Zäiten, och wann et dach awer, en vue dervun, wat hei an de leschte Méint schonn emol heiansdo gesot ginn ass, dach awer verwonnert.

An ech géif hei och änlech ufänken, ech hunn dat awer net kopéiert, wéi den Här Roth, an zwar mam Kanzlerkandidat vun der SPD, dem Olaf Scholz, deen effektiv gesot huet: „Wer jetzt einfach immer weiter an der Spritpreisschraube dreht, der zeigt, wie egal ihm die Nöte der Bürgerinnen und Bürger sind."

An en huet awer nach eppes gesot, dat huet den Här Roth awer net gesot, en huet nach gesot: „Ein immer höherer CO_2-Preis sorgt nicht für mehr Klimaschutz, sondern nur für mehr Frust." Et bréngt näischt fir de Klimaschutz. D'Leit musse souwisou tanke goen. Et ass egal.

An ech stelle fest hei, déi véier Parteien, déi elo hei geschwat hunn, déi sinn allegeurten net op der Säit vum Här Scholz, a mir sinn déi eenzeg, déi hei déi Meenung och vertrieden. An ech mengen, dass dat awer net déi falsch Meenung ass, mee déi richteg Meenung.

(Brouhaha)

Elo kann een natierlech richtegerweis soen: Déi Präissteigerung, déi mer am Moment hunn, dat ass net eleng doduerch, dass d'CO_2-Steier an d'Luucht gaangen ass. Dat huet natierlech domat ze dinn, dass allgemeng d'Präisser an d'Luucht ginn, well d'Wirtschaft erëm ugekuerbelt ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Här Keup, erlaabt Der, datt den Här Engel lech eng Fro stellt?

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, ganz gären!

M. Georges Engel *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Merci och, Här Keup, dass ech lech däerf eng Fro stellen. Ech wollt lech froen, ob Dir vläicht wësst, ob et an Däitschland en Index gëtt an ob d'CO_2-Steier do duerch eng sozial Kompensatioun esou ofgefierdert gëtt wéi hei zu Lëtzebuerg?

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, an Däitschland gëtt et keen Index, a souwäit ech weess, gëtt et och do keng sozial Kompensatioun, ...

Plusieurs voix.- A!

M. Fred Keup *(ADR).*- ... wat natierlech awer trotzdeem och fir déi heite Situatioun a Lëtzebuerg, wou mer awer e Land sinn, wou trotzdeem d'Distanzen heiansdo méi grouss sinn,wéi ee mengt, och net déi Léisung ass, wéi Dir se verspriecht. Dat wëll ech awer och betounen.

Da kommen ech hei zu de Präisser. Et ass scho vill gesot ginn an ech widderhuelen hei déi Präisser am Verglach vum 31. Dezember d'lescht Joer an elo, e bësse méi wéi fënnef Méint duerno, well do ass effektiv och déi Steigerung duerch déi CO_2-Steier, déi jo am Ufank vum Joer stattfonnt huet, dragefall. An da geet de Super 95 erop vun 1,078 op 1,301, dat ass eng Steigerung vun 22 Cent de Liter. Den Diesel huet eng Steigerung vun 21 Cent de Liter. De Masutt geet erop vu 45 op 64, dat sinn 19 Cent de Liter. Et sinn trotzdeem considerabel Erhéijungen, déi do stattfonnt hunn an déi och zum Deel eeben duerch déi héich CO_2-Steier kommen.

Als Beispill, wann een en Tank huet vu 50 Liter, mécht dat 11,15 Euro méi aus wéi nach am Dezember. Wann ech elo all Woch en Tank Bensinn brauch, an ech schwätzen elo mol net vun enger Persoun, déi vu Wäiswampech zum Beispill kënnt, mee ech schwätze vun enger Persoun, déi vun Habscht oder vu Péiteng kënnt, da brauch déi also pro Joer 579,8 Euro méi am Moment, wéi dat nach am Dezember de Fall war.

Wann eng Famill dann nach en zweeten Auto huet an och wann ee jo vläicht nach Fräizäitaktivitéiten huet, wou ee muss mam Auto fueren, an et gëtt jo awer vill Gemengen a Plazen hei am Land, do huet een näischt um Duerf, do muss ee sech eebe beweegen, fir an e Geschäft ze kommen, heiansdo och 10, 15 Kilometer dohin an zréck, da mécht dat bei engem zweeten Auto - a wéi gesot, ech schwätzen net vu Wäiswampech, ech schwätzen hei vun Habscht oder vu Péiteng - schonn 1.000 Euro d'Joer méi Käschten aus wéi nach am Dezember. Wann ee méi wäit wunnt, dann och gäre méi.

Derzou kommen dann nach effektiv d'Masuttspräisser. Rechent dat bei 3.000 Liter Masutt d'Joer, da kommt Der op iwwer 500 Euro Méikäschten, déi Der do hutt. Also erliewen d'Stéit an d'Familljen de Moment Méikäschten duerch Pëtrolspräisser vun 1.000 Euro, deemno wou ee wunnt nach méi, u Bensinn, a 500 Euro Heizung. Dat mécht dann am Ganzen, deemno wou ee wunnt, zwëschent 1.500 bis zu 3.000 Euro méi wéi nach viru sechs Méint.

An elo soen ech ganz haart: Dat ass vläicht den Dram vun der grénger Partei, mee dat ass den Albdram fir vill Famillje mat méi klenge Gehälter, déi net an der Stad wunnen!

Une voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR).*- An ech widderhuelen dat, wat mer hei scho gesot hunn: D'CO_2-Steier belaascht d'Famillje besonnesch staark an et geet op d'Käschte vu méi Schwaachen, vu méi Aarmen, och wa Kompensatiounsmoossnamen do sinn. Mee fir deen, deen zu Wäiswampech wunnt, do hëlleft dat net ganz vill.

Dofir wëlle mer géigesteieren, an dofir wäerte mir elo hei eng Motioun proposéieren. An dëser Motioun stelle mer fest, dass d'Präisser eebe säit dem 31. Dezember staark geklomme sinn. Mir stelle fest, dass och d'Steieren do eng grouss Roll dra spillen, dass dës Steierbelaaschtung op d'Käschte geet vun de Leit, déi e klenge Revenu hunn an déi um Land wunnen. A mir stellen och fest, dass dat negativ Konsequenzen huet fir eng ganz Partie Secteure wéi d'Landwirtschaft an d'Logistik.

An da si mer eis och bewosst, dass dee wierklechen Impakt vun där Zäregassteier, déi hei agefouert ginn ass an déi hei esou gelueft gëtt vun deenen anere Parteien, dach am europäeschen a weltwäite Verglach fir den Zäregas op der Welt marginal ass, ënner anerem dowéinst, well d'Leit jo net doduerch manner tanken, mee si tanken einfach op enger anerer Plaz! Et bréngt also am europäeschen, am weltwäiten iwwerhaapt näischt!

An dofir fuerdere mir hei d'Regierung op, fir d'Zäregassteier op Masutt fir ze hëtzen an och op Brennstoffer fir d'Gefierer op den Datum vum 1. Januar 2022 ersatzlos auslafen ze loossen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt,

- d'Präisser vum Mazout fir ze hëtzen a fir ze tanken säit dem 1. Januar 2020 staark geklomme sinn;

- d'Steiere bei dësem Präisustig eng weesentlech Roll spillen, besonnesch déi op den 1. Januar 2020 agefouert Zäregassteier;

- dës Steierbelaaschtung déi Leit mat engem klenge Revenu an déi Leit, déi um Land wunnen, iwwerproportional belaascht, esou wäit déi virgesinne Steierlech Kompensatioun d'Méikäschten net kann opfänken;

- d'Zäregassteier och verschidden ekonomesch Aktivitéitsberäicher ganz staark trëfft, wéi zum Beispill d'Landwirtschaft, den Transport an d'Logistik, wat d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie staark belaascht,

ass sech bewosst,

- datt dee wierklechen Impakt vun esou enger nationaler Zäregassteier op déi europäesch a weltwäit Zäregasemissiounе marginal ass, ënner anerem, well jo net manner getankt gëtt, mee just op enger anerer Plaz,

fuerdert d'Regierung op,

- d'Zäregassteier op Mazout fir ze hëtzen an op Brennstoffer fir Gefierer op den Datum vum 1. Januar 2022 ersatzlos auslafen ze loossen.

(s.) Fred Keup.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. Den Här François Benoy freet d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Ech wollt dem Här Keup eng Fro stellen, wann dat geet.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Här Keup, Dir hutt elo driwwer geschwat an Dir hutt eis virgerechent, wat déi Hausse ausmécht, déi am Moment op der Pompel ass oder um Masutt. An Dir hutt och do vun der CO_2-Bepräisung geschwat. Ech wollt just froen, ob Dir eis zur Vollstännegkeet wannechgelift kéint soen, wat da wierklech d'Hausse vun den CO_2-Präisser ausmécht, opgrond vun deene Beispiller, déi Dir elo genannt hutt.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, bei där Erhéijung, déi mer do hunn, mécht den CO_2-Präis, wann ech mech net ieren, e Véierel bis e Fënneftel aus.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mir iwwert d'Unzéie vun de Pëtrolspräisser diskutéiere sollen, da muss een déi Präisdiskussioun do ronderëm an de richtege Kontext setzen, esou wéi dat och schonn d'Virriedner gemaach hunn.

Éischtens ass ze soen, dass d'Unzéie vun de Präisser relativ ass. Am Joer 2020 ass de Präis fir ee Barrel Pëtrol op 50 Dollar gefall wéinst dem Confinement a senge Konsequenzen. En ass elo haut erëm op knapp 70 Dollar geklommen. Déi Hausse koum séier, mee de Präis un der Tanksail läit awer elo erëm do, wou en och am Juni 2019 scho war.

Zweetens ass de Präis eropgaangen, well d'Demande no an no erëm unzitt a gläichzäiteg d'Pëtrolsproduzenten an der OPEC a Russland, wou mir weider keen Afloss drop hunn, d'Férderung vum Pëtrol wärend dem Confinement limitéiert hunn, fir dass de Präis net ze wäit an de Keller geet.

Drëttens ass d'Steigerung vum Präis dofir just deelweis op d'CO_2-Steier zréckzeféieren, well déi jo op der Tonn CO_2 berechent ass an d'CO_2-Intensitéit vun engem Liter Sprëtt oder Masutt net ännert mam Präis pro Liter un der Tankstell. Et bleiwen also ëmmer 5 Cent pro Liter fix, déi op d'Taxe carbone zréckzeféiere sinn.

Wat heescht dat elo? Wéi kann een dat anuerdnen? Éischtens ass d'Reprise vun der Wirtschaft eng Reprise vun der Pëtrolsindustrie. D'Wirtschaft dréit mat Pëtrol, och no Covid, an dat wäert bis op Weideres och nach weider sou sinn - leider.

D'Nofro klëmmt an de leschte Wochen a Méint drastesch, wouduerjer och d'Präisser klammen. Dat ass jo och zu Lëtzebuerg ze beobachten, wou d'Stauen erëm onendlech laang ginn a wou och den Export vu Sprëtt erëm unzitt, trotz CO_2-Steier. Awéifern d'Zäregasen zu Lëtzebuerg doduerch erëm aus dem Rudder lafen, musse mir nach gesinn.

Zweetens ass den Ëmbau vun der Gesellschaft an der Wirtschaft hin zu erneierbaren Energien, Energieaspuerungen an allgemeng nohalteg Produktiouns- a Liewensweisen net wierklech virukomm, weeder zu Lëtzebuerg nach soss an de räichen Industriestaaten. Et gëtt a ville Fäll ze wéineg Alternativen zum Pëtrol. A wann et se gëtt, da bleiwe se éischter enger Schicht vu Leit virbehalen, déi iwwert den néidege Revenu verfügen, fir sech propper Technologien an nohalteg produzéiert Wuere kënnen ze leeschten.

An drëttens musse mir ënnert dësen ekonomesche Bedingunge ganz séier drastesch den Ausstouss vum Zäregas reduzéieren.

Wéi den Här Benoy och scho bemierkt huet, d'Schwieregkeet dobäi ass awer, dass den Ausbau vun den erneierbaren Energien de Besoinen zolidd hannendrunhänkt, virun allem och zu Lëtzebuerg. D'Energieaspuerungen, déi an de Wunngebaier kéinten erreecht ginn, ginn nëmme ganz wéineg mobiliséiert.

Den ëffentlechen Transport ass an der Stad a ronderëm bal um Topp. Mee an deene manner zentrale Regioune vum Land ass en am Takt an och oft an der Verlässlechkeet an an de Stousszäiten oftmools och an de Capacitéite vun den Zich an de Busser mangelhaft. D'Grondlag, fir séier an déifgräifend Reduktioune bei den Zäregasen op eng sozial Aart a Weis ze erreechen, ass iwwert déi lescht Joren einfach net geschafe ginn.

An dësem Kontext féiert d'Regierung eng CO_2-Steier an, well vu villen éischter orthodoxen Ekonomiste

Le saviez-vous ?

PROJET DE LOI

Le Grand-Duc dispose du droit d'initiative en matière législative, tout comme les membres de la Chambre des Députés. Son initiative, encore appelée initiative gouvernementale, s'appelle « projet de loi ». Celui-ci constitue un texte proposé pour être adopté par la Chambre des Députés. Les projets de loi sont accompagnés d'un exposé des motifs qui contient des développements sur l'objectif et la teneur de la loi proposée ainsi que d'un commentaire des articles.

behaapt gëtt, dass, wann de Präis klëmmt, dann d'Nofro erofgeet. D'CO_2-Steier verdeiert domat d'Ressourcen, fir essenziell Besoinen ze stëllen. Déi essenziell Besoinen, wéi d'Wunnengen hëtzen oder sech vun A op B ze deplacéieren, wäert et och an Zukunft ëmmer ginn, mee si mussen net mat Pëtrol gestëllt ginn.

Wann de Präis vum Pëtrol klëmmt, musse bezuelbar Alternative fir jiddwereen accessibel sinn, soss ännert sech och de Verbrauch u Pëtrol net. Well vill Leit haut nach net de Choix hunn, op den Auto ze verzichten - keen ëffentlechen Transport, ze wäit ewech wunnen, ze komplizéiert, eng Weltrees musse maachen, e schlechten Takt oder eventuell Schichtaarbechten -, muss den ëffentlechen Transport weider konsequent ausgebaut ginn, respektiv méi cibléiert Offere musse geschafe ginn - Stéchwuert: Ruffbus oder Covoiturage.

Och d'energeetesch Ausgabe si ganz oft fir Leit mat engem niddrege Revenu verhältnisméisseg vill méi héich wéi fir vill anerer: D'Logementer sinn oft vill méi al an/oder si si Locatairen. D'Logementer gi ganz oft mat Masutt gehëtzt. Och hei misst méi proaktiv a kreativ vun ëffentlecher Säit eppes ënnerholl ginn. Wann dat net geschitt, déi ëffentlech Infrastruktur a Servicer fir en ekologeschen a sozialen Ëmbau net geschafe kënne ginn, da féieren héich Pëtrolspräisser zu klammenden Inegalitéiten an zu Widderstänn géint de Klimaschutz - leider.

Dowéinst, fräi nom Esso-Motto aus den 80er-Jore vum leschte Joerhonnert - heibanne wäerte sech nach eng Rei Deputéierte gutt dorunner kënnen erënneren - „Es gibt noch viel zu tun, packen wir's an!", an änneren eis Gesellschaft, ouni den Ëmweltschutz ze vergiessen, zu méi Solidaritéit a méi Equitéit.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cecchetti. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci der CSV fir dës Aktualitéitsstonn, déi wierklech wichteg ass, well mir sinn, och wa Corona elo eng Kéier méi lues wäert trieden, nach ëmmer an enger Klimakris. Dat däerf ee bei deem ganzen Theema net vergiessen. An all Dräps Pëtrol, déi iergendwou duerch e Motor geet, verknascht herno eis Loft. Dat däerfe mer och bei där ganzer Diskussioun net vergiessen. A mir Piraten erkenne ganz kloer d'Klimakris un an dofir och, dass muss reagéiert ginn, och wann dat eeben onpopulär ass. Et ass natierlech méi populär ze soen, et misst alles bëlleg sinn, mee mir hunn nun emol och eng Klimakris, déi sech net einfach esou vum selwe wäert léisen.

Bei de Virbereedungen hu mer geduecht, et géif e bësse méi ëm d'CO_2-Steier goen. Et ass esou, dass jo elo vill gezielt ginn ass vun all den Haussen, déi awer guer näischt mat der CO_2-Steier a sech ze dinn haten. Dat si Phenomeener vun der Bourse. An ech mengen, et ass och elo keng Partei - d'CSV an den ADR hu jo e bëssen an déi Richtung gedréckt mat den Haussen -, déi elo seet: „Mir ginn hin a mir huelen zu Lëtzebuerg d'Präisgestaltung vun de Boursen ewech!" Well dat wär jo eigentlech d'Léisung gewiescht. Hei sinn et jo d'Boursen, déi de Präis eropgedréckt hunn. Ech hu mol bei de Recherchë fonnt, dass de Barrel bis zu 71 % deementspriechend eropgaangen ass, natierlech duerch politesch Iwwerleeungen. Déi aktuellsten ass do sécherlech elo den Iran, wou mer op Walen zousteieren an d'OPEC am Moment de Krunn zouhält, well se net wëssen, wéi do d'Walen ausginn an deementspriechend hei dann de Pëtrol an d'Luucht geet.

Déi aner Alternativ wär eeben do fir ze soen - a Lëtzebuerg ass schonn europäesch gesi fortschrëttlech -, dass een e Präis huet, deen awer fix ass. Gitt eng Kéier an Däitschland tanken. Do tankt der all Stonn fir en anere Präis! Bon, ech behaapten elo mol einfach: Do sinn d'Pëtrolsentreprisen déi grouss Gewënner an net de Bierger!

Mir zu Lëtzebuerg hunn awer nach e System, wou de Präis op d'mannst regléiert ass, wat awer fir eis net heescht, dass mir am Moment géife soen, de Bensinnspräis, Pëtrolspräis - och wa mir d'CO_2-Steier nawell sympathesch fannen, och wa se eis net sozial genuch ass -, wär fair. Et ass nämlech esou, dass dës Regierung nach ëmmer zouléisst, an dat hate mer deemools scho gesot, dass grouss Camionsentreprisë mat Remisen tanke ginn. Dat heescht, de klenge Bierger bezilt elo de volle Präis vun den Haussen, a grouss Entreprisë bis hin zu Firmen, déi dann déi Kaarten hunn, dat sinn déi schéi Plastikskaarten, déi kréien dann 2, 3, 10 Cent Remisen op der Statioun.

Dat ass fir eis net dee richtegen Effekt, deen ee wëllt hunn, wann ee wierklech eng Klimakris wëllt bekämpfen. Dat selwecht kënnt bei den Ongerechtegkeete fir de Kerosinn. Dir hutt nach ëmmer keng Lenkungsmanövere gemaach, fir iergendwéi de Kerosinn anzegrenzen. Den Här Bausch huet mer gëschter nach op eng Question parlementaire geäntwert, an ech huelen do fairerweis 2019 ... 2020 war jo e Coronajoer, an do ass jo méi geflu ginn, fir eebe Material eranzebréngen. D'Cargolux ..., den Här Bausch huet déi leschte Kéier hei grouss ervirgehuewen, wéi erfollegräich hien d'Gesellschaft gemaach hätt vun un, dass hien do ass. Dat heescht, hien ass och verantwortlech fir déi CO_2-Emissiounen, déi bäikomm sinn.

Dat heescht, eng Cargolux, déi flitt zum Beispill mat 1,1 Milliounen Tonne Kerosinn. Dee klenge Mann op der Pompel, dee seng 50 Liter tanke geet, muss bezuelen, awer déi grouss, zum Beispill eng Airline mat 1,1 Milliounen Tonne Kerosinn nix, keng Accisen, näischt! Dat ass de Problem.

Dat mécht dann 3,6 Milliounen Tonnen CO_2 als Beispill. Do geet awer keen drun. Mee dee klenge Mann op der Tankstell mat senge 50 Liter, dee muss awer bezuelen. Bon, ech schwätzen lech elo guer net vun Ärer Militärflott, déi Der bestallt hutt als gréng Partei, well ech mengen, do wär d'Bilanz net besser am Kerosinn.

Dat selwecht, jo, do hate mer och virun zwee Joer eng Motioun, wann een higeet an et hëlt een déi 200 Schëffer, déi Der fuere loosst ënner Lëtzebuerger Fändel, och alt nees ouni iergendee Wierkungsgrad oder soss eppes. Mee de Mann op der Tankstell muss fir seng 50 Liter seng CO_2-Steier bezuelen.

Dann zum Tanktourismus: Jo, ech hunn e puer Interviewe gelies an der Virbereedung vum Här Turmes, dass dat dote vläicht Lenkungsméiglechkeeten hätt. Et muss een awer och éierlecherweis soen: Wat maache mir mam Tanktourismus? Ma zumindest hei an der Regioun ënnergruewe mer d'Méiglechkeeten, déi déi aner Regierungen aus den Nopeschlänner sech huelen, fir op d'Klima anzewierken, andeems mir einfach higinn an hire Leit hei de Bensinn méi bëlleg verkafen. Dat ass net wierklech e richtege Klimaschutz. An ech erhoffe mer och do, dass grad vun engem gréngе Minister wäerten nei Moossname kommen. Well Dir wësst selwer, an ech mengen, Dir hutt et och schonn e puermol op der Tëlee gesot, wivill Ëmweeër e Camion iwwerhaapt a Kaf hëlt, fir op Lëtzebuerg tanken ze kommen, trotz CO_2-Steier nach, well mer nach ëmmer vill méi bëlleg sinn.

Dat selwecht, an dee Projet kënnt och nach eng Kéier an d'Chamber, mir schwätzen hei vun enger Lenkung, déi Der wëllt erzilen iwwert d'CO_2-Tax, Dir hëlleft awer elo zum Beispill zu Steebrécken erëm, eng Megatankstell ze bauen. Dat heescht, mir wëllen, dass de Konsum erofgeet, ginn awer Projeten hei eran an d'Chamber, fir dass de Konsum erëm soll eropgoen. Wësst Der, dat ass e bësse kontradiktoresch, wa mer wierklech eng CO_2-Steier wëlle maachen, déi awer de Klimaschutz als Zil huet an net nëmme fir ze soen: Mir hunn iergendeppes gemaach.

Als Fazit also: Déi ganz CO_2-Steier, wa se fir de klenge Bierger ugewannt gëtt, muss se awer och sozial gerecht a fair fir jiddereе sinn. Well et gëtt Konsumenten, déi vill méi Ëmweltschied maachen, déi vill méi Pëtrol, Kerosinn verbrauche wéi e klenge Bierger mat senge 50 Liter. An do muss gehandelt ginn an d'Ongerechtegkeete mussen aus der Welt geschaf ginn an et musse méi fair Moossname komme fir de Klimaschutz.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie.*- Villmools merci dem Här Roth fir d'Fro. Ech denken, dass den André Bauler et ganz gutt op de Punkt bruecht huet: Mir sinn eigentlech net hei an enger Flambée, op alle Fall net, wa mer et iwwer e Joer oder annerhalleft Joer kucken. Et ass éischter esou, dass beim Covid opgrond vum Confinement, dee jo eigentlech e weltwäite war - et ass unique -, d'Pëtrolspräisser agebrach sinn. An deemools an deene Méint Abrëll, Mee, do waren erstaunlech Phenomeener. Et war souguer een Dag eng Kéier, wou een an Amerika huet misse 15 Dollar op den Dësch leeën, fir de Pëtrol lasszeginn. Dat heescht, mir waren an enger komplett exceptionneller Situatioun an an där Situatioun si weltwäit d'Grousshandelspräisser fir all Pëtrolsprodukter agebrach, och fir Gas iwwregens.

Gutt, an elo wou d'Weltwirtschaft erëm uspréngt, ass et natierlech iergendwéi e bëssen en normale Phenomeen, dass dat erëm noréckelt. An natierlech ass dat fir Leit, déi wéineg Akommes hunn ... Ech mengen, déi Leit mussen all Euro ëmdréinen. Mee duerfir maache mer jo och hei zu Lëtzebuerg eng Sozialpolitik. A ganz wichteg: Wéi mer déi CO_2-Bepräisung agefouert hunn - an ech mengen, do gëtt et jo hei e grousse Konsens, dass déi sënnvoll ass -, hu mer eis natierlech ganz vill Gedanke gemaach. An ech mengen, de Georges Engel huet gesot, wa mer et iwwert den normalen Indexgemaach hätten, dann hätte quasi déi, déi ganz déck Paien hunn, déi hätten e bësse méi kritt, an déi, déi kleng Paien hunn, déi hätten net genuch kritt.

An duerfir si mer bewosst an d'Diskussioun ... An ech mengen, dat waren Diskussiounen, do waren d'Memberen aus der Regierung, mee ech mengen, dat waren och Diskussiounen, wou mer och d'Fraktiounen agebonnen hunn. A mir sinn herno zum Schluss komm, dass déi sozial gerechtste Moossnam eeben déi wier, dass mer géifen d'CO_2-Bepräisung kompenséiere virun allem op dem Quintill 1 an dem Quintill 2, dat heescht déi Leit, déi am néidegsten hunn. A mir sinn eigentlech houfreg drop, dass mer déi Moossnam ëmgesat hunn. Et gëtt keen anert europäescht Land, wou d'CO_2-Bepräisung esou sozial gerecht ofgefiedert ginn ass wéi zu Lëtzebuerg!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An dat Zweet, mengen ech, wat awer wichteg ass ze verstoen: Wann elo de Pëtrolspräis eropgeet, da fëlle sech d'Keesse vun Uelegmonarchien, -oligarchien - net ëmmer ganz demokratesch Länner. D'Keesse vun de grousse Multinationalle fëlle mer. Gutt, dovun hu mir, dovun huet wierklech keen eppes hei! Wa mer eng CO_2-Bepräisung aféieren, dann hu mir net nëmmen déi Revenue geholl fir déi Kompensatioun, déi ech beschriwwen hunn, mee mir huele jo och déi Revenuen, fir Alternativen ze schafen. An ech mengen, eppes ass kloer: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg, mee och souguer Däitschland, Frankräich, grouss Länner hu ganz, ganz wéineg Impakt op d'Weltpëtrolspräisser.

An dat Flott eigentlech un der Noutwendegkeet, fir elo beim Klimaschutz méi schnell virunzekommen, ass, dass déi Moossnamen, déi mer maachen, eis Ëmwelt- an eis Klimaschutzmoossnamen eis och hëllefen, fir mat der Zäit manner ofhängeg ze gi vum Pëtrol. Dat heescht, alles dat, wat mer als Regierung déi lescht Méint en place gesat hunn: Ausbau vum ëffentlechen Transport, méi Véloswееër, Primme fir Véloen, Primme fir net fossill Autoen, Masuttersatzprogramm, Renovatioun vun de Gebaier, alles dat si Moossnamen, déi eeben eis Ofhängegkeet vum Pëtrol reduzéieren, an déi ginn an déi richteg Richtung.

Zu der Geschicht vun der Kilometerpauschal: Mir haten dat och diskutéiert, wéi mer d'CO_2-Bepräisung agefouert hunn. A mir sinn als Regierung zum Schluss komm, dass dat sozial net esou gerecht wier wéi dat, wat mer gemaach hunn. A bürokratesch wier dat och e vill, vill méi groussen Opwand gewiescht. Duerfir hu mer déi Iddi verworf. An ech mengen, dass mer als Regierung och dozou elo nach ëmmer stinn. Duerfir géif ech och roden, dass d'Motioun vun der CSV net géif ugeholl ginn, och déi vun der ADR net.

Vläicht ganz zum Schluss: Kommt, mir sinn awer optimistesch! Mir hunn e groussen Elan an eiser Gesellschaft fir Klimaschutzmoossnamen. An déi Moossnamen hëllefen eis och, fir manner ofhängeg ze si vum Pëtrol. Dat heescht, ech mengen, dass mer allegueren um richtege Wee sinn. Ech soen lech villmools Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och dem Här Minister. Domat wäre mer um Enn vun dëser Diskussioun ukomm.

Motions

A mir hunn nach zwou Motiounen, an do déi éischt, déi vum Här Gilles Roth virbruecht ginn ass. Wie freet d'Wuert zu där Motioun? Den Auteur selwer? Oder zum Schluss? Den Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Merci, Här President. Och wann een ëmmer kann iwwert d'Kilometerpauschal diskutéieren, esou wéi den Här Roth dat hei och gesot huet, fannen ech, dass mer am Moment an enger Diskussioun sinn - an den Här Roth ass och Member vun der Cofibu, vun der Finanzkommissioun -, an enger Diskussioun sinn iwwert d'Justice fiscale. Mir sinn do an enger globaler Diskussioun, wou mer ganz vill Acteuren héieren, wou mer ganz vill Acteuren ëm hir Appreciatioun froen. Et ass iwwregens eng ganz flott an och eng ganz interessant Diskussioun. An natierlech ass all steierlech Diskussioun een Element och vun där ganzer Diskussioun iwwert d'Justice fiscale.

Wa mer elo hei eng Motioun unhuelen, da setze mer u sech schonn e Fait an där ganzer Diskussioun, wou mer awer nach vill aner Diere musse kucken, fir se opzemaachen oder fir se hannert eis erëm eng Kéier zouzemaachen. A souwisou, déi Diskussioun, déi een hei mat der Kilomaterpauschal sollt féieren, do muss awer och dann d'Diskussioun am Kader vum Teletravail mat gekuckt ginn.

Dir wësst, dass mer och do e Sousgrupp hunn an der Aarbechtskommissioun iwwert den Teletravail. Och do gëtt et sécherlech eng Diskussioun, wat d'Kilometerpauschal ugeet, an et ass virdru gesot ginn, och iwwert d'Offer vum ëffentleche Transport. Also et gëtt eiser Meenung no nach eng ganz Rei vun Diskussiounen, déi ze féiere sinn, ier een esou eng Decisioun wéi déi heite kann huelen. Duerfir ass et fir eis verfréit, déi heiten Decisioun ze huelen, an duerfir géife mir och proposéieren, déi Motioun hei net ze stëmmen.

Iwwert d'Motioun vun der ADR - dat kéint ech direkt hannendrumaachen -, ...

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo.

M. Georges Engel *(LSAP).*- ... do géif ech och proposéieren, déi ofzeleenen. Virdrun hu mer alleguer d'Argumenter ginn, firwat dass esou eng CO_2-Steier wichteg ass. Duerfir géif ech proposéieren, déi och ofzeleenen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Gëtt et weider Wuertmeldungen zu där éischter Motioun? Jo, den Här Benoy, wannechgelift.

M. François Benoy *(déi gréng).*- Merci, Här President. Also mir hunn zwou Motiounen elo virleien. Ech géif proposéieren, ech schwätzen zu deenen zwou Motiounen. Am Fong geholl geet et bei béide Motioune jo ëm den CO_2-Präis.

Wat ass den Haaptpunkt, firwat benotzt een en CO_2-Präis? Deen ass virun allem do, fir dass eng Klimaverschmotzung e Präis kritt, fir dann all de verschiddenen Acteuren ze soen: „Trennt lech dovun! Gitt a Richtung Klimaneutralitéit!" An dofir huet déi heite Majoritéit jo och e Präis agefouert: dëst Joer 20 Euro, d'nächst Joer 25 Euro, d'Joer drop 30 Euro d'Tonn, wou een also kloer gesäit, a wat fir eng Richtung et geet. A parallell dozou hu mer eng Kompensatioun, wou déi Schwächst an der Gesellschaft eppes zréckkréien, wou awer bis an d'Mëtt vun der Gesellschaft och wierklech keng Méibelaaschtung do ass - dat huet de Statec gerechent. Parallell dozou och gratis ëffentlechen Transport, wou mer och wëssen, dass grad déi Leit mat deem Mannsten am meeschten dovu profitéieren, seet de Statec.

An déi Suen huele mer jo dann op där anerer Säit, fir eebe grad eng Ëmverdeelung ze maachen, wéi gesot, an och an de Klimaschutz ze investéieren. Och eppes, wat mer mat deem heite Budget gemaach hunn, wou mer grad och am Pluriannuel gesinn hunn, dass an dem PNEC an den nächste Joren ëmmer méi Suen investéiert ginn: dëst Joer eng Milliard, dat geet bis an e puer Joer op 1,3 Milliarden erop. An déi Sue musse mer natierlech zur Verfügung stellen, a grad och, fir dee Problem, deen d'CSV an hirer Motioun thematiséiert, unzegoen, nämlech och ze kucken, dass mer jiddweree kënne bei där Transitioun mathuelen.

An do soen ech och ganz kloer: Natierlech musse mer och do extra oppassen op d'ländlech Regiounen. Mee grad dat maache mer jo zum Beispill och mat der Reform vun dem RGTR-Reseau. Mir maachen dat mat Primmen, déi solle verbessert ginn, zum Beispill dem Masuttersatzprogramm an esou weider. An ech mengen, dat ass och de Wee, wou ee weider soll dru schaffen. Dofir géif ech menger Fraktioun proposéieren oder hinne roden, béid Motiounen ofzeleenen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann nach d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Jo, och zu der Motioun elo vun der CSV. Also mir sinn och net mat allem averstanen, wat d'CO_2-Steier ugeet, mee mir ënnerstëtzen awer déi Mesuren, déi se méi gerecht maachen. A virun allem fält eng CO_2-Steier och beim Hëtzes an d'Gewiicht. An dës Motioun geet jo reng op d'Autosdeplacementer an, wat natierlech och dat beléiftstent Kand vun de Lëtzebuerger ass, fir et elo mol esou ze soen.

Une voix.- Dat ass de Vëlo.

Mme Myriam Cecchetti *(déi Lénk).*- Hoffentlech an Zukunft. Esou e System vun engem Abattement kann natierlech och zur Konsequenz hunn, dass een erëm laang Weeër mam Auto da géif subventionéieren, wou ee parallell awer kéint op e proppert Transportmëttel, nämlech den Zuch zum Beispill, zréckgräifen. Fir do d'Trennung ze maachen, dat schéngt eis awer immens schwiereg ze sinn. An dass dat dann iergendwéi zukunftsorientéiert ass a méi nohalteg gëtt, denke mer net, well hei gëtt jo dann erëm den Autosverkéier eigentlech ënnermauert.

An der Motioun gëtt zwar och gesot, dass ee soll dräi Krittäre festleeën, nämlech d'Landesplanung, sozialer a professioneller. Mee problematesch ass et awer och nach ëmmer mat deene Leit, déi net schaffen an awer vläicht missten an de Genoss komme vun engem Abattement, da wa se Pensionnairë sinn oder REVIS hunn an esou weider an esou fort a sech mussen deplacéiere fir iergendeppes. Duerfir gesi mir net an, dass dat do d'Léisung ass.

An den OGB-L an d'CSL hunn och e Crédit d'impôt mobilité gefuerdert, dat kann een och op enger Websäit nosichen. Dat geet an déi Richtung hei, wéi et schéngt. Mee mir sinn eigentlech éischter der Meenung, dass mir eis enthale wäerten an dass mer solle wierklech kucken, fir den ëffentlechen Transport nach méi op d'Schinn ze kréien. An déi Motioun ass eis och net kloer genuch, also et geet

net kloer genuch dorauser ervir, a wéi eng Richtung et ganz genau kéint goen. Dat do ass eng ganz komplex Fro an déi misst een am Fong geholl nach eng Kéier an enger Kommissioun dann diskutéieren. Duerfir wéilte mir eis do wierklech enthalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci. Dann den Här Goergen, wannechgelift.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Merci, Här President. Also déi éischt Motioun vun der CSV ass eis ganz sympathesch, well et geet drëm, iwwert d'Frais-de-déplacementen ze schwätzen. Et steet nach net dran, wat d'Resultat soll sinn. Mir als Piraten géifen déi jo och gäre reforméieren, an ob et elo iwwert dee selwechte Wee ass wéi herno d'CSV, dat géif an der Diskussioun erauskommen. Mir verwieren eis awer net där Diskussioun elo, well d'CO_2-Steier ass elo do, d'Augmentatioune sinn elo do, net iergendeng Kéier, wann d'Steierreform kënnt. Mir hu jo elo héieren an engem RTL-Interview, dat kënnt souwisou net méi esou schnell. Dat heescht, deementspriechend wier elo de Moment, fir déi Frais-de-déplacementen ze reforméieren. A wéi eng Richtung, dat ass herno d'Diskussioun, dat ass d'Demokratie, déi dat géif entscheeden.

Zur zweeter Motioun, déi wäerte mer ofleenen. Mir als Piraten gesinn nach ëmmer eng Klimakris an dofir leene mer déi Motioun of. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, den Här Keup nach, an da géif ech dem Auteur d'Wuert zum Schluss ginn. Här Keup, wannechgelift.

M. Fred Keup *(ADR).*- Merci, Här President. Jo, zur Motioun vun der CSV, do ass eis Positioun, mengen ech, kloer. Mir schéngen och hei déi Eenzeg ze sinn, déi géint eng CO_2-Steier sinn. Dorop si mer och houfreg!

Déi Motioun vun der CSV, déi baséiert sech allerdéngs op d'CO_2-Steier. Bon, elo weess ech net, wéi d'Ofstëmmung vun eiser Motioun duerno wäert ausgoen, mee ech hunn natierlech liicht Zweifel, dass se ugeholl géif ginn, soudass ech unhuelen, dass et och duerno nach eng CO_2-Steier wäert ginn, obwuel mir alles probéiert hunn, fir dat ze verhënneren, soudass ech hei an dësem Fall géif menger Fraktioun - an et ass keng Fraktioun -, eisem Grupp géif proposéieren, dat heiten unzehuelen, well et dach awer déi negativ Konsequenze vun der CO_2-Steier e bësse géif offiederen. An dat ass eng gutt Saach fir d'Leit hei am Land!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dann huet den Auteur vun der Motioun d'Wuert, den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Merci, Här President. Och merci fir déi Diskussioun an déi Inputte vun alle Fraktiounen. Ech mengen, et ass awer e Sujet, deen et trotzdeem derwäert ass, am Parlament diskutéiert ze ginn.

Ech muss soen, ech sinn awer e bëssen erstaunt, dass hei d'Majoritéitsparteie praktesch hiren eegene Regierungsaccord reniéieren. Well ech liesen hei am Accord de coalition, ech liesen lech dat dann eng Kéier vir: « La gratuité des transports publics sera introduite sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg durant le premier trimestre 2020, en parallèle avec une réforme des frais de déplacement forfaitaires, déductibles des impôts. » An da geet et weider: « La réforme des frais de déplacement tiendra entre autres compte des besoins spécifiques de personnes travaillant en dehors des heures de service. »

Ma Dir Dammen an Dir Hären, dat wat an dem Regierungsaccord steet, nämlech eng Reform vun de Frais de déplacement an parallèle zu der Gratuitéit vun den Transports publics, dat froe mir an der Motioun! An ech gesinn, dass hei eigentlech, géif ech soen, den Accord de coalition ëmmer méi zu enger „leeren Worthülse" gëtt.

Mir hunn dat virun dräi Woche vun dem Finanzminister iwwert den RTL-„Background" héieren, dass eigentlech an de Steieren net ganz vill geschéie géif. Déi grouss Reform, déi sollt ugekënnegt ginn, d'Ofschafe vun der Steierklass 1A, a jiddwereen, ob gepacst, gescheet, gekummert, bestuet, jiddweree géif iwwert dee selwechte Leescht mat de Steiere gezu ginn: Fort! Aacht Joer laang Diskussioun, aacht Joer laang Pannoen dohinnergestallt: Dat sinn eis Fuerderungen: Progressistesch Politik, Schluss mat dem Konservatismus vun der CSV! A wat ass geschitt? Näischt!

Zweete Punkt: Mir kommen heihinner, mir froe mat de Frais de déplacement dat, wat an dem Accord de coalition steet! Wat geschitt? Mir héieren hei aus dem Mond vun de beruffene Vertrieder vun deenen dräi Majoritéitsfraktiounen: „Dat maache mir elo net!"

Dir Dammen an Dir Hären, d'Bierger dobaussen - an ech kommen nach eng Kéier ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Ech kommen nach eng Kéier op den Olaf Scholz zréck. Ma lech sinn d'Interesse vun de Bierger dobausse gradesou egal, wéi den Olaf Scholz dat a senge Wierder …

M. Georges Engel *(LSAP).*- Dat ass jo guer net wouer! Dat ass jo guer net wouer.

M. Gilles Roth *(CSV).*- … kierzlech hei an Däitschland och gesot huet. Wann d'Leit bis zu 1.500 Euro - an ech mengen, dee Chiffer contestéiert keen -, wann d'Leit bis zu 1.500 Euro musse méi bezuelen als Spritträis am ländleche Raum par rapport zu deem, wat se bezuelt hunn am Mee 2020, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat eppes, wat d'Leit dobaussen ugeet! An da muss een och an enger „progressistescher Politik", wéi d'Madamm Bofferding eis dat jo ëmmer ënnert d'Nues wëllt reiwen, jo, da muss een och kënnen op deene Punkten hei de Leit vun der Méibelaaschtung, déi se hunn ...

An déi Méibelaaschtung, déi hu se och duerch steigend Frais de consommation! Wann Der akaaft hutt iwwert déi lescht Méint, wann Der iesse gaange sidd an d'Restauranten, da wësst Der, dass d'Liewe fir d'Leit méi deier ginn ass. A wann d'Hëtze méi deier gëtt a wann d'Leit mat engem duerchschnëttleche Loun eleng schonn op Spritt an op Hëtzes 2.500 Euro - an dat sinn Netto-Suen! -, wa se déi musse méi ausginn, a wa se och déi Repercussioune vun der Hausse vun de Präisser, sief et an de Restauranten, sief et um Niveau vun anere Gidder, déi se all Dag mussen hunn, zousätzlech musse bezuelen, dann ass dat eng Méibelaaschtung!

An dann ass et net, fir hei nëmmen ze soen: „Mir kucken, mir kucken eis Finanzen, mir si besser duerch d'Kris komm wéi all déi aner!"! Mee wann Der besser duerch d'Kris komm sidd wéi all déi aner, ma da gitt de Bierger déi Suen zréck an da steigert Der d'Kafkraaft! An da kuckt Der och iwwert dee Wee, dass d'Ekonomie och an dem Exit vun der Kris weidergeet.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV).*- Duerfir ass et fir mech onverständlech, dass déi heite Motioun net emol an eng Kommissioun verwise gëtt, fir analyséiert ze ginn. A mir halen duerfir drop, dass se ofgestëmmt gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dat maache mer dann och esou, Här Roth. An ech wollt lech just drop opmierksam maachen, dass Der schonn, mengen ech, e gudden Deel vun Ärer Zäit bei der Motioun opgebraucht hat. Mee et ass eng Taktik wéi eng aner ...

(Hilarité et interruptions)

Dir waart esou gutt lancéiert. Ech mengen, Dir hutt eis elo de Wee gewisen, dass mer sollen ofstëmmen an da maache mer dat och esou.

M. Gilles Roth *(CSV).*- Här President, ech sinn erëm ganz roueg. Et waren dann dës Kéier fënnef Minutte Parole après ministre.

(Brouhaha et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, bon, dat ass eng ganz large Interpretatioun, et ass eng ganz large Interpretatioun vun eisem Reglement! Mee vu dass ech och net de Stammpresident sinn, sinn ech dann nach e bësse méi indulgent wéi d'habitude a wéi ech dat gewinnt war.

Une voix.- Au vote!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Voilà, au vote!

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un.

(Interruption)

Jo, selbstverständlech! Selbstverständlech! D'Ofstëmmung fänkt un. Mir huele fir d'éischt déi Motioun an da stellen ech nach eng Kéier d'Fro.

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

An den Appell fir d'Votes par procuration.

Une voix.- Här President, Dir musst och ofstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, ech muss och nach ofstëmmen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

D'Motioun ass ofgeleent mat 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Voilà, da géife mer zu där nächster Motioun kommen, déi vun dem Här Keup abruecht ginn ass.

Sinn dozou Wuertmeldungen?

(Négation)

Ma da géife mer direkt zum Vott iwwergoen.

Vote sur la motion 2

Dann dee selwechten Exercice wéi déi leschte Kéier!

(Appel nominal pour votes par procuration)

Also 4-mol Jo, 56-mol Nee. Voilà, domat wär och déi Motioun ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Félix Eischen), Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

11. 7307 - Projet de loi portant modification :
1° du Nouveau Code de procédure civile ;
2° du Code du travail ;
3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;
4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7307, enger Ofänerung vum Aarbechts- an Zivillprozessrecht. An de Rapporter huet gebieden, fir e bëssen Nosiicht mat

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

him ze weisen. Wann en e bësse méi Zäit brauch, gi mer em déi. Gutt, awer net iwwerdreiwen!

Une voix.- Modell 1?

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Jo, et ass Modell 1. Här Rapporter, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur*.- Merci, Här President. Merci och fir déi puer Wierder, dass ech e wéineg méi Zäit hunn. Ech kéint nämlech och elo an deene 15 Minutten alles iwwert d'Bün bréngen, mee da wär déi technesch Matière vläicht net esou gutt vermëttelbar.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng Eurobarometer-Ëmfro aus dem Januar 2020 iwwert d'Onofhängegkeet vun der Justiz, also vun de Geriichter an de Riichter zu Lëtzebuerg, gëtt dëst Resultat: 13 % ganz gutt, 61 % éischter gutt, 7 % éischter schlecht, 2 % ganz schlecht an och 17 % äussere sech net. Déi negativ Meenunge leie bei ronn 10 % an déi positiv bei dräi Véierels vun de befrote Persounen.

D'Begrënnung vun dëser éischter positiver Aschätzung vun der Onofhängegkeet vun eise Riichter a Geriichter baséiert op hirem Statut, deen dës Onofhängegkeet garantéiert. D'Onofhängegkeet vun der Justiz ass natierlech eng Grondviraussetzung dofir, dass de Bierger zefridden ass mam Justizsystem vun deem Staat, an deem e lieft.

Do dernieft gëtt et awer och de Volet vun der Zefriddenheet, déi mat der Effizienz vum Justizsystem ze dinn huet. A genau dorëms geet et am Projet de loi 7307: d'Verbesserung vun der Effizienz vun eiser Justiz; e Projet, dee vum Minister Félix Braz virun dräi Joer, am Mee 2018, deposéiert gouf.

Op Basis vun eisen Diskussiounen an der Kommissioun sinn ech zouversiichtlech, dass dëse Projet vun enger breeder Majoritéit wäert gedroe ginn. De Spezial-Eurobarometer vum Abrëll 2019 iwwert d'Rechtsstaatlechkeet an Europa seet och, dass d'Erwaardunge vun de Bierger grouss sinn, an dat och zu Lëtzebuerg, fir eist Justizwiese permanent weider ze verbesseren.

Abee, ech hoffen, dass mer mat dësem Gesetz den Erwaardungen e wéineg méi gerecht ginn. Et ass e Gesetzesprojet, wou ganz vill Energie an Erwaardungen drastiechen. Mir hunn eis op de Modell 1 gëeenegt, fir dass jidderengem genuch Zäit bleift, fir Stellung ze huelen a seng Iwwerleeungen ze deelen. Et ass zwar en technesche Problem, mee en huet awer eng ganz staark gesellschaftlech Relevanz.

Et ass e weidere Schrëtt, fir eis Justiz esou opzestellen, dass se déi Prozedure kritt, déi se brauch, fir gutt a schnell, dat heescht effikass ze fonctionéieren. Dëst ass wichteg, fir dass d'Magistraten uerdentlech Konditiounen a Prozeduren hunn, fir hir Aarbecht ze maachen, a fir d'Attraktivitéit vun där Karriär ze erhalen. Dëst ass wichteg a weesentlech, fir dass de Bierger weider Vertrauen an d'Justiz huet. E Fonctionnement vun der Justiz, wat den Erwaardunge vu senge Bierger entsprécht, ass, wéi gesot, fundamental fir eise Rechtsstaat. Bis ewell ass dat Vertrauen zimmlech erhalen.

Déi demografesch Entwécklung vum Land - 23 % méi Awunner an de leschten zéng Joer, souguer 44 % méi zënter 2001 - an och déi wirtschaftlech Entwécklung féiere béid noutgedrongen zu enger méi grousser Zuel vun de Litigen an also och zu méi enger héijer Charge de travail op eise Geriichter.

De Problem ass net nei. En ass bekannt an d'Autoritéite sinn och net inaktiv bliwwen an deene leschte Joren. Et ass also néideg, dass mer dru schaffen, eis Justiz esou opzestellen, dass se déi gewuesse Charge de travail ka meeschteren, awer dat, ouni dass d'Qualitéit vun der Aarbecht drënner leit.

Fir dat ze erreechen, gëtt et e puer Stellschrauwen, wou ee kann drun dréinen: d'Zuel vun de Mataarbechter engersäits, d'Organisatioun an d'Prozeduren anerersäits.

D'Gesetz vum 27. Juni 2017 huet de Rekrutement vun 32 Magistrate bis 2019 virgesinn, dëst als eng Äntwert op d'Zouhuele vun den Affären an awer och op de Fait, dass d'Affären um Zivill, Commercial a Penal ëmmer méi komplex ginn. An de 5. August d'lescht Joer hu mer e Projet gestëmmt, wouduerch weider Magistraten um Verwaltungsgeriicht agestallt gi sinn.

Da wëll ech drun erënneren, dass nom Depot am Mee 2018 vum Gesetz, wat mer haut hei virleien hunn, och d'Gesetz 6996 vum Juge aux affaires familiales, vun der Reform vum Divorce an der Autorité parentale am Juni 2018 gestëmmt ginn an zënter dem 1. November 2018 applikabel ass. Do geet et wuel ëm de Regruppement vun de Familljenaffären ënnert dem Juge vun den Affaires familiales, mee och ëm d'Vereinfachung vu Prozeduren, wat notamment am Beräich vun den Divorcen dozou gefouert huet, dass weesentlech méi Affäre konnten evakuéiert ginn.

E puer Zuelen, déi fir sech schwätzen an den Zouwuess vun den neien Affären illustréieren. Mir huele just d'Zuele vun 2018 op 2019, sou ze liesen an der Broschür „La justice en chiffres" vun 2019. Bei de Bezierksgeriichter vu Lëtzebuerg an Dikrech zesummegeholl hu mer en Zouwuess vun neien Affären ëm 9 %. Um Commercial hu mer en Zouwuess vu 24 %. Eng aner Zuel: D'Urteeler am Zivill a beim Familljeriichter mat der Ordonnance fir déi éischt Instanz, wou d'Reform eebe vum Juge aux affaires familiales dran agaangen ass, do si carrement 80 % méi Urteeler vun engem Joer op dat anert geschwat ginn. Wat de Commercial ugeet, hu mer an deenen zwee Joer en Zouwuess vu 7 % méi Urteeler.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet vun haut reit sech also an e gréissere Kontext vu jorelaange Beméiungen an, fir d'Justiz nei opzestellen, se méi effikass a biergerno ze gestalten.

Och an Zukunft wäerte méi Leit an der Justiz agestallt ginn, notamment wäert d'Zuel vun de Poste vu Referendairë klammen, dat heescht, vun ausgebilte Juristen, déi de Riichter zouschaffen an net onbedéngt déi lëtzebuergesch Nationalitéit brauchen ze hunn. An de Rapports d'activité vun der Justiz vun 2019 an 2020 gëtt dat opgeworf an et liest een ausschliisslech positiv Erfarungsberichter iwwert d'Astelle vun de Referendairen. Den Effet vun hirer Aarbecht ass spierbar an eng Entlaaschtung fir d'Magistraten, soudass dëst eng Pist ass, déi nach weider wäert verfollegt ginn.

De Rekrutement vun zousätzleche Leit geet awer op Dauer net duer. Mir brauchen och Reformen, déi d'Aarbechtsaart a -weis vun de Geriichter betreffen. Den 7307 ziilt drop of, déi zivill a kommerziell Prozedur ze verbesseren, ze vereinfache respektiv ze beschleunegen. Esou steet et am Exposé des motifs. Et geet dréms, no beim Bierger ze bleiwen a Recht a räsonabelen Delaien ze schwätzen a gläichzäiteg d'Qualitéit vun der Rechtspriechung an d'Rechter vun all de bedeelegte Parteien awer ze garantéieren.

D'Haaptmesuren aus dem Gesetzesprojet betreffen haaptsächlech, awer net nëmmen, den Nouveau Code de procédure civile. Hei déi wichtegst a kuerze Wierder, déi, mengen ech, fir déi meescht Leit verständlech sinn: De Seuil de compétence vun de Friddensgeriichter gëtt gehuewen; déi formell Aschreiwung an d'Gesetz vun de Conclusions de synthèse; eng nei Prozedur, d'Mise en état simplifiée, féiere mer an; d'Notification électronique vun den Ordonnances présidentielles - am Covidjoer huet dat scho seng Effete gehat duerch d'zäitgebonne Gesetzer -; d'Aféierung vu bindenden Delaie vun de Justizexpertisen; d'Erhéijung vun den Amenden, wann Der zu Onrecht e Riichter recuséiert; d'Klärung vun de Krittäre fir festzehalen, wéini en Appell ka gemaach gi bei intermediairë Jugementer respektiv wéini net.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn elo gläich op eng Rei vun dëse Punkte méi am Detail an. D'Kolleegen aus den anere Fraktiounen, vun deenen der zwee op d'mannst jo selwer reegelméisseg op de Geriichter e Client verteidegen, wäerten eng Rei Punkten aus hirem prozeduralen Alldag kënne beliichten. Fir déi vun lech, déi sech méi ausféierlech mat der Matière wëlle beschäftegen, verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Direkt awer elo de Werdegang vun dësem Gesetzesprojet, deen awer och schonn a sech d'Wichtegkeet illustréiert. De Projet ass de 15. Mee 2018 vum Minister Braz deposéiert ginn. An dëse Projet - dat ass weesentlech ze wëssen - fousst op de Viraarbechte vu Reflexiounen vun engem Grupp vu Magistraten an och vum Barreau. Béid waren drëm beméit, Virschléi ze maachen aus der Praxis eraus, fir eis Justiz nei opzestellen an, ech widderhuelen et ëmmer erëm, méi effikass ze maachen.

Eisen nach-ieweschte Riichter, de Jean-Claude Wiwinius, deem ech dann eng gutt Pensioun wënschen, wann et souwäit ass, huet den 22. Mee de Kontext vun den Iwwerleeungen, déi zu dësem Projet geféiert hunn, an engem Radiosinterview duergeluecht. 18 Documents parlementaires weisen, wéi grouss an intensiv den Aarbechtsopwand war. An néng Kommissiounssitzungen tëscht dem 15. Januar 2020 an dem 2. Juni 2021 ass zu dësem Projet deliberéiert ginn. Och dëse Projet ass staark verännert an adaptéiert aus der Chamberskommissioun erauskomm op Basis vu sëllegen Avisen, Amendementer an Diskussiounen.

Den Objet an d'Philosophie sinn awer ëmmer erëm déi selwecht bliwwen an et war déi gedeelte Suerg, eis Justiz méi effikass ze maachen, déi d'Zesummespill vun alle Bedeelegte geleet huet. Et ass mer wichteg, dëst ze ënnersträichen a jidderengem Merci ze soen, speziell de Vertrieder vun den Autorités judiciaires, vum Barreau an natierlech de Mataarbechter um Ministère.

D'Diskussiounen an eise Kommissioune ware méi wéi konstruktiv, erlaben ech mer ze soen. Jiddereen huet säint derzou bäigedroen, fir d'Zil vu méi Effikassitéit dann och ze erreechen.

De 26. Mäerz 2019 huet de Staatsrot säin éischten Avis ofginn an an der Folleg vun den Aarbechte gouf et nach véier Avis complémentaires. Den 13. Januar huet d'Regierung doropshin den urspréngleche Projet amendéiert an de 15. Januar an der Justizkommissioun presentéiert, wou dunn déi eigentlech parlamentaresch Aarbecht ugefaangen huet mat der Analys vun dësen Amendementer an dem Avis vum Staatsrot. An där Sitzung gouf och de Rapporter genannt.

De Staatsrot huet de 16. Juni en zweeten Avis ofginn, deen de 15. Juli examinéiert gouf, dat war zejoert, an et sinn eng Rei Amendements parlementaires formuléiert ginn, déi an der Sitzung déi Woch drop vum 21. Juli ugeholl goufen.

Den 21. Oktober d'lescht Joer gouf an der Kommissioun eng zweet Serie Amendementer analyséiert an ugeholl an en zweeten Avis complémentaire vum Staatsrot koum de 26. Januar dëst Joer. D'Kommissioun huet sech den 3. Februar domat auserneegesat an eng weider Serie Amendementer ugeholl.

An der Kommissiounssitzung vum 24. Februar ass dunn eng drëtt Serie Amendementer examinéiert an ugeholl ginn. Den 2. Abrëll huet de Staatsrot säin drëtten Avis complémentaire ginn, deen d'Kommissioun den 21. Abrëll ënnert d'Lupp geholl huet.

Dir gesitt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass et eng intensiv Zesummenaarbecht vun der Kommissioun mat dem Staatsrot an dësem Dossier gouf. Zu gudder Lescht hu mer dem Staatsrot den 12. Mee eng Missive misse schécken, fir eng Textinkohärenz ze eliminéieren. An dee selwechte Staatsrot huet de 1. Juni a sengem véierten Avis complémentaire dann och dozou säin Accord ginn. Dëst huet et der Kommissioun erméiglecht, de Rapport de leschte Mëttwoch definitiv unzehuelen.

Elo dann zum Detail vun enger Rei vun de wichtege Bausteng vun dësem Gesetz.

De Relèvement vum Seuil de compétence vun eisen dräi Friddensgeriichter: D'Friddensgeriicht ass no um Bierger. An der Reegel ass et dat Geriicht, mat deem een am Laf vu sengem Liewen am éischten a Kontakt kënnt. Wa mer hei de Seuil de compétence hiewen, da falen an Zukunft en Deel méi vun den Affären ënnert d'Kompetenz vum Friddensgeriicht amplaz wéi bis elo un d'Bezierksgeriicht. Um Friddensgeriicht sinn d'Prozedure mëndlech, méi séier, manner komplizéiert, wann ee wëllt och ouni Affekot. Eis Bezierksgeriichter - dat ass e Fait - sinn iwwerlaascht. Do waren all Avisen eendeeteg. Fir deem entgéintzewierken, ass et eng Verlagerung vun den Affären eeben op d'Friddensgeriicht. Déi Iddi gouf gréisstendeels begréisst.

Awer et sinn och doropshi Froen opkomm: Ginn d'Friddensgeriichter dann elo net iwwerlaascht? Dat war d'Fro vun de Vertrieder vun de Friddensgeriichter vun Esch a vun Dikrech. Déi grouss Assureuren hei am Land hunn hire Sëtz am Süden. Gëtt d'Escher Friddensgeriicht dann net mat Affären do iwwerschwemmt? Wéi eng Konsequenzen huet dat fir d'Organisatioun vun de Geriichter? Bis wéi ee Seuil gi mer dann op d'Friddensgeriicht?

D'Meenunge si wäit auserneegaangen. Et gouf Reflexiounen iwwert de Montant, deen zënter 1996, also zënter 25 Joer, ni adaptéiert gouf. Den urspréngleche proposéierte Montant vun 20.000 Euro huet am Fong awer just erëmgespigelt, dass mer d'Inflatioun ausgeglach hunn a war net wierklech eng Erhéijung. Och de Staatsrot huet a sengem éischten Avis proposéiert, carrement bis op 50.000 Euro ze goen. Schlussendlech gouf vun alle Parteie gekuckt, en neien Equiliber ze fanne vun der Aarbechtsorganisatioun op de Geriichter an et gouf e Betrag vu 15.000 Euro zréckbehalen, net zulescht och wéinst der Pandemie. D'Avise ware bis zum Schluss op dësem Punkt divergent a munchereen huet bis zum Enn fir déi uganks geplangten 20.000 Euro plädéiert.

D'Aféierung vun de Conclusions de synthèse: Dëse Punkt inspiréiert sech un de Reformen an der Belsch an am Frankräich. Den Austausch vun de Konklusiounen « dans le cadre de la procédure écrite est de nature à rendre la tâche des magistrats compliquée dans la mesure où ils doivent reprendre tous les corps de conclusions communiqués en cour d'instance pour les relire et faire une synthèse des arguments et moyens finalement retenus par chaque partie », esou heescht et am Exposé des motifs vum Gesetz.

Op Basis vun enger Textpropos vum Barreau hu mer en Amendement gemaach, wou mer festgehalen hunn: D'Parteie reechen hir Conclusions de synthèse virun der Clôture vun der Instruktioun eran. Do steet dann dran, wat se zréckbehale vun de Konklusiounen, déi se bis dohinner ofginn hunn - souwuel an éischter Instanz gëllt dat wéi am Appell. Domat wëssen d'Affekote vu vireran och, dass d'Conclusions de synthèse, also hire leschte Saz vu Konklusiounen alles muss enthalen „et se suffire à lui-même". Dat heescht och, wéi de Staatsrot bemierkt, dass à défaut vu Conclusions de synthèse just déi lescht Konklusioune betruecht ginn.

D'Conclusions de synthèse sinn also déi lescht, déi geholl ginn. Se erlaben dem Riichter, all Elementer beieneen ze hunn, an hie brauch, fir säin Urteel ze schwätzen, net nach eng Kéier déi Konklusiounen, déi méi fréi verfaasst goufen, ze liesen an ze analyséieren.

E Kärstéck vum Gesetzesprojet ass d'Aféierung vun enger einfacher Prozedur vun der Mise en état. Heimat versiche mer ganz kloer, d'Affäre vu virera méi schnell ze evakuéieren an dem Versuch, se abusiv ze verlängeren an ze verschleefen, entgéintzewierken. Mir maachen den Ënnerscheed an Zukunft tëscht enger „mise en état simplifiée" an enger „mise en état ordinaire".

Bei der Mise en état simplifiée geet et ëm Affäre bis zu 100.000 Euro a wou et just zwou Parteie gëtt. De President vun der Geriichtskummer hëlt eng Ordonnance, wou kee Recours méiglech ass, wou hie seet, dass dës Prozedur gëllt. D'Prozedur kann awer och ugefrot gi vun enger oder vun den zwou Parteien. De Riichter decidéiert dann, nodeems hien déi zwou Parteien dozou gehéiert huet, ob hien deem Rechnung dréit.

Wann eng Affär als Mise en état simplifiée enger Chamber zougedeelt gëtt, kënnen d'Parteien aleng oder zesummen eng Requête beim Riichter maache fir eng Mise en état ordinaire. An dësem Fall decidéiert dann och erëm de Riichter ouni Recoursméiglechkeet, nodeems hien déi zwou Parteie gehéiert huet.

D'Reform inspiréiert sech un der Prozedur, déi mer de Moment schonn um Verwaltungsgeriicht hunn. Et geet bei dëser Prozedur drëm, onkomplizéiert a méi schnell mat den Affäre virunzekommen. Déi betreffend Artikelen 222-1 bis 3 am Neie Code de procédure civile goufen den 21. Juli 2020 an de 24. Februar dëst Joer amendéiert, fir déi fälleg Delaien eenheetlech ze klären an all Insécurité juridique aus dem Wee ze raumen. Notamment ginn d'Delaien an der Geriichtsvakanz am Summer vum hallwe Juli bis den hallwe September suspendéiert.

Véiertens: d'Aféierung vun der elektronescher Notifikatioun vun den Ordonnances présidentielles. Et kann eis vläicht verwonneren, mee och hei ass eng weesentlech Ännerung um Geriichtsfonctionnement. Am Kader vun der Mise en état simplifiée hu souwuel de Staatsrot wéi de Conseil de l'ordre virgeschloen, d'Ordonnances présidentielles parallell via Mail a Fax zouzestellen. De Fax gëtt et also nach ëmmer do.

D'Kommissioun huet dat mat engem Amendement gemaach, e Schrëtt a Richtung Digitalisatioun am ganz breede Sënn vum Wuert, awer och en däitleche Message un eng Rei Affekoten, fir hir Mailadress vum Barreau och effektiv ze benotzen. Donieft ginn an Zukunft eng Rei Onkäschte fir Recommandéen evitéiert an natierlech gëtt och den Delai verkierzt, deen iwwert de Postwee natierlech méi laang ass.

D'Fixatioun vu festen Delaie fir de Rapport vun den Expertisen - och eng Saach, déi jidderee versteet -: Bis ewell gëtt heefeg vill Zäit verluer, well ugefroten Expertisen net erbäikommen, dofir elo endlech d'Fixatioun vun Delaien. De Moment huet de Riichter kaum d'Méiglechkeet, sech dergéint ze wieren, wann den Expert mat sengem Rapport net erbäikënnt. Mir gesinn elo am Gesetz vir, dass de Riichter vu vireran dem Expert, dee vun him genannt gëtt, en Delai setzt, bis zu deem de Rapport muss virleien. Natierlech muss dësen Delai ugepasst sinn an der Komplexitéit vum Dossier Rechnung droen.

E puer Wuert zur Recusatioun vun de Riichter - mäi sechste Punkt. Et kënnt jo ëmmer erëm vir, dass eng Partei de Riichter a Fro stellt a versicht, en duerch eng Prozedur ze recuséieren. An och hei geet dann Zäit verluer. Mir gesinn elo am Gesetzesprojet vir, dass, wann déi Requête ofgewise gëtt, fir de Riichter ze ersetzen, eng signifikativ Amende ka gesprach gi vu bis zu 10.000 Euro. Bis elo war dat just eng symbolesch Amende vun dräi Euro.

Mir setzen hei e kloert Zeechen, dass et, wann een dës Prozedur vun der Recusatioun just benotzt, fir op Zäit ze spillen an eng Affär ze verschleefen, richteg deier ka ginn. Den Affekot wäert sech an Zukunft zweemol iwwerleeën, ob en den Drock vu sengem Client unhëlt oder ob e sengem Client réit, dat ze maachen.

E weidere Punkt sinn d'Krittären, déi hu misse gekläert gi fir ze wëssen, ob e Jugement intermédiaire „appelable" ass. D'Artikelen 579 a 580 vum Neie Code de procédure civile reegelen aktuell, ob e Jugement intermédiaire appelabel ass oder net. Allerdéngs ass et trotz der preziser Opléschtung am aktuellen Text an der Praxis esou, dass dat awer net ëmmer kloer ass, ob esou e Jugement intermédiaire appelabel ass oder net. A follglech geet duerch dës Insecuritéit natierlech Zäit verluer, well Parteien zum Beispill Appell aleeë géint eng Decisioun, déi dann awer net de Krittäre vum Appell entsprécht. An Zukunft kënnen d'Parteien duerch eng Requête eng séier Äntwert op dës Fro geliwwert kréien an esou vermeiden, en Appell anzeleeën, dee souwisou riskéiert, als net recevabel erklärt ze ginn. Mir erreechen dëst mat enger liichter Upassung vum Artikel 580 an engem neie 580-1.

All déi Affären, déi am Moment um Bezierksgeriicht traitéiert ginn, wäerten och do weider behandelt ginn a mat den aktuelle Prozeduren zum Ofschloss bruecht ginn. Déi nei Bestëmmungen, wat d'Friddensgeriichter ugeet, triede fir d'Rentrée de 16. September dëst Joer a Kraaft.

Mir hunn och vun dësem Gesetz profitéiert, fir nach eng Partie aner Punkten ze reegelen oder ze klären. E weideren interessante Punkt ass d'Aféierung vun den Artikele 638-1 bis 3 am Neie Code de procédure civile. Hei geet et drëms, dass Feeler, „erreurs" oder „omissions matérielles", an den Urteeler kënne redresséiert ginn op Demande vun enger vun de Parteien, an dat op eng einfach Aart a Weis, ouni dass et zu komplizéierten a laangwierege Prozedure kënnt. Mir hunn eis hei ganz direkt bei eise franséischen Noperen an un hirem Code de procédure civile inspiréiert, wat eis erméiglecht, op déi franséisch Jurisprudenz och zréckzegräifen.

Et geet hei ëm Urteeler aus sämtleche Geriichtsinstanzen. Mir schwätzen hei vun „erreurs" oder „omissions matérielles", déi net d'Iwwerleeunge vun de Riichter beaflosst hunn. Déi geleefegst si Schreiffeeler, Rechefeeler oder Iertemer bei engem Numm, also manifest an onfräiwëlleg Feeler, wou duerch d'Elementer am Dossier beluecht ass, dass se eebe falsch sinn. D'Behiewe vun dëse Feeler dierf keng Kontestatioun vum Jugement zouloossen.

Ech zitéieren hei de Commentaire des articles, deen och weist, firwat dës nei Artikelen nach wichteg sinn an eisem Neie Code de procédure civile: « La Cour de cassation française en adoptant une conception extensive de la notion d'erreur matérielle progresse sur le chemin de sa politique de refoulement du pourvoi en cassation. » Mir sinn also do e Stéck weider um Wee, fir abusiv Pourvois en cassation ze ënnerbannen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Här Rapporter, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. André Bauler *(DP).*- Dir musst dach doheem moossen.

(Hilarité)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Jo. Ech versichen dann ze kierzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dir sidd elo bei aacht Minutten iwwert dem Konto. Also d'Chamber war ganz gedëlleg mat Iech.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Den Artikel IV betrëfft d'Organisation judiciaire a méi speziell d'CRF, d'Cellule de renseignement financier. Der CRF hir Onofhängegkeet an hir Autonomie gëtt gestäerkt, dëst opgrond vu Regierungsamendementer. De Staatsrot schreift: « La référence explicite à la coopération de la CRF avec les autorités judiciaires s'inscrit dans la consécration d'une indépendance fonctionnelle de la CRF, malgré son rattachement administratif au procureur général d'État. »

Et geet drëm, dass d'CRF Informatiounen an Analyse weiderleede kann un déi kompetent Justizautoritéiten, awer och un all déi kompetent Verwaltunge wéi d'Steierverwaltung an den Enregistrement, wann et ëm de Kampf géint d'Wäisswäsche vu Geld geet. De Begrëff vun der „infraction sous-jacente associée", ëm déi et hei geet, huet seng Originnen an de Recommandatioune vum GAFI.

Nach e leschte Punkt, op deen ech wëll agoen: Rekrutement, Reorganisatioun, Reforme vun de Prozedure si Méiglechkeeten, d'Justiz méi effikass ze maachen. Et gëtt awer nach eng aner Schrauf, un där mer an dësem Gesetz dréien: déi vun der Unerkennung vun der Aarbecht, déi ze leeschten ass. Mir differenzéieren tëscht den Tâchen. Eng materiell Unerkennung bedeit an deem Sënn méi Gerechtegkeet, si verstäerkt d'Motivatioun a méi Motivatioun féiert och zu méi Effikassitéit.

Am Artikel IV verännere mer esou eenzel Passagen iwwert d'Organisation judiciaire, an zwar ginn eenzel Karriäre méi attraktiv gemaach duerch d'Schafe vun enger Indemnité spéciale, déi net pensionnabel ass, vun 30 bis 80 Punkten. Wien ass hei betraff? D'Magistrate vum Parquet, Untersuchungsriichter, d'CRF, den Delegué vum Procureur, zoustänneg fir d'Application des peines, d'Conseilleren aus de Chambres d'application des peines an och all aner Beamten, déi op de Greffe vun dësen Instanze betraff sinn. Et geet hei drëms, dëse Mataarbechter eng Indemnitéit ze bezuelen, well hiren Aarbechtsvolume méi grouss ass, well se zäitlech méi disponibel sinn an och bei Urgencë kënne geruff ginn. Et geet hei ëm näischt anescht wéi Unerkennung an eng méi ugepasste ...

(Interruption par la présidence)

... Remuneratioun fir Persounen, déi op dëse besonnesche Poste schaffen.

Da ginn ech elo net weider op d'Avisen an. Dat kënnt Der noliesen. Jidderee war begeeschtert. Ech soe jidderengem nach Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht an och d'Reaktivitéit, déi mer haten. An ech ginn dann och d'Zoustëmmung vun der gréngter Fraktioun zu dësem grousse Reformpak an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. An ech entschëllege mech, wann ech ze laang war.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, also d'Indulgence erkläert sech och doduerch, dass Der fir Är Fraktioun matgeschwat hutt.

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dat gesot, géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Léon Gloden.

Discussion générale

M. Léon Gloden *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wëll direkt hei op dëser Plaz dem Rapporteur an de Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun Merci soe fir déi laang, interessant technesch Diskussiounen. Mee d'Prozedur ass nun emol d'Prozedur. Dir kennt de Sproch: „En normalen Affekot kennt d'Recht, e gudden Affekot kennt d'Prozedur."

Eise Code de procédure civile, Här President, dee geet op 1806 zréck an et ass eréischt 1980 zu den éischte gréissere Reforme komm. Déi gréisst Ännerung, déi komm ass, war 1996 mam Gesetz vum 11. August iwwert d'Mise en état, déi mer vum franséische System iwwerholl hunn. Nodeem dëst Gesetz an der Lescht dräimol geännert ginn ass an den Taux de compétence vum Friddensgeriicht fir d'lescht 2004 eropgesat ginn ass, ännere mer ënner anerem och dës zwou Reegelen haut, mee och eng Rei aner Punkten. De Rapporteur huet se opgezielt.

De Projet de loi ass de 14. Mee 2018 deposéiert ginn. Haut, also den 8. Juni 2021, stëmme mer de Projet de loi. Dräi Joer Prozedur an der Chamber, do stellt sech d'Fro vum Délai raisonnable. Soumat geet et dësem Projet de loi wéi enger Rei Justiciabelen hei zu Lëtzebuerg: laang Prozeduren, déi duerch x Echangë vu Konklusiounen tëschent Affekoten, Expertisen an d'Längt gezu ginn.

D'Augmentatioun vun den Affäre kënnt natierlech awer och mat der Augmentatioun vun der Populatioun, net nëmmen der Populatioun, déi hei och wunnt, mee och vun där, déi hei schafft. Natierlech ginn ech ze bedenken, och wa mer iwwer Procédure civile haut hei schwätzen, datt mer och am Strofrecht ëmmer méi Infraktiounen aféieren, besonnesch am Ëmweltberäich, wou dann och ëmmer méi Riichteren an de Geriichter, déi zoustänneg si fir de Correctionnel an d'Crimmen, mussen agesat ginn.

D'Zuel vun de Riichteren - an dat ass gesot ginn an de Rapporteur schreift dat och kloer a sengem Rapport - geet eeben net proportionell zu den Affären erop, och wa mer probéiert hunn, an dësem héijen Haus déi lescht Joren eng Rei Ressortriichteren anzeféieren, wéi zum Beispill de Juge aux affaires familiales.

D'Procédure de mise en état, déi 1996 agefouert ginn ass, hat zwee Ziler: d'Prozedur méi ordonéiert a méi koordinéiert oflafen ze loossen, fir eeben dee berüümten Delai ze kierzen.

Här President, d'Realitéit ass awer eng aner. An ech verweisen an deem Kontext op de Rapport vum fréiere Procureur général Roby Biever vun 2016, dee sot: « La mise en état n'est pas de nature à faire avancer l'évacuation des affaires. » An en huet déizäit scho virgeschloen, sech un de Prozedure virun de Juridictions administratives ze inspiréieren, an och deemools virgeschloen zum Beispill, den Taux de compétence beim Friddensriichter vun 10.000 op 25.000 Euro ze hiewen.

D'CSV begréisst dëse Projet de loi, well d'CSV och scho laang eng Reform vun de Prozedure virgeschloen hat. De politesche Message vun dësem Projet de loi ass wierklech de Respekt vum Délai raisonnable. Et ass eent vun de wichtegsten Elementer, fir datt de Justiciabel Vertrauen an d'Justiz huet.

D'Haaptpunkten, déi geännert ginn elo, sinn: d'Eropsetze vun de Montante vun den Affäre virum Friddensriichter, d'Aféierung vun de Conclusions de synthèse - do gëtt et awer haut schonn d'Praxis -, d'Aféierung vun enger Procédure de mise en état simplifiée. D'Notifikatioun vun Ordonnancen iwwer E-Mail wéi och d'Kommunikatioun tëschent Affekoten iwwer E-Mail ass e weidere Schrëtt zu der eJustice an der Paperless Justice. Dann d'Fixatioun vun den Delaien, innerhalb vun deenen eng Expertis muss ofgeschloss ginn, an d'Eropsetze vun den Amenden, wann een de Riichter wëllt recuséieren an déi Demande als abusiv erklärt gëtt. Well, Här President, dat ass kee liichtfankegen Akt! Eng Recusatioun vun engem Riichter ass e ganz graven Akt an déi Prozedur däerf een net liichtfankeg declenchéieren. Da gëtt et och eng Klarifikatioun zu de Jugements intermédiaires.

Komme mer zum éischte Punkt, zum Eropsetze vum Taux de compétence. Haut, éier mer elo den Text stëmmen, läit dee bei 10.000 Euro. Elo gëtt en eropgesat op 15.000 Euro. Wann een esou Prozeduren ännert, dann ass dat ëmmer am Ufank spannend fir d'Confrèren. Do wäert doudsécher déi eng oder aner Irrecevabilitéit an den nächste Méint oder Jore geschwat ginn.

Ech erënneren drun, datt en Appell géint e Jugement vum Friddensriichter am Prinzip bei d'Bezierksgeriicht geet, ausser a spezifesche Matièrë wéi am Aarbechtsrecht. Déi Reegel gëtt elo net geännert.

Ech erënneren awer och drun, datt d'Prozedure beim Friddensgeriicht mëndlech sinn. An dat ass och en Argument fir ze soen, dat geet méi schnell. Awer och hei ass dat éischter Theorie, well an der

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

Praxis ganz oft e Friddensriichter eng Note de plaidoiries écrite fuerdert, fir datt en eeben och d'Argumenter herno schrëftlech am Dossier huet, wann e säi Jugement schreift.

An och net all kleng Affär ass eng einfach Affär. Dat ass esou eng Duerstellung an der Ëffentlechkeet, well dat war och eent vun den Argumenter fir ze soen, datt ee bis 15.000 Euro ..., dat si kleng Affären. Wann een an der Geschicht vun de grousse Decisioune vun de Geriichter kuckt, sinn et ganz oft kleng Affären, déi déi grouss Prinzippien an der Jurisprudenz festleeën. Doduerch ass och d'Argument opkomm, fir eeben ze soen, duerch d'Eropsetze vun deem Taux bei dem Friddensriichter kéime manner Affäre bei d'Bezierksgeriichter. Jo, dat ass richteg. Mee op där anerer Säit, an dat ass och unisono vun de Judirictiounen an hiren Avise geschriwwe ginn, kommen natierlech och méi Affäre bei d'Friddensriichter, wou dann eebe mussen an den nächste Jore weider Efforte gemaach ginn, fir do ze rekrutéieren.

D'Aféierung vun de Conclusions de synthèse - de Rapporteur ass op dee Punkt agaangen -, dat gëtt et haut an der Praxis. Et huet e Virdeel an et huet en Nodeel. Et huet de Virdeel, datt de Riichter zum Schluss just nach een Dokument muss kucken. Mee den Nodeel ass fir d'Affekoten: Si musse wierklech oppassen, datt se all Argument, all Moyen, all Fakt an deene leschte Konklusioune stoen hunn. Geschitt dat net, dann zielt just déi lescht Konklusioun virun de Conclusions de synthèse, oder ginn ech guer keng Conclusions de synthèse, sti just déi lescht Konklusiounen zur Diskussioun.

Ech muss soen - a mir mussen dat evaluéieren, an ech wäert och duerfir eng Motioun deposéieren, fir no zwee Joer eng Evaluatioun ze maachen -, dat ass riskant, well awer déi aner Konklusiounen an der Prozedur sinn. An ech fäerten, wann et do eng Kéier zu engem Incident kënnt, datt mer héchstwarscheinlech op deen dote Punkt wäerten eng Kéier zréckkommen. Well et ass am Fong net richteg, fir einfach ze soen, déi aner Konklusioune sinn ecartéiert, well déi sinn an der Prozedur. Mee dee Punkt hate mer och an der Kommissioun ugeschwat.

Dann ass eng vun de groussen Ännerungen déi Mise en état simplifiée. D'Mise en état simplifiée ass awer nëmme méiglech a spezifesche Fäll: Et däerf net iwwer 100.000 Euro erausgoen an et däerf nëmmen een Demandeur an een Defendeur do sinn oder d'Parteie froen et fräiwëlleg un. D'Prozedur, déi mer hei aféieren, ass am Fong déi Prozedur, wéi se haut virun de Juridictions administratives festgeleuecht ass. Dat heescht, et gëtt fix Delaien. Fir d'éischt ginn ech d'Requête eran. Dann hunn ech dräi Méint fir ze äntweren. Duerno huet den Demandeur erëm e Mount Zäit fir ze äntweren.

Da féiere mer och an där Prozedur, dat klénġt ganz komesch fir vill Leit dobaussen, d'Summerpaus souzesoen och vun de Juridictions administratives an. Dat heescht, tëschent dem 16. Juli an dem 15. September ginn d'Delaie suspendéiert. Dat do ass e Punkt, deen och ëmmer bei de Juridictions administratives zu Diskussioune féiert. Dobausse mengen d'Leit ëmmer, dat wier, well d'Riichteren zwee Méint Vakanz hunn. Dat ass net de Fall, soen ech ganz kloer hei op der Tribün. D'Argument ass einfach, well awer an der Summervakanz de part et d'autre d'Riichteren emol fort sinn, d'Affekoten emol fort sinn, fir einfach do fir de Justiciabel ze evitéieren, datt en Delai verpasst gëtt, datt dofir d'Delaie suspendéiert ginn. Och do, wéi gesot, muss ee kucken an den nächsten zwee Joer, wat d'Erfarung bréngt.

Da fir d'Expertisen, do ass de Rapporteur och drop agaangen, an ech wéilt e ganz liicht verbesseren: Och haut gëtt et schonn Delaie fir d'Expertisen. Wann en Expert genannt gëtt, gëtt en Delai festgeluecht, mee deen Delai ass net imperativ. A wat d'Affär natierlech ..., wann Der haut eng Expertis un engem Gebai hutt, dann dauert dat effektiv iwwer e Joer ganz oft, well jiddweree bréngt da jo och nach eng Contreexpertis eran. An elo, wat mer elo aféieren: Gëtt den Delai net respektéiert an den Expert huet keng valabel Argumenter fir ze soen, firwat en den Delai net konnt respektéieren, da kann de Riichter d'office, an dat ass déi grouss Nouveautéit, d'office den Expert ofsetzen an een neien nennen. Haut misst dat iwwert d'Requête vun de Parteie goen.

Iwwert d'Recusatioun hunn ech scho geschwat.

Dann en anere Punkt, wéi dat am technesche Jargon heescht, iwwert: d'Inkompetenzen, d'Nullitéit an d'Exception dilatoire. Dat gëtt elo preziséiert, wéini da kann e Jugement interlocutoire geholl ginn. Mee wat heescht dat konkreet? Dat ass eppes, wat d'Leit dobaussen elo vläicht net esou direkt verstinn. Huelen ech de Fall, ech géif zum Beispill - wat jo net an der Praxis wäert stattfannen - de Gilles Roth usichen. Elo géif ech de Gilles Roth als …

(Brouhaha)

Plusieurs voix.- O!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Elo géif ech de Gilles Roth als „Gillchen" Roth usichen, da géif den Affekot vum Gilles soen, …

Une voix.- „Klenge Leo"!

(Hilarité)

M. Léon Gloden *(CSV)*.- … dat do wier eng Irrecevabilitéit, well et wier net kloer, wien den Defendeur wier. Dat wier eng Ambiguitéit iwwert d'Qualitéit vum Defendeur. Da kann den Affekot vum Gilles direkt soen: „Mir diskutéieren dat elo a Konklusiounen." An de Riichter kann elo direkt soen: „Mir huelen doriwwer en Urteel fir ze kucken, ob dat eng Irrecevabilitéit ass oder net."

Haut ginn déi do Saachen einfach am Prozess virun argumentéiert, zesumme mam Fong. An dann no zwee Joer Prozedur, wann dann e Riichter géif soen: „D'Affär ass irrecevabel", da sinn am Fong zwee Joer verluer gaangen, well dann ass och net iwwert de Fong statuéiert ginn - erëm an der Perspektiv vum Délai raisonnable.

Dann och e Punkt, deen ëmmer erëm an der Praxis och zu villen Diskussioune bis elo geféiert huet, ass: Wéini ass et e materielle Feeler an engem Jugement a wéini net? Zum Beispill, wann ech am Jugement stoen hunn, ech muss engem Schuedensersatz vu 15.000 Euro bezuelen, dat steet am ganze Räsonement vum Riichter, an herno op der leschter Säit - wat mir nennen „den Dispositif", also „à ces causes", wou dann d'Decisioun steet - géif stoen, ech bräicht just 10.000 Euro Schuedensersatz ze bezuelen, obwuel déi ganzen Zäit am Corps vum Jugement 15.000 Euro gestanen hätt, do huet sech ëmmer d'Fro gestallt: Ass dat eng Erreur matérielle? Bei wie ginn ech froen, fir déi ze rektifizéieren? Dat ass elo ganz kloer. Ech gi bei de Riichter zréck iwwer eng normal Requête, fir eeben esou ee Feeler, wat kee Feeler um Fong ass, kënnen ze rektifizéieren.

D'Konklusioune vun dësem Projet de loi, Här President, sinn, datt mer kloer prozedural Reegelen hunn. Si si wichteg an engem Rechtsstaat. Et ass néideg, datt mer weider rekrutéieren an der Justiz. Et ass wichteg a richteg, datt mer weider an d'eJustice investéieren, fir als Resultat ze hunn, datt mer e Jugement an engem Délai raisonnable kréien. Duerfir hunn ech och insistéiert, datt mer am Kader vun de Verfassungsaarbechten den Délai raisonnable an d'Verfassung, an d'Justizkapitel aschreiwen. Dat ass en Novum. Dat gëtt et net a ganz ville Verfassungen. Et steet jo och am Artikel 6 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun. Den Délai raisonnable ass den A an O fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Justiz.

Här President, ech deposéieren déi Motioun, fir dann no zwee Joer eng Evaluatioun vun dësem Gesetz ze maachen. Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu l'objectif général assigné au projet de loi n° 7307 consistant à renforcer l'efficacité de la justice civile et commerciale ;

- considérant que parmi les adaptations législatives proposées, il est notamment prévu :

• d'augmenter le taux de compétence des justices de paix ;

• d'instituer une procédure de mise en état simplifiée pour les affaires moins complexes aux fins d'accélérer le cours des instances en question ;

• d'appliquer les règles de la procédure commerciale aux appels dirigés contre les jugements rendus en toutes matières par le juge de paix ;

• de supprimer l'opposition en matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, pour ne citer que ces exemples ;

- considérant qu'il convient d'évaluer dans le temps et avec le recul nécessaire, si les différentes adaptations procédurales ont atteint leur but,

invite le Gouvernement

- à faire le bilan de la présente réforme deux ans après l'entrée en vigueur du projet de loi n° 7307 et à présenter les conclusions aux membres de la Chambre des Députés.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Octavie Modert, Laurent Mosar, Gilles Roth.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance*.- Merci dem Här Gloden. An déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Mme Carole Hartmann *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, virop dem Rapporter e grousse Merci. Ech mengen, dat do war eng schwéier Aufgab. Et war en techneschen Dossier, wou mer laang dru geschafft hunn, an d'Rapporten, souwuel dee schrëftleche wéi dee mëndlechen, dee schwéier ass kuerzzefaassen, mengen ech, ware ganz gelongen, an dofir e grousse Merci.

Als Contentieux-Affekot ass een ëmmer nees mat laange Prozedure konfrontéiert. Wann et dobäi ëm juristesch komplex Affäre geet, kann een novollzéien, dass Geriichtsprozedure sech iwwer Joren zéien. Bei méi klenge Litigë wéi zum Beispill enger Rechnung, déi net bezuelt gouf, engem Noperschaftssträit, engem Kontrakt vun engem Prestataire, deen net zur Zefriddenheet exekutéiert gouf, an esou weider - et kéint ee ganz vill Beispiller nennen -, ass et méi schwéier, d'Laangwieregkeet vu verschiddene Prozeduren ze verstoen.

Ech soe bewosst „verstoen", well eng laang Prozedur bei engem a priori klenge Litige virun allem beim Justiciabel, ob dat elo eng Privatpersoun oder eng Firma ass, op Onverständnis trëfft. Da kënnt et zu Aussoe wéi: „Wéi kann et sinn, dass dat esou laang dauert? Ech wëll dach just dat, wat mir zousteet. Dat kann dach net esou komplizéiert sinn."

Fir vill Justiciabeler sinn d'Geriichtsprozeduren a virun allem hir Längt net verständlech an och net novollzéibar. Si si komplizéiert a schwéierfälleg. Dës Leit hunn dee Moment och kee gutt Bild vun eiser Justiz. Si ass hinnen net effikass genuch. Genau dorunner schaffe mer an dësem Projet de loi, fir notamment eis Prozeduren ze vereinfachen, ze verbesseren a méi effikass ze maachen. Ganz nom Motto "work smarter, not harder" ass et nämlech och wichteg, festgefuere Prozeduren ëmmer emol erëm op de Leescht ze huele fir ze evaluéieren, ob se nach der Zäit ugepasst sinn an hiren Zweck nach erfëllen oder ob et eventuell Méiglechkeete gëtt, dës Prozesser ze änneren, fir d'Aarbecht ze erliichteren a méi effizient ze gestalten.

Déi lescht gréisser Reform vun eiser Procédure civile, mäi Virriedner hat et gesot, geet entre-temps op d'Joer 1996 zréck, wou mer nom Beispill vun eise franséische Kolleegen déi aktuell Procédure de mise en état an de schrëftleche Prozeduren agefouert hunn.

Et ass net näischt geschitt entre-temps, an dat ass och scho gesot ginn. Ech erënneren notamment un d'Reform vun der ganzer Scheedungsprozedur vun 2018. Scheedungen hu ganz laang ëmmer jorelaang gedauert. Dës Prozedur ass allerdéngs staark vereinfacht an domat och verschnellert ginn.

25 Joer no der Aféierung vun der Mise en état gëtt et elo awer och Zäit, eng méi generell Prozedurreform ze maachen am Sënn vun der Zäit an och am Sënn vum Justiciabel.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, tatsächlech ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg mëttlerweil eng aner, wéi se dat nach virun e puer Joer war. Den ekonomeschen an den demografesche Wuesstum bréngе mat sech, dass ëmmer méi an och ëmmer méi komplizéiert Litigë virun eise Geriichter verhandelt ginn. Och d'Liewen an d'Gesellschaft, an där mir liewen, ginn ëmmer méi komplex a komplex Situatioune bréngen nun emol d'Potenzial mat sech, zu Sträit an eeben och zu engem Rechtssträit ze féieren.

An dësem Projet de loi ass dofir de Fokus dorobber, eis Geriichter a virop eis Bezierksgeriichter ze entlaaschten an d'Justiz am Zivill- an Handelsrecht allgemeng erëm méi accessibel ze maachen, dat duerch Reforme vun de Prozeduren an e besseren Encadrement vun den Delaien. Duerch Simplificatiounen op verschiddenen Niveaue soll eis Justiz erëm méi effikass ginn, och fir den Erwaardunge vun de Leit gerecht ze ginn.

Ech wëll méi am Detail op véier Punkten aus dem Projet de loi agoen. De Rapporter an och mäi Virriedner sinn op déi aner Punkten, mengen ech, schonn explizitt genuch agaangen.

Den éischte Punkt ass d'Erhéijung vum Taux de compétence vu Friddensgeriichter op Litigë vu bis zu 15.000 Euro, eng wichteg Adaptatioun, fir d'Bezierksgeriichter ze entlaaschten. Den Haaptënnerscheed tëschent der Prozedur um Friddensgeriicht an där op de Bezierksgeriichter ass deen, dass um Friddensgeriicht direkt mëndlech plädéiert gëtt an um Bezierksgeriicht d'Argumenter schrëftlech an x Schrëftstécker hin- an hierargumentéiert ginn. Dat ka laang daueren an ass fir d'Leit och mat héije Käschte verbonnen.

Hei war am initiale Projet de loi ugeduecht, virun de Friddensgeriichter Affäre vu bis zu 20.000 Euro zouzeloossen. Aus Angscht, domat d'Friddensgeriichter ze vill ze chargéieren, si mer awer nees zréckgaangen op 15.000 Euro. Et muss ee kucken, wéi d'Augmentatioun vum Taux de compétence op 15.000 Euro sech an der Praxis auswierkt, a mat der Zäit kucken, ob mer net awer am Sënn vum Justiciabel nach e bësse mat deem Taux de compétence géifen eropgoen.

Huele mer d'Beispill vun enger Persoun, déi e Schued vun ëm déi 18.000 Euro aklot. Den Ament muss dës Persoun dofir eng schrëftlech Prozedur agoen. Mat där verbonne sinn awer och Affekotskäschten, déi dës Persoun eventuell net wëll oder net kann droen. Géif et hei awer d'Méiglechkeet vun enger vereinfachter Prozedur ginn, hätt de Justiciabel hei aner Méiglechkeeten. Deementspriechend war och d'Remark vum Staatsrot, firwat een den Taux de compétence net op 50.000 Euro géif eropsetzen, an eisen Aen net onpertinent an e Punkt, deen ee sech fir d'Zukunft op alle Fall och am Hannerkapp sollt behalen.

Wann duerch d'Augmentatioun vun dem Taux de compétence d'Friddensgeriichter personell un hir Limitte stoussen, sollt dat net zu Blocagen an der Vereinfachung vun de Prozedure féieren. Wa mer dat feststellen, da musse mer d'Unzuel vun de Riichter op de Friddensgeriichter eropsetzen, fir dass de Méi un Affären och kann op de Friddensgeriichter ofgewéckelt ginn.

Weider Erhéijunge vum Taux de compétence sollten dofir op alle Fall am Bléck behale ginn, notamment fir d'Bezierksgeriichter weider ze entlaaschten a fir d'Prozedur fir de Justiciabel manner komplizéiert a virun allem och manner käschtenopwänneg ze maachen.

Zweete Punkt: d'Procédure orale bei Appellaffäre vum Friddensgeriicht. Bis elo sinn déi meescht Affäre vum Friddensgeriicht, wou Appell gemaach ginn ass, vun enger mëndlecher Prozedur an éischter Instanz an eng schrëftlech Prozedur am Appell iwwergaangen. Mat dësem Projet de loi kënnen dës Appellprozeduren elo, wéi och an éischter Instanz, mëndlech an enger Sitzung plädéiert ginn, ouni dass schrëftlech Konklusiounen d'office gebraucht ginn.

Dës mëndlech Prozedur am Appell huet sech iwwert déi lescht Jore schonn en matière de bail à loyer bewäert. Eng mëndlech Prozedur ass hei méi einfach, méi séier an och manner deier wéi eng Procédure écrite, déi mat vill Zäit an deemno och mat ville Käschte fir de Justiciabel verbonnen ass. Fir de Justiciabel huet dës Prozedur och keng rechtlech Nodeeler. Au contraire: D'Procédure orale ass am Allgemenge méi favorabel fir de Justiciabel, well eng Persoun hir Affär entweeder selwer ka virstellen oder awer och bei de Plaidoirië vun hirem Mandataire kann dobäi sinn, mat him Réckspooch halen an esou och indirekt selwer kann intervenéieren. Duerch d'Iwwergoen op eng mëndlech Prozedur kënnen dës Affäre méi séier evakuéiert ginn an zu Urteeler kommen, wat zu enger weiderer Entlaaschtung vun eise Bezierksgeriichter bäidréit.

Den drëtte Punkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Aféierung vun enger Mise en état simplifiée. Hei hu mer eis un der Prozedur virun eise Verwaltungsgeriichter, déi sech iwwert déi lescht Jore bewäert huet, orientéiert. De klenge Bemoll, deen ee par rapport zu dem Taux de compétence, deen elo nach net op 20.000 Euro eropgaangen ass, kann hunn, gëtt duerch dës Neierung vun der Mise en état simplifiée e bësse wettgemaach, andeems bei Affäre vu bis zu 100.000 Euro am Prinzip eng limitéiert Unzuel u schrëftleche Konklusiounen echangéiert gëtt.

De besseren Encadrement vun den Delaien ass duerchaus positiv: Domat, dass ganz kloer Delaien a Reegele festgehale sinn, kann een evitéieren, dass Abuse gedriwwe ginn an Dossieren an Affären onnéideg an d'Längt gezu ginn.

Et däerf nämlech net sinn, dass d'Prozeduren dofir benotzt ginn, fir Jugementer erauszezögeren, oder dass en Dossier allgemeng onnéideg schleefe gelooss gëtt, an dëst op d'Käschte vun de Justiciabelen. D'Zil soll ëmmer sinn, d'Affären a räsonabelen Delaien ze evakuéieren, dëst am Interessi vun de Leit, déi op eng Äntwert an hirer Affär waarden an déi den Affekot fir all geleescht Aarbecht och bezuelen, dëst awer och am Interessi vun de jeeweilege Geriichter, déi bekannterweis ëmmer méi Dossiere kréien an deenen et och eng Ënnerstëtzung ass, dës esou gutt an effikass wéi méiglech ze evakuéieren.

D'Mise en état simplifiée wäert deemno hëllefen, den Affären, déi méi effizient kënne gehandhaabt ginn, vill schwéierfälleg Etappen ze erspueren an dës Dossiere méi séier kënnen ze finaliséieren. Bei allen aneren Affären an och do, wou et vu béide Parteie gefrot gëtt, bleift et bei der klassescher Mise en état, déi grosso modo d'selwecht bleift.

Dës Prozedur kann a sollt awer och nach weider evoluéieren. Besonnesch - als Beispill - déi méi jonk Affekote verbrénge ganz vill Zäit domadder, op sougenannte Mise-en-étaten ze goen, oft just fir beim Geriicht en neien Delai ze froen. Dat kascht enorm vill Zäit - Zäit, déi dann och dem Justiciabel a Rechnung gestallt gëtt a fir hien oft einfach onnéideg Käschte mat sech bréngt.

Duerch de Projet de loi gëtt eng Zort vun onnéidegen Deplacementer vun Affekoten op d'Geriicht vermidden, nämlech domat, dass d'Clôture vun der Instruktioun a generell Ordonnance-presidentiellë per Courrier électronique kënnen ofgewéckelt ginn. Dës Evolutioun huet déi aktuell Coronapandemie mat sech bruecht.

Mir kënnen awer och nach weider Deplacementer spueren: Och duerch Corona ass et elo zur Praxis

ginn, dass ee seng Delaie fir ze concluéieren per E-Mail ufreet. Dat muss onbedéngt zur Normalitéit ginn, ausser d'Riichter oder en Affekot froen, dass ee sech physesch soll an enger Mise en état presentéieren. Generell kéinten d'Echangë mam Geriicht also à terme souwäit wéi méiglech elektronesch oflafen, fir esou all Demarchen aus der Procédure de mise en état ze erliichteren.

Do si mer da bei der och schonn ugeschwater eJustice oder Paperless Justice, wou jo och vill dru geschafft gëtt a wou och nach aner Prozeduren ënnert d'Lupp geholl gi fir ze kucken, wou mer nach méi effizient kënne ginn.

De leschte Punkt, op deen ech wëll agoen, sinn d'Conclusions de synthèse. Dëse Punkt war eng Revendicatioun vun eise Geriichter, déi a gréisseren, komplexen Affären absolutt Sënn mécht, déi awer och, wéi mer et och schonn héieren hunn, net onëmstridden ass.

Bis elo gouf et keng Reegel, mee verschidde Praxissen a Bezuch op Konklusioune vun Affekoten: Déi eng Riichter wollte Conclusions de synthèse, déi aner Conclusions récapitulatives, anerer hunn net duerno gefrot, dat heescht, et sinn dann x Corps de conclusions echangéiert ginn an zum Schluss si just nach Conclusions ponctuelles geholl ginn. Et war also bis elo ofhängeg vun der concernéierter Chamber, wéi et gehandhaabt gëtt. An deem Sënn ass et wichteg an och hëllefräich, dass elo kloer Reegelen opgesat ginn, déi eng eenzeg Demarche virun all de Chambere festleeën.

Wat fir Diskussioune suergt, ass de Fait, dass vum Geriicht um Enn vun der Prozedur just d'Conclusions de synthèse musse consideréiert ginn an domat alles, wat virdru concluéiert gouf, net méi consideréiert gëtt. Et läit dee Moment natierlech an der Hand vun den Affekoten, fir alles dat, wat si virdru concluéiert hunn, och an der Synthèse erëmzeginn. Mee fir de Fall, wou an enger gréisserer Prozedur eppes vergiess géif ginn, stellen ech mer awer d'Fro, ob mer hei konform mat de Prinzippie vun den Droits de la défense sinn, well eeben, wéi och scho gesot, déi Konklusiounen awer trotzdeem Partie vun där ganzer Prozedur hei sinn an dann net consideréiert ginn.

Da kënnen d'Conclusions de synthèse och fir de Justiciabel zu méi Käschte féieren, well d'Aarbecht, déi muss gemaach ginn, fir all viregt Konklusiounen an enger Synthèse zesummenzefaassen, awer eng considerabel ass, déi jo och muss facturéiert ginn. A wann een op all klengt neit Argument ëmmer nees mat Conclusions de synthèse muss äntweren, mécht dat d'Dossieren och vläicht ongewollt méi grouss.

Bref, et muss ee kucken, wéi sech d'Conclusions de synthèse an der Praxis etabléieren. Mir sollten d'Applikatioun dovunner op alle Fall am A behalen.

Ech kommen zur Konklusioun vu menger Interventioun. Et ass eng Prozedurreform vun enger gewëssener Envergure, déi mer haut stëmmen an déi bei der Rentrée judiciaire am September mat Sécherheet och fir e bëssen Opreegung op dem Terrain wäert suergen. Ech denken awer, dass mir mat dësem Gesetz, wann et bis arodéiert ass, eise Justizsystem soulagéiere wäerten.

■ **M. André Bauler** *(DP)*.- Très bien!

■ **Mme Carole Hartmann** *(DP)*.- Dësen Text huet awer och en Impakt op all Bierger, deen eng Affär viru Geriicht huet, duerch déi e finanziell, mee och mental affektéiert ass. Eng Justiz ass net nëmmen dann effikass, wa vill Dossieren evakuéiert ginn, eng Justiz ass effikass, wann d'Mënschen, déi op se zielen, se och als effikass wouerhuelen.

An deem Sënn kënne mir als DP-Fraktioun dëse Projet de loi nëmmen ënnerstëtzen an ech ginn dofir och den Accord vun der Demokratescher Partei a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Merci och der Madamm Hartmann. An elo huet d'Wuert den Här Dan Biancalana.

■ **M. Dan Biancalana** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo haut stëmme mer e wichtege Projet of, een, dee ganz am Zeeche steet vun enger moderner an zäitgeméisser ziviller Prozedur. An dann als Netaffekoten, als LSAP begréisse mir natierlech dëse Projet de loi.

Et geet - meng Virriedner si schonn drop agaangen, hunn et erkläert -, ëm e Projet, deen déi zivill a kommerziell Justiz stäerke soll. Dës zwou Matièrë sollen awer net nëmme renforcéiert ginn, mee och moderniséiert a vereinfacht ginn duerch innovativ an nei Mechanismen, an iwwert dee Wee sollen se och méi effikass ginn.

Dëst Zil ass sech gesat ginn, well déi sozial an demografesch Situatioun vu Lëtzebuerg - et ass schonn ugeschwat ginn - zu enger massiver Steigerung vu Litigen a vun zivillen a kommerziellen Matièrë gefouert huet. Bei der Lektür vum Exposé des motifs vun dësem Projet kritt ee jo och en Abléck an d'Unzuel vun den neien Affären a Jugementer, déi déi dräi Friddensgeriichter an déi zwee Tribunaux d'arrondissement betreffen. An och an de successive Publikatioune „La justice en chiffres" - an de Rapporteur huet se och zitéiert, notamment déi lescht vun 2019 -, gesäit een, wann een e Bléck op d'Chiffere vun 2018 an 2019 werft, dass dëse Volume weider klëmmt.

Eng Reform ass also néideg, fir dass eis Justiz sech net ze vill massiver Kritik aussetzt, well d'Prozeduren an d'Prozesser ze laang daueren. Eleng dowéinst ass dëse Projet e wichtege Schratt an eng modern zivill Prozedur. Hei spillt also och den Enjeu vum räsonabelen Delai.

Derbäi kënnt, dass net nëmme Changementer an Adaptatiounen um Niveau vun de Prozeduren, mee och um Niveau vun der Organisatioun an och um Niveau vum Rekrutement vun der ziviller Justiz komme mussen, fir och hei mat der demografescher Entwécklung vun eisem Land kënne matzehalen. An dorënner, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, fält och d'Erhéijung vum Seuil de compétence vum Friddensriichter op en Taux vu 15.000 Euro. No der Analys vun de sëllegen Avisen, déi mer an der Kommissioun virleien haten, an no der Diskussioun, déi mer haten, an och, mengen ech, opgrond vun deenen Offeren, déi virlouchen, deenen Avise fir ze héijen op 50.000 respektiv och op 20.000 Euro, hu mer eis op 15.000 gëeenegt.

E puer Neierungen a Modifikatiounen, eng Rei Stellschrauwen, déi dëse Projet de loi erabréngt: Fir d'éischt kann ee vun der obligatorescher Representatioun vun de Parteien um Niveau vum zivillen Appell duerch en Affekot schwätzen. Dës Obligatioun gëtt elo ofgeschaaft, an dëst mam Zil, eng simplifiéiert Prozedur um Niveau vum Appell ze hunn.

Et ass munchmol esou, datt, wann eng Partei an éischter Instanz gewonnen huet, si sech net onbedéngt nach eng Kéier an der zweeter Instanz duerch en Affekot representéiere loosse wëll, schonn eleng dowéinst, well dat jo effektiv och zousätzlech Käschte géif bedeiten. An hei ass also virun allem un de Bierger geduecht ginn, op deem seng finanziell Situatioun ass Uecht gi ginn. An dat läit eis natierlech als LSAP um Häerzen. Et ass natierlech ëmmer nach méiglech, dass ee sech duerch en Affekot op deem Niveau representéiere léisst, falls een dat fir néideg empfënnt als Justiciabelen, mee dann éischter op fräiwëlleger Basis an och am Kader vun der mëndlecher Prozedur. Den Affekot kann da just nach intervenéieren, wann et vu sengem Client, wéi gesot, erwënscht ass.

An deem Kontext vun der geriichtlecher Representatioun ass et elo och méiglech, dass ee sech, nieft sengem Conjoint, och vu sengem Partner representéiere ka loossen. An ech mengen, och dat gëtt iwwert d'Gesetz agefouert, eng méi generell Unerkennung, an och dat bréngt e Stéck Modernitéit an Normalitéit um Niveau vun den zivillen Prozeduren.

Wat awer och, mengen ech, wichteg ass, dat ass d'Vereinfachung vun der Kommunikatioun tëschent den Affekoten. Esou gesäit den Neie Code de la procédure civile jo vir, dass iwwer verschidde Moyene ka kommunizéiert ginn, zum Beispill per Mail oder iwwert de Huissier. Dës verschidde Méiglechkeete sinn awer net obligatoresch a sollen awer och den Affekoten de Choix an der Prioriséierung vun deenen eenzelne Moyene loossen. Et geet u sech virun allem drëms, d'Kommunikatioun vu gréisseren Dokumenter effektiv ze vereinfachen, an doduerch dréit de Projet natierlech och zu der Digitalisatioun bäi, an dat ass sécherlech net onwichteg, grad an den haitegen Zäiten.

Zu der Kommunikatioun vun den Affekote gëtt et awer och eng Modifikatioun, wat d'Conclusions de synthèse ugeet, do sinn zwee Voleten nei:

Éischtens emol geet et ëm eng nei Aart vu Conclusions de synthèse. Ech mengen, den Ordre des avocats huet dat a sengem Avis opgeworf. An natierlech, déi nei Konklusioune vereinfache sécherlech den Affekoten an de Riichteren hir Aarbecht, an och d'Mandatairen an d'Justiciabel wiere besser informéiert. A wat an deene Konklusioune steet, ass keng Widderhuelung a stellt, wéi gesot, den aktuelle Stand duer. Mee natierlech, och déi Risiken, déi hei ugefouert goufe vu menge Virriedner, ech mengen, och déi setze mer als LSAP sécherlech an de Vierdergrond. Mee awer och fir den Affekot vun där anerer Partei kann et eng Erliichterung sinn, wann dat, wat drasteet, just nach dat Neitst vun der Géigepartei ass. An natierlech, fir de Riichter gëtt et och méi einfach ze appreciéiere - wéi gesot, mat all de Risiken - a senge Konklusiounen, ob déi nei Elementer déi al fundamental veränneren oder net, an doropshin d'Délais de réponse unzepassen. An dës Aart a Weis a puncto Appreciatioun gëtt jo schonns an der Belsch an a Frankräich mat Succès ëmgesat. Dat léisst also och hei fir Lëtzebuerg hoffen.

Den zweete Volet, deen hei modifizéiert gëtt, ass dee vun den neie Konklusiounen, déi virun der Clôture vun der Instructioun eragereecht ginn. Och hei viséiert d'Reform eng méi grouss Effikassitéit um Niveau vun der ziviller Justiz.

Här President, de Projet gesäit och nach e puer weider interessant Neierunge vir, déi een och als innovativ a modern bezeechne kann. Dozou gehéiert natierlech d'Mise en état simplifiée, déi agefouert gëtt, par rapport zu der Mise en état ordinaire, déi besteet. An déi Mise en état simplifiée, déi dréit natierlech och ganz kloer zu der Beschleunegung an Evakuatioun vun den Affäre bäi, an dat natierlech mat Hëllef vun enger simplifiéierter Prozedur, déi op verschiddene Punkten anescht ass wéi d'Mise en état ordinaire, mee am grousse Ganzen deenen nämmlechte Reegelen ënnerläit. Dës nei Prozedur huet, an dovunner si mer als LSAP iwwerzeegt, déi viséiert Effekter an hëlleft dobäi, d'Affären nach méi schnell ze evakuéieren.

Am Beräich vun de Recourse gëtt et awer och zwou Ännerungen, wat och hei erëm positiv ze ënnersträichen ass: Deen éischten ass en neie Recours, de Recours en rectification d'erreurs matérielles, an dann och de Recours en interprétation.

Eng aner Neierung, an et ass och déi lescht, op déi ech wäert agoen, dat sinn am Fong d'Delaien, déi fixéiert gi fir all Expert, dee vun engem Riichter designéiert gëtt, ab deem Moment, wéi gesot, wou de Riichter den Expert designéiert. Sou gëtt d'Prozedur net kënschtlech weider verlängert an et gewënnt een neierdéngs erëm un Effikassitéit an um Zäit am Kader vum zivillen Prozess. An och dat ass zum Virdeel vun de Parteien a kënnt natierlech och dem Bierger erëm zegutt.

Zum Schluss wëll ech hei soen, dass mat dëser Reform fundamental Ännerungen an Neierungen an eisem zivillen Rechtssystem agefouert ginn, déi eis als LSAP immens wichteg sinn a mat deenen op där anerer Säit natierlech déi néideg Modernitéit a Flexibilitéit agefouert ginn. An natierlech ass et och wichteg, wa mer dëst Gesetz haut hei stëmmen, d'Effete vun dëser Reform weider am A ze behalen an och deementspriechend ze evaluéieren.

Dowéinst ginn ech och dann am Numm vun der LSAP den Accord zu dësem Projet de loi a soen dem Rapporteur e ganz, ganz grousse Merci fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Merci och dem Här Biancalana. An ech hunn nach just een ageschriwwene Riedner, den Här Marc Goergen. Dat schéngt esou ze sinn. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen** *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech hat e bësse méi eng laang Ried virbereet. Mee ech gesinn, dass souwisou schonn alles souwäit ugeschwat ginn ass, soudass ech also e bëssen Zäit spueren. Ech soen dem Rapporter villmools Merci fir säin ausféierleche Rapport. Och wann en zéng Minutte méi gebraucht huet, war dat awer wichteg, well et si ganz vill Ännerungen. An dofir wollt ech déi elo net nach eng Kéier alleguerte widderhuelen.

Och mir Piraten wäerten eisen Accord ginn. Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance*.- Merci. Domat si mer um Enn vun eisem Debat iwwert de Projet de loi 7307 ukomm.

An d'Wuert huet direkt d'Regierung, d'Madamm Justizminister Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice*.- Dat ass awer séier gaangen. Sidd Der presséiert fir heem?

(Hilarité)

Merci fir d'éischt emol fir déi breet Zoustëmmung. Och wann elo vläicht net jidderee sech däers bewosst ass, dat hei ass en extreem wichtegen Text. Et geet an eng Richtung, déi mir perséinlech extreem wichteg ass an, ech mengen, all deenen ..., op d'mannst de Practicienen heibannen och, mee eigentlech alle Bierger an eisem Land. Mir brauchen eng effikass Justice. Mir mussen Delaien hunn an der Justice - natierlech och am Parlament, do kann ech vläicht nach e Wuert dozou soen -, déi räsonabel sinn, wou ee weess, dass ee wierklech bannent engem adequaten Zäitpunkt eng Decisioun ka kréien.

Mir brauchen och eng Justice, déi net ze vill komplizéiert ass, déi accessibel ass, wou ee sech als Bierger ouni ze vill Ëmstänn kann un de Riichter wennen, ouni forcement musse via en Affekot ze passéieren, wann d'Affär et erlaabt, well dat ass e bëssen de Pendant dozou. Ech komme vläicht nach herno dozou.

Dat heescht, mir brauche wierklech eng Justice, déi oppen ass fir de Bierger, wou ee sech dran erëmfënnt, wou ee sech verstane fillt a wou et och eenegermoosse séier geet. Dat geet net ëmmer. Verschidden Affären hunn esou vill Intervenanten, sinn esou komplex, dass et eebe seng Zäit brauch, oder et geet duerch all d'Instanze bis nach op Stroossbuerg. Dofir hu mer jo och esou vill Instanzen, fir dass ee kann ëmmer erëm Saache contestéieren. Et ass och wichteg, dass d'Gesellschaft weiderkënnt, dass d'Texter sech der Gesellschaft och upassen. Dat heescht, alles brauch seng Zäit. Mee fir normal Affären ass et extreem wichteg, dass mer séier weiderkommen. Dofir schreift dat hei sech vollkommen an dat an, wat ech wëll maachen: dass mer séier weiderkommen, dass mer eng effikass Justice hunn.

Parallell dozou - et ass schonn ugeklongen - ass de Projet vun de Referendairen. Well et ass schéin a gutt ze soen: „Mir brauchen nach hei méi Riichter, mir brauchen nach do méi Riichter." Mir hunn extreem vill Magistraten iwwert déi lescht Joer rekrutéiert an och Posten ausgeschriwwen! Mee d'Poste gi leider net all besat. Dat ass am Fong e bëssen de Misär, dee mer den Ament hunn. Dofir hunn ech jo elo no Alternative gesicht. De Projet vun de Referendairen ass sou gutt wéi fäerdeg. Ech hoffen, dass ech lech deen nach ka virum Summer virstellen. Dat ass ee Moyen, e complementairë Moyen, wou kann en Deel vu verschiddenen Aarbechten nach ausgelagert ginn - wann een dat esou kann nennen - u Leit, déi dann de Riichter zouschaffen.

Parallell dozou, en anere wichtegen Text, wa mer schwätze vun Accès vun der Justice, ass eng Refonte vun der Assistance judiciaire. Och do si mer scho ganz gutt virukomm. Ech hoffen, dass ech lech dat och nach dëst Joer ka virstellen.

Dat heescht, dat ass am Fong déi Justice, déi mer brauchen! Eng, wou een einfach drukënnt, wou een och séier zu engem Resultat kënnt. An dofir: Jo, et hätt ee kënne bei der Justice de paix dat nach méi héich usetzen. Mee wa mer dann e Stau an der Justice de paix kréien, wat jo gefaart gouf vun de Riichter, wat ech och ganz gutt verstinn, dann hu mer eigentlech näischt geschafft. Dofir hu mer jo och no Diskussiounen an der Chamberskommissioun - do gouf et jo och ënner lech eng ganz Rëtsch Reserven - an och no den Avisen, déi do nach vun de Friddensriichter koumen, dunn decidéiert, erëm e bëssen erofzegoen.

A wann een och d'ailleurs d'Evolutioun vum Index kuckt, da komme mer op deen dote Montant. Zënter der leschter Upassung kënnt een exactement op deen dote Montant. Dat heescht, och an deem Sënn ass dat eigentlech eppes, wat wierklech Sënn mécht.

An dat anert, wat ech extreem wichteg fannen, well ech och als Affekot vill um Verwaltungsgeriicht war: Do hunn ech gesinn, wéi gutt a wéi flott dat ass, wann een en Delai huet, wann ee weess, wéini d'Affär op en Enn kënnt, an eebe mat deene fixen Delaien. Et huet een e Recours an da kritt een dräi Méint Zäit, fir eng éischte Kéier drop ze äntweren. Dann huet déi aner Partie erëm ee Mount Zäit fir ze äntweren an esou weider. Dat heescht, et weess een, wou een drun ass.

A just heiiwwer, do ass dat eeben net onbedéngt esou. Dat ka ganz vill Ursaachen hunn. An hei hu mer elo e Schratt, wou mer soen: „Voilà, mir probéieren, ob dat net och geet hei um Zivill- an um kommerzielle Geriicht, ob een net och do kann awer mat deenen Delaie fueren."

Dat ass eng Tentative. Vläicht ... Den Här Gloden huet et ugeschwat: Dat heescht net, dass eng Affär, déi elo net esou eng héich Envergure huet, dass déi elo onbedéngt net komplizéiert ass. Dofir ass jo och de Mechanismus virgesinn, dass een als Partei da ka soen: „Mir hätten awer elo hei gären nach e bësse méi Zäit fir ze concluéieren." Och dat ass wichteg, dass déi Alternativ virgesinn ass. Mee fir de Rescht kann et awer hëllefen. A vläicht komme mer jo och zur Konklusioun, dass mer dee Seuil nach kënnen an d'Luucht setzen.

Dofir, ech fannen och déi Motioun ganz gutt, déi Der proposéiert hutt. Ech froe mech just, ob et net sënnvoll wär, vläicht e bësse méi e laangen Delai virzegesinn - vun dräi Joer -, woumat een der Saach e bësse méi Zäit gëtt. Mir hunn dat elo gesi beim JAF-Text (ndlr: Juge aux affaires familiales - JAF), wou mer jo och amgaang sinn, eng Evaluatioun ze maachen, dass een awer e bëssen Erfarungswäerter brauch, ier een zu enger Konklusioun kënnt. Mee bon, do sidd Der fräi, fir dat ze decidéieren.

Vläicht nach zu de Juges de paix: Fir se parallell ze entlaaschten, hu mer jo och iwwer Règlement grand-ducal d'Prozedur vun de Saisien esou adaptéiert, dass manner Aarbecht op si duerkënnt.

Voilà, ech soen lech wierklech alleguer Merci fir déi ganz gutt, konstruktiv, flott Aarbecht, déi mer haten, dem Rapporter natierlech particulièrement, och wann en a sengem Elan haut e bësse gebremst gouf, awer och fir déi ganz Zesummenaarbecht. Well den Här Gloden huet virdrun dovu geschwat, dat hätt esou schrecklech laang gedauert - ech kennen aner Texter, do wier ech frou, wa mer, loosse mer soen, duebel sou laang kéinte brauchen an da wiere mer fäerdeg, de Filiatiounstext zum Beispill, fir en net ze nennen.

Hei hu mer dräi Joer dru geschafft. Mir hunn awer probéiert, déi verschidden Interêten esou gutt et geet ënner een Hutt ze kréien: déi vun de Riichter, vun de Magistraten, déi hir Contrainten hunn, op där enger Säit, an déi vun den Affekote vun de Parteien op där anerer Säit. Dofir hu mer all zesumme-

geschafft am Virfeld, an och herno mat den Avisen, déi erakomm sinn, och do hu mer probéiert, déi nees matanzebauen. Dofir och deenen e ganz grousse Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. An natierlech och de Beamten am Ministère, a virop dem Tom Hansen, deen eng immens Gedold hei un den Dag geluecht huet, fir dat heiten duerch d'Prozedur ze kréien.

Dir sidd all am Detail dorobber agaangen. Ech soen lech e grousse Merci. Et ass och gutt, dass mer et elo haut scho stëmmen. Dann hu mer e bëssen Zäit, fir dass jiddwereen sech kann drop astëmmen, dass dat heiten de 15. September un d'Lafe kënnt.

En anere wichtegen Aspekt, deen och ze negligéieren ass, dat ass deen, dass mer hei eng Valorisatioun maache vu verschiddene Karriären um Parquet, bei dem Ekonomeschen, bei der CRF (ndlr: Cellule de renseignement financier), well déi hunn einfach extreem Contrainten, wat d'Aarbechtszäit an d'Aarbechtsbelaaschtung ubelaangt. Et ass e Risiko do, dass mer vill vun deene spezialiséierte Leit verléiere Richtung Magistrature assise.

Dofir ass dat heite wierklech och e ganz gudden Incentive, fir déi Aarbecht ze valoriséieren. Mir brauche se och fir eis Finanzplaz, dass mer déi gutt kontrolléiert kréien, well dat ass och wichteg an eisen Evaluatiounen. Och dofir nach eng Kéier e ganz grousse Merci. A Merci och fir d'Zoustëmmung.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Merci och der Madamm Minister.

Mir kënnen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 7307 iwwergoen.

(Interruptions et concertation interne)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7307 et dispense du second vote constitutionnel

Da géif ech no de perséinlechen Ofstëmmungen op d'Procuratiounsvotten iwwergoen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Voilà! Dat misst de Kont sinn. Dann hale mer de Vott un. De Vott ass eriwwer an de Projet ass mat Unanimitéit ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Viviane Reding), Marc Lies (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz (par M. Léon Gloden), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Guy Arendt), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Très bien! Très bien!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- An d'Motioun.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Dann hu mer nach eng Motioun.

M. André Bauler *(DP)*.- Här President, d'Dispens vum zweete Vott!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Jo, d'Dispens vum zweete Vott, Dir hutt ganz Recht.

(Hilarité)

Dir hutt ganz Recht, ech si wierklech ageraascht.

(Hilarité)

M. André Bauler *(DP)*.- Dir sidd net ganz do.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Voilà.

Dat selwecht gëllt och fir dee Projet virdrun, wann ech dat net sollt gefrot hunn.

(Hilarité)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, richteg!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Gellt?! Ech léiere séier.

(Hilarité)

Motion 1

Da komme mer zur Motioun. Den Här Margue, wannechgelift, den Här Rapporter. Här Rapporter, Dir hutt och ganz vill Zäit.

(Hilarité)

M. Charles Margue *(déi gréng), rapporteur.*- Mee ech mengen, d'Kolleegen hunn der net méi vill. D'Gedold ass um Enn.

Merci fir d'Motioun, déi mer esou kéinten unhuelen, awer mat der Suggestioun, ob mer net sollen op dräi Joer goen. Da wäre mer nämlech och am Joer 2024. 2023 gëtt e chargéiert Joer, an ob mer dann déi néideg Rou a Serenitéit hunn, weess ech net, fir dat do unzegoen.

Am Sënn, wéi mer bis elo zesummegeschafft hunn an der Kommissioun zu dëse Projeten: Wa mer Mëssele feststelle méi schnell, da sollte mer och net zwee Joer waarden. Da kënne mer déi jo dann opbréngen a vläicht kucken, déi néideg Schrëtt ze huelen.

Dat wär mäin Appell un d'CSV, un de Léon Gloden, deen d'Motioun proposéiert huet, fir op dräi Joer ze goen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Den Här Gloden huet d'Wuert.

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Jo, merci, Här President. Ech sinn d'accord, dass mer dann exceptionnellement den Délai raisonnable ...

(Hilarité)

... vun zwee Joer op dräi Joer eropsetzen, fir dann e Bilan ze zéien.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Président de séance.*- Méi schéi kann et jo net goen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu l'objectif général assigné au projet de loi n° 7307 consistant à renforcer l'efficacité de la justice civile et commerciale ;

- considérant que parmi les adaptations législatives proposées, il est notamment prévu :

• d'augmenter le taux de compétence des justices de paix ;

• d'instituer une procédure de mise en état simplifiée pour les affaires moins complexes aux fins d'accélérer le cours des instances en question ;

• d'appliquer les règles de la procédure commerciale aux appels dirigés contre les jugements rendus en toutes matières par le juge de paix ;

• de supprimer l'opposition en matière d'ordonnance conditionnelle de paiement, pour ne citer que ces exemples ;

- considérant qu'il convient d'évaluer dans le temps et avec le recul nécessaire, si les différentes adaptations procédurales ont atteint leur but,

invite le Gouvernement

- à faire le bilan de la présente réforme trois ans après l'entrée en vigueur du projet de loi n° 7307 et à présenter les conclusions aux membres de la Chambre des Députés.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Octavie Modert, Laurent Mosar, Gilles Roth.

Vote sur la motion 1 modifiée

Da géif ech lech froen, ob Der d'accord sidd, mat der Hand ze weisen, dass Der d'accord sidd.

An ech brauch net ze zielen. Ech géif mengen, dass dat d'Unanimitéit ass.

Domat, Kolleegen, wäre mer um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm a mir gesinn eis muer um zwou Auer hei erëm. Kommt gutt heem an e schéinen Owend!

Plusieurs voix.- Merci gläichfalls.

(La séance publique est levée à 18.54 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 57 et 58

57e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 834

Interpellation de M. Claude Wiseler au sujet de la légalisation du cannabis récréatif au Luxembourg .... p. 834-843

Dépôt d'une résolution par M. Fernand Kartheiser .... p. 843

7742 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement de l'achèvement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) par dépassement du montant fixé par la loi du 5 juillet 2016 autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station de traitement du Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre (SEBES) .... p. 843-846

7646 - Projet de loi sur les relations entre entreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire .... p. 846-847

7786 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux propositions de loi .... p. 847-848

Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar .... p. 848

7804 - Projet de loi portant modification :

1. de la loi modifiée du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

2. de la loi modifiée du 18 avril 2020 visant à mettre en place un régime de garantie en faveur de l'économie luxembourgeoise dans le cadre de la pandémie Covid-19 ;

3. de la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 ;

4. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier .... p. 848-851

Motion de M. Laurent Mosar relative à l'étude de la mise en place d'incitatifs fiscaux au profit d'investisseurs privés souhaitant entrer dans le capital d'entreprises .... p. 851

58e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 851

Communications .... p. 851

Ordre du jour .... p. 852

Changement de composition d'une sous-commission parlementaire .... p. 852

Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée internationale .... p. 852

Heure de questions au Gouvernement .... p. 852-856

- Question n° 224 du 8 juin 2021 de Mme Martine Hansen relative à la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et l'état d'avancement des travaux de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics .... p. 852-853

- Question n° 225 du 7 juin 2021 de M. Gusty Graas relative à l'Ecobox, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable .... p. 853

- Question n° 226 du 8 juin 2021 de M. Fred Keup relative à l'impact de la digitalisation sur l'enseignement, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse .... p. 853

- Question n° 227 du 7 juin 2021 de Mme Simone Asselborn-Bintz relative à une pénurie d'éducateurs diplômés, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse .... p. 853-854

- Question n° 228 du 7 juin 2021 de M. Sven Clement relative aux auxiliaires de vie, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse .... p. 854

- Question n° 229 du 8 juin 2021 de M. André Bauler relative à l'évolution du nombre d'insectes dans nos contrées, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable .... p. 854

- Question n° 230 du 8 juin 2021 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à l'unité de sécurité de Dreiborn (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice

et

Question n° 231 du 7 juin 2021 de M. Dan Biancalana relative à la prise en charge par l'Unité de sécurité pour mineurs (Unisec), adressée à Mme la Ministre de la Justice .... p. 854-855

- Question n° 232 du 8 juin 2021 de M. Jeff Engelen relative à l'installation d'IRM dans des cabinets médicaux privés, adressée à M. le Ministre de la Sécurité sociale .... p. 855

Question élargie n° 98 de M. Roy Reding relative à la pension de survie .... p. 856

Motion de Mme Martine Hansen relative à l'adaptation de la réglementation afin que les investissements dans les installations de biométhanisation éligibles à la prime de lisier puissent profiter des régimes d'aide au niveau des aides à l'investissement en biens immeubles prévues par la loi en voie d'adaptation .... p. 856-857

Question élargie n° 90 de Mme Stéphanie Empain relative à la stratégie politique en matière d'énergie nucléaire .... p. 857-858

Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet de la flambée du prix des produits pétroliers .... p. 858-862

7307 - Projet de loi portant modification :

1° du Nouveau Code de procédure civile ;

2° du Code du travail ;

3° de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation ;

4° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5° de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ; et ayant pour objet le renforcement de l'efficacité de la justice civile et commerciale .... p. 862-867

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
4400	Martine Hansen, Octavie Modert	Émissions de méthane
4536	Martine Hansen	Service « First Responder »
4561	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Pénurie de logements
4594	Fred Keup	Contribution de la coopération au nation branding
4680	Fernand Kartheiser	Projet Google à Bissen
4693	Sven Clement, Marc Goergen	Conservation de données
4862	Jeff Engelen	Réglementation des pistes cyclables
4979	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	Logements pour étudiants à Esch-Belval
4983	Jean-Paul Schaaf	Test « Dry Blood Spot »
4986	Myriam Cecchetti	Série de reportages intitulée « E-Mobil - Ënnerwee mat Stroum »
4991	André Bauler	Contournement de Troisvierges
4993	Claude Haagen	Informations du « Road and Traffic Information System (RTI) » sur le trafic à Diekirch
4998	François Benoy	Traitement fiscal des revenus issus d'installations photovoltaïques
5002	Mars Di Bartolomeo	Prix du gaz naturel
5003	Fred Keup	Participation aux « classes de neige »
5005	Sven Clement	Obtention d'un numéro d'identification à la TVA
5007	Marc Goergen	Service CFL Flex
5009	Josée Lorsché, Marc Hansen	Médecine environnementale
5012	Fernand Kartheiser	« Health Emergency Preparedness and Response Authority »
5015	André Bauler	Goudronnage à l'aide de gravillon du CR308 entre Koetschette et Grevels
5016	Max Hahn, André Bauler	Évaluation archéologique de nouveaux projets et travaux d'aménagement par le Centre national de recherche archéologique
5017	Serge Wilmes	Digitalisation des permis de conduire
5025	Fred Keup	Alimentation électrique de certaines gares
5037	Jeff Engelen	Changement d'affectation de fonds forestiers
5039	François Benoy	Alimentation des animaux d'élevage
5043	Semiray Ahmedova, François Benoy	Vente de terrains par les communes
5044	André Bauler	Fermeture régulière du passage à niveau des CFL près de la gare de Diekirch
5045	Nancy Arendt épouse Kemp	Accidents sur la route liés à la drogue
5047	Fred Keup, Roy Reding	Recrutement dans la magistrature
5050	Myriam Cecchetti	Voitures électriques
5052	Léon Gloden, Diane Adehm	Prime informatique
5055	Nancy Arendt épouse Kemp	Impact de la pandémie Covid-19 sur le sport
5057	André Bauler	Sécurité routière autour du Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf
5058	Marc Goergen	Abus sexuels au sein des communautés religieuses
5059	Jeff Engelen	Réaménagement de la route nationale 364 suite aux inondations de juillet 2021
5061	Gusty Graas	Expulsion des Hazaras par les talibans
5062	André Bauler	Bureau de poste de Troisvierges
5063	Marc Lies	Augmentation du taux d'effort
5064	Mars Di Bartolomeo	Bachelor en médecine (BMED)
5065	Martine Hansen	Conseil national des programmes
5066	Mars Di Bartolomeo	Révision des compensations fiscales
5068	Diane Adehm	« Global Media Monitoring Program » (GMMP)
5069	Yves Cruchten, Cécile Hemmen	Tram rapide entre le quartier Cloche d'Or de Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette
5070	Claude Lamberty, Max Hahn	Garde champêtre
5071	Fred Keup	Foyer de la femme ASBL
5072	Fred Keup	Diplômes de l'enseignement supérieur
5073	Myriam Cecchetti	Travail intérimaire dans le secteur de l'abattage et de la transformation de viandes
5076	Laurent Mosar, Diane Adehm	Situation des services financiers postaux
5077	Laurent Mosar, Diane Adehm	Taux d'intérêts négatifs chez POST Luxembourg
5080	Yves Cruchten, Cécile Hemmen	RGTR en région frontalière
5082	Marc Goergen	Cryptomonnaie
5083	Jeff Engelen	Explosion du prix des engrais
5084	Marc Goergen	Radars mobiles
5085	Gilles Roth	Carrière auprès du CGDIS
5086	Marc Goergen	Dépenses pour annonces effectuées par les différents ministères
5087	Léon Gloden	Changement d'administration dans le cadre policier
5089	Marc Lies	Tiny Houses
5090	Dan Biancalana	Évaluation de la loi instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale
5091	Fred Keup	Rénovation du Musée du Vin
5092	Marc Goergen	Organisation de fêtes pour les anniversaires de fusion de communes
5094	Dan Biancalana	Transposition de directives
	Session ordinaire 2021-2022	
5095	Djuna Bernard, Chantal Gary	Égalité des genres dans le domaine des médias
5096	Fred Keup	Acquisition de la nationalité luxembourgeoise
5098	Nancy Arendt épouse Kemp	Obésité des jeunes
5099	Octavie Modert, Martine Hansen	Problèmes des étudiants de l'Université du Luxembourg
5101	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Flotte électrique de la Police grand-ducale
5102	Fred Keup, Fernand Kartheiser	Flotte électrique de l'Armée luxembourgeoise
5103	Fred Keup	Sécurité énergétique
5104	Roy Reding	Pavillon luxembourgeois à Dubaï
5105	Marc Goergen	Aides financières suite aux inondations de juillet 2021
5106	Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo	Campagne de vaccination
5108	Sven Clement	Aides au logement
5109	Francine Closener	Taux des femmes représentant l'État dans les conseils d'administration
5110	André Bauler	Extension du Lycée E. Steichen à Clervaux
5111	Martine Hansen, Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Forfait pour matériel d'incontinence
5112 cf. 5122 cf. 5124	Sven Clement	Courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19
5113	Marc Goergen	Magazine « CO_2OL - Zesumme fir e gutt Klima »
5114	Sven Clement	Utilisation de listes informant sur le statut de la vaccination dans l'enseignement secondaire
5115	François Benoy, Carlo Back	Lignes RGTR circulant dans le quartier du Limpertsberg
5116	Fred Keup, Roy Reding	Réouverture des casemates
5117	Semiray Ahmedova, François Benoy	Imposition des revenus issus de la location de courte durée à travers des plateformes en ligne
5118	Semiray Ahmedova	Encadrement des plateformes de l'économie dite « de partage »
5121	Fred Keup	Évaluation des subsides payés pour installations photovoltaïques
5122 cf. 5112 cf. 5124	Françoise Hetto-Gaasch	Courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19
5124 cf. 5112 cf.5122	Jeff Engelen	Courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19
5126	Fred Keup	Mesures de sécurité autour d'une manifestation de miniers polonais devant la Cour de justice de l'Union européenne

5127	Marc Goergen	Augmentation des accises sur l'électricité
5129	Marc Hansen	Mesures positives pour encourager la vaccination contre la Covid-19
5132	André Bauler, Max Hahn	Transformation d'une maison unifamiliale en maison bifamiliale, voire multigénérationnelle
5133	Sven Clement	Transactions « Cum-Ex »
5134	André Bauler	Agences immobilières
5135	Sven Clement	Fonds d'investissement sous tutelle par la CSSF
5136	Marc Goergen	Primes pour camions électriques
5137	Françoise Hetto-Gaasch	Matériel informatique pour les enseignants de l'enseignement fondamental
5138	Marc Lies	Appartements à Grevenmacher loués par le Fonds du logement
5140	Nancy Arendt épouse Kemp	Maladie zona
5141	Fernand Kartheiser	Centre national de crise à Senningen
5142	Fernand Kartheiser	Autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale
5144	Mars Di Bartolomeo	Explosion des prix des produits pétroliers
5145	Nathalie Oberweis	Engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan
5147	Sven Clement	Rupture de stock du cannabis médicinal
5148	Jeff Engelen	Centre thérapeutique « Syrdall Schlass »
5149	Jean-Paul Schaaf, Léon Gloden	Accord relatif au temps de travail dans la Police grand-ducale du 17 juin 2019
5152	Léon Gloden	Recrutement pour la Centrale des secours d'urgence
5153	André Bauler	Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest
5154	Nathalie Oberweis	Achat du logiciel Pegasus
5169	Roy Reding	Statistiques dans le cadre de la Covid-19

Question 4400 (03.06.2021) de **Mmes Martine Hansen** et **Octavie Modert** *(CSV)* concernant les **émissions de méthane :**

Am Dezember 2020 sinn d'Klimaschutzgesetz an den nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) ugeholl ginn. Am Kader vum PNEC ass am Beräich vun der Landwirtschaft virgesinn, ënner anerem Methangasemissioune bis 2030 ze reduzéieren. Ëm wéi vill Prozentpunkten dës Emissioune sollen erofgoen, ass awer net bekannt. Och ass am PNEC net preziséiert, mat wéi enge konkreete Moossnamen d'Regierung wëlles huet, d'Methangasemissiounen ze reduzéieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister an un d'Madamm Ëmweltminister stellen.

1. Duerch wéi eng Moossname sollen d'Methangasemissiounen an der Landwirtschaft reduzéiert ginn?

2. Sinn déi eenzel Moossname mam Sektor diskutéiert ginn?

3. Zu wéi vill Prozent Reduzéierung soll all eenzel Moossnam bäidroen?

Réponse commune (06.07.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Am Klimaschutzgesetz (loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat) ass bis 2030 eng Reduktioun vun den Zäregasemissiounen, déi dem Lëtzebuerger Bilan ugerechent ginn, vu 55 % am Verglach zu 2005 verankert. Dës Reduktioun entspriecht deem Zil, dat d'Regierung am Mee 2020 mat der Adoptioun vum nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) fixéiert huet. Am PNEC ass donieft festgehalen, datt d'Zäregasemissioune vun der Landwirtschaft iwwert dee selwechten Zäitraum ëm 20 % ze reduzéiere sinn. Am Joer 2019 war de landwirtschaftleche Secteur fir knapp 8 % vun den Zäregasemissiounen am Lëtzebuerger Bilan verantwortlech. Dovun hat de Methan en Undeel vun ongeféier 2/3.

Déi honorabel Deputéiert froen no de Mesuren, déi d'Regierung wëllt huelen. Et sief drop higewisen, datt et, gemääss dem Prinzip Pollueur-payeur, un den Emittenten ass, d'Emissiounen ze reduzéieren, esou och an der Landwirtschaft. D'Regierung ass selbstverständlech bereet am Kader vun de bestehende Förderprogrammen d'Subventiounen esou ze orientéieren, datt d'Ustrengunge vu Säite vun de Betriber och finanziell ënnerstëtzt ginn.

ad 1. Esou wéi och am Kader vum europäesche „Green Deal" a vun der „Farm to Fork"-Strategie visséiert, soll den ökologesche Foussofdrock vum Ernärungssystem verklengert ginn. Dozou gehéiert, datt d'landwirtschaftlech Praktike méi nohalteg, klimaschounend a -resilient ginn.

D'Methanemissiounen aus der Landwirtschaft entstinn zum gréissten Deel bei der natierlecher Verdauung vum Fudder. Ee méi klengen Deel entsteet bei der Lagerung vu Mëscht a Gülle. Deementspriechend kann een d'Moossname fir d'Reduktioun vun dësen Emissiounen an dräi grouss Kategorien andeelen: Reduktioun vum Véibestand an/oder een ugepassten Herdemanagement, Upassung vun der Fidderung a verbessert Gestioun vu Gülle a Mëscht. An der Suite sinn eng Rei konkreet Moossname beschriwwen.

Esou ass eng Upassung vum Herdemanagement eng Méiglechkeet, fir d'Methanemissiounen ze reduzéieren, an zwar souwuel bei der Verdauung wéi och spéider bei der Lagerung vu Mëscht a Gülle.

- Hei gëtt un eng Reduzéierung vum weibleche Jongvéibestand geduecht. Iwwer Berodung soll drop higewierkt ginn, just déi Déieren ze halen, déi néideg si fir Bestandsergänzung. Duerch manner Ausfäll an eng méi laang Liewensdauer vu besonnesch de Mëllechkéi, kombinéiert mat engem méi fréien Ofkalfalter fir Ranner vu Mëllech- a vun de Fleeschrassen, ass dëst eng sënnvoll Moossnam, fir souwuel d'Emissioune vu Methan wéi och vun Ammoniak a Laachgas ze reduzéieren. Dës Moossnam dierft och nach ekonomesch dem Bauer eppes bréngen. Den aktuellen Duerchschnëtts-Ofkallefalter ass mat geschätzten 32 Méint éischter un der ieweschter Grenz fir déi gängeg Rassen, déi hei zu Lëtzebuerg gehale ginn, an ee méi fréien Ofkallefalter wier domat mam Bien-être animal kompatibel.

- Ausserdeem dierften och d'Ëmstellung vun de konventionelle Betriber op Biolandwirtschaft wéi och de Klimawandel, an déi méi laang an heefeg Dréchenten, dozou féieren, dass de Véibestand zu Lëtzebuerg reduzéiert gëtt.

- An der aktueller Ausschaffung fir déi zukünfteg gemeinsam europäesch Agrarpolitik sinn och Interventioune geplangt, dass déi Baueren, déi fräiwëlleg manner Béischten halen, kompenséiert solle ginn.

D'Fidderen ass een anere Volet, deen hëllefe kann, d'Methanemissiounen, déi wärend der Verdauung entstinn, ze reduzéieren.

- Esou stimuléiere verschidde Fuddermëttel d'Bakterien an der Panz respektiv am Daarm, fir méi oder manner Methan ze produzéieren. Duerfir soll och hei d'Berodung an deem Sënn ënnerstëtzt ginn, dass d'Véi eng equilibréiert a bedarfsgerecht Ratioun kritt, d'Methanproduktioun awer dobäi minimaliséiert gëtt.

- Eng aner Méiglechkeet ass, datt duerch den Zousaz vun Additiver, wéi z. B. essenziell Ueleger am Fudder, manner Methan wärend der Verdauung produzéiert gëtt. Dëst wieren da Fudderadditiver, déi weeder ee präventiven nach ee kurative Charakter hunn a weeder een Impakt op de Bien-être animal nach op d'Leeschtung vun de Béischten hunn. Hei gëtt momentan extreem vill gefuerscht an et kéinten iwwert 30 % Reduktioune méiglech sinn. Bei der aktueller Ausschaffung fir déi zukünfteg gemeinsam europäesch Agrarpolitik gëtt un Interventioune geschafft, bei deene Baueren, déi sech fräiwëlleg verflichten, via dëse Wee d'Methanproduktioun ze reduzéieren, kompenséiert solle ginn.

De leschte Volet ass d'Methanproduktioun, déi duerch d'Gülle an d'Mëscht entsteet. Hei kënnen technesch Léisungen hëllefen, déi duerch d'Exkrementer verursaacht Emissiounen ze reduzéieren: emissiounsaarmt Asammelen a Lagere vun den Exkrementer an och d'Notzen a Biogasanlagen. Wann d'Gülle an d'Mëscht an enger Biogasanlag verwäert ginn, kënne mir erneierbar Energie gewannen a gläichzäiteg d'Methanemissioune reduzéieren. Béides dréit zum Erreeche vun eisen nationalen Ziler fir 2030 bäi, déi am Klimagesetz respektiv am PNEC festgehale sinn. Zousätzlech ass et eng Energiequell, déi um Territoire vu Lëtzebuerg hiergestallt gëtt, ganz am Sënn vun der Kreeslafwirtschaft. Am Joer 2018 gouf ongeféier 10 % vum Potenzial vu Gülle a Mëscht a Biogasanlage genotzt.

ad 2. Am Kader vun der Ausschaffung vun de Moossnamen zur Ammoniakverminderung war 2019 eng éischt Diskussioun mat der Landwirtschaftskummer. Uschléissend war de landwirtschaftleche Secteur och an der Virbereedung vum Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) agebonnen. An dësem Plang sinn déi grouss Linne vun de Mesuré festgehale ginn, an der Landwirtschaftskummer ass an deem Kontext am Joer 2020 och eng Beschreiwung vu Moossname mat dem geschätzten Impakt fir esouwuel den Ammoniak wéi och d'Zäregasen, wou de Methan dann een dovun ass, zougeschéckt ginn. Am Kader vun dëser Ausschaffung vum PNEC haten de Premierminister an de Landwirtschaftsminister, zesumme mat der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung souwéi dem Minister fir Energie, Vertrieder vum landwirtschaftleche Secteur op ee Klimadësch Landwirtschaft den 9. Mäerz 2020 invitéiert, fir déi geplangte Mesuren ze diskutéieren. Am Kader vun der Entwécklung vun der Biogasstrategie besteet dann och momentan e reegelméissege Kontakt mam Secteur.

ad 3. Op Basis vun der weltwäit eenheetlecher a vum Weltklimarot festgeleuchter Methodologie ass eng Aschätzung vun deenen eenzele Moossname gemaach ginn.

Am Kader vun engem ugepassten Herdemanagement féiert z. B. d'Reduzéierung vum Jongvéibestand duerch een Erofsetze vum Duerchschnëtts-Ofkallefalter vun zwee Méint zu enger Reduktioun vun den Zäregasen aus der Landwirtschaft ëm 2 %, mat engem méi héije Potential, jee nodeems wéi d'Bauere sech bedeelegen.

D'Ëmstellung op Biolandwirtschaft, den Impakt vum Klimawandel an zousätzlech Moossnamen an der zukünfteger gemeinsamer europäescher Agrarpolitik kéinten de Véibestand, Ranner a Schwäin, ëm +/-5 % bis 2030 reduzéieren a géifen esou dozou bäidroen, dass d'Emissioune vun den Zäregasen aus der Landwirtschaft ëm 4 % géife reduzéiert ginn.

Den Asaz vun enger méi gezilter Férderung an den Zousaz vu Fudderadditiver bei de Mëllechkéi géifen dozou bäidroen, dass d'Emissioune vun den Zäregasen aus der Landwirtschaft ëm +/- 12 % géife reduzéiert ginn. Eng weider Reduktioun vun engen +/-1 % erreecht een, wann een och mat der Bullemast op den nämmlechte Wee geet, an eng weider Reduktioun vu +/-2 % kann een erreechen, wann am Wanter am Stall och deenen anere Ranner esou eng Férderung ugebuede gëtt.

Den theoreteesche Spuerpotenzial vun den Emissioune vun den Zäregasen aus der Landwirtschaft bei enger 100 %-Notzung vu Gülle a Festmëscht als Input fir Biogas gëtt op iwwer 5 % geschat.

Question 4536 (22.06.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **service « First Responder » :**

Le réseau du service « First Responder », qui fonctionne au sein du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), est établi dans un grand nombre de communes au Grand-Duché et assuré par différents centres d'intervention. Le but est de diminuer le temps d'attente jusqu'à l'arrivée des soins médicaux dans les situations d'urgences vitales.

Les pompiers de garde sont équipés avec du matériel de premiers secours. Ils se déplacent en voiture de service, en voiture privée ou par tout autre moyen de locomotion. Les pompiers qui assurent cette garde ont tous suivi une formation complémentaire englobant la manipulation d'un défibrillateur semi-automatique.

L'opérateur du 112 procède à l'alerte des services médicaux d'urgence, mais dispose de l'option complémentaire d'envoyer une équipe « First Responder » sur le lieu de l'incident.

En France, plusieurs applications pour smartphone dédiées au secourisme sont opérationnelles. Leur principe est simple : faire appel à un réseau de volontaires prêts à courir sur place pour prodiguer un massage cardiaque ou aller chercher le défibrillateur le plus proche. Ainsi, en cas d'arrêt cardiaque, les personnes géolocalisées à moins de 500 m du malade reçoivent un message d'alerte de la part des sauveteurs, qui envoient leur ambulance en parallèle.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Existe-t-il des statistiques sur le nombre d'interventions du « First Responder » ?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à un système d'application pour smartphone tel qu'il existe en France ?

Réponse commune (22.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Il ressort du dernier rapport d'activité du Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) que le service « First Responder » est intervenu à 1.895 reprises en 2020.

Toutefois, il est à relever qu'en raison de la pandémie liée à la Covid-19, ledit service n'a été opérationnel que 265 jours sur 365.

Le Gouvernement soutient l'idée de l'introduction d'un système d'application pour smartphone, tel qu'il existe dans nos pays voisins. Avant de ce faire, il appartient au CGDIS d'étudier la faisabilité d'un tel projet.

Question 4561 (25.06.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** *(LSAP)* concernant la **pénurie de logements :**

La crise du logement au Luxembourg est toujours plus prégnante : la pénurie de logements s'aggrave, les prix du logement explosent et les délais de réalisation des différents types de logement augmentent. Tous les acteurs insistent sur l'importance de réduire, voire d'éviter toute lourdeur et complexité administrative, ainsi que toutes contraintes environnementales trop sévères.

Dans ce contexte et dans un esprit de « la priorité du logement dans toutes les politiques », nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Combien de projets de logements, voire de demandes pour un PAP ont été enregistrés les cinq dernières années ? Combien de ces projets n'ont pas été autorisés et pour quelles raisons ? Quelle suite a été donnée aux projets refusés ?

2) Est-ce que le Gouvernement entend réviser les barrières en ce qui concerne la réalisation de logements ?

Réponse commune (29.07.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Entre 2016 et 2020, 836 plans d'aménagement particulier (« PAP ») ont été approuvés auprès du Ministère de l'Intérieur.

En ce qui concerne l'année en cours, 51 PAP ont été approuvés jusqu'au 8 juillet 2021. 18 demandes demeurent pendantes à cette date.

Depuis 2016, des refus d'approbation ont été prononcés dans 12 cas. Parmi ces derniers, 5 PAP n'ont pour l'instant pas encore été remis en procédure par les communes concernées, 6 PAP ont été approuvés sous une forme modifiée et 1 seul PAP est actuellement encore en procédure suite à la réouverture de l'enquête publique.

Les motifs de refus sont variés et tiennent à des violations des prescriptions de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, étant précisé que certains motifs ont été soulevés dans plusieurs décisions et que certaines décisions reposent sur plusieurs motifs :

- dépassement des coefficients d'utilisation du sol retenus par le plan d'aménagement général (« PAG ») ;
- modifications au projet lors de son adoption, en dehors des cas de figure limitatifs énoncés par l'article 30 de la loi précitée ;
- adoption d'un PAP « quartier existant » en l'absence de refonte approuvée du PAG ;
- publication du projet de PAP dans un nombre insuffisant de quotidiens ;

- défaut de précision quant à l'indemnité compensatoire ;
- violation de la typologie de logements imposée par le PAG ;
- violation des reculs imposés par le PAG ;
- accès carrossable situé en zone verte ;
- dépassement des délais raisonnables de la procédure ;
- coûts disproportionnés pour le trésor public en termes d'entretien des infrastructures ;
- violation de la densité fixée par le PAG.

ad 2) Le Gouvernement entend poursuivre son engagement contre la pénurie de logements, notamment à travers les instruments mis en exergue dans le cadre du programme gouvernemental, tels que le Pacte logement 2.0, le Baulandvertrag, l'augmentation de l'offre de logements sociaux et de logements à coût modéré, la constitution d'un parc public de logements locatifs, la mobilisation du foncier, la lutte contre la spéculation foncière, etc.

Question 4594 (01.07.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **contribution de la coopération au nation branding :**

An engem Interview mam „Luxemburger Wort" vum 28. Juni 2021 mécht den Här Minister follgend Ausso iwwert d'Ziler vun der Entwécklungshëllef: „Wir verfolgen keine wirtschaftlichen Interessen." Am selwechten Interview gëtt den Här Minister follgendermoossen zitéiert: „Die luxemburgische Kooperation ist auch eine Form von Nation Branding." Vun der Lëtzebuerger Regierung goufen d'Ziler vum Nation Branding am Koalitiounsaccord vun 2013 follgendermoosse fixéiert: „Die Förderung Luxemburgs als Zielland ausländischer Investitionen, als Exportland und als touristisches, kulturelles und wirtschaftlich attraktives Ziel wird sich auf die Einführung eines Nation-Branding-Konzeptes stützen."

An deem Kontext hunn ech eng Rei Froen un den Här Kooperatiounsminister:

1. Den Här Minister behaapt, dass d'Kooperatioun och eng Aart Nation Branding ass. Wat fir Virdeeler huet deemno d'Entwécklungshëllef am Zesummenhank mat der „Förderung Luxemburgs als Zielland ausländischer Investitionen, als Exportland und als touristisches, kulturelles und wirtschaftlich attraktives Ziel"?

2. Den Här Minister seet engersäits, d'Kooperatiounspolitik hätt keng wirtschaftlech Ziler. Op där anerer Säit hieft hien d'Kooperatioun als Nation Branding ervir, woubäi Nation Branding jo awer kloer mat wirtschaftlechen Ziler fir eist Land verknäppt ass. Gesäit den Här Minister do kee Widderspruch?

Réponse (30.07.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Op d'Froe vum Här Deputéierte Fred Keup kann ee Follgendes äntwerten:

D'Entwécklungshëllef, als Deel vun der Lëtzebuerger Aussepolitik, dréit änner anerem dozou bäi, d'Valeure vu Lëtzebuerg um internationale Plang ze promovéieren.

Vu, dass den „nation branding" net just eng exklusiv wirtschaftlech Dimensioun huet, eriwweregt sech d'Fro heizou.

Question 4680 (19.07.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **projet Google à Bissen :**

An engem Wort-Artikel vum 12. Juli heescht et, datt déi strateegesch Ëmweltprüfung (SUP) dovun ausgeet, datt fir de Projet Google mat enger Bauzäit vu fënnef bis zéng Joer ze rechnen ass an datt iwwerdeems ronn 1.000 Aarbechter dofir beschäftegt musse ginn.

Weider heescht et vun der strateegescher Ëmweltpréiwung, datt d'Zuel vun den zukünftege Beschäftegte vu Google misst ofgeschätzt ginn an datt een aktuell vun engem Wäert tëscht 250 an 8.000 Beschäftegten ausgeet.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Kann den Här Minister déi Zuel vu ronn 1.000 Aarbechter fir de Bau vum Datenzenter confirméieren? Wa jo, wat sinn d'Grënn fir déi horrend Zuel un Aarbechtskräften?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt een aktuell vun engem Wäert tëscht 250 an 8.000 Beschäftegte fir Google ausgeet? Wa jo, wéi ass et ze erklären, datt beim Aschätze vun der Unzuel vun den zukünftege Beschäftegten eng därmoosse grouss Schwankung besteet? Wat sinn déi genee Grënn, firwat déi Aschätzung esou onprezis ausfält?

Réponse (13.09.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Den honorabelen Deputéierte berifft sech a senger parlamentarescher Fro op Zuelen an Donnéeën, déi aus der strateegescher Ëmweltprüfung (SUP) kommen, déi am Optrag vun der Gemeng Bissen am Hibléck op d'Ëmännere vum Flächennotzungsplang (Plan d'aménagement general - PAG) realiséiert gouf.

Et ass wichteg ervirzehiewen, datt et sech bei den Zuelen an Donnéeën an enger SUP generell just ëm éischt graff an theoreetesch Estimatioune vun enger Rei méiglechen Impakter handelt, déi am Kader vun de Prozeduren duerno ugepasst ginn, wann sech e Projet weider konkretiséiert.

Bei enger SUP gëtt sech op bestoend Pläng, Programmen oder Etüde referéiert. Am Kader vun der SUP am Optrag vun der Gemeng Bissen fir déi punktuell Ëmännerung vum Flächennotzungsplang „Datenzenter" gëtt sech ënner anerem op d'Dokument „Élaboration d'un concept de mobilité global pour la zone d'activités "Um Rouscht" à Bissen" aus dem Joer 2015 referéiert. An deem Verkéierskonzept geet een dervunner aus, datt op deem ganze Site vun der 150 Hektar grousser Aktivitéitszon um Rouscht laangfristeg en Total vun 8.000 Aarbechtsplaze kéinten entstoen. Fir déi doranner integréiert „Zone spéciale - Datenzenter" op enger Fläch vu 34 Hektar geet een am Kader vun der SUP vun 250 Aarbechtsplazen aus. Am Kader vun der SUP geet een och dervunner aus, datt d'Konstruktioun vum Datenzenter tëscht 5 an 10 Joer dauere kéint. Wann een all déi méiglech verschidde Bauphase considéréiert (Terrassementsaarbechten, Liwwerung vu Baumaterial asw.), da kéinten der SUP no iwwert dee geschätzten Zäitraum am Ganzen tëschent 800 an 1.000 Leit um Chantier present sinn.

D'Regierung huet doriwwer eraus keng méi konkreet Informatiounen iwwert déi eventuell Envergure vun engem Projet fir en zukünftegen Datenzenter op deem Site.

Question 4693 (20.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **conservation de données :**

Zënter den Enthüllunge vum Edward Snowden vun 2013 ass kloer, dass d'staatlech Iwwerwaachungsmoossnamen an Iwwerwaachungssoftwaren, wéi Pegasus, omnipresent sinn. Et ass och drun ze erënneren, dass och d'lëtzebuergesch Regierung ëmmer nach d'Vorratsdatespäicherung ënnerstëtzt an dat, obwuel den Europäesche Geriichtshaff a verschiddenen Arrêten dës als onverhältnesméisseg an illegal verurteelt huet. An eise parlamentaresche Froen N° 0813 an N° 1783 souwéi an enger Motioun vum Juli 2019 si mir am Detail op dës Illegalitéit agaangen.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premierminister an de Ministere fir Verdeedegung a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi oft huet eis Justiz an de leschten zéng Joer, am Kader vun enger Ermëttlung, op d'Vorratsdaten zeréckgegraff?
Falls keng Zuelen dozou virleien, firwat net a wéi kann d'Proportionalitéit vun der Vorratsdatespäicherung an deem Fall garantéiert ginn?

2. Kann d'Regierung ausschléissen, dass - ausserhalb vun erlaabten Enquêten - op d'Vorratsdate vu lëtzebuergesche Journalisten, Aktivisten oder Oppositiounspolitiker zeréckgegraff gouf? Falls nee, wéi oft war dat de Fall?

Réponse commune (17.08.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Et ass net méiglech unzeginn, wéi oft an de leschten zéng Joer am Kader vun Ermëttlungen op Vorratsdaten zeréckgegraff gouf. Consultatioune vu gespäicherten Date gi vum Untersuchungsriichter opgrond vum Artikel 67-1 vum Lëtzebuerger Code de procédure pénale am Kader vun enger Enquête ugefrot. Dës Moossnam fléisst, wéi och all aner Moossnam, déi den Untersuchungsriichter hëlt, an den Dossier pénal, esou dass keng spezifesch Statistiken iwwert d'Notze vun esou Donnéeë gemaach ginn.

Den Artikel 67-1 vum Code de procédure pénale grenzt natierlech d'Notze vu Vorratsdate strikt an. Esou eng Moossnam kann nëmme geholl gi fir Strofdoten, op deenen op d'mannst ee Joer Prisong steet, a muss speziell motivéiert sinn. Déi concernéiert Persoune ginn och doriwwer informéiert. Weider hu si d'Recht, d'Nullitéit vun där Moossnam ze froen. Fir den Detail verweist d'Regierung op d'Äntwert vun der Justizministesch op déi parlamentaresch Fro Nummer 4155 vum 23. Abrëll 2021.

Et wäert awer zu Adaptatioune vun eiser Gesetzgeebung an dësem Beräich kommen, esou wéi d'Justizministesch dat och scho virun der Chamber ugekënnegt huet. Dat fir de rezenten Evolutioune vun der europäescher Jurisprudenz iwwert d'Vorratsdatespäicherung Rechnung ze droen.

Och op europäeschem Niveau sinn den Ament Analysen iwwert déi rezent Urteeler vun der CJUE amgaangen, fir eng Léisung op EU-Niveau ze fannen.

ad 2. Der Regierung ass keen onerlaabten Zougrëff op Vorratsdate bekannt.

Question 4862 (16.08.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **réglementation des pistes cyclables :**

Ponts et chaussées sinn zu Lëtzebuerg och verantwortlech fir den Ënnerhalt vun de Vëlospisten. Et kënnt reegelméisseg vir, datt Vëlosfuerer op enger Vëlospist en panne falen, respektiv Hëllef brauchen - sief dat technesch Hëllef oder awer och gesondheetlech Hëllef.

An dësem Kontext géif ech gären dës Fro un den Här Infrastrukturminister riichten:

- Am Fall, wou e Vëlosfuerer sech op enger Vëlospist befënnt an op Hëllef ugewisen ass: Wéi eng Servicer däerfen sech mat engem motoriséierte Gefier op d'Vëlospiste begoen an ënnert wéi enge Konditiounen?

Réponse (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Fall wou e Vëlosfuerer gesondheetlech Hëllef brauch, däerfe laut den Artikelen 2, Ziffer 5.10, esouwéi 39, 44, 49, 104, 105, 110, 118, 136, 137, 138 an 139 vum ëmgeännerte groussherzogleche Reglement vum 23. November 1955 iwwert de Stroosseverkéier (Code de la route), nëmmen déi motoriséiert Gefierer op der Vëlospist fueren, déi ënnert de „service urgent" falen an déi deementspriechend equipéiert sinn.

Am Fall vun engem technesche Problem däerfen nëmmen déi motoriséiert Gefierer op der Vëlospist fueren, déi den Depannage duerchféieren. Dëst geschitt am Aklang mat den Artikelen 2, Ziffer 2.17, esouwéi 31, 44, 104 an 131 bis vum Code de la route.

Question 4979 (17.09.2021) de **MM. Yves Cruchten** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant les **logements pour étudiants à Esch-Belval :**

Dans le périodique du Fonds Belval n° 02/2008, paru en juillet 2008, les lecteurs peuvent lire :

« Entre le boulevard Micheville et le volume de la Maison des sciences humaines, une zone est réservée pour quatre maisons-tours, pouvant être développées en phases indépendamment de l'université. (…) Les logements peuvent être liés au parking souterrain et bénéficient d'une orientation parfaite. Le principe se base sur le bâti d'une enveloppe maximale, occupée pour les parties supérieures de logements selon les besoins ou le programme (chambres, studios, appartements). »

Or, le rapport d'activités du Fonds Belval de 2019 constate pour ce même projet : « La planification des logements Porte de France est en cours et se trouve au stade d'avant-projet sommaire. Suivant la demande du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et du Ministère du Logement, le programme de construction prévoit environ 150 logements (de typologies diverses) répartis dans quatre tours en bois d'une hauteur d'environ 39 m pour lesquelles une collaboration avec les autorités et instances compétentes en matière de sécurité a été nécessaire. »

Dans les 14 dernières années, le projet en question a donc uniquement connu un changement de nom et un avancement au compte-gouttes.

En parallèle, les coûts du logement ont explosé au Luxembourg, rendant la vie en général, mais aussi la vie estudiantine au Luxembourg beaucoup plus chère.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour les retards accumulés dans la réalisation de ce projet ?

- Endéans quel délai ce projet pourra-t-il être finalisé ?

- Quelles mesures ont été prises afin d'augmenter l'offre de logements pour les étudiants de l'Université de Luxembourg ?

Réponse commune (11.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Précisons tout d'abord que le programme de construction à la base du concours d'architecture organisé en 2008 avait pour principal objectif la réalisation de la Maison des sciences humaines à Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg et ne revendiquait que des propositions de projet pour des logements pour étudiants, chercheurs et professeurs invités, afin de compléter l'îlot et définir un ensemble urbain cohérent. Faute d'une demande officielle de la part du ministère concerné par l'éventuel développement d'un programme de construction, le projet des logements Porte de France est resté au stade de proposition urbanistique.

Fin 2015 et suite au constat que l'Université du Luxembourg disposait d'un nombre suffisant d'unités de logements-étudiants pour répondre à ses besoins, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et le Ministère du Logement ont fait part de leur intérêt pour le projet. Le programme de construction a été élaboré en 2016, puis validé en 2017, permettant le lancement des études d'avant-projet sommaire. Les quatre tours devaient alors recevoir des logements pour personnes en situation de précarité.

Par la suite, le programme a été remanié et adapté.

Les études d'avant-projet sommaire qui ont été de ce fait mises en suspens ont par ailleurs dû tenir compte des contraintes des expertises poussées en matière de sécurité. Les tours en construction bois, d'une hauteur de 39 m, sont en effet une particularité qui a suscité une étroite collaboration avec les autorités de contrôle au courant de l'année 2019.

Enfin, une récente demande de l'Université du Luxembourg d'intégrer des logements pour étudiants dans deux des quatre tours, a amené à revoir une nouvelle fois le programme de construction. Différentes études de faisabilité lancées fin 2020 ont permis d'arrêter une nouvelle programmation soutenue par le Ministère du Logement, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Les études d'avant-projet sommaire sont aujourd'hui en cours de finalisation.

ad 2) Les études relatives aux logements Porte de France sont actuellement au stade d'avant-projet sommaire. La mise en exploitation des tours est prévue pour l'année 2027.

ad 3) Le projet des logements Porte de France prévoit la réalisation de logements pour étudiants dans deux des quatre tours situées à proximité immédiate des infrastructures principales de l'Université du Luxembourg, dont notamment la Maison du Savoir avec ses auditoires et les restaurants universitaires.

Le programme détaillé reprenant les besoins actuels de l'Université du Luxembourg a été approuvé par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et détermine environ 120 logements à typologies diverses et principalement dédiés aux étudiants en bachelor et en master.

Question 4983 (20.09.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant le **test « Dry Blood Spot » :**

Fir ze kucken, wéi de Virus sech am Grand-Duché verbreet, gëtt nom Auslafe vum Large-Scale-Testing (LST) weiderhin e representativen Echantillon vun der Populatioun per Bréif oder Mail a sougenannt „Dry Blood Spot"-Anticorpstester invitéiert. Am Géigesaz zu den LST-Teststatiounen, déi méi oder manner iwwert de ganzen Territoire verdeelt waren, kann een dës Anticorpstester awer just an der Maison médicale an der Haaptstad oder am Laboratoire national de santé zu Diddeleng maachen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister stellen:

- Aus wéi engem Grond kann ee besoten Tester just op deenen zwou Plaze maachen?

- Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt dëst wäert mat sech bréngen, datt eng ganz Rei Leit aus dem Norde sech kaum wäerten teste loossen?

- Ass ugeduecht, dës Tester nach op weidere Plazen am Land unzebidden?

- Wann nee, aus wéi enge Grënn?

Réponse (18.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Dry-Blood-Spot-(DBS)-Antikierpertester kann een op dräi Plazen am Land maachen, an zwar am nationale Gesondheetslaboratoire (LNS) zu Diddeleng, an der Maison médicale an der Stad Lëtzebuerg an an der Maison médicale zu Ettelbréck.

Et ass richteg dass d'Maison médicale zu Ettelbréck aus technesche Grënn réischt am Oktober seng Diere fir Rendez-vousen opgemaach huet. Et muss ee verstoen, dass et bei den DBS-Antikierpertester sech ëm eng Iwwerwaachung vun der epidemiologescher Situatioun an der Bevëlkerung handelt aus Grënn vun der Santé publique a net primär ëm ee Service fir den eenzele Bierger. Dofir brauch ee just eng limitéiert Zuel vun Tester pro Mount an dofir brauch een net déi selwecht geografesch Disponibilitéit wéi beim Large-Scale-Testing mat PCR-Tester.

Hei gëtt probéiert, mat engem Minimum vun Opwand a Käschten ee Maximum vun nëtzlecher Informatioun ze kréien. Dofir ginn dräi Teststatiounen

duer an et ass net geplangt, weider Statiounen opzemaachen.

Question 4986 (20.09.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant la **série de reportages intitulée « E-Mobil - Ënnerwee mat Stroum » :**

Entre le 1er avril et le 8 juillet 2021, la chaîne de télévision RTL diffusait une fois par semaine une émission sur l'électromobilité. Intitulée « E-Mobil - Ënnerwee mat Stroum », la série présentait les différents moyens de transport à propulsion électrique et mettait en avant les atouts de cette technologie à travers d'exemples concrets de personnes en possession d'un tel moyen de transport. Sept parmi les 15 émissions portaient sur la voiture ou la moto individuelle, quatre sur les vélos ou trottinettes électriques et uniquement deux sur des moyens de transports en commun (le tram et le bus). À noter que les trains qui circulent dans un réseau à 100 % électrique et qui ont les capacités de transport les plus importantes n'ont pas fait l'objet d'une émission.

Une chaîne de télévision est évidemment libre de diffuser ce genre de reportages, mais cette série avait la particularité d'avoir le soutien du Gouvernement. Ainsi, il se pose la question de l'intérêt qu'un tel soutien peut avoir pour l'intérêt public.

Vu que le Ministère de l'Environnement offre déjà des subventions publiques aux ménages qui optent pour l'acquisition d'un moyen de transport électrique et individuel, la nécessité de produire des émissions qui prônent exclusivement les atouts de cette technologie et la possession individuelle d'un de ces moyens de transport n'est pas évidente. De plus, les émissions ont montré des personnes privées qui louaient les qualités de leur véhicule dont la marque de constructeur était facilement reconnaissable.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du Territoire :

1) Des fonds publics ont-ils été mis à disposition pour la production de ces émissions ?
Dans l'affirmative, quel montant a été dépensé et à quel poste budgétaire ce dernier a-t-il été imputé ?

2) Qui définissait les contenus et quels étaient les groupes cibles de ces émissions ?

3) Pour quelles raisons ces émissions ont-elles été produites et diffusées ? Madame et Monsieur les Ministres auraient-ils l'impression que la taxe CO_2 ainsi que les subventions accordées à l'électromobilité ne suffiraient pas pour réaliser les objectifs en matière d'électromobilité (49 % d'ici 2030) ?

4) Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis que les pouvoirs publics sont vraiment censés produire et financer des publicités faisant les éloges de certains produits de fabricants privés pour inciter à leur consommation ?

5) Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que la promotion des transports en commun, de la mobilité douce ainsi que de modèles de partage serait plus utile en vue de la préservation de l'environnement que des campagnes pour inciter les ménages à investir davantage dans l'automobile personnelle ?

Réponse commune (18.10.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie, Ministre de l'Aménagement du territoire,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Le G.I.E. myenergy a conclu un contrat de sponsoring de l'émission avec RTL à hauteur de 65.799 € hors taxes, montant qui a été imputé sur le budget communication de myenergy. Dans le cadre de ce contrat, RTL a mentionné, au début et à la fin de l'émission, myenergy, afin d'orienter les spectateurs vers un acteur national compétent et neutre pour les questions liées à l'électromobilité.

ad 2) RTL s'est concerté avec myenergy sur l'orientation générale de l'émission, qui consiste à informer le grand public sur tous les moyens de transport utilisant l'énergie électrique. Cette concertation avait pour but de partager les expériences de myenergy au sujet de l'électromobilité et de l'utilisation de cette dernière au quotidien. La définition des contenus et le choix des groupes cibles ont été réalisés par RTL. Les sujets abordés concernent l'utilisation de l'énergie électrique dans le domaine des voitures, vélos, bus, trams, bateaux… Les scénarios détaillés ont été élaborés et les intervenants choisis par RTL sur base d'une enquête effectuée sur le site Internet de RTL. Il ne s'agit donc pas d'un publireportage, pour lequel le format et le contenu précis sont définis par l'organisme qui finance la production.

ad 3) L'électromobilité joue un rôle essentiel dans la décarbonisation du secteur des transports. Les émissions ont été produites afin de sensibiliser les spectateurs à l'utilisation de l'électromobilité au quotidien et sous toutes ses facettes. La sensibilisation et l'information des consommateurs font partie des paquets de mesures mises en place pour permettre une transition énergétique durable en vue de l'atteinte des objectifs nationaux du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat.

ad 4) L'émission n'a pas de vocation commerciale, mais informe sur la multitude de types de véhicules à traction électrique. Elle met en valeur les expériences concrètes des citoyennes et citoyens ainsi que les obstacles et défis identifiés au quotidien.

ad 5) Ci-après la liste des sujets abordés dans le cadre de l'émission. Elle témoigne de la volonté des auteurs de mettre en valeur toutes les formes de l'électromobilité, dont en particulier la mobilité douce et les transports en commun :

- Privatpersoun, déi sech elo just nach Elektroautoe keeft;
- Famill, déi hir Kanner mam Cargobike transportéiert;
- Privatpersoun, déi ausrechent, wéi vill si mat Bensinn brauch a wéi vill mat Stroum;
- Privatpersoun, déi den E-Bike als Transportmëttel fir d'Aarbecht entdeckt;
- Privatpersoun, déi E-Scooter fiert;
- Ënnerscheed tëscht Hybrid oder elektreschem Auto;
- E-Vëlo als ideaalt Mëttel fir Leit, déi wëllen aktiv sinn, ouni sech ze iwwerustrengen;
- E-Trottinette ëmmer méi present;
- Wéi lafe Revisioune vun E-Gefierer of?
- Wat geschitt am Fall vun enger Panne (ACL)?
- Busfirma stellt op E-Busser ëm;
- Nei Erausfuerderung fir CGDIS bei Accidenter mat E-Gefierer;
- Entreprise (POST) benotzt ëmmer méi E-Gefierer;
- Fär zu Waasserbëlleg fiert mat Stroum;
- Wéi funktionéiert Stroumversuergung beim Tram?

Question 4991 (21.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **contournement de Troisvierges :**

Pour ce qui est des grands projets d'infrastructure de l'État, l'accord de coalition de 2018-2023 a classé le contournement de Troisvierges selon l'ordre de priorité 3.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des détails concernant l'évolution du trafic journalier sur la N12 à Troisvierges au fil des cinq dernières années ?

- Dans le cas d'une progression importante du trafic ces dernières années, le Gouvernement serait-il disposé à revoir l'ordre de priorité du contournement de Troisvierges ?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'état des travaux actuel concernant la planification du contournement de Troisvierges ?

Réponse (25.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le poste permanent de comptage automatique, installé sur la route nationale N12 reliant Wilwerdange à Asselborn, montre une légère augmentation du nombre journalier moyen de véhicules circulant sur ce tronçon ces cinq dernières années.

La circulation est passée de 5.232 véhicules en 2017 à 5.702 en 2021. À noter que ce nombre a chuté à 5.100 véhicules en 2020, selon toute vraisemblance dû à la crise sanitaire où de nombreuses personnes ont travaillé à domicile. Depuis, le trafic est revenu à son flux habituel.

Bien que le trafic n'ait pas augmenté de manière significative sur la N12 entre Wilwerdange et Asselborn au cours des dernières années, nous constatons une augmentation générale de la circulation à l'échelle nationale. Cependant, le volume actuel du trafic sur la N12 ne justifie pas la construction d'un contournement pour le moment. Toutefois, si les autorités belges décident de retenir le tracé routier entre Saint-Vith et le lieu-dit « Schmëtt » afin d'améliorer l'itinéraire de la route nationale N62/route européenne E421, cela changerait la situation significativement.

En ce qui concerne le nord du pays, l'Administration des ponts et chaussées est actuellement en train, en parallèle du projet de la Transversale de Clervaux en plein essor, de préparer, respectivement de lancer plusieurs projets de grande envergure comme par exemple la sécurisation de la N7, la construction du contournement de Hosingen, et plus tard la construction de celui de Heinerscheid. En tenant compte des énormes investissements nécessaires pour la réalisation de ces projets estimés actuellement à 570 millions d'euros, et des ressources disponibles, il faudra un certain temps avant d'envisager d'autres grands projets.

Aussi nous pouvons nous attendre à une diminution du trafic, notamment des poids lourds, dans la localité de Troisvierges après l'achèvement de la transversale de Clervaux prévue en 2023.

Question 4993 (21.09.2021) de **M. Claude Haagen** *(LSAP)* concernant les **informations du « Road and Traffic Information System (RTI) » sur le trafic à Diekirch :**

Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics en collaboration avec la Ville de Diekirch ont commencé en mai 2021 des travaux d'infrastructures souterraines au centre de Diekirch notamment dans la rue du Pont. Ces travaux entraînent d'importants changements des flux routiers à Diekirch et aux alentours. De même, le circuit unidirectionnel à Diekirch à l'image d'un rond-point a été supprimé et modifié dans un circuit bidirectionnel.

Or, il me revient que les systèmes de navigation utilisant le Road and Traffic Information System (RTI) indiquent une interdiction de circulation totale pour les entrées de Diekirch via la route d'Ettelbruck (N7), de même que via Fridhaff par la rue Bamerdall (N7).

Tous les fournisseurs d'entreprises locales voire régionales, tous les touristes, ainsi que tout utilisateur de véhicules routiers opérant avec le système RTI sont donc automatiquement invités à suivre des déviations menant à des directions inappropriées voire fausses.

Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelle est l'administration étatique responsable pour communiquer les données informatiques d'un changement de circulation temporaire au système RTI en cas de chantier ou d'accidents ?

- Quelle est la raison voire le but poursuivi par l'indication d'une interdiction de circulation totale au centre de Diekirch ?

- N'existe-t-il pas une contradiction entre les panneaux directionnels routiers et les informations obtenues par le système RTI ?

- Dans le cas où le système RTI ne pourrait être adapté à la circulation routière réelle Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis de remettre le système RTI à la situation antérieure afin que les utilisateurs routiers puissent se confier à la signalisation routière mise en place pour la durée du chantier ?

Réponse (11.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Avant de pouvoir répondre à la question parlementaire de l'honorable Député Claude Haagen au sujet des travaux dans la rue du Pont à Diekirch, des précisions ainsi que quelques notions de base sont nécessaires quant au fonctionnement actuel de la mise à disposition de « données trafic » (chantiers, manifestations, incidents, etc.) au public.

De prime abord, un système ou module informatique nommé « Road and Traffic Information System » dit « RTI » n'est en ce sens pas connu ou utilisé par les instances de l'État. Il s'agit soit d'un logiciel ou système de navigation spécifique d'une entreprise privée, soit d'un terme générique décrivant la thématique de la gestion informatique de données de gestion routière dite « données trafic ».

Deuxièmement, l'enregistrement et la diffusion des données informatiques relatives à des chantiers ou accidents se font gratuitement ou contre paiement au travers de différentes technologies informatiques, soit par des instances administratives ou des entités privées, dépendant de leur degré de compétence ou de leur plan business. Il existe ainsi de multiples chaînes de saisie, de validation et de mise à disposition des données « trafic » de type « public » ou « privé ».

Finalement la réglementation et la gestion des chantiers incombent aux administrations territorialement compétentes.

- Les « données trafic » concernant la voirie de l'État sont mises à disposition par les services de l'Administration des ponts et chaussées (APC), tels que le service du CITA et les services régionaux, et incluent des interventions programmées à l'intérieur des agglomérations, organisées et réglementées par les autorités communales, si suffisamment connues à l'avance. L'État ne peut pas fournir des informations relatives à des interventions sur la voirie communale.

Après avoir généré et validé ces données, qui sont continuellement tenues à jour, l'APC met à disposition du public ces données de façon visuelle et informatique sur les portails « cita.lu » et « data.public.lu ».

Parallèlement ces informations sont transmises au Trafic Centre de l'Automobile Club du Luxembourg (ACL), qui se coordonne avec le centre de contrôle du trafic du CITA, pour alimenter les chaînes broadcast (média, radio) et le Traffic Message Channel (TMC) qui sont distribués gratuitement ou moyennant paiement, selon les licences. Toutes ces données peuvent ainsi être récupérées par des tiers et utilisées lors de leurs trajets ou incorporées dans leur propre système.

- Il est supposé que cette question se réfère à un système de navigation et il est ainsi impossible d'y répondre. En référence aux explications fournies ci-dessus, les instances étatiques n'ont aucun moyen de vérifier ou valider les outils informatiques mis à disposition des usagers de la route dans leur véhicule ou sur leur GSM. La source des « données trafic » et des informations de base fournis, par exemple la cartographie, relève de la compétence du fabricant.

Dans ce cas concret, l'Administration des ponts et chaussées est déjà intervenue auprès de fournisseurs de navigateur pour les informer de modifications apportées à la circulation pour la durée d'un chantier, avec comme réponse qu'il n'était techniquement pas possible de modifier les sens de circulation existants. Il faut en conclure que chaque système de navigation a ces propres matériaux cartographiques et sa propre programmation de routage. Dépendant de la génération du système de navigation, les « données trafic » peuvent être intégrées ou non dans un système de navigation en se basant sur TMC ou d'autres sources privées offertes. Il est peu probable que la majorité des systèmes de navigation puissent suivre, impérativement et à très court terme, ces modifications. Également, la validité et la précision des consignes et des informations des systèmes de navigation ne sont vraisemblablement pas garanties par les fournisseurs de ces systèmes aux clients finaux.

- Les données fournies par un système de navigation peuvent toujours être erronées ou en contradiction avec les données officielles fournies par les sources officielles comme l'Administration des ponts et chaussées ou l'ACL.

Les fournisseurs de matériel cartographique d'un système de navigation n'adaptent pas leurs logiciels aux changements temporaires, notamment en cas de chantiers. Si la cartographie intégrée du système de navigation ne prévoit pas une circulation bidirectionnelle, il est à l'heure actuelle et selon notre expérience, impossible de modifier temporairement un sens unique. Par exemple à Diekirch, le fait qu'il y a un changement de directions (uni/bidirectionnel) est très probablement responsable de l'erreur constatée. Il n'existe aucun moyen pour l'APC d'éviter cette erreur qui trouve sa source dans un produit du marché.

Les panneaux directionnels, mis en place par les services de l'APC en coordination avec les instances communales, sont adaptés au fur et à mesure de l'avancement du chantier. L'observation et le respect des signaux routiers prime sur toute autre source d'information.

- Concernant la circulation au centre de Diekirch pendant les travaux dans la rue du Pont, qui devrait s'achever fin novembre 2021, la Ville de Diekirch s'est concertée avec l'APC pour trouver une solution temporaire satisfaisante. Avant le démarrage du chantier, toute la signalisation verticale et horizontale a été planifiée en étroite collaboration. La Ville de Diekirch a, de plus, mandaté un bureau d'études afin d'analyser certaines variantes pour les déviations. Tous les règlements pertinents ont été édictés par la Ville de Diekirch. Une fois les travaux terminés, les anciens tracés et sens de circulation seront rétablis.

Il va de soi qu'il est difficile de trouver une solution globalement satisfaisante lors d'un chantier dans une ville comme Diekirch avec un trafic important, notamment durant les heures de pointe. Chaque chantier qui vise à améliorer une situation existante pour le bien de tous, demande un peu de compréhension et de patience de la part des conducteurs et, le cas échéant, des riverains concernés.

Question 4998 (21.09.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **traitement fiscal des revenus issus d'installations photovoltaïques :**

À l'heure actuelle, l'exploitation par une personne physique d'une installation photovoltaïque dont la puissance ne dépasse pas 4 kWp est considérée par l'Administration des contributions directes comme une activité d'amateur et par conséquent, les revenus respectifs ne sont pas imposables. Au-delà de la puissance de 4 kWp, cette activité est considérée comme une activité commerciale et les revenus sont imposables.

Lors du dépôt du projet de budget pour l'exercice 2021, le Gouvernement a annoncé qu'il entend hausser ce plafond. Cette adaptation est en phase avec l'augmentation générale de la puissance des installations photovoltaïques gérées par des particuliers suite aux avancées technologiques. De plus, face à l'urgence d'accélérer la transition vers une production d'énergie décarbonisée, il s'agit aussi d'une mesure qui encourage davantage les particuliers à investir dans les énergies renouvelables en les rendant encore plus attractives.

Or, depuis l'annonce de la mesure précitée, la circulaire respective (circulaire L.I.R. n° 14/2 du 23 mai 2003) n'a pas encore été adaptée.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Suite à l'annonce du Gouvernement en fin d'année 2020 de vouloir augmenter le plafond d'exemption fiscale, endéans quel délai la circulaire respective sera-t-elle adaptée ? Quel sera le nouveau plafond ?

2) Les ménages ayant investi dans une installation photovoltaïque depuis que le Gouvernement a annoncé une hausse du plafond pourront-ils profiter de cet avantage dès l'année 2021 ?

3) Les ménages qui exploitaient déjà avant 2021 une installation photovoltaïque dont la puissance se situe au-dessus de 4 kWp et en dessous du nouveau plafond pourront-ils aussi profiter de l'avantage fiscal dès l'année 2021 ?

Réponse (26.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

En réponse à la question de l'honorable Député, il convient de souligner que la circulaire du directeur des contributions L.I.R. n° 14/2 du 23 mai 2003 a été adaptée en date du 22 septembre 2021. Ces adaptations portent entre autres sur la hausse du plafond de puissance d'une petite installation photovoltaïque, qui s'élève à partir de l'année d'imposition 2021 à 10 kWc.

Dès lors les ménages ayant investi en cours de l'année d'imposition 2021 ou avant cette date dans une installation photovoltaïque avec une puissance inférieure ou égale à 10 kWc sont dispensés à partir de l'année d'imposition 2021 aussi bien de la déclaration que de la justification des revenus et des dépenses se rapportant à l'exploitation de l'installation photovoltaïque.

Question 5002 (22.09.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **prix du gaz naturel** :

L'Europe se voit actuellement confrontée à une véritable envolée des prix du gaz naturel, ce qui a comme conséquence que la facture d'énergie des ménages augmente sensiblement.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre le Ministre de l'Énergie :

1) Quelles sont les raisons de cette explosion des prix du gaz ?

2) Quel est le niveau des stocks de gaz en Europe ?

3) Notre pays connaît-il actuellement des problèmes d'approvisionnement ou risque-t-il d'en connaître dès cet hiver ?

4) Quelle est l'évolution du prix du gaz naturel au Luxembourg depuis le début de l'année et par rapport aux prix de 2020 ?

5) Quelles en sont les conséquences budgétaires pour un ménage moyen ?

6) Par quelles mesures le Gouvernement entend-il amortir le choc dû à l'augmentation des prix du gaz, de l'électricité et de l'énergie en général et prioritairement en faveur des ménages à faible revenu, afin de prévenir la précarité énergétique ?

7) La flambée des prix du gaz risque-t-elle de perdurer et le cas échéant pour quelles raisons ?

Réponse commune (26.10.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région :*

ad 1) L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a identifié une série de facteurs explicatifs tant du côté de l'offre que du côté de la demande. Parmi ceux-ci figurent, après la chute de la demande pendant les confinements dus au Covid, en bonne place une reprise économique post Covid plus marquée, notamment en Asie. Ces zones géographiques absorbent une part importante des ressources gazières transportées sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). Dans un marché du gaz mondialisé, cette contrainte sur l'offre tire à la hausse le cours de la matière première dont les effets se font sentir partout, y compris en Europe. Un tel mécanisme peut également être observé sur d'autres chaînes de valeurs globales, comme le transport maritime.

En Europe, le printemps froid de cette année a nécessité davantage la consommation de gaz pour le chauffage jusque fin mai et a déplacé le début du remplissage des stocks gaziers jusqu'en juin et ainsi raccourci la période de remplissage de deux mois. De ce fait, la demande en été pour le gaz de remplissage des stocks a été plus élevée que les années précédentes. La demande en gaz a aussi été supérieure dans le secteur de la production d'électricité.

L'AIE souligne que sur la base des informations disponibles, la Russie remplirait ses contrats à long terme avec ses homologues européens, mais ses exportations vers l'Europe seraient en baisse par rapport à leur niveau de 2019. Elle estime que la Russie pourrait faire davantage pour augmenter la disponibilité du gaz vers l'Europe et s'assurer que le stockage sera rempli à des niveaux adéquats en vue de la prochaine saison de chauffage hivernale. Ce serait également l'occasion pour la Russie de souligner ses références en tant que fournisseur fiable sur le marché européen.

ad 2) Dans le cadre de son obligation en vertu de l'art. 8(3)(f) du règlement (CE) 715/2009, le European Network of Transmission System Operators for Gas (ENTSOG) a entrepris, comme tous les ans, une évaluation du réseau gazier européen pour le prochain hiver (octobre 2021 à mars 2022), dit « Winter Supply Outlook ». Le rapport étudie l'évolution possible des approvisionnements et des stocks de gaz souterrains au cours de la saison ainsi que la capacité de l'infrastructure gazière à répondre à la demande, en particulier pour faire face à des situations de forte demande.[1]

En ce qui concerne l'utilisation des capacités de stockage souterrain de gaz, le rapport conclut qu'au 1er octobre 2021, le niveau de stockage de l'Union européenne affiche un taux de remplissage de 75 % ou de 831 TWh, et ceci pour deux raisons principales :

- forte utilisation de la flexibilité du stockage durant l'hiver 2020-2021, se traduisant par un faible niveau de stockage (30 % ou 336 TWh) en début de la saison d'injection,
- faible injection pendant l'été tout en observant des prix du gaz inhabituellement élevés.

Selon le rapport de l'ENTSOG, en termes de volumes absolus dans les stockages de gaz, les plus importants sont situés en Italie, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. Au 1er octobre 2021, le stock total initial des stockages souterrains est d'environ 831 TWh contre 1053 TWh en 2020. Les niveaux réels pour chaque pays montrent des différences substantielles d'un pays à l'autre. Par rapport aux années précédentes, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche ont un faible niveau de stockage, dû aussi à un manque de réglementation nationale en la matière. Ces trois pays, qui représentent une capacité de stockage cumulée de 470 TWh, soit 42 % du stockage européen, ont connu une injection limitée au cours de l'été alors que l'infrastructure gazière de l'Union européenne a été pleinement opérationnelle et fonctionnelle. Ces niveaux pourraient toutefois augmenter en octobre puisque la saison des injections se poursuit généralement dans certains pays jusqu'au 1er novembre.

Le Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire est en contact régulier avec les fournisseurs de gaz nationaux afin d'évaluer la situation et avoir un échange sur des mesures à prendre. Dans ces échanges va aussi être abordée la question d'une éventuelle réglementation européenne plus stricte en matière de stockage et une éventuelle obligation pour les acteurs du marché d'acheter des quantités de gaz à long terme.

ad 3) Dans le rapport cité plus haut, l'ENTSOG a utilisé une analyse de sensibilité pour vérifier si le système gazier européen est capable de gérer l'hiver dans différentes conditions de demande : le scénario de l'hiver de référence et celui de l'hiver froid.

Selon la modélisation et les hypothèses d'approvisionnement de l'ENTSOG, le rapport confirme la capacité des infrastructures gazières européennes à faire face à un scénario d'hiver froid 2021-2022 avec une flexibilité suffisante dans la plupart des régions d'Europe. Cette évaluation est valable tout au long de la saison et dans des situations de forte demande. Ainsi, l'infrastructure gazière européenne offre une flexibilité suffisante pour assurer la sécurité d'approvisionnement en gaz en Europe, sous réserve que le gaz sera importé par des acteurs du marché en volumes similaires à ceux des dernières années.

Notre pays a des interconnexions gazières importantes aussi bien vers l'Allemagne que vers la Belgique. Selon le rapport de l'ILR « Chiffres clés du marché du gaz naturel - partie I » de juillet 2021[2], 22 % des importations de gaz naturel en 2020 ont été réalisées depuis l'Allemagne par rapport à 78 % depuis la Belgique. Depuis le 1er octobre 2015, le marché intégré BeLux entre le Luxembourg et la Belgique est opérationnel. Ainsi, les gestionnaires de réseau de transport de gaz luxembourgeois Creos Luxembourg SA et belge Fluxys Belgium SA ont intégré leurs deux marchés nationaux pour former la zone BeLux. De cette façon, les fournisseurs actifs au Luxembourg peuvent s'approvisionner directement au point d'échange virtuel ZTP, dans un environnement de prix plus compétitifs pour les clients finals luxembourgeois grâce à l'accès à un marché de consommation élargi. De plus, le marché belge du gaz naturel est un des plus interconnectés et liquides en Europe avec une sécurité d'approvisionnement très prononcée. En effet, dans les simulations entreprises par ENTSOG lors de l'établissement de leur Winter Supply Outlook 2021-2022, la Belgique, et a fortiori le marché luxembourgeois, n'aurait à s'attendre à aucun problème d'approvisionnement durant la saison hivernale prochaine.

En conclusion, notre pays n'a actuellement pas de problèmes d'approvisionnement en gaz naturel, ni risque-t-il d'en connaître dès cet hiver.

ad 4) En moyenne, le prix intégré du gaz par mètre cube pour un client domestique affiché au 1er novembre 2021 a augmenté d'environ 73 % par rapport à celui affiché au 1er janvier 2021. En moyenne, le prix intégré du gaz par mètre cube pour un client domestique affiché au 1er novembre 2021 a augmenté d'environ 58 % par rapport à celui affiché au 1er janvier 2020. En effet, cette augmentation est moins prononcée, car durant l'année 2020, ces prix avaient diminué d'environ 18 %.

ad 5) Selon le rapport de l'ILR cité plus haut, le client domestique type consomme 2.777 m^3 de gaz naturel par année. Si ce client domestique type compare sa facture annuelle de gaz naturel de 2020 avec celle de 2021, celle-ci passe en moyenne d'environ 1.310 € à 1.685 € en augmentant donc d'environ 375 € ou de 28,6 %.

ad 6) Lors de la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays le 12 octobre dernier, Monsieur le Premier Ministre a annoncé l'augmentation de l'allocation de vie chère (AVC) d'au moins deux cents euros par ménage à compter de l'année 2022. Cette augmentation de l'AVC vise, de manière générale, à permettre aux ménages bénéficiaires d'amortir la perte de pouvoir d'achat due à l'augmentation importante des prix à la consommation, dont les prix de l'énergie.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les montants de l'allocation de vie chère pour les années 2021 et 2022, par ménage éligible :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Les offices sociaux peuvent dispenser une aide matérielle aux ménages en situation de détresse qui risquent d'être les plus affectés par la situation afin de leur permettre de supporter le surcoût temporaire impliqué par le renchérissement des factures de gaz et d'électricité.

ad 7) Alors que rien n'est aussi imprévisible que l'avenir, les prix affichés au point d'échange virtuel du gaz naturel TTF pour le deuxième et troisième semestre 2022 semblent indiquer un retour vers des niveaux moins élevés qu'affichés actuellement.

[1] https://www.entsog.eu/sites/default/files/2021-10/SO0032-21_Winter%20Supply%20Outlook_2021-22_Final%20.pdf

[2] https://assets.ilr.lu/energie/Documents/ILRLU-1685561960-890.pdf

Question 5003 (22.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **participation aux « classes de neige » :**

A Lycéeën an a Primärschoule soll et Fäll ginn, wou Kanner vun Ausflich a sougenannte „classes de neige" vu vireran ausgeschloss ginn, well se net geimpft sinn. Eltere kruten a konkreete Fäll matgedeelt, dass hiert Kand net matfueren dierf, wann et net vollstänneg geimpft ass.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Kann de Minister confirméieren, datt ongeimpft Schüler net un Ausflich bzw. u „classes de neige" kënnen deelhuelen? Wa jo, ass an deem Zesummenhank eng Uweisung vum Ministère un d'Schoulen erausgaangen? Wann nee, wéi steet den Här Minister zu dëser punktueller Impfflicht fir Schüler? Gëtt et dozou eng gesetzlech Basis?

2. Hunn d'Elteren, deenen hiert Kand, dat net geimpft ass, net un engem Ausfluch oder enger „classes de neige" deelhuele kann, d'Méiglechkeet, géint dës Entscheedung vun der Schouldirektioun virzegoen? Wat réit den Här Minister an dësem Fall den Elteren?

Réponse (19.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

D'Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierte geet aus der Instruktioun ervir, déi virum Schoulufank un d'Regionaldirektiounen am Enseignement fondamental an un d'Lycéesdirektiounen am Enseignement secondaire gaang ass. Wat d'Schoulreese betrëfft, heescht et do: « Les visites d'intérêt pédagogique ainsi que les excursions scolaires, même à l'étranger et comportant une ou plusieurs nuitées, sont autorisées sous réserve du respect du protocole sanitaire du lieu de destination. Les excursions comportant une ou plusieurs nuitées se déroulent sous le régime Covid check. » Eng Impfflicht ass deemno net virgesinn.

Ech bieden den honorabelen Deputéierten, mir déi Schoulen oder Lycéeë matzedeelen, an deenen dës Instruktioun net agehale gëtt, fir datt meng Servicer deene Fäll kënnen nogoen.

Question 5005 (23.09.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**obtention d'un numéro d'identification à la TVA :**

D'Prozedur, fir eng TVA-Nummer zu Lëtzebuerg unzefroen, léisst sech integral iwwert myguichet.lu maachen. Nom Aschécke vun de Formulairë muss ee just nach op d'Äntwert vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED) waarden. Dee Moment, wou een d'TVA-Nummer awer erëm wëll ofmellen, besteet just nach d'Méiglechkeet, ee Formulaire erofzelueden, auszefëllen a per Bréif un d'AED ze schécken.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Ass virgesinn, dës Prozedur vun der Cessatioun och komplett ze digitaliséieren? Falls jo, ab wéini soll dëst méiglech sinn?

2. Existéiert ee festen Zäitplang fir d'Digitalisatioun vun den nach feelenden Demarchë bei der AED?

Réponse (26.10.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Ewéi am éierbaren Deputéierte senger Fro erwäänt, ass et effektiv haut scho méiglech, eng TVA-Identifikatiounsnummer iwwert den digitale Wee via Myguichet.lu unzefroen. Et ass virgesinn, och am Kader vun enger Cessatioun dës TVA-Nummer iwwert eng Demarche bei Myguichet.lu erëm kënnen ofzemellen. Dës Prozedur soll am Laf vum Joer 2022 operationell sinn.

D'Verwaltung ass permanent amgaang weider Demarchen ze digitaliséieren, dëst ënner Berécksiichtegung vun de Prioritéiten an den disponibele Ressourcen, an a Concertatioun mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE)

Question 5007 (24.09.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **service CFL Flex :**

De Minister fir Mobilitéit huet an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4281 Erklärungen zum Fonctionnement vun der Carsharing-Initiativ „CFL Flex" ginn. De Projet ass an der Mobilitéitsstrategie MoDu 2.0 virgesinn, fir de Carsharing an d'Fahrgemeinschaften hei am Land ze fërderen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fro stellen:

- Zu de Clientszuelen huet de Minister follgend Informatioune ginn:

Esouwuel d'Zuel vun den ageschriwwene Clienten (ca. 5.160 den 31. Mee 2021) ewéi och d'Zuel vun de Reservatiounen hu weider eng staark positiv Tendenz.

Wéi vill vun deene 5.160 Clientë sinn dem CFL-Grupp zouzerechnen?

Réponse (18.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Vun de 5.160 Flex-Aboen, déi CFL Mobility um 31. Mee 2021 gezielt huet, ware 560 Aboen dem CFL-Grupp zouzerechnen.

Question 5009 (24.09.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant la **médecine environnementale :**

Dans la réponse gouvernementale à notre question n° 3705 datant du 24 mars 2021 et portant sur la médecine environnementale, certaines questions n'ont pas été abordées.

C'est pourquoi nous nous permettons de revenir sur les questions concernées à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de visites de terrain le Service de la médecine de l'environnement a-t-il effectuées au cours des cinq dernières années et quelle est l'évolution du nombre des analyses effectuées ?

2) Quelles sont les substances toxiques détectées sur les lieux de travail d'une part et les habitations privées d'autre part ? Quelle est l'évolution de ces nombres ?

3) Quelles sont actuellement les mesures d'encadrement et de suivi apportées aux personnes confrontées à des substances toxiques détectées par le service en question ?

Réponse (25.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1) Le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre de visites du Service environnement de la Direction de la santé.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La diminution du nombre d'analyses pour les années 2017-2018 s'explique par une diminution du personnel affecté au Service de l'environnement et des restructurations au niveau du LNS, le laboratoire d'analyse partenaire de la Direction de la santé. Pour l'année 2020, le personnel du Service santé environnementale a été en partie réaffecté à d'autres tâches, ceci notamment en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

ad 2) Concernant les habitations privées, le Service environnement de la Direction de la santé établit les constats suivants :

- les substances chimiques semi-volatiles (COSV) le plus souvent détectées et présentes dans pratiquement tour les lieux analysés sont phtalates (plastifiant) et les retardateurs de flammes organophosphorés ;
- plus rarement, des biocides sont détectés, le plus souvent le perméthrine (10 % des cas) ;
- parmi les métaux lourds, l'antimoine et le nickel, le fer et l'aluminium sont détectés ;
- concernant les substances chimiques volatiles (COV), les substances les plus souvent détectées sont le formaldéhyde (45 % de cas), le butoxypropanol (27 % des cas), le benzène et le limonène (23 % des cas).

Concernant les lieux de travail, la plupart des analyses concernent les bureaux où l'on retrouve en général les mêmes substances toxiques que dans les habitations privées.

De manière générale, l'on constate que pour les cinq dernières années, la composition des contaminants détectés n'a pas beaucoup varié.

ad 3) Actuellement, le Service de la santé environnementale de la Direction de la santé émet des rapports de résultats d'analyses détaillés avec des évaluations et explications compréhensibles pour le patient. Dans le cas de dépassements des valeurs d'orientation, des analyses complémentaires sont effectuées sur demande de la personne concernée pour identifier la source de contamination et donner des conseils d'assainissement adéquats afin de réduire ou d'éliminer l'exposition.

En milieu privé où l'analyse est effectuée sur demande du médecin traitant, par ordonnance médicale, le patient doit, après réception du rapport, recontacter son médecin traitant pour le suivi médical. En ce qui concerne les lieux de travail, le suivi et contrôle médical est géré par le médecin de travail responsable qui est en général contacté par le Service santé environnementale ou par l'intermédiaire de la division de la santé au travail de la Direction de la santé.

Question 5012 (27.09.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **« Health Emergency Preparedness and Response Authority » :**

A senger Äntwert op meng urgent parlamentaresch Fro N° 2836 (Délocalisation de certains services administratifs de la Commission européenne) huet den Här Minister geschriwwen:

„D'Regierung setzt sech konsequent derfir an, fir d'Presenz vun den EU-Institutiounen an Agencen am Grand-Duché weider ze stäerken. Nieft der enker Zesummenaarbecht mat den EU-Institutiounen an Agencen, déi hire Sëtz schonn am Grand-Duché hunn, wat d'Realisatioun vu Bauprojete betrëfft, schafft d'Regierung och aktiv drun, fir nei EU-Agencen a Strukturen op Lëtzebuerg ze kréien, notamment an de Beräicher Digitales, Justiz, Finanzen a Gesondheet." Vu mir ënnerstrach ass „Gesondheet".

Mat Bezuch op d'Europäesch Exekutivagence fir Verbraucher, Gesondheet, Landwirtschaft an Ernierung (CHAFEA), déi no de Pläng vun der Europäescher Kommissioun vu Lëtzebuerg op Bréissel plënnere sollt, hat den Här Minister am gläichen Tounfall op d'parlamentaresch Fro N° 2149 geäntwert:

„D'Regierung setzt sech konsequent derfir an, fir d'Presenz vun den EU-Institutiounen am Grand-Duché weider ze stäerken a fir den EU-Fonctionnairen an Agenten déi beschten Aarbechts- a Liewenskonditiounen ze bidden. Nieft der enker Zesummenaarbecht mat den europäeschen Institutiounen an Agencen, wat d'Realisatioun vu Bauprojete betrëfft, huet d'Regierung eng ganz Rëtsch Mesurë geholl - wéi ënner anerem de Chèque-service accueil, Subventiounen, wat de Logement betrëfft, an de gratis ëffentlechen Transport -, déi zur allgemenger Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäidroen. An deem Kontext sief och gesot, datt et kee Lien gëtt tëscht der Intentioun vun der Europäescher Kommissioun, fir CHAFEA zouzemaachen an hir Aktivitéiten op Bréissel ze transferéieren, an den Aarbechts- a Liewenskonditiounen hei ze Lëtzebuerg."

D'Entscheedung vun der Europäescher Kommissioun, fir d'CHAFEA op Bréissel ze transferéieren, huet d'Deputéiertechamber den 11. Juni 2020 dozou beweegt, eng Resolutioun unzehuelen, an där et heescht:

« La Chambre des Députés, considérant

- l'intention de la Commission européenne de transférer les activités de l'Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFEA) établie actuellement à Luxembourg vers Bruxelles ;

- la volonté de la Commission européenne d'intégrer l'activité de cette Agence importante dans d'autres agences exécutives situées à Bruxelles ;

- qu'une telle décision en pleine crise sanitaire due au virus COVID-19 est difficilement compréhensible, ceci d'autant moins que la Direction C "Santé publique, connaissance des États membres, gestion de crise" de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne est implantée à Luxembourg et fonctionne remarquablement bien ;

[...]

rappelant que l'implantation de la CHAFEA à Luxembourg est en ligne avec : 1. le Protocole n° 6 sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne, annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 2. la décision des représentants des gouvernements des États membres, du 8 avril 1965, relative à l'installation provisoire de certaines institutions et de certains services des Communautés (67/446/CEE) (67/30/Euratom), d'implanter la Direction de la protection sanitaire de la Commission européenne à Luxembourg ; 3. l'accord Kinnock/Polfer de 2003 qui stipule que la création de la CHAFEA à Luxembourg était destinée à compenser la réorganisation de la Direction Santé/C et le transfert de postes vers Bruxelles ;

[...]

s'engage à soutenir tous les efforts du Gouvernement luxembourgeois et des représentants luxembourgeois dans les institutions de l'UE en vue de convaincre la Commission européenne de reconsidérer sa décision et de renforcer la CHAFEA au Luxembourg et plus généralement le pôle santé au Luxembourg, en profitant pleinement des possibilités de synergies dans le cadre de la e-santé, au lieu de la dissoudre et de transférer ses activités vers d'autres agences exécutives implantées à Bruxelles [...] »

Dofir ass et ëmsou méi verwonnerlech, datt de 17. September an der Press ze liese war, datt d'EU-Kommissioun mat der „Health Emergency Preparedness and Response Authority" (HERA) eng nei Gesondheetsverwaltung zu Bréissel implantéiere wëll, an zwar net als eegestänneg Agence, mee quasi als Bestanddeel vun der EU-Kommissioun.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Baussen- an Europaminister:

1. Ass déi Lëtzebuerger Regierung iwwer dës Decisioun vun der EU-Kommissioun informéiert ginn?

2. Wéi ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung zu dëser Decisioun? Torpedéiert dës Decisioun net déi vun der Chamber an der Lëtzebuerger Regierung getraffe Mesuren an déi mentionéiert Resolutioun?

3. Leien der Regierung Informatioune vir, wéi et zu dëser Initiativ vun der EU-Kommissioun komm ass?

4. Ass den Här Minister der Meenung, datt et der EU-Kommissioun iwwerhaapt zousteet, esou eng Verwaltung ze schafen a se sech quasi selwer ze incorporéieren? Ass et net esou, datt Gesondheetspolitik an der EU eng Kompetenz vun de Memberstaaten ass?

5. Gëtt et Iwwerleeungen, Deeler vun dëser Verwaltung op Lëtzebuerg ze huelen? Wëll d'Regierung Initiativen an deem Sënn huelen?

Réponse (28.10.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

D'Schafe vun enger europäescher BARDA ënnert der Form vun enger Agence gouf de 16. September 2020 vun der Kommissiounspresidentin, der Madamm von der Leyen, an hirer Ried zur Lag vun der Unioun 2020 eng éischte Kéier opbruecht. Ee Joer méi spéit, an der Ried zur Lag vun der Unioun 2021, huet d'Kommissiounspresidentin dunn d'Schafe vun der HERA (European Health Emergency Preparedness and Response Authority) als Autoritéit ugekënnegt.

Virum deem Hannergrond huet d'Europäesch Kommissioun all d'Memberstaaten iwwerrascht, wéi si den Dag drop, de 16. September 2021, eng Decisioun geholl huet, fir d'HERA direkt als interne Service vun der Kommissioun opzesetzen. D'Kommissioun huet dat argumentéiert mat der Noutwennegkeet, fir d'HERA esou séier wéi méiglech operationell ze hunn. Donieft huet d'Europäesch Kommissioun de Memberstaaten e Reglement virgeluecht, dat ënner anerem den Ëmfang vun den Aufgabe vun der HERA soll festleeën. Dës Propos gëtt aktuell am Conseil diskutéiert an d'Regierung huet, wéi déi aner Memberstaaten, eng Rëtsch Froen zu dëser Propos, och wat d'Kompetenze vun der Autoritéit an déi vun der Kommissioun virgeschloe juristesch Basis ubelaangt.

Am Sënn vun der Resolutioun, déi d'Chamber den 11. Juni 2020 ugeholl huet, huet d'Regierung scho ganz fréi, no der éischter Annonce vusäite vun der Kommissioun, an dat op allen Niveauen, eisen Interessi, fir dës Agence hei ze Lëtzebuerg unzesidelen, matzedeelen, mam Hiweis net nëmmen op déi grouss Experienz vun der Direktioun C vun der Generaldirektioun Gesondheet a Liewensmëttelsécherheet (DG Santé), mä och op déi zu Lëtzebuerg present Servicer vun der Kommissioun an aneren hei relevanten Domänen an déi dofir méiglech Synergien a Kooperatiounen zu Lëtzebuerg. D'Regierung wäert déi Efforte weiderféieren, och wa mer elo net vun enger Agence décentralisée oder enger Agence exécutive schwätzen.

Question 5015 (27.09.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **goudronnage à l'aide de gravillon du CR308 entre Koetschette et Grevels :**

Il me revient que suite aux travaux de route sur le CR308 entre Koetschette et Grevels, qui a été goudronné à l'aide de gravillon (« Rollsplitt »), de nombreux dégâts auraient été constatés par les riverains, tels que des fenêtres de voitures et de tracteurs cassées ainsi que des bosses dans bon nombre de véhicules.

Dans ce cadre j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- L'Administration des ponts et chaussées a-t-elle reçu des réclamations à cet égard ? Dans l'affirmative, combien de réclamations ont été recensées ?

- Pour quelles raisons le goudronnage à l'aide de gravillon est-il toujours employé ? N'existe-t-il pas d'alternative à cette technique ?

- Le gravillon est-il utilisé pour tous les chantiers de ce genre ? Quels sont les paramètres déterminant l'usage de gravillon lors de travaux de route ?

Réponse (08.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Les travaux sur le chemin CR308 entre Koetschette et Grevels ont été réalisés les 20 et 21 septembre 2021. Après ces travaux, la vitesse maximale a été limitée à 50 km/h (jusqu'au 24 octobre 2021), ce qui est le moyen approprié et usuel pour éviter les projections de gravillons subsistants, et correspond aux règles de l'art au niveau international.

Néanmoins, une vingtaine de réclamations écrites au sujet de dégâts subis par des automobilistes après l'exécution de travaux d'enduisage sur le CR308, sont parvenues à l'Administration des ponts et chaussées.

La technique utilisée lors des travaux sur le chemin CR308, soit l'entretien de surface par enduisage/gravillonnage, permet de prolonger la durée de vie des structures routières et des couches de roulement et constitue une technique qui a fait ses preuves pendant des années. Cependant, le dépassement de la vitesse autorisée peut entraîner les dégâts évoqués par l'honorable Député Monsieur André Bauler.

En termes d'économie, le recours à l'enduisage est un bon moyen de maintenir les routes dans un état convenable et de prolonger leur durée de vie de dix à 15 ans.

En effet, cette technique empêche l'eau de ruissellement de pénétrer par des fissures dans la couche de roulement ou dans l'assise de la chaussée, ce qui entraînerait en conséquence des dégâts en cas de gel (formation de nids de poule, décohésion de la structure, etc.). De plus, les tronçons de route traités par enduisage présentent une rugosité excellente, ce qui augmente la sécurité des conducteurs.

L'alternative aux travaux d'enduisage consisterait dans le renouvellement complet de la couche de roulement par la méthode du raclage, même si le corps de la couche est encore en bon état. L'Administration des ponts et chaussées traite en moyenne 180.000 m^2 de route par an par la méthode du raclage et 130.000 à 150.000 m^2 par la technique d'enduisage superficiel. Il s'ensuit que la substitution des travaux d'enduisage/gravillonnage par la méthode du raclage entraînerait une augmentation considérable des dépenses du budget de l'État.

D'un point de vue écologique, les émissions de dioxyde de carbone sont également plus importantes pour les travaux de raclage que pour les travaux d'enduisage. En effet, les travaux d'enduisage consomment seulement un quart des matières premières par rapport aux travaux de raclage.

Question 5016 (28.09.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant l'**évaluation archéologique de nouveaux projets et travaux d'aménagement par le Centre national de recherche archéologique :**

Et ass eis zu Ouere komm, dass et bei ville Logementsprojeten zu gréissere Retarde kéim, well et ënnert anerem zimmlech laang dauere géif, bis déi obligatoresch archeologesch Evaluatioun vum Centre national de recherche archéologique (CNRA) ofgeschloss wier.

An deem Kader wollte mir der Madamm Kulturministesch follgend Froe stellen:

- Wéi vill Demandë fir eng archeologesch Evaluatioun huet de CNRA déi lescht fënnef Joer pro Mount erakritt? Wéi vill Demanden huet de CNRA am selwechten Zäitraum evakuéiert?

- Kann d'Madamm Ministesch eis soen, wéi laang et duerchschnëttlech vun der Receptioun bis zum Ofschloss vun engem Dossier dauert?

- Wat wieren d'Grënn fir eng eventuell laang Waardezäit?

- Wéi gedenkt d'Ministesch, dës eventuell Problematik ze entschäerfen?

Réponse (12.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

Tëschent 2017 an Oktober 2021 krut de CNRA eng 2.967 Demandë fir eng archeologesch Evaluatioun. Des Demandë sinn och all „evakuéiert" ginn (bis op d'Ausnam vu ganz rezenten Demanden), am Sënn, datt eng Decisioun fir Sondagen oder Fouillen oder vun enger „levée de contrainte archéologique" (wat bedeit, datt d'Potentialité archéologique, also d'Chance, archeologesch Elementer am Buedem virzefannen, geréng ass) geholl gouf.

Vun der Receptioun vun enger Demande fir eng archeologesch Evaluatioun bis zum Verschécke vun der Decisioun vum CNRA (Prescriptioun vu Sondagen oder Fouillen oder Levée vun der Contrainte archéologique) dauert et an der Reegel eng bis maximal dräi Wochen. Den Datum vun de Sondagë gëtt vum Operateur an dem Amenageur fixéiert. D'Dauer vun de Sondagen als Opération archéologique, déi aus der Evaluatioun resultéiert, ass an de meeschte Fäll bis zu fënnef Deeg, a méi seelene Fäll kann et bis zu zéng Deeg daueren. Ausnamefäll ginn et ganz wéineg a sinn duerch d'Komplexitéit vun de Projete bedéngt.

Bei méi komplexe Projeten, wou de CNRA schonn an der Planungsphas mat abezu gëtt, leeft d'Évaluation archéologique parallell an a Kooperatioun mam Aménageur, se kann also esoulaang daueren ewéi Planungsphasen, dat heescht, et kann och méi laang ewéi dräi Wochen daueren. Et kann och virkommen, datt et duerch net komplett Demandë vun der archeologescher Evaluatioun oder duerch Visitten op der Plaz mat alle Bedeelegten zu méi laangen Delaie kënnt. Weider Facteuren, déi zu Verzögerunge kënne féieren, si Prozeduren an Oplagen (zum Beispill: Beem an Hecken, déi just am Wanter däerfe geschnidde ginn oder Autorisatiounen déi feelen), an de Planning vum Operateur.

D'Problematik vun enger eventuell laanger Waardezäit gëtt am Gesetz doduerch entschäerft, dass all Projet d'office vun enger Levée de contrainte profitéiert, wann de/d'Kulturminister/esch net innerhalb vun 30 Deeg eng Prescriptioun vu Sondagen oder Fouillë gemaach huet.

Question 5017 (28.09.2021) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant la **digitalisation des permis de conduire :**

An Däitschland gëtt den digitale Führerschäin lues awer sécher Realitéit. Engem Zeitungsartikel no ass déi éischt Etapp vum digitale Führerschäin vum Kraftfahrtbundesamt a vun der Bundesdruckerei entwéckelt ginn. Iwwer eng spezifesch App kënne sech an Zukunft Leit, déi e Führerschäin hunn, hire Permis an digitaler Form ausstelle loossen a dësen digital op hirem Smartphone ofleeën. Nach ersetzt den digitale Permis dee klassesche Führerschäin net, et verspriecht ee sech dovun awer méi einfach Prozeduren, beispillsweis bei der Locatioun vun engem Auto oder beim Carsharing.

Virun dësem Hannergrond wëllt ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Gëtt zu Lëtzebuerg och un der Entwécklung vun engem Führerschäin an digitaler Form geschafft?

- Wa jo, wéi eng Institutioune respektiv Entreprisë sinn an deen Developpement involvéiert?

- Wéi eng Avantagë wäert deen digitale Führerschäin par rapport zum klassesche Permis hunn?

- Wéini kéint den digitale Führerschäin zu Lëtzebuerg operationell sinn?

- Fir de Fall, wou d'Entwécklung vum digitale Führerschäin fir Lëtzebuerg nach net ugelaf wier, wat ass de Grond fir déi Zréckhalung?

Réponse (11.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Et hunn an der leschter Zäit effektiv eng Rei europäesch Länner en digitale Fürerschäin erausbruecht oder probéiert dat ze maachen. Dëst ass zum Beispill an Däitschland oder och a Portugal de Fall. D'App huet awer an Däitschland wéinst technesche Problemer schonn no e puer Deeg nees missen zréckgezu ginn. Och Éisträich huet d'Aféierung wéinst technesche Problemer no hanne verréckelt.

Hei muss een awer ervirhiewen, datt dëst reng national Fürerschäiner sinn, déi just um Territoire national gülteg sinn, well déi europäesch Fürerschäinsdirektiv dës Form vu Fürerschäin (nach) net virgesäit. Wann een am europäeschen Ausland ënnerwee ass, muss een awer ëmmer nach e physescht Dokument bei sech hunn.

Déi europäesch Kommissioun huet fir Enn 2022 eng Modifikatioun vun der Fürerschäinsdirektiv ugekënnegt. An deem Kader soll dann och den digitale Fürerschäin europäesch gereegelt ginn, an dann och an all EU-Land gülteg sinn. D'Aarbechten um techneschen Niveau, fir ënnert anerem den technesche Standard, deen dës Führerschäiner mussen erfëlle festzeleeën, fänken elo am Hierscht zu Bréissel un.

Lëtzebuerg wäert dës Virgabe vu Bréissel ofwaarden.

Question 5025 (29.09.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**alimentation électrique de certaines gares :**

Zu Wuelmereng an zu Däitsch-Oth, wou d'CFL, also de Lëtzebuerger Staat, zwee Zuchquaie gebaut hu fir déi franséisch Frontalieren, gëtt et säit iwwert enger Woch owes kee Stroum op de Quaien. Dee gouf vun de franséischen Autoritéiten ofgespaart.

An deem Zesummenhank hunn ech follgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Leien dem Här Minister Informatioune vir, firwat déi franséisch Autoritéiten op dëse Quaien owes de Stroum ofgespaart hunn?

2. Sinn déi Lëtzebuerger Autoritéiten iwwert dës Decisioun informéiert ginn?

3. Ass den Här Minister bzw. d'Direktioun vun den CFL interveneiert, fir dëse Problem ze léisen?

4. Koum et duerch dës Decisioun zu Tëschefäll op de Quaien?

Réponse (26.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Opgrond vun enger Gesetzesännerung (loi 2019-1147 relative à l'énergie et au climat du 8 novembre 2019) a Frankräich, déi den 1. Januar 2021 a Kraaft getrueden ass, huet d'EDF (Électricité de France) de Kontrakt mat den CFL geännert an duerno déi fälleg Rechnungen op eng falsch Adress geschéckt. Well d'CFL déi Rechnungen ni kruten, konnte se net bezuelt ginn. Dofir huet d'EDF dunn de Stroum ausgeschalt.

ad 2. D'CFL sinn doriwwer informéiert ginn, dass de Kontrakt géif geännert ginn, mä dat sollt automatesch geschéien, ouni dass d'CFL do eppes hätte missen ënnerhuelen. Ewéi kee Stroum méi op de Quaie war, ass dat de Clienten an och den CFL opgefall, well ausser der Beliichtung, déi net méi funktionéiert huet, och d'Billjeesautomate keng Réckmeldung méi un den Informatikserver ginn hunn.

ad 3. Wéi de Problem bis bekannt war, hunn d'CFL direkt versicht, d'EDF ze erreechen. Dat war awer komplizéiert, well d'EDF schwéier aus dem Ausland ze erreechen ass an hire Clientssystem hallefautomatesch funktionéiert an een d'Clientsnummer muss aginn, fir eng Verbindung ze kréien. Déi Nummer gouf awer och vun der EDF geännert, wéi de Kontrakt geännert gouf. Deemno war et net méiglech, d'EDF vu Lëtzebuerg aus ze kontaktéieren. E franséische Mataarbechter vun der CFL huet du vu sengem privaten Telefon aus Frankräich d'EDF kontaktéiert. An engem Telefonsgespréich konnt de Problem du gekläert an och a kuerzer Zäit (zwee Deeg) geléist ginn.

ad 4. D'CFL krute keng Reklamatiounen zu deem Sujet an et ass och keen Tëschefall um Quai bekannt.

Question 5037 (01.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **changement d'affectation de fonds forestiers :**

Am Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 kann een am Artikel 13, Ofsaz 1, Follgendes noliesen:

Tout changement d'affectation de fonds forestiers est interdit, à moins que le ministre ne l'autorise dans un but d'utilité publique ou en vue de la restructuration du parcellaire agricole permettant une amélioration de l'exploitation concernée.

Laut enger Publikatioun vum Statec ass eise Bësch vun 91.450 Hektar am Joer 2000 op 91.400 Hektar am Joer 2010 zréckgaangen. Domat hätt Lëtzebuerg 50 Hektar manner u Bësch.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi vill Hektar Bësch goufen opgrond vum Gesetz iwwert d'Utilité publique ëmklasséiert? Aus wat fir engen anere Grënn goufen dës Bëscher ëmklasséiert?

2. Wéi vill Hektar Bësch goufen ëmklasséiert opgrond vu Restrukturatiounen am Beräich vun der Landwirtschaft?

Réponse (15.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Preliminär Remark: d'Zuelen aus besoter Publikatioun berouen op Terrainsinventaren an Héichrechnungen, woubäi den Degré d'incertitude 0,8 % beträfft. Dësen Degré d'incertitude ass iwwer zéngmol méi héich, wéi déi vermeintlech Differenz vu 50 ha. Domat kann een affirméieren, datt de Bilan vun der Gesamt-Bëschfläch zu Lëtzebuerg tëschent de Joren 2000 bis 2010 onverännert bliwwen ass.

ad 1. Am Kader vum besote Gesetz goufe 40 Projeten iwwert d'Utilité publique an der Gréngzon autoriséiert, déi zu enger Ëmklasséierung an zu enger Reduzéierung oder Zerstéierung vu 4,7 ha Bësch gefouert hunn. Dëst waren haaptsächlech Projete fir Stroossebau, Vëlospisten, Kläranlagen, Collecteuren, Quellfaassungen, Gas, Waasser- oder Stroumleitungen.

Doriwwer eraus goufen och 85 Projeten an der Bauzon autoriséiert, déi och zu enger Reduzéierung oder Zerstéierung vun 11,2 ha Bësch gefouert hunn. Dëst si ganz divers Projete vu PAP-Bauprojete bis Fussballsterrain, vu Schoule bis Privathaiser.

ad 2. Aus Grënn fir d'Landwirtschaft goufen 12 Projeten autoriséiert, déi zu enger Ëmklasséierung an zu enger Reduzéierung oder Zerstéierung vun 12,9 ha Bësch gefouert hunn.

Question 5039 (04.10.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**alimentation des animaux d'élevage :**

En 2017, le Luxembourg a cosigné, avec douze autres pays de l'UE, la « European Soya Declaration », soutenant des initiatives locales, régionales, nationales et européennes pour développer des approvisionnements durables en protéines. Parmi les revendications des signataires, on retrouve l'augmentation de la production de légumineuses adaptées aux conditions locales, en fonction des ressources naturelles disponibles, en utilisant des techniques de production durables.

Or, en ce qui concerne l'alimentation des animaux d'élevage, l'agriculture luxembourgeoise est toujours fortement dépendante du soja importé dans l'alimentation des animaux d'élevage. Selon l'étude « Current soybean feed consumption in Luxembourg and reduction capability as a basis for a future protein strategy » réalisée par l'Institut pour l'agriculture biologique et la culture agraire au Luxembourg (IBLA), l'agriculture luxembourgeoise aurait utilisé 27.453 t de soja en 2018, dont 10 % auraient été importées de l'Europe et 90 % d'outre-mer. Selon ladite étude, chaque habitant luxembourgeois aurait besoin d'une surface de 187 m² de terres arables en dehors de l'Europe pour la cultivation de soja.

L'étude propose des pistes afin d'atteindre une autarcie en matière de soja de 29 %. En outre, elle propose de profiter davantage des pâturages comme source de protéines :

"Luxembourg is a favorable grassland site with a high potential of using grassland to provide a protein source for dairy cows. Thus, nationally produced soybeans should be fed to monogastric animals and so a potential soybean autarky of 55 % for monogastric animals could be reached."[3]

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de l'étude susmentionnée ?

2) Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de l'étude ?

3) Le ministère envisage-t-il de mettre en œuvre certaines des propositions de l'IBLA et, si oui, lesquelles ?

4) La cultivation de soja ou d'autres légumineuses pour l'alimentation des animaux d'élevage a-t-elle été développée davantage au Luxembourg depuis 2017 ?

[3] Stéphanie Zimmer, Laura Leimbrock-Rosch, Marita Hoffmann et Sabine Keßler. Current soybean feed consumption in Luxembourg and reduction capability as a basis for a future protein strategy, 2020, p. 1

5) Comment le ministère envisage-t-il de promouvoir l'alimentation des vaches laitières avec moins de protéines de soja ? Avec quelles mesures l'alimentation avec herbes et foin sera-t-elle promue ?

6) Selon l'étude de l'IBLA, une réduction de la densité de bétail entraînerait une autarcie de soja plus élevée. Quelles mesures sont envisagées afin de réduire cette forte densité ?

Réponse (27.10.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le tourteau de soja est une composante de l'alimentation animale (bovins, porcs, volaille) riche en protéines. Les résultats de l'étude sous rubrique dégagent des pistes et perspectives pour une amélioration de l'autonomie protéique au niveau de l'alimentation animale. Le Ministère de l'Agriculture estime que la recherche d'une plus grande autonomie protéique devra se poursuivre en engageant plusieurs voies en parallèle, tel que préconisé par l'étude en question. L'installation de cultures de soja sur le territoire luxembourgeois constitue seulement une des pistes à suivre, vu les aléas climatiques et les exigences en termes de surfaces à mettre sous culture de soja afin de satisfaire davantage aux besoins nationaux. Le Ministère de l'Agriculture est ainsi en faveur de toute initiative visant à améliorer, directement ou indirectement, l'autonomie protéique des exploitations luxembourgeoises et à aider à surmonter, dans la mesure du possible, les difficultés et obstacles rencontrés - un des facteurs clés étant certainement aussi la rentabilité économique des cultures protéiques et la compétitivité par rapport aux protéines végétales importées. D'une façon générale, il est jugé que l'implantation des légumineuses fourragères et à grains contribue positivement à une agriculture durable au Luxembourg (réduction de l'impact climatique, des effets environnementaux, favorable pour les insectes pollinisateurs).

ad 2) - 6) L'amélioration de l'autonomie protéique est au centre des préoccupations de l'UE (« Stratégie européenne pour la promotion des cultures protéagineuses »). Le Ministère de l'Agriculture est aussi à la recherche d'une amélioration de l'autonomie protéique en matière d'alimentation animale et renforcera ses initiatives et moyens de support lors de la prochaine période de programmation (mise en place du nouveau plan stratégique national).

Plusieurs mesures sont déjà en place respectivement s'inscrivent dans le contexte du nouveau plan stratégique national :

- Dans le cadre du conseil agricole dont notamment la formulation des rations alimentaires, il est d'ores et déjà demandé aux services de conseil agricole de s'engager davantage pour un recours à des sources protéiques alternatives dont notamment une amélioration de la valorisation de l'herbe, des légumineuses (fourragères et à grains) et des oléagineux. Dans ce contexte, certains paramètres permettant de caractériser l'efficience protéique des exploitations sont indiqués au niveau des rapports comportant les formulations des rations alimentaires pour les exploitations. Aussi, l'urée du lait est un indicateur facilement mesurable pour minimiser les rejets et optimiser l'utilisation des protéines de la ration alimentaire bovine. En matière de conseil agricole, ceci constitue un paramètre clé pour la surveillance de l'efficience des rations alimentaires distribuées. L'alimentation par phase (Phasenfütterung) des monogastriques (volailles et porcs) permet d'ajuster l'apport de protéines aux besoins physiologiques des animaux. À l'avenir, une digitalisation accrue des exploitations agricoles permettra certainement d'engager davantage de mesures afin d'adapter l'alimentation aux besoins physiologiques des animaux (fine-feeding).
- La culture du soja et d'autres légumineuses à grains, tout comme la culture d'herbe, font l'objet d'essais variétaux en vue d'une amélioration de l'autonomie protéique des exploitations et plus particulièrement aussi dans un contexte de changement climatique. Il importe d'améliorer le fort potentiel herbager et de diversifier les cultures fourragères aussi dans une optique de changement climatique - les essais variétaux y constituent un élément clé afin d'orienter les agriculteurs et conseillers agricoles. Les essais variétaux et l'expérimentation en matière de pratiques agricoles en vue d'une optimisation de ces cultures constituent une préoccupation majeure du Service de la production végétale (Administration des services techniques de l'agriculture).
- La mise en œuvre du PAN-Bio avec comme objectif l'atteinte d'une surface cultivée en mode de production biologique à hauteur de 20 % d'ici à l'an 2025 (100 % en 2050) devrait contribuer sensiblement à l'atteinte d'une meilleure autonomie protéique. D'après l'étude sous rubrique (ainsi qu'à l'instar d'autres études similaires), il ressort que les exploitations biologiques atteignent généralement une meilleure autonomie fourragère et protéique comparées aux exploitations conventionnelles.
- Actuellement, certains projets de recherche (INTERREG, PEI) auxquels sont également associées des institutions et organisations luxembourgeoises telles que Convis, le Lycée technique agricole, IBLA, ... visent de loin ou de près l'amélioration de l'autonomie protéique et la transition des exploitations vers des pratiques plus agroécologiques (exemples de projets : AUTOPROT, FABulous Farmers et MéiWeed).
- Par ailleurs, concernant spécialement la culture du soja, une condition supplémentaire à la mise en place d'une filière du soja serait l'acquisition et la mise à disposition d'installations pour le « toastage » des graines et pour l'extraction de l'huile des grains de soja, afin de produire du tourteau. Ces opérations de « toastage » et d'extraction d'huile sont un préalable à l'utilisation de soja en alimentation animale. Le Ministère de l'Agriculture a mis en place des aides financières pour le développement de la filière de soja. Le projet Soja LU profite d'un soutien financier sur une période de trois ans (2021 à 2023) afin de faciliter la mise en place d'une filière soja au Luxembourg couvrant à la fois des actions au niveau de la production primaire, du stockage, de la transformation et de la commercialisation.
- Le nouveau plan stratégique national (réforme PAC) comporte plusieurs interventions qui visent une amélioration directe ou indirecte de l'autonomie protéique et fourragère des exploitations agricoles. Il s'agit notamment des interventions suivantes :

• L'aide couplée aux légumineuses sera maintenue. Elle constitue un élément clé afin de promouvoir davantage la culture des légumineuses fourragères et à grains (aussi en mélange) et de combler les risques climatiques et surmonter les obstacles financiers pour l'installation de ces cultures, tenant compte du fait que les rendements souvent plus bas de ces cultures par rapport aux cultures fourragères classiques et les variations de rendement importantes constituent un obstacle à l'essor de ces cultures, qu'il importe de surmonter par le paiement d'une aide à juste titre.
• L'installation d'une aide encourageant la réduction de la charge de bétail bovin devrait sensiblement contribuer au déstockage partiel des troupeaux et favoriser ainsi une amélioration de l'autonomie fourragère des exploitations agricoles.
• L'installation d'une aide en faveur de la rotation des cultures comprend, entre autres, l'introduction de légumineuses dans la rotation. L'intégration d'une culture protéagineuse annuelle permet en plus de diminuer l'apport d'azote de la culture successive.
• L'installation d'une aide favorisant la mise à l'herbe des bovins s'inscrit également dans un objectif d'amélioration de la valorisation de l'herbe, donc de l'autonomie fourragère et protéique des exploitations. Dans la prochaine période de programmation, cette mesure sera étendue à toutes les catégories de bovins.
• Plusieurs autres mesures d'extensification et d'écologisation qui promeuvent les surfaces d'intérêt écologique et la diversification des cultures ainsi que l'encouragement de la production horticole contribuent également à une amélioration de l'autonomie protéique.
• À noter aussi que les protéines végétales font de plus en plus partie de la consommation humaine. La mise en place d'une politique alimentaire (projet de loi relative à la politique alimentaire) visant l'installation de systèmes alimentaires durables devrait aussi contribuer sensiblement à l'atteinte des objectifs visés, s'inscrivant parfaitement dans la stratégie « Farm to fork » et le « Europen Green Deal ».

Question 5043 (04.10.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant la **vente de terrains par les communes :**

Au vu de l'urgence en matière de logements, l'actuel Gouvernement mise sur l'expansion conséquente du parc immobilier des communes et de l'État. Pour atteindre cet objectif, la vente de logements abordables et de terrains sera strictement limitée aux cas d'exception, sachant que seulement 10 % du potentiel foncier destiné à l'habitat appartient à des entités publiques.

La commune de Helperknapp a opté pour une approche différente en annonçant la mise en vente de 55 terrains à bâtir viabilisés à Boevange et se trouvant dans sa propriété. Le prix moyen retenu par are est de 80.000 €.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) L'approche de la commune de Helperknapp ne contrecarre-t-elle pas la politique du Gouvernement qui consiste notamment à agrandir le parc immobilier public ?

2) Madame la Ministre a-t-elle approuvé l'opération immobilière en question ?

3) Combien de ventes immobilières publiques Madame la Ministre a-t-elle approuvées voire refusées aux communes depuis 2019 ?

Réponse (08.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Dans le contexte de la lutte contre la pénurie de logements et la hausse des prix de l'immobilier au Luxembourg, certaines communes font le choix de mettre en vente des terrains leur appartenant en vue de leur affectation à la construction de logements. Or, le conseil communal est libre de délibérer sur la cession d'un bien immobilier lui appartenant, pour autant que le bien immobilier en question relève du patrimoine privé de la commune et que cette opération répond à un intérêt communal, conformément à l'article 28 de la loi communale du 13 décembre 1988 telle que modifiée.

Dans le cadre du contrôle effectué en vertu de l'article 106 paragraphe 2 de la loi communale telle que modifiée, les délibérations portant sur les opérations immobilières à effectuer par les autorités communales sont contrôlées quant à leur légalité et leur conformité à l'intérêt général. Sont par exemple considérées contraires à la loi et à l'intérêt général et donc susceptibles d'un refus d'approbation des opérations d'achats/ventes de fonds immobiliers destinées à la création de logements et dont le but serait la seule recherche du profit.

Or, en l'occurrence, les opérations immobilières concernées ne peuvent être qualifiées d'opérations immobilières de type achats/vente dans la mesure où les parcelles concernées appartiennent, d'après mes informations, à la commune de Helperknapp dès l'origine du cadastre.

Pour sensibiliser davantage les communes en ce qui concerne la nécessité de développer le patrimoine immobilier des communes dans le cadre du développement du logement abordable, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère du Logement lanceront un processus partagé pour l'élaboration de recommandations et de critères de référence portant sur la mise en vente des terrains à bâtir. Il est fortement conseillé aux communes de ne pas céder leur patrimoine immobilier et d'avoir recours à l'emphytéose et de prévoir, en cas de vente terrains, un droit de préemption en leur faveur.

En ce qui concerne plus particulièrement le projet de la commune de Helperknapp, mes services ont reçu le règlement communal portant sur l'élaboration des critères de vente, qui n'est pas sujet à approbation. Le Ministère de l'Intérieur n'a pas encore reçu les transactions immobilières qui en découlent et qui sont soumises à approbation si la valeur en dépasse 50.000 euros.

Pour l'année 2019, 55 ventes immobilières ont été transmises au Ministère de l'Intérieur contre 56 en 2020. La pertinence de ces chiffres est cependant à relativiser dans la mesure où ces transactions ne concernent pas toutes la vente de terrains à bâtir. Aucune de ces ventes n'a fait l'objet d'un refus d'approbation.

Question 5044 (04.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **fermeture régulière du passage à niveau des CFL près de la gare de Diekirch :**

La fermeture régulière du passage à niveau des CFL près de la gare de Diekirch provoque tous les jours des files d'attente regrettables. Il n'est donc pas surprenant que, depuis des années, des politiques de la région proposent de réaménager le quai de la gare le long du parking du centre de rencontres « Al Seeërei » afin de mettre fin à ce problème.

Comme il ressort de la réponse à la question parlementaire n° 2809 du 14 septembre 2020, le projet de parking relais initial aurait été revu afin d'y intégrer la suppression du passage à niveau en question et la requalification de l'entrée de ville.

L'objectif du nouveau concept consisterait notamment à y développer un pôle d'échange mixte et à valoriser le quartier de la gare en améliorant les connexions piétonnes entre le centre-ville, les gares routière et ferroviaire et les différents quartiers d'habitation.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelle a été l'évolution du nombre de voyageurs sur l'antenne ferroviaire Ettelbruck–Diekirch depuis 2015 ?

Combien de personnes y prennent régulièrement le bus ?

2) Comment les voyageurs se répartissent-ils sur les différentes plages horaires ?

3) Durant combien de minutes les demi-barrières sont-elles fermées en moyenne en distinguant selon les jours ouvrables et le week-end ?

4) Ne serait-il pas opportun de déplacer le quai de la gare de Diekirch aux environs de l'ancienne scierie afin de supprimer enfin le carrefour formé par la ligne ferroviaire et la rue de l'industrie ?

5) Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur l'état d'avancement des études de faisabilité du nouveau concept du parking relais en question ? Dans quel laps de temps les travaux y relatifs pourraient-ils être abordés voire finalisés au plus tard ?

Réponse (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Pour la période du 14.09.2020 au 14.09.2021, les deux arrêts de bus situés à la gare de Diekirch étaient desservis par 38 lignes de bus ayant effectué le tracé Diekirch–Ettelbruck, respectivement Ettelbruck–Diekirch, à savoir :

- 29 lignes RGTR ;
- 8 lignes de bus scolaires ;
- 1 ligne de substitution (SEV).

En moyenne, le pourcentage des bus équipés d'un compteur automatique de voyageurs (CAV), permettant le recensement du nombre de personnes à bord, était de 41 % pour les lignes susmentionnées.

Au total, 550.771 voyageurs ont été comptés dans les bus équipés d'un CAV lors de leur passage aux arrêts de bus à la gare de Diekirch. En extrapolant le taux d'équipement CAV à 100 % pour toutes les 38 lignes, il peut être estimé que quelque 700.000 voyageurs ont effectué le tracé Ettelbruck–Diekirch, respectivement Diekirch–Ettelbruck entre le 14.09.2020 et le 14.09.2021, par bus.

Pour la période de janvier 2015 à septembre 2018, aucun bus n'a été équipé d'un CAV, des statistiques n'existent donc pas. Vu que la période 2019 - 2020 a été fortement perturbée par la pandémie et les mesures sanitaires mises en place dans les bus, les services de l'ATP ont pris la période 14.09.2020 - 14.09.2021 comme référence.

Concernant les voyageurs par train, les statistiques suivantes ont été compilées par comptage :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Pendant les heures de pointe (06.00-09.00/16.00-19.00), 231.567 voyageurs ont été comptés dans les bus équipés d'un CAV sur l'une des 38 lignes susmentionnées pendant la période du 14.09.2020 au 14.09.2021.

Pendant les heures creuses (09.00-16.00/19.00-06.00), 319.204 voyageurs ont été comptés dans les bus équipés d'un CAV sur l'ensemble des 38 lignes susmentionnées pendant la période du 14.09.2020 au 14.09.2021.

Pour la répartition des voyageurs dans le transport par trains, la situation représentative d'avant la crise sanitaire (2019) est la suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Un cycle entier (fermeture, ouverture) dure en moyenne 2,5 minutes. Les jours ouvrables (lu - sa), le passage à niveau est fermé pendant 10 minutes par heure. Les dimanches, le passage à niveau (PN) est fermé 5 minutes par heure de 06.00 à 12.00 heures et 10 minutes par heure de 12.00 à 24.00 heures.

ad 4) Le concept horaire à long terme (2029) nécessite deux voies à quai en gare de Diekirch afin que les trains puissent s'y croiser. Comme il est également prévu de faire circuler des trains plus longs (neufs caisses) qui ont une longueur de l'ordre de 250 m et compte tenu de la distance de sécurité prescrite entre les signaux de sortie et le talon de l'appareil de voie, le déplacement du quai de la gare de Diekirch en direction d'Ettelbruck en amont du passage à niveau PN111d n'est techniquement pas faisable.

ad 5) L'État mettra la surface nécessaire pour la construction du parking relais à disposition de la Ville de Diekirch qui sera par la suite maître des études et de la construction du parking.

Question 5045 (04.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant les **accidents sur la route liés à la drogue :**

Ganz rezent gouf eng Persoun vun engem Camion ugestouss an ass un de Suitte vun hire Blessurë verstuerwen. De Camionschauffer huet missen een Drogeschnelltest maachen, deen dunn och positiv ausgefall ass.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, wéi vill Accidenter op positiv Drogentester zeréckzeféiere sinn? Wéi vill dovun op Cannabis?

- Wéi vill vun dësen Accidenter sinn déidlech ausgaangen?

- Wat waren d'Konsequenze vun deenen Accidenter fir déi drogéiert Chaufferen?

Réponse commune (10.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Follgenden Tableau gëtt eng Iwwersiicht iwwert d'Accidenter ënnert Drogenafloss an deene leschte Joren, bei deene Persounen zu Schued komm sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et kann een dësem Tableau also enthuelen, datt et an de Joren 2015 bis 2020 15 déidlech Accidenter a 46 Accidenter mat schwéier Blesséierte gouf, bei deenen de Chauffer ënnert Drogenafloss gefuer ass.

Am selwechten Zäitraum si wéinst Fueren ënnert Drogenafloss follgend Punkten op dem Fürerschäin ofgeholl ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Des Weidere goufen no Drogenanalysen, déi vun der Commission médicale des permis de conduire vum Mobilitéitsministère gefrot goufen, 710 Fürerschäiner am Zäitraum 2015-2020 agezunn.

Well aus der parlamentarescher Ufro net ervirgeet, op wéi eng Joren sech déi gestallte Froe bezéien, hunn d'Justizautoritéiten, souwäit wéi et méiglech war, d'Zuele vun de Joren 2015 bis 2020 zesummegedroen, déi sech esou presentéieren:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 5047 (05.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant le **recrutement dans la magistrature :**

Vu datt d'Lëtzebuerger Justizwiese mat gréissere Rekrutementsproblemer konfrontéiert ass, huet d'Madamm Justizminister rezent annoncéiert, e Gesetzesprojet auszeschaffen, fir kënne méi Justizreferendairen anzestellen. Nei ass hei virun allem, datt d'Lëtzebuerger Nationalitéit net méi gefrot ass, fir déi genannte Posten ze besetzen. Et wier deemno esou, datt d'Kandidate just nach déi dräi administrativ Sprooche beherrsche mussen. Dëst ass virun allem dowéinst problematesch, well d'Justiz jo als eng Fonction régalienne vum Staat consideréiert gëtt, also als eng hoheitsrechtlech Funktioun, där hir Ausübung normalerweis Leit virbehalen ass, déi déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn. Sollten net genuch Kandidate fonnt ginn, déi déi dräi administrativ Sprooche beherrschen, esou gesäit d'Regierung souguer vir, Kandidaten unzehuelen, déi dës elementar Sproochekonditioun net erfëllen.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Madamm Justizminister, den Här Bausseminister, den Här Minister fir den ëffentlechen Dénscht, den Här Verdeedegungsminister an den Här Minister fir déi bannenzeg Sécherheet:

1. Wéi eng Instanz kontrolléiert, datt d'Kandidate fir d'Funktioun vum Justizreferendaire och effektiv déi dräi administrativ Sproochen op héijem Niveau beherrschen? Wéi eng Sproocheenniveaue sinn iwwerhaapt, opgeschlësselt no deenen dräi offizielle Sproochen, gefrot?

2. Gouf déi uewe beschriwwen Decisioun iwwerhaapt mat den zoustännege Justizinstanzen an de representative Gewerkschaften aus dem ëffentlechen Déngscht am Virfeld diskutéiert? Wa jo, wéi war hei d'Reaktioun?

3. Ass et an den Ae vun der Madamm Justizminister net problematesch, datt ee Justizreferendaire net méi brauch Lëtzebuerger ze sinn, vu datt et sech jo hei ëm eng Fonction régalienne handelt?

4. Kann dëst e Prezedenzfall fir aner Beräicher sinn, zum Beispill fir d'Diplomatie oder d'Force publique (Arméi a Police)?

Réponse commune (09.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Froe betreffen de Gesetzesprojet N° 7863 iwwert d'Justizreferendairen, deen den 23. Juli 2021 op den Instanzewee geschéckt ginn ass.

An der Sëtzung vum 22. September 2021 vun der parlamentarescher Justizkommissioun ass de Gesetzesprojet N° 7863 presentéiert ginn, wou all dës Froen diskutéiert konnte ginn.

Well déi legislativ Prozedur nach en cours ass, an déi honorabel Deputéiert zu all Moment, bis den Dag vum Vott, hir Froe kënnen am Parlament stellen, ass et awer onüblech, dass nach parallell eng parlamentaresch Fro gestallt gëtt.

ad 1. De Gesetzesprojet N° 7863 gesäit kee spezifesche Sproocheregimm vir.

Den allgemenge Sproocheregimm aus dem ëffentlechen Déngscht ass fir d'Justizreferendairen applikabel.

ad 2. De Justizministère huet de Gesetzesprojet N° 7863 an enker Zesummenaarbecht mat de Justizautoritéiten ausgeschafft.

ad 3. D'Missioun vun de Justizreferendairen ass fir d'Magistraten ze assistéieren. D'Justizreferendairen hu keng eegen Entscheedungsgewalt. Si schaffen exklusiv op Instruktioun an ënnert der Kontroll vun de Magistraten.

ad 4. Nee.

Question 5050 (06.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant les **voitures électriques :**

Le Statec publie régulièrement les chiffres concernant les nouvelles immatriculations de voitures au Luxembourg, notamment en distinguant par type de carburant. Ainsi pour l'année 2020, le Statec recense 2.473 voitures 100 % électriques qui ont été immatriculées pour la première fois au Luxembourg. Ce chiffre correspond environ à 5,4 % des nouvelles immatriculations. Pour la première moitié de l'année 2021 (janvier 2021 à juin 2021), 2.071 voitures 100 % électriques ont été immatriculées pour la première fois au Luxembourg, ce qui correspond à environ 8,2 % des nouvelles immatriculations sur la même période.

Cependant, la consommation en énergie peut varier énormément selon les différents types de modèles. Partant, je voudrais vous poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Pouvez-vous me donner le nombre de voitures 100 % électriques nouvellement immatriculées séparément pour les années 2019, 2020 et pour la première moitié de 2021, en classifiant ces chiffres selon la consommation d'énergie électrique des voitures en fonction de la grille ci-dessous ?

< 12 kWh/100 km
de 12 kWh/100 km à < 14 kWh/100 km
de 14 kWh/100 km à < 16 kWh/100 km
de 16 kWh/100 km à < 18 kWh/100 km
de 18 kWh/100 km à < 20 kWh/100 km
de 20 kWh/100 km à < 22 kWh/100 km
de 22 kWh/100 km à < 24 kWh/100 km
de 24 kWh/100 km à < 26 kWh/100 km
≥ 26 kWh/100 km

Le programme gouvernemental « clever primes » prévoit des subventions publiques directes pour l'achat d'un véhicule 100 % électrique et a été modifié à deux reprises depuis 2019.

2) Pouvez-vous m'indiquer, pour les subventions des voitures ou camionnettes 100 % électriques, le nombre de demandes accordées et les montants accordés en différenciant selon les trois régimes différents (01.01.2019 - 10.05.2020/11.05.2020 - 31.03.2021/01.04.2021 - date la plus récente) ?

3) Pouvez-vous me donner le nombre de demandes, pour les subventions des voitures ou camionnettes 100 % électriques, introduites depuis janvier 2019 par des personnes physiques et le nombre de demandes introduites depuis janvier 2019 par des personnes morales ?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite recevoir des informations au sujet du nombre de voitures 100 % électriques nouvellement immatriculées pour les années 2019, 2020 et pour la première moitié de 2021.

Le tableau ci-dessous représente depuis 2019 les premières immatriculations de voitures à personnes 100 % électriques au Luxembourg et ceci selon leur consommation énergétique en kilowattheures (kWh) par 100 kilomètres :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) Le tableau suivant indique le nombre de demandes accordées et le montant des aides versées pour les voitures automobiles 100 % électriques :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne le régime relatif à la période du 1er avril au 21 octobre 2021, un certain nombre de demandes d'aides (165 demandes) sont en cours de traitement et les premiers paiements pourront être opérés prochainement. En effet, il s'agit de noter que selon les dispositions de l'article 1er du règlement grand-ducal modifié du 7 mars 2019 - portant introduction d'une aide financière pour la promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO_2 - modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, la date de commande détermine le régime d'aide applicable et les paiements ne peuvent être opérés qu'après immatriculation. Vu que les délais de livraison des voitures électriques ont été de plusieurs mois ces derniers temps, les premières demandes en liquidation pour voitures commandées depuis le 1er avril 2021 n'ont pu être émises que récemment. Par ailleurs, les demandes pour les voitures immatriculées au nom d'une personne morale, du 1er avril au 21 octobre 2021, n'ont pas encore été introduites, étant donné qu'un délai de sept mois à partir de la date d'immatriculation doit être respecté.

Le nombre de demandes accordées et le montant des aides versées pour les camionnettes 100 % électriques sont repris dans le tableau ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Finalement, le tableau suivant indique le nombre de demandes pour des subventions des voitures ou camionnettes 100 % électriques introduites depuis janvier 2019 par des personnes physiques ou morales :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Cependant, il est important de signaler que les véhicules immatriculés au nom de personnes morales ne sont pas seulement des voitures de sociétés qui peuvent être mises à disposition à des fins non professionnelles par l'employeur au salarié, mais il peut aussi s'agir de véhicules soumis à un régime de leasing financier. Il s'agit ici d'un contrat de crédit-bail où en principe le prix d'acquisition du véhicule loué, ainsi que les frais accessoires et financiers sont payés pendant la durée de location.

Question 5052 (07.10.2021) de **M. Léon Gloden** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **prime informatique :**

Laut dem „Règlement du Gouvernement en conseil du 11 mars 1994 concernant la prime d'informatique", gesäit deen am Artikel 5 ënner anerem Follgendes vir: « La prime d'informatique est fixée à a) 12 points indiciaires pour les opérateurs détenteurs du diplôme d'opérateur, […]. »

Eisen Informatiounen no kréien awer weeder d'Operateure vum CITA (contrôle et information du trafic sur les autoroutes), nach déi vum 113 (a vun de jeeweilege Policeregiounen) an och net déi vum 112 déi genannte Primmen. Dat obwuel se allegeurten eng spezifesch a komplex Ausbildung als Operateur ofgeschloss hunn an hir Aarbecht quasi nëmmen op Informatik berout (ELS, RENITA Funk, Telefon, verschidden Datebanken, spezifesch Programmer asw.).

Dobäi géif eisen Informatiounen no eng einfach administrativ Validatioun vun hirer Qualifikatioun als Operateur zesumme mam CTIE duergoen, fir déi genannte Primmen ze bewëllegen, vu dass de gesetzleche Kader scho besteet.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatioune bestätegen, dass kee vun deenen Agenten déi genannte Primme kritt? Wa jo, firwat?

2. Gedenkt d'Regierung an deem Fall dat ze änneren an déi genannte Primmen ze bewëllegen? Wann nee, firwat?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique, Ministre délégué à la Digitalisation,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

D'geännert Gesetz vum 20. Abrëll 2009 iwwert den Opbau vum Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) gesäit vir, dass all déi Fonctionnairen an Employéen, déi un der Etüd, der Konzeptioun, dem Entwéckelen, der Organisatioun, der Realisatioun, dem Bedreiwen oder der Maintenance vun informatesche Léisunge schaffen, eng Prime informatique kënne kréien. D'Benotze vun enger informatescher Plattform, esou wéi am Fall vun den Operateure vum Contrôle et information du trafic sur les autoroutes (CITA), vun deene vum 112 oder vum 113, ass hei net viséiert. Duerch dëse Fakt ass och den Artikel 1 vum uewe genannte Reglement net erfëllt.

Wat spezifesch d'Police ubelaangt, hunn deemno d'Operateure vum CIN (113) a vun deene jeeweilege Policeregioune kee Recht op eng Prime informatique.

Ausserdeem ass ze betounen, dass d'Operateure vum CITA net berechtegt sinn, fir eng Primm am Sënn vum Artikel 5 vun dem genannte Reglement ze kréien, dëst well den Dispatching vum CITA keen agreéierte „Service informatique" ass. Zousätzlech ass ze vermierken, dass kee vun den Operateuren Detenteur vun engem „Diplôme opérateur" ass, well esou een Diplom net fir hir Aktivitéit verlaangt gëtt.

Question 5055 (07.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**impact de la pandémie Covid-19 sur le sport :**

D'Covid-19-Pandemie hat e groussen Impakt op de Sport. Zanter dem éischte Lockdown hätte vill Erwuessener, Jugendlecher a Kanner opgehalen, reegelméisseg Sport ze dréiwen.

D'Regierung huet an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3083 annoncéiert, datt se nach keng verlässlech Zuelen hätt, wat d'Statistiken ubelaangt betreffend dem Impakt vun der Coronakris op de Sport. Allerdéngs hätt de Ministère am Juni 2020, a „Collaboratioun mam COSL, d'Lunex University vun Déifferdeng mat enger Studie beoptraagt, fir den Impakt vun der Covid-19-Pandemie op déi Lëtzebuerger Sportswelt ze identifizéieren". De Minister huet des Weideren uginn, datt „an deem Kontext Table-rondë mat Vertrieder vu Verbänn a Veräiner organiséiert ginn. Éischt Resultater ginn dann ufanks nächst Joer erwaart."

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, ob déi ugekënnegt Table-rondë mat Vertrieder vu Verbänn a Veräiner mëttlerweil organiséiert gi sinn a wa jo, wat dobäi erauskomm ass?

- Kann d'Regierung opklären, ob déi annoncéiert Studie, fir den Impakt vun der Covid-19-Pandemie op déi Lëtzebuerger Sportswelt ze identifizéieren, scho gemaach ginn ass?
• Wann deem esou ass, wat sinn d'Resultater vun döser Etüd, respektiv kann de Minister verlässlech Zuelen nennen, wat d'Statistike betreffend dem Impakt vun der Covid-19-Kris op de Sport ugeet?
• Am Fall wou dës Etüd nach net clôturéiert ass, wou ass se drun a wéini gedenkt de Minister se fäerdeg ze hunn?

Réponse (08.11.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Déi honorabel Deputéiert stellt Froen iwwer eng Etüd vun der Lunex University, déi ech effektiv a menger Äntwert vum 3. Dezember 2020, op hir Fro N° 3083 iwwer den Impakt vun der Coronakris op de Sport, ernimmt hat an déi e Bestanddeel vum „Plan de relance sport" vum Juni 2020 war.

D'Resultater vun där Etüd, déi op Basis vu Sondagen an Table-ronden ënnert a mat Verbänn a Veräiner, an der Period tëschent Juni 2020 a Februar 2021, vun der Lunex University gemaach ginn ass, goufen den 29. Juni 2021 vu mir selwer per Visiokonferenz an der Sitzung vun der zouständeger Chamberskommissioun virgestallt, an dëst a Presenz vun der honorabeler Deputéierten, déi a besoter Sitzung eng Fro gestallt huet, esou ewéi dat och op der Säit 4 am Procès-verbal vun der Sitzung nozeliesen ass.

Ech hunn allerdéngs an där Sitzung net nëmmen déi Etüd virgestallt, mee och schonn direkt d'Konsequenzen an d'Suitten, déi d'Regierung aus der Etüd gezunn huet, presentéiert. Dës goufen deemools am „Plan relance Sport 2.0" festgehalen, deen iwwregens och den 29. Juni 2021, dee selwechten Dag also, an enger Videokonferenz, der Press virgestallt gouf an deem seng Moossnamen nach bis den 31. Dezember 2021 gëllen.

Question 5057 (07.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant la **sécurité routière autour du Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf :**

Il me revient que, suite à l'ouverture des nouveaux bâtiments du Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf, nombre d'automobilistes garent ou se voient obligés de garer leurs voitures le long de la N14 à l'entrée de la ville de Diekirch en venant de Larochette. Il va sans dire que ces stationnements sont à l'origine de problèmes de sécurité, en particulier dans le virage près de l'entrée du quartier « Schleed ». Il m'a en effet été signalé que tous les jours ouvrables, précisément le matin et l'après-midi, des automobilistes, après avoir quitté leurs voitures, marchent ainsi le long de la route nationale pour joindre les bâtiments du LTA et vice versa.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de cette problématique et peut-il en fournir des détails ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre serait-il disposé, le cas échéant, à agrandir le parking existant près du LTA afin de remédier à cette situation qui est à l'origine de maintes insécurités ?

Réponse (08.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Depuis la mise en service du nouveau Lycée technique agricole (LTA) à Gilsdorf le 15 septembre dernier, il s'avère en effet que des automobilistes stationnent leurs véhicules le long de la route nationale N14 à proximité du nouveau giratoire d'accès, majoritairement sur une petite zone de repos publique au bord de la route pour alors poursuivre leur chemin à pied en direction du lycée. Après une distance de quelque 300 m, les piétons arrivent au trottoir aménagé depuis le nouveau giratoire jusqu'au site scolaire.

ad 2) Conformément à l'objectif global du Gouvernement de promouvoir la mobilité douce et durable et le recours au transport en commun, des emplacements de stationnement pour élèves ne sont pas prévus dans le programme de constructions des lycées. Les emplacements de stationnement aménagés près des nouveaux lycées sont uniquement à disposition des enseignants, du personnel technique et administratif et de visiteurs. Tout en s'alignant à ce principe, un parking avec 100 emplacements a été construit près du nouveau LTA.

Pour assurer aux élèves l'accès au LTA sans avoir besoin de leurs voitures privées, des quais de bus pour le transport scolaire, ainsi qu'un chemin pour piétons depuis Diekirch ont été aménagés sur le campus.

Au vu de ce qui précède, il n'est pas prévu d'agrandir le parking existant ; l'aménagement d'une zone de parking supplémentaire se ferait par ailleurs au détriment des surfaces vertes actuellement dédiées aux activités pédagogiques du lycée.

Question 5058 (08.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **abus sexuels au sein des communautés religieuses :**

A Frankräich huet eng onofhängeg Ënnersichungskommissioun Fäll vu Pedokriminalitéit an der katoulescher Kierch ënnersicht. Duerch 2,5 Joer Recherchë vun deelweis 70 Joer alen Donnéeën hunn déi Fräiwëlleg vun der Kommissioun Sauvé iwwert 300.000 Affer fonnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Cultes dës Froe stellen:

1. D'Affer vu (sexuellem) Mëssbrauch duerch d'Membere vun der kathoulescher Kierch kënnen sech iwwert Telefon (621-676349) oder E-Mail (fiirech-do@cathol.lu) bei der Kierch mellen oder, esouwéi och all aner Affer vu Gewalt, iwwert déi staatlech Hotline (20601060) vu violence.lu Hëllef kréien. Wéi ginn aner Glawensgemeinschafte mat dësem Theema ëm? Hunn aner Glawensgemeinschaften och spezifesch Points de contact?

2. Denkt d'Regierung, dass hei weider Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Affer néideg sinn?

3. Gëtt an den Ae vun der Regierung genuch gemaach, fir Fäll vu Mëssbrauch duerch d'Kierch opzedecken?

Réponse (08.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Cultes :*

D'Regierung huet keng Informatiounen iwwer vergläichbar Faiten an anere Glawensgemeinschaften zu Lëtzebuerg.

Wat den Ëmgank mat dësem Theema ugeet, hunn nieft der kathoulescher Kierch, esouwéi an der Fro selwer scho preziséiert, och verschidden aner Relioungsgemeinschafte vergläichbar intern Ulafstellen.

D'Regierung rappeléiert, datt et strofrechtlech Prozeduren a staatlech Hotlinë ginn, fir sech döser Thematik unzehuelen.

Question 5059 (07.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **réaménagement de la route nationale 364 suite aux inondations de juillet 2021 :**

Bei de schroen Héichwaasser vum 14.-16. Juli goufen hei am Land eng Rei Stroossen an ëffentlech Infrastrukture schwéier beschiedegt, dorënner och d'Nationalstrooss 364, déi d'Uertschaft Bäerdref mam Grondhaff an domat och mat der Dikrecher Strooss Richtung Nordstad verbënnt. No mengen Informatiounen, gouf der Gemeng Bäerdref vun de Verantwortleche vu Ponts et chaussées zougeséchert, datt d'Strooss bis zum Schoulufank de 15. September nees soll opgoen. Wéi mëttlerweil gewosst ass, hunn d'Aarbechten opgrond vun interministeriellen Differenzen iwwert d'Finanzéierung awer nach guer net ugefaangen. D'Repercussioune fir de Privat- a Schoultransport falen entspriechend aus.

Duerfir géif ech dem Här Infrastruktur- an Transportminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Virgäng confirméieren? Wann net, wéi reagéiert hien dorop?

2. Wéi ee Montant gouf fir de Reamenagement vun där uewe genannter Strooss envisagéiert? Ënnert wéi engem Budgetsartikel sollten dës Sue fléissen?

3. Fir wéini soll d'Strooss opgrond vun deene beschriwwenen Entwécklungen nees opgoen? Wéi vill sollen dës Aarbechte kaschten an ënnert wéi engem Budgetsartikel sollen d'Sue schlussendlech fléissen? Wéi ee Ministère trëtt als Bauhär op?

4. Kann den Här Minister eng generell Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi eng Stroosse vum Héichwaasser betraff waren, bis wéini se solle gefléckt ginn, ob den ursprénglechen Delai kann agehale ginn a wéi vill déi eenzel Reamenagementer kaschten? Kann den Här Minister fir déi Fäll, wou den ursprénglechen Zäitplang net kann agehale ginn, den neien Datum preziséieren?

Réponse (10.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Bei de schroen Héichwaasser Mëtt Juli ass et zu enormen emotionalen a materielle Schied komm. Donieft sinn eng sëllege Stroossen a Vëlospisten, wéi och aner staatlech Infrastrukturen, net verschount bliwwen, wat ënner anerem fir d'Stroossebauverwaltung ee logisteschen, administrativen an techneschen Aarbechtsopwand mat sech bruecht huet.

Ëm déi 180 Stroossen a Verwaltungssitten hu misse gespaart, geraumt an dono gebotzt ginn. Niewent der Onmass vu Bulli a Waasser, ass op ville Plazen och en Äerdrutsch entstanen, deen zu weidere Probleemer gefouert huet. Stëtzmauere sinn an de Koup gefall. Brécken, Häng a Remblaisen hu misse kontrolléiert ginn. Ëmgefale Beem hu missen aus der Strooss geraumt an Deviatiounen hu missen opgestallt ginn. Trotz de schwieregen Ëmstänn, konnt ee Groussdeel vun de Stroossen dono erëm relativ séier fir de Verkéier zougänglech gemaach ginn. Leider ginn et awer och eng Rëtsch Stroossen, wou de Schued esou grouss ausgefall ass, dass gréisser Aarbechte musse gemaach ginn a Verbindung mat zousätzlechen Expertisen a bautechneschen Etuden.

Et ass och ze ënnerstäichen, dass bei Naturkatastrophen ëmmer mat Nowierkungen ze rechnen ass. Doduerch kann de „Bilan final" zum kompletten Ausmooss vun de Schied, déi entstane sinn, nëmmen zu engem spéideren Zäitpunkt verlässlech gemaach ginn. Et kann also ëmmer virkommen, dass d'Prioritéiten sech am Verlaf änneren, an aner Stroosse musse virgeholl gi wéi déi, déi am Ufank virgesi waren.

Bei deene méi komplizéierte Fäll hunn déi grouss Stroossenaarbechten, déi schonn deelweis amgaange sinn, am Virfeld misse koordinéiert an am Detail geplangt ginn. Dozou gehéiert, nieft dem Festleeë vu Prioritéiten, ënner anerem och d'Opdeele vun den ëffentleche Gelder, d'Ufroe vun Offere bei den Entreprisen an d'Ufroe vun Ëmweltgeneemegungen. Et ass evident, dass mat de verfügbare Ressourcen a finanzielle Moyenen net alles matenee ka gemaach ginn.

Wat den CR364 betrëfft, sinn 300.000 € HTVA fir de Reamenagement a 60.000 € HTVA fir d'Etude virgesinn. D'Dauer fir déi reng Bauaarbechte beleeft sech op sechs bis aacht Wochen a se ginn iwwert de Budgetsartikel 51.2.73.015 „Glissements de terrain" bezuelt. De Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten ass de Bauhär. Duerch divers Facteuren (Ëmweltgeneemegungen, bautechnesch Etuden etc.) ass et net méiglech, ee genauen Datum ze annoncéieren, wéini d'Strooss erëm fir de Verkéier zougänglech ass.

Den annexéierten Tableau summéiert all d'Stroossen, déi wéinst dem Héichwaasser gemellt goufen, respektiv un deenen nach gréisser Aarbechte gemaach musse ginn. Zousätzlech sinn déi ongeféier Käschten an déi approximativ Dauer vun den Aarbechten am Tableau resuméiert. Wéinst der grousser Unzuel vu Stroossen, a wéinst méiglechen Imprevuen, kann een zu dësem Zäitpunkt net soen, wéini wéi eng Stroossen erëm fir de Verkéier opginn.

Déi zoustänneg Servicer vun der Stroossebauverwaltung viséieren awer, dass déi betraffe Stroossen an engem Joer erëm wéi gewinnt befuerbar sinn, dëst natierlech an Ofhängegkeet zu de genannte Facteuren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5061 (08.10.2021) de **M. Gusty Graas** *(DP)* concernant l'**expulsion des Hazaras par les talibans :**

Selon une investigation de la chaîne d'information BBC, la minorité hazara serait à nouveau persécutée en Afghanistan. Des centaines de personnes de la communauté chiite hazara seraient expulsées de leurs maisons par le groupe taliban sous le prétexte qu'ils y habiteraient illégalement.

Les talibans ayant récemment considéré de prendre la parole aux Nations Unies, leurs actions et leur politique font preuve d'une mentalité qui va à l'encontre des principes de la charte de ce forum dédié au maintien de la paix, de la dignité et de l'égalité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Les échanges diplomatiques étant d'une importance non négligeable au niveau des politiques internationales, Monsieur le Ministre le considère-t-il concevable que le Gouvernement taliban s'exprime au sein des Nations Unies au futur ?

2) Telles les opérations militaires en Afghanistan lors de la prise de pouvoir des talibans en août de cette année, est-il prévu d'intervenir et de venir au secours de la minorité hazara à ce stade ?

Réponse (09.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

ad 1) En septembre dernier, les talibans ont envoyé une lettre au Secrétaire général de l'ONU pour demander d'avoir la parole lors de la session de l'Assemblée générale de l'ONU, en proposant leur porte-parole officiel, M. Suhail Shaheen, en tant que Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'ONU, revendiquant ainsi le mandat actuellement attribué à Ghulam Isaczai, qui fut nommé par le Président Ashraf Ghani.

En cas de divergence sur l'octroi d'un siège à l'ONU, le dossier est renvoyé à la Commission de vérification des pouvoirs, composée de neuf États membres de l'ONU, qui soumet ensuite un rapport à l'Assemblée générale. La question de la représentation diplomatique de l'Afghanistan à l'ONU pourra être considérée au plus tôt par la Commission de vérification des pouvoirs lors de sa prochaine réunion qui devrait avoir lieu ce mois-ci.

À noter que dans le passé, les membres de la Commission de vérification des pouvoirs se sont souvent abstenus de trancher sur le fond des demandes relatives à la représentation diplomatique d'un État membre, en renvoyant la question à l'Assemblée générale pour que celle-ci se prononce lors d'un vote.

ad 2) Suite à la prise de pouvoir des talibans mi-août de cette année, le Luxembourg, ainsi que la communauté internationale, ont fait de nombreux efforts pour venir en aide aux Afghans les plus vulnérables.

À l'heure actuelle, des discussions approfondies sont en cours à différents niveaux afin de trouver une approche commune sur la mise en place de voies de protection en faveur des ressortissants afghans les plus à risque à la persécution et, plus particulièrement, afin de s'entendre sur des critères communs de vulnérabilité.

Le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) dirige l'élaboration des lignes directrices pour l'Afghanistan (EASO Afghanistan Country Guidance), dont une partie sera consacrée à la vulnérabilité des minorités dans le pays, dont les Hazaras. Dans ce contexte, la situation des Hazaras doit être évaluée à la lumière de la récente prise de pouvoir par les talibans, mais également au regard de la capacité opérationnelle du groupe terroriste ISKP (Islamic State Khorasan Province). Les informations concernant l'approche des talibans à l'égard de la minorité sont actuellement limitées.

Le Luxembourg suit de près les discussions en la matière et se tient informé de l'évolution de la situation des minorités en général, et des Hazaras en particulier, afin de pouvoir porter assistance aux personnes les plus vulnérables.

Question 5062 (08.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **bureau de poste de Troisvierges :**

Je viens d'apprendre que le bureau de poste de Troisvierges risquerait d'être fermé dans un avenir proche. Or, il y a peu de temps, le bureau en question avait été réaménagé pour répondre au mieux aux besoins de la clientèle régionale. Il est donc surprenant qu'une telle décision puisse être prise quelques mois après.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette décision ?

- Dans l'affirmative, quelles en seraient les raisons ? Endéans quels délais cette fermeture aurait-elle lieu ? Combien de clients et d'employés seraient concernés directement par cette décision ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que de telles décisions ont un effet négatif sur la vie sociale et sur le futur économique de tout un village qui vit en partie du commerce local ?

Réponse (28.10.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'après les renseignements reçus de la part de POST Luxembourg, la fermeture du bureau de poste de Troisvierges n'est actuellement pas prévue.

Question 5063 (08.10.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant l'**augmentation du taux d'effort :**

Den Undeel vun der Pai, dee Locatairen a Proprietäre vu Wunnenge musse virgesinn, fir hir Wunneng ze bezuelen, ass an de leschte Jore konstant an d'Luucht gaangen. Aus der Nott 27 vum Oktober 2021 vum Observatoire de l'habitat geet ervir, dass de sougenannten „taux d'effort" fir Locatairë vun 2016 op 2019 vun 31 Prozent op 37 Prozent geklommen ass. Fir Proprietären, déi hir Wunneng iwwert e Prêt bezuelen, läit den „taux d'effort" bei 29,5 %. Dës Zuele si staark Indizien, dass Lëtzebuerg méi wéi sécher amgaangen ass, an eng sozial Kris eranzesteieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un Regierung stellen:

- Wei gesäit den Här Wunnengsbauminister den imminente Risk vun enger Sozialkris zu Lëtzebuerg a wéi gedenkt de Ministère heirop ze reagéieren?

- Ass den Här Minister net der Meenung, datt och de privaten Investisseur verstäerkt an d'Schafe vu soziale Mietwunnenge misst mat agebonne ginn? Wéi soll dëst geschéien?

- Ass d'Madamm Minister fir Famill an Integratioun bereet, fir eng Evaluatioun vum Gesetz iwwert d'Offices sociaux duerchzeféiere respektiv ass d'Madamm Minister bereet, fir kuerzfristeg dëst Gesetz der aktueller prekärer Situatioun um Wunnengsmaart unzepassen?

Réponse commune (09.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Et ass richteg, datt d'Wunnen zu Lëtzebuerg ëmmer méi deier gëtt. Et si virun allem déi héich Loyeren, déi vill Mënsche staark belaaschten, well grad Leit mat niddrege Léin oft lounen. Dëst gouf jo och an der rezenter Etüd vum Observatoire de l'habitat nogewisen.

Et gëtt awer leider net déi eng Léisung, mat där mer all eis Problemer am Logement matenee léise kéinten. Dohier ass a bleift de Logement eng Prioritéit vun dëser Regierung, wéi de Premierminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun gewisen huet.

De Wunnengsbauminister wäert an de nächste Wochen dofir och de Gesetzesprojet fir d'Reform vun de sougenannten „aides à la pierre" am Regierungsrot deposéieren a kuerz dono och de Gesetzesprojet fir d'Reform vun de sougenannten „aides individuelles". Domadder gëtt net nëmmen en zolitte Kader geschaf fir de Bau vun abordabele Wunnengen, mee och d'Hëllefe fir Stéit mat moderatem Akommes wäerten opgewäert ginn.

ad 2. Och de private Secteur ass hei gefrot, eng Hand mat unzepaken. Hie mécht dat engersäits duerch de Bau vun de Wunnengen, net nëmmen iwwert den nei geschafenen Artikel 29 bis vum Gesetz iwwert den Aménagement communal, mee och bei de Projeten, déi vu Gemengen, SNHBM a Fonds du logement direkt geplangt ginn. Doriwwer eraus kann de private Secteur seng Wunnengen iwwert de System vun der Gestion locative sociale verlounen. Mëttlerweil ginn iwwert dee Wee iwwer 1.000 Wunnengen abordabel verlount. Oft ass et awer och esou, dat de Rendement, dee sech e privaten Investisseur erwaart, net kann iwwert den abordabele Loyer gedeckt ginn. Eng zousätzlech direkt oder indirekt Hëllef vum Staat géif awer der europäescher Legislatioun iwwert Staatshëllefen ënnerleien.

ad 3. De Regierungsprogramm gesäit keng Upassung vum Gesetz iwwer d'Offices sociaux vir. Den Accord de coalition 2018-2023 gesäit vir, datt d'Conclusioune vun der Etüd „Die Offices sociaux in Luxemburg aus Sicht der AkteurInnen und AdressatInnen", déi am Optrag vum Familljeministère vun der Universitéit Lëtzebuerg gemaach gouf, sollen analyséiert ginn.

Generell kann awer gesot ginn, datt d'Offices sociaux haut schonn aktiv sinn am Beräich vum Logement an hir Beneficiairen ënnerstëtzen an hiren Demarchë ronderëm d'Wunnengssich.

Zousätzlech verwalte verschidden Offices sociaux Wunnengen, déi si vu Gemengen zur Verfügung gestallt kréien. Falls dës Logementer vum Wunnengsbauministère subsidéiert ginn, musse se no de Reegele vum 1998er groussherzogleche Reglement verlount ginn. Ausserdeem verwalte verschidden Offices sociaux Wunnenge vu private Leit a ginn dës am Kader vun enger Gestion locative sociale oder ënnert enger anerer Form vu „mise à disposition" u Leit mat moderatem Akommes weider, meeschtens gekoppelt un e soziale Suivi. An dësem Kader kënnen d'Offices sociaux och eng Konventioun mam Wunnengsbauministère ofschléissen.

Question 5064 (08.10.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **Bachelor en médecine (BMED) :**

L'Université du Luxembourg vient de lancer la deuxième année de son programme Bachelor en médecine (BMED). Alors que 25 places étaient disponibles, seulement 14 étudiants poursuivront cette formation.

- Or, comme 51 étudiants avaient été reçus en première année, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Madame la Ministre de la Santé quelles sont les raisons pour lesquelles seulement la moitié des places disponibles seront occupées.

- Quelle est la voie qu'ont choisie les 37 étudiants admis en première année qui n'ont pas entamé la deuxième année à l'Université du Luxembourg ?

Réponse commune (10.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Sur base des informations fournies par l'Université du Luxembourg, nous pouvons confirmer que pour l'année académique 2020-2021, 51 étudiants ont été reçus en première année du programme d'études de Bachelor en médecine. Sur les 51 étudiants reçus, 15 étudiants ont décidé de continuer en deuxième année à l'Université du Luxembourg (un de ces étudiants s'est encore désisté pendant l'été pour s'inscrire en médecine vétérinaire). Sur les 36 étudiants restants, 25 étudiants ont choisi de continuer en deuxième année en France, dont 12 à Strasbourg, 7 à Paris et 6 à Nancy, 9 étudiants ont choisi de continuer en Belgique dont 1 à Namur, 2 à Mons, 3 à Liège et 3 à Louvain et finalement 2 étudiants ont choisi de continuer en Allemagne (à Munich et à Wurtzbourg).

Nous tenons à signaler qu'en date du 17 septembre 2021, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a informé l'Université du Luxembourg que le projet d'annexe au règlement des études du programme d'études de Bachelor en médecine tel que soumis n'était pas conforme à l'article 36, paragraphe 3, de la loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg. Ce refus d'approbation était dû plus particulièrement au fait que la proposition de texte liait le passage en deuxième année d'études à l'obligation d'avoir validé soixante crédits ECTS dudit programme de première année, quelle que soit l'orientation future des étudiants, donc y compris pour les étudiants qui comptent poursuivre le Bachelor en médecine à l'Université du Luxembourg, alors que la loi précitée ne prévoit qu'un seuil minimal de 30 crédits ECTS pour le passage en deuxième année d'études.

Lors de sa séance du 22 octobre 2021, le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg a approuvé une proposition amendée de l'annexe du règlement des études relative au programme d'études de Bachelor en médecine qui prévoit que la progression en deuxième année est conditionnée, pour certaines matières fondamentales aux études de médecine, par la réussite de cours consécutifs au sens de l'article 35, paragraphe 3, point 6°, lettre d), de la loi précitée. Cette nouvelle annexe prévoit en outre une session de rattrapage après le jury du deuxième semestre portant sur toutes les matières de la première année.

L'approbation de la version révisée de l'annexe consacrée au Bachelor en médecine est en cours d'instruction.

Au cours des deux dernières semaines, le directeur du programme d'études de Bachelor en médecine a informé neuf étudiants de ce cursus ayant validé entre 42 et 59 crédits ECTS pendant les deux premiers semestres de l'année académique 2020-2021 des changements prévus à l'annexe du règlement des études relative au Bachelor en médecine et qui permettrait à ces étudiants de s'inscrire en deuxième année du programme d'études de Bachelor en médecine à l'Université. En vertu du principe des cours consécutifs évoqué ci-dessus, les neuf étudiants concernés seraient autorisés à s'inscrire, au-delà des examens des deux premiers semestres, au maximum à deux examens du troisième semestre et, par conséquent, ils ont tous renoncé à s'inscrire en deuxième année et ont déclaré vouloir redoubler la première année.

Question 5065 (08.10.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **Conseil national des programmes :**

Le Conseil national des programmes, crée e 2018, a comme mission d'adresser au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse des avis dans les questions en matière curriculaire.

Il émet des recommandations et des avis lorsqu'il le juge utile et les adresse au ministre qui décidera des suites à leur donner. Le ministre peut, quant à lui, demander des conseils en matière curriculaire au Conseil national des programmes. Sur base de ces avis, le Conseil se prononce sur les conséquences possibles pour le système éducatif luxembourgeois. La cohérence entre les orientations générales et les objectifs des programmes et des plans d'études doit aussi être contrôlée par le Conseil.

Le Conseil remet un rapport d'activité au ministre lors du premier trimestre de chaque année scolaire concernant l'année scolaire écoulée.

Dans ce contexte, je voudrais bien poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse :

- Les rapports d'activités du Conseil national des programmes sont-ils publics ?

- Dans l'affirmative, où peut-on les consulter ?

- Quels constats et conclusions ont été tirés des premiers rapports ?

Réponse (09.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

La Loi du 13 mars 2018 portant sur le développement curriculaire de l'Éducation nationale prévoit au Chapitre 1er la création d'un Conseil national des programmes et en définit les missions ainsi que les modalités de fonctionnement.

À l'heure actuelle, le Conseil national des programmes n'a pas encore été instauré. Dans une première phase, les efforts se sont concentrés sur l'institution des commissions nationales de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, telles que prévues par la même loi. En outre, l'instauration de la représentation nationale des parents en vue de renforcer la culture de coopération entre l'école et les parents d'élèves a été finalisée. En raison de la priorité accordée à ces organes et eu égard à la situation exceptionnelle de la pandémie, l'instauration du Conseil national des programmes n'a malheureusement pas encore pu aboutir.

Question 5066 (08.10.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **révision des compensations fiscales :**

En réponse à la question parlementaire n° 4613 concernant une révision des compensations fiscales dans le cadre du régime des recettes communes de l'UEBL, Monsieur le Ministre avait répondu qu'il ne pouvait donner des détails sur les pourparlers étant donné que les discussions étaient en cours.

Or, lors du sommet belgo-luxembourgeois « Gäichel », les ministres des Finances des deux partenaires se sont mis d'accord sur une révision de ce système de redistribution, faisant passer l'enveloppe de 34 mio en 2020 à 48 mio avec un taux d'ajustement annuel de 5 %. En contrepartie, la Belgique a accepté de revoir à la hausse le contingent de jours de télétravail accordés aux frontaliers belges.

- Comme notre pays est régulièrement confronté à des revendications de la part d'autres régions frontalières, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les modalités et conditions exactes du récent accord.

- Y a-t-il eu depuis lors de nouvelles revendications de la part du nos autres voisins ?

- Quels sont le cas échéant les arguments contre de telles demandes ?

Réponse (12.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

L'honorable Député fait référence dans sa question parlementaire à la révision du régime actuel des recettes communes de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL), telle qu'elle a été signée le 31 août 2021 en marge de la réunion commune dite « Gäichel XI » entre les Gouvernements belge et luxembourgeois.

À ce sujet, il convient de rappeler que le programme gouvernemental prévoit qu'« en tant que moteur économique d'une Grande Région de plus en plus interconnectée et mobile, le Luxembourg renforcera la coopération transfrontalière avec les États et les entités fédérées limitrophes ». Dans cet esprit, le Gouvernement est en échange permanent avec les Gouvernements des États et entités voi-

sins et reste toujours disposé à s'engager dans la réalisation d'objectifs et de projets concrets ayant des effets bénéfiques pour la qualité de vie des citoyens de la Grande Région. À ce titre, on peut mentionner par exemple la coopération transfrontalière dans le cadre de la gestion de la crise du Covid-19, la coopération au niveau des services de secours, encore illustrée à l'occasion des récentes inondations, ou encore les mesures en faveur d'une flexibilité accrue en matière de télétravail pour les travailleurs transfrontaliers.

Par ailleurs, le Gouvernement met un accent particulier sur le renforcement des infrastructures de transport transfrontalier. À ce sujet, on peut citer notamment l'accord récent avec la France du 19 octobre 2021 dans lequel le Luxembourg s'engage, à côté des 120 mio d'euros convenus dans l'accord de 2018, à contribuer en plus pour un montant supplémentaire de 110 mio d'euros dans des investissements ferroviaires permettant de faciliter la mobilité des frontaliers résidant en France.

En ce qui concerne les relations avec la Belgique, il convient de souligner que celles-ci s'inscrivent dans le cadre particulier de l'UEBL, dont l'année 2021 marque le 100e anniversaire. L'origine de l'accord belgo-luxembourgeois actuel en matière de recettes communes est basée sur une décision du Comité des ministres de l'UEBL datant de 1981. Cette décision prévoyait que les recettes communes de l'UEBL seraient réparties équitablement entre les deux pays, afin d'amortir les effets de la différence de taux de TVA sur des produits comme le carburant, l'alcool et le tabac, soumis à des droits d'accises communs. L'accord du 31 août 2021 vise à augmenter le montant défalqué des recettes générées dans le cadre de l'UEBL, et revenant à la Belgique. Le nouveau montant s'élèvera à 48 mio d'euros, et il sera augmenté annuellement de 2,4 mio d'euros.

Question 5068 (08.10.2021) de **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant le **« Global Media Monitoring Program » (GMMP) :**

Le 4 octobre 2021, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a présenté les résultats de l'étude « Global Media Monitoring Program » (GMMP). Dans les conclusions du rapport, il est retenu que « les femmes restent largement sous-représentées dans les médias au Luxembourg. Ces dernières représentent moins d'un quart des personnes évoquées dans les médias lors de cette édition et moins d'un tiers des journalistes faisant l'information ». De plus, « la place des femmes dans les médias semblent donc clairement stagner au Luxembourg. Sur certains points et en analysant des indicateurs plus précis […], la situation semble même régresser ».

Le rapport formule finalement une série de recommandations, dont notamment « viser une plus grande parité parmi les journalistes », « augmenter le pourcentage de femmes qui occupent des postes à responsabilité dans les organes de presse », « créer une association de femmes journalistes », « sensibiliser et former les journalistes en stage », etc.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

- Quelles sont les actions concrètes que le Gouvernement entend entreprendre après la présentation de ce rapport ?

- Est-ce que le Gouvernement va suivre les recommandations du rapport en question ? Si oui, lesquelles et de quelle manière ? Est-ce qu'il est prévu de faire un bilan dans le futur pour rendre compte des améliorations dans la représentativité des femmes dans les médias au Luxembourg ?

Réponse commune (12.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les médias jouent un rôle crucial dans la formation des stéréotypes sexués et des rôles attribués respectivement aux deux sexes. Les médias conditionnent la façon dont la société définit les notions tant de la « masculinité » que de la « féminité », qui à leur tour sont souvent à la base de choix de vie se rapportant à la vie privée et professionnelle.

Le rapport 2020 du « Global Media Monitoring Program » (par la suite « GMMP ») est un outil très utile qui fournit un certain nombre d'indicateurs illustrant que les femmes et les filles restent largement sous-représentées dans les médias luxembourgeois.

Ceci concerne tant leur représentation dans les articles retenus dans l'échantillon que le ratio entre les sexes dans les professions du journalisme. Bien que le jour témoin choisi aléatoirement ne soit qu'une photographie momentanée, l'analyse qui en résulte est concordante avec les constats faits dans les autres 115 pays ayant participé en 2020.

Un autre aspect moins visé par l'étude est la représentation des femmes dans les directions et conseils de gouvernance des maisons d'édition et des entreprises médiatiques du Luxembourg où le taux de femmes exerçant des fonctions dirigeantes est très faible.

Le rapport tire un certain nombre de conclusions qui peuvent servir d'inspiration pour développer une démarche coordonnée pour apporter des améliorations quant à la représentation entre les femmes et les hommes dans les médias.

Dans cette optique, il faut souligner qu'il importe de respecter comme prémisse suprême le principe de la liberté de presse dans toute discussion concernant le contenu des publications de presse. Voilà pourquoi, des améliorations ne peuvent être apportées qu'à travers le dialogue avec le secteur des médias pour définir ensemble les mesures qui peuvent positivement influencer le ratio f/h en la matière.

Par conséquent, le plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes adopté en juin 2020 prévoit, au-delà de la participation au GMMP, l'élaboration « d'une collaboration active avec les professionnels du secteur et notamment le Conseil de presse pour évaluer la situation et discuter des pistes d'amélioration ».

À noter encore que la récente réforme en matière d'aide à la presse, à savoir la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, vient d'introduire des éléments visant à lutter contre les égalités entre femmes et hommes, notamment via des obligations d'éducation aux médias et l'obligation, pour les éditeurs, de publier dans leur rapport annuel le rapport femmes-hommes au sein des rédactions.

Par ailleurs, l'évaluation de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, telle que proposée dans la motion déposée le 8 juillet 2021, se fera par rapport aux dispositions susmentionnées afin de mesurer un éventuel impact de la réforme de l'aide à la presse sur l'égalité entre les sexes.

C'est sur cet arrière-fond que s'est tenue une première entrevue entre la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes Taina Bofferding et le Conseil de presse en date du 27 octobre 2021.

Question 5069 (08.10.2021) de **M. Yves Cruchten** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **tram rapide entre le quartier Cloche d'Or de Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette :**

D'ici 2028, la construction et la mise en service d'une ligne de tram rapide est prévue entre le quartier Cloche d'Or de Luxembourg-ville et Esch-sur-Alzette. À l'horizon 2035, cette ligne de tram doit être prolongée jusqu'au quartier universitaire de Belval. Une présentation du projet, ainsi que d'un corridor multimodal le long de l'autoroute A4, a eu lieu lors d'une conférence de presse en octobre 2020.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Le tracé du tram rapide, tel que présenté il y a un an, est-il définitif ou des modifications ont-elles été apportées depuis ?

- Selon un document graphique publié il y un an, un pôle d'échange est prévu près de Foetz. Or, cette localité compte moins d'habitants que par exemple Pontpierre, qui se situe également le long du tracé. Pour quelles raisons la localité de Foetz a-t-elle été retenue plutôt qu'une autre localité, comme par exemple Pontpierre ?

- Est-ce que l'État est propriétaire des terrains nécessaires pour la réalisation de la ligne de tram rapide ainsi que de la piste cyclable à voie rapide qui reliera Luxembourg-ville à Esch-sur-Alzette ?

Réponse (08.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Le tracé présenté en 2020 reposait sur des études de faisabilité et d'opportunité, et documentait le projet à un état précoce. Ceci est largement suffisant pour illustrer le principe et définir un corridor pour la poursuite des études de l'infrastructure.

Dans la suite, et ceci vaut pour chaque projet, les études plus détaillées aident à définir le tracé de façon plus précise pour en analyser l'impact et étudier les spécificités techniques. Depuis la présentation fin 2020, certaines modifications ont en effet déjà eu lieu pour affiner localement le tracé.

Une étude sociodémographique a montré que le tram rapide a un fort potentiel pour faire un lien direct entre Luxembourg, bassin d'emplois et de population important, et le sud du pays qui concentre également de nombreux habitants et emplois à Esch-sur-Alzette, Belval, Belvaux. Entre ces deux pôles, très peu d'habitants se trouvent à proximité de l'axe du tram, ce qui justifie et permet un tracé rapide sans arrêt intermédiaire.

Un arrêt à Pontpierre à hauteur de l'échangeur autoroutier n'avait qu'un faible potentiel d'usagers en raison de l'urbanisation diffuse des localités d'Ehlange, Wickrange et Pontpierre, longeant la route des Trois Cantons. Par contre, un tel arrêt se situait sur le tronçon central, donc sur la partie rapide qui comporte un très grand nombre de voyageurs en transit. En fait avec un arrêt supplémentaire entre Foetz et Leudelange, le tram ne serait plus « rapide ». Il perdait un attrait décisif par rapport à la voiture privée.

La desserte de cette zone sera assurée par des lignes de bus performants qui profiteront de la voie de bus/covoiturage sur le corridor multimodal de l'A4 et offriront un service rapide et fiable. Pour les habitants des localités longeant la route des Trois Cantons, cette solution « bus » est plus avantageuse parce que d'une part, les arrêts se situent plus près de leur domicile et, d'autre part, les bus les amèneront directement à des pôles d'échanges desservis par plusieurs lignes de tramway et de bus.

Contrairement à Pontpierre, un arrêt tram à Foetz offre à l'horizon 2030 un potentiel de desserte important de 4.200 personnes, dont 2.300 visiteurs et 1.900 emplois dans un rayon de 500 m autour de l'arrêt.

Comme un projet définitif est encore en cours d'élaboration, la procédure d'acquisition des emprises nécessaires n'a pas encore été lancée, et tous les terrains nécessaires n'ont pas encore été acquis.

Question 5070 (08.10.2021) de **MM. Claude Lamberty** et **Max Hahn** *(DP)* concernant le **garde champêtre :**

De Garde champêtre, och Bannhidder genannt, ass nieft dem Agent municipal och am Gemengegesetz verankert. Si sinn ënner anerem dofir zoustänneg, fir d'Anhale vun de jeeweilege Policereglementer an de Gemengen ze kontrolléieren.

Verschidde Gemengen hu follgenden Artikel an hirem kommunale Policereglement stoen:

« Les distributeurs de tracts, annonces, affiches volantes et insignes ainsi que les mendiants ne peuvent interpeller, accoster ou suivre les passants, ni entraver la libre circulation sur la voie publique. »

An deem Kader wollte mir der Madamm Inneministeр an der Madamm Justizminister follgend Froe stellen:

1. Hunn d'Madamme Minister Zuelen, wéi vill Pretekoller vun 2010 bis 2020, opgelëscht no Joer a Gemeng, vu Bannhidder geschriwwe gi sinn?

2. Kënnen d'Madamme Minister eis driwwer informéieren, wéi eng Suitten dës Pretekoller kruten?

3. Kënnen d'Madamme Minister confirméieren, datt d'Anhale vun dësem uewe genannten Artikel an de concernéierte Gemengen duerch d'Police respektiv dem Bannhidder ka kontrolléiert ginn, a Verstéiss dogéint deementspriechend vum Bannhidder zu Pretekoll kënne bruecht ginn?

Réponse commune (09.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. D'Zuele sinn opgeschlësselt no Arrondissementer a Joren. Den informatesche System gëtt eng Opléschtung no Gemengen net hier.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)*

ad 3. D'Anhale vum genannten Artikel kann duerch d'Police kontrolléiert ginn an deene Gemengen, déi dëst an hirem Policereglement virgesinn hunn. Wat d'Kompetenzen an d'Aufgabe vun de Bannhidder ugeet, spillen eng Panoplie vu Gesetzestexter, ënner anerem den Artikel 14 vum Code de procédure pénale, den Artikel 97 Paragraf 2 vum ofgeännerte Gemengegesetz vun 1988 a verschidde Spezialgesetzer (z. B. d'Naturschutzgesetz).

D'Deputéiert viséiere speziell eng Dispositioun aus verschiddene Policereglementer vun de Gemengen:

« Les distributeurs de tracts, annonces, affiches volantes et insignes ainsi que les mendiants ne peuvent interpeller, accoster ou suivre les passants, ni entraver la libre circulation sur la voie publique. » Infraktiounen dogéint kënne mat enger Amende correctionnelle vu 25 bis 250 Euro bestrooft ginn.

Aktuell huet de Bannhidder, op Basis vum Artikel 14 vum Code de procédure pénale, d'Kompetenz, Delikter a Contraventioune festzestellen an e Procès-verbal ze schreiwe bei Infraktiounen: « qui portent atteinte aux propriétés forestières et rurales ainsi que les infractions pour lesquelles compétence leur est attribuée par des lois spéciales ». Et gëtt awer am Moment keng speziell legal Dispositioun, déi et de Bannhidder erlaabt, fir aner Infraktiounen zu Gemengereglementer ze constatéiere wéi déi, déi vum Code de procédure pénale viséiert sinn.

Zum Artikel 97 vum Gemengegesetz ass ze soen, dass de Bannhidder de Buergermeeschter soll bei der Exekutioun vu Policegesetzer a -reglementer assistéieren. Hei sinn de Buergermeeschter an de Bannhidder an enger administrativer Funktioun, déi net als Zil de Constat vun Infraktiounen huet.[4]

An Zukunft soll dat sech awer änneren. De Projet de loi N° 7126[5] gesäit en neien Artikel am Code de procédure pénale vir, deen den Agents municipaux déi Funktioun an Zukunft soll ginn, wa si déi dofir noutwendeg Examen a Formatiounen hunn: « Art 15-1bis. Les agents municipaux qui ont réussi à l'examen de promotion de leur carrière et qui remplissent les conditions de formation requises recherchent et constatent par procès-verbaux, dans la ou les communes de leur ressort, les contraventions aux règlements de police générale de la ou des communes ainsi que les délits et les contraventions qui portent atteinte aux propriétés forestières et rurales. »

Question 5071 (08.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **Foyer de la femme ASBL :**

De Staat ënnerstëtzt de Foyer de la femme, esouwéi och aner Organisatiounen, finanziell. Och sollе verschidde Leit fir hir Aarbecht oder benevole Aarbecht beim Foyer de la femme vum Staat bezuelt gi sinn.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch stellen:

1. Wéi eng Konventioune goufen an de leschte 25 Joer mam Foyer de la femme ofgeschloss?

2. Sinn an de leschte Jore Konventioune gekënnegt ginn, a wa jo, firwat? Sinn neier ofgeschloss ginn?

3. Wéi vill Persoune vum Foyer de la femme sinn an de leschte 25 Joer fir hir Aarbecht oder benevole Aarbecht vum Staat oder deelweis vum Staat bezuelt ginn? Wéi eng Beträg goufen dobäi ausbezuelt? Ëm wéi eng Aarbechten handelt et sech an deene Fäll?

Réponse (12.11.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. An de leschte 25 Joer huet den Educatiounsministère (MENJE) Konventioune mat der Associatioun „Foyer de la femme" fir zwou Aktivitéiten ofgeschloss. Eng Konventioun betrëfft d'Organisatioun an d'Finanzéierung vu Vakanzekolonien an d'Formatioun vun den Animateure fir dës Vakanzekolonien.

Eng aner Konventioun gouf mam Foyer de la femme an der Gemeng Rëmeleng ënnerschriwwen, dëst fir d'Gestioun vun der Maison relais „Roude Fiels" zu Rëmeleng. De Familljeministère huet keng Konventioun mam Foyer de la Femme ofgeschloss.

ad 2. Nee, an de leschte Joren hu weeder den Educatiounsministère, nach de Familljeministère nei Konventioune mam „Foyer de la femme" ofgeschloss. Et goufen och keng Konventioune gekënnegt.

ad 3. Bei Konventiounen, déi ënner d'ASFT-Gesetz (loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique) falen, bezilt de Staat net selwer d'Salariéen, mee finanzéiert den Associatiounen déi Käschten, déi an der Konven-

[4] Victor de Tollenaere : Nouveau commentaire de la loi communale, Tome II, n° 1024bis, Larcier 1955.

[5] Projet de loi n° 7126

Le saviez-vous ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

tioun festgehale gi sinn, respektiv déi gesetzlech virgesi sinn.

Bei der Konventioun fir d'Gestioun vun der Maison relais entsprécht dës der Finanzéierung, wéi se am Gesetz (loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse) festgehalen ass.

D'Konventioun fir de Vakanzendéngscht gesäit fir 2020 vir, datt fënnef ETP vum Staat rembourséiert ginn. D'Frais de fonctionnement vum Joer 2020 hunn sech op 111.676 € belaf, dorënner 3.720 € fir d'Indemnités aux bénévoles. Dës Indemnitéite ware fir d'Moniteuren an de Vakanzekolonien. Dës Montanten a Remboursementer hunn an de leschten Joren och net staark variéiert.

Doriwwer eraus huet de MENJE keng weider Indemnitéite fir Benevoller an hiren Decompte iwwerholl. Nieft dëse Konventiounen ass et den Associatiounen hir eegestänneg Decisioun, wéi si hir Benevoller indemniséieren.

Question 5072 (08.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **diplômes de l'enseignement supérieur :**

D'Regierunge vun den EU-Memberstaate sinn autonom, wat hir Bildungssystemer ugeet, a kënnen no eegenem Ermiesse Reegelungen appliziéieren, och wat d'Unerkennung vun akademesche Qualifikatiounen ugeet. Déi national Diplomer ginn zu Lëtzebuerg automatesch vum Staat unerkannt, bei auslänneschen Diplomer ass d'Androen an de „Registre des titres de formation" erfuerderlech, fir kënnen een akademeschen Titel ze droen a fir Zougank zu verschiddene Beruffer ze hunn.

Leider ginn et och zu Lëtzebuerg Héichschoulen, déi Diplomer ausstellen, déi net vum Lëtzebuerger Staat unerkannt ginn. Vill Studenten hunn an deem Kontext negativ Erfarunge gesammelt. Esou gi beispillsweis Diplomer vum „Business Science Institute", deen zu Wolz etabléiert ass an dee souwuel vun der Université Jean Moulin Lyon 3 wéi och vun der University of Technology zu Sydney ofhänkt, net vum Lëtzebuerger Héichschoulministère unerkannt. Studenten, déi een Diplom vum BSI an der Täsch hunn, kréie gesot, de BSI wier net hei am Land akkreditéiert an dierft eigentlech keng Diplomer ausstellen. Effektiv ass et esou, datt ausserhalb vun der Uni Lëtzebuerg just véier Héichschoulen hei am Land offiziell vum Ministère unerkannt ginn: d'Sacred Heart University, d'Luxembourg School of Business, d'LUNEX University an d'Miami University John E. Dolibois European Center. Op Nofro beim Lëtzebuerger Héichschoulministère kréie Studente gesot, ongeféier 6.000 Diplomer géifen hei am Land net unerkannt ginn, wat fir déi betreffend Studenten oft schlëmm Konsequenzen huet, well si vill Geld investéiert hunn, fir iwwerhaapt op deenen „illegalen" Héichschoulen ze studéieren an elo näischt mat hirem Diplom kënnen ufänken.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Héichschoulminister:

1. Wéi eng Héichschoulen hei am Land ginn net vum Héichschoulministère unerkannt? Aus wéi enge Grënn ginn dës Héichschoulen net unerkannt?

2. Firwat war den Här Minister 2015 als Éieregaascht bei der „Opening Ceremony" vum Business Science Institute zu Wolz present, obschonn dës Héichschoul net vum Héichschoulministère unerkannt gëtt?

3. Kann den Här Minister erklären, ob de CEDIES déi zukënfteg Studenten driwwer informéiert, wat fir Héichschoulen a wat fir Diplomer hei am Land net vum Ministère unerkannt ginn?

4. Kann den Här Minister Statistike virleeën iwwert d'Zuel vun Diplomer, déi hei am Land net unerkannt ginn? Hunn déi zukënfteg Studenten Accès zu dëse Statistiken?

5. Misst et net eng „obligation légale" fir all Héichschoulen hei am Land ginn, hir Studenten driwwer ze informéieren, ob d'Diplomer, déi si ausstellen, och vum Lëtzebuerger Staat unerkannt ginn?

6. Op wéi enge Premissë baséiert d'Validitéit bzw. d'Netvaliditéit vun Héichschouldiplomer hei am Land?

Réponse (28.10.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Am Virfeld wéilt ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4637 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement verweisen, wou ech schonn op eng ganz Rei vun de Froestellungen, déi den honorabelen Deputéierte Fred Keup hei opwerft, agaange sinn.

Et sief nach eemol preziséiert, dass d'Diplomer, déi am Kader vum Lëtzebuerger Héichschoulsystem, wéi en am ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwert d'Héichschoulwiesen definéiert ass, ausgestallt ginn, als national oder akkreditéiert Diplomer ugesi ginn an domat automatesch unerkannt sinn. Et handelt sech heibäi ëm follgend Diplomer:

- d'Diplomer vun der Universitéit Lëtzebuerg;
- d'Diplomer, déi am Kader vun de vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierte Lëtzebuerger BTS (Brevet de technicien supérieur)-Programmen ausgestallt ginn;
- d'Diplomer, déi vun enger zu Lëtzebuerg etabléierter a vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierter privater Héichschoul ausgestallt ginn an déi ee vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierte Studiegang sanctionéieren.

Déi offiziell Lëscht vun dësen zu Lëtzebuerg ugebuedenen a vum Héichschoul- a Fuerschungsministère unerkannte Formatiounen ass um Internetsite vum Ministère a franséischer an englescher Sprooch publizéiert, mat geneeën Indikatiounen iwwert d'Dauer vun der Gültegkeet vun der Akkreditatioun. Si kann op dëser Adress consultéiert ginn:

http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/index.html

All postsecondaire Formatiounen, Diplomer oder Certificaten, déi entweeder ausserhalb vun den op dëser Lëscht indiquéierte Gültegkeetsperiod vun der Akkreditatioun zu Lëtzebuerg ugebueden/ausgestallt ginn oder déi aktuell zu Lëtzebuerg ugebueden/ausgestallt ginn an net op dëser Lëscht opgefouert ginn, sinn net unerkannt.

Déi concernéiert Servicer vum Héichschoul- a Fuerschungsministère si beméit, d'Studenten a Studentinne souwéi och all aner interesséiert Persoune beschtméiglech iwwert déi potenziell Unerkennung (oder Netunerkennung) vun engem Studieprogramm, sief dat en nationalen oder en auslänneschen, ze informéieren.

Een Haaptobjektiv besteet doran, déi zukënfteg Studenten a Studentinne schonn am Virfeld dofir ze sensibiliséieren, dass net all postsecondaire Formatioun eligibel ass fir déi staatlech Studiebäihëlefen an dass och net all Diplom, deen um tertiären Niveau ausgestallt gëtt, kann als akademeschen Titel unerkannt ginn. An de verschiddene Publikatioune vum Service „Information études supérieures" a vum Service „Aides financières" gëtt op déi Problematik opmierksam gemaach, genee wéi och an den Informatiounsreuniounen, un deenen dës Servicer deelhuelen, an natierlech op der alljärlecher Foire de l'étudiant. Doriwwer eraus ginn d'Mataarbechter a Mataarbechterinne vun de concernéierte Servicer och zu all Moment op Nofro déi néideg Renseignementer iwwert de Statut vun enger spezifescher Héichschoulariichtung oder vun engem bestëmmte Studiegang, fir et jidderengem ze erlaben, seng Formatioune bewosst a mat deem néidegen Hannergrondwëssen auszewielen.

An den Aktivitéitsrapporte vum Héichschoul- a Fuerschungsministère ginn all Joer Statistike publizéiert iwwert d'Unzuel vun Demanden, wou den Diplom net kann an de Registre des titres agedroe ginn. Allerdéngs handelt et sech hei ëm auslännesch Diplomer, well, wéi den honorabelen Deputéierten et a senger Fro jo och bemierkt, déi national Diplomer vun der Aschreiwungsprozedur dispenséiert sinn.

D'Diplomer vun der Universitéit Lëtzebuerg (Bachelor, Master an Doktorat) si vum Unisgesetz selwer (loi modifiée du 27 juin 2018 ayant pour objet l'organisation de l'Université du Luxembourg) als national Diplomer definéiert. Wat d'BTS-Formatiounen an d'Formatiounen, déi vu privaten Héichschoulen zu Lëtzebuerg ugebuede ginn, ubelaangt, sinn den Oflaf vun der Akkreditatiounsprozedur souwéi och d'Konditiounen an d'Krittären, déi am Kader vun dëser Prozedur appliquéiert ginn, am Héichschoulgesetz (loi modifiée du 19 juin 2009 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur) an an den derzougehéierenden Ausféierungsreglementer festgeleucht.

Et ass eleng dës Akkreditatiounsprozedur, déi ausschlaggeebend ass fir d'Unerkennung oder d'Netunerkennung vun zu Lëtzebuerg etabléierten Héichschoulinstitutiounen an hire Programmer.

Am Kader vun der geplangter Revisioun vum Héichschoulgesetz ass ugeduecht, d'Denominatioune vun Héichschoulinstitutiounen a -programmer souwéi den domat verbonnenen Titelen (z. B.: „Universitéit", „Bachelor", „Master", „Doktorat" etc.) ze schützen, fir dass exklusiv déi unerkannten Institutiounen a Programmer zu Lëtzebuerg dës Nimm affichéieren däerfen. Dëst soll zur Transparenz bäidroen an de Studenten a Studentinnen domat eng zousätzlech Hëllefsstellung beim Choix vun hirem Formatiounsparcours bidden.

Question 5073 (08.10.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** *(déi Lénk)* concernant le **travail intérimaire dans le secteur de l'abattage et de la transformation de viandes :**

Le journal britannique „Guardian" a récemment publié des reportages au sujet des conditions de travail dans le secteur de l'abattage/désossage et de la transformation/production de viandes en Europe. Les journalistes ont pu divulguer au cours de leurs recherches un recours important à des travailleurs et des travailleuses intérimaires dans ce secteur. Ces salarié.e.s souffriraient souvent de salaires et de conditions de travail largement inférieurs aux prescriptions légales en place dans les différents pays de l'Union européenne.

Dans le contexte de cette recherche du „Guardian", le commissaire européen Nicolas Schmit a rappelé que le contrôle de l'application du droit du travail incomberait aux pays membres et que les salarié.e.s embauchés en intérim devraient jouir des mêmes droits que les salarié.e.s permanents d'une entreprise.

Au Luxembourg il incombe à l'Inspection du travail et des mines (ITM) d'assurer cette mission de contrôle en matière de droit du travail. En 2017 cette dernière a mené, conjointement avec les autorités belges, un contrôle d'entreprises d'abattage et de désossage au Luxembourg et en Wallonie. Trois entreprises luxembourgeoises avaient alors été contrôlées et pour toutes les trois, l'ITM avait constaté des infractions en matière de contrats de travail, de clauses de non-concurrence, de paiements de salaires et d'enregistrement concernant la durée de travail. L'ITM n'avait pourtant pas communiqué plus de détails.

Il est dans ce contexte des conditions de travail dans ce secteur de l'économie et plus généralement de la situation des travailleurs et travailleuses intérimaires que je voudrais poser des questions à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Combien de personnes sont actuellement employées dans le secteur de l'abattage et de la transformation/production de viandes ? Combien de ces personnes sont en possession d'un contrat à durée indéterminée respectivement à durée déterminée ?

2) Combien de personnes employées dans ce secteur ne sont pas directement liées par un contrat de travail à l'entreprise utilisatrice mais sont liées par un contrat de mission conclu avec une entreprise intérimaire ?

3) Combien de contrats de mise à disposition ont été signés depuis le 1er janvier 2020 dans le secteur prémentionné ? Ce chiffre connaît-il une évolution particulière par rapport aux années précédentes ?

4) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer la part des salarié.e.s intérimaires dans le secteur prémentionné ayant conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg ?

5) De manière générale, les salariés intérimaires ayant conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg sont-ils considérés d'office comme salarié.e.s détachés auxquels s'applique le cadre légal spécifique du détachement ?

6) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me préciser si les droits des salarié.e.s concernés en matière de dépenses de voyage, de logement et de nourriture sont respectés dans ces cas de figure ?

7) Quelles ont été les suites des contrôles de l'ITM dans trois entreprises du secteur menés en 2017 ?

8) L'ITM a-t-elle refait des contrôles des entreprises de secteur de l'abattage, de désossage et de transformation/production de viandes ? Dans l'affirmative, a-t-elle constaté des infractions ? Si oui, lesquelles ?

Réponse commune (15.11.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

ad 1) - 4) Le secteur « Transformation et conservation de la viande de boucherie » doit être analysé avec un certain recul compte tenu d'un nombre très élevé de travailleurs qui sont détachés du Luxembourg vers un autre pays.

Ainsi, les entreprises répertoriées dans ce secteur d'activité emploient, au 31 mai 2021, 965 personnes. Ce nombre concerne exclusivement les salariés ayant un contrat de travail avec une entreprise implantée au Luxembourg. En d'autres termes, il n'inclut pas le cas échéant les travailleurs qui pourraient avoir conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, une telle information n'étant pas connue par l'IGSS.

Parmi ces 965 personnes, 155 vivent au Luxembourg, 413 en France, Belgique ou Allemagne et 397 vivent dans d'autres pays, notamment en Pologne. Toutefois, les pourcentages des salariés vivant hors du Luxembourg et de ses pays limitrophes (295 sur 397) sont détachés dans un autre pays, c'est-à-dire qu'ils n'exercent pas leur emploi sur le territoire luxembourgeois. C'est également le cas de 120 salariés (sur 413) résidant en France, Belgique ou Allemagne. La majeure partie de ces 120 salariés réside en France.

Ainsi, un peu moins de la moitié des salariés enregistrés au 31 mai 2021 dans une entreprise du secteur « Transformation et conservation de la viande de boucherie » (415 sur 965) sont détachés du Luxembourg dans un autre pays.

En conséquence, les statistiques qui suivent ne concernent que les salariés non détachés. Il faut distinguer :

- d'une part les deux abattoirs de Wecker et d'Ettelbruck, qui emploient 337 salariés et dont l'activité est réalisée au Luxembourg ;

- et d'autre part, quelques petites entreprises du secteur qui emploient au total environ 120 personnes non détachées.

Dans les deux entreprises Cobolux et Abattoir Ettelbruck, il n'existe, au 31 mai 2021, qu'un CDD et aucun intérimaire n'est rattaché à ces deux entreprises. La quasi-totalité du personnel apparaît donc comme ayant un CDI. Quelques missions intérimaires peuvent être observées en 2019, mais depuis, les fichiers de l'IGSS ne permettent pas d'en constater de nouvelles. Il semble ainsi que les abattoirs d'Ettelbruck et de Wecker ne fonctionnent pas avec du personnel intérimaire.

Dans les autres petites structures (comptant 120 personnes), 5 CDD et 2 intérimaires sont dénombrés au 31 mai 2021. Dans ces structures, le recours à l'intérim semble un peu plus important. Si le simple comptage du nombre d'intérimaires au dernier jour ouvré du mois de mai 2021 est dépassé pour analyser le nombre de contrats de travail intérimaires, ce dernier a été divisé par deux récemment : il s'élevait à une centaine de contrats entre avril 2019 et avril 2020 (soit 8 contrats intérimaires en moyenne par mois) et à une quarantaine entre avril 2020 et avril 2021 mars (soit 3 contrats intérimaires en moyenne par mois).

En ce qui concerne la question relative à la part des salariés intérimaires du secteur « Transformation et conservation de la viande de boucherie » ayant conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, il y a lieu de noter que ni l'IGSS ni l'ITM ne disposent des informations aux fins de pouvoir répondre à cette question.

ad 5) Un salarié intérimaire ayant conclu un contrat de mission avec une société intérimaire établie hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg est à considérer comme salarié détaché auquel s'appliquent les dispositions légales nationales en matière de détachement pour le cas où celui-ci serait mis à disposition d'une entreprise utilisatrice, qui est établie soit sur le territoire luxembourgeois, soit hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg, et qui exerce temporairement son activité sur le territoire luxembourgeois dans le cadre d'une prestation de services transnationale.

Par contre, le même salarié intérimaire n'est pas à considérer comme salarié détaché pour le cas où ce dernier serait occupé sur le territoire duquel l'entreprise de travail intérimaire est établie.

ad 6) L'article L.141-3 du Code du travail dispose que : « Dans le cas d'un détachement de salariés au sens de l'article L.141-1, les allocations directement liées au détachement sont considérées comme faisant partie de la rémunération visée à l'article L.010-1, point 2, dans la mesure où elles ne sont pas payées à titre de remboursement des dépenses effectivement encourues du fait du détachement, telles que les dépenses de voyage, de logement ou de nourriture. [...] »

L'employeur du salarié qui est détaché sur le territoire luxembourgeois est tenu de garantir que le montant effectivement versé au salarié pendant le détachement est au moins équivalent à la rémunération due en vertu des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables au Luxembourg.

La rémunération comprend toutes les indemnités propres au détachement, sauf celles qui sont versées pour rembourser des frais de voyage, de logement ou de nourriture.

Ces frais de voyage, de logement ou de nourriture sont à prendre en charge par l'entreprise détachante.

Pour le cas où le salarié détaché aurait payé les frais de voyage, de logement ou de nourriture, l'employeur est tenu de lui rembourser ces dépenses et le remboursement de ces frais de voyage, de logement ou de nourriture n'est pas considéré comme faisant partie de la rémunération.

ad 7) En date du 17 octobre 2017, les services d'inspection de l'ONSS, de l'Office national de l'emploi, de l'INASTI, de la Région wallonne, des Finances, du Contrôle des lois sociales ainsi que ceux de l'Inspection du travail et des mines ont contrôlé 24 entreprises du secteur de l'abattage et de la transformation de viandes.

Les contrôles, découlant de la coopération Benelux dans le cadre de laquelle la Belgique, les Pays-Bas ainsi que le Grand-Duché de Luxembourg luttent ensemble contre le dumping social et les sociétés fictives, ont eu lieu sur le territoire belge et luxembourgeois.

En Belgique, 21 entreprises ont été contrôlées à Bastogne (7 entreprises), à Rochefort (3 entreprises) et à Ciney (11 entreprises), auprès desquelles étaient occupées 176 salariés et 3 indépendants. Parmi ces entreprises contrôlées, seulement 3 entreprises et un indépendant étaient en règle. Plusieurs infractions ont été constatées dont notamment l'absence de registres de présences, le non-respect de la législation ONEM (Office national de l'emploi) ainsi qu'en matière de rémunération.

Au Grand-Duché de Luxembourg, 3 entreprises ont été contrôlées. Des infractions ont été constatées en matière de contrats de travail, de clause de non-concurrence, de paiements de salaires et d'enregistrement concernant la durée de travail. Les 3 entreprises concernées ont été enjointes de se conformer par rapport aux dispositions légales. Aucune sanction n'a été prononcée à l'encontre des 3 entreprises concernées étant donné que ces dernières s'étaient conformées par rapport aux dispositions légales.

ad 8) L'Inspection du travail et des mines a effectué les contrôles suivants en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail dans le secteur de l'abattage et de la transformation de viandes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Lors de ces contrôles, des infractions dans les matières suivantes ont été constatées :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 5076 (08.10.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant la **situation des services financiers postaux :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4314 du 19 mai 2021, Monsieur le Ministre de l'Économie expliquait : « POST Finance précise qu'elle est parfaitement consciente et fière de son rôle social et l'importance de faciliter un accès aux services financiers à tous, indépendamment de leur situation personnelle, financière ou sociale. […] POST Finance a été créée en 1911 avec exactement cette mission d'inclusion sociale et continuera d'assumer celle-ci dans le futur. »

Alors que POST Luxembourg présentait cette semaine sa nouvelle offre de services bancaires avec une nouvelle grille tarifaire des services financiers de POST qui est à voir en relation avec un environnement persistant de taux d'intérêts négatifs, il apparaît que la digitalisation des services bancaires est de plus en plus une priorité pour POST : ainsi, les opérations effectuées au guichet seront facturées séparément alors que les mêmes opérations effectuées en ligne seront inclues dans un abonnement mensuel et donc gratuites. Dans un même temps, Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation dévoilait cette semaine le Plan d'action national d'inclusion numérique, dans lequel on peut notamment lire : « Un nombre élevé de personnes âgées ne possèdent pas ou peu de compétences numériques nécessaires et manquent de motivation ou de confiance pour utiliser les outils numériques », « Certaines personnes en situation de handicap font face à des problèmes d'accessibilité numérique », « Les travailleurs les moins qualifiés n'ont souvent pas les compétences numériques de base nécessaires », etc.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre délégué à la Digitalisation :

- Messieurs les Ministres ne voient-ils pas dans la nouvelle grille tarifaire des services finances de POST un contraste frappant avec le rôle social que se doit de remplir POST Finance ?

- Comment assurer l'inclusion bancaire, alors que d'après le Plan d'action national d'inclusion numérique 6,3 % des ménages n'ont pas accès à Internet ?

Réponse commune (08.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie*, et de **M. Marc Hansen,** *Ministre délégué à la Digitalisation :*

POST Finance précise qu'elle assume depuis 1911 un rôle d'inclusion financière en permettant à tous d'avoir accès à un compte courant et à des services de paiements. Cet accès est assuré sans discriminer les demandeurs sur base de leur situation personnelle, sociale ou financière. 30 % des clients POST Finance n'ont pas d'autre relation bancaire, ce qui témoigne de l'importance du rôle de POST Finance.

Dans ce contexte, POST précise qu'elle est en contact permanent avec des acteurs du milieu associatif engagés dans l'inclusion sociale comme par exemple l'Office national de l'accueil, la Croix-Rouge, Caritas, CLAE ou encore TouchPoints. POST indique qu'elle soutient l'action de ces organismes en faveur des populations fragiles en permettant notamment aux demandeurs de protection internationale de disposer d'un compte et d'une carte de paiement, mais également en maintenant un service d'encaissement de chèques pour la CNS ou encore certaines opérations gratuites pour les organisations reconnues d'utilité publique.

POST propose également sur demande la gratuité des opérations aux guichets et des virements papier à tout client pouvant justifier d'une incapacité à utiliser les solutions digitales. Tout en soutenant activement les initiatives nationales en faveur de l'inclusion digitale comme celle de l'ASBL ErwuesseBildung en faveur des seniors, POST prend ainsi en compte la situation particulière de certains de ses clients qui ne peuvent et ne pourront pas utiliser les solutions digitales en raison de leur âge ou d'un handicap.

Le Plan national d'inclusion numérique présenté par le Ministère de la Digitalisation, propose des pistes concrètes pour contrecarrer le clivage numérique au Luxembourg. Une des initiatives de ce plan d'action concerne le développement de cycles de formations en compétences numériques en collaboration avec l'ASBL ErwuesseBildung. Dans ce cadre, l'ASBL a développé deux cycles de formations « Internetführerschein 1.0 » et « Internetführerschein 2.0 », ainsi qu'un module préparatoire aux services bancaires en ligne « e-Banking ». Ce module préparatoire « e-Banking » est proposé en formation autonome dans le cadre du projet « Ech kann dat och » du Ministère de la Digitalisation et du Ministère de la Protection des consommateurs en collaboration avec la Commission de surveillance du secteur financier et la Fondation ABBL pour l'éducation financière. Les cycles de formations et le module « e-Banking » sont mis à disposition gratuitement aux acteurs intéressés.

De plus, un des leviers stratégiques du Plan d'action national d'inclusion numérique consiste à « faciliter l'accès au numérique ». Afin de permettre à tous les citoyens d'utiliser l'internet, le Plan d'action national d'inclusion numérique évoque, entre autres, la stratégie « Une connectivité performante pour tous » - stratégie nationale pour les réseaux de communications électroniques à ultra-haut débit 2021-2025, du Service des médias et des communications du Ministère d'État. La stratégie prévoit que chaque ménage devrait pouvoir disposer d'une connexion ultra-haut débit en 2025.

Concernant l'accès physique aux services de paiements, POST précise qu'elle accueille ses clients dans plus de 44 points de vente physiques, mais également par le biais de son réseau de facteurs qui peuvent permettre la réalisation de certaines opérations financières à domicile telles que les dépôts et retraits d'espèces jusqu'à 500 euros. Les services de paiement de POST sont donc accessibles à travers tout le territoire et sans rendez-vous.

La nouvelle offre commerciale présentée par POST vise à pérenniser et à amplifier le rôle social de POST en matière d'inclusion financière et ne remet pas ce rôle en question.

L'inclusion bancaire relève de l'accès à un compte, qui est possible chez POST pour tout le monde sans condition de revenus. Les ménages n'ayant pas accès à Internet peuvent avoir recours au large réseau de points de vente physiques de POST, aux 56 distributeurs automatiques de billets répartis sur le territoire du pays, à leur facteur, et ont également la possibilité d'appeler le call center de POST Finance.

Question 5077 (08.10.2021) de **M. Laurent Mosar** et **Mme Diane Adehm** *(CSV)* concernant les **taux d'intérêts négatifs chez POST Luxembourg :**

Lors de la présentation cette semaine de sa nouvelle offre de services bancaires avec une nouvelle grille tarifaire des services financiers, POST Luxembourg a expliqué vouloir appliquer à partir du 10 janvier 2022 un taux d'intérêts négatifs de 0,5 % pour les dépôts supérieurs à 250.000 euros pour les clients particuliers et professionnels. D'après nos informations, les nouvelles conditions pour les communes comprennent par ailleurs 15 euros de frais fixes par mois ainsi que 0,40 euro par opération « MultiLine » (0,30 euro jusqu'à présent). Cette adaptation de l'offre s'explique par un environnement persistant des taux d'intérêts négatifs.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle somme est-ce que l'État a déposé sur ses comptes chez POST Luxembourg ?

- Est-ce que POST Luxembourg applique les mêmes conditions à l'État qu'aux communes ? Dans la négative, quelles sont les conditions qui s'appliquent à l'État ?

- Quelle est la somme que l'État va dorénavant devoir payer au titre des taux d'intérêts négatifs à POST Luxembourg ?

- Quelles sont les conditions appliquées à l'État sur ses comptes dans d'autres banques ?

- Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que l'État et les communes devraient bénéficier de conditions plus avantageuses puisqu'il s'agit de fonds publics ?

Réponse commune (28.10.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

La situation des liquidités de l'État est régulièrement présentée par le Ministre des Finances à la Commission des finances et du budget de la Chambre des Députés. Leur niveau varie journalièrement, en fonction notamment des rentrées fiscales et des dépenses budgétaires. Les montants en question sont déposés auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) ainsi que d'institutions financières de la place, dont notamment Spuerkeess (BCEE) et POST. Les soldes respectifs fluctuent journalièrement.

En ligne avec l'évolution des taux, l'État paie des intérêts négatifs depuis 2017 auprès de la BCL, depuis 2019 auprès de la BCEE et depuis 2020 auprès de POST. Les taux appliqués varient selon différents facteurs, en fonction du marché. Ils se situent actuellement autour de 0,50 %.

Inversement, l'État perçoit des intérêts négatifs sur ses emprunts émis depuis 2019.

Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2020, l'État a payé 11,7 millions d'euros en intérêts négatifs et en a perçu 36,7 millions d'euros.

Il ne semble ni cohérent, ni opportun pour l'État d'intervenir dans la politique tarifaire des établissements financiers, voire de compromettre la bonne transmission de la politique monétaire au sein de la zone euro, en octroyant à l'État et aux communes des taux qui ne correspondraient pas aux conditions du marché.

Pour autant, la Trésorerie de l'État est disposée à explorer des pistes pour permettre aux communes et établissements publics qui le souhaiteraient de placer auprès de l'État leurs surplus de liquidités à des taux avantageux.

Question 5080 (11.10.2021) de **M. Yves Cruchten** et **Mme Cécile Hemmen** *(LSAP)* concernant le **RGTR en région frontalière :**

Selon les chiffres du Statec, le Luxembourg comptait plus de 209.000 frontaliers au premier trimestre 2021. Si la pandémie a encouragé la pratique du télétravail, force est de constater que de nombreux frontaliers se rendent à nouveau quotidiennement au Grand-Duché. Or, l'offre en transports en commun n'est pas toujours adaptée. Ainsi certaines localités ne se trouvant parfois qu'à quelques kilomètres de la frontière ne sont pas raccordées au réseau de transport en commun allant vers Luxembourg. Ce qui force les nombreux frontaliers qui y vivent à prendre la voiture pour se rendre à leur lieu de travail.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Selon quels critères des localités situées en France, Allemagne ou Belgique sont-elles raccordées au réseau RGTR ? Cette logique est-elle amenée à évoluer avec la réorganisation du réseau RGTR ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'étendre l'offre en transport en commun dans des localités situées au-delà de la frontière ?

3) Combien d'infrastructures de type parking, desservies par le RGTR ou les CFL, et se situant sur territoire étranger, ont été financées ou cofinancées par le Luxembourg depuis 2013 ?

Réponse (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le RGTR en général dessert les plus importants pôles urbains et P&R dans la région transfrontalière en complémentarité avec le train. En plus, certaines agglomérations, comme Thionville ou Trèves, ont un tel besoin de mobilité que l'offre train, bien qu'existante, n'est pas suffisante en termes de capacité ou de destinations. Dans ces cas, le RGTR renforce l'offre de transport en commun. Dans l'étude sur la réorganisation du réseau RGTR de 2018, mes services ont repris les résultats de l'enquête ménages-déplacements Luxmobil de 2017 pour vérifier l'efficacité de l'offre transfrontalière.

Cette étude a démontré d'une part que les destinations desservies par le réseau RGTR étaient déjà les plus pertinentes, et d'autre part que l'offre en termes de capacité n'était pas suffisante. Dans ce deuxième cas de figure, la réorganisation du réseau prévoyait ainsi une forte augmentation de l'offre.

Avec la réorganisation achevée en 2022, l'offre bus vers l'Allemagne sera augmentée d'environ 60 % (+ 200 courses par jour ouvrable), celle vers la France de 40 % (+ 180 courses par jour ouvrable) et celle vers la Belgique de 100 % (+ 130 courses par jour ouvrable) par rapport à l'horaire de 2019.

ad 2) La réorganisation RGTR achevée en 2022, le réseau sera revu régulièrement et des adaptations se feront au fur et à mesure de l'évolution de la demande.

Actuellement deux études supplémentaires sont en réalisation :

- La première porte sur la mise en place d'un corridor de priorisation pour bus, qui sera exploité à un haut niveau de service (CHNS) entre Audun-le-Tiche et Esch-sur-Alzette ;
- La deuxième traite la réorganisation du réseau bus dans la région sud pour l'horizon 2028, ainsi que les adaptations nécessaires des réseaux TICE et RGTR en vue de l'insertion tram rapide.

Dans ces deux études les connexions transfrontalières sont d'une importance primordiale.

ad 3) Depuis 2013 le Luxembourg a cofinancé trois P&R sur territoire étranger : le P&R Thionville-Metzange qui est entré en service en 2021, le P&R de la gare de Longwy dont la réalisation est en cours et qui sera probablement achevé en 2022 et le P&R de la gare de Thionville actuellement en phase d'études.

Question 5082 (11.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant la **cryptomonnaie :**

Duerch dat ëmmer gréissert Opkomme vu Kryptowärungen, kënnt och de Lëtzebuerger Staat a seng Beamten ëmmer éfters mat dësen a Kontakt - z. B. am Kader vum Steierrecht oder wann et zu Saisië kënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Am Fall wou de Staat Kryptowärunge beschlagnaamt, wéi ginn dës Wärunge stockéiert? Besëtzt de Staat eng Wallet, an där d'Coins gespäichert ginn?

2. Am Fall wou de Staat dës Wärungen net selwer stockéiere géif, mee op extern Firmen zréck géif gräifen, kann d'Regierung d'Modalitéite vun dëser Zesummenaarbecht erklären? Wéi gëtt/géif dësen externe Serviceprovider kontrolléiert (ginn)?

Réponse commune (11.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Fir all saiséierte Montant vun enger Kryptowärung gëtt e separate „Wallet" vun der Police „Section nouvelles technologies" erstallt, wourop dann dëse Montant transferéiert gëtt. Dës Eegenentwécklung baséiert op Erfarungen an Developpementer aus dem Ausland.

ad 2. Et gëtt aktuell net op extern Firmen zréckgegraff.

Mam Projet de loi N° 7452 soll en neie Kader mam „Bureau de gestion des avoirs (BGA)" geschafe ginn, deen déi Gidder da verwalte wäert.

Dozou gehéiert och d'Méiglechkeet, fir mat externe Prestatairen zesummenzeschaffen, wann d'Verwaltung vun de Gidder speziell Ufuerderunge stellt, esouwéi dat bei Kryptowärungen de Fall ka sinn. De BGA ka mat deene Prestatairë Kontrakter ofschléissen, laangfristeg oder fir punktuell Missiounen.

Well de BGA ënnert dem Statut vun engem „Service d'État à gestion séparée" geschafe soll ginn an ënnert der Tutelle vum Justizministère soll operéieren, ënnerläit de BGA de gesetzleche Bestëmmungen a Kontrollmechanismen, déi fir all staatleche Service applikabel sinn.

Dat heescht zum Beispill, dass jee no Envergure vum Kontrakt mam Prestataire, d'Reegele fir ëffentlech Ausschreiwunge musse respektéiert ginn.

Den externe Prestataire huet net d'Recht, selwer iwwert de Portefeuille ze decidéieren. Den Untersuchungsriichter muss ëmmer den Uerder ginn, fir saiséiert Gidder ze veräusseren.

Question 5083 (11.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**explosion du prix des engrais :**

An Europa grasséiert zurzäit net nëmmen eng Gesondheetskris, mee och eng Energiekris. D'Präisser fir Bensinn, Stroum, Gas, Kuel asw. explodéieren. Gläichzäiteg klammen och d'Präisser fir Liewensmëttel an aner Verbrauchsgidder exponentiell. Schold un dëser Kris sinn nieft extreem héije Produktiounskäschten och d'Liwwerketten, déi ënnerbrach sinn an net méi fonctionéieren. D'Düngerindustrie an d'Agrarchimie si ganz besonnesch vun

dëser Kris betraff. D'Produktiounsquantitéite ginn hei aus Käschtegrënn massiv gekierzt. Vill Betriber hu souguer hir Produktioun agestallt. Doduerch ginn d'Präisser weider an d'Luucht. Dat féiert dozou, datt d'Bauere mëttlerweil keen Dünger méi ze kafe kréien, onofhängeg vum Präis, dee si bereet sinn ze bezuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Agrarminister:

1. Wéi gedenkt den Här Minister op dës Situatioun ze reagéieren? Ass geplangt, de Bauere finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen?

2. Sinn op EU-Niveau Mesurë geplangt, fir de Baueren ze hëllefen?

3. Wéi gesäit den Här Minister an dësem Kontext d'Situatioun an d'Roll vum Logistiksecteur hei zu Lëtzebuerg?

Réponse (10.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. + 2. D'Hausse vun de Produktiounskäschten en général a vun den Düngemëttel am Speziellen ass um leschte Conseil vun den Agrarministeren thematiséiert ginn.

Och zu Lëtzebuerg weisen eis Statistiken eng drastesch Erhéijung vun de Präisser bei den Düngemëttel, wéi een hei drënner am Tableau gesäit.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am Moment si keng speziell Mesurë virgesinn, sief et um europäesche Plang oder um nationalen Niveau. Meng Servicer wäerten d'Situatioun awer am Detail suivéieren, an och d'EU-Kommissioun huet versprach, fir e prezise Monitoring vun der Maartsituatioun ze maachen.

Am Kader vun der europäescher Agrarpolitik ass et awer net méiglech, fir Intrante wéi Düngemëttel direkt ze subventionéieren. E Virdeel fir d'Betriber hei am Land ass, datt fir d'Intranten den Taux super-réduit gëllt, do och fir d'Düngemëttel.

ad 3. D'Logistik huet natierlech notamment mat der Erhéijung vun den Dieselpräisser ze kämpfen. Wéi eng Auswierkungen dat direkt op de Verkafspräis vun den Düngemëttel huet, ass awer net genau ze beleeën.

Question 5084 (11.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **radars mobiles :**

Fir Vitesskontrollen duerchzeféieren, gräift d'Police op mobill Radaren zeréck. Am Artikel 1 vum ofgeännerte Règlement grand-ducal du 2 août 2002 concernant les modalités d'utilisation, d'homologation et de contrôle des cinémomètres steet geschriwwen:

« L'appareil utilisé par la Police grand-ducale pour contrôler le dépassement des limitations réglementaires de la vitesse est le cinémomètre, qui peut se présenter sous forme fixe, mobile, portatif, muni d'un support ou fixé à l'intérieur d'un véhicule de service ou sur le pourtour extérieur de celui-ci.»

Dës Cinémomètres ginn oft op enger Zort Remorque op eng Strooss bruecht, um Bord vun der Strooss ofgehaangen a bleiwen dann do esou stoen. (Meeschtens gëtt de Radar selwer nach verkleet, fir en net direkt als Radar siichtbar ze maachen.) D'Radaren, déi op de Remorquë bei der Strooss stoe bleiwen, kéinten also als Remorque ugesi ginn.

Am Code de la route fënnt een am Artikel 167 (RGD vum 26. Mäerz 1965) iwwert d'Remorque iwwerdeems Follgendes:

« Il est interdit :

a) de faire stationner une roulotte non accouplée sur la voie publique ;
b) d'utiliser comme logis un véhicule en stationnement ou parqué sur la voie publique ;
c) de faire stationner sur la chaussée entre 22.00 heures du soir et 06.00 heures du matin un autocar, un véhicule automoteur destiné au transport de choses d'un poids total maximum autorisé supérieur à 3.500 kg, une machine de travail d'un poids propre supérieur à 3.500 kg ou une remorque non accouplée. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Si mobill Radaren, déi op Remorquen um Bord vun enger Strooss stinn, virum Gesetz als Remorque unzegesinn?

- Falls jo, wéi wierkt sech den Artikel 167 vum Code de la route op d'Opstelle vu mobille Radaren aus? Ass et legal, ee mobille Radar op enger Remorque tëschent 22.00 a 6.00 Auer ofzestellen?
- Falls nee, wéi eng Dispositioune gëlle fir d'mobill Radaren?

2. Am Artikel 3 vum Gesetz vum 21. Dezember 2009 iwwert Permissions de voirie steet geschriwwen:

« Quiconque voudra […] entreprendre des aménagements constructifs ou de signalisation dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route et des riverains, faire des plantations ou d'autres travaux quelconques dans, au-dessus ou le long des tronçons de routes faisant partie de la voirie normale de l'État, soit dans les traversées des agglomérations, soit ailleurs, dans la distance ci-après, ne pourra le faire que sous le couvert d'une permission de voirie. »

Muss d'Police fir d'Installatioun vu mobille Radaren eng Permission de voirie bei Ponts et chaussées ufroen?

Réponse commune (15.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Effektiv sinn déi mobill Radaren als Remorque unzegesinn déi, nodeems se vun enger Zuchmaschinn op déi virgesinne Plaz bruecht goufen, laanscht d'ëffentlech Strooss installéiert ginn. Laut dem Artikel 167 ter aus dem ëmgeännerte grossherzoglechen Arrêté vum 23. November 1995 iwwert de Stroosseverkéier (Code de la route) falen déi mobill Radare vun der Police awer net ënnert déi Dispositioune fir d'Remorquen:

« Art. 167 ter. Les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas aux véhicules utilisés en service urgent et énumérés à l'article 39, ainsi qu'aux véhicules des agents chargés du contrôle de la circulation, pour autant que le service l'exige et à condition que les conducteurs tiennent compte en toute circonstance des exigences de la sécurité de la circulation. »

ad 2. Am Hibléck zur zweeter Fro ass op den Artikel 3 aus dem Gesetz vum 21. Dezember 2009 iwwert „permissions de voirie" ze verweisen, deen sech ënner anerem op Amenagementer, Signalisatiounen an Aarbechte bezitt. Vitesskontrollen, déi am Kader vun de Missioune vun der groussherzoglecher Police mat Hëllef vun engem mobille Radar duerchgefouert ginn, falen dowéinst net ënnert dës Gesetz. Ausserdeem ass ze ënnersträichen, dass d'Emplacementer vun de mobille Radare laanscht d'Staatsstroossen an Zesummenaarbecht mat der Stroossebauverwaltung erausgesicht ginn.

Question 5085 (11.10.2021) de **M. Gilles Roth** *(CSV)* concernant la **carrière auprès du CGDIS :**

An engem Communiqué fuerdert de Syndicat national des pompiers professionnels du Luxembourg (SNPPL), dass d´Derogatiounen am Gesetz vum 27. Mäerz 2018 geholl ginn, fir jidderengem am Cadre de base ee fairen Accès an d'Carrière ouverte ze erméiglechen. Et wär hautdesdaags esou, dass et mat Ausnam vun der Voie expresse fir kee Beruffspompjee am CGDIS eng Méiglechkeet géing ginn, an e méi héije Groupe de traitement ze klammen.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Inneministesch an den Här Minister fir d'Fonction publique stellen:

- Kënnen déi zwee Ministeren dës Informatioune confirméieren?
• Wa jo, sinn do Upassungen am Gesetz, souwéi vun der SNPPL gefuerdert, geplangt?
• Wann nee, firwat?

Réponse commune (11.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Mir kënne bestätegen, dass et am Kader vum Accès an d'Carrière ouverte bei deenen Agenten, déi iwwert den Artikel 32 vum ofgeännerte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 vun der ziviller Sécherheet an den neie „cadre des pompiers professionnels" gewiesselt sinn, effektiv zu engem Moment Onkloerheet ronderëm eng vun de Konditioune fir den Accès an e méi héije Groupe de traitement gouf.

Wéinst dëser „insécurité juridique" huet d'Kommissioun, déi fir d'Carrière ouverte am CGDIS zoustänneg ass, no Récksprooch mam Verwaltungsrot vum CGDIS entscheet, fir bei engem prezisen Dossier en Avis beim Ministère fir d'Fonction publique anzehuelen, ier se an deem Dossier statuéiere géing. Mëttlerweil konnt d'Onkloerheet gekläert ginn. Et huet sech erausgestallt, dass et keen Element an dësem Dossier gëtt, wat d'Prozedur vun der Carrière ouverte kéint verhënneren. De Syndicat national des pompiers professionnels du Luxembourg ass iwwert dëst Resultat informéiert ginn.

Question 5086 (11.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **dépenses pour annonces effectuées par les différents ministères :**

Ministèren an hir Verwaltunge schalte reegelméisseg Annoncen an de Lëtzebuerger Medien, fir d'Bevëlkerung op Projeten oder Ännerungen opmierksam ze maachen. Esou gesäit een zum Beispill momentan op rtl.lu eng Annonce mam Logo vum Ëmweltministère zur Klima-Expo.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Finanzen dës Fro stellen:

- Wéi vill hunn déi eenzel Ministèrë säit Ufank 2014 fir Annoncen an de Medien (geprint oder online Zeitungen a Radio) ausginn (opgelëscht no Joer, Ministère an no Medium)?

Réponse commune (11.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Déi an der Annex ugefouert Tableaue renseignéieren iwwert déi Ausgaben, déi de Service information et presse (SIP) vum Staatsministère fir déi eenzel Ministèren an där viséierter Period fir Annoncë gemaach huet (fir Ausschreiwungen, vakant Posten, offiziell Ukënnegungen, Convocatiounen etc.).

D'Notioun „indéterminé" bezeechent Ausgaben, vun deenen net méi ka retracéiert ginn, fir wéi e Ministère se gemaach goufen. Bei den negative Montanten, déi als „indéterminé" oder „pas destiné pour le SIP" ugefouert ginn, handelt et sech ëm Notes de crédit.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5087 (11.10.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **changement d'administration dans le cadre policier :**

Ufank 2021 hat d'Regierung ugekënnegt, datt, wat de Rekrutement vu Polizisten ugeet, eng Evaluatioun sollt gemaach gi vum „recrutement interne" an analyséiert ginn, ob e „changement d'administration" och fir d'Police kéint a Fro kommen.

Laut mengen Informatiounen ass an deem Zesummenhang awer nach näischt geschitt, soudatt et nach ëmmer net méiglech ass, fir vereedegt Beamten aus dem ëffentlechen Déngscht iwwert e „changement d'administration" an de „cadre policier" ze wiesselen. Dat obwuel d'Police dréngend nei Polizisten brauch an och do e gewësse Potenzial u Personal wier, deen zum Deel eng qualitativ Erfarung matbrénge géing.

Weiderhin si laut mengen Informatioune verschidde Polizisten, déi eng sougenannt „Out/In-Prozedur" gemaach hunn, nach ëmmer net am Groupe de traitement B1 reklasséiert ginn. Dës Poliziste waarden op hiren Arrêté, an dat obwuel se explizitt de B1 Staatsexame geschriwwen a gepackt hunn. Sou bleiwen déi Léit ouni valabele Grond am Groupe de traitement C1 blockéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt beim Rekrutement am „cadre policier" an Zukunft och de „recrutement interne" aus dem ëffentlechen Déngscht ëmgesat? Wa jo, wéini? Wann net, wisou net?

2. Kann d'Regierung confirméieren, datt verschidde Polizisten, déi eng sougenannt „Out/In-Prozedur" gemaach hunn, nach ëmmer am Groupe de traitement C1 blockéiert sinn? Wa jo, firwat?

3. Wa jo, wéi vill Polizisten hunn eng sougenannt „Out/In-Prozedur" gemaach, mee sinn nach net ëmklasséiert ginn, obwuel se all d'Konditiounen erfëllen?

4. Kann d'Regierung confirméieren, datt am Kader vun der Out/In-Prozedur verschidde Beamte säit iwwer engem Joer op hiert Reklassement am Groupe de traitement B1 waarden? Wa jo, firwat?

5. Wéini sollen déi concernéiert Poliziste reklasséiert ginn?

Réponse commune (08.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Obwuel d'Gesetz iwwert de Changement d'administration d'Arméi, d'Police an d'Inspection générale de la police mat abegräift, ass et awer aktuell nach net méiglech, fir iwwert de Wee vum Recrutement interne an de Policekader eriwwer ze wiesselen. Dëst ass bedéngt duerch déi spezifesch Ufuerderungen, sief et un d'Ausbildung, wéi och un den zukünftege Polizist. D'Méiglechkeet vun engem Recrutement interne an de Policekader beinhalt deemno d'Ausschaffe vun enger Prozedur, souwéi och eng Upassung vun de Gesetzestexter.

ad 2. - 5. Effektiv huet et, wéinst Iwwerpréiwungen, bei dëse Kandidate méi laang gedauert, bis déi eenzel Arrêtéë geholl goufen. D'Arrêtés de nomination fir an de Groupe de traitement B1 sinn awer réckwierkend op den 1. Abrëll 2021 a Kraaft getrueden.

Question 5089 (12.10.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **Tiny Houses :**

D'Lag um Wunnengsmaart huet sech an de leschte Joren zougespëtzt an eng Entspanung ass kuerzfristeg net a Siicht. Een Deel vun der Léisung kënnen déi sougenannten Tiny Houses sinn, eng alternativ Wunnform, fir déi sech ëmmer méi Leit interesséieren. Laut mengen Informatioune verschléisse sech verschidde Gemengen net dëser neier Bauform a wieren och bereet, op adaptéierte Flächen, wéi z. B. bestoend Campinger, esou Projeten ze ënnerstëtzen. Leider ass déi aktuell Gemengegesetzgeebung (PAG, PAP, Bautereglementer …) net un de Modell vun Tiny Houses ugepasst a verhënnert domadder souwuel d'Opstellen a Bewunne vu solche Wunnformen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann eng Zone REC-CA (Zones de sports et de loisirs), déi ausserhalb vum Perimeter an der Zone verte läit, als HAB-1-Zon an iwwert e PAP-NQ als Zone spéciale fir Tiny Houses ëmklasséiert ginn?

- Wann nee, wat schwätzt géint esou eng Ëmklasséierung?

- Envisagéiert d'Regierung, déi bestoend Gemengegesetzgeebung esou ëmzeänneren, dass an Zukunft alternativ Wunnforme wéi Tiny Houses kënne realiséiert ginn?

- Wann nee, wéi eng Léisung envisagéiert d'Regierung dann ze huelen, fir dass deene Leit hire Modell vu Wunnen, ënnert der Form vun Tiny Houses, ka gesetzes- a reegelkonform realiséiert ginn?

Réponse commune (10.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Fir d'éischt emol ass kloerzestellen, dass eng „zone de sports et de loisirs - camping [REC-CA]" laut Artikel 21 vum groussherzogleche Reglement vum 8. Mäerz 2017 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune net an der Gréngzon, mee an der bebaubarer Zon, also innerhalb vum Perimeter, läit.

Generell ass e Reklassement, deen duerch de sougenannte Principe de mutabilité vun de PAGe bedéngt an an der Rechtsspriechung gutt verankert ass, u sech ëmmer méiglech, ënnerläit awer forcement verschiddene Konditiounen. Esou muss eng Ëmklasséierung konform sinn zu den Objektiver vum Artikel 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain. Ënner anerem muss den Terrain sech fir déi geplangte Klasséierung eegnen. Bei enger Parzell an der Gréngzon kommen nach eng Rei zousätzlech Ufuerderungen derbäi, zum Beispill déi noutwenneg Ëmweltstudien an den Accord vum Ëmweltministère.

Et gëtt am Prinzip kee Verbuet, fir an enger „zone d'habitation 1 [HAB-1]" sougenannten „tiny houses" opzeriichten, woubäi d'Koeffizienter vun der Erschléissung awer esou ze modeléiere sinn, dass et méiglech ass, esou e Projet ze realiséieren. D'Zréckgräifen op eng „zone spéciale [SPEC]" ass also net noutwenneg.

Déi aktuell Gesetzgebung verbitt alternativ Wunnforme wéi „tiny houses" net, soudass eng Adaptatioun vun den Texter net noutwenneg ass.

Le saviez-vous ?

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

Question 5090 (12.10.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant l'**évaluation de la loi instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale :**

Le dépôt d'une motion parlementaire le 14 juin 2018 à la Chambre des Députés au sujet du projet de loi n° 6996 invitait le Gouvernement à réaliser une évaluation qualitative de la réforme instituée par le projet de loi et ceci trois ans après l'entrée en vigueur de l'éventuelle loi.

Ce délai de trois ans a commencé avec l'entrée en vigueur de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale. L'évaluation qualitative du contenu de cette loi devrait être présentée sous la forme d'un bilan, passant rétrospective des nouvelles dispositions et procédures prévues et introduites par cette nouvelle loi.

D'ailleurs, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit expressément qu'un tel bilan va être établi dans le délai mentionné.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelle est la situation actuelle du bilan de la loi du 27 juin 2018 ? Est-ce que Madame la Ministre peut approximativement me dire quand ce bilan pourrait être publié ?

2) S'il existe un retard au niveau de la publication, quelles en sont les raisons ?

Réponse (18.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

L'honorable Député souhaite obtenir des informations au sujet de l'évaluation de la loi du 27 juin 2018 instituant le juge aux affaires familiales et portant réforme du divorce et de l'autorité parentale.

ad 1) L'évaluation de la loi du 27 juin 2018 est actuellement en cours. Il est prévu de présenter le bilan de l'évaluation fin novembre 2021 aux honorables députés.

ad 2) La motion adoptée en date du 14 juin 2018 invite le Gouvernement « à réaliser, après trois ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, une évaluation qualitative de la réforme ». Dans la mesure où la loi du 27 juin 2018 est entrée en vigueur le 1er novembre 2018, la présentation du bilan de l'évaluation de la loi du 27 juin 2018 interviendra endéans les délais impartis par la Chambre des Députés.

Question 5091 (12.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **rénovation du Musée du Vin :**

De Wäibaumusée zu Éinen gouf 1974 gegrënnt a befënnt sech an engem historeschen Areal, dat als „Monument national" klasséiert ass. De Musée u sech ass am Ablack wéinst Renovéierungsaarbechten zou a soll vun 2023 un de „Centre Mosellan" ëmfaassen. Leider ass net kloer, wat fir Exponaten och no dëser déif gräifender Ëmgestaltung vum Musée erhale bleiwen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, ob d'Renovéierung vum Musée vun der Gemeng Éinen oder vum Kulturministère initiéiert gouf?

2. Leien der Madamm Minister Informatioune vir, wat fir Exponate vun der Muséessammlung och am zukünftege „Centre Mosellan" besichtegt kënne ginn? Wat fir Exponate wäerten net am Musée verbleiwen?

3. Wéi vill Objete wäerte versteet ginn oder goufe scho versteet? Gehéieren dozou och d'Exponate vum Küferatelier? Wa jo, wouduerch wäerten dës Exponaten ersat ginn?

4. Aktuell gëtt vun engem „Centre Mosellan" geschwat. Ass net virgesinn, ee lëtzebuergeschen Numm ze wielen? Wann nee, firwat net? Wier een Numm an der typescher originaler Sprooch net méi authentesch fir ee regionale Musée?

Réponse (10.11.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

ad 1. D'Gebailechkeete vun dem Wäibaumusée a sengen Annexe gehéieren dem Staat. De Projet vun der Renovéierung respektiv der Revalorisatioun vum Site gouf op Initiativ vun der viregter Regierung an Zesummenaarbecht mat der „Entente touristique de la Moselle" lancéiert. De Spuedestéch gouf de 26. September 2018 gemaach.

ad 2. En Deel vun den Exponaten, déi am Wäibaumusée zu Éinen ausgestallt waren, ginn och erëm an déi nei Scenographie vum Musée integréiert.

Déi Géigestänn, déi a multipeler Ausféierung do waren an och elo schonn net Bestanddeel vun der Ausstellung waren, goufen am Oktober versteet. Des Weidere war virun de Renovéierungsaarbechte vun de Gebailechkeeten en Appell bei anere Muséeë gemaach, fir e Maximum u Géigestänn weiderhin auszestellen. Esou wäerte beispillsweis verschidden Exponaten zukünfteg am Musée „A Possen" ausgestallt ginn, anerer, déi ausgeléint waren, sinn zréck un den Nationale Musée fir Geschicht a Konscht gaangen.

D'Lëscht vun den Exponaten, déi an der Stee waren, kann een um Site vun dem Enregistrement nokucke goen: https://pfi.public.lu/fr/agenda/2020/2021/0710.html.

ad 3. Vun de 40 Lousen, déi an der Stee waren, sinn der insgesamt 22 iwwert Soumission publique fortgaangen. De Rescht vun de Lousen ass no der Stee verkaf ginn.

De Lous N° 24 huet en Deel vun den Exponaten aus dem Küferatelier enthalen. De Rescht vun den Ausstellungsstécker aus der Küferei wäerten an Zukunft am Musée „A Possen" ausgestallt ginn.

ad 4. Bei der Bezeechnung „Centre Mosellan" handelt et sech leedeglech ëm e provisoreschen Aarbechtstitel. Den definitiven Numm vum zukünftege Musée gëtt an Zesummenaarbecht mat de regionalen Acteuren am Kader vun der „Entente touristique de la Moselle" bestëmmt. Zum aktuellen Zäitpunkt steet nach net fest, wéi de Musée an Zukunft wäert genannt ginn.

Question 5092 (12.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**organisation de fêtes pour les anniversaires de fusion de communes :**

D'Regierung huet am Koalitiounsaccord follgende Punkt fir d'Fërderung vun de Gemengefusioune festgehalen:

Le processus des fusions volontaires des communes continuera à être activement soutenu. Aucun projet de fusion de communes ne sera mis en place sans le consentement des citoyens concernés exprimé par voie de référendum. Le système de soutien financier du processus de fusion par l'État sera adapté vers le haut.

Ënnert deene Gemengen, déi zënter Jore fusionéiert hunn, fannen sech Joer fir Joer ëmmer erëm därer, déi dat Joer ee ronne Gebuertsdag feieren. Eigentlech eng gutt Geleeënheet, fir den Zesummenhalt tëscht de fusionéierten Uertschafte weider ze stäerken. Ech kéint mir virstellen, datt den Inneministère esou Jubiläen, wéi se zum Beispill de Gemenge Parc Housen a Käerjeng elo bevirstinn, finanziell géif ënnerstëtzen. Méi Convivialitéit an ee verstäerkten Echange tëscht de Biergerinnen a Bierger kënnen ënner Ëmstänn dofir suergen, datt d'Akzeptanz fir eng Fusioun an der Bevëlkerung wiisst. Dat souwuel am Virfeld vun enger Fusioun, wéi och dono.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Stellt den Inneministère de Fusiounsgemengen, déi ee Jubiläum feieren, ee Subsid fir dësen Ulooss zu Verfügung?

Falls jo, kënnen d'Gemengen dofir eng Ufro beim Inneministère maachen a wéi vill Sue ginn heifir bereetgestallt?

Falls nee, wier d'Ministesch oppen, fir an Zukunft ee klenge Budget dofir bereetzestellen?

2. Ass d'Ministesch der Meenung, dass esou convivial Evenementer am Virfeld vun enger Fusioun d'Motivatioun fir ze fusionéiere kéinten erhéijen?

3. Ass d'Ministesch der Meenung, dass esou convivial Evenementer den Zesummenhalt an d'Adhesioun un déi nei Gemengenidentitéit vu fusionéierte Gemenge kéinten erhéijen?

4. Um Beispill vun der Nordstad: Wéi gedenkt d'Ministesch, den Zesummenhalt an dëse Gemengen ze stäerken, déi jo an de Preparatioune fir eng Fusioun stiechen?

5. Gedenkt d'Ministesch, Evenementer finanziell ze ënnerstëtzen, déi am Virfeld vu geplangte Fusiounen zum Zweck vum Zesummenhalt organiséiert ginn (z. B. Concerten, Familljefester)?

Réponse (26.10.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Ech erënneren den honorabelen Deputéierten drun, dass d'Regierung fräiwëlleg Gemengefusioune mat enger Aide spéciale ënnerstëtzt. De 14. Oktober 2020 huet d'Regierung déi Aide fir d'Tranche vun ee bis 2.000 Awunner ëm 10 % gehuewen, soudass am Moment all Gemeng, déi fusionéiert, 2.200 Euro pro Awunner fir déi éischt 2.000 Awunner an 1.000 Euro fir all Awunner vun 2.001 bis 5.000 Awunner kritt. De Maximum vun der Aide spéciale pro Gemeng beleeft sech also op 7.400.000 Euro. Fir dass all Fusioun d'selwecht behandelt gëtt, huet d'Regierung decidéiert, dass keng aner Aiden accordéiert ginn.

An där Logik ass och keng speziell finanziell Ënnerstëtzung fir d'Fusiounsjubiläe virgesinn, an all Gemeng ka selwer am beschte jugéieren, wéi eng Initiativen dass si fir den Zesummenhalt an de Gemenge fir gutthält, souwuel viru wéi no enger Fusioun.

Question 5094 (12.10.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant la **transposition de directives :**

Les directives européennes, faisant partie du droit dérivé de l'Union européenne, sont intégrées ou transposées, endéans un certain délai, dans le droit national des différents États membres afin d'y être appliquées.

Cependant, cette transposition ou intégration peut aboutir en une procédure législative de longue durée impliquant l'intervention de nombreux acteurs et une certaine mise à point de la législation nationale.

Récemment, la Commission européenne s'est adressée au Luxembourg à travers une mise en demeure concernant la transposition de la directive sur les données ouvertes et sur la réutilisation des informations du secteur public dont le délai était fixé au 17 juillet 2021 au plus tard.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Combien de directives se trouvent actuellement en voie de transposition ? De quelles matières s'agit-il ?

- Environ combien de directives européennes vont devoir être transposées prochainement ?

- Quelles sont les directives pour lesquelles un projet de loi a déjà été déposé ?

- Quelles sont celles pour lesquelles un tel dépôt fait défaut ?

- Pour combien de directives le délai de transposition a été dépassé ?

- Quelles sont les directives pour lesquelles une procédure d'infraction a été lancée et pour lesquelles la Cour de justice de l'Union européenne a été saisie ?
En l'occurrence, le Luxembourg fait-il l'objet d'une telle procédure ?

Réponse (11.11.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Les informations ci-dessous se réfèrent à la situation au 11 novembre 2021.

ad 1) À l'heure actuelle, 41 directives sont en cours de transposition au Luxembourg. Ces 41 directives couvrent toute la panoplie des domaines réglementés par le marché intérieur, comme l'agro-alimentaire, les communications électroniques, les services, la gestion des déchets, les véhicules, le transport, la protection des consommateurs, la lutte contre la criminalité, la réglementation des professions, le marché financier, etc.

ad 2) À l'heure actuelle, 63 directives européennes publiées au Journal officiel de l'Union européenne vont devoir être transposées en droit luxembourgeois.

ad 3) Une directive peut être transposée en droit national par toute mesure (loi, règlement grand-ducal, ou autre mesure), comme nécessaire. Le plus souvent la transposition d'une directive implique une combinaison de plusieurs mesures.

Pour 30 directives, un projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés. Pour l'intitulé exact de ces directives, il est renvoyé aux services de la Chambre des Députés.

Pour les douze directives suivantes, le dépôt d'un projet de loi est actuellement prévu :

- directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (refonte),
- directive (UE) 2019/882 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services,
- directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) n° 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises,
- directive (UE) 2021/514 du Conseil du 22 mars 2021 modifiant la directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal,
- directive (UE) 2020/284 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'instauration de certaines exigences applicables aux prestataires de services de paiement,
- directive déléguée (UE) 2021/1270 de la Commission du 21 avril 2021 modifiant la directive 2010/43/UE en ce qui concerne les risques en matière de durabilité et les facteurs de durabilité à prendre en compte pour les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM),
- directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union,
- directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières,
- directive (UE) 2019/1151 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne l'utilisation d'outils et de processus numériques en droit des sociétés,
- directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T),
- directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne,
- directive (UE) 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil.

ad 4) 26 directives sont actuellement en retard de transposition.

ad 5) La liste ci-dessous présente les directives pour lesquelles une procédure d'infraction pour non-transposition d'une directive dans le délai a été lancée :

- directive d'exécution (UE) 2020/432 de la Commission du 23 mars 2020 modifiant la directive 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne la définition des légumes et la liste des genres et espèces figurant à l'article 2, paragraphe 1, point b),
- directive d'exécution (UE) 2020/177 de la Commission du 11 février 2020 modifiant les directives 66/401/CEE, 66/402/CEE, 68/193/CEE, 2002/55/CE, 2002/56/CE et 2002/57/CE du Conseil, les directives 93/49/CEE et 93/61/CEE ainsi que les directives d'exécution 2014/21/UE et 2014/98/UE de la Commission en ce qui concerne les organismes nuisibles aux végétaux présents sur les semences et autres matériels de reproduction des végétaux,
- directive (UE) 2019/1024 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public,
- directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (refonte),
- directive (UE) 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil,
- directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché,
- directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE,
- directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables,
- directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE,
- directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage, la directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, et la directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques,
- directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 94/62/CE relative aux emballages et aux déchets d'emballages,
- directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2008/98/CE relative aux déchets,
- directive (UE) 2018/850 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets,
- directive (UE) 2019/2162 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE,
- directive d'exécution (UE) 2019/68 de la Commission du 16 janvier 2019 établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes

à feu et de leurs parties essentielles au titre de la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes,
- directive d'exécution (UE) 2019/69 de la Commission du 16 janvier 2019 établissant des spécifications techniques relatives au marquage des armes d'alarme et de signalisation au titre de la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes,
- directive (UE) 2018/1673 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 visant à lutter contre le blanchiment de capitaux au moyen du droit pénal,
- directive (UE) 2019/713 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 concernant la lutte contre la fraude et la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et remplaçant la décision-cadre 2001/413/JAI du Conseil,
- directive (UE) 2016/2370 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 modifiant la directive 2012/34/UE en ce qui concerne l'ouverture du marché des services nationaux de transport de voyageurs par chemin de fer et la gouvernance de l'infrastructure ferroviaire,
- directive 2012/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 21 novembre 2012 établissant un espace ferroviaire unique européen,
- directive (UE) 2019/770 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de fourniture de contenus numériques et de services numériques,
- directive (UE) 2019/771 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens, modifiant le règlement (UE) 2017/2394 et la directive 2009/22/CE et abrogeant la directive 1999/44/CE.

Pour les deux directives suivantes, la Commission européenne a décidé une saisine de la Cour de justice de l'UE :

- directive (UE) 2021/555 du Parlement européen et du Conseil du 24 mars 2021 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (texte codifié),
- directive 2014/42/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant le gel et la confiscation des instruments et des produits du crime dans l'Union européenne.

Question 5095 (12.10.2021) de **Mmes Djuna Bernard** et **Chantal Gary** *(déi gréng)* concernant l'**égalité des genres dans le domaine des médias :**

En date du 4 octobre 2021, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a présenté les résultats luxembourgeois de l'édition 2020 du Global Media Monitoring Program (GMMP). Dirigée par le Conseil national des femmes du Luxembourg et le CID/Fraen an Gender, il s'agit de la troisième participation luxembourgeoise à cette étude focalisée sur les représentations des femmes et des hommes dans les médias.

Parmi les conclusions regrettables de l'étude figure le constat que dans les quelque 200 articles et reportages recueillis lors du jour témoin, seulement 24,9 % des personnes évoquées étaient des femmes. En cinq ans, ce taux a progressé d'un seul point de pourcentage, alors que pour la période quinquennale précédente, la progression était encore de 8 %. De même, en 2020, seulement 30,2 % des articles et reportages étaient rédigés ou créés par des femmes, alors que ce taux se situait encore à 39,1 % en 2015.

Les médias exercent une forte influence sur la construction et la déconstruction des stéréotypes sexués. Ces derniers conditionnent à leur tour notre vue sur les concepts de « masculinité » et de « féminité » et orientent les décisions impactant les choix individuels pour la vie professionnelle et privée.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Communication et des Médias et à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

1) Quelles sont les démarches concrètes que Monsieur et Madame les Ministres proposent de mettre en œuvre afin d'augmenter la visibilité des femmes dans les médias ? La sensibilisation des différents acteurs (jeunes, grand public, professionnels des médias) étant l'une des pistes déjà évoquées lors de la présentation de l'étude, par quels moyens sera-t-elle mise en œuvre ?

2) De même, quelles démarches sont envisagées afin de promouvoir la parité femmes/hommes dans le secteur des médias ?

3) Le Comité interministériel à l'égalité des femmes et des hommes sera-t-il chargé de dégager des recommandations sur base des conclusions du GMMP 2020 ? La prochaine évaluation de la mise en œuvre du Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes tiendra-t-elle compte plus spécifiquement du domaine des médias, ce dernier étant transversal aux sept priorités retenues dans la version initiale ?

4) À l'instar de la récente convention pluriannuelle avec Radio ARA, des exigences en termes d'égalité des genres seront-elles intégrées dans les futures conventions ou autres textes régissant les subventions publiques au secteur médiatique ?

5) Lors du vote du projet de loi n° 7631 relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel, une motion concernant l'évaluation du nouveau régime d'aides après deux ans a également été approuvée par la Chambre des Député-e-s. Des considérations d'égalité des genres seront-elles thématisées lors de cette évaluation ?

Réponse commune (12.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Pour le contexte général, il est renvoyé à la réponse du Gouvernement à la question parlementaire n° 5068 de l'honorable Députée Madame Diane Adehm.

La sous-représentation des filles et des femmes dans les médias est un phénomène qui est non seulement constaté au Luxembourg, mais qui représente également une réalité dans les 115 autres pays ayant participé à l'étude du Global Media Monitoring Program (GMMP).

Dans le passé, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes (MEGA) a pris des initiatives ponctuelles dans le domaine de l'éducation aux médias (p. ex. atelier pour étudiants en coopération avec le Conseil de presse lors du festival « Rock de Rack » en 2019) ou en subventionnant des études, telles que l'analyse de la représentation des femmes et hommes sportifs dans la presse luxembourgeoise avec le Conseil national des femmes du Luxembourg.

Le Plan d'action national pour l'égalité entre les femmes et les hommes adopté en juin 2020 prévoit une collaboration active avec les professionnels du secteur, et notamment le Conseil de presse, pour évaluer la situation et discuter de pistes d'amélioration.

Une première entrevue entre la Ministre de l'Égalité entre femmes et hommes Taina Bofferding et le Conseil de presse a eu lieu le 27 octobre 2021.

La démarche stratégique du Gouvernement est basée sur le dialogue avec tous les professionnels du secteur des médias sur les différents volets du dossier, en plein respect de l'indépendance éditoriale, à savoir :

- le déséquilibre entre les sexes au niveau des contenus de la presse écrite, audiovisuelle et dans les médias en ligne ;
- le déséquilibre entre les sexes dans les métiers journalistiques, donc des professionnels qui créent les informations ;
- la sous-représentation des femmes dans les rédactions en chef, les directions et les conseils d'administration des entreprises médiatiques.

Une des mesures proposées dans le cadre de la stratégie susvisée pour atteindre un meilleur équilibre entre les sexes dans les médias luxembourgeois pourrait être l'insertion des dispositions spécifiques relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes dans la convention-cadre entre l'État et les entreprises actives dans le secteur médiatique. Toutefois, cette question doit faire l'objet d'un dialogue entre le Gouvernement et les entreprises concernées.

Il y a lieu de noter qu'à la fois la convention pluriannuelle avec Radio ARA et la convention pluriannuelle conclue en 2019 entre l'État et l'établissement public de radiodiffusion socioculturelle 100,7 prévoient l'obligation, pour ces médias, de s'engager à atteindre et maintenir un juste équilibre dans la représentation des sexes dans la gestion de son personnel. La prochaine convention relative aux missions de service public de CLT-UFA inclura, par ailleurs, une clause pour promouvoir une représentation équilibrée des genres dans ses programmes.

Par ailleurs, le Code de déontologie de la presse, institué par la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias, incite les journalistes à s'engager « à éviter et à s'opposer à toute discrimination pour des raisons de sexe, de race, de nationalité, de langue, de religion, d'idéologie, d'ethnie, de culture, de classe ou de convictions, tout en assurant le respect des droits fondamentaux de la personne humaine ».

À noter également qu'en tant que membre du Groupe informel des amis de la sécurité des journalistes auprès du Conseil de l'Europe, le Luxembourg accorde une importance particulière à la question de la sécurité des journalistes, et plus particulièrement des femmes journalistes, comme le montre la déclaration 1 du 2 novembre 2021 à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes.

Enfin, la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel est partiellement assortie de conditions prenant en compte certains éléments d'égalité entre femmes et hommes et d'éducation aux médias. À titre d'exemple, l'article 3 (1) dispose : « Est considéré comme éditeur éligible à l'aide prévue à l'article 4, un éditeur qui remplit les critères suivants : (...) 3° publier dans son rapport annuel le rapport femmes-hommes au sein des rédactions. » L'article 9 au chapitre relatif à l'éducation aux médias et à la citoyenneté est libellé comme suit : « Est considéré comme éditeur citoyen, un citoyen qui remplit, depuis un an au moins à la date de la demande les critères suivants : (...) 3° contribuer à l'éducation aux médias, à l'intégration et à la cohésion sociale. » L'article 10 dispose que « le ministre alloue une aide annuelle d'un montant de 100.000 euros à un éditeur en fonction des critères suivants (...) 2° les actions menées en faveur de l'éducation aux médias, de l'intégration, de la promotion de la citoyenneté et de la lutte contre les discriminations ».

Par conséquent, une évaluation de la loi telle que proposée dans la motion déposée le 8 juillet 2021 se fera par rapport aux dispositions susmentionnées afin de mesurer un éventuel impact de la réforme de l'aide à la presse sur l'égalité entre les sexes.

Question 5096 (13.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**acquisition de la nationalité luxembourgeoise :**

Op Basis vun der „loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise" souwéi duerno der „loi du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise et portant abrogation de : 1. la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise ; 2. la loi du 7 juin 1989 relative à la transposition des noms et prénoms des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité luxembourgeoise" konnte Leit, déi am Ausland wunnen, awer bis zum Joer 1900 e Virfare mat Lëtzebuergescher Nationalitéit haten, dës wärend de leschte Joren och ufroen.

An deem Zesummenhang hätt ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Wéi vill Leit hu vun dëser Méiglechkeet Gebrauch gemaach, sät déi uewen zitéiert Gesetzer a Kraaft getruede sinn?

2. Wéi vill Demandë goufen ugeholl a wéi vill goufen der ofgewisen? Wat waren déi heefegst Grënn, fir esou Demanden ofzeweisen?

3. Kann d'Madamm Justizminister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, op wéi eng Ursprongslänner sech déi eenzel Demandë verdeelt hunn a wéi sech déi accordéiert an ofgewisen Demanden op dës Länner verdeelen?

4. Verfüügt d'Madamm Justizminister iwwert en Iwwerbléck, wéi vill Leit hypotheetesch vun dëser Méiglechkeet kéinte profitéieren, wann se weider géif verlängert ginn? Falls d'Äntwert op dës Fro jo ass, kann si dann eng Tabell presentéieren, wéi dës Leit sech op déi eenzel Länner verdeelen? Wann net, ass eng entsprechend Etude geplangt?

Réponse (28.10.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Zënter dem 1. Januar 2009 gëtt et eng Prozedur fir de Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit duerch Persounen, déi Virfaren hunn, déi den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger waren.

48.052 Persounen hunn e Certificat beim Justizministère ugefrot, dee beleet, dass si e Virfaren hunn, deen den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger war. Dat ass déi éischt Etapp vun der Prozedur. Zënter dem 1. Januar 2019 ass et gesetzlech net méi méiglech, fir esou eng Demande beim Justizministère anzereechen.

31.647 Persounen hunn eng Recouvrementsdeklaratioun beim Officier de l'état civil ënnerschriwwen. Dat ass déi zweet Etapp vun der Prozedur. Dës Formalitéit muss bis zum 31. Dezember 2022 bei der zouständeger Gemeng erleedegt ginn.

ad 2. Bis ewell sinn insgesamt 47.472 Certificate vum Justizministère ausgestallt ginn, déi beleeën, dass eng Persoun e Virfaren huet, deen den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger war. 480 Persoune goufen ofgewisen, fir dëse Certificat ausgestallt ze kréien. De Motiv fir de Refus war haaptsächlech, dass de Virfaren den 1. Januar 1900 net am Besëtz vun der Lëtzebuerger Nationalitéit war.

31.151 Demandë fir e Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit, op Basis vum Artikel 29 vum Gesetz vum 23. Oktober 2008 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit respektiv op Basis vum Artikel 89 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Mäerz 2017 iwwert d'Lëtzebuerger Nationalitéit, goufe bis ewell ugeholl.

23 Demandë goufe refuséiert. Den heefegste Grond fir e Refus war, dass den auslännesche Casier judiciaire am Dossier gefeelt huet.

ad 3. Fir d'Certificaten, déi beleeën, dass eng Persoun e Virfaren huet, deen den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger war an déi accordéiert gi sinn, si keng Statistiken opgedeelt nom Ursprongsland verfügbar.

Refus vu Certificaten, déi d'Ofstamung vun engem Virfaren attestéieren, deen den 1. Januar 1900 Lëtzebuerger war

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Refus vum Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit op Basis vum Artikel 29 vum Gesetz vum 23. Oktober 2008 respektiv op Basis vum Artikel 89 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2017

Da goufen 23 Persoun ofgewisen, déi e Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit eragereecht haten.

Déi 23 Refuse verdeele sech op follgend Länner.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ursprongslänner vun de Kandidaten, déi de Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit accordéiert kruten op Basis vum Artikel 29 vum Gesetz vum 23. Oktober 2008 respektiv op Basis vum Artikel 89 vum Gesetz vum 8. Mäerz 2017

Déi komplett Tabell mat all den Ursprongslänner vun den Demandë fir e Recouvrement, déi accordéiert goufen, ass an der Annex publizéiert.

Déi heefegst Ursprongslänner si Frankräich (11.455 Persounen), d'Belsch (11.161 Persounen), Brasilien (5.114 Persounen), d'USA (2.447 Persounen) an Däitschland (557 Persounen).

ad 4. De Justizministère huet keng Donnéeën, wéi vill Leit hypotheetesch vum Recouvrement vun der Lëtzebuerger Nationalitéit kéinte profitéieren.

Eng Etude doriwwer ass net geplangt.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5098 (13.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**obésité des jeunes :**

Laut der „Kaufmännische Krankenkasse" wieren ëmmer méi jonk Mënschen iwwergewiichteg. Esou wier d'Zuel vun de Kanner bis 17 Joer an Däitschland, déi ënnert extreemem Iwwergewiicht (Adipositas) leiden, an deene leschten zéng Joer (2010-2020) ëm 30 % eropgaangen. Am frappantste wier de Plus bei den Aacht- bis Eelefjäregen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, wéi vill Kanner zu Lëtzebuerg ënnert Iwwergewiicht leiden? Wéi vill dovu leiden ënnert extreemem Iwwergewiicht (Adipositas)?

2. Ëm wéi vill Prozent ass d'Zuel vun den iwwergewiichtege Kanner, respektiv extreem iwwergewiichtege Kanner, an deene leschten zéng Joer an d'Luucht gaangen?

3. A wéi enger Alterskategorie ass de Plus am frappantsten?

Réponse (16.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Wärend dem Schouljoer 2019/2020 goufen déi schoulmedezinnesch Ënnersichungen am Mäerz 2020 wéinst der Covid-19-Pandemie gestoppt. Dofir ginn et fir d'Schouljoer 2019/2020 keng komplett Donnéeën.

Baséierend op den disponibelen Donnéeë vun de schoulmedezinneschen Ënnersichunge kann een awer follgend Constaten ervirsträichen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Den nofollgenden Tableau renseignéiert iwwert den Taux vun den iwwergewiichtege Kanner respektiv extreem iwwergewiichtege Kanner an de Joren 2012 an 2016:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Verglach mat den uewe genannten Donnéeë vun 2019 an 2020 kann ee generell op deenen zéng leschte Joren eng ganz liicht Hausse vum Iwwergewiicht bei de Kanner feststellen. Allerdéngs ass dëst keng exponentiell Hausse, wat sécherlech och mat deene verschiddenen Aktiounen, déi an de leschte Joren organiséiert gi sinn am Kader vum Aktiounsplang „Gesond iessen, Méi beweegen", zesummenhänkt.

ad 3. Am Enseignement fondamental stellt ee fest, datt den Taux un iwwergewiichtege Kanner vum Zyklus 1 op den Zyklus 4 däitlech an d'Luucht geet. Wann am Zyklus 1 ronn 3,01 % vun de Kanner iwwergewiichteg sinn, läit dësen Taux am Zyklus 4 scho bei 6,39 % vun de Kanner.

Am Enseignement secondaire louch den Taux vun iwwergewiichtege Kanner an der Period 2018/2019 op de 7e-Klasse bei 8,69 %. Den Taux vun extreemem Iwwergewiicht louch iwwerdeems fir dës Klasse bei 4,68 %. Fir déi selwecht Period louch bei 3e-Klassen den Taux vun iwwergewiichtege Jonker scho bei 10,84 % an den Taux vun extreemem Iwwergewiicht bei 7,8 %. Et erkennt een also eng däitlech Hausse souwuel fir Iwwergewiicht wéi extreemem Iwwergewiicht bei den héijere Klassen.

Question 5099 (13.10.2021) de **Mmes Octavie Modert** et **Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **problèmes des étudiants de l'Université du Luxembourg :**

D'Uni.lu zitt all Joers ëmmer méi Jonker un. An de leschte Joren huet sech vill op den eenzele Campusse gedoen, mee et bleiwen awer nach Problemer um Terrain.

Sou sinn d'Studenten och vum Logementsproblem hei am Land staark betraff. Den aktuelle Regierungsprogramm gesäit vir, dass zousätzlech Efforte gemaach ginn, fir d'Zuel vu Studentewunnenge weider eropzesetzen.

Virun dësem Hannergrond wëlle mir follgend Froen un den Här Minister fir d'Héichschoul, un d'Madamm Kulturministesch an un de Minister fir Travaux publics stellen:

- Wat sinn der Regierung hir Pläng, fir d'Unzuel vu Studentewunnengen eropzesetzen?

- Wéi eng Projete sollen nach an dëser Legislaturperiod, also kuerzfristeg, ëmgesat ginn?

- Ëm wéi vill zousätzlech Wunnengen handelt et sech do konkreet?

Um Parking vum Fonds Belval bezuelen d'Proffen e manner héije Parktariff. Dat gëllt awer net fir d'Studenten. Trotz beschtem Wëllen ass et awer dacks net einfach, fir exklusiv mam ëffentlechen Transport op Belval ze kommen, an de Mangel u Studentewunnengen an d'Präisser vum Wunne maachen, datt d'Studenten dacks wäit ewech vun der Uni.lu resp. vu Belval wunnen.

- Aus wéi engen Ursaache ginn et ënnerschiddlech Parktariffer a keng Gläichbehandlung fir de Corps enseignant an d'Studenten? Ass d'Regierung net gewëllt, och de Studente präislech entgéintzekommen, fir um Parking ze parken?

D'Nationalbibliothéik (BNL) um Kierchbierg ass eng wichteg Plaz fir d'Studente vun der Uni.lu, respektiv fir all d'Studenten, fir sech weiderzebilden a fir ze léieren. Leider sinn d'Ëffnungszäite fir de Moment net ëmmer adaptéiert. Aktuell ass d'BNL souwuel sonndes wie och méindes zou, a mécht déi aner Deeg um 19.00 Auer hir Dieren zou. Universitéitsbibliothéiken, och am Ausland, hu méi laang Ëffnungszäiten, fir sech un d'Studenten unzepassen. Fir de Campus Lëtzebuerg vun der Uni.lu erfëllt dee Moment d'Nationalbibliothéik déi Funktioun, och wann si nach aner Missiounen huet.

- Wëssend datt d'BNL dofir méi Personal bräicht, stellt sech d'Fro un d'Regierung, ob virgesi gëtt, datt d'BNL hir Ëffnungszäiten upasst, besonnesch z. B. wärend den Examenswochen, wou d'Studente méi dacks a méi laang Zäit an de Bibliothéike verbréngen?

Réponse commune (15.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Am Virfeld wéilte mir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4979 vun den honorabelen Deputéierten Yves Cruchten a Mars Di Bartolomeo verweisen, wou schonn op déi éischt Fro, déi d'honorabel Deputéierten Octavie Modert a Martine Hansen hei opwerfen, agaange gouf.

Am aktuelle Regierungsprogramm gouf zréckbehalen, dass d'Regierung, zesumme mat der Universitéit Lëtzebuerg, de Gemengen an ëffentleche Promoteuren, versicht, d'Offer vu Studentewunnengen ze erweideren.

Um Campus Belval vun der Universitéit Lëtzebuerg wäert an noer Zukunft de Projet „Logements Porte de France" mat ronn 120 Studentewunnengen entstoen. Dës Studentewunnenge ginn haaptsächlech fir Bachelor- a Masterstudente geplangt. D'Planung vun dësem Projet ass och scho fortgeschratt, an d'Studentewunnenge wäerte viraussiichtlech fir 2027 fäerdeg gestallt sinn.

Niewent dësem Projet ginn et och nach weider Iwwerleeungen, fir Studentewunnengen um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg ze bauen.

Wat de Parking vum Fonds Belval betrëfft, ginn et allgemeng keng Ënnerscheeder bei de Parktariffer pro Stonn. Een Deel vum Personal vun der Universitéit Lëtzebuerg, dat um Site Belval schafft, kann awer an de Genoss vun engem monatlechen Abonnement kommen.

D'Universitéit Lëtzebuerg soll de Studenten, déi hei am Land méi wäit ewech vum Campus Belval hir Residenz hunn, d'Méiglechkeet bidden, fir an de Genoss vun enger Studentewunneng ze kommen.

D'Nationalbibliothéik (BnL) huet hir Diere vun dënschdes bis freides vun 10.00 Auer bis 20.00 Auer a samschdes vun 10.00 Auer bis 18.00 Auer op. Ënnert der Woch ass de Liessall bis 20.00 Auer op, ab 19.00 Auer ouni Service am Accueil, am Prêt an am Renseignement, wat bis elo nach keng Problemer mat sech bruecht huet.

Am Programme de travail 2022-2024 vun der Nationalbibliothéik ass virgesinn, datt d'Ëffnungszäiten ab 2023 kéinte wéinst dem Succès vun der BnL geännert ginn. Zu dësem Zäitpunkt ginn et hei nach keng weider Prezisiounen. Et ass net virgesinn, d'Gebai sonndes opzemaachen.

Opgrond vum Fakt, datt d'Universitéit Lëtzebuerg mat dem Plënnere vu verschiddene vun hire Standuerter op de Belval an der Eréffnung vum Luxembourg Learning Center (LLC) keng eege Bibliothéik um Campus Kierchbierg huet, gouf 2019 eng Convention-cadre tëscht der Nationalbibliothéik, dem Rektorat vun der Universitéit Lëtzebuerg an dem Kulturministère ofgeschloss. Dës Konventioun gesäit ënner anerem eng Zesummenaarbecht beim Akaf vun den digitale Contenue wéi Datebanken an digital Fachzäitschrëften, souwéi eng enk Concertatioun beim Akaf vu physeschen Dokumenter vir. D'BnL huet des Weideren de Prêt international iwwerholl, esou datt Studenten a Membere vun der Fakultéit um Kierchbierg Zougrëff op de Fonds vum Luxembourg Learning Center ze ginn. D'Nationalbibliothéik, als ënnert anerem gréisst patrimonial Bibliothéik vum Land, mécht an Zesummenaarbecht mat der Universitéit wat méiglech ass, fir de Studenten, Chercheuren an dem Personal vun der Universitéit um Kierchbierg e méiglechst gudde Service ze bidden. Si kann awer net eng dauerhaft Léisung fir de Manque vun engem Liessall fir d'Studente sinn, well hir Missioune wäit iwwert déi vun enger wëssenschaftlecher oder universitärer Bibliothéik erausginn.

Et ass an deem Kader wichteg ze betounen, datt an de Pläng vun der Universitéit fir déi nei Gebaier um Campus Kierchbierg keng Bibliothéik virgesinn ass. Si gesinn eng Antenn vum LLC vir, awer just fir Servicer, ouni Fonds op der Plaz. E BookTaxi Service ass och en place, fir de Studenten a Membere vun der Fakultéit um Kierchbierg Zougrëff op de Fonds vum Luxembourg Learning Center ze ginn. D'Nationalbibliothéik, als ënnert anerem gréisst patrimonial Bibliothéik vum Land, mécht an Zesummenaarbecht mat der Universitéit wat méiglech ass, fir de Studenten, Chercheuren an dem Personal vun der Universitéit um Kierchbierg e méiglechst gudde Service ze bidden. Si kann awer net eng dauerhaft Léisung fir de Manque vun engem Liessall fir d'Studente sinn, well hir Missioune wäit iwwert déi vun enger wëssenschaftlecher oder universitärer Bibliothéik erausginn.

Question 5101 (13.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **flotte électrique de la Police grand-ducale :**

Vun 2030 u sollen Autoe mat Verbrennungsmotor zu Lëtzebuerg nom Wëlle vun der Regierung net méi nei zougelooss ginn. Sou wéi aus der Äntwert vun der Regierung op d'parlamentaresch Fro Nummer 3476 ervirgeet, huet d'groussherzoglech Police op de Stand vun Enn Februar dëst Joer iwwer véier honnertprozenteg elektresch gedriwwen Autoe verfüügt. 2019 hunn déi zwee Policeautoe vun Tesla fir kontrovers ëffentlech Diskussioune gesuergt, zum engen, well d'Firma zu all Moment op d'Donnéeën iwwert d'Fuerverhale vun der Police zeréckgräife kann, zum aneren, well zwee Agenten op der Autobunn mat deem lo just genannte Gefier hänke bliwwe sinn, well d'Batterie net geluede war.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Policeminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister matdeelen, ob sech d'Zuel vun den Elektroautoe bei der groussherzoglecher Police zënter der Äntwert op déi uewen zitéiert Fro nach eng Kéier verännert huet? Wa jo, kann hien déi genee Zuel preziséieren an d'Ursaache vun dëser Decisioun elaboréieren?

2. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, vu wéi enge Marken déi eenzel Elektroautoe vun der Police stamen, ëm wéi eng Modeller et sech handelt, wéi se op déi eenzel Kommissariater opgedeelt sinn a wéi vill se jeeweils kascht hunn?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, iwwer wéi vill Luetstatiounen d'Police aktuell verfüügt, wéi d'Luetkapazitéit vun dëse Borne sech am Eenzele presentéiert, op wéi eng Kommissariater se sech verdeelen a wéi laang et dauert, fir déi eenzel Autoe mat wéi enger Born ze lueden?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, a wéi engem Aufgabebereich déi eenzel Elektroautoen agesat ginn a wéi eng Dispositioune fir de Fall vun enger Urgence gëllen?

5. Iwwert wéi eng Reechwäit verfügen déi eenzel Elektroautoe vun der Police?

6. Kann den Här Minister elaboréieren, op wéi eng Donnéeën d'Hiersteller vun deenen eenzele Gefierer kënnen zeréckgräifen a wéi dës traitéiert ginn, notamment ob se mat Donnéeë vun anere Chauffeure vun der nämmlechter Mark kënnen ofgeglach ginn?

7. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi eng Auswierkungen d'Decisioun, fir vun 2030 u keng Autoe mat Verbrennungsmotor zu Lëtzebuerg méi nei zouzeloossen, op de Fonctionnement vun der Police wäert hunn a wat dat fir den aktuellen, gréisstendeels op Auto mat Verbrennungsmotor opgebaute Fuerpark wäert bedeiten?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1., 2. + 4. Aktuell huet d'Police zwanzeg Elektroautoen. De groussen Deel kënnt bei administrative Servicer zum Asaz, déi fest Missiounen hunn an déi hir Deplacementer am Viraus kënne plangen.

Follgend Autoe sinn am Kader vun der E-Mobilitéit kaaft ginn. Dës Präisser sinn ouni de Policeëmbau oder aner Käschten (ewéi z. B. d'Homologatioun beim Tesla).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Am Fall vun enger Urgence gëllen déi nämmlecht Dispositioune fir d'Elektroautoen ewéi och fir déi normal Policegefierer.

ad 3. Aktuell sinn 21 eenzel Bornen à 22 kW an 2 duebel Bornen à 22 kW a Betrib. Weider 4 eenzel Bornen à 22 kW sinn an der Realisatioun.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Luetzäit vun engem Auto hänkt vu verschiddene Faktoren of, wéi z. B. mat wéi vill kW een den Auto selwer luede kann oder och mat wéi vill Prozent Akkuzoustand den Auto un d'Borne gehaange gëtt. Déi maximal Luetleeschtung bei AC-Luetstatioune sinn 22 kW.

ad 5. Déi genau Autonomie vun eenzelen Elektroautoe kann een net uginn, well verschidde Faktore bei der Benotzung en Afloss op d'Autonomie hunn.

ad 6. Wéi schonn an der gemeinsamer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4912 vum 27. August uginn, ass et esou, dass d'pseudonymiséiert Sammele vu Fuerdonnéeë bei der Majoritéit vun den Autoshiersteller gemaach gëtt. D'Vernetzung vun Autoe betrëfft prinzipiell all modern Autoen.

An der parlamentarescher Fro N° 0140 vum 27. Dezember 2018 gouf schonn uginn, dass den Hiersteller (Tesla) keen Zougrëff op d'perséinlech Donnéeë vun de Polizisten huet, déi am Auto fueren.

ad 7. Am Rapport final vum Projet-pilote „mobilité électrique" vun der Police ass kloer erauskomm, dass déi aktuell Elektroautoen haut nach net prett sinn, fir d'Ufuerderunge vun der Mobilitéit vun der Police ofzedecken. Ob déi betreffend Defiziter bis 2030 vun der Evolutioun vun der Technologie kënne geléist ginn, weess d'Police net. Dofir ass et bis elo och net méiglech, d'Auswierkunge virauszesoen.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3862 vum 16. Mäerz 2021 geschriwwen, wëll Lëtzebuerg net eleng als eenzegt Land ee Stopp vun Neiumeldungen ab engem gewëssenen Datum vun Autoe mat Verbrennungsmotor. Am Mäerz 2021 hunn néng Memberstaaten vun der Europäescher Unioun, nämlech Éisträich, d'Belsch, Dänemark, Griicheland, Irland, Litauen, Lëtzebuerg, Malta an Holland, e gemeinsamen Opruff un d'Europäesch Kommissioun lancéiert, fir een ambitiéise reglementaresche Kader mat konkreete Moossname fir den Iwwergang op Nullemissiounsautoen ze beschleunegen. D'Europäesch Kommissioun huet am Juli am Kader vum sougenannte „Fit for 55 Package" eng ganz Rei Mesurë proposéiert, fir déi ambitiéis Klimaziler vun der EU ze erreechen. Dorënner war och d'Propos, fir ab 2035 keng Neiimmatrikulatioune vun Autoe mat Verbrennungsmotor an all de Memberstaate méi ze erlaben. D'Regierung setzt sech mat anere Länner derfir an, datt dësen Datum ab 2030 virgezu gëtt. Aus den uewe genannten Erklärunge geet kloer ervir, datt d'Regierung net eesäiteg plangt, Autoe mat Verbrennungsmotor ze verbidden, mee sech derfir staarkmécht, datt um europäeschen Niveau ab engem gewëssenen Datum keng nei Gefierer méi däerfen ugemellt ginn, déi net gewëssen Emissiounsziler anhalen. Esou wéi dat an der Vergaangenheet och schonn oft de Fall war. Autoe mat Verbrennungsmotor, déi bis dohinner ugemellt goufen, sollen och weiderhi benotzt kënne ginn.

Et ass heibäi awer wichteg ze preziséieren, datt Spezialgefierer vun der Police, wéi zum Beispill d'Patrulleween, bei der Elektrifizéierung eng manner prioritär Roll spillen. Doweinst sinn am Règlement grand-ducal vum 2. November 2021 iwwert d'Promotioun vu propperen an energieeffiziente Stroossegefierer, wat beim Beschafe vu Gefierer fir d'ëffentlech Hand Mindestziler vun esou Gefierer virschreift, an déi iwwerschafften europäesch Direktiv 2009/33/CE transposéiert, och ënnert anerem d'Spezialgefierer vun de „forces du maintien de l'ordre public" ausgeholl. An der selwechter Logik gi säit 2018 bei der zentraler Ausschreiwung vun Elektroautoe fir de Staat, déi all Joer vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten organiséiert gëtt, och Derogatioune fir dës Spezialgefierer vun der Police ausgestallt, soudatt hei nach Gefierer mat thermeschem Motor kënne bestallt ginn. Et sief awer preziséiert, datt fir Gefierer vun der Police, déi fir reng administrativ Zwecker benotzt ginn, dës Ausnamen net gëllen an doduerch nëmmen elektresch Gefierer ausgeschriwwe ginn.

Question 5102 (13.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **flotte électrique de l'Armée luxembourgeoise :**

Bis 2030 soll de Verbrennungsmotor zu Lëtzebuerg nom Wëlle vun der Regierung zu Lëtzebuerg net méi nei zougelooss ginn.

An deem Zesummenhang géife mir dem Här Arméiminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, ob am Virfeld eng Impaktofschätzung vun dëser Decisioun fir d'Arméi virgeholl ginn ass? Wann net, firwat net?

2. Kann den Här Minister elaboréieren, iwwer wéi vill elektresch Gefierer d'Lëtzebuerger Arméi insgesamt verfüügt an a wéi engem Aufgabebereich dës zum Asaz kommen?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, iwwer wéi vill Luetstatiounen d'Arméi aktuell verfüügt a wéi sech d'Luetkapazitéit vun dëse Borne presentéiert?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi d'Ëmstellung op Elektromobilitéit sech op déi zukünfteg Asazfäegkeet vun der Arméi wäert auswierken, souwuel op nationalem Plang wéi och am Fall vun Auslandsoperatiounen?

5. Kann den Här Minister elaboréieren, ob um Niveau vun der NATO scho Gespréicher iwwert d'Ëmstellung op Elektromobilitéit gefouert ginn, fir d'Interoperabilitéit vun der Arméi och zukünfteg ze garantéieren?

6. 2019 gouf bekannt, datt déi zwee Tesla Autoe vun der Police d'Donnéeën iwwert d'Fuerverhalen erfaassen an un den Hiersteller iwwermëttelen. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi dëse Sécherheetsrisiko bei der Arméi soll vermidde ginn?

Réponse (12.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Zesumme mat aneren Alliéierte beschäftegt sech d'Lëtzebuerger Defense och mat den Erausfuerderunge vun der Transition énergétique.

Am Mëttelpunkt vun deenen Iwwerleeunge stinn esouwuel d'Erausfuerderung, fir d'Zäregasemissioune vun der Defense ze reduzéieren, wéi och fir d'Efficacité opérationnelle an d'Interoperabilitéit vun der Arméi weider ze stäerken a mam technologesche Fortschrëtt matzehalen.

An deem Kontext gëtt och - zesumme mat aneren Alliéierten - iwwer d'Entwécklung vun alternativen Undriffsystemer a Kraaftstoffer nogeduecht, déi an der Zukunft am militäresche Beräich zum Asaz komme kéinten. Dozou gehéieren och elektresch Undriffsystemer.

ad 2. D'Arméi verfüügt aktuell iwwer 19 zivill elektresch Gefierer, déi fir den Transport vu Persounen agesat ginn. Dovunner fuere 7 Gefierer exklusiv elektresch a gi fir Missiounen hei zu Lëtzebuerg agesat. 12 Gefierer si vum Typ „Plug-in-Hybrid" a gi fir Missiounen hei zu Lëtzebuerg wéi och am Ausland agesat.

À terme ass geplangt, dass all d'zivill Gefierer elektresch solle fueren.

ad 3. D'Arméi verfüügt iwwert 2 duebel Luetstatioune vu jee 3 kW (= 4 x 3 kW) am „Hangar de stationnement Herrenberg" (HSH). Déi aner Ween ginn un normal Steckdousen ugeschloss.

An Zukunft sinn 18 Emplacementer am neien Hangar à véhicules virgesinn, wou d'Militärween wäerte kënne geluede ginn.

Niewebäi wäerten op 2-3 verschiddene Plazen an a bausse vun der Kasär zentral Parkingen amenagéiert ginn, wou d'Personal vun der Arméi iwwer ëffentlech Bornen hiren Auto luede kann.

ad 4. Momentan ginn et, ofgesi vun e puer Prototyppen, nach keng taktesch Gefierer mat elektreschem Undriff um Marché ze kafen. Dëst ass op de ganz spezialiséierte militäreschen Ufuederungs- an Asazprofill vun esou Gefierer zeréckzeféieren. Taktesch Gefierer mussen ënner anerem eng gewëss Autonomie hunn, aerotransportabel sinn an och e gewësse Brandschutz kënne garantéieren.

Well dës Ufuerderunge bei taktesche Gefierer mat elektreschem Undriff momentan nach net all erreecht sinn, gëtt och un aneren Undriffsystemer gefuerscht, wéi z. B. Undriffsystemer, déi mat klimaneutrale syntheetesche Kraaftstoffer fonctionéieren.

Wéi scho gesot, stinn d'Efficacité opérationnelle an d'Interoperabilitéit vun der Arméi, nieft der Reduktioun vun den Zäregasemissioune vun der Defense, dobäi am Mëttelpunkt.

Am Kader vun der EU an NATO, setzt Lëtzebuerg sech dofir an, dass d'Fuerschungsgelder fir klimaneutral Undriffsystemer massiv an d'Luucht gesat ginn.

ad 5. cf. d'Äntwerten zu de Froen 1 a 4

ad 6. D'Lëtzebuerger Arméi ënnerzitt all hir Ween enger Risikoanalys fir sécherzestellen dass keng sécherheetsrelevant Informatiounen un den Hiersteller iwwermëttelt ginn.

Question 5103 (13.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **sécurité énergétique :**

D'Regierung huet et sech duerch divers Initiativen zum Zil gesat, d'Lëtzebuerger Stroumversuergung méiglechst staark a méiglechst séier vu fossille Brennstoffer an Atomkraaft op ëmwandelbar Energien ëmzestellen. Souwuel Fotovoltaikanlage wéi och industriell Wandanlagen hunn awer den Nodeel vun der Volatilitéit. Hei spillt engersäits déi kuerzfristeg Volatilitéit mat ran, awer och déi saisonal Volatilitéit, wa wéineg Sonn a Wand herrschen. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4491 schreift d'Regierung ausserdeem, datt si den Äerdgas zwar nach als Iwwergangstechnologie gesäit, mee net méi besonnesch wëll förderen. Gläichzäiteg wäert den nationale Stroumbedarf an den nächste Jore staark klammen, zum engen duerch déi vun der Regierung forcéiert Ëmstellung vum Verbrennungsmotor op honnertprozenteg elektresch Gefierer, awer och d'Usiidlung vun energieintensive Betriber aus dem Beräich vun der Computertechnologie an der „data science", wéi dem neie Google-Zenter zu Biissen. Nieft dem héijen Energiebedarf selwer sinn dës Betriber awer och op eng héich Energiesécherheet ugewisen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi gedenkt d'Regierung, op déi genannte saisonal Volatilitéiten ze reagéieren?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, d'Sécherheet vun den Energienetzer ze garantéieren, wann d'Leit hir Elektroautoe viraussiichtlech nuets lueden, wann d'Quantitéit vum verfügbare Stroum méi niddreg läit?

3. Wéi eng Gespréicher lafe mat neie Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg wëllen néierloossen, iwwert hir Energiesécherheet? Geet de Staat eng Responsabilité civile a fir de Fall, wou d'Betribsofleef duerch Schwankungen am Lëtzebuerger Stroumnetz gestéiert ginn?

Réponse commune (16.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

ad 1. + 2. Sou wéi och schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 4506 erklärt, sinn erneierbar Energien d'Viraussetzung, fir aus de fossillen Energien erauszeklammen an eist Klima ze schützen. Grad an dësen Deeg, wou déi extreem héich Energiepräisser an der Aktualitéit stinn, ginn d'Virdeeler vun de lokalen erneierbaren Energiequellen ëmsou méi siichtbar. Déi erneierbar Energië maachen eis net nëmme manner ofhängeg vun de Präisschwankungen op den internationalen Energiemäert, mee si féieren ënner anerem och dozou, dass mir an der europäescher an nationaler Energieversuergung méi onofhängeg vu geopolitesche Konflikter ginn.

D'Energietransitioun féiert dozou, dass ëmmer méi erneierbare Stroum produzéiert a genotzt gëtt. Dës Produktioun ass zum Deel wiederofhängeg. Gläichzäiteg erlaben eng richteg Zesummestellung vu Produktiounsanlagen op de richtege Plazen eng méi dynamesch Participatioun vun der Demande um Marché souwéi verschidden Upassungen um regulatoresche Kader (wéi z. B. Bilanzéierungsresponsabilitéit, dynamesch Präisser etc. ...), mat dëser Variabilitéit ëmzegoen. Doriwwer eraus ginn doduerch Opportunitéite fir nei Servicer grad am Beräich vun der Flexibilitéit geschaf. Zum Beispill kënnen an Zukunft dezentral Produktiounsanlagen am Kader vum Eegeverbrauch a vum Deele vu Stroum innerhalb vun Energiekommunitéiten och mat Batterien an de Quartiere kombinéiert ginn, fir de Stroum ze spächeren, wann en am Iwwerfloss do ass, an ze verbrauchen, wann een Defizit vu Produktioun do ass. Am Beräich vun der Elektromobilitéit gëtt et schonn haut Technologien, fir d'Luede vum Auto am Zesummespill mat aneren Utilisateuren, mam Reseau a mat der aktueller Disponibilitéit vu Produktiounsanlagen ze koordinéieren.

Fir d'laangfristeg Developpementer vun der Versuergungssécherheet ze analyséieren a le cas échéant Problemer fréi genuch ze identifizéieren an ze léisen, gi reegelméisseg op verschiddenen Niveauen Etüden ausgeschafft. Op nationalem Niveau ass fir Lëtzebuerg engersäits de Versuergungssécherheetsrapport vun der Regierung ze ernimmen, deen all zwee Joer erstallt gëtt, an anerersäits de Scenario Report an Netzentwécklungsplang vu Creos. Op regionalem Niveau gëtt am Pentalateralen Energieforum zesumme mat Däitschland, Éisträich, Holland, Frankräich, der Belsch, der Schwäiz an engem spezifeschen Aarbechtsgrupp mat Lëtzebuerg als Co-Chair intensiv op dem Volet Versuergungssécherheet geschafft. Europäesch sinn et virun allem d'Electricity Coordination Group an de Verband vun all europäesche Stroumnetzbedreiwer ENTSO-E, déi sech mat der Versuergungssécherheet beschäftegen an déi an hirem leschte Rapport d'Probabilitéit fir Stroummanktem zu Lëtzebuerg am Joer 2025 mat manner wéi 0,1 Stonne pro Joer extreem positiv bewäert hunn, woubäi d'Wiederkonditiounen an och déi erwaarten Ännerungen am Produktiounspark a ganz Europa, inklusiv Kuelen- an Atomenergieausstig an Däitschland an der Belsch am Detail mat consideréiert goufen. Dës gutt Resultater si besonnesch op e staarke Stroumreseau, méi héich Produktiounscapacitéite vu Fotovoltaik a Wand, eng Integratioun an e performanten europäesche Stroummarché an eng méi flexibel Consommatioun zréckzeféieren.

ad 3. Nei Betriber, déi sech zu Lëtzebuerg néierloosse wëllen, kënne sech am Virfeld ënnert anerem och iwwert d'Versuergungssécherheet an d'Versuergungsqualitéit am Energieberäich zu Lëtzebuerg informéieren. Effektiv ass d'Versuergungsqualitéit zu Lëtzebuerg, sou wéi all Joer vum ILR a sengem Rapport iwwert seng Missiounen am Stroum- an am Gassecteur dokumentéiert, op engem ganz héijen Niveau am Verglach mat aneren europäesche Länner (aktuell duerchschnëttlech manner wéi 17 Minutten Ausfall pro Client a pro Joer).

D'Netzbedreiwer si laut dem Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Stroummarché zoustänneg, fir d'Versuergung vun den Endclienten ze assuréieren a mussen derfir suergen, dass och laangfristeg déi Capacitéit vun hiren Netzer duergeet, fir d'Demande ze decken. De Staat kann net direkt haftbar gemaach gi fir eventuell Stéierungen am Stroumnetz bei den Endclienten.

Question 5104 (14.10.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant le **pavillon luxembourgeois à Dubaï :**

Lëtzebuerg ass op der Weltausstellung zu Dubai mat engem Pavillon vertrueden, deen aus architektonescher Sicht spektakulär ass. Et gëtt erwaart, datt déi 32 Milliounen Euro, déi an d'Lëtzebuerger Presenz zu Dubai investéiert goufen, sech laangfristeg positiv op d'Lëtzebuerger Wirtschaft auswierke wäerten. Trotzdeem ginn et elo schonns Stëmmen, déi behaapten, datt net alles sou ronn leeft, wéi dat vun der Regierung geplangt war, och wat déi Lëtzebuerger Aussteller ugeet.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wéi ass de Lëtzebuerger Pavillon organiséiert? Gouf et Problemer bzw. Reklamatiounen, wat d'Organisatioun vun eisem Pavillon ugeet?

2. Wéi vill Aussteller sinn um Lëtzebuerger Pavillon am Ablack present? Entspriecht dat der Zuel, déi ursprénglech virgesi war? Wann net, wéi vill Aussteller hu sech mëttlerweil zréckgezunn? Aus wéi enge Grënn hu sech dës Aussteller zréckgezunn?

Réponse (02.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

D'Ausstellung am Pavillon stellt verschidde Facettë vu Lëtzebuerg a senger Ekonomie duer, ouni awer dass hei Lëtzebuerger Betriber mat engem Stand vertruede sinn, fir hir Produkter auszestellen oder Promotioun fir hir Servicer ze maachen. Et gëtt an deem Sënn also keng Exposanten an der Ausstellung vum Lëtzebuerger Pavillon bei der Expo 2020 zu Dubai.

D'Ausstellung huet bis haut ganz positiv Echoe kritt, vum Publikum a vun alle Partner a Sponsoren. D'Partner a Sponsoren hunn de 24. Oktober am Kader vun der Wirtschaftsmissioun zu Dubai ronderëm de Secteur vum Weltall un enger Visitt vum Pavillon, a Presenz vum Wirtschaftsminister Franz Fayot, participéiert an och hir Zefriddenheet zum Ausdrock bruecht. Et si keng Kriticken zu der Ausstellung vusäite vu Partner a Sponsore bekannt an et huet och kee vun hinne sech am Laf vun Ausschaffe vun der Ausstellung zeréckgezunn.

Question 5105 (15.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **aides financières suite aux inondations de juillet 2021 :**

De Finanzminister ass a senger Ried beim Depot vum Budget fir d'Joer 2022 op d'Iwwerschwemmunge Mëtt Juli zu Lëtzebuerg agaangen:

„D'Iwwerschwemmungen, déi mir de 14.-15. Juli zu Lëtzebuerg erlieft hunn, weisen, datt d'Konsequenze vum globale Klimawandel scho längst hei zu Lëtzebuerg ukomm sinn. Och hei huet d'Regierung direkt gehandelt, an eng Enveloppe vun 100 Milliounen Euro gouf séier deblockéiert."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Mëttelstand dës Froe stellen:

1. Laut der Äntwert op d'QP 4857 hunn 52 Entreprisen eng Ufro fir Hëllefen no den Iwwerschwemmunge gemaach. Laut Äntwert op d'Fro N° 4793 hunn 156 Entreprisë Kuerzaarbecht wéinst den Iwwerschwemmungen ugefrot.

Wéi vill Aiden u Betriber, déi vun den Iwwerschwemmunge getraff waren, goufe bis elo ausbezuelt (opgelëscht no dem Mount, an deem d'Aiden ausbezuelt goufen)?

2. Wéi laang hunn d'Betriber an der Moyenne missen nom Areeche vun enger Demande op ee Versement vun den Aidë waarden? Wat war hei dee kierzten Delai? Wat war dee längsten?

3. Wéi vill Aidë si bis elo u privat Persounen ausbezuelt ginn, déi vun den Iwwerschwemmunge getraff waren (opgelëscht nom Mount, an deem d'Aiden ausbezuelt goufen)?

4. Wéi laang hu Privatpersounen an der Moyenne missen nom Areeche vun enger Demande op ee Versement vun den Aidë waarden? Wat war hei dee kierzten Delai? Wat war dee längsten?

5. Wéi vill Demandë vu Betriber sinn net akzeptéiert ginn? Wat waren hei d'Haaptgrënn?

6. Wéi vill Demandë vu Privatpersoune sinn net akzeptéiert ginn? Wat waren hei d'Haaptgrënn?

7. Wéi vill vun der Enveloppe vun 100 Milliounen Euro fir d'Iwwerschwemmungsaffer gouf schlussendlech ausbezuelt?

Réponse commune (26.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Wéi schonn an der Äntwert op d'Fro N° 4857 ënnerstrach gouf, sinn am Juli 156 Demandë fir d'Kuerzaarbecht accordéiert ginn. Am August goufen 43 Dossieren accordéiert, am September waren et der 31 an am Oktober 20.

Fir de Juli goufen am Kader vun der Kuerzaarbecht 526.222,08 Euro un 120 Betriber ausbezuelt. Fir den August goufen 251.127,99 Euro u 36 Betriber a fir de September 71.452,70 Euro u 14 Betriber ausbezuelt. Fir den Oktober 2021 goufen nach keng Dossieren ausbezuelt, well d'Entreprisen nach keng Decompten erageschéckt hunn. Et bleift ze preziséieren, datt d'Zuele fir d'Méint Juli, August a September 2021 nach net definitiv sinn, well fir verschidden Dossieren nach Decompten oder aner Ënnerlage feelen.

Bei der Generaldirektioun fir de Mëttelstand sinn um Datum vum 1. November 78 Ufroen am Kader vun den Iwwerschwemmungshëllefen agereecht ginn:

- 2 Dossieren si komplett ausbezuelt;
- an 33 Dossieren ass eng éischt Tranche ausbezuelt ginn;
- an 43 Dossiere sinn nach Pièces nogefrot ginn, respektiv sinn am Traitement.

Hei drënner ass d'Oplëschtung no Mount vun de 35 Dossieren, déi schonn ausbezuelt goufen:

- August: 13 Dossieren (328.275,66 Euro)
- September: 7 Dossieren (447.793,19 Euro)
- Oktober: 15 Dossieren (1.732.046,98 Euro)
- Total: 35 Dossieren (2.508.115,83 Euro)

ad 2. Et ass wichteg ze betounen, dass een Dossier fir Iwwerschwemmungshëllefen eréischt ka vun der Generaldirektioun fir de Mëttelstand clôturéiert ginn, wa souwuel d'Expertis vum Assureur virläit wéi och déi verschidde Rechnungen. Well d'Regierung sech der prekärer finanzieller Situatioun vun de betraffene Betriber awer bewosst ass, ass d'Generaldirektioun fir Mëttelstand de Betriber entgéintkomm an huet Avancen ausbezuelt. Dëst geschitt op Basis vun enger Expertis, och wann nach keng Rechnunge virleien. Bei den Delaie muss een sech awer bewosst sinn, dass et sech als extreem schwiereg erweist, fir d'Expertis séier erbäizekréien:

- komplett Dossieren (mat Expertis a Rechnungen) si bannent dräi Wochen ausbezuelt;
- bei onkompletten Dossieren (mat Expertis an ouni Rechnungen) ass déi 1. Tranche och bannent dräi Wochen ausbezuelt;
- bei Dossieren ouni Expertis muss leider op dës Expertis gewaart ginn, fir kënnen eng 1. Tranche auszebezuelen.

De Chômage partiel gëtt, wéi schonn an den Äntwerten op d'Froen N° 4857 an N° 4793 ënnerstrach gouf, nodeems de betraffene Betrib nom Enn vum Mount säin Decompte vun de Stonnen agereecht huet, fir déi hien effektiv op de Chômage partiel zeréckgegraff huet. Generell ginn d'Demanden direkt traitéiert, soudass den Delai tëschent dem Areeche vun engem vollstännegen Decompte mat all den néidegen Informatiounen an dem Ausbezuelen an der Moyenne bei fënnef Aarbechtsdeeg läit.

ad 3. De Familljeministère krut bis den 8. November vun dësem Joer 347 Demanden erageschéckt. Dovunner konnten 241 Dossieren ofgeschloss ginn. 181 Stéit kruten eng finanziell Hëllef fir ee Gesamtmontant vun 3.167.825 Euro.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4. D'Waardezäit hänkt dovunner of, ewéi séier den Dossier komplett ass. Fir den Dossier ze completéieren, muss den Demandeur den ënnerschriwwene Formulaire areechen, eng Preuve vun de Revenue vum Stot an d'Äntwert vun der Assurance eraginn. D'Kopropriëtäre mussen zousätzlech d'Äntwert vun der Assurance vun der Kopropriétéit eraschécken an d'Verdeelung vun de Käschten no Millième preziséieren. Bei Leit, déi vill Schued hunn, mandatéiert de Familljeministère och ee Bureau d'expertise, deen sech de Schued sur place ukucke geet.

Esoubal den Dossier komplett ass, gëtt en der „Commission des secours sociaux demandés à la suite de catastrophes naturelles" presentéiert. Dës Kommissioun huet am Schnëtt all zwou bis dräi Wochen eng Reunioun.

No der Decisioun, gëtt d'Hëllef an der Reegel ënnerhalb vun enger Woch ausbezuelt.

ad 5. Insgesamt si véier Dossiere fir Iwwerschwemmungshëllefe vun der Generaldirektioun fir de Mëttelstand net akzeptéiert ginn. An dräi Dossieren huet et sech ëm ee Schued am Ausland gehandelt a bei engem Dossier handelt et sech ëm eng Aktivitéit, déi net eligibel ass.

ad 6. Aus ënnerschiddleche Grënn, goufe 57 Demandë vum Familljeministère net akzeptéiert. An de meeschte Fäll huet d'Demande sech op Schied bezunn, déi am Kader vum Dispositif fir Privatpersounen net eligibel sinn (Autoen, Schied, déi net den Haaptwunnsëtz betreffen, Luxusobjeten etc.). A verschiddene Fäll huet sech erausgestallt, datt d'Versécherung déi eligibel Schied ganz iwwerholl huet.

Zousätzlech zu de 57 Demanden, déi net akzeptéiert goufen, hunn 2 Stéit hir Demande zeréckgezunn, an 1 Demande gouf dem Wirtschaftsministère aus Kompetenzgrënn weidergeleet.

ad 7. Et ass wichteg ze verstoen, datt e groussen Deel vun de Schied, déi am Privaten duerch d'Iwwerschwemmungen ugefall sinn, vun den Assurancen iwwerholl goufen.

Do wou d'Assurancen awer net gräifen, deckt de Staat ënnert verschiddene Konditioune mat der Enveloppe vun 100 Milliounen och en Deel vun essenzielle Reparature bei Menagen.

Wat den Dispositif fir Privatpersoune vum Familljeministère ugeet, si bis elo 3.167.825 Euro u Privatpersounen ausbezuelt ginn. Dëse Montant ass nach net definitiv, well op där enger Säit nach Dossieren ze clôturéiere sinn, déi am Moment net komplett sinn, an op där anerer Säit kënnen déi betraffe Leit nach eng Demande bis den 31. Dezember 2021 areechen.

Säitens der Generaldirektioun fir Mëttelstand sinn um Datum vum 1. November 2.508.115,83 Euro fir Entreprisen ausbezuelt ginn.

Fir d'Kuerzaarbecht am Kader vun den Iwwerschwemmunge si bis Enn Oktober 848.802,77 Euro ausbezuelt ginn.

Déi Enveloppe vun 100 Milliounen Euro ass awer och do, fir Schied ze decken, déi fir de Staat selwer ufalen. Dorënner falen Infrastrukturen a Gebailechkeeten. Esou gi Schied un administrative Gebailechkeeten an hiren Equipementer, Schoulen, Stroossen, Barragen, Muséeën, Kulturzentren, Kanalisatiounsreseauen, Kläranlagen an nach weider Infrastrukture vum Staat oder vun de Gemengen gedeckt.

Question 5106 (15.10.2021) de **MM. Yves Cruchten** et **Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant la **campagne de vaccination :**

La vaccination est certes le moyen le plus efficace de prévenir les maladies infectieuses et la stratégie de vaccination Covid-19 du Luxembourg soutient l'accès à des vaccins sûrs et efficaces. Or, force est de constater que ces dernières semaines, le taux de vaccination générale de la population stagne, faisant ainsi retarder l'atteinte du seuil de l'immunité collective fixé généralement « entre 80 et 85 % ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre d'État :

1) Quel est le budget déboursé par le Gouvernement pour la campagne de vaccination depuis 2020 ? Existe-t-il un répertoire de toutes les initiatives prises par le Gouvernement dans le cadre de la campagne de vaccination ?

2) Combien de conférences de presse le Gouvernement a-t-il organisé depuis décembre 2020 pour informer sur les vaccins ainsi que sur la campagne de vaccination, voire pour sensibiliser et inviter la population à se faire vacciner ?

3) Dans le cadre de la campagne de vaccination, combien de publications sur les réseaux sociaux ont été réalisées par le Gouvernement afin de sensibiliser la population ?

4) Depuis début août 2021, les vaccinations sont aussi offertes dans les cabinets médicaux des médecins généralistes et médecins pédiatres. À ce jour, combien de médecins participent à la campagne de vaccination ? Combien de personnes ont été vaccinées dans un cabinet de médecin généraliste ?

5) Est-ce que le « Impfbus » a rencontré un succès et à combien d'endroits différents s'est-il rendu depuis son lancement ? Combien de personnes ont profité jusqu'ici de cette offre pour se faire vacciner ?

6) Vers quelles autres instances les gens peuvent-ils s'adresser s'ils ont encore des questions, voire hésitations, au sujet de la vaccination ?

7) Comment le Gouvernement entend-il redynamiser la campagne de vaccination ?

Réponse commune (16.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1) Les dépenses relatives à la campagne de vaccination ont été imputées en partie au budget de crise du Haut-Commissariat à la protection nationale ainsi qu'au budget de la Direction de la santé.

Ainsi, depuis 2020 et jusqu'à ce jour, quelque 14 millions d'euros ont été imputés sur les deux budgets en question pour financer d'un côté la mise en place et la gestion de la helpline vaccination avec environ 11,2 millions d'euros et d'un autre côté les différentes campagnes publicitaires tout support confondu, les « newsletters », les « lunchtalks », le matériel d'information/didactique envoyé à la population et celui mis à disposition dans les centres de vaccination ainsi que l'impression et l'envoi des invitations.

ad 2) Depuis décembre 2020, la Ministre de la Santé a tenu 15 conférences de presse portant sur la situation sanitaire liées à la Covid-19, y compris la vaccination ; s'y ajoutent 15 briefings presse qui se sont tenus ensemble avec le Premier Ministre ou un autre membre du Gouvernement (Messieurs les Ministres des Sports, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de la Fonction publique) en fonction des sujets d'actualité.

La presse a été invitée sept fois afin de couvrir les différentes phases de vaccination (dans les hôpitaux, les maisons de soins, les centres de vaccination).

63 communiqués de presse ont été rédigés portant plus spécifiquement sur la vaccination ; s'y ajoutent les communiqués hebdomadaires, faisant le point sur la situation vaccinale.

ad 3) Dans le cadre de la campagne de vaccination du Gouvernement, on recense 249 posts publiés par le Ministère de la Santé sur les médias sociaux pour sensibiliser la population.

Il s'agissait de 181 static posts et motion designs, 27 vidéos et 17 podcasts.

En outre, 24 newsletters sur la vaccination ont été publiées qui ont notamment fourni des informations encore plus détaillées sur des sujets liés à la vaccination.

ad 4) Il y a actuellement 295 médecins qui se sont engagés pour la vaccination dans leur cabinet médical. En date du 9 novembre 2021, 14.810 personnes ont été vaccinées dans un cabinet médical.

ad 5) L'initiative Impfbus a été un succès dans le sens où elle a permis d'offrir l'opportunité de se faire vacciner de manière plus spontanée que cela a pu être le cas dans un centre de vaccination ou dans un cabinet médical, bien que les centres de vaccination aient été accessibles sans rendez-vous depuis mi-août. D'août à octobre, l'Impfbus s'est rendu à 93 endroits différents (5 hôpitaux, 35 structures d'hébergement pour personnes âgées, 53 autres endroits) et un total de 4.428 personnes ont bénéficié d'une vaccination dans le cadre de l'Impfbus.

ad 6) Le médecin référent reste le premier interlocuteur auquel une personne qui aurait encore des questions quant à la vaccination peut s'adresser. Par ailleurs, le citoyen dispose de différents moyens pour s'adresser au Ministère de la Santé respectivement à la Direction de la santé en cas de question, soit via l'adresse e-mail corona-réponse@ms.etat.lu, la helpline vaccination ou encore les « Facebook Live » qui sont organisés de manière hebdomadaire.

ad 7) La campagne de vaccination constitue un outil de sensibilisation continue qui s'adapte au fur et à mesure de l'actualité ainsi qu'aux nouveaux questionnements qui peuvent émerger de part des professionnels de santé et des citoyens afin de faire face au mieux aux besoins d'un chacun en matière d'information.

Pour redynamiser la campagne de vaccination, les « Facebook Live » organisés par la Direction de la santé ont été repris en octobre, auxquels se sont joints notamment des experts externes. Des actions d'information et de sensibilisation sont en cours de préparation avec des acteurs issus du milieu de la santé, les partenaires sociaux ainsi qu'avec des entreprises luxembourgeoises. Le programme « ambassadeurs de la vaccination » sera par ailleurs relancé sous peu. En outre, des campagnes d'information visuelles (imprimées et en ligne) sensibilisent intensivement le public depuis plusieurs semaines déjà.

Question 5108 (18.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **aides au logement :**

De 15. September 2021 hunn ech an der parlamentarescher Fro 4967 de Logementsminister no Informatiounen zu den Aides au logement gefrot. Op d'Fro no der Unzuel un Dossieren, déi aktuell nach traitéiert ginn, huet de Minister keng Zuele genannt an auswäichend geäntwert:

„Zur Fro, wéi vill Dossieren aktuell nach traitéiert ginn, ass fir d'alleréischt ze bemierken, dass, fir eng finanziell staatlech Baihëllef kënnen auszebezuelen, muss kontrolléiert ginn, ob déi gesetzlech a reglementaire Bestëmmunge vum Demandeur erfëllt sinn. Den Temps de traitement vun den Demanden ass deemno net nëmmen ofhängeg vun de Prozesser am Service, mee och vun der Reaktivitéit vun den Demandeuren. Eng aussokräfteg Äntwert op d'Fro vum Här Deputéierten ass deemno net méiglech."

Am Staatsbudget 2022 an och a virege Budgete sinn d'Aides au logement op ronn 30 Milliounen Euro pro Joer festgesat ginn. Bei esou héije Subventioune muss de Ministère prezis Donnéeën hunn, fir d'Envergure an den Impakt vun dësen Hëllefen ze evaluéieren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Dossieren, fir déi follgend Aiden, ginn aktuell nach traitéiert?

1. Subventions de loyer
2. Garantie locative
3. Prime de construction
4. Prime d'acquisition
5. Prime d'épargne
6. Complément de prime pour frais d'architecte et d'ingénieur-conseil
7. Aide pour aménagements spéciaux pour personnes handicapées physiques
8. Prime d'amélioration
9. Subvention d'intérêt
10. Bonification d'intérêt.

2. Wat ass an der Moyenne d'Zäit, déi tëscht der Introduktioun/Reouverture vum Dossier a senger Clôture/dem Ausschédde vun der Aide vergeet (opgelëscht pro Aide aus der virdrun ugefouerter Lëscht)?

Réponse (18.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Déi gefrote Statistike stelle sech follgendermoossen duer:

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5109 (18.10.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **taux des femmes représentant l'État dans les conseils d'administration :**

En vue de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la prise de décision économique, le Gouvernement s'était engagé à augmenter le taux des femmes représentant l'État dans les conseils d'administration des établissements publics et dans des sociétés dans lesquelles l'État détient des parts à 40 %.

En ce qui concerne les conseils d'administration des établissements publics, cet objectif est d'ores et déjà atteint depuis 2018. Ainsi, 41,19 % des mandats sont désormais occupés par des femmes comme l'indique le bilan intermédiaire publié en février.

Si cette évolution est encourageante, il s'avère que le taux global des femmes au sein des conseils d'administration des établissements publics ne se situe actuellement qu'à 34,99 %. Le Gouvernement souligne à juste titre que d'autres acteurs doivent également jouer un rôle dans ce contexte et invite les partenaires sociaux « à continuer à soutenir l'égalité femmes-hommes dans la prise de décision économique ».

En 2015, le Gouvernement a d'ailleurs lancé le « Female Board Pool », instrument qui devait permettre d'atteindre un meilleur équilibre entre femmes et hommes dans la prise de décision.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre estiment-ils qu'une approche volontaire permette de réaliser des progrès importants en ce qui concerne le taux global des femmes dans les conseils d'administration des établissements publics ?

- Une approche plus contraignante aurait-elle des mérites ? Dans l'affirmative, entendent-ils agir sur ce point ?

- Prévoient-ils prendre d'autres mesures en la matière ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

- Comment expliquent-ils l'évolution plus faible au niveau des sociétés ?

- Comment Madame la Ministre et Monsieur le Ministre évaluent-ils le « Female Board Pool » ?

Réponse commune (19.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le programme gouvernemental prévoit en effet que « [...] les efforts afin d'aboutir à une représentation de 40 % du sexe sous-représenté dans les conseils d'administration des établissements publics seront poursuivis. En ce qui concerne les nominations au sein de conseils d'administration d'entreprises privées que l'État peut effectuer en tant qu'actionnaire, il agira afin d'atteindre une représentation de 40 % du sexe sous-représenté ». Le Gouvernement suit la réalisation de ces objectifs de près et fait le point tous les six mois sur les chiffres y relatifs.

Le taux total des femmes dans les conseils d'administration des établissements publics est de 35,44 % au 30 juin 2021. Lors du premier recensement en date du 31 janvier 2015, le même taux était à 27,41 %, et il était à 34,99 % en date du 31 décembre 2020. Le taux des femmes représentant l'État dans ces conseils est actuellement de 40,67 % contre 30,34 % en date du 31 janvier 2015 et 41,19 % au 31 décembre 2020.

Ainsi, le pourcentage de femmes dans les conseils d'administration des établissements publics augmente progressivement, ce qui montre que les autres acteurs représentés dans les conseils d'administration des établissements publics nomment également plus de femmes.

Au niveau des sociétés de droit privé, le taux des femmes représentant l'État a considérablement changé, il est de 34,04 % au 30 juin 2021, contre 24,69 % au 31 janvier 2015 et 31,14 % au 31 décembre 2020. En ce qui concerne le taux de femmes représentant l'État dans les sociétés privées, on constate donc une augmentation significative de 3 % par rapport à décembre 2020.

Ces chiffres montrent qu'il y a eu un progrès substantiel, bien que des efforts supplémentaires restent nécessaires.

L'augmentation du pourcentage de femmes dans les conseils d'administration constitue une des 99 mesures du Plan d'action national pour une égalité entre les femmes et les hommes que le Gouvernement a adopté en 2020.

Il convient en effet de situer cet objectif concret dans un contexte plus global d'une répartition équilibrée et équitable entre femmes et hommes des tâches et responsabilités dans tous les domaines de la vie.

C'est pourquoi, il est indispensable d'accompagner les efforts en faveur d'une égalité dans la prise de décision de stratégies connexes en matière de choix d'études, d'orientation professionnelle, de conciliation entre travail et vie privée et d'organisation de travail pour ne citer que ceux-ci.

Ce n'est que grâce à une action holistique que l'égalité de droit entre femmes et hommes pourra être une réalité de fait vécue au quotidien.

Question 5110 (19.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**extension du Lycée E. Steichen à Clervaux :**

Mir ass säitens der Elterevereenegung vum Clierfer Lycée gesot ginn, datt de Moment ronn 770 Schüler an dëser Schoul ausgebilt ginn, obwuel nëmme 720 Plaze virgesi sinn. An de leschte Joren ass d'Zuel vun de Schüler rasant gewuess, soudatt d'Raimlechkeete méi séier wéi ugeholl gefëllt goufen.

Et geet effektiv mat der aktueller Klassenzuel net duer, soudatt mëttlerweil an der Bibliothéik, am Gank, am Festsall oder an Deeler vun der Proffekonferenz muss Schoul gehale ginn. Viru ronn zwee Joer hat ech gefrot, ob de Ministère fir ëffentlech Aarbechten amgaang wier, um Ausbau vun dëser Schoul ze schaffen an et ass mer preziséiert ginn, datt een 2025 mat neie Gebaier kéint rechnen.

Dofir wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wou sinn d'Planunge fir de projezéierten Ausbau de Moment drun?

2. Wéini kéinten d'Bauaarbechten ufänken a wéi laang géifen dës daueren?

3. Gesäit de Ministère eventuell kuerzfristeg Léisunge vir, fir dem aktuelle Plazdefizit Meeschter ze ginn?

Réponse (16.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Momentan ass de Projet an der Phas vum Avant-projet détaillé.

ad 2. Fir de Fall dass d'Finanzéierungsgesetz fir den Ausbau vum Clierfer Lycée am Joer 2022 gestëmmt gëtt an d'Geneemegungen an d'Ausféierungspläng virleien, kéint de Chantier am Hierscht 2023 ufänken an géif bis an de Summer 2027 daueren.

ad 3. Et ass virgesinn, op dem aktuelle Parking vum Lycée eng temporär Struktur ze realiséieren, bis d'Extensioun vum Lycée fäerdeg ass.

Question 5111 (19.10.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** *(CSV)* concernant le **forfait pour matériel d'incontinence :**

An hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 2663 vum 13. August 2020 betreffend engem Forfait fir Inkontinenzmaterial huet d'Regierung annoncéiert, datt de Ministère vun der sozialer Sécherheet déi zoustänneg Servicer beoptraagt huet, „eng Analys ze maachen, ob et am Respekt vun den Dispositioune vum Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet méiglech ass, eng Erweiderung vun der Prise en charge duerch d'Krankeversécherung ze maachen [...]".

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, ob dës Analys schonns ofgeschloss ass?

- Wa jo, wat ass d'Resultat vun dëser Analys?

- Wann nee, aus wéi engem Grond ass dës Analys bis dato nach net ofgeschloss a wéini gesäit d'Regierung vir, dës ze clôturéieren, wëssend datt dëst e wichtegt Theema duerstellt fir Leit, déi am Alldag op speziellt Material, wéi Wëndelen, ugewise sinn?

Réponse (08.11.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Déi ursprénglech Fro war, ob et kéint vun der Fleegeversécherung en charge geholl ginn. Déi Analys, déi deemools gemaach gouf, huet erginn, datt dëst net méiglech ass, well et de Kader vun der Fleegeversécherung depasséiert. Dofir sollt gekuckt ginn, ob et méiglech wär, datt d'Krankeversécherung dës Prestatioune kéint en charge huelen.

Déi Analys konnt awer nach net gemaach ginn, well d'Gesondheetskeess e puer gréisser Projeten um Lafen hat, wéi zum Beispill déi ganz Ëmsetzung vun der Digitalisatioun vun der Gesondheetskeess. An natierlech koum och e grousse Retard op wéinst der Covid-19-Pandemie.

Well et awer e wichtegt Theema ass, wäert d'Analys fir ze kucken, ob esou eng Erweiderung vun der Prise en charge duerch d'Krankeversécherung

méiglech ass, elo sou séier wéi méiglech nogeholl ginn.

Question 5112 (19.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19 :**

D'lescht Woch krut ech vun enger ganzer Rei Matbiergerinnen a Matbierger, déi schonn iwwert ee Schéma vaccinal complet verfügen, matgedeelt, dass si Invitatioune fir eng éischt Impfung erhalen hunn. Et ass souguer virkomm, dass Persounen iwwer 75 Joer direkt zwee Bréiwer kruten, ee fir eng éischt an ee fir eng drëtt Impfung. Dëst kann natierlech fir Verwirrung a Veronsécherung suergen an dës Bréiwer waren natierlech och mat engem gewësse Käschtepunkt verbonnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch erklären, firwat Biergerinnen a Bierger, déi iwwert ee Schéma vaccinal complet verfügen, eng weider Invitatioun fir eng éischt Impfung kruten? Wéi ass ze erklären, dass de Service un déi selwecht Persoune gläichzäiteg Invitatiounen erausgeschéckt huet fir eng éischt an eng drëtt Impfung? Mat wéi engen Donnéeë gouf hei geschafft a wisou hu se sech ënnerscheet?

2. Huet d'Santé d'Méiglechkeet, Persounen, déi komplett geimpft sinn, an hirer Datebank ze filteren a wa jo, wien huet Accès zu dësen Donnéeën?

Question 5122 (19.10.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19 :**

An de leschten Deeg hunn eng ganz Rei Leit uechter d'Land Invitatioune fir d'Covidimpfung kritt mam Opruff, sech impfen ze loossen, falls een dat nach net wier.

Virun dësem Hannergrond wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister follgend Froe stellen:

1. Firwat goufen dës Bréiwer verschéckt?

2. Weess d'Regierung net, wie geimpft ass resp. wien eemol a wien zweemol geimpft ass a wie mat wéi engem Vaccin geimpft ass?

3. Wann nee, op wéi enger Grondlag ginn d'Bréiwer fir déi drëtt Impfung erausgeschéckt resp. fir eng zweet Impfung, wann ee mam Johnson & Johnson Vaccin geimpft ass?

4. Wann d'Regierung déi Froe virdru mat jo konnt beäntweren, firwat verschéckt de Santésministère dann esou allgemeng an onkloer Invitatiounen, déi zu enger enormer Onsécherheet bei ville Leit féieren?

Question 5124 (20.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **courriers d'invitation à la vaccination contre la Covid-19 :**

An der Woch vum 11. bis de 15. Oktober 2021 krute vill Leit hei am Land ee Bréif vun der Regierung, an deem si opgefuerdert ginn, sech impfen ze loossen. An deem Bréif heescht et: „Sollt Dir nach net geimpft sinn, dann ass et elo esou einfach ewéi nach ni, dat nozehuelen." Dëse Bréif gouf allerdéngs net just un ongeimpft Mënsche geschéckt, mee och u Leit, déi scho geimpft sinn.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Iwwer wéi eng Donnéeë verfüügt d'Regierung, wat d'Nimm vun de Leit ugeet, déi sech hei am Land bis elo géint Covid-19 impfe gelooss hunn? Wéi ginn dës Donnéeë benotzt?

2. U wéi eng Kategorië vu Leit ass dee genannte Bréif verschéckt ginn? Gouf dee Bréif och u Lëtzebuerger geschéckt, déi net hei am Land wunnen, bzw. u Frontalieren?

3. Verschidde Leit, déi dëse Bréif kritt hunn, hunn doropshin d'Helpline Santé ugeruff, déi um Bréif ernimmt ass, sinn awer net duerchkomm. Kann d'Regierung preziséieren, wéi vill Leit opgrond vun dësem Bréif een Impf-Rendez-vous iwwert dës Helpline ugefrot hunn? Gouf et Reklamatioune vu Leit, déi dëse Bréif an deem Sënn mëssverstanen hunn, datt si gemengt hunn, et wier ee Rappell, fir hir Impfung opzefrëschen (drëtt Dos)?

Réponse (22.10.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Et si rezent dräi verschidde Bréiwer am Kader vun der Impfcampagne verschéckt ginn:

- eng Invitatioun fir d'Leit vu 75 Joer an driwwer fir eng drëtt Impfung,
- eng méi generell Invitatioun fir jiddereen iwwer 60 Joer, deen nach net geimpft ass, fir sech impfen ze loossen,
- eng Invitatioun fir d'Leit, déi eng éischt Impfung mam Impfstoff vu Janssen kruten, fir eng Opfrëschung ze maache mat engem mRNA-Vaccin.

Weil de Bréif fir d'Leit iwwer 60 Joer sech un déi Netgeimpften adresséiert a well d'Regierung awer keng Lëscht vun den Netgeimpften däerf hunn, war d'Santé gezwongen, de Bréif un all d'Leit, geimpft oder net geimpft, ze schécken op Basis vum Registre national des personnes physiques (RNPP), dat heescht un d'Residenten. Dëst ass sécher ëmständlech a kann och vereenzelt een Doute ausléisen, ob et sech hei ëm eng Invitatioun fir eng drëtt Impfung handelt, mee et war dem Gesondheetsministère do wichteg, keen Zweiwel opkommen ze loossen, dass d'Santé wierklech keng esou eng Lëscht etabléiert, an domat och strikt den Exigenze vun der Chamber a puncto Dateschutz Rechenschaft ze droen.

De Bréif fir déi drëtt Impfung ass un d'Leit vu 75 Joer an driwwer geschéckt ginn op Basis vun den Impfdonnéeën, déi d'Santé huet fir Residenten a Frontalieren, konform zum Artikel 10 vum Covid-19 Gesetz, deen explizitt am Alinea 1 Punkt 1° („garantir aux citoyens l'accès aux soins et aux moyens de protection contre la maladie Covid-19") d'Finalitéit vum Traitement des données virgesäit. Et war an deem Sënn hei essenziell, de Leit, déi schonns zwou Impfungen haten, selektiv déi drëtt unzebidden, fir eng optimal Protektioun virun der Krankheet ze erreechen. Déi selwecht Prinzippie gëlle fir de Bréif, deen un d'Leit gaangen ass, déi eng éischt Impfung Janssen kritt hunn.

Allkéiers, wann esou ee Courrier un de Public erausgaangen ass, krut d'Helpline den Dag selwer an an deenen Deeg duerno eng ganz Rei Uriff. Dëst war och dës Kéier de Fall an dofir ass dunn och kuerzfristeg d'Personal bei der Helpline opgestockt ginn. Et gëtt awer keng genau Statistiken, wéi vill Leit via d'Helpline en Impf-Rendez-vous op Basis vun de verschiddene Bréiwer geholl hunn, an zwar aus follgende Grënn:

- Et ginn nach ëmmer Leit, déi weiderhi Rendez-vousen huelen, an dëst wäert och iwwert déi nächst Wochen de Fall bleiwen,

- Net all Persoun, déi urifft, seet kloer, dass de Wonsch, fir e Rendez-vous ze froen, ausgeléist ginn ass, well si e Bréif krut, vill Leit maachen dat och spontan,

- Et kann een och ouni Rendez-vous an een Impfzentrum goen,

- D'Leit hunn och d'Méiglechkeet, bei d'Hausdokteren ze goen, an do ginn d'Rendez-vousen direkt vun den Doktere geréiert an net iwwert d'Helpline.

Et ass dofir schwéier, den direkten Impakt vun de Bréiwer via d'Appeller op der Helpline ze moossen.

Question 5113 (19.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **magazine « CO_2OL - Zesumme fir e gutt Klima » :**

Dëse Mount hunn d'Ministèrë fir Energie an Ëmwelt een éischte Klimamagazine publizéiert. Ënnert dem Numm „CO_2OL - Zesumme fir e gutt Klima" gouf dësen un d'Stéit zu Lëtzebuerg verdeelt. Am Magazine heescht et, „d'Format, d'Gewiicht an d'Säitenzuel stinn optimal am Verhältnis, de Grammage vum Pabeier ass extreem liicht a selbstverständlech e Maximum zertifiéiert mat engem CO_2-Foussofdrock vu 86 CO_2 g/kg Pabeier".

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Energie a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi héich war d'Oplag vun der éischter Editioun vum Magazine?

2. Wéi vill Kilo Pabeier sinn am Kader vun der Hierstellung vum Magazine verschafft ginn?

3. Wéi vill Kilogramm CO_2 goufen duerch d'Hierstellung, d'Material an de Versand vun dësem Magazine produzéiert?

Réponse commune (23.11.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. Déi éischt Oplag vum CO_2OL-Magazine louch bei 264.032 Exemplairen. Dorënner fält den Direct Mailing vun der Post un all d'Haushalter vum Land, ewéi och d'Exemplairë fir déi zoustänneg Ministèren, Déngschtleeschter an d'Archive vun der Nationalbibliothéik.

ad 2. Et goufe fir déi éischt Oplag vum CO_2OL-Magazine insgesamt 42.949 kg Pabeier fir d'Bannesäite verschafft. D'Coversäiten hunn zousätzlech 4.543 Kilo u Pabeier an Usproch geholl. De Gesamtvolume louch insgesamt bei 47,5 Tonne Pabeier, wat fir eng flächendeckend Publikatioun vu 64 Säiten e ganz kompetitive Wäert ass.

ad 3. D'Fro vum honorabelen Deputéierten no der Klimabilanz vum Magazine ass eng gutt a wichteg Fro, fir déi och de Stat am Virfeld vun der Produktioun Äntwerten a Form vun engem nuancéierte Rapport gefrot huet. Eng standardiséiert Berechnung an Erfaassung vum Klimafoussofdrock ass nämlech e wichtege Baustee fir eng transparent Bewäertung vu klimafrëndleche Léisungen an doweinst onerlässlech fir d'Erreeche vun eisen nationale Klimareduktiounsziler.

Aktuell ass et awer esou, dass nach net all d'Acteuren an d'Betriber an all Liwwerkette genau kënnen aussoen, wéi vill CO_2 si am Kader vun enger bestëmmter Aktivitéit verbrauchen. Dofir gouf fir de CO_2OL-Magazine geziilt mat Déngschtleeschter zesummegeschafft, déi Opschloss iwwert d'Klimaperformanz vum Magazine konnte ginn, och wa bis haut nach keen eenheetleche Standard fir d'Berechne vun den Emissiounen existéiert.

D'Donnéeën, déi fir dës éischt Produktioun vum CO_2OL-Magazine virleien, ëmfaassen zunächst d'Beschafung vum Material, inklusiv d'Fälle vun de Beem an d'Verschaffe vun der Matière première, wéi och d'Produktioun vum Magazine selwer an der Dréckerei, fir déi insgesamt 16.914 kg un CO_2-Ausstouss verbucht goufen. D'Dréckerei huet sech am Kader vum Unhuele vum Optrag fir d'Produktioun vum Magazine des Weidere verflicht, geziilt an Effizienz- an Nohaltegkeetsmesuren ze investéieren. Am Kader vum Direct Mailing vun der Post sinn zousätzlech 4.253,02 kg CO_2 ugefall.

D'Leit vun der Agence, déi um CO_2OL-Magazine geschafft huet, sinn zu ronn 80 % mam Vëlo, mam Bus oder zu Fouss op d'Aarbecht komm. Déi grouss Majoritéit vun de Meetinge sinn iwwer Videokonferenze gemaach ginn, fir onnéideg Trajeten ze evitéieren. D'Niddregenergiegebai, an deem d'Agence schafft, benotzt grénge Stroum, mat engem Gesamtverbrauch vun 836,31 kg CO_2 pro Joer, déi dann an e Kompensatiounsprogramm afléissen. D'Raimlechkeete sinn des Weideren un e Nahwärmenetz ugebonnen a verfügen iwwert e Puits canadien, wat den Energieverbrauch zousätzlech erofschrauft. Fir d'Koordinatiouns-, d'Redaktiouns- an d'Designaarbechte ronderëm de Magazine falen netto deemno just nach 64 kg zousätzlech un CO_2-Emissiounen un.

Am Gesamtbild ergëtt de Bilan vun der éischter Editioun soumat e Klimafoussofdrock vun 21.231,02 kg CO_2.

Question 5114 (19.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**utilisation de listes informant sur le statut de la vaccination dans l'enseignement secondaire :**

Persounen, déi géint de Covid-19 geimpft sinn, mussen - anescht wéi Leit, déi nach net geimpft sinn - net an eng Quarantän goen, nodeems si e Kontakt mat enger Persoun haten, déi positiv getest ginn ass.

Am Secondaire, wou eng Rei vun de Schüler scho geimpft sinn, mee och ganz vill aner Schüler nach net, bedeit dat, dass bei positive Fäll an der Klass, verschidde Kanner a Quarantän ginn an anerer net.

Fir dem Léierpersonal ze hëllefen, am Infektiounsfall den Iwwerbléck ze behalen a sécherzestellen, dass och all netgeimpfte Kand a Quarantän geet, sollen d'Enseignanten, mengen Informatiounen, no Lëschte kréien, op deenen den Impfstatus vun de Kanner aus der Klass vermierkt ass. Dës Lëschte sollen, soubal d'Infektiounsketten nees ënner Kontroll ass an all d'Kanner nees an d'Schoul dierfen, vum Enseignant vernicht, voire „vergiess" ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung a fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass Lëschte mam Impfstatus vu Schüler un Enseignanten erausgaange sinn?

2. Op wéi enger legaler Basis ginn hei déi medezinesch Date vu Mannerjärege weiderginn an traitéiert?

Réponse commune (22.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Den Impfstatus vun enger Persoun ass laut Gesetz nëmmen den Autorités sanitaires bekannt. An de Schoulen dierfe keng Lëschte gefouert ginn, déi den Impfstatus vu Schüler renseignéieren.

Mir bieden den honorabelen Deputéierten, eis d'Informatioune weiderzeleeden, déi him doriwwer schénge virzeleien, soudatt eis Servicer deene Fäll kënnen nogoen.

Question 5115 (19.10.2021) de **MM. François Benoy** et **Carlo Back** *(déi gréng)* concernant les **lignes RGTR circulant dans le quartier du Limpertsberg :**

La crise sanitaire a accéléré les réflexions et les initiatives autour d'un urbanisme plus humain et durable. L'installation de terrasses temporaires et de pistes cyclables pop-up a montré que l'espace en ville peut être redistribué en faveur des commerces locaux, de la convivialité et de la mobilité douce.

Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, l'échevin responsable de la mobilité de la Ville de Luxembourg s'indigne que le nombre important de bus RGTR (transport scolaire) circulant dans le quartier du Limpertsberg rendrait impossible l'apaisement du trafic dans l'avenue Pasteur.

Dans ce contexte, nous aimerons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Combien de bus RGTR circulent quotidiennement dans le quartier du Limpertsberg ?

2) Quelles ont été les propositions faites par Monsieur le Ministre afin de réduire le nombre de bus RGTR circulant dans le quartier du Limpertsberg ?

3) Quelles solutions seraient envisageables à court terme et à moyen terme afin de réduire le nombre de bus RGTR circulant dans ledit quartier ?

Réponse (22.10.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) Le service RGTR assure quotidiennement la desserte du Campus Limpertsberg avec 130 courses scolaires dont 27 courses navettes ne circulant que sur le territoire de la ville de Luxembourg. La plage horaire entre 07 h 00 et 08 h 00 du matin étant la plus chargée avec 55 courses scolaires.

ad 2) Le département de la mobilité a effectué une évaluation de l'évolution des dix derniers ans, au cours desquels il a analysé à plusieurs reprises la situation des lignes scolaires au Limpertsberg. C'est surtout lors des préparations du chantier Hamilius (2014-15) et de la mise en service du tram au Kirchberg vers le centre-ville (2016-17) que les itinéraires des bus scolaires au quartier Limpertsberg ont été analysés. Plusieurs scénarios avaient notamment été étudiés:

- organiser un changement de véhicule (Umstieg) entre les lignes scolaires et des navettes desservant les lycées situés au nord du Limpertsberg. Vu la haute occupation des lignes scolaires en provenance de la région, cette démarche n'aurait cependant pas réduit le nombre de bus circulant dans le quartier, raison pour laquelle cette option n'a pas été retenue ;
- adapter les horaires scolaires en décalant le début des cours d'une heure entre différents groupes de lycées, ce qui aurait permis la réduction du nombre de bus par heure à la moitié, dans le meilleur des cas. Ce scénario n'a pas connu de suite favorable au vu de l'opposition du Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse ainsi que des directions des lycées concernés, et a été motivé par la complexité de l'organisation scolaire ;
- dans le contexte de l'arrivée du tram au Limpertsberg/Glacis, il a été étudié de redistribuer les flux scolaires des lignes scolaires vers le tram. Cette décision aurait causé un flux considérable d'élèves rejoignant leurs lycées à pied. Ce scénario n'a pas été retenu étant donné que la Ville de Luxembourg s'y opposait ;
- dans plusieurs scénarios, la possibilité consistant à planifier le retour des lignes de bus de la gare de bus près du Lycée Michel Lucius et le centre en empruntant la rue de la Faïencerie a été discutée, ensemble avec les responsables de la Ville de Luxembourg. Or, ce scénario n'était pas accepté par la Ville de Luxembourg.

ad 3) En modifiant légèrement le tracé et la desserte de la gare routière au niveau du Lycée Technique du Centre et en adaptant le gabarit des avenues Joseph Sax et Victor Hugo (p. ex. réduction du nombre des emplacements parking), il est envisageable de réduire, voire mettre à zéro, à court terme le trafic RGTR dans l'avenue Pasteur.

Reste à préciser qu'à chaque rentrée scolaire, le service RGTR effectue des comptages afin d'optimiser et de réduire le nombre de courses scolaires desservant le Limpertsberg.

Question 5116 (19.10.2021) de **MM. Fred Keup** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant la **réouverture des casemates :**

D'Kasematten an der Stad si säit iwwer engem Joer zou. En offiziellen Datum, wéini si rëm opginn, ass zurzäit net bekannt. Bei de Kasematten handelt et sech ëm eng vun deene wichtegsten touristeschen Attraktioune vun der Stad an dem Lëtzebuerger Land. Entspriechend negativ wierkt dës Decisioun sech op d'Betriber aus deem Beräich aus, déi schonn duerch déi rezent Covidpandemie héich Aboussen hu missen erleiden, notamment den Horeca-Secteur.

An deem Zesummenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass déi Decisioun motivéiert, d'Kasematten sou laang zouzeloossen? Spille sécherheetstechnesch Bedenken eng Roll? Wa jo, wéi eng?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi en Afloss déi rezent Covidpandemie op dës Decisioun hat?

3. Wéi een Datum gëtt aktuell envisagéiert, fir d'Kasematte rëm opzemaachen?

4. Gesäit d'Regierung et am Kader vun der Politik vum „Nation Branding" als opportun, den ëffent-

lechen Zougang zu sou engem wichtegen a representative Kulturgutt vun eisem Land iwwert sou e laangen Zäitraum ze spären?

Réponse commune (22.11.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* et de **M. Lex Delles,** *Ministre du Tourisme :*

Opgrond vu Revalorisatiounsaarbechten an neie Sécherheetsmesurë goufen d'Bock-Kasematten an d'Kasematte vun der Bastioun Beck fir de Public zougemaach. Am Laf vun enger Visitt am Mäerz 2021 gouf festgestallt, datt verschidde Gardecorpse bei der Sortie vun de Kasematte vun der Péitruss net méi konform zu de Sécherheetsnorme sinn. D'Administration des ponts et chaussées ass doropshi beoptraagt ginn, d'Rampen a Gardecorpsen ze realiséieren, déi den neiste Sécherheetsnormen an och de Recommandatioune vum Comité de gestion Unesco Site Management entspriechen. Weider Aarbechte betreffen d'Installatioun vun Equipementer an Aarbechten um elektresche Reseau souwéi un de Schlässer.

Et ass virgesinn, dës Aarbechte bis zum Ufank vun der Tourismussaison 2022 ofzeschléissen an d'Kasematten dann nees fir de Public opzemaachen.

D'Fermeture vun de Bock-Kasematten an de Kasematte vun der Bastioun Beck stinn deemno a kengem Zesummenhang mat der Covid-19-Pandemie.

Et ass ni e gudden Zäitpunkt, fir e Kulturgutt wéinst Aarbechten zouzemaachen, mee d'Sécherheet vun de Visiteuren huet Virrang an et ass wichteg, hinnen optimal Konditiounen ze bidden, fir datt hir Visitt souwuel memorabel ass, wéi och alle Sécherheetsnormen entsprécht.

Question 5117 (19.10.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**imposition des revenus issus de la location de courte durée à travers des plateformes en ligne :**

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1449 du 7 novembre 2019, Monsieur le Ministre précise qu'« au regard de la loi fiscale, et de manière générale, afin de déterminer si un revenu net en provenance de la location de biens est imposable comme revenu net provenant de la location de biens au sens de l'article 98 U.R. ou comme bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R., il est nécessaire d'apprécier, à la lumière de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce et des critères de l'article 14, numéro 1» U.R. (cités ci-dessus), si la location en question relève de la gestion normale du patrimoine privé du contribuable, auquel cas le revenu est à imposer comme revenu net en provenance de la location de biens, ou si elle relève d'une activité commerciale du contribuable, auquel cas il y a imposition comme bénéfice commercial ».

Par ailleurs, Monsieur le Ministre explique que le ministère mène notamment des réflexions « sur comment adapter le système fiscal actuel afin de garantir une situation équitable pour toute activité de location, qu'elle soit effectuée par intermédiaire d'une plateforme comme Airbnb, ou par contrat de bail classique ».

De plus, il y est précisé que l'analyse porte aussi sur « la possibilité de moderniser le droit fiscal luxembourgeois pour tenir compte au mieux des spécificités de l'économie digitale et en particulier de l'utilisation de plateformes ».

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Finances :

1) Sur la base de quels critères précis l'Administration des contributions directes (ACD) décide-t-elle si une location est à considérer comme relevant de la gestion normale du patrimoine privé du contribuable ou alors comme une activité commerciale ? À défaut de tels critères précis, Monsieur le Ministre envisage-t-il définir de tels critères et, si oui, endéans quel délai ?

2) Quel est l'état d'avancement des réflexions susmentionnées ayant comme but de « garantir une situation équitable pour toute activité de location » et de « moderniser le droit fiscal luxembourgeois pour tenir compte au mieux des spécificités de l'économie digitale et en particulier de l'utilisation de plateformes » ? Dans ce contexte, quelles sont les mesures concrètes que Monsieur le Ministre envisage mettre en œuvre et endéans quel délai ?

3) Tenant en compte qu'il n'existe pas de base de données centralisée renseignant sur les logements loués à travers des plateformes comme celle mentionnée ci-dessus, quels sont les moyens qui se trouvent à disposition de l'ACD pour faire en sorte que les revenus issus de telles locations soient effectivement imposés ?

Réponse (25.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés demandent des renseignements quant à l'imposition des revenus issus de la location de courte durée à travers des plateformes en ligne, et s'interrogent sur la base de quels critères une location est à considérer comme relevant de la gestion normale du patrimoine privé du contribuable ou alors comme une activité commerciale.

Dans le chef d'un contribuable personne physique, l'activité de location d'un bien est souvent réalisée dans le cadre de la gestion du patrimoine privé de ce contribuable et, partant, rentre du point de vue fiscal dans la catégorie du revenu provenant de la location de biens, conformément à l'article 98 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (ci-après « L.I.R. »).

En revanche, est à considérer comme bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R., le revenu provenant d'une activité indépendante à but de lucre exercée de manière permanente et constituant une participation à la vie économique générale. Il en résulte qu'il y a lieu d'apprécier en fonction des circonstances factuelles de chaque cas d'espèce si les quatre critères fournis par l'article 14 L.I.R. sont remplis, auquel cas le revenu de location est à imposer comme bénéfice commercial.

La transposition en droit luxembourgeois de la directive (UE) 2021/514 du 22 mars 2021 UE (communément appelée « DAC 7 ») et dont les travaux sont en cours, permettra de garantir une situation équitable pour toutes les activités de location, en tenant compte des spécificités de l'économie digitale et en particulier de l'utilisation de plateformes en ligne.

En effet, cette directive met notamment en place un échange automatique des informations sur les recettes générées par les bailleurs sur les plateformes numériques, que la plateforme soit située ou non au sein de l'Union européenne.

Ces informations permettront à l'Administration des contributions directes de mieux contrôler la déclaration des revenus de location réalisés à travers des plateformes en ligne.

Question 5118 (19.10.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant l'**encadrement des plateformes de l'économie dite « de partage » :**

Notons d'abord que selon l'accord de coalition du Gouvernement, « un cadre juridique clair pour les nouveaux modèles d'affaires de l'économie du partage (par exemple Uber, Airbnb) sera créé, afin d'éviter la concurrence déloyale pour les entreprises traditionnelles [...] ».

Au cours de la dernière décennie, des plateformes de location de biens immobiliers comme celle citée dans l'accord de coalition, qui permettent notamment la location de courte durée à des fins touristiques, se sont imposées sur le marché. Aujourd'hui, la ville de Luxembourg compte à elle seule plusieurs centaines d'annonces de logements sur ladite plateforme.

Dans la réponse à ma question parlementaire n° 1711 du 14 janvier 2020, Messieurs les Ministres ont indiqué que des travaux préparatoires seraient en cours afin de trancher si l'activité de louer des biens immobiliers à travers cette plateforme constituait une activité commerciale/professionnelle et sous quelles conditions ce type d'activité devrait faire l'objet d'une réglementation. Dans la réponse à la question parlementaire n° 1464 du 11 novembre 2019, il avait déjà été annoncé que le Ministère de l'Économie était en train de définir des critères afin de déterminer sous quelles conditions la location à travers cette plateforme constitue une activité professionnelle.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie, de Monsieur le Ministre des Classes moyennes et de Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quel est l'état d'avancement des travaux susmentionnés ? Endéans quel délai les travaux seront-ils achevés ? Quels sont le cas échéant les critères qui ont d'ores et déjà été retenus ?

2) Quelles sont le cas échéant les implications pratiques découlant de ces critères, notamment concernant la nécessité d'obtenir une autorisation d'établissement pour exercer une activité commerciale ?

3) Dans quelle mesure les ministres envisagent-ils englober les communes dans les réflexions menées autour d'une meilleure réglementation des plateformes susmentionnées, vu qu'elles sont également concernées par ces activités de location à courte durée dans leurs zones résidentielles ?

Réponse commune (24.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

La réforme du droit d'établissement prend en compte l'évolution de l'activité d'hébergement qui tend à se distinguer des autres professions de l'Horeca avec l'apparition des plateformes Internet telles que Airbnb permettant la mise à disposition rétribuée d'une unité de location meublée. La mesure n'a pas pour but d'intervenir dans le choix du modèle économique des plateformes de location, mais de faire rentrer leur activité dans le droit d'établissement.

Au stade d'avancement actuel, le projet de réforme se veut pragmatique en prenant en compte d'un côté la liberté de louer occasionnellement un logement privé dans l'esprit du modèle de la « sharing economy » et en tenant compte de l'autre côté de la nécessité de réguler toute activité finissant par s'apparenter à de l'activité d'exploitation d'un établissement d'hébergement.

Divers critères tels que le nombre de nuitées sur une période donnée en fonction du nombre d'unités de location aux mains d'un même propriétaire sont des éléments retenant l'intérêt de la Direction générale des classes moyennes afin de faire rentrer ce type d'exploitations, lorsqu'elles deviennent habituelles auprès d'une personne, dans le cadre des activités Horeca traditionnelles telles qu'elles sont actuellement règlementées en droit d'établissement.

Au niveau européen, la Commission européenne vient de lancer une initiative concernant la location d'hébergement à courte durée. D'après les informations actuellement disponibles, une telle initiative législative viserait à garantir des conditions de concurrence équitables pour tous les prestataires de services d'hébergement par la mise en place de règles uniformes, claires et simples dans l'ensemble de l'UE, tout en aidant les autorités publiques à défendre des objectifs d'intérêt public.

À l'heure actuelle, une consultation publique est ouverte pour toute partie intéressée, et ce encore jusqu'au 13 décembre 2021.

Le Luxembourg, soucieux du risque de fragmentation juridique découlant aujourd'hui de l'absence d'une approche commune au sein du marché intérieur et plaidant depuis plus de cinq ans pour une solution européenne à cette question, se félicite de cette initiative de la Commission.

Question 5121 (19.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**évaluation des subsides payés pour installations photovoltaïques :**

Am Artikel „Neue Impulse für die Fotovoltaik", deen de 5. Oktober am „Tageblatt" publizéiert gouf, heescht et, datt d'Regierung op den Dag vum 1. Januar réckwierkend nei Steierkreditter fir Photovoltaikanlagen erlooss huet, andeems de Fräibetrag vu 4 kWp op 10 kWp ugehuewe gouf. D'„Tageblatt" schreift weider, datt d'Regierung mat déser Decisioun op den technologesche Fortschrëtt an deem genannte Beräich vun der Energieindustrie wëllt reagéieren.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Energieminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi vill de Staat an de Joren 2010 bis 2020 direkt fir Subside vu Photovoltaikanlagen ausbezuelt huet? Wéi verdeelen déi Suen sech op privat Stéit, op Entreprisen an aner ëffentlech Institutiounen, zum Beispill Gemengen?

2. Ginn d'Subside just ausbezuelt fir d'Installatiounskäschten oder och fir d'Ënnerhaltskäschten ze droen?

3. Kann den Här Minister elaboréieren, wéi sech den duerchschnëttleche Wierkungsgrad vun de Photovoltaikanlage vu private Stéit an de Joren 2010 bis 2020 entwéckelt huet? Kann den Här Minister déi nämmlecht Zuele fir Anlagen, déi vu privaten Entreprisen an ëffentlechen Institutioune bedriwwe ginn, presentéieren?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, zu wéi engem Präis déi an de Froe virdru genannten Ubidder de Stroum an d'Netz aspeise kënnen a wéi de Maartpräis an dësen Dispositioune berücksichtegt gëtt?

5. Kënnen d'Empfänger vu Subsiden och vun Ufank u vun deenen uewe genannte Steierkreditter profitéieren oder mussen dës fir d'éischt zeréckbezuelt ginn?

6. Ënnert wéi eng Steierdispositioune fält Stroum, dee souwuel privat produzéiert wéi och verbraucht gëtt?

7. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4789 huet den Här Minister eng ganz informativ Tabell presentéiert, déi regruppéiert, wéi sech déi eenzel Komponente vum Stroumpräis fir de Lëtzebuerger Verbraucher zesummesetzen. Deemno bezilt de Konsument 3,63 Eurocent pro kWh Stroum u Kontributioun fir erneierbar Energien. An deem Sënn géif ech den Här Minister nach gär froen, wéi eng kWh Stroum aus Photovoltaikanlagen sech änner Berücksichtegung vu sämtleche Käschten (Installatioun, Netzënnerhalt ...) am Staatsbudget néierschléit? Kéint den Här Minister idealerweis de Vergläich vun den nämmlechte Käschte fir all kWh Stroum presentéieren, déi aus enger anerer Energieform wéi der Photovoltaik gewonne gëtt?

Réponse commune (01.12.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Am Kader vun der PrimeHouse bezilt de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung direkt Subside fir d'Opriichte vu Photovoltaikanlagen an dat zum allergréissten Deel u privat Stéit an un Entreprisë fir Anlage vun enger Leeschtung vu bis zu 30 kW.

D'Subsiden, déi vun dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ausbezuelt ginn, deelen sech follgendermoossen op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Des Weideren huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung sech mat follgende Subside fir Photovoltaikanlage vu Gemengen a Gemengesyndikater engagéiert:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2. Et gi prinzipiell zwou Zorte vun Hëllefsstellungen: Engersäits finanziell Investitiounshëllefen, déi 20 % vun der Investitioun, mat engem Plaffong vu 500 € pro kW, a maximal Leeschtung vun 30 kW, ofdecken. Op där anerer Säit ginn et nach operativ Hëllefen, déi wärend 15 Joer bezuelt ginn an de produzéierten erneierbaren iwwert déi sougenannten Aspeisetariffer vergüten, dëst fir Anlage mat enger Leeschtung vu bis zu 200 kW (Kooperative bis 500 kW). Fir Anlagen iwwert dem Leeschtungswäert vun 200 kW gëtt et eng national Ausschreiwung, bei deenen déi Anlage matmaache kënnen, fir eng operativ Hëllef ze kréien.

Déi direkt Subsiden, déi de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ausbezilt, bezéien sech just op d'Installatiounskäschten.

ad 3. De Wierkungsgrad ass ofhängeg vun de Modüller, Neigung vun de Modüller, Sonnenastralung, Ausriichtung vun de Modüller, Afloss vum Wiesselriichter etc. ... Fir den duerchschnëttleche Wierkungsgrad iwwert déi Period kënnen ze ermëttelen, misst een déi uewe genannte Parameeter an d'Rechnung ophuelen. D'Kapazitéit vun de Modüller, d'Leeschtung pro Modüll hunn sech säit 2020 quasi verduebelt, an d'Effizienz vum Wiesselriichter ass an där Period ëm ronn 20 % geklommen.

Den Ament stinn op 37 Gebaier, déi vun der Administration des bâtiments publics geréiert ginn, Photovoltaikanlagen. Eng Opdeelung am Beräich vu privaten Haushalter an Entreprisë gëtt et net.

ad 4. Den Aspeisetarif gëtt opgrond vun der Nennleeschtung vun enger Anlag an opgrond vum Aspeisejoer ermëttelt. Déi Tariffer sinn am „règlement grand-ducal modifié du 1er août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables" festgeluecht. Fir 2021 läit den Tarif fir Anlage bis 10 kW bei 0,1552 €/kWh a fir Anlagen iwwer 10 a bis 30 kW bei 0,1458 €/kWh.

De Maartpräis kënnt bei gréissere Photovoltaikanlagen, also ab enger Leeschtung vun 200 kW an d'Spill. Am Cahier des charges vun den Ausschreiwungen ass ee „contrat de prime de marché" virgesinn. Den Anlagebedreiwer muss sech selwer ee sougenannten Direktvermarkter sichen, dee fir hien de produzéierte Stroum um Maart ënnerbréngt. De Reseausbedreiwer bezilt dem Anlagebedreiwer dann nach déi eventuell Differenz tëschent dem Referenzpräis, deen d'Anlag iwwer 15 Joer garantéiert huet, an dem Maartpräis vum Stroum.

ad 5. Et ass drop hinzeweisen, datt et sech net ëm nei Steierkreditter handelt, mee ëm eng Sonderreegelung fir Leit, déi eng kleng Anlag vu bis zu maximal 10 kWcrête bedreiwen. An deene Fäll geneéiert de Bedreiwer kee Bénéfice commercial a muss duerfir dësen och net deklaréieren. Déi aktualiséiert Circulaire vun der Steierverwaltung huet deen ale Betrag vu 4 kWcrête op 10 kWcrête erhéicht an ass applikabel ab dem Steierjoer 2021.

ad 6. Et ginn zwee steierrechtlech Voleten (TVA a Stroumsteier).

Op dem verbrauchte Stroum gëtt eng TVA vun 8 % erhuewen. Wann de produzéierte Stroum vum Endclient selwer verbraucht oder innerhalb vun enger Energiegemeinschaft gedeelt gëtt, fält déi TVA ewech.

D'Stroumsteier fält op all Consommatioun vu Stroum an a läit bei Haushaltscliente bei 0,1 ct€/kWh. Bei selwer produzéiertem a consomméiertem erneierbarem Stroum gëtt et eng Ausnam fir Anlagen, déi net méi wéi 100 Kilowatt Leeschtung

hunn oder d'Zomm vun den eegeverbrauchte Mengen ënner 1.000 MWh läit. Bei dësen Anlage fält keng Stroumsteier un.

ad 7. Am Rapport iwwert de „mécanisme de compensation" vum nationale Regulateur (Institut luxembourgeois de régulation (ILR)) vun 2020, si follgend Nettokäschte fir déi eenzel Technologien opgelëscht.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

D'Gesamtkäschte vum „mécanisme de compensation" beinhalten nieft de Käschte vun der Produktioun vun erneierbarem Stroum, d'Käschte vun der Produktioun vu Stroum op Basis vun héicheffizienter Gascogeneratioun an déi verschidde Primmen, déi bei den erneierbare Stroumproduktiounen ufalen, wéi d'Wärmeprämie an de Güllebonus. D'Gesamtnettokäschte vum Mechanismus (no Ofzuch vun dem Marchéspräis vun de produzéierten erneierbaren Energien) louchen 2020 bei ronn 120 Milliounen Euro. Den Detail kann een um Internetsite vum ILR noliesen.

Fir dës Nettokäschten ze decken, mussen d'Stroumkonsumenten eng Kontributioun bezuelen an och de Staat ka selwer eng Kontributioun bäileeën, déi vu Joer zu Joer evaluéiert gëtt.

D'Kontributioun vum Staat fir 2020 louch bei 68,2 Milliounen Euro.

Question 5126 (20.10.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **mesures de sécurité autour d'une manifestation de miniers polonais devant la Cour de justice de l'Union européenne :**

Wéi aus Sécherheetskreesser ze héieren ass, bereet d'Police sech fir e Freideg den 22. Oktober massiv op eng grouss Manifestatioun vu polnesche Kueleminnenaarbechter virum Gebai vum Europäesche Geriichtshaff um Kierchbierg vir, well dësen iwwert eng potenziell Schléissung vun hirer Aarbechtsplaz muss decidéieren. No mengen Informatioune befënnt d'Police sech an héijer Alarmbereetschaft, well si fir de Fall, datt d'Urteel net am Sënn vun den Interesse vun de genannten Aarbechter ausfält, mat sozialen Onroue rechent.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Policeminister gär dës dréngend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatioune confirméieren? Wa jo, wéi reagéiert hien dorop?

2. Steet d'Police hei am Austausch mat de polneschen Autoritéiten, fir eventuell problematesch Eenzelpersounen am Virfeld ze identifizéieren?

3. Verfüügt d'Police iwwer genuch Personal, fir dës Manifestatioun ze encadréieren a gläichzäiteg hiren aneren Aufgaben nozegoen? Wann net, gouf Ënnerstëtzung aus dem Ausland ugefrot?

Réponse (08.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. Déi polnesch Kueleminnenaarbechter hu géint een Urteel protestéiert, dat den Europäesche Geriichtshaff scho geholl hat. Am Virfeld vun där Manifestatioun war de Minister a reegelméissegem Austausch mat den zouständege Policeautoritéiten, fir sech e Bild iwwert d'Virbereedunge kënnen ze maachen. Dank där virbildlecher Planifikatioun ass déi ganz Manifestatioun friddlech a roueg verlaf.

ad 2. D'Police war am Austausch mam Organisateur an de polneschen Autoritéiten, fir am Virfeld all méiglech Erkenntnisser ze gewannen, dorënner och Informatiounen zu de méiglechen Sécherheetsrisiken.

ad 3. Fir souwuel d'Manifestatioun kënnen ze encadréieren, wéi och deenen aneren Aufgaben nozekommen, ass bei de belsche Kolleegen Ënnerstëtzung gefrot ginn am Kontext vun der Ofsécherung vum Perimeter ronderëm den Europäesche Geriichtshaff. Dëst ass eng gängeg a generell Praxis, déi duerch de Benelux-Traité am Kader vun der Coopération policière méiglech ass.

Question 5127 (20.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**augmentation des accises sur l'électricité :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro (N° 4462) huet de Mobilitéitsminister mir d'staatlech Recetten duergeleucht, déi duerch d'Aktivitéiten op den Tankstellen op den Aires de services zu Lëtzebuerg ageholl ginn. Esou huet de Staat an deene leschte fënnef Joer, laut Minister, bal 350 Milliounen Euro u Recetten ageholl. 83,6 % dovu waren Ofgabe vum Carburant. Wann d'Elektromobilitéit lues a lues de Verbrennungsmotor ersetzt, da wäerten och dës Steierrecettë mat der Zäit erofgoen, wëssend, dass d'Elektromobilitéit een onersetzleche Baustee vun eiser nationaler Klimapolitik ass.

Am Kader vun enger Diskussiounsronn, déi vum Automobilclub organiséiert gouf, huet de Minister, laut RTL, Follgendes erkläert:

„Op de Cent genee kéint hien de Präis vum Elektresch an Zukunft net soen. D'Opluede géif awer ouni Zweiwel méi bëlleg bleiwe wéi Diesel oder Bensinn tanken, esou de gréngе Minister weider, deen och ënnerstrach huet, datt d'Präisser vum Elektresch vill manner volatill si wéi déi vum Pëtrol."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Energie dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung der Meenung, dass eng Erhéijung vun den Accisen op d'Elektrizitéit den Ausbau vun der Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg kéint ausbremsen?

2. Ass et fir d'Regierung eng Optioun, fir an Zukunft d'Accisen um Stroum ze erhéijen, fir esou de Verloscht vun de Steierrecetten um Carburant auszegläichen?

Réponse commune (19.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. + 2. Attraktiv Stroumpräisser sinn e wichtege Beitrag zur Dekarbonisėierung an den Haushalter, déi an Zukunft méi op Elektromobilitéit a Wärmepompele setze wäerten. Am Stroumpräis sinn nieft dem Akafspräis fir d'Energie an den Netzkäschten och eng TVA vun aacht Prozent an eng Stroumtax enthalen. Et ass aktuell weeder geplangt, d'Stroumtax nach d'TVA eropzesetzen. De Präis vum Elektresch fir Lëtzebuerger Clienten ass am internationale Verglach op engem ganz attraktiven Niveau an et ass net d'Zil, duerch d'Unhiewe vun Taxen d'Stroumpräisser zu Lëtzebuerg méi onattraktiv ze maachen.

Question 5129 (20.10.2021) de **M. Marc Hansen** *(déi gréng)* concernant les **mesures positives pour encourager la vaccination contre la Covid-19 :**

À l'heure actuelle, le Luxembourg affiche un taux de vaccination contre la Covid-19 d'environ 64 % en ce qui concerne l'ensemble de la population et de 74 % au niveau de la population vaccinable. Afin d'éviter de nouvelles pressions sur le système sanitaire, le Gouvernement souhaite augmenter le taux de vaccination au niveau de la population vaccinable à un taux supérieur à 80 % avant d'envisager une levée des restrictions actuelles.

Afin d'encourager la vaccination, des offres incitatives très diverses ont été mises en place dans d'autres pays. Ainsi en Thuringe, où une collation a été offerte aux personnes prêtes à se faire vacciner. À Berlin, des concerts et soirées spécifiques ont été organisés pour encourager la vaccination. En Saxe, la Croix-Rouge allemande a lancé une initiative de bons d'achat pour toutes les personnes vaccinées ensemble avec plus de 500 entreprises partenaires, p. ex. pour l'achat de biens électroménagers ou encore de nuitées d'hôtel.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'afin d'augmenter le taux de vaccination pour atteindre la limite des 80 % et donc de permettre la sortie des mesures restrictives actuelles, il serait profitable de prendre une panoplie de mesures différentes, dont particulièrement des mesures positives et incitatives qui encouragent la vaccination ?

2) De manière plus générale, quelles sont les mesures incitatives envisagées par Madame la Ministre afin d'encourager les personnes non vaccinées à se faire vacciner et allant au-delà des campagnes d'information et de sensibilisation prévues ?

3) Madame la Ministre est-elle favorable à mettre en place des incitatifs tels que ceux décrits ci-dessus et notamment des bons d'achat qui seraient offerts aux personnes vaccinées ? Dans l'affirmative, sous quelle forme et endéans quel délai envisage-t-elle introduire de telles mesures ? Dans la négative, pour quelles raisons préfère-t-elle y renoncer ?

Réponse commune (22.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 le 18 octobre dernier, qui prévoit notamment l'obligation de la présentation d'un certificat CovidCheck pour pouvoir accéder à certains établissements et événements, accompagnée à la renonciation au dispositif de test antigénique réalisé sur place depuis le 1er novembre, l'on note que le taux de vaccination a sensiblement augmenté. Si l'on compare ainsi les chiffres de l'administration des premières doses de vaccins un mois avant l'entrée en vigueur du CovidCheck avec les chiffres dans le courant du mois suivant l'entrée en vigueur généralisée du CovidCheck, on constate que sur 28.873 premières doses administrées :

- 10.431 doses, soit 36 % ont été administrées du 14 septembre au 14 octobre ;
- 18.442 doses, soit 64 % ont été administrées du 15 octobre au 15 novembre.

1,8 fois (presque deux fois plus) plus de premières doses ont ainsi été administrées après l'entrée en vigueur renforcée du CovidCheck.

S'ajoute à cela qu'avec le vaccin de BioNTech/Pfizer qui pourrait recevoir dans les prochaines semaines une autorisation de mise sur le marché par l'Agence européenne de médicaments pour être administré aux enfants de cinq à douze ans, le taux de vaccination pourrait encore sensiblement augmenter puisque jusqu'à présent la population de cinq à douze ans était exclue de la possibilité d'avoir recours à la vaccination.

Finalement, tel qu'annoncé par le Premier Ministre et la Ministre de la Santé le 19 novembre dernier, la semaine du 6 au 12 décembre sera placée sous le signe de la vaccination et des actions ciblées seront organisées afin d'augmenter encore davantage le taux de vaccination.

Au vu des raisons détaillées ci-dessus, le Gouvernement n'entend actuellement pas mettre en place d'autres mesures incitatives, sous forme de bons d'achat ou autre, afin d'augmenter le taux de vaccination au Luxembourg.

Question 5132 (21.10.2021) de **MM. André Bauler** et **Max Hahn** *(DP)* concernant la **transformation d'une maison unifamiliale en maison bifamiliale, voire multigénérationnelle :**

Alors que, depuis longtemps, d'autres pays tirent des expériences d'une variété de concepts de logement, tels que les communautés résidentielles ou les maisons multi- voire bigénérationnelles, le Luxembourg se trouve encore au début d'un processus de recherche de formes alternatives de logement.

Plus précisément, les maisons multi- ou bigénérationnelles permettent un espace de vie abordable et durable permettant de favoriser la solidarité entre les différentes générations, entre personnes jeunes et âgées.

À cet égard, il serait intéressant de connaître les possibilités qui existent actuellement dans les divers PAG quant à la transformation d'une maison unifamiliale en maison bifamiliale, voire multigénérationnelle.

C'est pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Madame la Ministre peut-elle informer sur le nombre de PAG actuellement en vigueur qui autorisent la transformation de maisons unifamiliales en maisons bifamiliales ?

- Madame la Ministre dispose-t-elle des informations nécessaires sur les PAG en phase de procédure qui permettrait à l'avenir une telle transformation en des endroits précis ?

- Dans quelle mesure les communes sont-elles sensibilisées, voire encouragées à faciliter davantage la création de maisons bifamiliales ou multigénérationnelles dans leur PAG ?

Réponse (22.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Il n'existe, à l'heure actuelle, pas de données statistiques nationales relatives aux plans d'aménagement général (PAG) en vigueur ou en cours d'approbation qui permettraient de telles transformations.

Les dispositions portant sur le nombre de logements admis par immeuble et partant sur le nombre de maisons bifamiliales autorisables sur des terrains actuellement occupés par des maisons unifamiliales ne sont pas fixées systématiquement par le PAG pour l'ensemble des zones d'habitation qu'il désigne.

En effet, en vue de connaître le nombre de logements précis admissibles par immeuble, il y a lieu de prendre en considération les dispositions spécifiques de chaque zone que le PAG a désignée ainsi que les dispositions des divers plans d'aménagement particulier (PAP) « quartier existant » y applicables.

Il importe à cet égard encore de signaler que le règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du Plan d'aménagement général d'une commune ne s'oppose pas à l'instauration d'un logement supplémentaire sous forme d'un logement intégré (« Einliegerwohnung ») dans les maisons unifamiliales sises dans des zones d'habitation, sauf si les autorités communales ont opté expressément pour leur interdiction dans leur PAG, respectivement PAP « quartier existant » afférent.

Pour rappel, on entend par « logement intégré » un « logement faisant partie d'une maison de type unifamilial et appartenant au propriétaire du logement principal. Le logement ne peut être destiné qu'à la location et doit être subordonné en surface au logement principal[6] ».

La réalisation de tels logements intégrés présente comme avantage par rapport à la maison bifamiliale de permettre aussi une certaine densification dans les quartiers d'habitation qui se caractérisent par des typologies de logement essentiellement unifamiliales tout en évitant les contraintes en matière de gestion découlant du statut de copropriété.

Il y a lieu de noter que les maisons dites « multigénérationnelles » ne constituent pas, en soi, une typologie de logement spécifique prévue par la législation concernant l'aménagement communal et le développement urbain, mais une forme de vivre en commun dont le choix appartient aux membres d'une communauté que les autorités communales ne sont pas habilitées à réglementer à l'occasion de l'élaboration de leur PAG. En effet cela reviendrait à fixer dans une réglementation urbanistique des modes de vie en commun hors de la compétence des communes.

La Commission d'aménagement de même que la Cellule d'évaluation encouragent les autorités communales dans leurs avis, à défaut d'une réglementation ayant trait aux maisons dites « multigénérationnelles », à opter davantage pour l'instauration de logements intégrés, et ceci en vue notamment de favoriser une densification et une utilisation rationnelle du sol qui est adaptée aux différents sites concernés.

Question 5133 (21.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **transactions « Cum-Ex » :**

An engem Artikel vum 21. Oktober beliicht Reporter.lu d'Konsequenze vun de sougenannte „CumEx Files". Laut Recherchezentrum CORRECTIV si weltwäit duerch Schlupflächer an de Steiergesetzer 150 Milliarden Euro u Steiereinnamen (2000-2020) verluer gaangen. Eleng zu Lëtzebuerg wieren et laut Reporter.lu 2,2 Milliarden Euro op 20 Joer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Huet de Lëtzebuerger Staat rechtlech Schrëtt ënnerholl, fir déi verluere Steiergelder duerch Cum-Ex- a Cum-Cum-Transaktiounen ze recuperéieren?

2. Wat fir Chancë gesäit d'Regierung, fir dës Zomm op d'mannst deelweis ze recuperéieren?

Réponse (25.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3524 ervirgehuewe gouf, ass et net méiglech, Cum-Ex-Transaktioune vun anere Prozedure vu Quellesteier-Rembourssementer ze ënnerscheeden.

Allgemeng deelt de Finanzministère d'Konklusioune vum Recherchezentrum CORRECTIV iwwert den Ëmfang vu verluerene Steiergelder zu Lëtzebuerg net.

Question 5134 (21.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **agences immobilières :**

Les prix de l'immobilier ne cessent de grimper au Luxembourg, de sorte que de nombreuses entreprises cherchent à capter une part de ce marché lucratif. En effet, le nombre d'agences immobilières est allé croissant d'année en année. Il semble toutefois que le nombre de faillites est également en hausse dans les trois grands métiers du secteur (agent immobilier, administrateur de biens et promoteur immobilier).

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre de professionnels de l'immobilier (promoteurs, agences immobilières et syndics de copropriété) au Luxembourg en distinguant selon leur statut juridique respectif ?

2) Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions relatives à la création de valeur ajoutée par les promoteurs, agences immobilières et syndics de copropriété en distinguant selon leur forme juridique ?

3) Est-il possible de fournir également des statistiques concernant le nombre de faillites de professionnels de l'immobilier au Luxembourg depuis 2011 ?

4) Quelles ont été les raisons les plus fréquentes qui sont à l'origine de ces faillites ?

6 Définition de « logement intégré » figurant à l'annexe II du règlement grand-ducal du 8 mars 2017 concernant le contenu du Plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du Plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

5) Monsieur le Ministre peut-il donner un aperçu sur l'évolution des différentes catégories de personnels engagés dans les trois métiers en question ?

6) Est-il possible de quantifier les différents revenus découlant directement de l'exercice de ces métiers et leur évolution durant les dernières années ?

7) Monsieur le Ministre peut-il finalement fournir des détails concernant la répartition géographique des professionnels de l'immobilier [siège] par canton ?

Réponse commune (24.11.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1) Les deux graphiques ci-dessous retracent l'évolution du nombre d'entreprises du secteur immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière et entreprises d'administration de biens immobiliers) en nombre absolu et par rapport à un indice 100 base 2005. Ces chiffres sont disponibles dans les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec (tableaux D1101 et D1104).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du nombre net des autorisations d'établissement émises pour le secteur immobilier entre 2015 et 2021 avec une ventilation par activité et par statut juridique.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Les deux graphiques ci-après retracent l'évolution de la valeur ajoutée générée par les entreprises du secteur immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière et entreprises d'administration de biens immobiliers) en nombre absolu et par rapport à un indice 100 base 2005. Ces données sont disponibles dans les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec (tableaux D1101 et D1104).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Le tableau ci-dessous reprend le nombre de faillites des différentes catégories de professionnels de l'immobilier au Luxembourg depuis 2011.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Les faillites sont prononcées si les conditions suivantes sont remplies, à savoir la cessation des paiements et l'ébranlement du crédit. Il n'est donc pas opéré de distinction entre les raisons qui ont conduit à ce que ces conditions soient remplies.

Dans le cadre de la procédure de la faillite, le curateur désigné par le tribunal est amené à dresser un rapport destiné au parquet qui analyse certains éléments, mais ce rapport est surtout destiné à permettre de déterminer si l'on se trouve dans une situation de banqueroute simple ou frauduleuse ou s'il existe des indices d'autres infractions ainsi que les éventuelles responsabilités des dirigeants. Il ne comprend pas une nomenclature précise des causes ayant conduit à la faillite et il n'existe partant pas de statistiques disponibles sur les causes de la faillite.

ad 5) Les deux graphiques ci-après retracent l'évolution de l'emploi au sein des entreprises du secteur immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière et entreprises d'administration de biens immobiliers) en nombre absolu et par rapport à un indice 100 base 2005. Ces données sont disponibles dans les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec (tableaux D1101 et D1104).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 6) Les deux graphiques ci-après retracent l'évolution de l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entreprises du secteur immobilier (agences immobilières, entreprises de promotion immobilière et entreprises d'administration de biens immobiliers) en nombres absolu et par rapport à un indice 100 base 2005. Ces données sont disponibles dans les statistiques structurelles sur les entreprises du Statec (tableaux D1101 et D1104).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) Le tableau ci-dessous présente la répartition géographique des différents professionnels de l'immobilier par canton. Ces chiffres sont en partie provisoires voire reposent sur des estimations.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5135 (21.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant les **fonds d'investissement sous tutelle par la CSSF :**

D'Fonds d'investissement spécialisés gi laut dem Artikel 43 vum Gesetz vun 13. Februar 2007 vun der CSSF an enger Lëscht zesummegefaasst. Am Fall, wou ee Fong opfälleg gëtt an d'CSSF Doutten huet par rapport zu der Honorabilitéit, kann de Fong vun der Lëscht geholl an ënnert Tutelle vun der CSSF gestallt ginn. Dee Moment muss, bei all Paiement vum Fong, den zoustännegen Agent bei der CSSF informéiert ginn an och säin Accord ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froen stellen:

1. Kann de Minister Detailer doriwwer ginn, wéi dës Prozedur am Alldag bei der CSSF gehandhaabt gëtt? Wéi eng Agente bzw. Servicer agéieren an dëser Prozedur, wat fir Demandë ginn ugeholl oder ofgeleent?

2. Wéi vill Fonge goufen an deene leschte fënnef Joer ënnert Tutelle gestallt?
- A wéi vill Fäll gouf d'Tutelle opgehuewen an de Fonds d'investissement opgeléist?
- A wéi vill Fäll gouf d'Tutelle opgehuewen, ouni dass de Fonds d'investissement opgeléist gouf?
- Wéi laang stoungen dës Fongen an der Moyenne ënnert der Tutelle vun der CSSF?

3. Wéi vill Fonge stinn am Moment ënnert der Tutelle vun der CSSF?

Réponse (26.11.2021) de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

D'Gesetzer vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Organismes de placement collectif, vum 13. Februar 2007 iwwert d'Fonds d'investissement spécialisés a vum 15. Juni 2004 iwwert d'Société d'investissement en capital à risque gesi vir, datt d'CSSF kann als Commissaire de surveillance agéieren. Aktuell agéiert d'CSSF als Commissaire de surveillance bei néng Fongen, déi esou hirer Supervisioun ënnerleien.

An der Period, an där d'CSSF als Commissaire de surveillance vum Fong agéiert, däerf de Fong näischt méi ausbezuelen (Sursis à tout paiement). Dëst bréngt mat sech, dass d'Bezuele vun de Creancieren (Covertragspartner an Investisseuren) an all Handlung ausser déi noutwendegst (autre que conservatoire) vum Fong musse suspendéiert ginn, respektiv engem Accord vum Commissaire de surveillance ënnerleien. D'Verbuet, eegestänneg Decisiounen ze huelen, verfollegt d'Zil, d'Creancieren ze schützen an d'Entitéit op eng eventuell Opléisung oder Liquidatioun virzebereeden. Et ass wichteg ze ënnersträichen, dass déi administrativ Organer vum jeeweilege Fong bestoe bleiwen an och weiderhi responsabel fir hir Akte sinn. D'Roll vun der CSSF, déi net aktiv an d'Gestioun vun der Entitéit agräift, limitéiert sech an deem Kader also haaptsächlech op d'Surveillance.

Zanter 2017 goufen et eng 42 Fäll, an deenen d'CSSF decidéiert huet, e Fong vun der offizieller Lëscht erofzehuelen, an deemno als Commissaire de surveillance huet missen agéieren. A 25 Fäll koum et zum Urteel, de Fong opzeléisen an ze liquidéieren, a 4 Fäll zu enger fräiwëlleger Liquidatioun (Mise en liquidation volontaire), an engem Fall zu enger Faillite an an 3 Fäll zu enger Transformatioun oder Fusioun vum Fong an eng Entitéit, déi net der Surveillance vun der CSSF ënnerläit.

D'Period, an där d'CSSF als Commissaire de surveillance huet missen agéieren, also den Zäitraum tëschent dem Urteel, de Fong vun der Lëscht ze huelen, an der Decisioun, de Fong opzeléisen an ze liquidéieren, louch an deenen uewe genannte Fäll an der Moyenne bei eelef Méint.

Le saviez-vous ?

GROUPE TECHNIQUE

Les députés qui ne font pas partie d'un groupe politique et ceux qui ne sont pas apparentés à un groupe politique peuvent former un groupe technique, à condition que ce groupe comprenne au moins cinq membres. Ils désignent un coordonnateur qui est leur porte-parole pour toutes les questions administratives et les représentera dans la Conférence des Présidents.

Et koum zu kengem Recours virum Verwaltungsgeriicht, deen zu enger Annulatioun vun enger entspriechender Decisioun vun der CSSF gefouert hätt. An deem Sënn gouf et kee Fall wou ee Fong, dee vun der Lëscht geholl gouf, erëm zréck op dës Lëscht hätt kënne gesat ginn.

Question 5136 (21.10.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **primes pour camions électriques :**

Am Moment schaffe verschidde Firmen un der Produktioun vu reng elektresch bedriwwene Camionen. Éischt Modeller, déi bis zu 650 km Reechwäit sollen hunn, si schonn um Marché. Fir dës Camione brauch de Betrib, deen esou Camione besëtzt, speziell Luetstatiounen, déi ee gutt Stéck méi performant sinn, wéi d'Elektrobornë fir d'Autoen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mobilitéit a fir Energie dës Froe stellen:

1. Plangt d'Regierung, fir d'Primme fir d'Elektroautoen an d'Camionetten och op E-Camionen auszewäiten?
Wa jo, wéi eng Primme wäerte fir dës Camione virgesi sinn?
Wann nee, firwat net?

2. Plangt d'Regierung, fir d'Primmen op d'Elektrobornë fir Autoen och op méi performant „Megabornen/Megacharger", déi bis zu 1 MWh Leeschtung bréngen, auszewäiten?
Wa jo, wéi eng Primme wiere virgesinn?
Wann nee, firwat net?

Réponse commune (03.12.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Nodeems et bei den 100 % elektreschen Autoen a Camionnetten eng ëmmer méi breet Offer u Gefierer um Marché gëtt, kommen och éischt Modeller vu reng elektresche Camionen eraus oder goufen zumindest vun den Hiersteller annoncéiert. Deelweis handelt et sech heibäi awer nach ëm Prototyppen a kleng Stéckzuelen. D'Regierung behält d'Evolutioun vun der Offer vun dëse Gefierer am A an dëst och am Hibléck, fir gegeebenefalls d'Offer u Primmen op dës Kategorie vu Gefierer auszewäiten.

D'Regierung ass sech och der Wichtegkeet vun enger adequater Opluetinfrastruktur fir d'Elektromobilitéit bewosst an huet rezent am Regierungsrot e Projet de loi guttgeheescht, dee virgesäit, Primme fir d'Installatioun vu Bornë fir elektresch Gefierer duerch Entreprisen anzeféieren. Dëse Regimm viséiert souwuel déi ëffentlech accessibel Infrastruktur wéi och d'Infrastruktur, déi fir den interne Besoin vun der Entreprise gedeecht ass. Grondsätzlech ass dëse Regimm fir all Typ vu Bornen op, notamment och fir Borne mat héijer Opluetleeschtung. De proposéierte Regimm gesäit doriwwer eraus och eng Ouverture vir, déi et erlaabt, Ausschreiwunge fir spezifesch Kategorië vu Bornen ze maachen. An deem Kader wäert et grondsätzlech och méiglech sinn, Ausschreiwunge speziell fir eng Opluetinfrastruktur ze maachen, déi nëmme fir Camionen accessibel ass. Ier et allerdéngs zu esou enger spezifescher Ausschreiwung kënnt, soll de Besoin fir esou eng Infrastruktur um nationale Plang ënnersicht ginn.

An dësem Kontext huet d'Europäesch Kommissioun de 14. Juli 2021 am Kader vum „Fit for 55 Package" proposéiert, datt europawäit ee Reseau mat séiere Luetstatioune fir elektresch Camionen zäitno entstoe soll. Esou sollen ënnert anerem europawäit op den Haaptautobunnsachse bis Enn 2025 op d'mannst all 60 km béidsäiteg dediéiert séier Luetstatioune fir elektresch Camione kommen. D'Regierung setzt sech dofir an, datt dëst ambitiéist Zil zeréckbehale gëtt.

Wat d'Luede mat méi wéi engem Megawatt Leeschtung ugeet, esou ass ee Konsortium vu Firmen amgaangen, esou ee „Megawatt Charging System" (MCS) ze entwéckelen. Bis zum Moment, wou esou ee System als europäesche Standard proposéiert gëtt, an d'Hiersteller vu Gefierer an Opluetinfrastruktur dësen och integréieren, ass et awer nach ze fréi, fir Primmen heifir virzegesinn.

D'Regierung huet virun e puer Méint och een interministeriellen Aarbechtsgrupp geschaaft, deen als Zil huet, fir d'Dekarboniséierung vum Logistiksecteur ze facilitéieren. Eng eventuell Auswäitung vun de Primmen op elektresch Camionen, genee wéi de Besoin un dédiéierter Luetinfrastruktur, en ligne mam EU Staatshëllefrecht, soll hei ënnert anerem ënnersicht ginn.

Do dernieft lafen och Gespréicher mat dem „Groupement des entrepreneurs de transports" iwwert d'Dekarboniséierung, wou d'Thematik vun den elektresche Camione beschwat gëtt.

Question 5137 (22.10.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **matériel informatique pour les enseignants de l'enseignement fondamental :**

D'Schoulenseignanten am Fondamental kréien, am Géigesaz zum Personal am Secondaire, keen technescht Material wéi z. B. iPad oder Laptop zur Verfügung gestallt. D'Enseignantë mussen do op hir privat iPaden/Laptoppen zeréckgräifen.

Och wann si am Klassesall e fixe Computer zur Verfügung hunn, esou preparéieren si awer villes doheem, wat si dee Moment dann op hirem privaten iPad/Laptop späicheren. Niewent der Fro vum Dateschutz, wann dëst Material um private Laptop/iPad steet, besteet e weidere Problem doranner, datt d'Enseignantë mat hirem private Laptop oft keen Accès op de Wi-Fi vun der Schoul hunn.

Virun dësem Hannergrond wëll ech follgend Froen un den Här Minister fir d'Educatioun stellen:

- Kann de Minister dëst confirméieren?

- Am Kontext vun der Digitaliséierung vun der Schoul, envisagéiert de Minister, fir och den Enseignanten aus dem Fondamental informatescht Material zur Verfügung ze stellen, fir datt si net mussen op hir privat Laptoppen/iPaden zeréckgräifen?

Réponse (30.11.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Bei de Gebailechkeeten, an deene Coursë gehale ginn, wéi och beim Equipement, dat fir d'Ëmsetzung vum Unterrecht néideg ass, ginn et weesentlech Ënnerscheeder tëschent de Grondschoulen an de Lycéeën. Ginn déi ëffentlech Lycéeën eenzeg vum Staat gereiert, esou fält bei de Grondschoulen d'Bereetstelle vun de schoulesche Gebailechkeeten an Equipementer an de Kompetenzberäich vun de Gemengen. D'Artikele 35 an 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental hale fest, datt den Equipement vun de schoulesche Gebailechkeeten an de Kompetenzberäich vun de Gemenge fält. Den Artikel 35 preziséiert heibäi explizitt, datt den informateschen Equipement vun de Schoule vun de Gemengen ze assuréieren ass. Am Secondaire gëtt den Equipement vum Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) assuréiert, hei kënnen Enseignanten an Enseignanteën, déi am Programm one2one enseignéieren, en entspriechenden Apparat zur Verfügung gestallt kréien, deen och vun de Schülerinnen a Schüler op deene Klasse genotzt gëtt.

Mäi Ministère stellt awer aktuell den Enseignanten an Enseignanteë schonns ënner anerem den Office 365 gratis zur Verfügung, fir si an der Ëmsetzung vun esouwuel dem administrative wéi och dem pedagogesche Volet vun hirer Tâche ze ënnerstëtzen. Dëse Pak enthält ë. a. gängeg Programmer fir d'Textveraarbechtung, fir Tabellekalkulatioun a fir Presentatiounen. Des Weideren huet de CGIE informatesch Outilen entwéckelt, déi spezifesch op den Enseignement ausgeriicht sinn (z. B. eduFiles, Scolaria, eFormation) an de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRiPT) stellt Lizenze fir pedagogesch Applikatiounen zur Verfügung (z. B. mathemaTiC, Lauschterwee mam Sila, babbelbubble, meinUnterricht.de etc.), op déi d'Enseignanten an d'Enseignanteën an hirem schoulesche Alldag zeréckgräife kënnen. Am Zesummenhang vun der Entwécklung, respektiv der Bereetstellung vun dësen ënnerschiddlechen Typpe vu Software, gëtt ëmmer dorop opgepasst, datt se op allen informatesche Supporte kënnen agesat ginn, fir dem Schoulpersonal déi gréisstméiglech Flexibilitéit ze ginn.

Fir den Enseignanten an Enseignanteën ee séchert Ofspäichere vun den Donnéeën ze erméiglechen, kréien si vum CGIE een Accès op d'Applikatioun eduFiles zur Verfügung gestallt. Dës Cloud erlaabt et, dem Léierpersonal an engem sécheren Environnement, deen eenzeg via eng duebel Authentifikatioun (LuxTrust oder eduKey) accessibel a konform zum RGPD ass, bis zu 50 GB Donnéeën ofzespäicheren.

Wéi scho preziséiert, gesinn d'Artikele 35 an 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental vir, datt den Entretien an den Equipement vun de Schoulgebaier an der Verantwortung vun de Gemenge läit. De CGIE huet fir d'Gemenge Recommandatiounen ausgeschafft, wéi eng informatesch Equipementer an de Schoule sënnvoll sinn. Dës Recommandatioune kënnen am Guide du matériel informatique dans les écoles fondamentales nogelies ginn, deen um Internetsite vum CGIE erofgeluede ka ginn.

Vu datt d'Applikatioune vum CGIE alleguerte webbaséiert lafen, kann d'Léierpersonal bei der Organisatioun an der Realisatioun vun de schouleschen Aktivitéiten op d'informatescht Material, dat hinnen an de Schoulen zur Verfügung steet, zeréckgräifen.

Alternativ steet et hinnen natierlech fräi, fir mat engem private Medium d'Software ze notzen, wann si ausserhalb vun de reguläre Schoulzäiten oder de schoulesche Gebailechkeeten op d'Software wëllen zeréckgräifen. A sämtleche Fäll ass et recommandéiert, d'Donnéeën net lokal ofzespäicheren, mee jee no Typ vun Donnéeën an der Cloud, déi dofir virgesinn ass (eduFiles oder OneDrive).

Question 5138 (22.10.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant les **appartements à Grevenmacher loués par le Fonds du logement :**

An enger Residenz zu Gréiwemaacher an der rue Kahlenberg verlount de Fonds du logement eng Rei vun Appartementer ënnert verschiddene Konditiounen. An dëser Residenz huet de Fonds du logement e puer Appartementer vum Fonds de compensation iwwerholl. Laut mengen Informatioune ginn dës Appartementer allerdéngs net ënnert der Applikatioun vum groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 verlount. De Locatiounspräis vun dëse Wunnenge läit bei ronn 15 €/m² amplaz vu 5-6 €/m², deen iwwert d'groussherzoglecht Reglement vun 1998 géif bezuelt ginn. Elo stellt sech a Realitéit eraus, datt dës Appartementer zu 15 €/m² an dëser Residenz schwéier ze verloune sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Wunnengsbauminister stellen:

- Huet de Fonds de compensation vu staatlechen Hëllefe beim Bau oder beim Opkaf vun dësen Appartementer profitéiert?

- Wann net, firwat kann de Fonds du logement dës Appartementer dann net opkafe mat 70 % Subside vusäite vum Staat an dës Appartementer dann zu de selwechte Konditioune verloune wéi déi aner Appartementer?

- Wa jo, firwat kënnen dës Appartementer dann zu 15 €/m² verlount ginn amplaz zu de Konditiounen, déi ënnert dem groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 ze applizéiere wieren?

- Wat sinn déi genee Hëllefen, déi de Fonds de compensation kritt huet?

Réponse (18.11.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Den Accès zu abordabelem Wunnraum ass aktuell ee vun deene gréissten Defien am Land. Nieft de Promoteur-sociallen, déi am 1979er Gesetz eligibel si fir Hëllefen, versicht de Ministère du Logement awer och, aner sozial engagéiert Promoteuren/Investisseuren ze encouragéieren, fir an den abordabele Wunnengsmaart ze investéieren. De Projet „Kräizerbierg" weist, datt esou eng Kooperatioun am abordabele Wunnengsmaart méiglech ass. Dëst setzt awer viraus, datt de sozial engagéierten Acteur kee maximale Rendement sicht, mee an éischter Linn säin Interêt an der Realisatioun vun abordabele Wunnenge gesäit.

An dëser Optik ass d'Partnerschaft tëschent dem Fonds du logement (FDL) an dem Fonds de compensation (FDC) entstanen. An dem Pilotprojet vun der „Résidence Kräizerbierg" zu Gréiwemaacher hunn de FDL an de FDC Hand an Hand geschafft, fir 23 Wunnengen ze schafen, déi no sozioekonomesche Critèrë verlount ginn. An dësem Projet huet den FDC als rengen Investisseur intervenéiert, de FDL par contre als Promoteur a Bauhär, an aktuell och als Bailleur social fir d'Gestioun vum Gebai, esouwéi fir d'Begleedung vun de Locatairen ze garantéieren.

Zil vun dësem Pilotprojet ass et, fir Synergien ze entwéckelen, domadder den abordabele Wunnengsbau weider ze developpéieren an d'Unzuel vu bezuelbare Wunnengen ze erhéijen.

Vu datt de Ministère du Logement keng finanziell Ënnerstëtzungen an dëse Pilotprojet mat afléisse gelooss huet, ënnerleien dës Wunnengen och net de Reegele vum groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 bezüglech de subventionéierte Wunnengen. Doduerch ass et méiglech, dës Wunnengen an engem Spektrum unzebidden. Well ëmmer méi Leit grouss Schwieregkeeten hunn, fir eng abordabel Wunneng ze fannen, ass an dësem Pilotprojet versicht ginn, Stéit mat méi disponibelem Revenu den Accès zu dëse Wunnengen ze erméiglechen. Ëmmer awer mam Fokus op déi Leit, déi finanziell am meeschten exposéiert sinn.

Gläichzäiteg ass et awer och noutwendeg, an dësem Pilotprojet eng grouss Mixitéit ze assuréieren, wat sech dann och beim Loyer fir eenzel Wunnengen erëmspigelt. Dofir variéiert an dësem Projet de Loyer tëschent 9 € a 15 €/m². De Loyer ass ofhängeg vum Revenu vun deenen eenzele Stéit, soudatt hinnen ëmmer genuch Suen iwwregbleiwen, fir dezent kënnen ze liewen.

Opgrond vun den éischten Erfarunge mat dësem Pilotprojet lafen am Moment och Gespréicher tëscht dem Ministère du Logement an dem Fonds de compensation iwwer weider änlech Projeten.

Question 5140 (22.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant la **maladie zona :**

Et gi Leit, déi praktesch onënnerbrach ënnert der Zona-Krankheet (Gürtelrose) leiden, déi ënner anerem e groussen Nervewéi mat sech brénge kann. Laut mengen Informatioune gëtt d'Impfung géint dës Krankheet net vun der Krankekeess iwwerholl, déi ëm déi 375 € soll kaschten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wéi vill Leit leiden ënnert der Zona-Krankheet (Gürtelrose)?

- Huet d'Regierung dovu Kenntnis geholl, dass zemools Leit ab 50 méi engem héije Risiko ausgesat sinn, u Gürtelrose ze erkranken, an dass et vill Leit ginn, bei deenen dës Krankheet ëmmer erëm opdaucht?

- Kann d'Regierung bestätegen, dass d'Impfung géint Zona (Gürtelrose) net vun der Krankekeess rembourséiert gëtt?

- Falls jo, aus wéi engem Grond a wat ass de genaue Präis vun der Impfung?

- Hätt een net missen eng Impfcampagne organiséieren, fir d'Leit opzeklären an ze sensibiliséieren, wat dës Krankheet ugeet?

Réponse commune (25.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

De Zona ass eng heefeg Krankheet, woubäi et sech ëm eng Reaktivatioun vum Virus vun de Waasserpouken handelt, deen no dëser typescher Kannerkrankheet am Kierper erhale bleift a spéider, am Fall wou den Immunsystem manner aktiv ass, erëm ausbrieche kann. De Risiko fir Zona ze kréien, geet mam Alter erop an ass méi heefeg no 50 Joer. E Patient kann och geleeëntlech méi wéi een Ausbroch vun dësem Virus hunn. Et gëtt keng genau Statistiken iwwert de Zona, well en net zu de „maladies à déclaration obligatoire" gehéiert.

Aus Studien aus anere Länner kann een awer schléissen, dass eng Persoun op dräi oder véier an hirem Liewe wäert Zona kréien. Et muss een awer och soen, dass d'Kanner haut géint d'Waasserpouke geimpft ginn, woumat de Risiko vum Zona och erofgeet (ëm ronn 80 % no enger Etüd vun 2019).

Et ginn am Prinzip zwee Impfstoffer géint de Zona. Engersäits den Zostavax vun der Firma MSD, deen 2009 vun der Europäescher Medikamentenagence (EMA) autoriséiert gouf. Et handelt sech heibäi ëm e liewegen, ofgeschwächte Virus, deen als Impfstoff benotzt gëtt. Et brauch een do eng eenzeg Impfung. Lieweg Impfstoffer hunn awer verschidden Nodeeler, an dofir ass en zweete Vaccin ënnert dem Numm Shingrix vun der Firma GSK entwéckelt ginn, deen 2018 vun der EMA autoriséiert gouf. Et handelt sech ëm ee rekombinanten Impfstoff, d. h. en Impfstoff op Eewäiss-Basis, fir deen zwou Impfdosisse virgesi sinn.

Béid Impfstoffer ginn an der Indikatioun vun der Preventioun vum Zona a vum Wéi no dem Zona (douleurs post-zona) benotzt, haaptsächlech bei Leit iwwert 50 Joer. De Shingrix kann elo schonns ab 18 Joer benotzt gi bei Leit, déi duerch verschidde Krankheeten, déi den Immunsystem beaflossen, engem méi héije Risiko fir Zona ausgesat sinn.

Déi aktuell Präisser vun den Impfunge géint d'Gürtelrose, fir déi d'Autorisatioun fir de Verkaf zu Lëtzebuerg unerkannt ass, si follgend:

- Zostavax (MSD Vaccins) 133,51 € TTC pro Unitéit;
- Shingrix (GlaxoSmithKline Biologicals SA) 165,44 € TTC pro Unitéit.

D'Impfungen, déi am nationalen Impfplang virgesi sinn, ginn am Prinzip zu Lëtzebuerg duerch d'Direktioun vun der Santé bezuelt an net duerch d'Gesondheetskeess. E Vaccin gëtt an den Impfplang opgeholl op Recommandatioun vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI).

Zousätzlech gesäit d'Gesetz awer och d'Méiglechkeet vir, e Vaccin iwwert eng Konventioun tëschent Staat an der Gesondheetskeess zu Verfügung ze stellen.

Den 2. Abschnitt vum Artikel 106 aus de Statute vun der CNS gesäit Follgendes vir:

« Les vaccins figurant sur la liste positive ne sont pris en charge que si cette prise en charge est prévue par une convention conclue entre l'État et la Caisse nationale de santé conformément à l'article 17, alinéa 3, du Code de la sécurité sociale. »

Den Artikel 17, Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit vir:

« Des mesures de médecine préventive peuvent être organisées en collaboration avec la Direction de la santé dans le cadre de conventions de partenariat conclues entre les ministres ayant dans leurs attributions la Santé et la Sécurité sociale, la Caisse nationale de santé et, le cas échéant, des services spécialisés. »

Aktuell gëtt et awer keng Konventioun tëschent dem Staat an der Gesondheetskeess betreffend d'Gürtelrose, esou datt eng Prise en charge och net méiglech ass.

De Problem mam Shingrix war an der Vergaangenheet, dass de Vaccin duerch eng kompliziéiert Produktioun net disponibel war, jiddefalls net a genügender Quantitéit, fir an den Impfplang opgeholl ze ginn. Dofir huet den CSMI bis elo och nach keng Recommandatioun ausgeschafft. D'Gesondheetsdirektioun ass amgaangen ze iwwerpréiwen, ob de Shingrix a genügender Quantitéit elo disponibel wier, an deem Fall géif dann och een Avis vum CSMI gefrot ginn.

Question 5141 (22.10.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Centre national de crise à Senningen :**

Säit Enn Mee 2021 ass deen neien nationale Krisenzentrum zu Senneng a Betrib. Am Fall vun enger nationaler oder internationaler Kris kommen hei d'Spëtze vum Lëtzebuerger Staat, vun der Police, vun der Arméi, vum CGDIS a vun anere Verwaltungen zesummen, fir iwwer d'Situatioun ze beroden an Entscheedungen ze treffen. De Krisenzentrum ass mat deene modernste Kommunikatiounssystemer ekipéiert. Dofir ass et verwonnerlech, Presseartikelen no, datt dëst Gebai vun engem Gardien vun enger privater Sécherheetsfirma bewaacht gëtt.

Den Héije Kommissär fir national Sécherheet, deen dem Här Staatsminister ënnerstallt ass, äntwert am Interview mam „Luxemburger Wort" vum 12.1.2021 („Generalprobe bestanden") op d'Fro, ob de Krisenzentrum net misst vun engem Zaldot oder engem Polizist bewaacht ginn: „Staatsverwaltungen gehen immer mehr dazu über, private Sicherheitsfirmen zu engagieren." An hie füügt derbäi: „Wir gehen nicht davon aus, dass das Krisenzentrum attackiert wird."

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Häre Staatsminister, Arméiminister a Minister fir déi bannenzeg Sécherheet:

1. Mat wéi enger Begrënnung geet d'Regierung dervun aus, datt deen nationale Krisenzentrum net attackéiert gëtt?

2. Kann d'Regierung preziséieren, wéi et zur Decisioun koum, eng privat Sécherheetsfirma fir d'Bewaache vum Gebai ze engagéieren? Si Police an Arméi bei dëser Entscheedung consultéiert ginn? Wéi vill aner sensibel staatlech Infrastrukture gi vu private Firme bewaacht?

3. Kann d'Regierung erklären, wéi wäit déi Pläng avancéiert sinn, fir eng Carrière vum „gardien de l'armée" anzeféieren? Wann et déi bis gëtt, ass da geplangt, fir sécherheetsrelevant Infrastrukturen, wéi den nationale Krisenzentrum zu Senneng, duerch esou Leit bewaachen ze loossen?

4. Am genannten Interview weist den Héije Kommissär fir national Sécherheet drop hin, datt d'Agankssdiere vum Krisenzentrum „nicht mit handelsüblichen Türen zu vergleichen" sinn. Gi bei esou Infrastrukturen déi héchsten international Sécherheetsnormen, respektiv Vergläichswäerter, fir sensibel Infrastrukture respektéiert?

Réponse commune (23.11.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. D'Analys vun dem Risiko vun enger Menace respektiv vun enger Attack gëtt zu Lëtzebuerg am Kader vum Vigilnat-Plang gemaach. An deem Kontext hunn d'Autoritéite keng Informatiounen iwwert eng konkreet Menace betreffend d'Infrastruktur vum Krisenzentrum.

ad 2. D'permanent Iwwerwaachung vu Gebailechkeete respektiv d'Gestioun vun de Fluxen an der Entrée vun engem Gebai gehéiert net zu der Käraufgab vun der Police an dem Militär.

ad 3. D'Carrière vum Gardien de l'armée besteet säit 2001. Et handelt sech ëm eng zivill Carrière am Statut vum Staatssalarié. Säit 2001 hunn d'Gardiens de l'armée sech exklusiv ëm d'Garde vu Sitte vun der Arméi gekëmmert. Et ass ugeduecht, d'Gardiens de l'armée och fir d'Garde an den Accueil vu verschiddene Ministèren oder Institutiounen anzesetzen. An deem Sënn leeft säit 2019 ee Pilotprojet beim Staatsministère. Zu de méigleche Sitten, op deenen d'Gardiens de l'armée an Zukunft zum Asaz komme kéinten, zielt de Konferenzzentrum vun der Regierung zu Senneng.

ad 4. D'Infrastruktur respektéiert déi Sécherheetsbestëmmungen, déi d'NATO an d'EU fir den Hebergement vu klassifiéierte Reseaue virschreiwen.

Question 5142 (22.10.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant les **autorisations des hélicoptères de la Police grand-ducale :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4966 schreift d'Regierung, datt d'Police hir modern H145M-Helikoptere vun der Arméi bezunn hätt, mee datt dës ënnert d'Legislatioun vun der ziviller, europäescher Loftfaart falen. Doduerch kënnen d'Polizisten aktuell och keng Waffe mat u Bord huelen, well déi gesetzlech Grondlag fir eng national „aviation étatique" feelt, wat am Beruffsalldag vun der Police zu staarke Perturbatioune féiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung nach gär dës Nofroe stellen:

1. Zu wéi engem Zäitpunkt ass de Kaf vun deenen uewe genannten Helikopteren am Regierungsrot gestëmmt ginn? Zu wéi engem Datum gouf de Kafvertrag ënnerschriwwen? Wéi ee Ministère ass als Keefer opgetrueden an ënnert wéi engem Budgetsartikel sinn déi Sue geflosss?

2. Falls d'Helikopteren ënnert der Verantwortung vum Arméiministère bestallt goufen, goufen déi Suen da mat eise Verflichtunge vis-à-vis vun der NATO verrechent?

3. Kann d'Regierung elaboréieren, aus wéi engen Ursaachen déi Zäit tëschent dem Ofschloss vum Kafvertrag an der Ausliwwerung vun den Helikopteren net genotzt gouf, fir eng entspriechend Legislatioun op de Wee ze bréngen? Dëst ëmsou méi, wou laut der uewen zitéierter Äntwert, och e Règlement grand-ducal duergaange wier, fir der Police d'Droe vu Waffen u Bord ze erlaben.

4. Kann d'Regierung elaboréieren, ënnert wéi engem gesetzleche Kader eis Loftkomponent vun der Arméi aktuell flitt, wann et zu Lëtzebuerg effektiv un där entspriechender Jurisprudenz fir eng staatlech Loftfaart feelt? Gouf d'Méiglechkeet gepréift, fir den nämmlechte Kader provisoresch op eis Police auszedeenen? Falls net, kann d'Regierung matdeelen, wéi dës Decisioun motivéiert war?

Réponse commune (22.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

ad 1. De Kaf vun zwee H-145M-Helikoptere gouf am Regierungsrot vum 19. Januar 2018 approuvéiert. De Kafvertrag ass den 19. Juli 2018 am Optrag vun der Direction de la défense vun der NATO Support and Procurement Agency (NSPA) ënnerschriwwe ginn. Déi zwee H-145M Helikoptere sinn iwwert de Fonds d'équipement militaire (FEM) finanzéiert ginn.

ad 2. Jo, d'Fongen, déi an d'Acquisitioun vun deenen zwee H-145M-Helikopteren investéiert gi sinn, goufe vun der NATO als Verdeedegungsausgaben ugerechent.

ad 3. D'Decisioun vum Regierungsrot vum 19. Januar 2018 zum Kaf vun den zwee Helikopteren huet och d'Ausschaffe vum legale Kader fir d'Schafe vun enger militärescher Aviatiounsautoritéit beinhalt. Dofir huet d'Direction de la défense sech, parallell zu der Aquisitiounsprozedur vun den Helikopteren, direkt ëm d'Elaboratioun vun engem legale Kader fir militäresch a staatlech Aviatioun bekëmmert. Ab Ufank 2018 goufen Experte rekrutéiert, Konzepter diskutéiert a mat alle concernéierten nationalen an internationalen Acteuren a Verwaltungen ofgeschwat. Doropshin huet d'Direction de l'aviation civile (DAC) en „Département de l'aviation étatique", dee mat der Supervisioun an der Reglementatioun vun de militäreschen a staatlechen Aviatiounsaktivitéite beoptraagt soll ginn, an d'Weeër geleet an an Zesummenaarbecht mat der Direction de la défense am Oktober 2020 en deementspriechenden Avant-projet de loi op den Instanzewee ginn. No dem Avis vum Staatsrot am Juni 2021 ass de Projet de loi 7680 zur Zäit an der Amendementsprozedur.

Dat groussherzoglecht Reglement, fir d'policespezifesch Detailer ze reegelen, gëtt aktuell preparéiert a wäert baséierend op dem Gesetz vun der staatlecher Aviatioun geholl ginn.

ad 4. Den A400M an de MRTT si bei eisem belsche respektiv holläännesche Partner immatrikuléiert a fléien dohier ënnert deenen hirem militäresche gesetzleche Kader. Déi zwee H-145-M-Helikoptere sinn zu Lëtzebuerg immatrikuléiert a falen, wéi sämtlech national staatlech Aviatiounsaktivitéiten (y compris vun der Arméi an der Police), aktuell ënnert d'Reglementatioun vun der ziviller Aviatioun, sou wéi se vun der internationaler ziviller Aviatiounskonventioun (ICAO, International Civil Aviation Organisation) an der Europäescher Kommissioun (EASA, European Aviation Safety Agency) virginn ass, a sech an der Loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne an an de Bestëmmungen zu hirer Ausféierung erëmgespigelt. Déi Reegele gëllen iwwergräifend fir Arméi a Police.

Question 5144 (22.10.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant l'**explosion des prix des produits pétroliers :**

Depuis maintenant plusieurs mois, les prix des produits pétroliers aux consommateurs ont tendance à exploser littéralement.

1) J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie comment les prix au consommateur ainsi que le prix hors taxes se sont développés.

2) Quel en est l'impact sur les prix des produits sur lesquels les frais de transport ont une forte influence ?

3) Comment s'est développé le différentiel des prix au consommateur et hors taxe avec nos voisins la France, la Belgique et l'Allemagne ?

4) Quelle est l'évolution de la part du tourisme respectivement des détours vers la pompe sur les ventes totales ?

5) Quelles sont les mesures qu'envisagent nos voisins pour réduire les conséquences de cette explosion des prix pétroliers et quelles sont les mesures envisageables le cas échéant au Luxembourg ?

Réponse (25.11.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1) L'évolution des prix consommateurs toutes taxes comprises (TTC) et hors taxes (HT) est reprise dans les graphiques ci-dessous.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Il y a lieu de noter que :

- Suite au début de la crise Covid, les prix pétroliers ont chuté très rapidement pour atteindre leur niveau le plus bas en été 2020. Depuis lors, les prix n'ont cessé de grimper de manière relativement continue et rapide.
- En valeur nominale, les prix des produits pétroliers oscillent depuis 2008 dans une fourchette de prix bas, atteints en 2009, en 2016 et en 2020, et de prix hauts, atteints en 2008, en 2012 et en 2021.

Actuellement, les prix en valeur nominale du diesel et de l'essence sont à des niveaux historiquement élevés, alors que le prix du gasoil de chauffage n'a pas encore dépassé les niveaux de 2008 et de 2012. La valeur nominale ne prend pas en compte l'évolution de l'inflation et du pouvoir d'achat.

ad 2) Les variations des prix pétroliers au niveau international impactent de manière relativement directe et rapide sur les prix des carburants (2,2 % du panier global de l'indice des prix à la consommation au Luxembourg en 2021)[7] et ceux du chauffage par mazout et gaz (1,8 %).

On pourrait penser que les prix des carburants jouent en premier lieu et de manière plutôt rapide sur les coûts des services de transport (de personnes essentiellement, 0,5 % du panier global) et des voyages à forfait (0,8 %). Cependant, les corrélations entre les variations de ces prix et les prix des produits pétroliers paraissent très faibles.

Le Statec a évalué l'impact global d'une hausse des prix pétroliers sur l'inflation sous-jacente (grosso modo l'inflation hors produits pétroliers) sur base de ses modèles économétriques utilisés pour les prévisions d'inflation[8]. La transmission serait relativement lente (1,5 à deux ans) et d'une ampleur limitée, de sorte que la hausse de 65 % du prix du pétrole brut anticipée pour 2021 contribuerait de moins de 0,1 point de % à l'inflation sous-jacente prévue pour 2022 et de l'ordre de 0,2 point de % pour 2023.

ad 3) Le différentiel des prix consommateurs TTC et HT avec nos trois pays voisins est illustré dans les graphiques ci-dessous.

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À la vue de ces graphiques, il y a lieu de noter que :

- L'évolution des prix au Luxembourg suit les tendances internationales.
- Les prix consommateurs TTC de l'essence 95 et du diesel au Luxembourg restent en dessous des niveaux de nos pays voisins, alors que le prix du gasoil de chauffage est comparable à nos pays voisins.
- Alors que le Luxembourg se situe en bout de la chaîne logistique, les prix HT des produits pétroliers importés au Luxembourg restent au niveau des pays voisins.

ad 4) Pour l'année 2020, le Statec estime que la part de la consommation de carburants routiers par les non-résidents est de 77,8 %. Cette part couvre aussi bien les volumes consommés par les clients en transit (transport routier et touristes), les frontaliers ainsi que le « tourisme à la pompe ». Dans un marché complexe, et alors qu'il est estimé que la part du pour tourisme à la pompe est relativement petite, les informations sur son évolution ne sont pas disponibles.

ad 5) En dehors des informations publiquement disponibles (pas de mesures spécifiques prises à ce stade en Allemagne, compensation financière plus modeste en France), l'État luxembourgeois ne dispose pas d'autres informations sur les mesures qu'envisageraient nos pays voisins dans le contexte actuel.

Au Luxembourg, le Gouvernement a décidé une hausse de l'allocation de vie chère afin d'aider les ménages concernés à compenser la hausse des coûts énergétiques.

Au 1er janvier 2022, l'allocation de vie chère sera ainsi augmentée d'au moins 200 euros par ménage. De plus, il y a eu un déclenchement d'une nouvelle indexation des salaires au 1er octobre 2021 qui a entre autres été due à la hausse des coûts énergétiques.

Par ailleurs, le Gouvernement continue à encourager les alternatives aux énergies fossiles, notamment en ce qui concerne la mobilité et le chauffage. Dans ce contexte, un projet de loi prévoit la prolongation et la simplification des subventions pour la rénovation des logements, le remplacement des chaudières, l'électromobilité, les vélos, ...

7 cf. « Transmission du prix du pétrole aux prix à la consommation énergétique », Note de conjoncture 1-2015, p. 31 ff.

8 cf. « Mieux capter les effets du cycle économique dans les prévisions d'inflation », Note de conjoncture 2-2017, p. 67 ff.

Question 5145 (25.10.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan :**

L'engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan a débuté en juin 2003 avec l'envoi d'un contingent dans le cadre de l'ISAF (International Security Assistance Force) qui fut en 2015 relayée par la mission « Resolute Support ». Le déploiement a pris fin en été 2021. En 49 rotations, plus de 330 soldats luxembourgeois ont été envoyés en Afghanistan où ils/elles ont été stationné.e.s pour la plupart à Kaboul et à Kandahar.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Pouvez-vous me donner une estimation des coûts totaux de l'engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan de 2003 à 2021, y compris les coûts liés (p. ex. en matière de formation, de logistique ou de suivi) ?

2) Est-ce que, lors du retrait précipité en 2021, du matériel militaire ou d'autres équipements de l'armée luxembourgeoise ont été laissés sur place ? Si oui, pouvez-vous me spécifier de quel matériel il s'agit ?

3) Est-ce que, lors du retrait précipité en 2021, toutes les personnes locales liées au contingent luxembourgeois (p. ex. traducteurs, personnel de service, etc.) ont pu être mises en sécurité ? Pouvez-vous m'en donner les détails ?

4) Est-ce que des membres de l'armée luxembourgeoise ont souffert, à la suite de leur déploiement en Afghanistan, de stress posttraumatique ou d'autres troubles anxieux ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me détailler le nombre de cas et les mesures de prise en charge ?

Dans ce même contexte, je voudrais aussi poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

5) Quel bilan tirez-vous de l'engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan de 2003 à 2021 ? Pouvez-vous me faire part de vos réflexions et de vos conclusions ?

6) Est-ce que l'engagement militaire du Luxembourg en Afghanistan et le bilan que vous avez pu en tirer ont donné lieu (ou donneront lieu) à des changements dans l'orientation de la politique étrangère luxembourgeoise ? Si oui, lesquels ?

7) Pouvez-vous me faire part de vos réflexions quant à l'avenir des relations diplomatiques entre le Luxembourg et l'Afghanistan ?

8) Est-ce que le Luxembourg envisage de soutenir les pays voisins de l'Afghanistan dans l'accueil et le soutien des personnes qui ont dû fuir leur pays suite à la prise de pouvoir du nouveau Gouvernement ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me détailler les actions en cours ou prévues ?

En complément, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

9) Quelle est votre position par rapport à la question des réfugié.e.s afghan.e.s et notamment de leur accès aux procédures d'asile européennes ? Quel est l'état actuel des discussions en la matière au niveau de l'Union européenne ?

10) Est-ce qu'il est prévu de créer des couloirs sûrs pour permettre à des ressortissant.e.s afghan.e.s de demander l'asile au Luxembourg, voire de mettre en place ou de participer à des programmes de réinstallation ? Est-ce que de telles actions sont envisagées ou envisageables indépendamment des décisions de l'Union européenne en la matière ?

Finalement, j'aimerais encore poser deux questions à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

11) Pouvez-vous me détailler les actions que la coopération luxembourgeoise a entreprises ou soutenues en Afghanistan lors des cinq dernières années (aussi bien d'un point de vue qualitatif que quantitatif) ? Est-ce que les récents événements ont eu un impact sur ces projets, respectivement sur les résultats déjà obtenus par les projets ?

12) Est-ce que vous pouvez me faire part de vos réflexions quant à l'engagement futur de la coopération luxembourgeoise en Afghanistan ? Est-ce que des changements (p. ex. augmentation ou diminution de l'engagement) sont prévus ?

Réponse commune (25.11.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

ad 1) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4093, le déploiement de l'Armée luxembourgeoise en Afghanistan a coûté environ sept millions d'euros au total.

ad 2) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4881, non.

ad 3) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4853, pendant la période où l'Armée luxembourgeoise faisait partie d'un contingent multinational en Afghanistan, le détachement luxembourgeois n'a jamais eu recours à du personnel local attitré.

Cela n'a pas empêché le Luxembourg d'accueillir un ancien employé de l'OTAN, accompagné de sa famille, au Grand-Duché.

ad 4) L'armée a connaissance de deux cas de trouble de stress posttraumatique (PTSD) qui ont été pris en charge par le service psychologique de l'armée.

ad 5) Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4883, les processus d'analyse et de réflexion internes sont actuellement en cours tant au sein de l'OTAN que de l'UE. S'agissant d'un processus collectif, le Luxembourg ne saurait préjuger du résultat de ces analyses et réflexions.

Quelques éléments méritent d'être soulevés déjà à ce stade. L'engagement en Afghanistan a permis aux Alliés de combattre le terrorisme et d'éviter que l'Afghanistan devienne, tout au long de cet engagement, un refuge pour Al-Qaeda et d'autres groupements terroristes. Par ailleurs, l'engagement des Alliés en Afghanistan, à côté de l'engagement conséquent d'acteurs comme l'Union européenne et ses États membres, a permis, pendant la durée du déploiement, de consolider les droits des femmes, des filles, des enfants et des minorités, l'accès à la santé et à une véritable éducation, ainsi que la liberté de la presse en Afghanistan.

Sur le plan opérationnel, l'Armée luxembourgeoise a su faire face à l'épreuve du terrain et a entièrement rempli sa mission, dans ce déploiement sur un théâtre étranger, ainsi que dans la coopération et l'interopérabilité avec les forces alliées. L'action d'évacuation a permis à nos forces de mettre en exergue leurs capacités de réponse rapide.

Il est indéniable que l'engagement des Alliés en Afghanistan doit susciter des questions profondes auxquelles il faudra répondre, notamment sur le niveau d'ambition affichée de nos objectifs, l'évolution et la réévaluation de ceux-ci, ainsi que l'adéquation des ressources déployées pour les atteindre.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 4883, les récents développements en Afghanistan représentent avant tout une tragédie pour la population afghane, comme les acquis précités risquent d'être remis en question par les talibans. Il faudra employer tous les moyens à notre disposition pour faire perdurer ces acquis.

ad 6) L'Europe doit tirer des conclusions de cette opération et du retrait mal coordonné des forces de l'OTAN d'Afghanistan. Nous plaidons pour que l'OTAN tire les enseignements de son engagement en Afghanistan et que ceux-ci puissent être pris en compte dans le développement du prochain concept stratégique de l'OTAN attendu au premier semestre 2022. Il est aussi essentiel que nous renforcions nos capacités européennes en matière de défense. Le processus de la boussole stratégique actuellement en cours devrait nous aider à définir nos priorités communes pour l'avenir et à préparer en conséquence nos capacités respectives.

En ce qui concerne son engagement en faveur des droits humains et du développement en Afghanistan, le Luxembourg considère que nous avons une responsabilité à l'égard des aspirations légitimes du peuple afghan à la paix, à la sécurité, à la dignité et au développement socio-économique. En tirant les leçons des derniers événements, l'UE se doit de peser de tout son poids pour contribuer à l'effort international pour préserver les acquis des vingt dernières années, notamment les droits des femmes, des filles, des enfants et des minorités, l'accès à la santé et à une véritable éducation, et la liberté de la presse.

ad 7) Le Luxembourg maintient une relation de travail normale avec l'Ambassade de l'Afghanistan à Bruxelles, accréditée au Luxembourg. Les États membres de l'Union européenne se coordonneront en cas d'éventuelles demandes d'accréditation d'ambassadeurs nommés par les talibans.

Le Luxembourg soutient l'idée d'un retour à une présence minimale européenne à Kaboul, sous condition que la situation en matière de sécurité soit garantie, sans que cela n'équivaille à une reconnaissance du régime des talibans.

ad 8) Lors des discussions dans les enceintes européennes, le Luxembourg a soutenu la mise en place d'une plateforme politique régionale avec les pays voisins de l'Afghanistan, pour gérer les défis créés par la nouvelle situation, en coordination avec l'ONU et d'autres acteurs pertinents. Cette plateforme aborderait notamment des questions liées à la sécurité et à la stabilité, à la migration, à l'assistance humanitaire, et au développement et à la coopération économique régionale. Or, le lancement de cette plateforme, initialement prévu en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York en septembre, a dû être reporté et prendra plus de temps. L'UE envisage de poursuivre l'engagement avec la région selon une approche différenciée selon les pays.

Le Luxembourg soutient les activités de l'UNHCR en matière d'approvisionnement en eau potable, de construction d'abris d'urgence et de distribution de biens de première nécessité (alimentaires et non alimentaires) aux réfugiés afghans dans les pays limitrophes de l'Afghanistan, c'est-à-dire au Pakistan, en Iran, au Tadjikistan, en Ouzbékistan et au Turkménistan.

ad 9) + 10) La question des ressortissants afghans à risque et notamment le fait que l'accès aux procédures d'asile européennes soit garanti pour ces personnes, est très importante pour le Gouvernement luxembourgeois. En ce qui concerne la procédure de protection internationale, tous les ressortissants afghans qui arrivent au Luxembourg peuvent faire une demande.

En l'absence de sources d'informations complètes et fiables, certaines décisions sont toutefois gardées en suspens dans le seul intérêt des concernés en attendant un éclaircissement de la situation sur le terrain en Afghanistan. Il s'agit avant tout de dossiers qui risquent, au stade actuel des informations, d'aboutir sur un refus. Dans ce contexte, et afin que les États membres puissent adopter une ligne de conduite commune et informée en matière de procédures d'asile, la « Country Guidance » du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) devrait être disponible sous peu. Le Luxembourg suit de près les discussions en la matière et se tient informé de toute évolution.

En attendant, l'Union européenne continue de s'engager pour une meilleure coordination en ce qui concerne la question afghane. Un forum à haut niveau sur la protection des Afghans à risque a été organisé par la Commissaire européenne aux Affaires intérieures Ylva Johansson. Ce forum a réuni les ministres UE en charge de l'Asile et des pays associés en présence notamment de Filippo Grandi, Haut- Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), et d'António Vitorino, Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

ad 11) La coopération au développement et l'action humanitaire luxembourgeoise en Afghanistan sont mises en œuvre à travers différentes voies et partenaires.

Pour les programmes de coopération au développement, le Luxembourg travaille notamment avec la FAO et la fondation allemande PATRIP (Pakistan-Afghanistan-Tajikistan Regional Integration Programme).

Pour ce qui est de l'action humanitaire, ses partenaires sont la Fondation Caritas, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Bureau de coordination de l'action humanitaire des Nations Unies (UNOCHA).

Ci-après la liste de nos principaux projets au cours des cinq dernières années :

Depuis 2016, l'Action humanitaire luxembourgeoise finance par le biais de la Fondation Caritas Luxembourg un projet de lutte contre la tuberculose. Le partenaire de mise en œuvre est LEPCO, une ONG locale, active depuis 1984 dans la lutte contre la tu-

berculose. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a financé le projet en question pour une durée de cinq ans entre 2016 et 2020 à hauteur de 510.000 euros. Ce projet se concentrait surtout sur les prisons afghanes dans lesquelles la tuberculose pouvait sévir grâce aux conditions de détention. En complément aux interventions liées à la lutte contre la tuberculose, Caritas Luxembourg a été financé par le MAEE à hauteur de 170.000 euros pour mettre en œuvre des programmes de nutrition auprès des populations touchées par la tuberculose. Ces interventions se sont déroulées entre 2015 et 2017. Outre le financement de la lutte contre la tuberculose, Caritas Luxembourg a pu mener des activités de riposte à la pandémie du Covid-19 avec un financement du MAEE à hauteur de 100.000 euros. Il s'agissait ici d'un projet s'étendant sur plusieurs pays dont l'Afghanistan.

Par ailleurs, à travers son accord-cadre de développement 2016-2020, Caritas Luxembourg a mis en œuvre des activités en Afghanistan dans le secteur de la lutte contre les maladies infectieuses dans la région de Mazar-i-Sharif, de Kaboul et de Hazarajat. La part du MAEE se chiffrait à 76.565 euros.

Entre 2017 et aujourd'hui, le MAEE a financé les opérations humanitaires du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Afghanistan à hauteur de 3.200.000 euros. Il s'agit ici de financements prévisibles et flexibles permettant au CICR d'assister et de protéger la population affectée sur base des besoins. Le CICR est principalement actif dans la promotion du droit international humanitaire (DIH), de l'alimentation, de la protection, du support psychologique et de la santé mentale ainsi que dans la construction d'abris d'urgence et la distribution de biens de première nécessité.

Par ailleurs, le MAEE soutient l'appel d'urgence pour l'Afghanistan lancé par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) à hauteur de 500.000 euros. Cet appel d'urgence vise notamment à intensifier la réponse humanitaire du Croissant-Rouge afghan pour répondre aux besoins engendrés par les multiples crises humanitaires en Afghanistan (y inclus sécheresse, conflit, déplacements de personnes, carences des services de santé).

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) est le principal acteur onusien dans la prise en charge des personnes déplacées. Depuis 2017, les opérations de l'UNHCR au profit des réfugiés afghans sont financées à travers une contribution annuelle de 500.000 euros. Il s'y ajoute un financement de 500.000 euros en 2018 pour les opérations ciblant les réfugiés afghans au Pakistan et en Iran ainsi qu'une contribution supplémentaire de 500.000 euros aux opérations du UNHCR en Afghanistan et ses pays voisins en 2021 suite à la revue de l'appel d'urgence du UNHCR. Il en résulte un total de 4.000.000 euros au cours de la période 2017-2021.

Depuis 2020, le MAEE contribue 350.000 euros par an au Fonds humanitaire pour l'Afghanistan, un fonds géré conjointement par le Bureau de coordination de l'action humanitaire des Nations Unies (BCAH/OCHA) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD/UNDP). Ce fonds vise le financement de programmes d'aide d'urgence en Afghanistan principalement mis en œuvre par des agences onusiennes comme le Programme alimentaire mondial (PAM/WFP), l'UNHCR, l'Organisation internationale pour les migrations (IOM) ou encore des ONG locales et internationales.

Dans le domaine de la coopération au développement, le Luxembourg a surtout travaillé avec la fondation allemande PATRIP. Un accord de décembre 2011 permet à la fondation de financer des projets de développement dans la région frontalière de l'Afghanistan et du Tadjikistan. La fondation PATRIP est soutenue et financée par le Ministère des Affaires étrangères allemand, via la KfW (Kreditanstalt für Wiederaufbau), la Direction de la coopération luxembourgeoise et le Ministère des Affaires étrangères norvégien et l'Union européenne. Le but de la fondation est de contribuer à la stabilité de la région frontalière de l'Afghanistan, du Pakistan et du Tadjikistan en réalisant, à travers différentes ONG, des projets transfrontaliers de petite ou moyenne envergure. Depuis 2016 la Coopération luxembourgeoise a versé 3.840.000 euros à la fondation PATRIP, ceci exclusivement dans le domaine du WASH (eau, assainissement et hygiène). Pour 2021, une enveloppe de 500.000 euros est encore prévue mais non déboursée. La coopération avec la fondation continuera dans les années à venir, ceci afin de fournir des services essentiels à la population afghane.

Depuis 2009, le Luxembourg soutient le projet « Household Food and Livelihood Security (HLFS) and Support to the Development of an effective Extension System » de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

L'objectif global du projet est de contribuer à la sécurité alimentaire en combattant la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Plus spécifiquement, le projet poursuit les objectifs suivants :

- promouvoir et améliorer les moyens de subsistance durables et résilients parmi les ménages les plus vulnérables et les plus exposés à l'insécurité alimentaire ;
- renforcer les capacités institutionnelles et les liens commerciaux.

L'actuelle phase du projet, disposant de trois millions d'euros sur quatre années, a comme objectif la réduction de l'insécurité alimentaire des familles les plus démunies dans quatre districts en particulier : Char Asyab, Jabal Seraj, Qarghayee et Mohammad Agha, et prévoit le renforcement des moyens de subsistance en visant la diversification des sources de revenu et d'alimentation et l'introduction de technologies et pratiques orientées vers la résilience et adaptées au changement climatique.

À noter encore que d'un point de vue budgétaire, la crise du Covid a eu des répercussions sur le financement des projets afghans. Il n'a pas été possible de maintenir le niveau de financement en 2020 et 2021 par rapport à 2019.

Tout comme l'ensemble des bailleurs internationaux, le Luxembourg cherche actuellement les voies d'acheminement les plus sûres avec ses partenaires de confiance pour faire en sorte que l'aide atteigne les personnes les plus dans le besoin, tout d'abord les femmes et les jeunes filles.

Si l'accès humanitaire a été rétabli en grande partie depuis août, un défi général auquel les acteurs présents en Afghanistan se voient confrontés en ce moment est le manque d'argent liquide. Cette situation est notamment due à l'effondrement du système économique et financier afghan, au gel des réserves de la banque centrale de l'Afghanistan ainsi qu'au régime de sanctions américain.

ad 12) Face à la dégradation inquiétante, le Luxembourg ne se désolidarisera pas de la population afghane et continuera son soutien dans la région dans les années à venir. Alors que le Luxembourg avait annoncé 2,5 millions d'euros en aide pour l'Afghanistan en 2021, le MAEE a décidé en fin d'année de porter ce montant à 7,85 millions d'euros pour permettre à ses partenaires de faire face à la crise humanitaire qui s'annonce. Ces fonds supplémentaires seront alloués à nos partenaires humanitaires stratégiques, à savoir le CICR, l'UNHCR, le PAM et la Fédération internationale de la Croix-Rouge (FICR) ainsi qu'à certaines agences multilatérales comme l'UNICEF et le PNUD (fonds fiduciaire des NU). Une partie de ces fonds est également allouée à des ONG humanitaires luxembourgeoises en étroite collaboration avec leurs partenaires locaux.

Quant aux programmes de développement à long terme mis en œuvre ces dernières années, il s'agit d'explorer des voies avec les partenaires permettant de répondre aux besoins les plus urgents des populations les plus vulnérables tout en protégeant les acquis des 20 dernières années et de faire en sorte que les fonds nécessaires ne passent pas à travers les structures étatiques et ne servent donc pas à légitimer le Gouvernement actuel. L'opérationnalisation du nexus humanitaire-développement, avec le but d'éviter autant que possible l'effondrement des services sociaux de base, en particulier les systèmes de santé et l'éducation, joue un rôle important dans ce contexte.

Le Luxembourg envisage de participer à la mise en œuvre de l'initiative Team Europe (TEI) sur la crise des déplacements de population dans les pays voisins de l'Afghanistan. Les modalités de mise en œuvre de cette initiative restent encore à définir.

Question 5147 (25.10.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant la **rupture de stock du cannabis médicinal :**

No der leschter Liwwerung vu medezinneschem Cannabis am September kënnt et momentan, laut mengen Informatiounen, schonn erëm zu enger Rupture de stock vu Cannabis mat engem 18 % an 10 % THC-Gehalt. D'Santésministesch hat Enn August erklärt, dass ronn 30 kg bestallt wieren, an am September geliwwert géife ginn.

An deem Zesummenhang wëllt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi héich ass de momentane Stock u medezinneschem Cannabis mat 10 % THC- an 10 % CBD-Gehalt?

2. Wéi héich ass de momentane Stock un medezinneschem Cannabis mat 18 % THC- a manner wéi 1 % CBD-Gehalt?

3. Fir wéini ass déi nächst Liwwerung vu medezinneschem Cannabis geplangt?

4. Wäert d'Regierung ee méi héije Budget fir den Akaf vu medezinneschem Cannabis fir 2022 ufroen, fir esou Penurien an Zukunft ze verhënneren?

5. Wat fir Quantitéite plangt d'Ministesch fir 2022 anzekafen?

6. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4556 hat d'Ministesch erklärt, dass beim neie Fournisseur och Cannabisueleg bestallt soll ginn.

„Schlussendlech kann een nach erwänen, datt mat dësem neie Marché, deen elo attribuéiert gouf, et och fir déi éischte Kéier méiglech wäert sinn, konforme Cannabisueleg ze sécheren. Dësen Ueleg stellt virun allem eng Plus-value duer, well dëse méi einfach an der Therapie agesat ka ginn an dofir och vill méi einfach ze handhaben ass."

An der Äntwert op d'Fro N° 4797 gouf de Cannabisueleg awer net méi erwäänt.

Huet de Ministère scho Cannabisueleg akaaft?
- Wa jo, wéi vill Ueleg gouf fir 2021 kaaft a wéi vill ass fir 2022 virgesinn?
- Wann nee, firwat net?

Réponse (22.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Den 28. Oktober 2021 huet Lëtzebuerg 900 Tuten Tilray THC9:CBD9 No.1 à 15 g kritt. Dat entspriecht 13,5 kg. Um 17. November 2021 waren nach 310 Päck beim Grossist am Stock.

ad 2. Et gëtt zurzäit keng Cannabisbléie mat 18 % THC. E Qualitéitsproblem an der Produktioun vun den THC18 Cannabisbléien op der Säit vum Produzent huet dozou geféiert.

ad 3. Déi nächst Liwwerung vu medezinneschem Cannabis ass fir Dezember 2021 geplangt.

ad 4. D'Penurië sinn net op e Budgetsmangel zeréckzeféieren, mee leien eleng un de Liwwerungsproblemer vun de Säite vum Cannabisproduzent.

De Budget kann am Budget de l'État 2022 nogekuckt ginn.

Projet de budget 2022_VOL1_WEB.pdf (public.lu)

ad 5. De Gesondheetsministère orientéiert sech um Verbrauch vum Terrain, fir eventuell aner Quantitéiten anzekafen.

ad 6. Jo, de Ministère huet eng éischt Liwwerung u Cannabisueleg Ufank November kritt.

An dëser Liwwerung ware follgend Produkter dran:

- 100 Fläsche Cannabisueleg THC10 %/CBD10 % 25 ml,
- 100 Fläsche Cannabisueleg THC25 % 25 ml,
- 50 Fläsche Cannabisueleg THC5 %/CBD20 % 40 ml.

Question 5148 (25.10.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **centre thérapeutique « Syrdall Schlass » :**

Zënter dem Joer 1980 ginn am Therapiezentrum „Schlass Syrdall" zu Manternach drogesüchteg Leit behandelt. Dëst entweeder stationär oder net stationär.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Wéi vill Patiente goufen an de leschten 20 Joer hei behandelt, stationär an net stationär?

2. Wéi vill vun dëse Patienten aus de leschten 20 Joer goufe réckfälleg?

3. Wéi vill Patienten hunn hir Therapie an dësem Zäitraum ofgebrach?

Réponse (26.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. De Centre thérapeutique Manternach (CTM) ass eng Rehabilitatiounsklinik fir stationär Drogentherapie. Deemno hu bis dato exklusiv stationär Behandlungen do stattfonnt.

Pro Joer ginn am Duerchschnëtt 60 verschidde Patienten am CTM behandelt. Iwwert déi lescht 20 Joer gekuckt sinn dat ongeféier 1.200 Patienten (cf. Grafik 1).

ad 2. Et ass net méiglech unzeginn, wéi vill Patiente genau an deenen 20 leschte Jore réckfälleg gi sinn, engersäits, well aus Dateschutzgrënn Patientenakten net méi laang ewéi zéng Joer däerfe gehale ginn, an anerersäits, well d'Erhiewe vu validen Donnéeë problematesch ass. Systematesch Befrounge vun de Patienten no hirer Therapie, déi net an enger Nosuerg weider betreit goufen, sinn bis elo net duerchgefouert ginn. Den Haaptgrond dofir ass d'Liewenssituatioun vun de Betraffenen, déi an der Reegel oft de Wunnsëtz wiesselen an domadder och hir Kontaktdonnéeën. Wann e Patient net erreechbar ass, kann dat bedeiten, dass e stabill ass, mee awer och, dass en sech an enger prekärer Situatioun befënnt an eventuell réckfälleg ginn ass. Réckfälleg Patiente sinn dann och oft genéiert, fir iwwert hir aktuell Situatioun Auskunft ze ginn.

Wann ee vu Réckfall schwätzt, muss een en Zäitraum definéieren, an deem dee Réckfall no der Therapie stattfonnt huet. An der Literatur geet ee vun enger Réckfallquot vu 40 %-60 % am Laf vun den éischten zwielef Méint no dem Enn vun der Therapie aus. Bei Patiente mat Duebel- oder Méifachdiagnose souguer vun 80 %.

D'Zuelen aus der Nosuerg vum CTM bestätegen déi Zuelen: knapp 50 % vun de Patiente goufen an deenen éischten zwielef Méint no hirer Therapie réckfälleg. Et kann een awer dovunner ausgoen, dass d'Réckfallquot bei Patienten, déi net nobetreit goufen, nach méi héich ass.

Dobäi ass awer ze ënnersträichen, dass Réckfäll vu Persounen, déi an der Nosuerg sinn, meeschtens net laang undaueren, well se zäitno opgefaange ginn an e Groussdeel vun hinnen erëm stabiliséiert ka ginn.

Wann een sech spezifesch d'Proportioun vu de Leit ukuckt, déi am Laf vun engem Joer no der Therapie op en neits am CTM opgeholl gi sinn, esou läit déi duerchschnëttlech iwwert déi lescht zéng Joer bei ongeféier 21 %. Déi Proportioun kann als een Indicateur fir den Ausmooss vu Réckfäll gedeit ginn. D'Donkelziffer, dat heescht déi Leit, déi réckfälleg gi sinn, sech awer net méi a stationär Behandlung an den CTM beginn hunn, dierft awer sécherlech méi héich sinn.

Réckfäll gehéiere leider oft zu enger Suchterkrankung. Wichteg ass et un éischter Stell, dass déi Betraffe léieren, domadder ëmzegoen an bei Bedarf Hëllef kréien.

ad 3. Déi follgend Grafik weist d'Unzuel vun Opnamen, d'Unzuel vu verschiddene Patientegrade souwéi d'Zuel vun der Therapieofbréch a Readmissiounen am CTM pro Joer vun 2012-2021. D'Zuele fir 2021 bezéien sech op den Zäitraum Januar bis Oktober.

Den Taux vun den Therapieofbréch am CTM louch an deene leschten zéng Joer bei duerchschnëttlech 21 %.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 5149 (26.10.2021) de **MM. Jean-Paul Schaaf** et **Léon Gloden** *(CSV)* concernant l'**accord relatif au temps de travail dans la Police grand-ducale du 17 juin 2019 :**

Am Accord „relatif à la compensation de certaines contraintes liées à l'aménagement du temps de travail" vum 17. Juni 2019 tëschent de Policegewerkschaften, der CGFP a verschiddene Membere vun der Regierung ass Follgendes festgehale ginn:

Ënnert Punkt 1:

1. Les valeurs horaires de la prime d'astreinte, prévue à l'article 22, paragraphe 4, de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État, seront fixées comme suit :
1. celle de 0,60 point indiciaire sera portée à 0,66 point indiciaire ;
2. celle de 0,48 point indiciaire sera portée à 0,53 point.

Ënnert Punkt 4:

2. Les membres de la Police grand-ducale bénéficient par année travaillée en continu par équipes successives d'un repos compensatoire de cinq jours. En cas de tâche partielle, ce repos est calculé proportionnellement au degré de la tâche.
Le repos compensatoire est accordé au terme de cette année et affecté au compte épargne-temps.
La première année travaillée en continu par équipes successives à prendre en compte est celle qui précède la date d'entrée en vigueur de la loi à venir.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat goufen dës zwee erwäänte Punkten, wou d'Beamte säit der Ënnerschréft drop waarden, nach ëmmer net ëmgesat? Wéini wëllt d'Regierung dësen Accord ëmsetzen?

2. Kréien d'Beamten op d'Joer 2019 réckwierkend hir fënnef versprache Roudeeg an hir 10 % op d'Prime d'astreinte? Wann net, firwat?

Réponse commune (03.12.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. De Gesetzesprojet N° 7644, dee vum Minister fir d'Fonction publique am Juli 2020 deposéiert gouf, gesäit a sengen Artikelen 12 a 14 d'Ëmsetzung vun dësen zwee Punkte vir.

ad 2. Den Accord „relatif à la compensation de certaines contraintes liées à l'aménagement du temps de travail" vum 17. Juni 2019 tëschent de Policegewerkschaften, der CGFP an de Ministere fir bannenzeg Sécherheet a fir d'Fonction publique gesäit vir, datt fir déi fënnef zousätzlech Roudeeg, déi ee fir ee Joer Schichtaarbecht wäert kréien, schonn dat Joer gezielt gëtt, wat just virun der Entrée en vigueur vum zukünftege Gesetz läit. Dëse Punkt ass

am Artikel 15 vun deem uewe genannte Gesetzesprojet virgesinn.

Question 5152 (26.10.2021) de **M. Léon Gloden** *(CSV)* concernant le **recrutement pour la Centrale des secours d'urgence :**

Den 10. September 2021 ass en Avis de mobilité interne un de Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) erausgaangen, wou Beruffspompjeeën sech kënnen an en anere Centre d'intervention oder d'Centrale des secours d'urgence vum 112 mellen. Mengen Informatiounen no huet kee sech gemellt fir op den 112. Des Weidere wëllen sech wuel aus verschiddene Grënn eng Rei Agente vum 112 fort mellen?

D'Madamm Minister hat rezent deklaréiert, datt déi Agente vum 112, déi nach net „Pompier professionnel fonctionnaire" wieren, mat hirer Formatioun amgaang wieren. Mengen Informatiounen no stëmmen dës Aussoen awer net, vill Agente si wuel guer net un dëser Formatioun, déi mat groussem Opwand verbonne wier, interesséiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt kee sech gemellt huet, fir intern bei den 112 ze wiesselen?

2. Stëmmt et, datt eng Rei Agente gedenken, den 112 ze verloossen?

3. Wat sinn d'Grënn heivir?

4. Wat fir eng operationell Konsequenzen huet dëst fir den 112?

5. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt d'Agente vum 112 vill Iwwerstonne leeschte mussen? Wa jo, wéi vill Iwwerstonne si bis elo 2021 geleescht ginn?

6. Op wéi eng Informatioune baséiert d'Madamm Minister hir Aussoen, datt quasi all Agente vum 112 de Statut vum „Pompier professionnel fonctionnaire" hunn, resp. mat der Formatioun amgaang sinn?

7. Wat heescht dat fir den 112, wann dës Beamte refuséieren, déi Formatioun ze maachen?

8. Den 112 huet als national Noutruffzentral eng wichteg Missioun fir d'Awunner ze assuréieren. Wéi wëll d'Madamm Minister sécherstellen, datt dës Missioun och an Zukunft adequat assuréiert ka ginn?

Réponse (16.11.2021) de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

Ech wëll drop hiweisen, datt et net dem Inneministère seng Aufgab ass, sech ëm déi alldeeglech Gestioun vum CGDIS ze këmmeren, ech kann awer follgend Informatioune weiderginn, déi ech vum CGDIS matgedeelt krut:

Am Mäerz 2021 goufen am Kader vun enger spezifescher Procédure de mobilité interne véier nei Mataarbechter fir de CSU 112 rekrutéiert. D'Mataarbechter haten d'Wiel, fir sech op eng vu 17 vakante Plazen iwwert d'Procédure de mobilité interne ze mellen. Zënter der Grënnung vum CGDIS konnten am Ganzen aacht zousätzlech nei Mataarbechter fir de CSU 112 rekrutéiert ginn, soudatt een net vun engem Rekrutéierungsproblem kann ausgoen.

De CGDIS kann net confirméieren, „datt eng Rei Agente gedenken, de CSU 112 ze verloossen". Vu 34 Mataarbechter, déi um CSU 112 affektéiert sinn, huet just eng eenzeg Persoun sech gemellt, fir vum CSU 112 an e Centre d'incendie et de secours ze wiesselen. Dës Demande konnt dee Moment allerdéngs net zréckbehale ginn, well kee passende Posten disponibel war.

Operationell Konsequenze fir de CSU 112 ginn et keng, den Effectif war an ass zu all Moment garantéiert.

Am Joer 2021 hunn d'Mataarbechter vum CSU 112 keng Iwwerstonnen („heures supplémentaires") geleescht. Bis de 26. Oktober 2021 sinn awer am Ganze 4.097 Stonnen op de Compte épargne temps (CET) gebucht ginn.

Eng Rëtsch Mataarbechter vum CSU 112 hunn déi obligatoresch Formatiounen nogemaach a konnten an d'Karriär vum Beruffspompjee wiesselen. Weider Mataarbechter si fir déi divers Formatiounen ugemellt, wärend nach aner Mataarbechter hiren Interessi bei de Responsabele vum CSU 112 ugemellt hunn, fir un dëse Formatiounen deelzehuelen.

All Mataarbechter vum CSU 112 huet d'Méiglechkeet, fir un den néidege Formatiounen, déi fir de Changement an d'Karriär vum Beruffspompjee obligatoresch sinn, nozemaachen. Et gëtt also keen dozou obligéiert. Et ginn effektiv och Mataarbechter, déi sech aus perséinleche Grënn géint de Wiessel an d'Karriär vum Beruffspompjee entscheet hunn. E weidere Grond kann eng medezinnesch Inaptitude sinn. Et ass also net richteg, fir vun engem Refus ze schwätzen, well et weeder eng Obligatioun, nach Drock vun der Hierarchie gëtt, fir dës Formatioune mussen ze maachen. Och wann dës Mataarbechter net an d'Karriär vum Beruffspompjee kënne wiesselen, kënne si awer weiderhin hirer Aarbecht als Opérateur oder Chef de salle um CSU 112 nogoen. Schlussendlech ass et wichteg ze bemierken, datt alleguer d'Mataarbechter vum CSU 112 den néidege Formatiounen a Weiderbildunge fir hir Aarbecht nokomm sinn an datt et och zu kengem Refus koum, fir un iergendenger Formatioun deelzehuelen.

De Plan national d'organisation des secours (PNOS), deen den 20. Oktober 2021 vun der Regierung approuvéiert ginn ass, fixéiert fir den operationelle Beräich, dorënner de CSU 112, verschidden Axes d'amélioration, déi et bis spéitstens 2025 ëmzesetze gëllt.

Question 5153 (26.10.2021) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest :**

Avec la création de l'Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest en mai 2016, un souhait de longue date des acteurs locaux concernés s'est réalisé. En effet, cette structure régionale est censée faciliter le développement et la coordination d'activités touristiques afin de valoriser et de promouvoir le tourisme dans les régions occidentales du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter les priorités stratégiques en matière de la promotion du tourisme dans la région Ouest du Grand-Duché de Luxembourg - et plus particulièrement dans le canton de Redange ?

2) Qui sont les acteurs et partenaires impliqués dans la réalisation de cette stratégie ? Quels sont les moyens de promotion déployés dans ce contexte ?

3) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le financement de cette stratégie ? Comment le budget étatique alloué au développement d'activités touristiques dans l'ouest du pays a-t-il évolué durant les dernières années ?

4) Dans quelle mesure les acteurs régionaux et locaux ont-ils déjà pu bénéficier de la création de l'Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest ? Quels changements a-t-on pu observer au niveau des emplois, des revenus et des offres d'activités dans le secteur touristique des régions de l'ouest depuis 2016 ?

Réponse (17.11.2021) de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes, Ministre du Tourisme :*

ad 1) En amont de la création en date du 2 mai 2016 de l'Office régional du tourisme du Centre et de l'Ouest ASBL, ci-après dénommé « l'ORT », les priorités stratégiques pour l'ORT ont été élaborées dans le cadre d'un processus participatif avec les forces vives du tourisme de la région. Sur base d'études quantitatives et d'entretiens qualitatifs ainsi qu'une série de workshops, un masterplan a pu être dressé qui définissait comme les premières priorités pour l'ORT de rattraper les autres ORT déjà en place :

- en s'appropriant le travail déjà effectué au sein de ces structures jumelles ;
- en effectuant un inventaire de l'offre ;
- en travaillant sur la suggestivité et la visibilité interne de l'offre touristique ;
- en développant des guidances touristiques ;
- et en développant des randonnées pédestres et des randonnées en vélo.

Sur base de ce qui précède, l'ORT a présenté son positionnement pour la région Centre/Ouest autour du concept du « Slow tourisme ».

ad 2) L'ORT compte actuellement 44 membres, dont :

- 28 communes ;
- 12 ASBL touristiques ;
- 3 fédérations touristiques ;
- et une entreprise privée.

Outre les membres de l'association, l'ORT collabore avec tous les acteurs régionaux œuvrant dans le tourisme, que ce soit les hébergements touristiques, les restaurants, les attractions touristiques, les syndicats d'initiatives ou d'autres ASBL œuvrant dans le tourisme et bien évidemment dans le domaine du marketing avec le GIE Luxembourg for Tourism dont il est membre et qui se charge de la promotion de la région à l'étranger.

En ce qui concerne les moyens de promotion, l'ORT utilise de nombreux canaux :

www.chd.lu

- un site web : www.visitguttland.lu
- les réseaux sociaux :
• Facebook : « Visit Guttland » et « Guttland Trails » ;
• et Instagram « visitguttland ».
- Publications
• Cartes (« Mam Vëlo am Westen », « Vallée des sept Châteaux »),
• Guides Tours ;
• Magazine « Guttland Stories »,
pour n'en citer que quelques-uns.

D'autres moyens de promotion sont les annonces publicitaires, les publireportages, les communiqués de presse, les vidéos de promotion et les voyages de presse réalisés en collaboration avec LFT. Avant la pandémie, l'ORT était aussi présent sur des foires ou d'autres types de manifestations pour promouvoir la destination.

ad 3) Le financement de l'ORT repose sur plusieurs piliers, dont les cotisations de ses membres et une dotation étatique annuelle. Il est à noter que cette dotation n'a cessé d'augmenter depuis la création de l'ORT :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) L'ORT conseille et supporte les acteurs régionaux dans le développement de leurs projets touristiques et il incite les acteurs régionaux à développer des projets touristiques, que ce soit dans le domaine de l'hébergement des attractions ou encore de bureaux d'information touristique.

Par ailleurs, l'ORT développe lui-même des projets touristiques en collaboration avec les acteurs régionaux comme p. ex. des visites guidées pour assurer que le touriste puisse profiter d'une offre variée et qualitative.

Étant donné que la professionnalisation du secteur touristique constitue une priorité gouvernementale, l'ORT organise des formations pour les acteurs touristiques.

L'ORT fait non seulement la promotion des activités touristiques de la région, mais supporte aussi les offres de ses partenaires dans leurs efforts de promotion en offrant par exemple un photoshooting professionnel ainsi que le tournage d'une vidéo de présentation à tous les hébergements de la région.

L'ORT offre ensuite aussi un point d'information central pour les visiteurs s'intéressant à la région et assume le rôle de porte-parole touristique de la région au niveau national vis-à-vis de l'organisation de promotion nationale « Luxembourg for Tourism » ainsi que vis-à-vis des différents ministères.

Depuis la création de l'ORT, celui-ci coordonne aussi les étudiants mis à disposition par le ministère ayant dans ses attributions le tourisme dans la région. Ces étudiants représentent un support important pendant la saison d'été aux musées ou points d'informations touristiques régionaux généralement gérés par des bénévoles.

Il n'y a à l'heure actuelle pas de chiffres collectés par rapport aux emplois et revenus générés dans le secteur touristique au niveau régional.

On peut tout de même dire que des hébergements se sont implantés dans la région de l'Ouest depuis la création de l'ORT (p. ex. Péitche Lauer à Useldange et Green & Breakfast à Niederpallen) et d'autres hébergements sont en cours de planification.

Question 5154 (27.10.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** *(déi Lénk)* concernant l'**achat du logiciel Pegasus :**

Lors d'une table ronde organisée par un média luxembourgeois anglophone le 25 octobre 2021, Monsieur le Premier Ministre a notamment évoqué le scandale entourant le logiciel Pegasus de la société NSO. Dans ce contexte, il a dit : « If other governments decided to buy this product to spy oppositions, journalists and other people ... it's a scandal. It's a scandal. But it's the fact that they bought it to misuse it. To misuse it. But at the beginning, when we bought it, it was for reasons of state security. »

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État :

1) Est-ce que Monsieur le Premier Ministre se référait bien au Gouvernement respectivement à l'État luxembourgeois en utilisant la formule « we bought it » [nous l'avons acheté] ?

2) Dans l'affirmative, pouvez-vous préciser vos affirmations publiques en m'informant au profit de quel(s) service(s) étatique(s) le logiciel en question a été acquis quand il a été acquis, s'il est encore utilisé par des services étatiques et quel usage en est fait ?

Réponse (28.10.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

L'article 8, paragraphe (1), c), de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État prévoit explicitement le recours, pour le Service de renseignement de l'État (SRE), à un moyen de recherche d'interception à la source, et ce dans les strictes limites et sous le strict contrôle imposés par ladite loi.

Afin de pouvoir remplir les missions lui attribuées par ladite loi, le SRE s'est doté d'un tel moyen.

Dans le cadre de l'entretien en question, le Premier Ministre, Ministre d'État s'est référé de manière générique à l'achat d'un tel moyen dans les conditions précitées.

Pour des raisons de sécurité et afin de protéger les enquêtes, il n'est pas possible de publier des détails concernant les équipements techniques.

Question 5169 (02.11.2021) de **M. Roy Reding** *(ADR)* concernant les **statistiques dans le cadre de la Covid-19 :**

Laut mengen Informatioune ginn an Däitschland déi vaccinéiert Leit bis zwou Wochen nom zweete „Shot" als „non vacciné" an der Statistik gefouert, wat natierlech dann heescht, dass déi Statistiken da quasi keng Impfduerchbréch oder Niewewierkungen am Kader vun der „Impfung" opweisen. Et géif mech interesséieren, wéi dat hei an eisem Land gehandhabt gëtt.

An de „rapports hebdomadaires" vun der Santé gëtt säit e puer Méint de „statut vaccinal" vun de positiv getesten an den hospitaliséierte Persoune publizéiert.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ech géif dozou gär wëssen:

1. Wat ass déi genee Definitioun vun enger „personne partiellement vaccinée"?

2. Wat ass déi genee Definitioun vun enger „personne avec un schéma vaccinal complet"? Ab wéini gëtt dës Persoun an déi Statistik opgeholl?

3. Aus wat fir engem Grond ginn déi „non vaccinés" mat de „partiellement vaccinés" an enger Kategorie zesummegeluecht?

4. An de Kalennerwochen 38 an 39 goufen d'Zuele fir déi dräi Kategorien „non vaccinés", „partiellement vaccinés" an „avec schéma vaccinal complet" getrennt uginn. Wier et méiglech, déi respektiv Zuelen och fir déi aner Woche gewuer ze ginn?

Réponse (24.11.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Fir d'Opstellung vum Rapport hebdomadaire a generell fir de Monitoring, deen d'Gesondheetsdirektioun assuréiert, gëtt d'Definitioun vun enger voll geimpfter, deelweis geimpfter oder net geimpfter Persoun a Relatioun mat der Unzuel vun Injektiounen, deen den Impfstoff virgesäit a mam Datum, op deen déi geimpfte Persoun de kompletten Impfscheema vum Impfstoff, deen hir administréiert gouf, duerchlaf huet.

Eng Persoun gëllt deemno als deelweis geimpft, wann si eng Dosis vun engem Impfstoff administréiert krut, deen eréischt mat zwou verimpften Dosen als komplett ugesi gëtt.

ad 2. Fir de Monitoring, deen d'Gesondheetsdirektioun assuréiert, huet eng Persoun mat engem kompletten Impfplang d'Unzuel vun den Dose kritt, déi néideg sinn (eng Dosis fir den Impfstoff Janssen, zwou Dose fir all aneren Impfstoff). Fir déi Leit, déi den Impfstoff Janssen kritt hunn, dee just eng Dosis virgesäit, gëllen d'Leit 14 Deeg no hirer Impfung als komplett geimpft, iwwerdeems d'Leit, déi en Impfstoff kritt hunn, deen zwou Dose virgesäit, den Dag selwer vun der zweeter Impfung als komplett geimpft gëllen. Dës Persoune ginn den Dag no hirer Impfung an de Statistike vun de Rapporten integréiert.

Fir verschidde Länner, dorënner och Däitschland, gëllt réischt e kompletten Impfscheema 14 Deeg no der leschter Injektioun vum Impfstoff, dat selwecht gëllt och fir Impfstoffer, där hire Scheema zwou Injektioune virgesäit.

ad 3. Net geimpfte Leit an deelweis geimpfte Leit sinn an der Kategorie vun den ongeimpfte Leit gruppéiert, well dës Leit d'Unzuel vun den néidegen Injektiounen nach net kritt hunn, fir hiren Impfplang ze vervollstännegen.

Dës Kategorisatioun fir net geimpfte Leit an deelweis geimpfte Leit gëtt benotzt, well béid Kategorië vu Leit no de Reegele vum CovidCheck net gréng sinn, mee rout uschloen, wat hiren Impfstatus ugeet.

ad 4. An deene leschte Wochen hunn déi deelweis geimpfte Leit ongeféier 3 % vun all den deklaréierte Fäll ausgemaach, esou datt déi Fäll, epidemiologesch gesinn, eng ganz kleng Roll spillen. Aus dësem Gronn ginn dës Kategorien net méi eenzel an de Rapporten opgelëscht.